N°04
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Discours du Président du Parlement européen	p. 113	Sommaire des séances publiques nos 9-12	p. 144	9e séance	Mercredi 12 mars 2014
Grands projets d'infrastructure	p. 125	Sommaire des questions parlementaires	p. Q42	10e séance	Mardi 18 mars 2014
				11e séance	Mercredi 19 mars 2014
				12e séance	Mardi 1er avril 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

«Les jeunes et l'emploi»: hearing à la Chambre

De plus en plus de jeunes ressentent des problèmes pour trouver un emploi. Ils se sentent mal orientés et insuffisamment préparés pour affronter la vie professionnelle et craignent la précarité. Les craintes et revendications des jeunes dans le contexte de la politique gouvernementale en faveur de l'emploi ont été présentées à la Chambre des Députés lors d'un hearing le 27 mars 2014.

Les représentants de onze organisations regroupées au sein de la Confédération Générale de la Jeunesse du Luxembourg ont pris la parole devant les parlementaires et les Ministres Nicolas Schmit et Claude Meisch. Leurs discours étaient surtout axés sur la mise en pratique de la «Garantie pour la jeunesse», un programme européen qui vise à lutter contre le chômage des jeunes.

Ils ont entre autres demandé à ce que la mesure proposée soit applicable au-delà de l'âge de 25 ans et qu'elle présente une réelle valeur ajoutée. Les représentants ont également demandé une meilleure orientation au sein des écoles et un accompagnement plus poussé sous forme de tutorat par exemple. Ils ont lancé un appel aux entrepreneurs afin qu'ils ne considèrent pas les jeunes comme une simple force de travail bon marché. Le bénévolat constitue à leurs yeux un autre moyen d'accroître leurs compétences.

Échange de vues entre jeunes et responsables politiques

Le Président de la Chambre des Députés et les parlementaires ont remercié les jeunes pour leur engagement. Au cours de l'échange de vues, ils ont notamment demandé des précisions sur certains aspects évoqués comme les stages pour étudiants ou les difficultés concrètes lors de la recherche d'un emploi.

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Claude Meisch, s'est montré préoccupé par le phénomène du décrochage scolaire. Il a rappelé que le Gouvernement souhaite soutenir les jeunes lors de la formulation et de la réalisation de leur projet professionnel.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Nicolas Schmit, a souligné l'importance des mesures et de l'accompagnement des jeunes pour leur permettre de (re)prendre pied dans une formation ou activité professionnelle.

«La Garantie pour la jeunesse constitue un investissement dans l'avenir», a-t-il conclu.

L'audition publique «Les jeunes et l'emploi» a constitué une première démarche commune de la Chambre des Députés et de la CGJL en vue d'une amélioration du dialogue entre jeunes et décideurs politiques.

87 nouveaux cas de discrimination

Le rapport d'activités du CET pour 2013 remis au Président de la Chambre.

Les responsables du Centre pour l'égalité de traitement (CET) viennent de remettre leur rapport d'activité 2013 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2013, le CET a été saisi de 87 nouveaux cas. S'y ajoutent neuf dossiers non clôturés de 2011 et 2012.

En ce qui concerne les motifs de discrimination, plus d'un quart des dossiers se rapportent à un handicap. L'appartenance ou non à une race ou ethnie, le sexe, la religion ou les convictions, l'âge ou l'orientation sexuelle constituent d'autres motifs de discrimination.

Le rapport 2013 est le premier d'une nouvelle équipe, sous la présidence de M. Mario Huberty. Ce dernier a attiré l'attention du Président de la Chambre des Députés sur le souhait du CET de voir son pouvoir d'intervention renforcé. Le projet d'une Maison des droits de l'Homme regroupant des organismes œuvrant dans les mêmes domaines reste également d'actualité.

M. Di Bartolomeo a remercié la nouvelle équipe pour le travail accompli. Il analysera le rapport et le transmettra à tous les membres de la Chambre des Députés.

Une pétition pour un poste frontière

Dans le cadre de son combat pour la sauvegarde d'un ancien poste de garde des chasseurs ardennais à la frontière belgo-luxembourgeoise et pour attirer l'attention des autorités luxembourgeoises sur ce bâtiment historique, M. Alain Lambert a remis début avril une pétition regroupant 1.178 signatures au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui l'a transmise pour examen à la Commission des Pétitions.

Le poste d'alerte numéro 82, démoli entretemps, a fait partie d'un système de surveillance frontalière développé dès 1937 dans l'est de la Belgique. Depuis plusieurs années, M. Lambert avait tenté de sauver ce poste, situé au 27, rue de Kleinbettingen à Sterpenich.

Remise d'une pétition au Président de la Chambre

Échange de vues entre présidents de parlement

Crise économique, contrôle de subsidiarité, coopération interparlementaire avec les pays du partenariat oriental et contrôle interparlementaire dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice: tels étaient les thèmes abordés lors de la Conférence des présidents de parlement de l'Union européenne les 7 et 8 avril 2014 à Vilnius. M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, y a représenté le Parlement luxembourgeois, accompagné par Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe.

Dans son intervention, il a estimé que la dimension sociale des débats doit être développée. Les parlements d'Europe devront agir collectivement en faveur de la création d'un véritable équilibre entre l'économique et le social. «Nous devons promouvoir une Europe plus sociale, une Europe capable de redonner de l'espoir aux jeunes», a souligné M. Di Bartolomeo.

À propos du contrôle de la subsidiarité, les présidents de parlement ont considéré que les parlements nationaux devraient s'impliquer davantage dans le contrôle ex ante des initiatives phares de la Commission européenne.

Un approfondissement de la coopération interparlementaire et un échange plus intensif de meilleures pratiques devraient contribuer positivement à l'efficacité et au caractère inclusif du processus de contrôle de la subsidiarité.

À noter qu'en marge de la réunion, les présidents de parlement d'Italie, de Lettonie et du Luxembourg ont signé une déclaration d'intention en vue d'une meilleure coopération entre leurs parlements.

De juillet 2014 à décembre 2015, leurs pays assureront la présidence de l'Union européenne et les présidents de parlement collaboreront en tant que trio. Lors de cette période de présidence, ils souhaitent mettre l'accent sur la dimension parlementaire, tant au niveau politique qu'administratif.

Les présidents de parlement d'Italie, de Lettonie et du Luxembourg *© Parlement lituanien*

Ouverture à signature de la première pétition publique

Le lundi, 7 avril 2014 va certainement entrer dans les annales de la vie parlementaire luxembourgeoise. Depuis cette date et grâce au nouveau système de pétition publique mis en place par le Parlement luxembourgeois, il est en effet possible de soutenir via le site Internet de la Chambre toute pétition y déposée et déclarée recevable.

La première pétition ayant vu le jour sur le site - le rôle des pétitions lui a attribué le numéro 329 -, a pour objet de «garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière».

À l'instar de celles qui lui emboîteront le pas, la pétition 329 est ouverte à signature pendant six semaines (du 7 avril au 19 mai). En parallèle, un forum de discussion en relation avec le sujet abordé par les pétitionnaires fonctionnera sur le site de la Chambre et permettra d'animer le débat.

Dans la foulée furent également déclarées recevables par la Conférence des Présidents de la Chambre les pétitions portant les numéros 333 à 339.

Ouvertes à la signature depuis le 14 avril, celles-ci ont pour objet de s'exprimer

- contre le tram (333),

- pour un ajustement de la hauteur des trottoirs (334),

- pour l'introduction d'un revenu de base universel (335),

- sur une étude évaluant les paramètres de la «fonction d'utilité» conditionnant le «modal-split» (336),

- sur les services multimédias ayant leur siège à Luxembourg (337),

- pour une subvention de la mobilité 100% électrique à deux roues (338),

- pour un système d'aides financières compétitif, équitable et socialement juste pour les études supérieures (339).

Sur avis de la Commission des Pétitions, les initiateurs des pétitions 330 («Géint d'Zäitëmstellung»), 331 («Méi e strengt Déiereschutzgesetz») et 332 («Berücksichtigung der Mehrsprachigkeit bei etat.lu») furent invités à préciser l'objet de leur doléance à des fins de publication ultérieure.

Si une pétition publique récolte au moins 4.500 signatures sur le site Internet de la Chambre, elle donnera lieu à un débat public, sinon elle sera traitée comme une pétition «ordinaire».

Le développement de ce nouveau type de pétition est le résultat des efforts de la Chambre en vue de renforcer les moyens de participation des citoyens et de les impliquer davantage dans les discussions politiques.

La présidence de 2015 approche

M. Marc Angel (à droite) a représenté la Chambre à Rome.

M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a représenté la Chambre des Députés lors d'une réunion préparatoire de la dimension parlementaire de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2015, qui s'est tenue à Rome le 25 mars 2014.

Le député luxembourgeois y a rencontré ses homologues d'Italie et de Lettonie, qui forment en effet avec le Grand-Duché le «trio présidentiel» du deuxième semestre 2014 au deuxième semestre 2015 inclus.

Les parlementaires ont discuté sur les sujets qui sont d'un intérêt commun et qui pourraient être discutés dans le cadre des réunions de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires).

Une certaine continuité entre les présidences successives est indispensable.

Les parlementaires se sont mis d'accord de mettre l'accent notamment sur la croissance et la relance de la compétitivité et sur les relations de l'Union européenne avec ses pays voisins de la Méditerranée et de l'Est.

Logement et sécurité sociale au centre de l'échange

Le problème du logement dans des pays à surface territoriale réduite et la durabilité des systèmes de santé et de pension ont figuré au centre de l'entretien du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, avec le Premier Ministre de la République de Singapour, M. Lee Hsien Loong, en présence de M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Au Luxembourg comme à Singapour, la lutte contre la pénurie de logements constitue une priorité politique. À Singapour, 85% des terrains sont entre les mains de l'État qui les met à disposition des jeunes familles par le biais d'un bail sur 99 ans. 90% des nationaux et résidents permanents disposent d'un logement à un prix raisonnable.

Le Président de la Chambre des Députés a, quant à lui, insisté sur les avantages du système de sécurité sociale basé sur la solidarité entre générations et garantissant un accès universel à des prestations de qualité.

M. Lee Hsien Loong signe le Livre d'or de la Chambre en présence de M. Marc Angel et de M. Mars Di Bartolomeo.

Le Secrétaire général de l'OTAN à la Chambre

La situation en Ukraine et la stratégie de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) vis-à-vis de la Russie ont dominé les discussions entre les députés et le Secrétaire général de l'Alliance atlantique, M. Anders Fogh Rasmussen, lors de sa visite à la Chambre des Députés le 15 avril passé.

«Nous ne discutons pas d'options militaires», a-t-il expliqué au cours des discussions avec les députés membres du Bureau de la Chambre des Députés, de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ainsi que de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Selon M. Rasmussen, l'Alliance devrait pourtant se concentrer sur la consolidation de la défense de ses alliés. M. Rasmussen a insisté sur la responsabilité de la communauté internationale pour résoudre la crise en Ukraine.

Les députés ont profité de l'occasion pour interroger le Secrétaire général sur le financement et l'avenir de l'organisation. Avec la Géorgie, le Monténégro, l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) et la Bosnie-Herzégovine, quatre pays sont candidats pour rejoindre l'Alliance.

Les Ministres des Affaires étrangères des 28 pays membres décideront d'un élargissement possible. En réponse aux questions des députés, le Secrétaire général de l'OTAN a également expliqué que l'organisation devrait discuter de son financement.

«La défense a un coût, mais l'insécurité pourrait devenir beaucoup plus chère», a constaté M. Rasmussen. Actuellement les États-Unis supportent trois quarts des dépenses de l'Alliance atlantique.

À la tête de l'Alliance depuis 2009, le Danois Anders Fogh Rasmussen avait visité la Chambre des Députés une première fois en 2010. En octobre prochain, son mandat viendra à échéance et ce sera l'ancien Premier Ministre norvégien, M. Jens Stoltenberg, qui prendra la relève.

M. Anders Fogh Rasmussen a répondu aux questions des parlementaires luxembourgeois.

Conférence du CPI sur les politiques énergétiques dans la Grande Région

Une nouvelle énergie pour l'avenir

La Grande Région doit s'engager avec détermination pour une politique énergétique intelligente, fondée sur l'innovation en matière d'énergies renouvelables et la coopération transfrontalière. Tel était le message de M. Roger Negri lors de l'ouverture de la conférence organisée par le Conseil parlementaire interrégional à Trèves, le 4 avril 2014, et à laquelle le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que M. Justin Turpel ont également participé.

Président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI, M. Negri est revenu sur les travaux du CPI en matière énergétique au cours des dernières années, tout en présentant une recommandation à ce sujet qui sera prochainement soumise au vote de l'ensemble des parlementaires du CPI et adressée aux gouvernements de la Grande Région.

De même, M. Negri a partagé ses impressions concernant le déroulement du Sommet de l'Énergie du 17 mars à Trèves auquel il avait participé, en soulignant notamment qu'il aurait souhaité un débat plus approfondi sur les centrales nucléaires de la Grande Région.

Pendant la conférence, les élus de la Grande Région ont réaffirmé leur conviction que la promotion d'une production d'énergie plus décentralisée est susceptible de produire une valeur ajoutée au niveau régional et de créer des emplois de qualité dans la Grande Région. De même, ils ont souligné que l'optimisation progressive de l'efficience énergétique dans le secteur du bâtiment et des transports revêt une importance cruciale.

Parmi les orateurs, Prof. Dr. Peter Heck, le directeur de l'Institut für angewandtes Stoffstrommanagement (IfaS) de l'Umwelt-Campus Birkenfeld, et M. Tom Eischen, Commissaire du gouvernement à l'Énergie au Ministère de l'Économie ont pour leur part discuté les avantages des énergies renouvelables ainsi que les défis pour la Grande Région qui y sont liés.

Tandis que plusieurs projets transfrontaliers en matière énergétique ont été présentés à l'occasion de la conférence, dont le projet Interreg ENEFF Réseau transfrontalier Efficience énergétique / Énergies renouvelables, M. Negri a également insisté sur l'importance de ne pas négliger la problématique nucléaire dans la Grande Région et annoncé l'organisation d'une réunion spécifiquement dédiée à cette question.

M. Joachim Mertes, Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Roger Negri, M. Justin Turpel et M. Claude Frieseisen à Trèves.

L'administration parlementaire se présente

Le service des commissions parlementaires

Les travaux des commissions parlementaires sont encadrés et appuyés, au niveau de l'administration parlementaire, par les fonctionnaires du service des commissions, à savoir les secrétaires-administrateurs (carrière supérieure) et leurs assistants (carrière moyenne).

Le service est composé de: M. Martin Bisenius, Mme Francine Cocard, Mme Marianne Weycker, Mme Rachel Moris, Mme Caroline Guezennec, M. Laurent Besch, M. Timon Oesch, Mme Carole Closener, Mme Christiane Huberty, Mme Anne Tescher, Mme Tania Braas, secrétaires-administrateurs, Mme Tania Sonnetti, attaché-stagiaire, de Mme Arlette Frascht, Mme Yvette Hellinghausen, Mme Vera Haas, Mme Pascale Kohn, M. Pascal Reiser, assistants ainsi que de Mme Maryse Klein, documentaliste.

Les secrétaires-administrateurs des commissions parlementaires assurent la convocation, la préparation, l'organisation et le suivi administratif des réunions des commissions parlementaires ainsi que l'exécution des décisions prises. Ils documentent l'instruction des projets de loi et, d'une façon générale, l'avancement des travaux par l'établissement des procès-verbaux des réunions.

À noter que le procès-verbal résume les discussions sous forme de synthèse en ne suivant pas nécessairement la chronologie des interventions, mais en regroupant et en rapprochant les éléments essentiels des débats. Les procès-verbaux se limitent à la substance des discussions et ont donc le caractère de rapports de synthèse. Ainsi, ils peuvent être repris dans de très larges parties dans le rapport final de la commission. Ceci vaut en particulier pour la partie objective du rapport, c'est-à-dire le commentaire des articles qui doit contenir toutes les observations et explications que la Commission entend faire pour faciliter et orienter l'application et l'interprétation ultérieure des textes (ratio legis).

Par ailleurs, les fonctionnaires du service rédigent les exposés des motifs des amendements parlementaires à transmettre au Conseil d'État et s'occupent de toute autre correspondance ou acte de procédure nécessaire pour la poursuite des travaux de la commission.

Ils préparent des documents de travail facilitant les travaux de la commission (par exemple tableaux synoptiques de différentes versions d'un texte).

Ils effectuent des recherches ponctuelles, juridiques et autres, à la demande d'une commission, du président ou du rapporteur.

Ils procèdent à la mise à jour régulière des textes coordonnés et amendés d'un projet en vue du texte final à annexer au rapport de la commission.

Ils collaborent avec le rapporteur en vue de la rédaction du rapport et en particulier de la partie objective du rapport, à savoir le résumé de la procédure législative et le commentaire des articles.

Les autres tâches se résument comme suit:

- recherches ponctuelles, juridiques et autres, à effectuer à la demande d'une commission, du président ou du rapporteur respectivement recherches à effectuer sur l'initiative propre du secrétaire si cette recherche est de toute évidence nécessaire pour le bon avancement des travaux de la commission;

- suivi, en collaboration avec le service gestion des connaissances, de la documentation pouvant enrichir les travaux de la commission;

- mise à jour régulière des textes coordonnés et amendés d'un projet en vue du texte final à annexer au rapport de la commission et contrôle du texte final à voter, si nécessaire en concertation avec les auteurs du projet;

- collaboration avec le rapporteur en vue de la rédaction du rapport et en particulier rédaction de la partie objective du rapport, à savoir le résumé de la procédure législative et le commentaire des articles;

- dans le cadre de l'organisation des débats d'orientation: préparation et organisation des hearings, établissement d'une documentation, encadrement administratif, procès-verbaux des réunions, participation à la rédaction du rapport final;

- dans les dossiers européens: préparation et suivi des travaux des commissions concernant l'analyse des propositions de directives et de règlements, préparation des avis politiques ou avis motivés à l'intention des instances européennes;

- encadrement et suivi administratif général des travaux des commissions dont la mission première n'est pas l'instruction de projets de loi (Commission des Pétitions, Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire).

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Une deuxième partie de la session 2014 dominée par la crise ukrainienne

Du 7 au 11 avril s'est tenue à Strasbourg la deuxième partie de la session ordinaire de 2014 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre des Députés y fut représentée par M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise, M. Yves Cruchten, vice-président, ainsi que par Mmes Anne Brasseur, Françoise Hetto-Gaasch et M. Claude Adam, membres effectifs.

Au cours de ladite session, Mme Anne Brasseur, Présidente de l'APCE, a présidé entre autres le débat - mené selon la procédure d'urgence - sur les «Développements récents en Ukraine: menaces pour le fonctionnement des institutions démocratiques», suivi de celui sur le «Réexamen, pour des raisons substantielles, des pouvoirs déjà ratifiés de la délégation russe».

Dans une résolution adoptée au sujet de la situation en Ukraine, l'Assemblée a considéré que «Le soi-disant référendum qui a été organisé en Crimée le 16 mars 2014 était contraire aux Constitutions de la Crimée comme de l'Ukraine. (…) L'issue de ce référendum et l'annexion illégale du territoire de la Crimée n'ont donc pas d'effet juridique et ne sont pas reconnues par le Conseil de l'Europe.».

Dans une autre résolution adoptée par l'APCE, il fut retenu entre autres que «L'Assemblée considère qu'en violant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, la Russie a fait naître une menace pour la stabilité et la paix en Europe. L'annexion de la Crimée et les mesures qui l'ont précédée ont ouvert une brèche dans laquelle s'engouffrent désormais d'autres régions de l'Ukraine, comme le montrent les développements intervenus depuis le début de la semaine à Donetsk, Charkow et Lugansk.» et qu'«En conséquence et afin de marquer sa condamnation et sa désapprobation face aux agissements de la Fédération de Russie à l'égard de l'Ukraine, l'Assemblée décide de suspendre les droits suivants de la délégation de la Fédération de Russie jusqu'à la fin de la session de 2014:

- droit de vote

- droit d'être représenté au Bureau de l'Assemblée, au Comité des présidents et à la Commission permanente,

- droit de participer à des missions d'observation des élections.».

Bien que l'Assemblée soit convaincue que «le dialogue politique doit rester la voie privilégiée pour trouver un compromis», que «la suspension des pouvoirs de la délégation russe rendrait ce dialogue impossible» et que «dans cette crise réelle, l'Assemblée parlementaire a le pouvoir et la possibilité de confronter l'un de ses États membres - la Fédération de Russie - aux questions et aux faits, et d'exiger des réponses et des comptes», elle «se réserve le droit d'annuler les pouvoirs de la délégation russe si la Fédération de Russie n'amorce pas une désescalade de la situation et ne fait pas marche arrière sur l'annexion de la Crimée» et «invite la Commission de suivi à envisager la création d'une sous-commission d'enquête, chargée d'examiner et de suivre les développements liés au conflit depuis août 2013».

La deuxième partie de la session ordinaire de 2014 de l'APCE fut également marquée par les interventions de:

- Mme Françoise Hetto-Gaasch lors du débat sur la «Prostitution, traite et esclavage moderne en Europe»;

- M. Claude Adam lors du débat sur «La situation et les droits des minorités nationales traditionnelles en Europe» et

- M. Marc Spautz lors des débats sur «Un travail décent pour tous», d'une part, et comme orateur mandaté de son groupe PPE, sur «Les réfugiés et le droit au travail», d'autre part.

(de gauche à droite) Mme Toiny Thommes, M. Claude Adam, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Anne Brasseur, M. Marc Spautz et M. Yves Cruchten

Parmi les autres points ayant figuré à l'ordre du jour et fait l'objet d'une attention particulière de la part des parlementaires, il y a lieu de citer:

- le rapport annuel d'activité 2013 du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe;

- le débat conjoint sur «l'amélioration de la protection et de la sécurité des utilisateurs dans le cyberespace» et «le droit d'accès à Internet»;

- l'accès à la nationalité et la mise en œuvre effective de la Convention européenne sur la nationalité;

- la protection des mineurs contre les dérives sectaires;

- les réfugiés et le droit au travail ainsi que

- l'éradication de la pauvreté des enfants en Europe.

En tout et pour tout, l'APCE adopta treize résolutions et cinq recommandations au cours de cette deuxième partie de la session ordinaire de 2014.

Situation en Ukraine

M. Eugène Berger et M. Henri Kox

M. Henri Kox, président de la délégation luxembourgeoise, et M. Eugène Berger ont représenté la Chambre des Députés lors de la Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) qui s'est déroulée les 3 et 4 avril 2014 à Athènes.

Lancée en septembre 2012, la conférence réunit des représentants des commissions des affaires étrangères et des commissions de la défense des parlements nationaux de l'Union européenne (UE), des membres européens de l'OTAN non membres de l'UE, des pays candidats à une adhésion à l'UE ainsi que du Parlement européen.

Les parlementaires ont eu l'occasion de discuter avec la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale de la République hellénique sur les priorités courantes dans les domaines de la PESC, les développements dans les secteurs de la défense et de la sécurité ainsi que les défis de sécurité dans les pays voisins du Sud et de l'Est de l'Union européenne.

Les discussions étaient largement dominées par la situation en Ukraine. Les parlementaires ont exprimé leur profonde préoccupation sur cette crise et ses conséquences sur la sécurité internationale et la gouvernance globale. La conférence a condamné l'intervention militaire russe et l'annexion illégale en Crimée qui mine le droit international et est contraire aux engagements et obligations de la Russie, y inclus la Charte des Nations Unies, l'Acte final de Helsinki de l'OSCE et le Mémorandum de Budapest.

Les parlementaires ont en outre affirmé que le référendum tenu en Crimée le 16 mars est inconstitutionnel et ont condamné avec la plus grande fermeté tous les actes qui compromettent l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. Les membres de la conférence ont lancé un appel à la Russie à désamorcer immédiatement la crise, à retirer ses troupes à la frontière et du territoire ukrainien et à reconnaître le gouvernement intérimaire en Ukraine en tant qu'interlocuteur légitime.

La conférence a par ailleurs réitéré son inquiétude la plus forte face au conflit en Syrie et a appelé les institutions de l'UE et les États membres ainsi que les autres acteurs internationaux à fournir davantage d'aide humanitaire et à promouvoir une réflexion aux Nations Unies sur l'établissement de corridors humanitaires sûrs afin d'apporter un soulagement vital de la crise humanitaire dans l'ensemble de la Syrie.

Au niveau de plusieurs ateliers, les parlementaires ont par ailleurs pu débattre sur la stratégie européenne pour la sécurité maritime et la dimension maritime de la politique de sécurité et de défense commune, les développements récents au Moyen-Orient ainsi que le déploiement des forces militaires dans le cadre de la PSDC et le processus de décision parlementaire.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°4** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Traite des êtres humains

6562 - Projet de loi

renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification

(1) du Code pénal;

(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;

(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration

1. Le phénomène de la traite des êtres humains à l'échelle internationale

La traite des êtres humains est considérée comme une des formes les plus agressives de violer les droits de la personne humaine. De plus en plus de femmes, d'hommes et d'enfants sont «achetés» et «vendus» comme des marchandises, par-delà les frontières ou dans leur propre pays, et soumis à l'exploitation et aux abus.

«*Le phénomène de la traite des êtres humains demande une politique pluridisciplinaire ayant trait à la criminalité organisée, au monde économique et aux droits de l'Homme. La traite des êtres humains constitue une des atteintes les plus graves aux droits fondamentaux et à la dignité humaine. Plusieurs droits intangibles consacrés dans la Convention européenne des droits de l'Homme, tels que le respect de l'intégrité physique, l'interdiction de la torture, l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé sont concernés.*

Le nombre de victimes de la traite des êtres humains est estimé chaque année à 880.000 dans l'Union européenne et à 20,9 millions dans le monde, selon l'Organisation Internationale du Travail. Les profits extirpés de la traite des êtres humains sont estimés autour de 25 milliards d'euros dans le monde.

Le phénomène revêt des formes diverses: l'esclavage domestique, les fausses filles au pair, les „mariages par correspondance", l'exploitation sexuelle commerciale, le trafic d'organes, le travail forcé, les enfants soldats, les adoptions illégales, la mendicité forcée.

L'exploitation aux fins sexuelles et de main-d'œuvre sont les plus courantes; elles touchent respectivement 60% et 23% des victimes de la traite des êtres humains. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables. Entre 2008 et 2010 68% des victimes étaient des femmes et 12% des filles, tandis que 17% étaient des hommes et 3% des garçons. La traite comporte une dimension liée à la problématique de l'égalité des sexes, les hommes et les femmes n'étant pas victimes de la traite pour les mêmes raisons. Les femmes sont avant tout exploitées à des fins sexuelles (elles représentent 96% des victimes). Les hommes sont surtout exploités à des fins de travail forcé (ils représentent 77% des victimes).

Pour toute l'Europe, 44% des victimes sont des citoyens de l'Union en provenance pour la majorité des cas de la Bulgarie et de la Roumanie et 11% des victimes sont des ressortissants d'États tiers originaires de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique centrale et du sud.»[1]

2. Le phénomène de la traite des êtres humains au Luxembourg

Selon le rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg, publié par le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) en date du 15 janvier 2014, le Luxembourg est un pays de destination pour les victimes de la traite.

«*L'ensemble des victimes identifiées depuis 2009 sont d'origine étrangère. D'après les chiffres disponibles, trois victimes de la traite ont été identifiées en 2009 (deux femmes et un enfant), sept victimes en 2010 (six femmes et un homme), huit victimes en 2011 (sept femmes et un enfant), quatre victimes en 2012 (deux femmes, un homme et un enfant) et deux victimes dans la première moitié de 2013 (deux femmes).*

La majeure partie des personnes identifiées étaient de sexe féminin et victimes de traite aux fins d'exploitation sexuelle. En 2010, une personne identifiée, de sexe masculin et de nationalité polonaise, était victime de traite aux fins d'exploitation par le travail dans le secteur du bâtiment et, en 2011, une femme et un enfant ont été identifiés comme victimes de traite aux fins d'esclavage ou de pratiques analogues à l'esclavage. En 2012, une femme et un garçon, tous deux ressortissants chinois, ont été identifiés comme victimes de traite aux fins d'exploitation par le travail et un homme (Burkina Faso) et une femme (Roumanie) comme victimes de traite aux fins d'exploitation par la prostitution. Dans la première moitié de 2013, deux femmes, ressortissantes du Cameroun et du Maroc, ont été identifiées comme victimes de traite aux fins d'exploitation sexuelle.»[2]

Du côté des trafiquants identifiés, les chiffres suivants sont indiqués dans le 1er rapport statistique sur la traite des êtres humains, publié par Eurostat en 2013, «Trafficking in Human Beings».

En 2008 huit hommes ont été identifiés au Luxembourg comme trafiquants d'êtres humains. En 2009 on comptait trois hommes et en 2010 cinq hommes et une femme.

Toujours selon le même rapport, la majorité des trafiquants poursuivis au Luxembourg le sont pour exploitation sexuelle. Ainsi, en 2008 les quatre trafiquants poursuivis au Luxembourg tombent dans cette catégorie. En 2009, quatre sur cinq et en 2010 quinze sur vingt-neuf des trafiquants poursuivis l'étaient pour cause d'exploitation sexuelle.

En 2008 la Justice a rendu quatre jugements dans des affaires de traite humaine, six en 2009 et vingt-neuf en 2010. Pour ce qui est des trafiquants condamnés à une peine, il s'agit d'une femme en 2008, d'une femme et d'un homme en 2009 et de deux femmes et deux hommes en 2010.

3. Aperçu du cadre juridique et politique de la lutte contre la traite des êtres humains[3]

3.1. Cadre juridique

Sur le plan international, outre la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, le Luxembourg a ratifié la Convention des Nations Unies pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui en 1983, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en 2008, le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants («Protocole de Palerme») en 2009. Le Luxembourg a aussi ratifié la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1989 et son protocole facultatif en 2003, ainsi que la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant en 1994 et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants en 2011. En outre, le Luxembourg est Partie aux Conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail forcé nos29 et 105 (ratifiées toutes deux en 1964) et sur les pires formes de travail des enfants no182 (ratifiée en 2001). Enfin, le Luxembourg est Partie à plusieurs conventions du Conseil de l'Europe dans le domaine pénal, qui sont d'intérêt pour la lutte contre la traite.

En tant qu'État membre de l'Union européenne (UE), le Luxembourg est lié par la législation de l'UE en matière de lutte contre la traite et en particulier par la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil de l'UE (le Conseil) du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes, la directive 2004/81/CE du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes, la directive 2004/80/CE relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité, la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil, et la décision cadre 2001/220/JAI du Conseil du 15 mars 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales.

Il convient également de noter que le Luxembourg a signé la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011 (dénommée la Convention d'Istanbul) qui vise à créer un cadre juridique complet pour protéger les femmes contre toutes les formes de violence et à prévenir, poursuivre et éliminer la violence domestique. Ladite convention met en place un mécanisme international de suivi visant à assurer sa mise en œuvre effective sur le plan national.

S'agissant du cadre juridique national de la lutte contre la traite établi au Luxembourg, une incrimination de la traite a été introduite dans le Code pénal, en son article 382-1, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains. Par ailleurs, la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains détermine les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite et la collaboration avec la police en la matière. Par ailleurs, ce texte de loi prévoit la création du Comité de suivi et de lutte contre la traite des êtres humains dont les modalités de composition, d'organisation et de fonctionnement seront précisées par voie de règlement grand-ducal. L'adoption dudit règlement grand-ducal - dont le projet a été avisé par le Conseil d'État en date du 4 février 2014 - doit intervenir parallèlement au présent projet de loi.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration concerne pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

3.2. Stratégies et plans d'action nationaux

Le Luxembourg ne s'est pas doté de plan d'action ou de stratégie spécifiquement autour de la question de la traite des êtres humains. En revanche, un plan d'action national de l'égalité des femmes et des hommes a été adopté pour la période 2009-2014. Parmi les domaines d'action mentionnés dans ledit plan d'action figure la mise en place d'un système de suivi de l'application de la législation sur la traite des êtres humains, sous le thème «violence, traite et prostitution». Toutefois, le plan d'action ne donne pas de précisions sur les mesures à prendre en matière de lutte contre la traite et sur les différents types d'exploitation.

4. Objectifs du projet de loi

Le projet de loi n°6562 transpose en droit national la directive 2011/36/UE du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène.

Il convient de noter que les États membres doivent avoir procédé à la transposition des dispositions de la directive 2011/36/UE précitée pour le 6 avril 2013 au plus tard. En date du 15 janvier 2014, à l'occasion de la parution du rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) appelle les autorités luxembourgeoises à renforcer leur action contre toutes les formes de traite.

Les objectifs poursuivis par le texte sont l'instauration d'un rapporteur national sur le phénomène de la traite humaine, l'élargissement de la conception de la traite des êtres humains et le renforcement des droits des victimes de la traite. Le projet de loi accorde une attention particulière aux mineurs victimes de la traite humaine.

4.1. L'instauration d'un rapporteur national sur le phénomène de la traite humaine

La directive dispose dans son article 19 que les États membres doivent mettre en place des rapporteurs nationaux ou d'autres mécanismes équivalents chargés du suivi des activités de lutte contre la traite menées par les institutions de l'État et de la mise en œuvre des obligations prévues par la législation nationale.

La commission parlementaire opte pour la mise en place d'un rapporteur national et confie cette mission dans l'article 1 du projet de loi à la Commission consultative des droits de l'Homme (dénommée ci-après la CCDH). La traite des êtres humains constituant une des atteintes les plus graves aux droits fondamentaux et à la dignité humaines, la mission du rapporteur national s'inscrit logiquement dans le champ d'action de la CCDH.

Les missions du rapporteur national «*consisteront à déterminer les tendances en matière de traite des êtres humains, à évaluer les résultats des actions engagées pour lutter contre ce phénomène, y compris la collecte de statistiques en étroite collaboration avec les organisations pertinentes de la société civile qui sont actives dans ce domaine, et à établir au moins tous les deux ans des rapports à l'intention de la Chambre des Députés.*

À cette fin il aura des échanges réguliers avec le comité interministériel de lutte contre la traite des êtres humains[4] et pourra s'enquérir des détails de dossiers clôturés. Il pourra également formuler des recommandations en matière de traite des êtres humains à l'attention du pouvoir exécutif.»

La commission parlementaire souligne toutefois qu'il sera nécessaire de garantir à la CCDH les moyens et compétences nécessaires à l'exécution de cette mission.

4.2. L'élargissement de la définition de la traite des êtres humains

L'article 2 du projet de loi modifie l'article 382-41, paragraphe (1) du Code pénal afin d'élargir la définition de la traite humaine de deux notions: (i) celle de la mendicité forcée et (ii) celle du trafic d'enfants.

(i) La mendicité forcée

Actuellement, la mendicité forcée ne figure pas en tant qu'acte d'exploitation punissable dans la législation nationale (loi du 20 mars 2009 relative à la traite des êtres humains). Au sens de la directive à transposer, la mendicité forcée est dorénavant considérée à même titre que toute forme de travail ou de service forcé tel qu'ils sont définis dans la Convention de l'Organisation Internationale du Travail de 1930 sur le travail et les services forcés. La mendicité forcée constitue un acte de traite dès lors que la personne qui s'y livre a été recrutée, transportée ou accueillie dans ce but.

À l'opposé du texte initial proposé par le Ministère de la Justice et sur proposition du Conseil d'État, la Commission juridique propose une définition plus détaillée du phénomène en insérant à l'article 2, à la suite du point 2 un point 3 inspiré du Code pénal belge:

«*(…) de la livrer à la mendicité, d'exploiter sa mendicité ou de la mettre à disposition d'un mendiant afin qu'il s'en serve pour susciter la commisération publique.*»

La Commission juridique note encore que la mendicité simple ou de besoin, un phénomène européen qui existe aussi au Luxembourg, n'est plus punissable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration par laquelle le point 6 de l'article 563 du Code pénal relatif à la mendicité a été accidentellement supprimé. La Commission juridique est cependant d'avis que même si cette suppression était à l'origine le fruit d'une erreur législative, il n'y a pas lieu de traiter ce sujet dans le cadre du présent projet de loi.

(ii) Le trafic d'enfants

La Commission juridique propose de compléter (par voie d'amendement parlementaire du 15 janvier 2014) les hypothèses de traite énumérées à l'article 2 par les cas de figure du trafic d'enfants.

En effet, et comme la Commission consultative des droits de l'Homme l'avait par ailleurs signalé dans son avis sur le projet de loi, le Luxembourg a eu à connaître des faits susceptibles d'être qualifiés de trafic d'enfants. Il s'agit en général de faits graves de trafic à des fins économiques (travail, mendicité), sexuelles (prostitution, racolage) ou autres (adoption internationale) qui ont tendance à se développer à travers les pays occidentaux.

Comme il s'agit de faits graves qui sont perpétrés à l'instar de la volonté de la victime, il paraît utile d'ajouter le trafic d'enfants parmi les actes répréhensibles de la traite qui sont énumérés à l'article 382-1 du Code pénal.

Le Conseil d'État propose, dans son avis complémentaire du 4 février 2014, de faire abstraction du point 6) relatif au trafic d'enfants et formule une proposition visant à incriminer la vente d'enfants par le biais d'un nouvel article

---

1 *Avis du de la CCDH - projet de loi 6562 relatif à la traite des êtres humains, 10/07/2013*

2 Rapport GRETA concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg, 15/01/2014

3 Rapport GRETA concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg, 15/01/2014

4 Le comité interministériel sera remplacé par le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains.

382-3 du Code pénal. Pour le détail, il est prié de se référer au point IV. - Commentaire des articles, article 2, point 6) nouveau – hypothèse du trafic d'enfants.

Le prélèvement d'organes

En matière de prélèvement d'organes et de tissus humains, la Commission juridique rappelle

le cadre légal actuel, à savoir:

1. la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine,

2. le règlement grand-ducal du 6 octobre 2009 déterminant les équipements dont doivent être pourvus les hôpitaux dans lesquels sont effectués à des fins thérapeutiques des prélèvements d'organes sur des personnes décédées,

3. le règlement grand-ducal du 3 décembre 2009 déterminant les procédés à suivre pour constater la mort en vue d'un prélèvement, et

4. la directive 2010/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation (Le délai de transposition de cette directive était le 27 août 2012. Le projet de loi n°6564 modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine vise à transposer en droit national les points non couverts par la loi du 25 novembre 1982 précitée).

4.3. Le renforcement des droits des victimes

Les mesures d'assistance et d'aide aux victimes de la traite qui sont prévues à l'article 11 de la directive se retrouvent déjà actuellement à l'article 2 de la loi du 10 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le nouveau Code de procédure civile.

Afin de clarifier que l'octroi d'une assistance n'est pas subordonné à la volonté de coopérer de la victime dans le cadre de l'enquête, il est proposé à l'article 7 du projet de loi de reformuler l'article 92.1 de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration afin de préciser que la condition de coopération joue uniquement pour la formalité de la délivrance d'un titre de séjour sur base de l'article 95.

Dispense de la plainte écrite

La Commission juridique rappelle qu'en vertu de l'article 4-1 du Code d'instruction criminelle, les victimes présumées de la traite des êtres humains sont dispensées de l'obligation de déposer une plainte écrite. Cette disposition est conforme aux exigences de l'article 9, paragraphe 1 de la directive: «les États membres s'assurent que les enquêtes ou poursuites concernant les infractions visées (…) ne dépendent pas de la plainte ou de l'accusation de la victime et que la procédure pénale soit continue même si la victime a retiré sa déclaration».

La Commission juridique estime toutefois qu'il est extrêmement important d'encourager les victimes à déposer une plainte écrite et qu'il convient donc de sensibiliser tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la traite humaine et l'assistance aux victimes sur ce point.

L'absence de poursuites

En ce qui concerne l'article 8 de la directive sur l'absence de poursuites ou la non-application de sanctions à l'encontre des victimes, il faut rappeler que le Gouvernement suit depuis des années une politique déclarée tendant à garantir aux victimes l'impunité pour des actes illégaux qu'elles auraient commis en conséquence directe de leur condition de victimes de la traite. Cette approche est également partagée par les parquets lors de leur politique de poursuites. De tels échanges ont eu régulièrement lieu au sein du Comité interministériel de suivi sur la traite.

La délivrance d'un titre de séjour

Les victimes présumées de la traite des êtres humains ressortissants de pays tiers auront la possibilité de se voir accorder un délai de réflexion de quatre-vingt-dix jours (article 93, paragraphe (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration) et de se voir délivrer un titre de séjour sous condition de coopérer avec les autorités chargées de l'enquête ou des poursuites concernant ces infractions.

Il faut en effet éviter que les victimes de la traite humaine originaires de pays tiers ne se voient soumises au risque de l'expulsion.

Indemnisations

Afin de transposer l'article 17 de la directive sur l'indemnisation de la victime, il est proposé à l'article 5 et à l'article 6 du projet de loi d'apporter des changements mineurs à la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction. Il importe de préciser dans ce contexte que la directive a une vocation globale et générale et s'applique donc aussi à des victimes de pays tiers.

Quant à la dispense de prouver une incapacité de travail et/ou un préjudice subi, cette exigence n'est pas inscrite dans la directive, mais constitue une suite logique de la politique luxembourgeoise suivant laquelle certaines infractions particulièrement graves sur les personnes font présumer un dommage physique et/ou psychologique accru.

Les personnes lésées à l'étranger qui ne sont pas en droit d'être indemnisées par un autre État, pourront l'être par le Grand-Duché pour autant qu'elles justifient d'une résidence régulière et habituelle au Grand-Duché.

4.4. Les victimes mineures

Chaque année, la réalité confronte les autorités luxembourgeoises à plusieurs cas de mineurs victimes de la traite humaine. Le projet de loi leur accorde par conséquent une attention particulière.

La nomination d'un tuteur

Toute victime mineure de la traite humaine sera représentée par un tuteur dans trois cas de figure:

- si elle n'est pas accompagnée et prise en charge par un majeur responsable d'elle selon la loi nationale de la victime,

- si en vertu de la loi un conflit d'intérêts avec la victime mineure empêche les titulaires de l'autorité parentale de défendre les intérêts supérieurs de l'enfant,

- si un conflit d'intérêts avec la victime mineure empêche les titulaires de l'autorité parentale, en vertu de la loi nationale de la victime, de défendre les intérêts supérieurs de l'enfant,

La victime est représentée par un tuteur aussi longtemps que cette situation perdure ou jusqu'à ce qu'elle soit prise en charge par une autorité de son pays d'origine chargée d'agir dans son intérêt supérieur.

Il en va de même lorsqu'il y a incertitude sur l'âge de la victime et lorsqu'il existe des raisons de croire qu'elle est mineure.

L'assistance et les indemnisations

Les victimes mineures ont droit à l'assistance aux victimes ainsi qu'aux indemnités au même titre que les victimes majeures.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 11.04.2013

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

18.12.2013	Désignation d'un rapporteur
08.01.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.01.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
05.02.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.02.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport
26.02.2014	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption définitive d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Attachés de justice

6563A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;

2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Le projet de loi scindé propose de renforcer les effectifs du Tribunal administratif et de combler le régime des attachés de justice, tel que mis en place par la loi du 7 juin 2012, par la mutabilité des attachés entre les deux ordres de justice, en l'occurrence l'ordre judiciaire et l'ordre administratif.

1. Motivation des deux amendements gouvernementaux du 26 septembre 2013

Il échet de rappeler que depuis la réforme du régime des attachés de justice, consacrée par le vote de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, ayant introduit, entre autres, l'obligation d'accomplissement d'un stage préalable à la nomination définitive, le régime des attachés de justice s'applique aux deux ordres de juridiction. Ainsi, l'attaché de justice, ayant réussi les épreuves prévues, peut être nommé indifféremment dans l'un ou l'autre ordre de juridiction.

Or, en l'état actuel, la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif n'autorise pas la mutabilité de l'attaché de justice suite à sa première nomination.

L'objet des deux amendements précités est justement de parfaire le cadre légal applicable en vue d'autoriser une mutabilité des attachés et des magistrats entre les deux ordres de juridiction.

L'article 17 nouveau (amendement 1er) dans la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice énonce ladite mutabilité qui peut jouer dans différentes hypothèses.

Les modalités propres à cette mutabilité sont prévues par les paragraphes (2) et (3) dudit article 17 nouveau ainsi que par l'article 71-1 nouveau (amendement gouvernemental n°2) à insérer dans la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de la procédure devant les juridictions administratives.

2. Motivation de l'article 3 du projet de loi initial

Au cours des dix-sept années d'existence depuis la création des juridictions administratives, le contentieux administratif a connu un formidable développement. À l'heure actuelle, les onze juges du tribunal administratif, travaillant à temps plein, ont de la peine à évacuer dans les délais les affaires dont ils sont saisis.

D'une part, ceci résulte de l'augmentation considérable du nombre d'affaires portées devant cette juridiction - et il faut souligner, dans ce contexte, la véritable explosion qu'a connue le contentieux en matière d'asile - et, d'autre part, quoique dans une moindre mesure, de la variété et de la complexité grandissantes des affaires dont sont saisies les juridictions administratives, notamment en matière fiscale ainsi qu'en droit de l'environnement et de l'urbanisme.

C'est la raison pour laquelle le nombre de juges au Tribunal administratif doit être renforcé par deux juges supplémentaires.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 12.02.2014

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

05.02.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et d'une série d'amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique: 12.03.2014

BAD et FAD

6582 - Projet de loi portant approbation de

1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963, tel qu'amendé;

2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972, tel qu'amendé

Le projet de loi a pour but d'autoriser le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'adhésion du Grand-Duché du Luxembourg auprès de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds africain de développement (FAD).

Suite à l'indépendance de la plupart des pays africains au début des années 1960 et vu le manque évident d'infrastructures lourdes et cohérentes, la création d'une banque de développement africaine devint une étape utile et nécessaire. C'est ainsi que la Banque africaine de développement a été constituée en 1963 à Khartoum, regroupant initialement uniquement des pays africains.

Le Fonds africain de développement fut constitué en 1972. Géré par la BAD, il permit de soutenir les pays africains les moins avancés par des subventions et des crédits à conditionnalités douces.

Afin d'obtenir des ressources financières additionnelles, la BAD s'est ouverte aux pays non régionaux à partir de 1982. L'objectif affiché de la banque est de «promouvoir une croissance économique et une réduction de la pauvreté durables en Afrique».

À part le Grand-Duché, l'Australie et la Turquie ont notamment entamé des démarches en vue d'une adhésion.

L'adhésion du Luxembourg à la BAD est considérée comme fortement utile du point de vue de la politique de la coopération au développement.

Une fois le Luxembourg devenu un État participant au FAD, il pourra souscrire au capital de la BAD en versant une souscription initiale afin d'en devenir membre. Le montant de la souscription initiale du Luxembourg au capital de la banque est déterminé en utilisant la quote-part relative du Luxembourg au FMI, ainsi que les souscriptions cumulées des pays non régionaux de la BAD.

Au taux de change en vigueur au 30 janvier 2014, la souscription initiale au FAD s'établit à 19,7 millions d'euros. Le bon du Trésor est à amortir en huit tranches annuelles. En résumé, et sur base des taux de change du 30 janvier 2014, l'impact budgétaire du présent projet de loi est estimé à environ 30,5 millions d'euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 20.06.2013

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la des Finances et du Budget

(Président: M. Marc Hansen):

28.01.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.02.2014	Entrevue avec Mme Martine Schommer, Directeur de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères et européennes
04.03.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Ordonnance royale grand-ducale

6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière

Le projet de loi a pour objet de modifier l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière, afin d'assurer la conformité de la lé-

gislation nationale au règlement (UE) n°995/2010 du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché.

En effet, suite à l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement et afin de garantir l'application d'une gestion durable des forêts, il est impératif d'actualiser certaines dispositions en matière de planification de la gestion forestière dans les forêts publiques. Les dispositions actuelles ne sont plus en adéquation avec une gestion multifonctionnelle telle que définie par le processus international *Forest Europe*. La prise en compte des multiples fonctions de la forêt implique des techniques de planification plus complexes et plus élaborées. Ces nouvelles modalités de planification requièrent plus de flexibilité dans l'élaboration des plans d'aménagement. Or, les dispositions actuelles trop rigides engendrent des non-conformités avec le règlement (UE) précité, impliquant une paralysie du secteur de la filière forêt-bois et du secteur de la transformation du bois, ainsi que des conséquences négatives sur l'emploi et l'activité dans ces secteurs.

L'ordonnance royale grand-ducale précitée prévoit que les forêts publiques (appartenant aux communes, à l'État ou à des établissements publics) ne peuvent être gérées que si elles disposent d'un plan d'aménagement récent de moins de dix ans. Ces mesures de gestion concernent les travaux d'exploitation des bois, le maintien ou l'amélioration de la diversité biologique, ainsi que la protection de la nature et des ressources naturelles.

Or, cette ordonnance royale grand-ducale ne tient pas compte du fait que les propriétés forestières peuvent être de taille très réduite (surface inférieure à 20 ha) et que, pour ces petites propriétés, l'établissement d'un document de planification n'a pas de sens, car les opérations forestières sont trop espacées dans le temps. Pour les propriétés de taille moyenne (surface située entre 20 et 150 ha), l'établissement d'un plan d'aménagement fixant une possibilité en volume n'est guère réaliste, puisque la gestion de ces superficies est soumise à des fluctuations importantes d'une année à l'autre et qu'il n'est donc guère possible d'y prévoir des prélèvements réguliers en bois. P our cette raison, le projet de loi prévoit pour ces propriétés un régime simplifié de plan d'aménagement.

Une autre disposition du projet de loi 6609 prévoit que, lorsqu'un plan d'aménagement récent fait défaut pour une propriété forestière pour laquelle il est imposé, le volume de bois exploitable sur cette propriété est limité aux trois quarts de l'accroissement courant moyen. En effet, eu égard à l'absence de plan, les gestionnaires de terrain ne disposent plus d'indications fiables pour orienter leur gestion sylvicole, notamment en termes de volumes de bois à prélever. Il y a dès lors un risque de surexploitation qui va à l'encontre du principe de la gestion durable des forêts. Afin de garantir une gestion durable et un rendement soutenu pour les propriétés pour lesquelles la confection d'un plan d'aménagement n'a pas été possible, cette disposition permettra plus de flexibilité tout en appliquant le principe de précaution en s'assurant que le volume de bois prélevé est inférieur au volume de l'accroissement naturel.

Dépôt par M. M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 05.09.2013

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

25.09.2013	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

22.01.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.01.2014	Continuation de l'examen du projet de loi
12.02.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Service International de Recherches (SIR)

6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011

Au cours de la Seconde Guerre mondiale des millions de personnes furent déplacées ou tuées. Un nombre énorme de familles furent dispersées à travers l'Europe, suite à la migration massive des peuples provoquée par des persécutions et les troubles de la guerre. C'est dans ce contexte qu'un bureau de recherches fut installé à Londres dès 1943 auprès de la Croix-Rouge britannique, sur l'initiative du Quartier général des Forces alliées. Alors que les Alliés sentaient que la fin de la guerre approchait, des recherches plus approfondies sur la situation des travailleurs forcés et des réfugiés en Europe centrale furent menées par la SHAEF (Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force) qui continua dès février 1944 les travaux du bureau central de recherches. Sa base d'opération évolua en fonction de l'avancée des Alliés en Allemagne, lors de laquelle de nombreux fonds d'archives furent trouvés. Ces documents, qui devaient permettre d'élucider le sort de personnes portées disparues ou de retracer le parcours des personnes victimes de persécutions, furent finalement regroupés, en janvier 1946, au nouveau siège du bureau de recherches à Bad Arolsen. Sa situation au centre géographique des quatre zones d'occupation et le fait que cette ville n'avait pas été bombardée et disposait de bâtiments disponibles immédiatement furent les raisons de ce choix. Deux ans plus tard, le bureau a pris son nom actuel de Service International de Recherches (SIR).

Le cadre juridique du SIR fut créé par les accords de Bonn, signés le 6 juin 1955 par les gouvernements de la Belgique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, d'Israël, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique.

Depuis les années 1990, la question de rendre accessibles les archives de Bad Arolsen à la recherche scientifique faisait l'objet de discussions. Celles-ci ont conduit, en 2006, à la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches. Les amendements aux accords de Bonn n'ont pas seulement permis d'ouvrir les archives à la recherche historique, tout en garantissant la protection des données personnelles, mais ils ont prévu de surcroît la possibilité pour chaque État membre de recevoir sur demande une copie des archives et documents du SIR. Au Luxembourg, ces modifications ont été entérinées par la loi du 11 juillet 2007 portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006.

En 2008, le Comité International de la Croix-Rouge a exprimé le souhait de se retirer de la gestion et de l'administration du SIR. La principale raison invoquée par le CICR était que la mission humanitaire, pour laquelle le CICR avait été choisi en 1955, allait nécessairement perdre en importance face aux nouvelles missions consistant plutôt à fonctionner comme archive et comme centre de documentation et de recherche, missions pour lesquelles le CICR ne s'estimait pas expert. En mai 2008, lors de sa réunion annuelle de deux jours à Varsovie, la Commission Internationale a ouvert le débat sur le futur du SIR. Deux ans plus tard, lors de sa réunion annuelle de deux jours a Washington les 26 et 27 mai 2010, elle a adopté un nouveau projet d'accord pour le SIR, adapté à la situation créée par l'ouverture des archives à la recherche historique. Finalement, le 9 décembre 2011, les onze États membres de la Commission Internationale ont signé le nouvel Accord relatif au Service International de Recherches. Il convient de signaler qu'un accord de partenariat avec les Archives fédérales d'Allemagne en tant que partenaire institutionnel est annexé à l'accord.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 27.09.2013

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

20.01.2014	Désignation d'un rapporteur
10.02.2014	Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.03.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Échange d'informations

6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

L'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal introduit l'échange automatique et obligatoire pour cinq catégories spécifiques de revenu et de capital, à déterminer au sens de la législation nationale de l'État membre qui communique les informations, à savoir:

a) les revenus de l'emploi,

b) les tantièmes et jetons de présence,

c) les produits d'assurance sur la vie non couverts par d'autres actes juridiques de l'Union européenne concernant l'échange d'informations et d'autres mesures similaires,

d) les pensions,

e) la propriété et les revenus de biens immobiliers.

L'autorité compétente d'un État membre doit ainsi échanger de manière systématique, sans demande préalable, des informations au sujet de personnes résidant dans un autre État membre et se rapportant aux périodes imposables à partir du 1er janvier 2014. Elle n'est pourtant tenue d'échanger des informations que pour les catégories de revenus ou de capital pour lesquelles elle dispose d'informations.

En date du 7 décembre 2010, lorsque l'accord politique sur la directive 2011/16/UE avait été trouvé au sein du Conseil «Affaires économiques et financières», le Luxembourg s'était engagé à échanger des informations dans trois des cinq catégories de revenus et de capital, à savoir, les revenus de l'emploi (point a) ci-dessus), les tantièmes et jetons de présence (point b)) ainsi que les pensions (point d)).

Les données en relation avec ces trois catégories ne sont pas couvertes par le secret bancaire ou autre secret professionnel et peuvent aisément être collectées à partir des fichiers électroniques gérés par l'Administration des contributions directes. Tel n'est pas le cas pour les deux autres catégories visées par la directive, à savoir, les produits d'assurance sur la vie et la propriété et les revenus de biens immobiliers.

Le projet de loi vise à finaliser la transposition de la directive 2011/16/UE et à compléter la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal. Il tient également compte du rectificatif à la directive 2011/16/UE publié au Journal Officiel de l'Union européenne L.162/15 du 14 juin 2013.

Par ailleurs, les exigences de la directive 2011/16/UE présupposent une application logicielle performante permettant la gestion du flux des extraits de comptes de salaires et de pensions. Le projet de loi profite des obligations imposées par le droit européen pour exploiter ce flux d'extraits retournés à l'administration par les employeurs et caisses de pension, notamment en ce qui concerne le décompte annuel.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Marc Hansen):

04.02.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.02.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Copropriété

6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Le projet de loi a pour objet unique de prolonger de dix ans le délai de régularisation cadastrale des immeubles en lots placés sous le régime de la copropriété antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété.

En effet, cette loi prévoit un délai qui avait déjà été prorogé à deux reprises et qui, dans la mouture actuelle, expirera le 31 mars 2014. Afin de permettre la régularisation des nombreux immeubles non encore conformes, la loi en projet étend ce délai de dix ans supplémentaires (article 1er).

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.01.2014

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Marc Hansen):

04.02.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
04.03.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

SÉANCE 9

MERCREDI,
12 MARS 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Changement de composition d'une délégation dans une Assemblée parlementaire internationale
- *M. le Président*

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Roy Reding
- *M. Roy Reding*

4. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État
- *M. le Président, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry*
- *Vote pour le premier candidat*
- *M. Paul-Henri Meyers, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger*
- *Votes pour le deuxième et le troisième candidat*
- *M. le Président, M. Paul-Henri Meyers*

5. 6582 - Projet de loi portant approbation de
1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963 tel qu'amendé
2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé
- *M. le Président*
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Luc Frieden, M. Franz Fayot, M. Marc Hansen, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany (M. Marc Angel pose une question)*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, Mme Joëlle Elvinger, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Marc Hansen, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6562 - Projet de loi
renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification
(1) du Code pénal;
(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;
(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;
(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Guy Arendt, M. Marc Angel, M. Roy Reding*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Article 5: Mme Viviane Loschetter, M. le Président, M. Serge Urbany*
- *Vote séparé sur l'article 5 du projet de loi 6562 (adopté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6563A - Projet de loi portant modification
1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;
2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Simone Beissel, M. Alex Bodry*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Max Hahn*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Frank Arndt, Mme Viviane Loschetter*
- *Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; MM. Félix Braz, Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- D'Sëtzung ass op. E schéine gudde Mëtteg. Ech wollt direkt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet. Vu d'Fragezeichen am Gesiicht vun der Regierung ginn ech net dovun aus, dass d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Neen.

M. le Président.- Villmools Merci, Här Finanzminister.

2. Changement de composition d'une délégation dans une Assemblée parlementaire internationale

Da wollt ech Iech e Changement an der Zesummesetzung vun der Delegatioun vum Benelux matdeelen. Duerch hire Bréif vun haut huet d'DP-Fraktioun folgend Ännerung an der Zesummesetzung vun der Benelux-Delegatioun proposéiert: Den Här Gusty Graas ersetzt den Här Lex Delles als Membre effectif an den Här Lex Delles ersetzt den Här Max Hahn als Suppléant. Ass d'Chamber mat där Modifikatioun d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Roy Reding

Ech hu gewise kritt, dass eng Demande do ass, fir eng Proposition de loi ze deponéieren. Här Reding, Dir kënnt awer duerchaus soen, wat fir eng Proposition de loi et ass.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, jo, selbstverständlech. Also ech déposéieren eng Proposition de loi fir e Referendum ofzehalen iwwert de Finanzement duerch de Statsbudget vum Projet Tram an der Stad Lëtzebuerg.

6665 *- Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg*

Merci.

M. le Président.- Ech huelen Akt vun deem Dépôt a gi se direkt weider

4. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

Mir kommen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, wou et drëms geet, dass d'Chamber dräi Kandidate fir de Poste vum Conseiller d'État opstellt, e Posten, dee fräi ginn ass, nodeems ee vun de Conseillers d'État, den Här Albert Hansen, d'Alterslimite erreecht hat. Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an d'Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, stelle mir also haut déi Lëscht vun deenen dräi Kandidaten op.

No den Dispositioune vun den Artikelen 118 an 119 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 6. Mäerz eng Kandidatelëscht mat sechs Persounen, mat sechs Kandidaten arrêtéiert. Et sinn dat an alphabetescher Reiefolg:

- den Här Jean-Jacques Arrensdorf - den Här Arrensdorf schafft bei der Spuerkeess,

- den Här Jean-Marc Cloos ass Dokter/Psychiater,

- den Här Christian Kmiotek ass Chargé de cours am Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- den Här Jean-Luc Linster ass Direkter vu Linster Bureautique,

- den Här Mike Mathias ass Assistant parlementaire beim Europaparlament, bei engem Deputéierten aus dem Europaparlament, dem Här Turmes,

- d'Madame Christiane Weidenhaupt ass Chargée de direction beim Service des aides d'État am Ministère de l'Économie.

D'Chambersreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Voten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidate si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongëlteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meescht Stëmme kritt hunn. Déi aner Zeenarien, déi géif ech dann opzielen, wa se géifen antrieden.

Ech gesinn, dass Wuertmeldungen dozou sinn: den Här Wiseler an den Här Gibéryen. Den Här Wiseler kritt direkt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll e puer Wuert soen, fir menger Fraktioun hiren Désaccord zum Ausdrock ze bréngen iwwert d'Aart a Weis, wéi an deene leschte Wochen an dësem Kontext verfuer ginn

ass. Bis elo war et d'Gepflogenheet, ënnert de Fraktiounen ze kucken, fir op eng équilibréiert Aart a Weis déi Dossieren hei unzegoen, datt jiddwer Fraktioun och proportionell sollt representéiert si par rapport zu den Deputéierten, déi heibanne sinn.

Ech hunn déi Questionnairë respektiv d'Äntwerten op d'Questionnairen duerchgelies, déi déi verschidde Fraktiounen erageschéckt hunn, wéi et drëm gaangen ass, fir d'Reform vum Conseil d'État virzebereeden, an ech mierken, datt do méi oder wéineger datselwecht als Äntwert gesot ginn ass.

D'CSV huet gesot, et sollt eng «représentativité équilibrée» tëschent de Groupes politiques sinn. D'LSAP seet, datt en «certain équilibre» sollt do sinn. déi gréng hu gesot, datt deen, deen am meeschte «sous-représenté» ass, sollt deen nächste Member kréien. An dobäi ass normalerweis och an deene leschte Joren ëmmer gekuckt ginn, datt deen Équiliber en Équiliber wär, dee sech iwwer eng länger Period géif emfannen, well normalerweis dat Mandat vun engem Conseiller d'État 15 Joer dauert, esou datt ganz oft bei der Rechnung vum Équiliber zwou respektiv dräi Legislaturperiode respektiv d'Wahlresultater gekuckt gi sinn.

Virun de Wahle war et esou, an dat war och public, datt dat eent Mandat, wat vun der CSV proposéiert gi war, d'CSV proposéiert hat deene Gréngen, si sollten dat ersetzen, well mer jugéiert hu virun de Wahlen, datt déi gréng ënnerrepresentéiert wären. déi gréng ware sengerzäit net prett, fir dat ze maachen. Dat Mandat ass och net virun de Wahlen attribuéiert ginn. No de Wahlen hu mer festgestallt, datt dat Mandat, wat d'Mandat war, wat virdru vun engem CSV-Proposéierten ageholl gi war, der Madame Hennicot, duerno vun engem Kandidat, deen LSAP-Member ass, ageholl ginn ass.

Mir stellen och fest, datt duerno dat nächst Mandat, wou den Dan Kersch an d'Regierung komm ass, wéi dat fräi ginn ass, och vun engem LSAP-Member besat ginn ass. An elo ass eis gesot ginn, datt déi gréng missten dat Mandat besetzen, well se ënnerrepresentéiert wären.

Ech stelle just fest, datt déi gréng zweemol d'Méiglechkeet haten, fir eng Propositioun ze maachen, dat awer net gemaach hunn. Ech stelle fest, datt zweemol fir en LSAP-Member d'Kandidatur presentéiert ginn ass. D'CSV huet deene Gréngen virun de Wahlen e Mandat proposéiert. D'Regierung mécht no de Wahlen zweemol en anere Choix. An elo gëtt da gesot, déi gréng wären ënnerrepresentéiert an deen LSAP-Choix, dee gemaach ginn ass, deen zweemol gemaach ginn ass, dee misst elo richteggebéit ginn op a sech e Mandat, wat virdrun engem CSV-Proposéierte gehéiert huet.

Wann dat esou gemaach gëtt, an dat gëtt jo esou vun der Majoritéit duerchgezunn, dann ass d'Resultat, datt deen Équiliber heescht, datt d'CSV mat 23 Deputéierten nach aacht Memberen am Conseil d'État proposéiert huet an datt d'LSAP mat 13 Membere siwe Memberen am Conseil d'État huet. 23:8, 13:7 - dat kann een zwar en „certain équilibre" nennen, wéi et am LSAP-Programm steet, mä et ass sécher net dat, wat een normalerweis ënner Équiliber versteet.

Wann déi gréng een ze mann hunn, an dat contestéiere mer net, wann d'DP och nach een ze mann huet, dann ass et, well d'LSAP an deem ganze Kontext der zwee ze vill huet. An elo ass et esou, datt d'CSV dës Kéier muss nach ee vun deenen, dee si designéiert, net méi kann designéieren, well am Fong den Équiliber an der Koalitioun um Bockel vun der Oppositioun erëm riichtgeglätt gëtt. A fir kee Sträit an der Majoritéit ze kréien, gëtt dat Ganzt um Bockel vun der Oppositioun gemaach, op eng rücksichtslos Aart a Weis, ouni datt mer richteg eng Diskussioun konnten doriwwer seriö féieren.

De Conseil d'État soll reforméiert ginn, steet am Wahlprogramm. Et steet d'ailleurs och am Regierungsprogramm, et steet do, datt eng «représentation équitable» soll gemaach gi vun de Courants politiques, datt d'Durée soll zwielef Joer sinn, datt eng aner Procédure de nomination soll kommen. Ech wëll! Ech stelle just fest, datt gesot gëtt, dat géif gemaach ginn, mä virdru gëtt awer emol nach alles anescht verdeelt!

Et ass och esou, datt ech nogelies hunn, wat bei deene leschten Designatioune vu Membres du Conseil d'État vun deenen engen a vun deenen anere gesot ginn ass, den 9. Oktober 2012, den 19. Januar 2010. Den Här Bausch huet sech do vehement iwwert d'Nominatiounsprozedur geiergert an en huet seng Fraktioun opgefuerdert - an dat hu se gemaach -, de Sall ze verloossen, well déi Nominatiounsprozedur net an der Rei wär. Datselwecht huet den Här Bettel gemaach, dee sengerzäit vun enger Farce geschwat huet. Si sinn net erausgaangen, si hunn awer och net matgestëmmt.

Ech géif soen, wann dat, wat den Här Bausch gesot huet, wann dat, wat den Här Bettel gesot huet, och sengerzäit seriö gemengt gewiescht wär, da wär elo d'Geleeënheet, fir et nach eng Kéier genau d'selwecht ze maachen, well d'Nominéierungsprozedur huet iwwerhaapt net geännert an dësem Fall!

Mir hunn, an dat soen ech zum Schluss, näischt perséinlech géint ee vun deene sechs Kandidaten, déi hei zur Propositioun stinn. Mä mir kënnen, dat verstitt Der, aus deem dote Grond, well esou verfuer ginn ass, selbstverständlech kee vun deene Kandidaten an dësem Vote hei stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Claude Wiseler. Als Nächsten huet sech d'Wuert gefrot de Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et ass scho bal eng Traditioun, datt, wa mer hei Nominatioune virhuele fir e Member am Conseil d'État, datt ech hei erauskommen, fir ze deklaréieren, datt mer mat där Prozedur, déi hei praktizéiert gëtt, net kënnen averstane sinn.

Ech mengen, mäi Virriedner, de Kolleeg Claude Wiseler, huet eben elo schonn zum Deel hei dat virgedroen, datt am Fong all Parteie quasi heibannen an der Vergaangenheet, sief et, datt se an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn, derfir plädéiert hunn, datt d'Zesummesetzung vum Conseil d'État am Fong sollt där politescher Zesummesetzung, wéi mer se hei am Land kennen, hei an der Chamber kennen, datt se där sollt Rechnung droen.

Dofir ass et richteg, datt déi gréng mat engem Vertrieder am Conseil d'État ënnervertruede waren. Doudsécher ass awer, datt d'ADR och ënnervertrueden ass. Mir misste mindestens och ee Vertrieder am Statsrot hunn, jee nodeem wat fir eng Berechnung een hëlt, souguer zwee. An déi Lénk missten och dra vertruede sinn.

Mir hunn als ADR och Propositioune gemaach, wou mer gesot hunn, et sollt ee vun e puer Wahlen d'Moyenne huelen an dann eben opgrond vun där Moyenne de Conseil d'État besetzen, well jo soss, wann een all Kéiers no de Wahle misst Korrekture maachen, dat jo kuerzfristeg net dran ass an awer bei Wahlen d'Differenze prozentual vis-à-vis vun deene Wahle virdru kënne bei där enger oder anerer Partei staark changéieren. Duerfir hu mer gesot, et sollt een eng Moyenne huele vun dräi Wahlen, fir datt ee méi eng gewësse Stabilitéit kritt, an datt een all Kéiers no de Wahlen där neier Moyenne da bei der Besetzung vun de Poste sollt Rechnung droen.

Déi nei Regierung ass ugetratt, an den Här Statsminister Xavier Bettel huet den 10. Dezember hei bei der Regierungserklärung gesot: „De Conseil d'État, an do besonnesch d'Nominéierungsprozedur, wëlle mir reforméieren." Mir wëssen alleguer, datt een net kann an dräi Méint esou eng grouss Reform virhuelen. Mir wëssen alleguer, datt an der leschter Legislaturperiod déi eenzel Parteien en Avis ofginn hunn op Initiativ vun der Chamber. An déi sinn dëser Deeg och der Regierung zougestallt ginn, fir datt d'Regierung ka mat där Aarbecht ufänken.

Mä et hätt awer net verhënnert..., an do kommen ech dann op dat, wat an der Vergaangenheet geschitt ass, wou Spriecher vun deene Gréngen a vun de Kolleege vun der DP hei ëmmer insistéiert hunn, esou laang wéi esou eng Reform net kënnt, sollt een am Fong kee Vote méi huelen, mä et sollt ee fir d'Éischt d'Reform maachen an dann e Vote huelen. An dofir hate mir eis erwaart, datt déi nei Regierung, déi dat jo elo wëllt maachen, déi Reform zumindest ugekënnegt huet, datt déi dann elo higaange wier a se hätt gesot: „Ma da kommt, mir kucken, datt mer och déi Reform op d'Bee setzen, datt mer eis zumindest politesch eens ginn, wéi da laut där Reform an Zukunft d'Zesummesetzung vum Conseil d'État wier." An dann hätt ee kënne bei deenen Nominatiounen, déi komm sinn, deem neie System Rechnung droen, souguer wa mer nach net eng legislativ Basis gehat hätten!

Mä dat ass awer net geschitt. An et ass enttäuschend ze gesinn, wéi séier Leit, wa se vun enger Majoritéit an d'Oppositioun (veuillez lire: vun der Oppositioun an d'Majoritéit) kommen, wéi séier datt se dann ëm 180 Grad d'Kéier maachen an dann am Fong alles dat, wou se sech virdrun hei derfir agesat hunn a plädéiert hunn, vergiessen. An de Claude Wiseler huet et scho kuerz ugeschnidden, mä et ass esou kloer ausgedréckt ginn den 9. Oktober 2012, wéi mer hei eng Besetzung vum Conseil d'État gemaach hunn, datt ech Iech déi Aussoe vun de Kolleege Bausch a Bettel awer net wëll virenthalen. Ech sinn och iwwerzeegt, datt Der alleguer frou sidd, fir ze héieren, wat si deemools den 9. Oktober 2012 hei gesot hunn.

Den Här Bausch huet gesot: „Mir sinn der Iwwerzeegung, datt eng wierklech fundamental Reform vun der Nominéierungsprozedur misst kommen, déi méi Transparenz do erabréngt an déi net ausgesäit wéi e Kouhandel tëschent zwou Parteien", deemools waren et der zwou, haut sinn et der dräi, „déi am Fong d'Poste vum Statsrot aushandelen am Kader vun de Koalitiounsverhandlungen." A genau dat, a genau dat gëtt elo gemaach!

„Dat heiten", seet den Här Bausch, „dat ass eng Farce, wat hei ofleeft. Et hunn och Leit sech gemellt vu bausse fir dee Posten. Pertinemment weess all Mënsch schonn haut heibannen, wien herno wäert gestëmmt ginn. Mir maachen zwar e geheime Vote, mä mir kënnen lech awer elo scho soen, wéi d'Resultat wäert ausgesinn. A mir wëllen déi Maskerad do refuséieren a mir wäerten dofir de Sall verloossen."

Här President, ech verroden et net, mä jiddereen heibanne weess awer och schonn, wéi dee Vote herno wäert ausgesinn. „A mir wäerte weider um Ball bleiwen.", seet den deemolege grénge Fraktiounspresident, „Mir hätte gär, datt wierklech dee Statsrot an déi Nominatiounsprozedur vun deem Statsrot soll méi transparent ginn. Dat wär am Intérêt vun där Institutioun. Well wat mer de Moment maachen, do beschiedege mer just weider déi Institutioun."

An dat geet och haut genausou weider! Well wann de Statsrot hei wierklech esou zesummegesat gëtt, eng politesch Majoritéit mordicus och versicht, am Statsrot eng politesch Majoritéit ze kréien, da kann een déi Avisen - op déi mer ons jo awer ëmmer gäre baséieren - vum Statsrot net méi fir eescht huelen, well da sinn et Gefällegkeetsavisen, déi eng politesch Majoritéit arrangéieren, well se virdru gekuckt huet, vun der politescher Majoritéit an der Chamber och eng politesch Majoritéit an dem Statsrot ze kréien.

An den Här Bettel seet - nodeem den Här Bausch geschwat huet, an dertëschent hunn ech geschwat, ech brauch Iech jo net ze verroden, wat ech Iech gesot hunn - mä den Här Bettel seet: „Mir kënnen dem Här Bausch an dem Här Gibéryen recht ginn op ganz ville Punkten. An ech mengen, mir hu bei der leschter Nominatioun, déi hei duerch d'Chamber gaang ass, och schonn drop opmierksam gemaach iwwert d'Prozedur. Mir hunn och deemools gesot, et wier fir d'Lescht, wou mir dat géife matmaachen." Et wier also fir d'Lescht, datt d'DP dat géif matmaachen. Mä wéi et schéngt, ass et haut awer erëm alles vergiess!

„A fir d'Leit dobaussen, ob dat elo Nominatioune vu Leit sinn, déi dobausse sinn, huet ee wierklech d'Gefill, dass déi eenzeg Qualifikatioun", lauschtert gutt, „dass déi eenzeg Qualifikatioun, déi ee misst hunn, Parteikaarte wieren. An dat ass bestëmmt kee gutt Zeechen."

„Wa vun 2009 u mer scho gefrot hunn, fir dass sollt eng Reform kommen a bis haut nach ëmmer näischt op den Ordre du jour vun der Institutiounskommissioun komm ass, fir kënnen doriwwer ze diskutéieren an dat ze änneren, ass dat fir eis Fraktioun vun der Demokratescher Partei, well näischt geschitt ass. A mir kënnen a wäerten elo dës Propositioun matstëmme vun deene Gréngen, fir et vum Ordre du jour ze huelen."

„Wann Der awer insistéiert, fir e Vote ze maachen", huet d'DP deemools gesot, da géif se e wäisse Vote maachen. „Mir stëmme bestëmmt net mat bei enger Farce", huet d'DP gesot, „wou et net transparent ass a wou wierklech mat Kaarte gespillt gëtt, déi ganz sécherlech net an der Rei sinn."

Här President, dat waren d'Aussoe vum Fraktiounspresident vun der DP a vum Fraktiounspresident vun deene Grénge bei där leschter Nominatioun hei an der Chamber. An der Zwëschenzäit sinn déi zwee an d'Regierung komm, hir Parteie sinn an d'Majoritéit komm, an haut gëtt dat, wat vun hinnen hei condamnéiert ginn ass, awer zu honnert Prozent weidergeschriwwen!

Här President, ech wëll nach kuerz op en anere Punkt agoen.

M. le Président.- Kommt awer elo...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hei ass och déi éischt Nominatioun, wou de Statsrot e Kritär festgeluecht huet, obschonn et am Gesetz kee Kritär gëtt. En huet recommandéiert, datt déi Persoun, déi haut hei genannt soll ginn, sollt en Ekonomist sinn.

Déi lescht Persoun, déi genannt ginn ass, déi ass vun der Regierung an der Persoun vun eisem Virgänger, dem Kolleeg Lucien Lux gemaach ginn. An ech hunn dunn, oder villméi mäi Kolleeg Roy Reding, dem Statsminister eng Question parlementaire gestallt, ob de Statsrot dann och do eng Recommandatioun gemaach hätt, fir dee Posten ze besetzen, deen d'Regierung gemaach huet.

An da kréie mer vum Statsminister gëschter geäntwert, do wier keng Recommandatioun vum Statsrot komm. An e seet dann a senger Äntwert: „De Choix vun der Regierung berout an dësem Fall op enger Rei vu Kritären, déi der Meenung vun der Regierung no pertinent sinn, fir d'Zesummesetzung vum Statsrot en vue vu sengen Aufgabe kënne sënnvoll ze ergänzen."

„Déi concernéiert Persoun erfëllt all déi Kritären." Ech schwätze vum Här Lux. „Si huet Erfahrung souwuel op der Säit vu Gewerkschafte wéi och als fréiere Member vun der Regierung. Als laangjähregen Deputéierten a Buergermeeschter vereent si domadder zousätzlech horizontal, dat heescht themeniwwergräifend Kompetenzen op lokalem, nationalem, internationalem Niveau, wat besonnesch wäertvoll ass am Kader vun der Roll, déi de Statsrot an der legislativer Prozedur hei zu Lëtzebuerg anhëlt."

An dat Allerwichtegst - dat do ass jo eng lächerlech Äntwert, wat e gesot huet! -, wann e geschriwwen hätt: „En erfëllt eng wesentlech Konditioun, an dat ass déi vun der Parteikaart vun der LSAP", dann hätt en am Fong alles kuerz kënne résuméieren, wat en hei virdru gesot huet.

Op jidde Fall, Här President, déi Farce, déi mat Recht vum Här Bettel a vum Här Bausch och an der Vergaangenheet hei festgestallt ginn ass, déi Farce geet riicht virun, an deementspriechend wäerte mir och haut, wéi an der Vergaangenheet, wäiss stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass de Serge Urbany, an dann d'Madame Viviane Loschetter an den Eugène Berger.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President. Wann hei vun 180-Grad-Wend Rieds geet a vu Farce an esou weider, an et geet just nëmmen ëm d'Zesummesetzung, d'personell Zesummesetzung vun deem Gremium do, da muss ech soen, et si jo méi Parteien hei wéi nëmmen déi gréng oder d'DP, déi eng 180-Grad-Wend vollzéien.

D'CSV vollzitt och eng 180-Grad-Wend an déi aner Richtung. D'CSV war ëmmer déi Partei, déi de Statsrot dominéiert huet an der Geschicht. Si huet vum Statsrot senge ganz dacks konservativen Avise profitéiert. Elo ass se an der Oppositioun an elo vertrëtt se de komplett anere Standpunkt.

Eis Positioun war ëmmer déi, fir ze soen, et geet eis net prioritär ëm d'personell Zesummesetzung vun deem Statsrot. Et geet eis virun allem drëm, fir emol driwwer ze diskutéieren um Fong: Wéi soll dee Statsrot ausgesinn? Wat soll seng Roll an Zukunft sinn? Mussen do net grondleeënd Ännerunge vollzu ginn?

An dat war ëmmer d'Ursaach, firwat mir bei esou Voten net matgestëmmt hu respektiv eis enthalen hunn, well mer einfach der Meenung sinn, dass déi fundamental Roll vum Statsrot emol misst frësch diskutéiert ginn.

Ech wëll hei ganz kloer soen: Mir hunn näischt géint dee Kandidat, weder perséinlech nach politesch géint dee Kandidat, dee soll hei an de Statsrot gewielt ginn. Mir hunn näischt géint en. Et deet eis souguer e bësse leed, dass mer net kënne fir e stëmmen.

Mä eis grondsätzlech Positioun ass déi: Esou kann et net virugoen. De Statsrot muss seriö erëm op de Leescht geholl ginn an et muss eng seriö Diskussioun stattfannen.

Fir zum Schluss ze kommen, wëll ech soen: Mir wäerten eis bei deem Vote hei enthalen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als nächst huet d'Wuert d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, Merci, Här President. Erlaabt mer just, an e puer kuerze Wierder als Spriecherin vun deene Gréngen awer dorop ze reagéieren, an zwar op zwee Punkten.

Éischtens op dat, wat den Här Wiseler gesot huet: Jo, dat stëmmt. Virun de Wahle ware mir net prett, an zwar aus zwou Ursaachen. Déi éischt Ursaach war, well mer effektiv op onser Linn bliwwe sinn a mer net wollten eng zweet Persoun an de Statsrot nominéiere loossen no deem ale System, dee mer ëmmer contestéiert

hunn. An zweetens - ech hoffen, ech kommen net ze vill polemesch eriwwer -, mä mir hate ganz staark Bedenken, op Offer vun der CSV virun de Wahlen e Sëtz am Statsrot esou unzehuelen.

Zweetens: Jo, mir sinn der Meenung, datt mir déi Partei sinn, déi am meeschte sous-représentéiert ass - net sous-représentéiert, mä am meeschte sous-représentéiert ass! A mir bleiwen och effektiv um Ball, esou wéi mer dat gesot hunn.

Ech ginn Iech och recht, Här Gibéryen, op ville Punkten, well ech muss Iech soen, mir sinn an deene Saache bal op enger selwechter Positioun. Mir sinn der Meenung, datt mer effektiv sollen déi zwou lescht national Wahle considéréieren.

Mir sinn och elo der Meenung... An dat steet iwwregens am Koalitiounsaccord - dat hat ech jo elo bal ganz vergiess ze soen. Dat ass dat, wat ons natierlech elo eng Ëffnung gëtt, fir effektiv en Zweeten an de Statsrot ze proposéieren. Mir hunn am Koalitiounsaccord stoen, datt eng Reform vum Statsrot elo geschitt. An dat wäert och geschéien an do wäerte verschidde Punkte considéréiert ginn! An net méi spéit wéi haut huet och effektiv onse President der Regierung sämtlech Dokumentatioun, déi mir hei an der Chamber zesumme gesammelt hunn, wat d'Reform vum Statsrot ugeet, weidergereecht, well et eng Prioritéit ass vun der Regierung, fir de Statsrot ze reforméieren.

Dofir gëtt dat eis d'Dier, fir effektiv eng Persoun an de Statsrot ze proposéieren. Well ech muss Iech awer och soen, datt d'Liewen entre-temps awer virugeet. Oder stellt Der Iech vir, datt mer elo zum Statsrot soen: „Sou, elo waart emol nach dräi, véier, fënnef Méint." Dat hätte mer jo da misse vum 20. Oktober u soen. Da wären et der dann alt schonn emol zwee, déi net nomméiert gi wären.

Et muss ee jo awer iergendwéi kucken, datt de System weider fonctionnéiert am Statsrot, awer dës Kéier wëssend, datt eng Reform virun Der Dier ass an datt déi Reform och genau an déi Richtung geet, wéi net nëmme mir, mä iwwregens och ons Kolleegen aus der sozialistescher Partei an ons Kolleegen aus der DP-Partei dat zesummen décidéiert hunn.

Dofir menge mir, datt dat elo dee Wee ass, dee mir aschloe wëllen an datt deen och richteg ass.

An ech muss Iech soen, Här Gibéryen: Net nëmme fannen ech et e bëssen onfair, wéi Dir vis-à-vis vun ons geschwat hutt, mä ech fannen et à la limite och e bësse lächerlech, an ech fannen, datt Dir haut e bësse „Farce"-ähnlech waart!

(Brouhaha et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Just, well ech Iech zitéiert hunn.

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Als Nächsten huet...

(Interruptions)

...den Här Eugène Berger d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu soss näischt gesot wéi dat, wat den Här Bausch virun zwee Joer gesot huet.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Den CSV-Vizefraktiounschef, deen huet virdrun hei sech beschwéiert iwwert d'Prozedur an iwwert d'Quotaen an esou weider, eng Rei Detailer. Dat sinn Iwwerleeungen, déi eng si vläicht méi pertinent, déi aner manner pertinent. Mä ech mengen, mir sinn eis hei an der Chamber eens, datt mer d'Prozedur fir d'Ernennung vun de Statsréit mussen änneren.

Dat ass net eréischt haut de Fall, mä dat ass scho méi laang de Fall gewiescht. An ech hunn nogekuckt och, zum Beispill 2009 ass eng Motioun hei an der Chamber déposéiert ginn, wou déi deemoleg Regierung opgefuerdert gi war, fir Aarbechten unzefänken - 2009, also viru bal fënnef Joer -, fir d'Aarbechten unzefänken, fir déi Prozedure fir d'Ernennung an de Statsrot ze iwwerschaffen an nei ze organiséieren.

Dat ass awer net gemaach ginn. An ech ka mech awer... Ech géif mengen, den Här Wiseler, dee war awer an der Regierung 2009 derbäi. Et ass also awer elo e bësse komesch, wann e sech beschwéiere kënnt, datt do elo keng nei Prozedure sinn oder datt net nei Prozedure respektéiert ginn, obwuel déi viregt Regierung do opgefuerdert gi war, fir dat och ze maachen.

Ech wëll et net nach eng Kéier widderhuelen, d'Viviane Loschetter huet et eng Kéier scho kuerz gesot: Mir hunn am Koalitiounsofkommes - ech hunn och de Passage hei derbäi, mä Dir kënnt en och noliesen - dat dote kloer drastoen, datt mer wëllen, datt déi nei Majoritéit déi Prozedur vun der Nominatioun, awer och d'Fro vun der Publicitéit vun den Aarbechten - steet ënner anerem dran - an och d'Fro vun der Représentativitéit, datt déi dat soll op de Leescht huelen.

An déi Aarbechten hunn ugefaangen elo an deene leschten Deeg, géif ech soen. Do sinn déi Positiounen, déi gefrot gi si vun de Fraktiounen, d'Institutiounskommissioun soll sech domadder beschäftegen, mat deene Froen.

Och war schonn eng Question parlementaire vum Roy Reding un de Premierminister, wou dee genau datselwecht gesot huet, wou e gesot huet, déi Aarbechten hunn ugefaangen a mir kucken, datt mer dann och do schnell virukommen.

Ech mengen, mat allen Erwaardungen, déi ee kann hunn un déi nei Regierung, muss een awer wëssen, datt een an dräi Méint do net alles ka gemaach hunn an datt ee sech awer och e bëssen Zäit elo hélt, wann een et schonn esou laang wëllt, vläicht e puer Wochen Zäit sech hélt, fir dat da genau ze kucken, datt een herno och wierklech e Pak kann op den Dësch leeën, wou och jiddwereen hei dermat d'accord ass.

E lescht Wuert vläicht nach zu de Vertrieder vun der ADR: Näischt hätt verhënnert - wa se sech elo opreegen, datt do ëmmer géife Kouhändel gemaach ginn -, näischt hätt verhënnert, datt d'ADR och hätt kënnen e Kandidat presentéieren.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat hätt dat da geännert?

M. Eugène Berger *(DP).*- Dann hätte mer hei kënnen demokratesch driwwer ofstëmmen. Wann et e gudde Kandidat gewiescht wier, dann hätt deen och kënne gewielt ginn. Mä Dir gitt eis emol net d'Chance.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da wier ee weider fir domm verkaaft ginn!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Gibéryen, Dir gitt eis emol net d'Chance, fir Iech e Kandidat ze stëmmen!

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech gelift, mir féieren hei keng Zwiegespréicher!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi dräi Leit, déi sech gemellt hunn, déi net méi am Gespréich sinn, déi gi jo fir domm verkaaft!

M. le Président.- Dem Här Berger géif ech roden, sech un d'Chamber ze riichten, an den Här Gibéryen huet scho geschwat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, Dir hutt recht.

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, richteg. Also näischt hätt den ADR oder Sympathisante vum ADR gehënnert, fir och hir Kandidatur eranzeginn, an dann hätte se sech och hei kënnen dem demokratesche Vote stellen. Mä si ginn eis emol net d'Chance, fir ee vun hire Kandidaten ze stëmmen.

(Hilarité)

Une voix.- Oh, c'est du ridicule…!

M. le Président.- Den Här Alex Bodry huet d'Wuert gefrot. Mä, wann Der erlaabt, den Här Wiseler wollt eng Zwëschebemierkung maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, ech wollt der Madame Loschetter awer just kuerz soen, datt ech et extrem komesch fannen, wann ee seet, datt Der wierklech Bedenken hätt, fir vun der CSV eppes ze akzeptéieren. Dir hutt et net virun de Wahle vun eis akzeptéiert, an no de Wahlen huelt Der et vun eis. Dat ass dann d'Aart a Weis, wéi Der un déi Saachen do drugitt. An Dir hat par ailleurs zweemol no de Wahlen d'Méiglechkeet, fir eng Kandidatur ze stellen. Zweemol hutt Der et net gemaach. Just, fir dat awer riichtzebéien.

M. le Président.- Voilà. Den Här Bodry huet dann direkt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Nun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir soen haut net de Contraire vun deem, wat mer bei aneren Debatten hei bei dëser Geleeënheet gesot hunn. Mir sinn eis alleguerten hei bewosst, an dës Diskussioun huet et nach eng Kéier ënnerstrach, egal wien elo vun esou engem Vote profitéiert oder net profitéiert, dass dee System, dee mer zënter Jorzéngten hunn, wat d'Bestëmmung vun de Membere vum Statsrot ugeet, kee gudde System ass.

Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Dat ass och ganz kloer hei erausgaangen. An ech mengen, dass et dann elo och ënnert deem Androck vun där heiter Situatioun sécherlech da keng Schwieregkeet däerft sinn, fir sech - wann dat esou einfach ass - schnell eens ze ginn iwwer eng Reform vum Statsrot, och wat de Modus vun der Designatioun an d'Zesummesetzung vun dem Statsrot ugeet.

Nach muss ee sech eens gi virdrun, ob een de Statsrot als politescht Organ gesäit oder éischter als juristescht Berodungsorgan. All déi doten institutionell Froe wäerte sech awer a voller Bandbreet stellen, wann et drëm geet, fir festzeleeën, wéi mer dat an Zukunft besser behandlen, wéi dat wahrscheinlech zënter dem Bestoe vun dem Statsrot geschitt.

Ech wëll Iech soen, dass et sécherlech och esou ass, dass, wann ee méi wäit zréckkuckt, ëmmer eng oder déi aner politesch Famill sech ka gerecht oder ongerecht behandelt fillen.

Zum Beispill, mengen ech, war et och eigentlech ni richteg, wann ee streng d'Arithmetik gekuckt hätt an et kuckt een effektiv méi e groussen Zäitraum, dass eng CSV während enger Zäit zéng Vertrieder hat, praktesch ganz no un der absoluter Majoritéit louch am Statsrot. Do huet se net protestéiert, dat huet se ganz gären a Kaf geholl, well se matgehollef huet, dass dat esou sollt sinn.

Esou ass et elo sécherlech de Fall, wann een elo d'aktuell Kompositioun kuckt, dass d'LSAP - net well dat esou am Koalitiounsaccord verhandelt gi wär, mä well dat sech esou erginn huet duerch successiv Décisiounen - elo iwwerrepresentéiert ass.

Ech ka mech och un Zäiten erënneren, wou meng Partei ënnerrepresentéiert war. Et huet bis nom Zweete Weltkrich gedauert, bis deen éischte Sozialist huet dierfen an de Statsrot erakommen!

Dir kënnt Iech also denken, wéi eng Partei virdrun d'Membere vum Statsrot gestallt huet.

Alles dat, fir ze soen, dass ee sollt, mengen ech, bei enger Positioun bleiwen an net au gré vun den Avantagen oder Désavantagë sollt hei eng aner Positioun anhuelen. Dat ass eis Meenung. Mä et kënnt hei zum Vote, wéi et och an der Vergaangenheet hei zum Vote vun der Chamber komm ass, ënnert deeneselwechten, net onbedéngt glécklechen Zesummenhäng a Virgespréicher. Dat ass esou. Dat kënne mer kuerzfristeg net änneren.

Ech hoffen elo just, dass mer eis opgrond vun deem neien Androck, dee mer hei kritt hunn, schnell kënnen eens ginn iwwer en anere Modus, dee méi transparent ass an och sécherlech méi richteg ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Alex Bodry. Ech mengen, domat hätt jiddwereen d'Geleeënheet gehat, fir seng Meenung auszedrécken, a mir kéinten zum Vote iwwergoen.

Vote pour le premier candidat

Wéi gesot, et ass eng individuell Ofstëmmung. Keng Procuratiounen. D'Wahlziedele ginn ausgedeelt.

D'Ziedele si verdeelt. Ech géif dann d'Deputéiert eenzel opruffen.

Appel nominal

Voilà, dat war den éischten Tour.

D'Sëtzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.42 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.45 heures.)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Vote ass ofgeschloss an ausgezielt. Mir hate 55 Deputéiert am Sall. Mir hu 55 Wahlziedelen an den Urnen erëmfonnt. Dorënner ware 26 Bulletins blancs an et waren 29 Bulletinen, déi den Numm vum Mike Mathias gedroen hunn.

Domat ass de Mike Mathias am éischten Tour bestëmmt, well - Här Roth, Dir wénkt Nee mam Kapp - bei deem heite Vote zielen d'Bulletins nuls net mat. An et kéint ee souguer esou wäit goen, fir ze soen, dass de Kandidat Mathias d'Unanimitéit vun de valabele Wahlziedelen op sech vereenegt huet.

(Interruption)

Vun deenen Ziedelen, déi zielen.

(Interruptions)

Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Jo, Här President, Dir sot… Dir hutt eis de Vote bekannt ginn. Den Artikel 62 vun der Verfassung gesäit vir, dass all Décisioune mat enger Majorité absolue geholl ginn. Da misst ee fir d'Éischt feststellen: Wat ass d'Majorité absolue? Dat ass d'Halschecht plus eent.

M. le Président.- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Wann Der eis nach eng Kéier wéilt widderhuelen: D'Zuel vun de Votante war 55?

M. le Président.- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Da wier d'Majorité absolue?

M. le Président.- 28.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- 28. An d'Resultat ass 29?

M. le Président.- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Okay. Jo, dann ass et richteg.

(Interruptions)

Et ass just, fir festzestellen, well et ass net evident. Dir hutt d'Reglement zitéiert. Dir sot: Déi, déi net matstëmmen, déi ginn net gezielt. Dat ass allerdéngs eng Interpretatioun vun der Verfassung, déi zweifelhaft ass.

Jo, d'Reglement an deem dote Fall interpretéiert hei d'Majorité absolue, während normalerweis d'Majorité absolue d'Halschecht plus eent vun de Votanten ass. An déi, déi sech enthalen, déi si Votant. A bei engem Vote personnel kann een net mat Nee stëmmen. Et kann een nëmmen ee stëmmen. Dofir ass och déi Aart a Weis, wéi d'Reglement hei d'Majorité absolue interpretéiert, a mengen Aen net korrekt zu der Verfassung.

M. le Président.- Dat heescht, Här Meyers, Dir géift soen, eist Reglement wär net an der Rei?

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Ech géif dat mengen.

M. le Président.- Eisen Artikel 121 seet just dat, wat ech virdru gesot hunn.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Jo, an der Rei.

M. le Président.- Ech ginn also dovun aus, dass e President richteg läit, wann e sech un d'Reglement hält.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Ech wollt...

M. le Président.- Dir gitt mer sécher net onrecht...

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, ech wollt déi Geleeënheet notzen, fir hei och ze soen, dass mer gegebenenfalls och un deem Reglement musse feilen. A mir wäerten och an der nächster Zukunft kucken, wéi mer dat do kënne kloerstellen.

M. le Président.- Dir wësst, Här Meyers, dass ech Iech ëmmer positiv interpretéieren.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll just soen,…

M. le Président.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …mir kucken dat gär no.

Ech stelle just fest, datt hei ee gewielt gëtt, deen net d'Majoritéit, déi normal Majoritéit vun enger Chamber huet, deen also ënner 30 Voten an dëser Chamber krut.

Ech halen dat gär fest.

M. le Président.- Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech muss soen, ech fannen déi Diskussioun hei relativ penibel, muss ech ganz éierlech soen. Ech ka mech net erënneren, ech si scho laang hei derbäi, dass mer eng Kéier esou eng Diskussioun hei gehat hätten.

Ech mengen, eng Partei muss och akzeptéieren, dass se net méi an der Majoritéit ass an och net méi d'Majoritéit duerstellt. Ech si bass erstaunt, dass hei Dispositiounen...

(Interruption)

...a Fro gestallt ginn, déi an de Jorzéngte virdru vu kengem Member vun der CSV a Fro gestallt si ginn. Komescherweis ass dat elo de Fall.

Ech deelen awer dem Här Meyers seng Aschätzung - déi schéngt net ganz gedeelt ze si bei der eegener Partei, dat ass dann awer hire Problem! -, dass hei souwuel eisem Reglement Genüge gedoe ginn ass wéi och der Verfassung, well hei eng Majoritéit vun de Votanten hannert där dote Propos steet an net eng Majoritéit vun den Deputéierten. Dat gëtt net verlaangt, vu kengem Text!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vum Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt eigentlech dat net weider nach ausbauen, wat den Alex Bodry elo grad virdru gesot huet, deem muss ech zoustëmmen.

Ech wéilt och just eng Remarque maachen: datt bei eiser Fraktioun eng Deputéiert net hei ass, déi awer eng ganz valabel Excuse huet, well se Presidentin ass vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, an datt ech och verstanen hunn, datt d'Oppositioun net géif aus deem Fait, wann d'Anne Brasseur net kéint hei sinn, dorauser dann eventuell wëlle politescht Kapital ënnert iergendenger Form zéien.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech wëll da weiderfuere mam Vote, dat heescht, den zweeten Tour fir den zweete Kandidat.

Vote pour le deuxième candidat

Déiselwecht Prozedur nach eng Kéier. D'Wahlziedele gi verdeelt.

D'Wahlziedele sinn alleguer verdeelt?

Ma da géife mer d'Wahlziedelen asammelen.

Appel nominal

Sou, fir auszeziele géife mer d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 14.57 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.59 heures.)

Merci. D'Bulletins de vote sinn ausgezielt. Et si 55 Deputéiert, déi sech un der Wiel um zweeten Tour bedeelegt hunn. D'Resultat ass datselwecht wéi bei deem éischte Wahlgang: Et si 26 Bulletins nuls an 29 Stëmme falen op den Här Kmiotek. Bei 55 Leit, déi ofgestëmmt hunn, wär d'Majorité absolue bei 28 Stëmmen. Hei sinn der 29. Also wär laut Reglement, wéi et aktuell a Kraaft ass, den Här Kmiotek am zweeten Tour designéiert.

Vote pour le troisième candidat

Da géife mer zu der Designatioun vum drëtte Kandidat iwwergoen. D'Wahlziedele sinn amgaang verdeelt ze ginn.

Sinn d'Ziedelen alleguerte verdeelt? Da géif ech nach eng Kéier d'Kolleeginnen an d'Kolleegen alleguer opruffen.

Appel nominal

Voilà, dat war deen drëtten Tour. D'Sëtzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 15.05 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.08 heures.)

Deen drëtten Tour ass ausgezielt. Mir haten dës Kéier 54 Deputéiert, déi sech um Vote bedeelegt hunn. Mir hate 25 Bulletins blancs. A mir hunn 29 Bulletins op den Här Arrensdorf. Domat wär den Här Arrensdorf am drëtten Tour gewielt. Dat ëmsou méi, well no enger zweeter Lecture vun eisem Reglement: D'Majorité absolue entsteet duerch déi, déi um Vote sech bedeelegt hunn, d'«majorité absolue des voix», bei där d'Bulletins blancs net zielen. Wär also do d'Majorité absolue bei: 54, neen, bei 29 wär se am ongënschtegste Fall 16.

Une voix.- Dat kann net sinn!

Une autre voix.- Dat do ka jo net sinn!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President.

M. le Président.- 15, dat wär...

Une voix.- 17!

M. le Président.- Also, bei all Lecture, Här Meyers, ass d'Majorité absolue ginn. Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, ech streiden net mat Iech iwwert d'Reglement, well Dir hutt d'Reglement hei am Haus unzewenden an et geet net, dass een Deputéierte mat Iech doriwwer e Sträit ufänkt. Wat awer net verhënnert, dass ech meng Bedenken äusseren iwwert d'Konformitéit vum Reglement zum Artikel 62 vun der Verfassung, wat ech gesot hunn a wou ech jo och e positiven Echo kritt hu bei der Majoritéit.

M. le Président.- Voilà, mat där positiver Note géife mer dann...

(Hilarité)

...eis dräi Tier ofschléissen an de Klassement wéi follegt festhalen: Als éischte Kandidat klasséiert sech den Här Mike Mathias, als zweeten den Här Christian Kmiotek an als drëtten den Här Arrensdorf. Voilà, domat wär dann dës Ofstëmmungsprozedur um Enn.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, wat de Projet 6582 iwwert d'Schafe vun der Banque africaine de développement an dem Fonds africain de développement ass.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo direkt d'Madame Rapportrice vum Projet, d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Bis elo ass agedroen: den Här Frieden.

5. 6582 - Projet de loi portant approbation de
1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963 tel qu'amendé
2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Adhésioun vum Grand-Duché un der Banque asiatique du développement proposéiert dëse Projet de loi d'Adhésioun vum Grand-Duché un d'Banque an de Fonds africain de développement. D'BAD huet sech am Joer 1963 zu Khartoum, Kenia (veuillez lire: Sudan) constituéiert, nodeems d'Majoritéit, mä deemools nach net all afrikanesch Länner, hir Onofhängegkeet erëm haten. Dës Bank huet virun allem de Bau vun noutwendegen a feelende groussen Infrastrukturen ënnerstëtzt.

1972 ass vun der Bank de Fonds africain de développement an d'Liewe geruff ginn a vun der Bank géréiert ginn. De Fong ass virun allem do, fir deenen am mannsten entwéckelten an äermste Länner ënnert d'Äerm ze gräifen. 1982 huet d'Bank sech opgemaach fir net regional Länner, sprich entwéckelt Länner, an huet sech domadder d'Méiglechkeet geschafen, sech nei finanziell Ressourcen unzëeegnen. Haut besteet d'Banque africaine de développement aus 53 regionalen, sprich afrikanesche Länner a 25 net regionalen, sprich, net afrikanesche Länner.

D'Bank gëtt majoritairement vun afrikanesche Länner géréiert. De President kënnt ëmmer aus engem afrikanesche Land. D'deklaréiert Zil vun der BAD ass et, eng Croissance an Afrika ze ënnerstëtzen an d'Aarmut ze bekämpfen, dëst op eng nohalteg Manéier.

D'Secteuren, an deenen investéiert gëtt, si villfälteg. Praktesch ee Véierel fléisst an den Energiesecteur. An effektiv huet d'Bank vill Efforten déi lescht Jore gemaach, fir sech als afrikanesch, oder souzesoen afrikanesch Klimabank opzestellen an domadder Projeten ze ënnerstëtzen, déi versichen, dem Klimawandel gerecht ze ginn.

Wann et 2004 nach 4% vum gesamten Invest duergestallt huet, esou sinn et 2010 bal 25%. Allerdéngs ginn dovunner bal 76% un déi méi aiséiert Länner, wéi Tunesien, Südafrika, Marokko oder Ägypten. Och bleiwe mer nach bei iwwert der Halschent vun den Energieprojeten, déi mat fossilen Energië fonctionnéieren. Et ass also nach Handlungsbedarf op deem Punkt, obwuel eng steigend Neigung zu Projete mat erneierbaren Energië sech unzeechent.

Soss sinn et haaptsächlech de Schinnen- a Stroosseverkéier oder déi grouss Stauséi-Infrastrukturen, déi ënnerstëtzt ginn. Leider bleift bei de Stroosseninfrastrukturen d'Ubannung bis an déi kleng, méi wäit geleeën Dierfer zweetrangeg. Et gëtt haaptsächlech a Stied, Industriezone bis bei den Hafen investéiert, fir eben den Export ze ënnerstëtzen.

An den 90er Joren ass d'Bank duerch eng hefteg Identitéitskris gaangen an huet sech missen nei a méi transparent definéieren. Säit Februar 2013 sinn nei a méi streng Informatiounskritären en vigueur, an iwwregens an Zesummenaarbecht mat de concernéierte Partner an der Zivilgesellschaft ausgeschafft ginn. Do derniewent huet sech d'Bank och en Instrument, genannt souzesoen „mécanisme de litiges", ugeluecht, operationell säit 2006. Dat sinn haaptsächlech Kontrollmechanismen, déi et och erlaben, am Fall vun engem Préjudice subi ze kloen an och gegebenenfalls entschiedegt ze ginn. Am Secteur public couvréiert dëse Mechanismus all Prozeduren a Politiken, am Privatsecteur just Sozial- an Emweltpolitiken.

Par rapport zu de Pays cibles vum Grand-Duché kann ee feststellen, datt tëschent 1967 an 2012 eng ronn 6% vu Kreditter an Donen un dës Länner gefloss sinn. Et mécht also Sënn, den Impakt vun enger Banque africaine de développement a vun engem Fonds africain de développement an ons Kooperatiounspolitik mat afléissen ze loossen, an dëst op verschiddenen Niveauen: iwwert de Fong, zum Beispill am Niger, oder iwwer eng Mix-Formule vu Kreditter an Donen, wéi zum Beispill am Senegal, oder carrément iwwer Kreditter, wéi am Cap-Vert, e Land, wat schonn a senger Entwécklung méi fortgeschratt ass.

Elo wou de Grand-Duché Member vun der Banque africaine de développement gëtt, gëtt e strategescht Dokument souwuel vum Finanzministère wéi och vun der Direktioun vum Kooperatiounsministère ausgeschafft, fir déi verschidden Type vu Kooperatioun erauszeschielen an natierlech fir mat dem Partnerland déi beschtméiglech Complémentaritéit tëschent APD a BAD ze garantéieren.

D'Zommen, déi déi nächst aacht Joer iwwerwise ginn, si keng supplementar APD, mä si gi Partie intégrante vun de jährlechen APD, déi bei engem Montant vun 1% vum PIB bleiwen. Toutes choses étant égales par ailleurs, ginn dës Suen iwwert déi nächst aacht Joer neutraliséiert, esou datt mer déi Limite vun 1% vum PIB och respektéiere kënnen. Dësen Invest, oder dës Suen éischter, sinn dann an de Budgetsartikele vum Finanzministère erëmzefannen.

A just als klenge Rappel: 85% vun den APD ginn iwwert de Ministère des Affaires étrangères verbucht, 10% eben elo iwwert de Finanzministère an de Rescht verdeelt iwwer aner Ministèren. D'Koordinatioun awer bleift ganz kloer bei der Direction de la Coopération au développement.

D'Memberschaft am Fonds africain de développement mécht sech iwwert d'Emissioun vun engem Bon du Trésor vu 14.514.309 Unités de compte, ëmgerechent an Euro sinn dat 19.736.557 Euro. De Bon du Trésor gëtt an aacht Tranches annuelles vun 2.467.557 Euro amortiséiert.

Duerno, wann de Grand-Duché en État participant vun dem Fong ass, kann en d'Kapital vun der Bank integréiere mat der Iwwerweisung vun enger initialer Souscriptioun. De Montant vun dëser Souscriptioun variéiert jee no Land a gëtt determinéiert no enger Quote-part am FMI an no dem Cumul vun allen net regionale Länner.

D'Souscription initiale fir Lëtzebuerg sinn 13.256 Aktiounen. Am Ganze sinn dat 30.551.856 Euro. Bleift ze klären, ob dat Joer 2013, wou Lëtzebuerg nach net Member war, ob dat elo mat deem Joer 2014 bezuelt gëtt oder ob de Projet ëm ee Joer no hanne verréckelt gëtt. Dat heescht, dat wär dann e Projet 2014-2021 an net 2020.

De Statsrot gëtt säin Accord zur Memberschaft vum Grand-Duché, souwuel zu der Bank wéi zum Fong. Hie mécht awer drop opmierksam - esou wéi Dir et och gesot hutt, Här Chamberspresident -, datt an de Statute vun der Bank festgehale gëtt, datt en Amendement, dee vum Conseil des gouverneurs adoptéiert ginn ass, automatesch no dräi Méint en vigueur trëtt an all Memberstat, et sief, de Conseil des gouverneurs décidéiert eng nei Date d'entrée en vigueur.

Dat heescht, datt all État membre net méi eegestänneg entscheet, mä et entscheet fir all État membre eng Institution de droit international. An dësem Fall ass et de Conseil des gouverneurs vun der BAD an dem FAD. An dofir freet de Conseil d'État, datt d'Chamber, konform zum Artikel 49bis vun der Verfassung, dëse Projet de loi mat qualifizéierter Majoritéit muss stëmmen.

An der Kommissioun ass dëse Projet - oder dëse Rapport - eestëmmeg ugeholl ginn, esou datt ech Iech och hei ka soen, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet selbstverständlech wäert och matstëmmen. An domadder wär ech mat mengem Rapport fäerdeg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als éischte Riedner huet den Här Luc Frieden d'Wuert.

Discussion générale

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, ech géif gären am Numm vun der CSV-Fraktioun der Madame Loschetter Merci soe fir hire Rapport an zugläich wëllen d'Wichtegkeet ënnersträichen, déi mer dësem Gesetzesprojet accordéieren. Dofir sinn ech och frou, datt och an där neier Chamber dëse Projet, deen ech als fréiere Finanzminister d'lescht Joer am Summer déposéiert hunn, esou eng breet Zoustëmmung fënnt.

Well dee Projet hei, an dat ass dee Punkt, deen ech wollt am Numm vun der CSV-Fraktioun och maachen, ass fir eis net nëmmen d'Participatioun un enger Entwécklungsbank an deem Sënn, datt mer soen, mir sinn e staarke Partner vun Afrika an der Entwécklungshëllef an dat complétéiere mer. Ech mengen, datt Lëtzebuerg gutt drun deet, datt mer Afrika iwwert de klasseschen Entwécklungsmodell eraus als e Kontinent gesinn, op deem an deenen nächsten 10, 20 Joer e grousst wirtschaftlecht Potenzial och läit, an datt dat hei och soll hëllefen, d'Dieren opzemaachen, och fir Lëtzebuerger Betriber, Afrika an enger laangfristeger Perspektiv ze entdecken an domadder vun der Globalisatioun an engem breede Sënn vum Wuert kënnen ze profitéieren.

Dofir sinn ech frou, wéi gesot, datt dëse Projet esou schnell am Ufank vun dëser Legislaturperiod ka gestëmmt ginn. A selbstverständlech ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Frieden. Den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och ech géif gären am Numm vun eiser Fraktioun der Madame Loschetter Merci soe fir hire Rapport. Ech géif och dem Här Frieden Merci soe fir seng ergänzend Remarquen zu dësem Projet an dann och nodréiglech félicitéiere fir d'Initiativ.

Ech géif dann och den Accord gi vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Dann den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Den Här Hansen.

M. le Président.- Den Här Hansen. Entschëllegt. Den Här Hansen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, et ass den Här Hansen, deen...

M. le Président.- Jo, entschëllegt. Dir waart bei mir.

Här Hansen, Dir hutt d'Wuert. Entschëllegt, dass ech Iech mam Här Berger verwiesselt hunn. Dat kënnt net méi vir.

Une voix.- Oh, dat ass eng Éier.

M. Marc Hansen *(DP)*.- Här President, ech huelen d'Entschëllegung un. Et hätt kënne méi schlëmm falen.

Une voix.- Dat ass net méiglech.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosst Iech net beiren, Här Hansen.

M. Marc Hansen *(DP)*.- Neen, neen. Ech mengen, do ass jiddwerengem senger Imaginatioun fräie Laf gelooss heibannen.

Ech géif un éischter Plaz der Rapportrice, der Madame Loschetter, villmools Merci soe fir souwuel de schrëftleche wéi awer och de mëndleche Rapport. Ech mengen, dee war ganz ausféierlech. An et kann een och hei ënnersträichen, dass d'Madame Loschetter richtegerweis an der Kommissioun insistéiert huet, dass mer net nëmmen iwwert d'Suen an d'Zuele géife schwätzen, déi domadder verbonne sinn, dass Lëtzebuerg an d'Banque africaine de développement eraklëmmt, mä et ass eis och wichteg, fir ëmmer ze kucken, wat mat deem Geld geschitt. Ech mengen, et ass noutwendeg, dass d'Suen esou agesat ginn, dass se och de Mënschen, fir déi se geduecht sinn, wierklech an hirem alldeegleche Liewen hëllefen, an dass een dat globaalt Zil, wat ee mat der Kooperatiounspolitik verfollegt, och ni aus den Ae soll verléieren.

Ech mengen, d'BAD, d'Banque africaine de développement, huet d'lescht Joer de 50. Anniversaire gefeiert. An den Här Frieden huet et och gesot, et steet Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht, dass mer hei bäitrieden. Lëtzebuerg mécht zënter Jore vill Efforten an der Entwécklungshëllef an och am Budget vun dësem Joer, also am Budget vun 2014, ass et deen 1% vun eisem Revenu national brut, dee virgesinn ass, fir Länner a Leit ze ënnerstëtzen, déi op eis Hëllef ugewise sinn.

Ech mengen, wann zënter dem Dépôt vum Budget an der leschter Woch vill driwwer geschwat ginn ass, wou d'Spuermesurë sinn, da kann een awer och eng Kéier ënnersträichen, dass net un dësem 1% geréckelt ginn ass, deen an d'Entwécklungshëllef fléisst. An ech mengen, et ass och wichteg, dass dat eng Kéier gesot gëtt.

Dëst Engagement an der Afrikanescher Bank fir Entwécklung ass complémentaire zu deem, wéi Lëtzebuerg och op bilateralem Plang mat deene verschiddene Pays cibles zesummeschafft. Ech mengen, an enger ëmmer méi komplexer Welt ass et sécher wichteg, dass een iwwer esou vill wéi méiglech Kanäl probéiert, seng Efforte beschtméiglech anzesetzen.

Nieft den 53 regionale Länner, déi an der afrikanescher Bank Aktionär sinn, ginn et och 25 net regional Länner, déi dozou gehéieren. Eis Nopeschlänner si schonn alleguerte Member,

an och e ganze Koup vun eisen aneren europäesche Partner sinn hei engagéiert. Mir sinn op jidde Fall der Meenung, dass déi ronn 30 Milliounen Euro, déi hei iwwert déi nächst Jore bei der BAD indirekt oder direkt engagéiert ginn, e weidere Baustee sinn, fir eng kohärent Kooperatiounspolitik ze maachen. An ech ginn dann och domadder hei den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hansen. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen ageschriwwen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus der Kolleegin Viviane Loschetter Merci soen, déi souwuel an der Kommissioun wéi och haut hei an der Plénière eis an allen Detailer dëse Projet virgedroen an erklärt huet.

Ech mengen, mir als ADR wäerte selbstverständlech och dësem Projet zoustëmmen. Et ass e wichtege Projet, well mer als Lëtzebuerger Land do der Banque africaine de développement BAD bäitrieden an domadder och iwwert dee Wee eise Beitrag zur Entwécklungshëllef leeschten. Mir wëssen alleguer, datt d'Zil vun der BAD d'ekonomesch Entwécklung an den afrikanesche Staten an d'Bekämpfung vun der Aarmut ass, an dat duerch eng nohalteg Politik.

Déi 30 Milliounen, déi mer hei investéieren, déi ginn eiser Entwécklungshëllef ugerechent an déi wäerten dann, iwwer zéng Joer verdeelt, bezuelt ginn.

Wann ech soen, datt mer dat als positiv gesinn an datt mer dee Projet och wäerte stëmmen, wëll ech awer net hei verkennen, datt mer net direkt mam Projet - duerfir stëmme mir jo och de Projet -, awer insgesamt e Problem hunn, wat d'Berechnungsbasis ubelaangt. Ech mengen, mir hunn och viru Kuerzem hei an der Chamber, wéi mer eng Kapitalerhéijung vum FMI, vum Fonds Monétaire International, hei diskutéiert hunn, schonn déi Remarque gemaach, datt mer soen, datt eise Betrag, dee mir un den FMI bezuelen, datt deen eiser Meenung no méi héich ass, oder ze héich ass am Verhältnis zu anere Länner. En ass dat Dräi-, Véierfacht méi héich pro Kapp wéi dat, wat d'Nopeschlänner bezuelen!

Et ass eis kloer gesot ginn, datt dat opgrond vun enger Berechnungsbasis ass, déi bei der Grënnung vum FMI zesummegesat ginn ass, an datt de Finanzsecteur vu Lëtzebuerg, deen hei am Land esou eng grouss Importenz huet, datt dee méi staark gewiichteg an där Berechnung dran ass an datt duerfir Lëtzebuerg ebe muss méi bezuelen. Mä mir hunn awer och kloer gesot, datt also an Zäiten, wou de Statsbudget méi serréiert ass, datt et do wichteg wier, datt een déi international Participatioune vu Lëtzebuerg, déi eiser Meenung no deelweis ze héich sinn, géif erëm eng Kéier iwwerdenken, quitte wëssend, datt et schwéier ass beim FMI, un deem Schlëssel eppes ze änneren, well et do eng Mass vu Länner sinn, déi mussen domat d'accord sinn.

Dat Zweet, wou mer e Problem hunn - trotzdeem stëmme mer et awer, wéi gesot -, dat ass, wa mer erëm hei en Deel Souveränitéitsrechter ofginn, wat och doduerch dokumentéiert gëtt, datt mer et musse mat enger qualifizéierter Majoritéit hei am Parlament stëmmen.

Dat sinn zwee Punkten, déi vun eis aus eng Kritik gebraucht hunn an déi mer hei hu misse maachen, mä déi direkt mam Zil vum Projet, en Zil, wat mer begréissen, näischt ze dinn huet. An duerfir, wéi gesot, bréngen ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp fir dëse Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. D'Entwécklung vun Afrika ass eng Saach, déi eis ganz um Häerz läit. Et ass e Kontinent, deen ee vun deenen ass, déi nach net genuch entwéckelt sinn a wou nach ganz vill ze maache wier. Wa mer trotzdeem hei deem Projet net kënnen eis Zoustëmmung ginn, dann ass et sécher net aus Souveränitéitsgrënn, well mer do iergendwellech Souveränitéitsrechter géifen opginn. Bien au contraire! Et ass wichteg, mengen ech, fir d'Zil ze hunn, engem Kontinent ze hëllefen, sech ze entwéckelen, et ass och wichteg, eege Souveränitéitsrechter opzeginn, wann et noutwendeg ass, an esou engem internationalen Traité bäizetrieden an och ze hëllefen, do ze investéieren.

Et ass just d'Fro gestallt, eiser Meenung no, ob dat Zil heimat erreecht ka ginn. An ech beruffe mech do op en Artikel, dee veröffentlecht ginn ass an der Zäitschrëft „Brennpunkt" vun der ASTM, vun der Association Solidarité Tiers Monde, deen do ganz kritesch ass, dee seet, dat wier am Fong geholl eng Kooperatiounspolitik aus dem Finanzministère. Et ass jo déposéiert ginn och vum fréiere Finanzminister, dem Här Frieden, deen och hei positiv natierlech sech dozou geäussert huet.

Mä déi Kritiken, déi an deem Artikel gemaach ginn, sinn am Fong geholl déi, dass se net am Sënn vun enger Kooperatiounspolitik am eigentleche Sënn ze gesinn ass, mä dass et éischter et am Intérêt ass vu grousse Firmen aus deene Länner, déi déi Verträg hei ënnerschreiwen. Déi profitéiere vun esou enger Investitiounspolitik, an dee Return on investment, vun deem, mengen ech, den Här Frieden geschwat huet, deen ass reell. Dat heescht, fir all Euro, deen do dragestach gëtt, kommen esou vill Euro erëm zréck.

Duerfir ass et och zweifelhaft, fir dat iwwerhaapt zur Kooperatiounspolitik derzouzerechnen. Et gëtt an deem Artikel eng Schwäizer ONG zitéiert, Déclaration de Berne, déi gesot huet, dass déi Projeten dacks esou konzipéiert sinn, dass nëmme grouss Firmen dovu profitéiere kënnen, dass den Notze fir déi lokal Wirtschaft kleng ass an dass déi aarm Bevëlkerungsschichte kaum dovu profitéieren.

Et ass och nach gesot ginn, dass d'Entwécklungspolitik zu Lëtzebuerg insgesamt kleng gehale gëtt, dass versicht gëtt, net iwwert deen 1% ze kommen, dass do „fieberhaft Einsparungen" géife bei der Kooperatiounspolitik gemaach ginn. Ech zitéieren aus deem Artikel hei. An et gëtt gesot, wann et am Regierungsprogramm géif heeschen, dass d'Kooperatioun mat den internationalen Organisatioune soll op hir Effektivitéit ënnersicht ginn, dass am Fong geholl d'Chamber misst deen Traité hei oflehnen, well en am Fong geholl net dem eigentleche Sënn vun der Kooperatiounspolitik entsprécht, mä éischter am Interessi vun deene groussen internationale Multien ass, déi haaptsächlech dovu profitéiere wäerten. Dat ass eng Ursaach, firwat mir dee Projet hei net kënnen esou stëmmen.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Urbany,...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Den Här Angel wëllt mer eng Fro stellen.

M. le Président.- ...erlaabt Der, dass den Här Angel Iech eng Fro stellt?

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här Urbany, ech weess, dass Är Partei net vertrueden ass an der aussepolitescher Kommissioun, déi sech och beschäftegt mat Froe vun Entwécklungshëllef, an ech froen Iech, ob Der vläicht de Rapport gelies huet vun där Sitzung, wou mer den Entwécklungsminister, de Romain Schneider, an der Kommissioun haten, wéi en och de Regierungsprogramm virgestallt huet a wou e ganz kloer gesot huet - an duerfir soen ech dat -, dass net gespuert gëtt bei der Entwécklungspolitik, wou e ganz kloer gesot huet, dass mer dat Zil behalen.

An ech wollt Iech och froen, ob Der vläicht wësst, dass et e Comité interministériel gëtt, dee geleet gëtt am Ministère vun der Direktesch vun deem Ministère, wou natierlech och e Responsabele vum Finanzministère dran ass, an do ginn déi Froen all diskutéiert. An do gëtt derfir gesuergt, an dat huet déi Direktesch mer och gesot, dass alles an enger Vue vun Entwécklungspolitik gemaach gëtt.

Ech wollt Iech dat just soen. Liest dee Rapport no, da wësst Der, dass munches, wat an deem Artikel steet, vläicht net grad esou der Realitéit entsprécht, wéi et dosteet.

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Et steet jo net hei dran, et géif gekuckt ginn, ënnert déi 1%-Hürd do ze kommen. Mä et gëtt gesot, et géif alles versicht ginn - an dat steet eendeiteg hei dran -, fir net iwwer 1% Entwécklungshëllef am Budget ze kommen. Dat heescht, wann ech dat, esou wéi ech dat interpretéieren, gëtt et Besoinen, fir do driwwerzekommen. Et gi Projeten hei zesummegestrach: „Multilaterale Kontrakte werden revidiert, administrative Kosten gesenkt sowie LuxDev und die ONGs zu Einsparungen aufgefordert". Dat steet awer ganz däitlech hei dran, ënnert der Handschréft vu Leit, déi Spezialisten op deem Gebitt do sinn an deenen ech dann emol a priori muss gleewen, wann ech esou eppes liesen.

Ech fäerten, dass hei vill ze vill Kooperatiounspolitik dem Finanzminister ënnergeuerdnet gëtt an dass et hei eigentlech guer net méi ëm Entwécklungspolitik a Kooperatiounspolitik am eigentleche Sënn sech dréint. Dat ass eng Ursaach, firwat mir dee Projet hei op jidde Fall net kënne stëmmen. Mir wäerten eis enthalen dobäi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Riednerlëscht wär um Enn, an ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Regierung. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech géif gär fir d'Éischt emol der Rapportrice Viviane Loschetter Merci soe fir dee ganz gudde Rapport an och fir déi Presentatioun hei an der Chamber. Ech freeë mech och, dass d'Fraktiounen alleguerten dee Projet hei wäerten ënnerstëtzen. Ech mengen, dass et e ganz gudde Projet ass, deen d'Visibilitéit vu Lëtzebuerg an Afrika wäert no uewe schrauwen.

Ech wollt eng kleng Prezisioun ginn zum Montant, wat och nach net erkläert ginn ass: Am Projet initial, deen d'lescht Joer déposéiert gi war, war vu 26 Milliounen Euro geschwat ginn, an haut sinn et der 30. Dat ass haaptsächlech drop zréckzeféieren, dass d'Droits de tirage spéciaux evoluéiert hunn an dass dann dofir déi Adaptatioun huet misse gemaach ginn.

Wat elo d'Imputatioun vun deene Gelder ubelaangt, déi hei virgesi sinn, wëll ech effektiv nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Paiementer souwuel fir d'Banque africaine de développement wéi och de Fonds africain de développement op aacht Joer wäerte gestreckt ginn. Ech wëll och do elo eng Prezisioun ginn. Mir wäerten dat Ganzt dann ëm e Joer décaléieren; well déi Fro jo och vun der Rapportrice gestallt gi war. Dat schéngt mer dat Gesondst an dat Richtegst ze si par rapport zu de Budgetsregelen. A mir wäerten dat an der Enveloppe vun 1% Revenu national brut par rapport zu eiser Entwécklungshëllef maachen.

Well och dat ugeschwat ginn ass, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass de Finanzministère an der Aide au développement de Juniorpartner ass, an en ass och zefridden, de Juniorpartner ze sinn. Mir finanzéieren als Finanzministère ongefeier 10% vun der Entwécklungshëllef, an dat ass en fait doduerch ze justifizéieren, dass de Finanzministère zoustänneg ass fir d'Institutions financières internationales. A fir do déi Kohärenz ze behalen, fannen ech et eng gesond Saach, dass dat esou opgedeelt ass. Mä mir sinn de Juniorpartner. Et ass de Ministère de la Coopération, deen d'Strategie festsetzt an deen d'Haaptsoen huet, mä natierlech geschitt dat an Ofsprooch mat ons.

Ech mengen, dass duerch déi Memberschaft, déi mer elo hei ustriewen, eis Visibilitéit um afrikanesche Kontinent nach méi grouss gëtt. Dir wësst, dass mer a sechs Länner aktiv sinn an der Aide au développement, dat si mat déi äermste Länner, déi et op der Welt gëtt. A mir solle roueg stolz sinn, dass mer deenen hëllefen. Mä doduerch, dass mer hei elo Member ginn, mengen ech, kënne mer déi Hëllef méi effikass gestalten. Doriwwer solle mer eis freeën. An ech mengen och, dass mer doduerch, dass mer hei Member ginn an der Banque africaine de développement an dem Fonds africain de développement, och méi Kohärenz an eis Politik kréien.

Ech wëll och soen, dass et net total onwichteg ass a soll verschrieë sinn, dass eis Entreprisë sollen associéiert sinn, wann dat ka gemaach ginn. Déi meescht Länner op der Welt maachen dat systematesch. Mir si scho wierklech Puristen an deem Domän. A wa mer hei iwwert déi Memberschaft kënnen eisen Entreprisë ganz e bëssen op deene Marchéen Dieren opmaachen, ech mengen, dat ka kengem schueden.

Dofir, mengen ech, freet sech d'Regierung, dass esou vill Zoustëmmung zu dësem Projet ginn ass.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Finanzminister. Domat wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir géifen iwwert de Projet 6582 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6582 et dispense du second vote constitutionnel

Ech wëll Iech nach eng Kéier drun erënneren, dass eng Zwee-Drëttel-Majoritéit erfuerdert ass an dass et bei dësem Projet keng Votes par procuration gëtt.

Ech lancéieren de Vote. Huet jiddwereen ofgestëmmt? Da schléissen ech de Vote of.

55 Deputéiert waren hei. 53 hunn um Vote deelgeholl: 51-mol Jo an 2 Abstentiounen.

Ech mengen, bei mengem Vote war e Problem. Et kënnt net oft vir, mä et kënnt vir.

Domat wär de Projet 6582 gestëmmt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexandre Krieps et Edy Mertens;

M. Claude Adam, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif Iech froen, ob Der domat d'accord sidd, fir e vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen?

(Assentiment)

Merci villmools.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 6551, eng Ofännerung vun eisem Steiergesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Roth a Reding. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madame Elvinger. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

6. 6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 7. Mäerz 2013 ass de Projet de loi 6551 vum deemolege Finanzminister Luc Frieden déposéiert ginn. Um Text vum Projet de loi waren en Exposé des motifs, e Commentaire des articles an eng Fiche financière annexéiert. D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis zu dësem Projet de loi ofginn.

D'Chamber gouf den 28. Mee 2013 mat engem Regierungsamendement saiséiert, op deen ech duerno nach zréckkomme wäert. Mir kruten du complémentaire Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

De Statsrot huet säin Avis zum Projet de loi an zum Regierungsamendement den 22. Oktober 2013 ofginn. Den Avis vum Statsrot war duerchaus positiv an de Statsrot huet och keng substanziell Ännerunge gefrot. Déi redaktionell Modifikatiounen, déi de Statsrot proposéiert huet, sinn all vun der Kommissioun ugeholl ginn, mat Ausnahm vum Titel vun zwee Gesetzer am Intitulé vum Projet de loi an an den neien Artikelen 3, 5 a 6.

Den 28. Januar 2014 sinn ech an der Finanz- a Budgetskommissioun Rapporteur vun dësem Projet de loi genannt ginn. Während därselwechter Sëtzung huet d'Finanzkommissioun de Projet de loi an den Avis vum Statsrot analyséiert. De Rapport ass an der Sëtzung vum 25. Februar 2014 à l'unanimité mat Ausnahm vun enger Enthalung ugeholl ginn.

De Projet de loi 6551 schreift sech ganz kloer an de Kader vun enger Simplification administrative an. Et geet hei ëm d'Chancelleriestimberen, déi een ënner anerem brauch fir d'Immatrikulatioun vun engem Auto, de Führerschäin, eng Handelsermächtegung oder d'Verlänge-

rung vum Permis de pêche an déi scho längst net méi zäitgeméiss sinn.

Dëse Projet de loi erméiglecht et, déi Droits de chancellerie an Zukunft iwwer Virement oder Versement ze bezuelen, sou dass de Bierger sech net méi muss physesch an de Büro vum Enregistrement déplacéieren, fir säin Timber ze kafen. Heivu sinn all Taxe betraff, déi mat Chancelleriestimbere bezuelt ginn. Doduerch, dass de Bierger déi obligatoresch Informatioun ugëtt iwwert den Objet vum Paiement an d'Persoun, fir déi de Paiement gemaach gëtt, ass de Risiko vun enger Fälschung hei ganz geréng.

D'Zommen, déi fir déi verschidden Taxe bezuelt ginn, ginn och op engem spezifesche Kont regruppéiert, wou duerch d'Informatisatioun eng ganz einfach a séier Recherche wäert méiglech sinn.

Et ass momentan aus praktesche Grënn och nach net virgesinn, de materielle Chancelleriestimber ofzeschafen. Esou behält de Bierger d'Wiel, ob hie sech wëllt op de Büro vum Enregistrement déplacéieren, fir säin Timber selwer kafen ze goen, oder ob en déi entspriechend Tax einfach wëllt iwwer Virement oder Versement bezuelen.

Den zweeten Artikel vum Projet de loi dréit zur Verstäerkung vun der Lutte géint d'Steierhannerzéiung bäi a verstäerkt esou d'Kontroll vum Enregistrement um Niveau vun den Droiten, déi bezuelt ginn am Kader vun engem Akt bei enger Mutatioun vun Immobilien oder engem Acte de bail.

De Projet de loi 6551 gesäit dofir elo Sanktioune vir am Fall, wou den Intermédiaire, also den Immobilienhändler, seng Obligatioun, déi schonn duerch e Gesetz vun 1948 virgesi war, net respektéiert, eng Attestatioun ze hannerleeën, an där hie bestätegt, dass de Präis, deen dem Enregistrement uginn ass, de reelle Präis ass, deen och beim Akt bezuelt ginn ass.

Et handelt sech hei ëm eng Amende administrative vu 25 bis 1.250 Euro, déi vum Direkter vum Enregistrement gesprach gëtt a géint déi dann och e Recours méiglech ass. Dës Dispositioun ass ënner anerem doduerch berechtegt, dass d'Zuel vun den Intermédiairen a vun den Immobilientransaktioune säit 1948 stänneg an d'Luucht gaangen ass an doduerch eng Verbesserung vun der Effikassitéit vun der Kontroll vum Enregistrement néideg ginn ass.

Fir d'Aarbecht vun de Greffieren um Geriicht a vun de Gemengesekretären ze vereinfachen, ginn d'Répertoiren ofgeschaaft, an déi si hu misse sämtlech Akten iwwert d'Mutatioun vun Immobilien a Bailen androen. Well d'Inscriptioun vun dësen Akte beim Enregistrement souwisou obligatoresch ass an déi zousätzlech Regëstere souwisou näischt zur Kontroll vum Enregistrement bäigedroen hunn, gi si als iwwerflëssig betruecht an dofir dann och ofgeschaaft.

De Projet de loi erméiglecht et awer och den Notairen an den Dierwiechter, fir hir Répertoiren an Zukunft ënner elektronescher Form ze féieren. D'Detailer vun dësen elektronesche Répertoirë mussen allerdéngs iwwer e Règlement grand-ducal nach geregelt ginn.

Duerch de Regierungsamendement vum 28. Mee 2013, also den neien Artikel 7 vun dësem Gesetz, gëtt der Liewenserwaardung an der Evaluatioun vun der Valeur vum Widdem Rechnung gedroen. Et geet hei ëm d'Liquidatioun an d'Bezuele vun den Droits d'enregistrement am Ierfschaftsrecht.

D'Evolutioun vun der Liewenserwaardung iwwert déi lescht Jorzéngten erfuerdert eng Mise à jour vun der Evaluatioun vun der Valeur vum Usufruit viager an der Perceptioun vun den Droits d'enregistrement am Kader vun den Droits de succession.

D'Evaluatioun vum Widdem gëtt op Basis vum Alter vum Usufruitier festgeluecht, mat enger progressiver Diminutioun vun der Valeur, wat den Alter méi héich gëtt. Dës Evaluatiounsmethod gëtt säit 1913 benotzt bei Mutatiounen, Tauschakten an Ierfschaften.

Bis elo war et esou, dass déi Tabell beim Alter vum Widdem vun iwwer 70 Joer mat enger Valeur vum Usufruit vun engem Zéngtel vun der Pleine propriété opgehalen huet. Déi nei Tabell fänkt elo u mat enger Valeur vum Usufruit vun néng Zéngtel vum Wäert vun der Gesamtpropriétéit fir de Widdem, dee manner wéi 20 Joer huet, a geet dann erof bis op d'Valeur vun engem Zéngtel vun der Pleine propriété fir de Widdem, deen iwwer 90 Joer al ass.

An Zukunft gëllt dës Tabell dann net nëmme fir den Usufruit, mä och fir d'Wunnrecht, de sougenannten Droit d'habitation, an d'Notzungsrecht, also den Droit d'usage.

Well d'Wunnrecht an d'Notzungsrecht dem Titulaire vun deem Recht awer manner Rechter ginn, wéi dat beim klassesche Widdem, also beim Usufruit, de Fall ass, gëtt d'Valeur dovun op 60% vun der Valeur vum Usufruit, dat heescht een Zéngtel manner wéi d'Valeur vum Usufruit, festgeluecht.

Dësen Artikel huet eng reng fiskal Portée an huet also keen Afloss op d'Liberté contractuelle tëschent de Parteien.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn an hire respektiven Avise leider bedauert, dass de Projet de Règlement grand-ducal iwwert d'Exekutiounsmesurë vum Bezuelen iwwer Virement oder Versement vun den Taxen dem Projet de loi net bäigefügt war. Mä d'Chambre des Fonctionnaires huet et awer ausdrécklech begréisst, dass déi Répertoirë sollen ofgeschaaft ginn, well se net méi zäitgeméiss waren a keng Valeur ajoutée bréngen an d'Perceptioun vun den Droits proportionnels souwisou strikten Délaien ënnerläit.

Zum Ofschloss géif ech dann och nach den Accord vun der DP-Fraktioun ginn zu dësem Projet de loi an nach eemol betounen, dass d'DP et ausdrécklech begréisst, dass hei e weidere Schrëtt a Richtung vun enger Simplification administrative ënnerholl gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Rapportrice. Den Här Roth huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Ech soe selbstverständlech am Numm vun der CSV-Fraktioun der Madame Joëlle Elvinger Merci fir hire mëndlechen an och schréftleche Bericht.

Dëse Projet, si huet dat ënnerstrach, dee gouf nach vum fréiere Finanzminister Luc Frieden déposéiert. E schreift sech och an an eng administrativ Vereinfachung a virun allem och an de Sënn bei Immobilientransaktioune vu méi enger grousser Steiergerechtegkeet, wou an Zukunft och, wéi d'Madame Elvinger dat ënnerstrach huet, déi Immobilienagenten, déi also als Intermédiaire fungéieren, mussen derzou bäidroen.

Ech mengen, dat Lescht, wat se gesot huet, dat geet iwwert d'Evaluatioun vun dem Widdem: Dat ass richteg, well d'Liewenserwaardung natierlech haut eng ganz aner ass wéi 1913.

Et muss een awer och dem Bierger dobausse matdeelen, dass dat eng Inzidenz huet, wann notamment d'Communautés de mariage an Zukunft liquidéiert ginn, well da bei der Berechnung fir dee Conjoint, deen optéiert fir de Widdem op dem gemeinsamen Haus, natierlech méi héich Enregistrementskäschten ufalen, besonnesch wa jonk Koppele gescheet ginn.

Fir de Rescht gi mer selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste kritt den Här Haagen d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Am Numm vun der LSAP-Fraktioun géif ech och gär der Madame Elvinger Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Deem ass näischt derbäizefügen an ech géif och den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. Dann huet d'Wuert d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Vu mir och, Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun e grousse Merci un d'Madame Elvinger fir hire mëndleche Rapport haut an och fir hire schréftleche Rapport, dee se ons an der Kommissioun presentéiert huet. An domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Merci villmools. Dann als leschte Riedner den Här Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, dat heiten ass en ausseruerdentlech schlecht Gesetz. Et ass e Wollef am Schofspelz. Mir héieren „simplification administrative", an do si mer all dermat d'accord. Mir héieren „Ofschafung vu Regësteren, déi double Emploi maachen", mir sinn d'accord. Mir héieren „Aféierung vun engem Répertoire informatique fir d'Notairen", mir sinn d'accord. Alles dat war wonnerbar bis zu engem groen Dag, den 28. Mee 2013, wéi den Här Frieden gemengt huet, e misst d'Steieren erhéijen. Well wat hei esou harmlos kléngt, huet eng risen Inzidenz op d'Leit.

Kommt, mir huele fir d'Éischt emol den Usufruit, de Widdem. D'Propriétéit gëtt jo an den Usus, de Fructus an den Abusus opgedeelt. De Widdem, wat ass de Widdem? De Widdem heescht: Ech ka selwer deen Immeuble notzen. Ech kann en awer och verlounen a vum Loyer profitéieren.

Dat ass evaluéiert ginn, bis elo, op Basis vun enger Tabell vun Zéngtel, wéi d'Madame Elvinger ganz richteg gesot huet, déi opgehalen huet bei 70 Joer. Wann ech also 70 Joer al war an ech krut de Widdem op engem Haus geschenkt oder ech hunn e kaaft, dann ass dat enregistrementsméisseg op een Zéngtel vun där Valeur evaluéiert ginn.

Mat deem neien Text sinn dat elo dräi Zéngtel. Elo kréie mer esou harmlos gesot, den Här Roth seet: „Jo, d'Liewenserwaardung ass eropgaangen!". Jo, d'Liewenserwaardung ass eropgaangen. D'Liewenserwaardung war - an ech zitéieren elo de Statec, 7. November 2013, dat heescht extrem rezent Zuelen - hei zu Lëtzebuerg bei engem Mann bei 79,5 a bei enger Fra bei 85 Joer. E Mann vun 80 Joer muss haut - deen also liewenserwaardungsméisseg dout ass - elo op zwee Zéngtel vun der Valeur vun deem Immeuble, wou en de Widdem kritt, Enregistrement bezuelen. Dat ass extrem héich!

Wann zum Beispill eng Persoun hirer Frëndin oder hirem Frënd, dee 60 Joer al ass, de Widdem op engem Haus schenkt oder cédéiert, wat 800.000 Euro wäert ass, dat ware bis elo zwee Zéngtel vun där Valeur. Dat sinn elo véier Zéngtel vun där Valeur. Véier Zéngtel sinn 320.000 Euro. 7% Mutatioun an Transcriptioun, Enregistrement dorobber: sinn 22.400 Euro. Bis elo huet déi Persoun missen 11.200 Euro bezuelen. Mir hunn also d'Steieren, den Enregistrement op esou enger Transaktioun, wann Der elo dat Gesetz hei stëmmt, verduebelt!

(Interruption)

Jo. Et war den Här Frieden. Mä déi nei Majoritéit - ech wonnere mech -, déi eigentlech keng nei Steiere sollt aféieren, oder wollt aféieren, hätt dat hei kënne ganz liicht nees eraushuelen. Et ass bedauerlech!

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Nach méi schlëmm ass et, wat den Droit d'habitation ugeet. Den Droit d'habitation, op deem war bis elo keen Enregistrement. Null, näischt! Wat och richteg ass, well den Droit d'habitation, am Contraire zum Widdem, ass eppes, wat ech net kann engem verkafen oder engem cédéieren. En Droit d'habitation ass e perséinlecht Recht. Mäi Widdem kann ech engem verkafen oder cédéieren. En erläscht mat mengem Doud, mä ech kann engem e ginn.

Mäin Droit d'habitation, dee muss ech selwer exercéieren. En ass par essence personnel. En ass prekär an deem Sënn, datt en dee Moment, wou ech erausplënneren, erläscht. Et ass also eng Valeur, déi, contrairement zum Widdem, guer net patrimonial déi Valeur huet wéi e Widdem, wéi en Usufruit.

Dee gëtt elo an Zukunft besteiert mat 60% vun deem, wat ee misst bezuelen, wann een de Widdem kréich. Ech huelen also mäi selwechte Frënd oder Frëndin vu 60 Joer, där ech de Widdem ginn oder cédéieren. Mä déi Kéier dann net de Widdem, mä nëmmen en einfachen Droit d'habitation. Déi ass also 60 Joer al. Mir hunn nach ëmmer dat Haus vun 800.000 Euro. Véier Zéngtel sinn 320.000 Euro. Dovunner 60% sinn 192.000 Euro. Dorobber 7%, déi de Stat an Zukunft kasséiert: Dat sinn 13.440 Euro, amplaz bis elo null!

Ech kann also just de Bierger dobaussen opruffen, wann en nach wëllt en Droit d'habitation engem cédéieren, dat ganz schnell ze maachen, éier dat onglécksëilegt Gesetz hei a Kraaft trëtt.

Dat heiten ass also kee Projet de simplification administrative. Dat heiten ass e Projet d'augmentation et de création d'impôt, an duerfir wäert meng Fraktioun dergéint stëmmen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Reding. Domat ass d'Diskussiounsronn ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech géif gäre fir d'Éischt der Madame Joëlle Elvinger Merci soe fir hire schréftlechen an orale Bericht hei, mech och freeën iwwert de positiven Avis vum Conseil d'État. A vu dass jo och eng Unanimitéit an der Kommissioun war, fënnt een och hei eng grouss Zoustëmmung, déi mech freet.

Ech wëll net laang iwwert dee Projet hei schwätzen, well ech mengen, e schwätzt fir sech selwer. Et ass e Projet, deen d'Simplification administrative illustréiert op vill Aart a Weisen, andeem en eng ganz veraalt Method, Steieren anzehuelen eben iwwert den Droit de timbre, ofschaaft an dass een dat elo kann iwwer Virement bancaire maachen. Dat liicht engem an, dass dat eng grouss Simplification administrative ass.

Et ass awer och e Projet, dee fir d'Effikassitéit gutt ass, nämlech doduerch, dass d'Kontrolle bei der Mutatioun verstäerkt ginn. Eng Kontroll, déi mat sech bréngt, dass d'Regelen, déi scho méi laang bestinn, wäerten agehale ginn. An och eng méi grouss Effikassitéit doduerch, dass d'Regësteren, déi déi Droits de timbre hu misse sorgfälteg zesummenzielen, ofgeschaaft ginn.

E leschte Punkt, deen elo zwar contestéiert ginn ass vum leschten Deputéierten: Ech fannen, dass et awer ganz normal ass, dass een d'Législatioun un d'Liewenserwaardung vun de Leit upasst, an dat gëtt hei gemaach. Dat ass eng Modernisatioun vun eiser Législatioun. Dofir freeën ech mech, dass dës Législatioun esou vill Zoustëmmung hei am Sall fënnt.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6551 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun.

De Vote ass ofgeschloss. 60 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl. 55-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat wär de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif d'Chamber froen, ob se de Projet dispenséiert vum zweete verfassungsméissege Vote.

(Assentiment)

Dat ass esou. Dann ass dat och esou décidéiert.

Mir géifen dann zu eisem nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6632, eng Direktiv iwwert déi administrativ Kooperatioun am Steierberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo als Riedner agedroen: den Här Frieden an d'Madame Elvinger. A fir unzefänken huet de Rapporteur, den Här Claude Haagen, d'Wuert.

7. 6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, am Virfeld vun der Presentatioun vun dësem Projet de loi ze soen, datt dat, wat den Échange vun Donnéeën, déi déi steierlech Situatioun vu Persoune betreffen, wat Lëtzebuerg ugeet, ëmmer am Detail vun der Finanzwelt gekuckt gëtt. Dofir wëll ech preziséieren, datt dëse Projet de loi à ce stade net ze verwiesselen ass mat der Debatt iwwert d'Zënsbesteierung vu Kapitalerträg, déi momentan stattfënnt.

Zum Projet de loi: Dëse Projet de loi 6632, deen de 17. Dezember 2013 vum Finanzminister déposéiert ginn ass, betrëfft d'Émsetze vun enger europäescher Direktiv. De Statsrot huet den 20. Dezember vun deem Joer säin Avis ofginn an hat keng Observatiounen zu dësem Projet de loi.

An der Finanzkommissioun vum 4. Februar vun dësem Joer ass meng Persoun als Rapporteur designéiert ginn, an an därselwechter Kommissioun, de 25. Februar, also zwou Wochen duerno, ass dëse Projet de loi ugeholl ginn.

Den Objet vun dësem Projet de loi ass, wéi schonns gesot, d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv 2011/16, an domadder gëtt d'Gesetz vum 29. Mäerz 2013 iwwert d'Coopération administrative am Steierberäich complétéiert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dëse Projet de loi respektéiert och de Rectificatif zur Direktiv 2011/16, deen am Journal officiel vun der Europäescher Unioun de 14. Juni 2013 veröffentlecht ginn ass.

Den Artikel 8 vun der genannter EU-Direktiv vum Conseil vum 15. Februar 2011 gesäit den automateschen an och obligatoreschen Échange fir fënnef Kategorië vu Revenuen a Kapitalerträg vir. Dësen Échange concernéiert fënnef verschidde Kategorien, wéi gesot: éischtens de Revenu de l'emploi, also d'Salairen; Tantièmë souwéi Jetons de présence; Produite vu Liewensversécherungen; Pensiounen, a fënneftens, zu gudder Lescht, d'Propriétéite souwéi d'Revenue vun Immobilien.

Déi zoustänneg Autoritéite vun den États membres vun der EU mussen also systematesch, ouni datt se duerno dozou opgefuerdert ginn, an Zukunft Informatioune vun deene Persounen, déi vun engem aneren État membre bei hinne wunnen, weiderginn.

Dësen automateschen an obligatoreschen Échange soll vum Steierjoer 2014 un zielen.

Den Échange soll regelméisseg geschéien, dat heescht, op d'mannst eemol pro Joer. D'Steierverwaltung huet bis den 30. Juni no deem concernéierte Steierjoer Zäit, fir dës Informatiounen un déi zoustänneg Administratioun vun deem betraffenen État membre weiderzeginn. Fir d'Steierjoer 2014 bedeit dësen Délai also de Stéchdatum 30. Juni 2015.

D'États membres sinn awer nëmme gezwongen, Informatioune weiderzegi fir déi Revenuen oder dat Kapital, wou hir zoustänneg Administratiounen, Autoritéiten och Informatiounen hunn.

Här President, am Conseil „Affaires économiques et financières" vum 7. Dezember 2010 ass een Accord politique iwwert d'Ëmsetze vun der Direktiv fonnt ginn. Lëtzebuerg huet sech deemools engagéiert, Informatiounen iwwert dräi vun deene fënnef Kategorien auszetauschen.

D'Steierverwaltung gëtt also Informatioune fir dräi spezifesch Kategorië vu Revenuen, déi der Retenue à la source ënnerleien, weider. Zréckbehalen, wéi gesot, si ginn: d'Revenus de l'emploi, d'Salairen also; d'Tantièmen an d'Jetons de présence, souwéi d'Pensiounen.

Dës dräi Kategorien ënnerleien net dem Secret bancaire oder engem anere Secret professionnel a kënne liicht vun der Steierverwaltung mëttels elektronesche Fichiere gesammelt ginn.

Dëst ass fir déi aner zwou Kategorien net de Fall, wou d'Steierverwaltung vu Leit aus aneren États membres momentan keng Informatiounen huet. Déi kënnen also och net iwwer een automatesche Procédé échangéiert an ausgetosch ginn.

Fir d'Exigencë vun dëser EU-Direktiv ëmzesetzen, muss d'Steierverwaltung iwwer een néidegen informatesche Logiciel verfügen. Dësen Outil informatique, deen och standardiséiert an allen États membres muss sinn, erlaabt et der Verwaltung, fir Donnéeë vun de Salariéen an de Pensiounskeesen, notamment wat den Décompte annuel ubelaangt, ze traitéieren a weiderzebehandelen.

Dëst bedeit also och, esou wéi dee Projet de loi virdrun, eng Décharge administrative fir d'Employeuren an d'Pensiounskeesen an dësem Domän. An deem Sënn ass dëse Projet de loi schonn, wéi gesot, och am Kader vun der Simplification administrative ze gesinn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Haagen, fir dësen exzellenten a klore Rapport an enger ganz komplizéierter Matière. Ech hunn als Éischten ageschriwwen: den Här Luc Frieden. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert. Oder den Här Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll just dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Dozou ass iwwerhaapt näischt derbäizesoen. Ech wëll also just den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text ginn.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Wiseler. Dann d'Madame... Waart. D'Madame Elvinger, mengen ech, kënnt vir, menger Lëscht no.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Ech géif och dem Här Claude Haagen villmools Merci soe fir säin exzellente schréftleche souwuel wéi och mëndleche Rapport. An ech géif och den Accord vun der DP-Fraktioun ginn zu dësem Projet de loi.

Mme le Président.- Merci, Madame Elvinger. Dann d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech géif och gären am Numm vun der grénger Fraktioun dem Här Haagen Merci soe fir säi mëndleche Rapport an och fir säi schréftleche Rapport, deen en ons an der Kommissioun och virgestallt hat. An domadder ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme le Président.- Merci villmools, Madame Loschetter. Dann den Här Turpel, dee kënnt erop. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e Gesetzesprojet, deen eng Direktiv ëmsetzt, wéi de Rapporteur dat gesot huet, déi awer keng onwichteg Direktiv ass, déi sech nämlech deet am Kader vum ganzen automateschen Informatiounsaustausch vu Revenuen a Kapital.

D'Direktiv vun 2011, déi d'77er Direktiv ofschaaft, seet an hirem éischte Saz, datt an engem Zäitalter vu Mondialiséierung et méi wichteg ass wéi jee, datt d'State sech géigesäiteg am Fiskalberäich ënnerstëtzen.

Ech mengen, dat ass eppes, wat mer absolut mussen ënnerschreiwen, well d'Steierhannerzéiung, dat ass net einfach e Sport vu Salariéen, mä dat ass dat, wat am grousse Mooss staf gemaach gëtt vu Leit, déi vill Suen hunn. E Salarié, deen huet net d'Chance, fir vill ze hannerzéien, dee kritt seng Steieren à la source ofgehalen. A wann en net seng Steiererklärung zur Zäit mécht, da rabbelt et.

Et ass wichteg, an dat ënnersträicht d'Direktiv, datt d'State sech géigesäiteg ënnerstëtze beim Administrativen, beim Austausch vun Informatiounen iwwer Besëtz a Revenuen, an datt duerfir eng administrativ Kooperatioun absolut noutwendeg ass.

Et gouf jo eng Direktiv virdrun, déi 77er, déi sech als ineffikass erwisen huet, well an der Realitéit d'Fantasie ganz schnell iwwert d'Regelen erausgaangen ass an ëmmer méi Schlupflächer fonnt gi sinn. Dofir ass déi Direktiv vun 2011 dunn adaptéiert ginn, a si seet awer selwer, si wier wahrscheinlech nach hannert der Realitéit, mä si hätt versicht, der Realitéit méi no ze kommen. Mä och déi Direktiv misst wahrscheinlech weider ausgebaut ginn, fir déi weider Schlupflächer, déi nach iwwerall bestinn, ze fëllen.

Elo seet d'Direktiv also, mir maachen elo en Ufank a fënnef Beräicher. Mir si jo net fäerdeg! Mir maachen en Ufank a fënnef Beräicher. A vun deene fënnef Beräicher muss all Land mindestens dräi Beräicher erauswielen, an deenen et den automateschen Informatiounsaustausch mécht.

Wa mer dann déi fënnef Beräicher kucken, déi de Rapporteur och hei opgezielt huet, da sinn dat éischtens d'Revenus professionnels, bei deene Lëtzebuerg seet: „Okay, dat maache mer.", zweetens, d'Jetons de présence, bei deene Lëtzebuerg okay seet, an drëttens d'Pensiounen. Déi zwee Beräicher, wou Lëtzebuerg seet: „Dat maache mer elo net.", déi bezéie sech op d'Propriétéit an de Revenu vun Immobilien, Biens immobiliers, a se bezéie sech op d'Produiten, déi ee kann aus Liewensversécherungen erauszéien.

Elo wësse mer, datt d'Produits immobiliers an d'Liewensversécherungen zu Lëtzebuerg net déi klengste Beräicher sinn am ekonomesche Beräich.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la Présidence.)

Mä déi éischt Fro, déi ech emol wéilt stellen, ass déi: wann d'Direktiv schwätzt vu Revenus professionnels, ob een dat ka limitéieren op d'Salairen, esou wéi mir et elo maachen. Bei de Revenus professionnels missten eigentlech och nach aner Beräicher derbäi si vu professioneller Aarbecht, déi net nëmme Salairen ëmfaassen.

Mä ofgesi vun där Fro fält hei eppes op, nämlech dat: Datt déi normalstierflech Leit, déi schaffe ginn, datt déi hir Steiere regelméisseg musse bezuelen a bezuelen, wat jo och dann erfaasst ass, elektronesch - déi ginn och ausgetosch! -, mä déi, déi andauernd Steieren hannerzéien, nämlech déi grouss Gesellschaften an och - si solle jo hei mat erfaasst ginn, d'Direktiv gesäit dat jo ausdrécklech vir - d'Fongegesellschaften, d'Fonds d'investissement, d'Trusten an esou weider, déi wahrscheinlech ganz vill Suen an de Biens immobiliers stiechen hunn an an den Assurancen, an de Liewensversécherungen, an déck dovunner profitéieren, déi sinn heivunner net betraff.

Mir sinn der Meenung, datt do erëm eng Kéier mat zweeërlee Mooss geschafft gëtt, jee nodeem, ëm wéi eng Leit datt et geet, ëm normalstierflech Leit, oder ob et ëm Leit geet mat déckem Fric an ëm déck Gesellschaften. A mir mengen, datt et wichteg wier, datt Lëtzebuerg..., datt et net duergeet, fir festzestellen, wéi dat de Fall ass, datt gesot gëtt, datt déi dräi Kategorien, déi mer unhuelen, déi sinn, bei deenen et kee Secret bancaire gëtt oder bei deenen et kee Secret professionnel gëtt a bei deenen den Austausch immens einfach ass iwwer elektronesch Fichieren, wat bei der Assurance-vie a bei den Immobilien net de Fall wier. Mir sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg sech misst d'Méiglechkeet ginn, fir an deene Beräicher, duerch déi aner Leit betraff sinn, déi nämlecht Informatiounen ze sammelen an och weiderzeginn.

Et ass och aus där Ursaach, well hei wierklech zweeërlee Mooss zielt par rapport zu Leit, déi schaffe ginn, oder Leit, déi vill Fric hunn, dass mir eis bei dësem Projet wäerten enthalen, awer ganz kloer mat der Opfuerderung, fir derfir ze suergen, datt Lëtzebuerg sech och konform mécht, fir an deene Beräicher do d'Informatiounen ze sammelen an auszetauschen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Et ass kee weidere Riedner méi ageschriwwen. Domat huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, och bei dësem Projet freeën ech mech, dass mer eng grouss Zoustëmmung hunn an och dass dëse Projet séier hei an d'Chamber komm ass, well mir hate ganz serréiert Délaien um europäesche Plang, fir dës Direktiv ëmzesetzen.

Dat Thema hei wäert eis an deenen nächste Méint a Joren nach vill beschäftegen: d'Thema vum Échange automatique d'informations. Mir wennen en hei bei dräi Kategorië vu Suen, vu Ressourcen un, vu fënnef, déi méiglech sinn. D'Regierung huet déi erausgesicht, bei deenen d'Informatiounen disponibel sinn. An déi zwou Kategorien, déi grevéiert si vun engem Secret bancaire an engem Secret professionnel, sinn do ausgeschloss ginn. Ech mengen, dat war déi eenzeg logesch Konsequenz, déi ee konnt maachen.

Ech wëll insistéieren och drop, dass mer e Logiciel amgaange sinn auszeschaffen, fir dës Donnéeën op eng sécuriséiert Aart a Weis an och op eng standardiséiert Aart a Weis auszenotzen a fir dass dës Informatiounen och nëmmen zu deem Zweck gebraucht ginn, fir deen d'Gesetz dat hei virgesäit.

Zum Échange automatique d'informations wëll ech just soen, dass do iwwert déi lescht Méint eng immens Accélératioun komm ass, a mir gesinn dat och an der Aktualitéit. Dës Direktiv iwwert d'Coopération administrative wäert och nach vill Wichtegkeet an Zukunft kréien, well et muss een déi heiten Direktiv am Zesummespill kucke mat där Direktiv iwwert d'Fiscalité de l'épargne. Déi zwou Direktive ginn Hand an Hand. An et ass och iwwert déi Instrumenter, wou och an Zukunft d'Kommissioun an Europa wäert den Échange automatique d'informations, wéi e sech dann iwwert déi Méint elo transforméiert, adaptéieren.

Voilà, ech soen och nach zum Ofschloss gär dem Rapporteur Claude Haagen Merci fir säi schréftlechen an orale Bericht.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kënnen zum Vote iwwergoen iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6632 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. Huet jiddwereen ofgestëmmt?

De Vote ass ofgeschloss an de Projet 6632 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexandre Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif dann d'Chamber nach froen, ob se de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote entbënnt.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet 6649, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Publicité foncière am Beräich vun der Copropriétéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo dräi Aschreiwunge vu Riedner, dat sinn den Här Roth, den Här Hansen an den Här Reding. Wie wëllt sech nach aschreiwen?

D'Madame Loschetter. Dann huet elo direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Franz Fayot, d'Wuert. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

8. 6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vun dësem Gesetzesprojet, dat eenzegt Zil ass et, d'Frist fir d'Regularisatioun fir de Cadastre vertical ëm weider zéng Joer ze verlängeren. Et geet hei ëm déi Gebaier, déi virun der Entrée en vigueur vum Gesetz vum 19. Mäerz '88 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété ënnert de Regime vun der Copropriétéit gefall sinn. Also am Kloertext: eeler Appartementshaiser.

Et herrscht hei eng gewëssen Drénglechkeet, well déi aktuell Regularisatiounsfrist den 31. Mäerz 2014 ofleeft, a wann een net wëllt an

eng rechtlech Onsécherheet hei falen, da muss een déi Frist elo schnellstens verlängeren.

De Projet de loi 6649 ass den 29. Januar 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. An deen Text ass nëmme vum Conseil d'État aviséiert ginn, nämlech de 25. Februar 2014.

De Cadastre vertical, dee vum Gesetz vun '88 agefouert gouf, besteet jo an enger systematescher, preziser Erfaassung vun deenen eenzelnen Deeler, den „lots" vun enger Copropriétéit. An et geet aus den Diskussiounen aus der Cofibu (veuillez lire: vun der Commission des Finances et du Budget) eraus, dass deen Exercice an de Gemengen oft positiv Auswierkungen huet, well en et erlaabt, onregelméisseg a souguer illegal Situatiounen, och am Zesummenhang mat Bebauungspläng, ze erfaassen a munchmol ze regulariséieren.

Mä et ass och, an dat ass de Grond, firwat mer eng drëtte Kéier dësen Délai musse verlängeren, e schwieregen Exercice an e laangwieregen Exercice, dee vill Zäit an Aarbecht an Usproch hëlt. D'Statistike weisen, dass d'Erfaassung vun deene Gebaier duerch e Cadastre vertical nëmme lues virukënnt. 2014 sinn 1.600 vun 3.364 concernéierte Gebaier regulariséiert gewiescht. Am Verglach waren et der 2004 eréischt 1.000.

Firwat dat esou ass, dat hänkt mat der Komplexitéit vun der Prozedur zesummen. E Cadastre vertical gëtt vun engem Expert opgestallt, deen déi nei Situatioun muss mat där aler Beschreiwung, wéi se aus dem Acte de constitution an deene successiven Acquisitiounen erausgeet, konfrontéieren a réconciliéieren. Dobäi kënnt et awer oft vir, dass d'Opdeelung, déi aus de vergaangenen Akten ervirgeet, an d'Definitioun vun deenen neie Lots net iwwereneestëmmen. A solche Fäll mussen nei Quoteparte gerechent ginn, déi vun all de Copropriétairë mussen dann och guttgeheescht ginn.

Esou sinn dann och d'Verspéidungen an der Ausfertegung vun deene Cadastres verticaux op verschidde Grënn zréckzeféieren, woubäi et en fait kengem wierklech direkt seng Schold ass, dass dat esou laang dauert. Éischtens, wéi scho gesot, ass d'Iwwerschaffe vun enger Opdeelung vu Copropriétéiten eng komplex Affär. Et si vill Parteien implizéiert. A wann do net jiddweree matspillt, da kënnt een net gutt virun.

En zweete Grond ass, dass den Expert, deen dee Cadastre do muss erstellen, Dokumenter muss sammelen, déi et erméiglechen, d'Evolutioun vum Gebai zréckzeverfollegen, an dass deen Expert dann oft mat enger schwiereger Missioun konfrontéiert ass, och well en net ëmmer déi néideg Hëllefsbereetschaft vun all de Copropriétairë begéint.

Mä dee gréisste Problem ass awer wuel d'Divergenz tëschent der Realitéit an der juristescher Situatioun, wéi se aus den alen Dokumenter ervirgeet. Well munchmol si Parties communes a Parties privatives ëmgeännert ginn. Heiansdo si Parties privatives actéiert ginn, déi duerno awer net gebaut gi sinn. Oder et sinn Destinatioune geännert ginn, ouni dass dat sech an den Akte richteg erëmspigelt.

An deene Fäll stéisst dann de Cadastre vertical u seng Limiten, well et ass keng Technik, fir Konflikter, Géigesprech oder Approximatiounen ze léisen, mä just eng reng deskriptiv Technik vun engem Gebai an der Copropriétéit.

Et ass dann och scho vu Regierungssäit iwwert déi beschtméiglech Léisungen nogeduecht ginn, fir dee Problem vun dëser Regularisatioun permanent ze léisen, an déi Alternative gi vun enger einfacher a purer Ofschafung vum Artikel 4, dee jo dann déi Regularisatioun virgesäit, iwwert d'Ofschafe vun der Frist oder eben d'Extensioun vun der Frist, wéi déi, déi mer jo elo hei dann unhuelen, bis zur Aféierung vu Geldstrofen, déi all Joer oder ulässlech vun enger Vente géifen imposéiert ginn.

Léisungen, wéi zum Beispill d'„loi Carrez" a Frankräich se virgesäit, déi punktuell Designatioune vu Lots privatifs envisagéiert, oder e Remembrement vu Parties privatives sinn och nach aner méiglech Alternativen. Mä an dësem Fall, aus operluechten Zäitgrënn, ass d'Léisung vun der Verlängerung vun der Frist ëm weider zéng Joer zu dësem Zäitpunkt déi bescht. Et ass dann heimat déi drëtt Verlängerung. 1999 war déi éischt Verlängerung ëm fënnef Joer. 2004 ass nach eng Kéier déi Regularisatiounsfrist ëm weider zéng Joer verlängert ginn. An elo dann dës Kéier, wa mer dëst Gesetz da stëmmen, gëtt se dann och erëm eng Kéier ëm zéng weider Joer prolongéiert.

Zwee Grënn, haaptsächlech, plädéiere fir dës Léisung: deen éischten, dat ass, dass een awer muss constatéieren, dass een trotz där laanger Zäit, déi dat hëlt, fir déi Cadastres verticaux do ze maachen, awer trotzdeem e Progrès constatéiert an dass een, wéi scho gesot, doduerch och ka munch onregelméisseg Situatioune berengegen.

An deen zweete Grond, deen och vläicht den Haaptgrond ass, dat ass, dass een awer muss vermeiden, dass een hei an eng juristesch Onsécherheet kënnt op och schonn engem awer schwieregen Immobiliemaart wéi deem zu Lëtzebuerg, wou d'Offer notoresch rar ass, a keng Akte méi kéinte gemaach gi bei solchen Appartementshaiser, well ebe keng Transkriptioun beim Hypothéikeregëster géif ugeholl ginn. Dat ass nämlech dat, wat dem Notaire riskéiert ze passéieren, wann d'Frist am Artikel 4 elo net prolongéiert gëtt an een doduerch an e Flou juridique kënnt am Zesummenhang mat bis dato net regulariséierte Gebaier.

Aus deene Grënn waren dann och d'Membere vun der Cofibu der Meenung, dass dëst Gesetz zu dësem Zäitpunkt déi beschtméiglech Léisung ass.

D'Kommissioun geet dann och net der Propos vum Statsrot no, fir d'Entrée en vigueur vum Gesetz vun der Veröffentlechung am Mémorial ofhängeg ze maachen. De Statsrot hat dat a sengem Avis proposéiert, mä mir setze par contre, wéi bei der leschter Verlängerung 2004, d'Entrée en vigueur fest op e fixen Datum, nämlech den 1. Abrëll 2014, wéi dat d'ailleurs och deemools 2004 scho selwer vum Statsrot préconiséiert war. Dat heescht, de Statsrot ass dann dës Kéier op seng Positioun (veuillez lire: dës Kéier net op seng Positioun) vun deemools zréckkomm.

Als ofschléissend Remarque, mengen ech, kéint een awer vläicht nach soen, dass et wënschenswäert wär, wann ee géif eng Kéier ausserhalb vun enger zäitlecher Contrainte wéi déi, an där mer jo dës Kéier elo sinn, en profondeur iwwert d'Fro vun der Regularisatiounsfrist nodenken, an dass ee prinzipiell iwwert de beschtméigleche System nodenkt, fir dëse Problem aus der Welt ze schafen. An et gëtt, wéi jo scho gesot an dësem Rapport, alternativ Modeller, déi méiglech sinn.

Et ass dann och ze begréissen, wéi de Finanzminister an der Kommissioun sot, dass de Syvicol Reflexioune mécht an déi Richtung. An ech mengen, dat kann een an deem Kontext nëmmen encouragéieren.

Ech géif dann och heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. D'Wuert huet dann direkt den Här Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Ganz kuerz soen ech natierlech och dem Franz Fayot Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an engem Dossier, dee vun der Matière hier natierlech extrem komplex ass. An den Här Fayot huet versicht, dat esou gutt wéi méiglech ze erklären.

Nichtsdestotrotz mengen ech, dass den Haaptproblem, deen à la base ass an deen de Moment ganz vill Bierger dobausse beschäftegt, net onbedéngt dee vum Cadastre vertical ass, mä dee vun de genehmegte Surfacen, déi se an enger Copropriétéit hunn. Well oft ass et esou, dass Leit en Appartement an enger Residenz kafen, an dann, am Laf vun der Zäit, huele se dann de Späicher a bauen deen aus an da gëtt aus deem Appartement en Duplex.

D'Leit wunnen och eng Zäitchen do gutt dran. An de Problem kënnt dee Moment, wou déi Leit dat Appartement, wat elo en Duplex ass, wëlle verkafen, well dann oft dat Appartement net déi 130 m² huet, wéi d'Leit dat da bei sech doheem virfannen, mä fir den Notaire, dee soll déi Vente oder de Compromis ëmsetzen, ëmmer nëmmen déi urspréinglech 100 m² huet.

De Missetäter bei deem sinn dann net d'Leit, déi dat gutt gemengt hunn, fir dat auszebauen, mä oft sinn et d'Gemengen, well déi déi zousätzlech Meter-carréen ënnert dem Daach net genehmegt hunn an och a posteriori net kënne genehmegen, well soss d'Unzuel vun der Wunnfläch, déi an där Residenz ass, ze héich ass par rapport zu deem, wat am Kader vun engem Bautereglement kann erlaabt ginn.

An ech mengen, et sollt een dee Gesetzesprojet hei, deen eng technesch Adaptatioun ass, notzen, fir d'Bierger am Land doriwwer ze informéieren, well se oft Virstellungen hunn, sief dat, wann eng Communautéit muss liquidéiert ginn, iwwer eng Valeur vun hirem Immeuble, déi wäit iwwert deem ass, wat se reell ka sinn, well natierlech de Keefer net seet: „Ech kafen elo 130 m²!", mä dee beschränkt sech op dat, wat am urspréinglechen Akt vun der Copropriétéit dran ass.

An ech mengen, an engem konstruktive Sënn - well mer jo net destruktiv sinn als CSV, mä mir hëllefen, dass déi Gesetzer och beim Bierger solle gutt ukommen - géif ech dem Finanzminister eigentlech suggéréieren, dass en dat do géif zesumme mat dem Syvicol kucken, vun deem de President, den Emile Eicher, hannert eis sëtzt an eis och stäerkt, fir d'Bierger dobaussen iwwert dee Problem do richteg opzeklären, an dass se déi Situatiounen, ier se och Sue bezuelen, fir hir Cadastres verticaux erstellen ze loossen, fir d'Éischt emol sollten op de Gemenge préife loossen, wat do juristesch maachbar ass a wat net maachbar ass.

Dat gesot, gi mir selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. An den nächste Riedner ass den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(DP)*.- Här President, ech géif och op dëser Plaz zwou Saache wëlle kuerz ënnersträichen. Dat Éischt ass, dass mer dem Rapporteur, dem Här Fayot, wéilte Merci soen, souwuel fir säi mëndleche wéi fir dee schréftleche Rapport.

An da géif ech awer och op dëser Plaz dem Här Roth recht ginn. Mir haten an der Kommissioun, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn, e ganze Koup Lokalpolitiker an alle Reie sëtzen, bei deenen déi Punkten, déi elo thematiséiert goufen, effektiv als Problem duergestallt ginn. Ech mengen, mir sollten och an Zukunft dee Volet, dee mer elo hei vun dem Här Roth nach eng Kéier presentéiert kritt hunn, suivéieren. An ech mengen, deen Opruff, deen hate mer och alleguerten an der Kommissioun gemaach.

Dann um Enn géif ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun ginn an lech alleguerte Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hansen. Dann huet d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech ka mech just nëmmen deem uschléissen. Den Här Roth huet gutt skizzéiert, wéi eng Diskussioune mer an der Kommissioun haten, an och hu mer eis effektiv ënnerhalen iwwert d'Préoccupatioune vu Bierger a Biergerin, déi notamment eng Wunneng kafen respektiv verkafen, mä virun allem kafen, an op där anerer Säit och déi Préoccupatioune vun de Gemengeresponsabelen, fir am Fong geholl där Problematik, mat där si vläicht zu Recht oder och oft zu Onrecht konfrontéiert sinn, gerecht ze ginn.

D'Gemengevertrieder sinn oft mat Reklamatioune konfrontéiert, wou si eigentlech wéineg Handhab hunn an dofir awer och wëssen, datt et wierklech eng Problematik ass, déi net einfach ze léisen ass. Doriwwer hu mer och diskutéiert. Dofir schléissen ech mech Äre Remarquen un.

Fir de Rescht, Här Fayot, villmools Merci fir deen ausführleche Rapport. Et war eng flott, konstruktiv Diskussioun an der Kommissioun. An ech wollt och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet ginn.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Dann huet den Här Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Och ech wollt dem Fränz Fayot Merci soe fir säi ganz exzellenten an ausféierleche Rapport. Ech mengen, d'Kolleege Roth, Hansen a Loschetter hunn de Fanger op d'Wonn geluecht. Eis Virfahren 1988, wéi se dat Gesetz gemaach hunn, hunn einfach net un déi praktesch Problemer geduecht, déi sech do kéinte weisen, an et brëngt näischt, ëmmer erëm den Délai ze verlängeren.

Mir hunn elo den Délai dann ëm zéng Joer nees verschubst. Mir sollten awer elo wierklech déi Zäit notzen, fir eng nohalteg Léisung ze fanne fir d'Problemer!

A si ginn nach vill méi wäit, wéi de Gilles Roth gesot huet, dee geschwat huet vu Parties communes, déi mat abegraff ginn. Et geet nach vill méi wäit, well et gëtt entre-temps Appartementer, déi och als solch am Kadaster agedroe sinn, déi awer deemools iergendwann an de 50er Joren net esou genehmegt waren. Dat heescht, do ware schonn e puer Propriétairen, déi Appartementer kaaft hunn, déi u sech keng Appartementer sinn, déi awer hir Compteuren hunn a wou säit Jorzéngte Leit wunnen. An do muss een einfach déi Technicitéit do ugoen.

Mir mussen eng Léisung fannen, wéi déi dote Saache kënne regulariséiert ginn. Nëmmen dann hu mer eng nohalteg Léisung.

Meng Fraktioun wäert deen Text do stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci. Dann huet d'Regierung d'Wuert, nach eng Kéier de Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol e grousse Merci un den Deputéierte Fränz Fayot fir säi schréftlechen an och mëndleche Rapport, deen effektiv vill an d'Detailer gaangen ass. En Fait fir een eenzege Saz, dee ganz einfach gesot ass: dass mer den Délai ëm zéng Joer verréckelen. Mä richtegerweis ass ënnerstrach ginn, dass dat nëmmen déi éischtbescht Léisung ass, fir eis e bëssen Zäit ze kafen.

Elo si mer säit 1988 ënnerwee. Dat si 25 Joer, a wann een der nach zéng derbäirechent, da sinn et der 35; dat ass annerhallef Generatioun. Mir hunn nëmmen d'Halschent vun de Problemer geléist, d'Halschent vun de Gebaier vu virun '88 sinn elo klasséiert, an ech huele ganz gär déi Propositioun, déi vum Deputéierte Gilles Roth gemaach ginn ass an déi och, mengen ech, an der Cofibu diskutéiert ginn ass, op, fir dass mer eis sollen zesumme mam Syvicol a mat vläicht all deenen anere Partner, déi nach missten do erugeholl ginn, deem Problem unhuelen, well soss si mer an zéng Joer wahrscheinlech op därselwechter Plaz erëm amgaangen, den Délai ëm e puer Joer ze verréckelen.

Ech wollt der Cofibu an dann och der Chamber Merci soen, dass mer dat esou séier konnten awer hei op den Dësch kréien, dass mer et konnten nach zurzäit stëmmen, fir dass et Gesetz ass virum 1. Abrëll 2014. Soss hätte mer e Vide juridique gehat, wat net gutt gewiescht wier.

An ech mengen, an där kuerzer Zäit, déi mer haten, hate mer net vill aner Méiglechkeeten, wéi elo den Délai ze verlängeren. Et huet op jidde Fall dee Virdeel, dass mer eis Zäit ginn, dass mer elo keng Pressioun op de Marché immobilier maachen oder d'Ventë méi schwéier maachen, wat och nach en Impakt um Präis gehat hätt, wat wierklech dat schlëmmst gewiescht wier, wat mer hätte kënne maachen.

An deem Sënn freeën ech mech, dass mer dofir Unanimitéit hunn, an ech wäert mech engagéieren, fir dass mer dee Problem iwwert déi nächst Méint a Jore wäerte léisen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet 6649 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6649 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Voten. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

59 Votanten, dovu 57 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6649 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An déi traditionell Fro: Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6562 iwwert d'Rechter vun den Affer vu Mënschenhandel. D'Riedezäit ass nom

Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo ageschriwwen als Riedner: déi Häre Mosar, Arendt, Angel a Reding.

An ech géif direkt d'Wuert un d'Madame Rapportrice vum Projet, d'Madame Viviane Loschetter, weiderginn.

9. 6562 - Projet de loi renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification (1) du Code pénal; (2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse; (3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile; (4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet huet als Zil, d'Rechter vun de Victimes vun der Traite des êtres humains, dat heescht vum Mënschenhandel ze verstäerken. Domadder gëtt souwuel de Code pénal adaptéiert a verschiddenen Artikele wéi och d'Gesetz vum 12. Mäerz 1984 iwwert d'Indemnisation de certaines victimes de dommages corporels, d'Gesetz vum 8. Mee 2009 iwwert d'Assistance, d'Protection an d'Sécurité vun de Victimes vun der Traite an d'Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'Libre circulation des personnes. A mat dësem Gesetz setze mer d'Direktiv 2011/36/UE an en nationaalt Gesetz ëm.

Dëse Projet ass den 11. Abrëll 2013 déposéiert ginn, dat heescht eng Woch no deem leschten Délai vun der Transpositioun vun der Direktiv. Dat heescht mir hunn Urgence en la matière.

D'Kommissioun huet sech den 18. Dezember eng éischte Kéier mat dësem Projet befaasst, an ech wëll vun hei aus alle Bedeelegten e grousse Merci ausriichten, déi mat dozou bäigedroen hunn, datt mer konnten esou séier d'Aarbechten ofschléissen an de Projet haut zum Vote presentéieren.

D'Traite des êtres humains ass wuel eng vun de violenteste Formen, fir géint d'Mënscherechter ze verstoussen, an ass sonner Zweifel der Sklaverei gläichzestellen.

Eleng an der EU ass mat bal 900.000 Victimen ze rechnen. D'Organisation Internationale du Travail schätzt weltwäit d'Zuel vun de Victimë vun der Traite op ronn 21 Milliounen. Et ass en extrem lukratiivt Geschäft, geschat an de Paragë vu 25 Milliarden Euro.

Et gi vill verschidde Formen, fir Mënschen auszebeuten. Déi heefegst si sonner Zweifel de Sexhandel mat ronn 60% an den Handel vun der Aarbechtskraaft mat ronn 23% vun alle Victimen.

Tëscht 2008 an 2010 ziele mer 68% Fraen, 12% jonk Meedercher, 17% Männer an 3% Jongen. Et gëtt eng Genderkonnotatioun an dësem Handel. D'Frae ginn éischter fir de Sex mëssbraucht - 96% vum Sexhandel si Fraen - an d'Männer als Aarbechtskraaft - 77% vun der Aarbechtssklaverei si Männer.

E beonrouegende Phenomeen ass, datt innerhalb vun der EU 44% vun de Victimë Member vun der EU sinn, meeschtens aus Bulgarien oder Rumänien.

Säitdeem Lëtzebuerg d'Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains vum Conseil de l'Europe ëmgesat huet, hu mer elo éischt Statistiken am GRETA-Rapport virleien, e Rapport, deen de 14. Januar 2014 publizéiert ginn ass an den 12. Februar (veuillez lire: den 12. Mäerz) - haut - an der Commission juridique presentéiert ginn ass.

Dräi Victimë sinn 2009 identifizéiert ginn, dovunner zwou Fraen an ee Kand; siwe Victimen am Joer 2010, dovunner sechs Fraen an ee Mann; aacht Victimen am Joer 2011, dovunner siwe Fraen an ee Kand, a véier Victimen am Joer 2012, dovunner zwou Fraen, ee Mann an ee Kand.

Mir hunn awer och éischt Donnéeën iwwert d'Täter duerch den éischte Rapport aus dem Joer 2013 iwwert den „trafficking in human beings", vum Eurostat publizéiert:

2008 sinn aacht Männer wéinst Mënschenhandel identifizéiert ginn, 2009 sinn et der dräi an 2010 fënnef Männer an eng Fra. Bei de Verhaftunge fanne mer meeschtens de Sexhandel als Cause erëm. 2009 ware véier vu fënnef Verhaftunge wéinst Sexhandel an am Joer 2010 waren et der 15 vun 29 Verhaftungen. 2008 si véier Uerteeler prononcéiert ginn, sechs am Joer 2009 an, bemierkenswäert, 29 am Joer 2010.

Sief nach preziséiert, datt Lëtzebuerg an dësem Kontext net nëmmen d'Convention vum Conseil de l'Europe ënnerschriwwen huet, mä och nach eng ganz Rei vu Konventioune ratifizéiert huet, fir sech am Kampf géint de Mënschenhandel staark ze maachen. Dir fannt déi am schréftleche Rapport, ech zielen déi elo net all op.

Zu Lëtzebuerg hu mer kee spezifeschen Aktiouns- oder Strategieplang fir spezifesch Mënschenhandelsfroen, mä mir hunn en nationalen Égalitéits-Aktiounsplang 2009-2014, wou och dës Froe mat ernimmt gi sinn, ouni allerdéngs spezifesch Mesurë virgesinn ze hunn.

De Moment gëtt et nach en informellen interministerielle Comité „Traite", deen d'Aktiounen aus de verschiddene Ministèren ofstëmmt, an dëst mat grousser Effikassitéit.

Dësen informelle Comité gëtt dann awer elo duerch e Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains ersat, esou wéi et virgesinn ass am Gesetz vun 2009, an domadder wär deen informelle Comité eigentlech institutionaliséiert. Sief och nach bemierkt, datt dat Reglement vum Gesetz 2009 vum Statsrot erëmkomm ass a prett ass, fir direkt an Applikatioun ze kommen. Et sinn haaptsächlech de Justizministère, de MEGA, den Intérieur an den Ausseministère, déi sech am Comité de suivi wäerte concertéieren.

D'Direktiv schreift och fir, datt all Memberstat e Rapporteur national nomméiere muss, fir de Suivi vun den Aktiounen ze garantéieren. D'Commission juridique, no kuerzer Diskussioun, huet dësen Optrag der Commission consultative des droits de l'Homme ginn. D'Commission juridique ënnersträicht allerdéngs och, datt d'Commission consultative iwwert déi noutwendeg Moyene muss kënne verfügen, oder misst kënne verfügen, fir dëser wichteger a schwiereger Missioun gerecht ze ginn.

Wat sinn dann elo déi wichteg nei Elementer an dësem Projet de loi? Et sinn der haaptsächlech zwee.

Éischtens: Virun allem gëtt d'Definitioun vun dem Begréff „victime de la traite des êtres humains" méi breet an och méi prezis gestalt. Den Artikel 382-41 vum Code pénal kritt zwou Notioune bäi: éischtens d'Mendicité forcée an zweetens den Trafic d'enfants.

D'Mendicité forcée gëtt gläichgestallt mat der Notioun vun „travaux" oder „services forcés", esou wéi se definéiert ass an der Convention vun der OIT vun 1930. D'Mendicité forcée ass en Acte de traite, soubal déi Persoun, déi heescht, dofir rekrutéiert, transportéiert oder empfaange ginn ass.

Dat ass eng wichteg Neierung, wëssend, datt mir och hei zu Lëtzebuerg mam Phenomeen vun der Mendicité konfrontéiert gi sinn an et oft schwiereg ass, adequat ze reagéieren.

Iwwregens, de Moien an onser Commission juridique huet de Procureur Frising dat och nach eng Kéier ënnerstrach. En huet gesot, datt eigentlech d'Mendicité forcée sech schwéier mat penale Mesurë bekämpfe léisst oder et schwéier ass, mat penale Mesuren eppes ze erreechen, an datt et éischter e soziale Problem ass.

An der Kommissioun ass eng interessant Diskussioun opkomm iwwert d'Mendicité en général an déi kloer Trennung, déi ze maachen ass tëscht Mendicité simple ou de besoin an der Mendicité forcée. Mir sinn zur Konklusioun komm, datt et am Kontext vun dësem Projet de loi, dee sech mat der Traite beschäftegt, mam Mënschenhandel beschäftegt, net ubruecht wär, eng Vermëschung vun dësen zwou Forme vu Mendicitéit ze maachen.

D'Kommissioun huet iwwer en Amendement de Begréff vum Kannerhandel wëllen an dëst Gesetz mat erabréngen, well mer zu Lëtzebuerg leider zwee bekannt Fäll vu Kannerhandel hunn. Op Suggestioun vum Statsrot gëtt den Artikel 382-1 komplettéiert mam Begréff vun „vente d'enfants".

D'Kommissioun huet sech och verséchert, datt de Prélèvement d'organes genuch reglementéiert ass, fir net mussen am Kader vun der Traite berücksichtegt ze ginn.

Dann zweetens, wichtege Pool vun Erneierungen: d'Victime kritt méi Rechter. Et gëtt kloergestallt, datt d'Assistance e Recht ass, dat net gekoppelt ass un d'Kollaboratioun vun der Victime. Eleng d'Méiglechkeet, fir gegebenenfalls en Titre de séjour ze kréien, ass un d'Kooperatioun gekoppelt, mä d'Assistance net.

D'Victime vun der Traite ass dispenséiert, fir mussen eng Plainte écrite ze maachen. D'Kommissioun ass allerdéngs der Meenung, datt et wichteg ass, datt och d'Victimë vun der Traite sollen eng Plainte écrite maachen, a freet, datt all implizéierten Acteur dofir sensibiliséiert gëtt.

D'Victimë si laut Artikel 8 vun der Direktiv fräi vu Poursuitë wéinst illegalen Akten, déi si am Kader vun hirer Condition en victime, als Victime gemaach hätten. Dozou ass ze soen, datt dës Absence de poursuites schonns säit Joren hei am Land applizéiert ginn ass a vum Comité interministériel suivéiert ginn ass. Déi présuméiert Victimen aus Drëttlänner kréien d'Méiglechkeet vun engem Délai de réflexion vun 90 Deeg an en Titre de séjour, ënnert der Bedingung, datt se kollaboréieren.

Ech wëll och do nach eng Kéier preziséieren an, entschëllegt mech, Här President, wann ech e bëssen..., well et ass awer e ganz komplext Thema: Och de Moien hu mer am Kader vum Rapport GRETA nach eng Kéier ënnerstrach, datt mir als Lëtzebuerg eigentlech ganz generéis si mat deenen 90 Deeg de réflexion, well déi sinn esou net virgesinn an der Direktiv an et gëtt keen anert EU-Land, wat esou generéis ass mam Délai de réflexion.

Ech sinn allerdéngs perséinlech der Meenung, datt deen Délai de réflexion net vu Muttwëll ass, wëssend, datt mer awer nach ëmmer - trotzdeem - eng Plaque tournante vun der Prostitutioun, och vu Mënschen aus Drëttlänner, hei zu Lëtzebuerg sinn. Dëst - eben deen Titre de séjour -, fir de Risiko ze ëmgoen, datt d'Victimes vun Drëttlänner eben expulséiert ginn, och.

Den Artikel 17 vun der Direktiv proposéiert, datt all Victime, egal ob aus engem Memberland vum Conseil de l'Europe oder net, déiselwecht Rechter op Indemnitéiten huet.

Hei zu Lëtzebuerg brauch d'Victime hir Incapacité de travail oder de Préjudice subi net ze beweisen, well et logesch schéngt, datt eng Persoun victime vun der Traite en Dommage physique et/ou psychique erlidden huet.

Déi Victimen, déi am Ausland net kënnen indemniséiert ginn, ginn zu Lëtzebuerg entschiedegt, wa se beweise kënnen, datt si hire festen a regelméissege Wunnsëtz hei zu Lëtzebuerg hunn.

Mir sinn och hei zu Lëtzebuerg all Joers konfrontéiert mat mannerjährege Victimen, dat ass och en neien Aspekt. Dëse Projet de loi geet dofir och méi spezifesch op d'Rechter vu Mannerjähregen an. Et ginn dräi Fäll genannt, wou eng mannerjähreg Persoun e Recht op en Tuteur huet: éischtens, wann et keng erwuesse Persoun gëtt, déi fir déi mannerjähreg verantwortlech ass; zweetens, wann et laut Gesetz e Conflit d'intérêts gëtt tëscht der Persoun mat der Autorité parentale an där mannerjähreger an net an hirem Intérêt supérieur kann agéiert ginn, an drëttens, wann et laut Gesetz vun der Natioun vun der Victime e Conflit d'intérêts gëtt tëscht der Persoun mat der Autorité parentale an der Victime an net an hirem Intérêt supérieur kann agéiert ginn.

D'Victime gëtt esou laang vun hirem Tuteur vertrueden, wéi déi Situatioun aktuell ass oder bis se vun enger Autoritéit vun hirem herkömmleche Land en charge geholl gëtt. Datselwecht gëllt och, wann et Onkloerheete gëtt iwwert den Alter vun der Victime, mä ugeholl ka ginn, datt se mannerjähreg ass.

D'Commission consultative des droits de l'Homme begréisst dëse Projet de loi, mä méi speziell och, datt d'Mendicité forcée als Traite definéiert gëtt. Si wënscht sech, datt dat Gesetz sech soll kloer positionéiere par rapport zum Délai de prescription vun Akten, déi op Mineurs begaange ginn, a freet sech, ob den Tuteur un den Tribunal de la jeunesse oder un den Tribunal des tutelles ugegliddert gëtt.

Si hätt sech och en Droit de séjour ouni Obligation de coopérer kënne virstellen. Iwwregens, dat ass och eng Recommandatioun vum GRETA-Rapport. Si wënscht sech - elo d'Commission consultative -, datt d'Proposition de directive fir Produits vu Crimes anzefréieren, méi séier virugedriwwe gëtt. Schlussendlech freet d'Commission consultative des droits de l'Homme e Posten a finanziell Méiglechkeeten, fir kënnen eng adequat Assistance des victimes ze garantéieren.

Fir den Avis vum Statsrot an de Commentaire des articles verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci, Här President, fir d'Méiglechkeet gehat ze hunn, méi laang ze schwätzen. Et wär net anescht méiglech gewiescht, fir e komplette Rapport ze maachen. An ech ginn an engems dann awer och den Accord vun der gréngen Fraktioun zu dësem wichtege Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Rapportrice. Dann huet als Éischten d'Wuert den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Mënschenhandel ass ee vun deenen onappetitlechsten a ruckelzegste Phenomeener, mat deene mir an eise Gesellschafte konfrontéiert sinn. Ëmmer méi Mënschen, ganz besonnesch Fraen, awer och ëmmer méi Kanner, ginn Affer vu Mënschenhändler, deenen all Mëttel recht sinn, fir hir lukrativ Aktivitéiten op deenen hirem Réck kënnen ze développéieren.

An net méi spéit wéi haut ass de Rapport vun der UNO-Beoptragter iwwert de Kannerhandel erauskomm. A wann een déi Zuelen do kuckt - ech hu se just kuerz kënnen iwwerkucken -, si se beängschtegend, well anscheinend déi Zuelen extrem eropginn. Do ginn och haaptsächlech zwou Ursaachen uginn. Dat eent ass, an dat muss engem am meeschten ze denke ginn, déi sozial Hemmschwell, besonnesch fir Sex mat Kanner, ass ganz staark erofgaangen. Doniewent spillt awer och den Internet eng ëmmer méi grouss Roll. A wéi gesot, dat mécht engem eigentlech net allze vill Hoffnungen, wann een déi Zuelen do gesäit.

De Mënschenhandel ass souwéisou ee vun deenen aggressiivsten Ugréff op d'Dignitéit vun engem Mënsch a senge Grondrechter. An dofir ass et och wichteg, datt mer haut dat Gesetz do stëmmen. Ufänke wéilt ech mat engem Merci un eis Présidente-rapportrice, déi e ganz exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport gemaach huet. Si huet dat als Netjuristin gemaach, an ech muss soen: Chapeau! Madame Présidente-rapportrice, Dir hutt dat ganz gutt gemaach.

Ech brauch dofir och net an den Detail vun deenen eenzelnen Dispositiounen ze goen. Just e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen an och vläicht e puer kleng Kritiken. Ech hat dat och schonn an der Kommissioun gesot: Ech bedaueren e bëssen - dat ass dann e Virworf un déi viregt an och e bëssen un déi heiteg Regierung -, datt trotzdeem relativ laang mat der Transpositioun vun där Direktiv gewaart ginn ass. D'Explikatioun, déi ech kritt hunn, ass eng logesch: de Manktum u Leit. Trotzdeem, an ech mengen, mir sinn eis och do eens, esou ee Gesetz, wat wierklech hei de Kampf géint de Mënschenhandel als Objektiv huet, sollt trotzdeem eng gewësse Prioritéit, mengen ech, och an engem Ministère de la Justice kréien.

Ëm wat geet et elo fundamental an dëser Direktiv? Fir d'Éischt gëtt e sougenannten nationale Rapporteur iwwert de Phenomeen vum Mënschenhandel instauréiert, an do ass no längeren Diskussiounen, och an der Commission juridique, décidéiert ginn, datt déi Missioun sollt vun der Commission consultative des droits de l'Homme iwwerholl ginn. Meng Fraktioun an ech selwer sinn och iwwerzeegt, datt dës Missioun optimal bei där Kommissioun domiciliéiert wäert sinn. An ech sinn och iwwerzeegt, esou, wéi ech déi Leit kennen, datt si déi Missioun mat ganz vill Engagement a Fangerspëtzegefill wäerten ausféieren.

Ech kommen allerdéngs net derlaanscht, Dir Dammen an Dir Hären, op eng Remarque anzegoen, déi de Statsrot a sengem Avis virbruecht huet, wat d'Attitüd vun der Madame Médiateure an dësem dach äusserst kriddelechen a sensibelen Dossier ugeet. De Statsrot ënnersträicht nämlech zu Recht, datt et net ka sinn, datt eng ëffentlech Institutioun Fuerderungen un de Législateur stellt a gläichzäiteg seet, wann dës Fuerderungen net géifen erfëllt ginn, si net méi interesséiert wär, fir dës Missioun auszefëllen. Dëst ëmsou méi, wann ee weess, datt eng vun den Exigenze vun der Madame Médiateure war, en Ableck a penal Dossieren ze kréien, wat jo absolut net méiglech ass, an ech mengen, de Parquet huet dat jo nach eng Kéier kloer ënnerstrach. Ech deelen dofir och d'Iwwerraschung vum Statsrot par rapport zu där Attitüd vun der Madame Médiateure.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat selwer 2009 de Pleséier, Rapporteur iwwert d'Gesetz vum Afferschutz ze sinn. An dofir muss ech soen, datt dëse Projet nach eng Kéier de Schutz vun den Affer vum Mënschenhandel verstäerkt, andeems verschidden Dispositiounen an eise Code d'instruction criminelle ageschriwwe ginn, fir d'Éischt wat d'Plainte ubetrëfft, déi vun allergréisster Wichtegkeet sinn, well ebe justement, wéi d'Madame Rapportrice dat och schonn ënnerstrach huet, keng schréftlech Plainte méi muss gemaach ginn an d'Affer och net poursuivéiert gëtt, wann et direkt oder indirekt un enger Strofdot bedeelegt war.

Mä déi wichtegst nei Dispositioun ass awer, datt déi zukünfteg Affer, déi aus Drëttlänner kommen, an Zukunft automatesch an de Ge-

noss vun enger Openthaltsgenehmegung kommen, ënnert där Konditioun natierlech, datt se aktiv matschaffen un de Poursuiten.

Dëse Projet, Här President, ass also e wichtege Mosaiksteen an der Bekämpfung vum internationale Mënschenhandel. An dofir wäerte mir och dëse Projet mat Iwwerzeegung stëmmen.

Ganz zum Schluss, erlaabt mer awer nach op ee Punkt ganz kuerz zréckzekommen, deen och scho vun der Madame Loschetter ugeschwat ginn ass, nämlech dee vun der Mendicitéit. Fir meng Fraktioun a fir mech selwer ass d'Thematik vun der Mendicitéit eng ganz wichteg, ganz besonnesch an der Relatioun mat Kanner, déi gebraucht oder mëssbraucht ginn, ganz oft am Kontext vun der organiséierter Kriminalitéit. Mir deelen natierlech och do d'Meenung, déi och scho vun der Madame Loschetter virdrun hei virgedroe ginn ass, datt een net eleng mat repressive Methoden hei ka virgoen, mä datt een och do e Gesamtkonzept vu sozialem Encadrement bräicht.

Nach géife mir awer d'Regierung, Här Justizminister, bieden, de Sujet vun der Mendicitéit an enger vun deenen nächste Sitzunge vun der Commission juridique ze diskutéieren an och vläicht e bësselchen ze kucken, wat fir eng Pisten eis Nopeschlänner do ageschloen hunn, well do fënnt een notamment am franséischen Text awer déi eng oder aner interessant Pist.

Dat gesot, géif ech hei nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun brengen an Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Mosar. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Rapportrice fir d'Éischt e ganz grousse Merci ausdrécke fir hiren ausféierleche Rapport, an deem se op déi wichteg Punkte vun dësem Projet agaangen ass. Meng Virriedner hunn am Fong och schonn e groussen Deel skizzéiert, esou dass ech mech kann e bësse méi kuerz faassen.

De Projet de loi, iwwert dee mer de Mëtteg hei schwätzen, behandelt de Mënschenhandel; eigentlech en Thema, un dat mir net esou oft denken, well et fir eis selbstverständlech ass, dass d'Mënscherechter geschützt ginn. Mir mussen awer leider erëm feststellen, dass et och an eisem Land Situatioune ginn, wou Mënsche kaaft a verkaaft ginn, wou si géint hire Wëlle fir sexuell Zwecker ausgebeut ginn a wou si fir en Apel an e Stéck Brout versklaavt ginn.

D'Zuel vun den opgedeckte Fäll huet iwwregens zougeholl, wat beängschtegend ass. Dës Situatioun ass wierklech net ze erdroen. An dofir ass et wichteg, dass mir weider opmierksam sinn, dass déi fundamentaalst Rechter, déi d'Mënschen hunn, net mat Féiss getrëppelt ginn.

Dëse Gesetzestext ass e wierkleche Schrëtt an déi richteg Richtung, fir sécherzestellen, dass all eis Matmënschen an hire Rechter an an hirer Dignitéit respektéiert ginn. D'Asetze vun engem nationale Rapporteur garantéiert, dass d'Fäll vu Mënschenhandel direkt erkannt ginn. D'Commission consultative des droits de l'Homme ass do a mengen Aen dat richtegt Gremium, fir ze handelen.

D'Verstäerkung vun de Rechter vun den Affer stellt sécher, dass dëse Persounen esou schnell wéi méiglech gehollef gëtt. Besonnesch wichteg ass et och, dass déi Mannerjähreg zousätzlech a Schutz geholl ginn, well si ëmsou méi verletzlech sinn. Duerch d'Erweiderung vun de Praktiken, déi als Mënschenhandel gezielt ginn, gi mer eis Mëttel, fir den Täter et net ze erlaben, juristesch Grozonen ze notzen.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass eist Zesummeliewen op géigesäitegem Respekt baséiert an dass deem enge seng Rechter do ophalen, wou deem anere seng ufänken. Liicht verletzlech Mënsche brauchen also eise verstäerkte Schutz. Dëse Gesetzestext stellt sécher, dass all Mënsch säi Liewen esou gestalte kann, wéi hien oder hatt dat wëllt, ouni dass de fräie Wëllen erstéckt gëtt.

Här President, ech bréngen heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Text an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Arendt. Den nächste Riedner ass de Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech och direkt dem Merci fir d'Madame Loschetter uschléisse fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, an deem se wierklech all Facettë vum Mënschenhandel, och mat Zuelematerial, dat iwwregens erschreckend ass, beliicht huet, an och d'Avisen, déi mer zu deem Projet kritt hunn, a virun allem och d'Aarbechten, déi flott Aarbechten, déi mer an der Kommissioun zu deem schrecklechen Thema haten, exzellent résuméiert huet.

De Mënschenhandel ass en Deel vun der organiséierter Kriminalitéit, wat jo eng Kriminalitéit ass, déi keng Grenze kennt. Dofir ass et och wichteg, dass d'EU sech deem Dossier ugeholl huet, well eleng als Lëtzebuerg kéinte mer hei net vill maachen. D'LSAP begréisst dëse Projet de loi a mir wäerten deem och zoustëmmen.

De Mënschenhandel ass deen infektsten, deen dégoûtantsten - an ech muss oppassen op meng Wierder hei an deem héijen Haus -, et ass wierklech dee schlëmmsten Handel, well d'Wuer, d'Wuer ass hei de Mënsch. Aner illegal Händel, Drogenhandel, Waffenhandel, do muss eppes produzéiert ginn. Hei gëtt mat Mënsche gehandelt, déi einfach geholl ginn aus hiren Dierfer, aus hire Familljen erausgerass ginn, aus hire Stied, aus hire Länner. Et ginn do keng Produktiounskäschten, wat de Mënsch ubelaangt. An dofir gëtt och esou vill Geld mat deem infekten Handel verdéngt. Dofir ass et gutt, dass mer haut hei dee Projet de loi hunn.

De Mënschenhandel ass eng vun deene schlëmmste Verletzunge vun de Mënscherechter an och vun der Dignité humaine. An de Mënschenhandel concernéiert eng ganz Rei vu Verstéiss, e verstéisst géint eng ganz Rei vun onantastbare Rechter, déi och an der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter niddergeschriwwe sinn. An dat ass de Respekt vun der Integrité physique. Affer vu Mënschenhandel leiden, sinn Affer vu Gewalt. Aner Rechter sinn d'Interdiction de la torture, d'Interdiction de l'esclavage an och de Verbuet vum Travail forcé.

A grad dëst Gesetz ass wichteg, well et eben iwwert de Mënschenhandel geet a virun allem den Affer hir Rechter stäerkt.

D'LSAP-Fraktioun begréisst och, dass mer méi wäit gaange si wéi d'Direktiv an dass mer d'Kanner duerch Amendementer, déi mer an der Kommissioun gemaach hunn, mat erageholl hunn, esou dass den Trafic d'enfants elo Bestanddeel vun dësem Projet de loi ass. An dat war och interessant, dass mer am Avis vun der Mënscherechtskommissioun, wat iwwregens en exzellenten Avis war, gesinn hunn, dass et am Joer 2011 zu Lëtzebuerg effektiv aacht Affer gouf vu Mënschenhandel, dorënner siwe Fraen an och ee Kand. Dofir fannen ech et gutt, dass mer déi Amendementer gemaach hunn. Och wa mer en Hin an Hier mam Statsrot haten, dass mer et op enger anerer Plaz ageschriwwen hunn, wéi mer urspréinglech virgesinn haten, mä d'Kanner sinn elo dran.

Am Kampf géint de Mënschenhandel, Dir Dammen an Dir Hären, musse mir als Législateur, mussen d'Leit um Terrain - an dat sinn d'Geriichter, d'Police, d'Douane, d'ITM, d'Sozialaarbechter vun den ONGen -, all déi Leit, déi domat ze dinn hunn, musse méi intelligent sinn, méi ingénieux sinn an och méi tenace si wéi déi Kriminell, wéi déi Täter, wéi d'Mënschenhändler tout court.

Dofir ass dee Volet vun der Formatioun, vun der Informatioun esou wichteg. An dofir huet et mech gefreet, de Moien an der Commission juridique ze héiere vun de Vertrieder vum Ministère de l'Égalité des chances an och vun de Vertrieder vum Justizministère, dass amgaangen ass dorunner geschafft ze ginn, dass zwou Campagnë gemaach ginn: eng Campagne, déi sech riicht un d'Victimen, déi ganz wichteg ass, an awer och eng Campagne, déi sech riicht un all d'Acteuren um Terrain an och un de grand Public. Well, wat d'Zwangsaarbecht ubelaangt, den Travail forcé, do soen d'Statistiken, dass 80% vum Travail forcé innerhalb vu Ménagë sinn, an Haiser, wou Leit Personal beschäftegen illegal, an déi och Affer si vu Mënschenhandel.

Här Minister, erlaabt mer, Iech och Merci ze soen, dass mer endlech e Règlement grand-ducal kréien op Basis vum Gesetz vum 8. Mee 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes vun der Traite. Et ass e Gesetz, wat mer 2009 gestëmmt hunn. Mir hu laang gewaart op de Règlement grand-ducal, deen de Comité interministériel regelt. Ech gesinn, dass déi Initiativ vum Här Bodry am Ufank vun dëser neier Legislaturperiod Friichten dréit, wou e gesot huet: „Mir mussen oppassen, mir hunn eng Rëtsch Gesetzer, fir déi mer d'Règlements grand-ducaux net hunn."

Hei, Här Minister, soen ech Iech Merci, dass mer dat elo hunn. An ech sinn och frou, dass an deem neie Comité interministériel och de Ministère du Travail duerch d'ITM dran ass, well et och hei ëm Travail forcé geet.

Lëtzebuerg krut, wat de Mënschenhandel ugeet, och eng gutt Zensur vum GRETA. Dat ass de Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains vum Conseil de l'Europe. Dat ass en objektive Rapport a mir kruten deen de Moien en long et en large an der Commission juridique erkläert. Et ass en objektive Rapport.

Et ass e Rapport, bei deem Lëtzebuerg beim Ausschaffe vum Mechanismus vum Rapport matgemaach huet. Et ass e Rapport nom Modell vun der Évaluation par les pairs an et ass also e multilaterale Rapport an et ass net den unilaterale Rapport wéi deen amerikaneschen TIP-Rapport, „Trafficking-in-Persons"-Rapport, wat en unilaterale Rapport ass, an deem Lëtzebuerg anscheinend virgeworf kritt, mir hätten net genuch gemaach dëst Joer an dem Kampf géint de Mënschenhandel. Op jidde Fall, wann deen amerikanesche Rapport erauskënnt, dat wäert eis, an ech mengen eis alleguer hei am Haus, ganz kal loossen, well mir wëssen, wat am GRETA-Rapport steet.

Eng lescht Interventioun: Am GRETA-Rapport ass eng Recommandatioun, dass mer sollen an eise Code pénal e festen Tatbestand aschreiwen, wann een engem e Pass ewechhëlt oder all d'Documents, also d'Carte d'identité, e Pass oder all Dokumenter ewechhëlt, well dat geschitt deenen Affer vu Mënschenhandel jo. Dat Éischt, wat gemaach gëtt: Si kréien hir Pabeiere geholl, hir Identitéit geholl. An dofir misste mer an eise Code pénal e spezifeschen Tatbestand aschreiwen. Wéi ass der Regierung hir Positioun dozou?

Dat gesot an dat gefrot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn nach eng Kéier den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem enorm wichtege Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel, dee wann ech gelift d'Auer genee am Bléck soll halen. Villmools Merci.

(Interruptions)

Här Angel, dat ass d'Prärogativ vun der Conférence des Présidents.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Wou ech leider net dra sinn.

M. le Président.- Voilà, wou Der leider net derbäi sidd.

(Interruption et hilarité)

Dann huet d'Wuert den honorabelen Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleegen, dat hei ass effektiv e ganz wichtegen Text an ech wollt der Rapportrice, der Madame Loschetter, mä och menge Virriedner Merci soe fir hire groussen Asaz. Et mierkt een, datt an där Kommissioun och mat Emotioun a mat ganz vill Courage un där Saach hei geschafft ginn ass.

De Laurent Mosar huet ganz besonnesch recht, wann en op déi ruckelzeg Praktiken ageet, déi et gëtt, fir Kanner, mä awer och eeler Leit, zur Mendicitéit ze zwéngen, eppes, wat heimat vläicht net komplett an de Grëff kënnt, mä awer kann an de Grëff geholl ginn.

Ech hunn ee klenge Bémol, an dat ass: Wa mer schwätze vu Saache wéi Kannerhandel oder och wéi Organhandel, fannen ech, datt déi strofrechtlech Mesuren, déi mer hei virgesinn an déi bis nëmme fënnef Joer Prisong ginn, vläicht éischter op der schwaacher Säit sinn. Mir hu jo d'Tendenz, alles ëmmer méi ze penaliséieren, mä grad dat heite wier vläicht eppes gewiescht, wou ech perséinlech éischter eng Peine criminelle gesinn hätt.

Ech hunn eng eenzeg Suerg, een eenzege Bauchwéi, an dat hu mer och an der Kommissioun diskutéiert, do geet et ëm d'Territorialitéit vun de Gesetzer. Normalerweis soll e Gesetz sech op Individuen applizéieren, déi an deem Land sinn, wat dat Gesetz hélt. A mir hunn hei an dësem Gesetzestext een Artikel, an deem virgesinn ass, datt och Faiten, wa se am Ausland stattfannen, kënnen hei zu Lëtzebuerg indemniséiert ginn, pour autant datt d'Victime do net kann indemniséiert ginn.

Ech hat virgeschloen ze soen: «…si cette victime justifie d'une résidence régulière et habituelle au Grand-Duché au moment des faits.» Dat gouf leider net zréckbehalen, esou datt mer elo kënnen eis Situatioune virstellen, wou zum Beispill eng Kubanerin, där hiert Land net indemniséiert, an Nicaragua zwangsprostituéiert gëtt an dann iergendwann eng Kéier op Lëtzebuerg plënnert an dann hei eng Indemnisatioun freet. An dat ass eppes, wat ech net satisfaisant fannen.

Fir awer elo net musse géint deen Text hei ze stëmmen, géif ech, Här President, e Vote séparé op dem Artikel 5 proposéieren, dee menge Leit et géif erlaben, eisen Désaccord op deem dote Punkt auszedrécken an awer trotzdeem deem ganz exzellente Gesetzestext hei zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och nach dem Här Reding.

De Marc Angel huet seng Emphase domat explizéiert, dass en haut Gebuertsdag huet.

Plusieurs voix.- Ahhh!

M. le Président.- Voilà, da géife mer him fir eng Kéier verzeien an him alles Guddes wënschen an dann direkt d'Wuert weiderginn un den Här Justizminister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. D'Regierung schléisst sech dann och de Gléckwënsch fir den Här Angel un, deen trotzdeem esou jonk wéi nëmmen eppes ass.

Ech wëll fir d'Éischt der Madame Rapportrice Merci soe fir dee mëndlechen an och schréftleche Rapport, deen och erëmgëtt, wat an der Kommissioun fir Diskussioune waren, nämlech dass do tatsächlech zesummegeschafft ginn ass an och un engem Strang gezu ginn ass.

De Vertrieder vum ADR huet op engem Artikel e Problem. En huet och d'Léisung proposéiert, wéi een aus deem Dilemma erauskënnt, esou dass ech dovun ausginn, dass mer geschwënn en eestëmmege Vote wäerte kënnen huelen op engem Text, dee wierklech eng Matière behandelt, déi vu ganz grousser Bedeitung ass.

Et geet ëm de Mënschenhandel, wat wierklech déi aggressiivst an och méprisabelst Form bal ass vu Kriminalitéit, déi awer leider net amgaangen ass zréckzegoen. Net nëmmen an Europa, och zu Lëtzebuerg muss ee feststellen, dass d'Zuelen an enger negativer Entwécklung sinn. Grond genuch also, fir dogéint virzegoen. Grond genuch, fir déi Schwächte vun eiser aktueller Législatioun wëllen ze bekämpfen an derfir ze suergen, dass mer hei zu Lëtzebuerg vläicht probéieren, besser virzegoe wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Ech wëll…

(Interruption)

De Mikro ass un.

(Interruption)

Jo, da muss vläicht do uewen e bësse méi agestallt ginn, da geet dat och méi haart. Ech mengen, dat ass elo de Fall.

Ech wëll net op den Detail vun den eenzele Mesuren agoen, dat huet d'Madame Loschetter gemaach, an och eenzelner vun den Intervenanten, déi wierklech an all Detail erkläert hunn, wéi eng nei Rechter, notamment fir d'Victimen, hei derbäikommen.

Ech wëll just zwou Remarquë maachen: eng éischt iwwert de Règlement grand-ducal. Den Här Angel huet dat erwähnt. Deen ass schonn eigentlech zënter 2009 fälleg. Deen ass fäerdeg, deen ass och aviséiert, deen ass och schonn an der Procédure vun der Signature. An dee kéint nach eventuell souguer dës Woch publizéiert ginn, spéitstens déi nächst Woch. Dat ass sécher eng gutt Saach, well mer domadder och d'Aarbecht vum Comité interministériel elo op eng geséchert Basis stellen.

Deen huet wuel scho Retard. Et ass net, wéi wann dee Comité zënter 2009 net existéiert hätt. Deen huet getaagt, awer op eng dann eben net reglementéiert Aart a Weis, op eng - wéi soll ech dat elo soen? -, d'une façon plus décousue huet e seng Aarbecht verriicht. Elo gëtt dat méi kloer reglementéiert. Et kënnt derbäi den Travail mat der ITM, awer och d'Classe moyenne. An och, mengen ech, de Volet vum Tourismus spillt do selbstverständlech eng Roll. An dofir ass et och gutt, wann déi zwee Ministèren och kënne mat um Dësch sëtzen, wann dee Comité zesummekënnt.

E Wuert och zum Rapporteur national: Et ass schlussendlech no Diskussiounen zréckbehale ginn, dass dat d'Commission consultative des droits de l'Homme wier. Ech halen och déi Kommissioun fir gutt outilléiert, fir dat do ze maachen. Et sinn déi richteg Leit. Si hunn déi richteg Kompetenzen. Ob am Kader vun hiren Aarbechten zousätzlech Moyene mussen derbäikommen, dat musse mer da kucken. Op jidde Fall, wa Moyenen noutwendeg sinn, mengen ech, ass et d'Flicht vun der Regierung, fir ze probéieren, déi ze verbesseren, och wa mer am Moment a méi schwieregen Zäite sinn, fir Moyenen ze verstäerken. Mä hei ass mat Sécherheet en Aufgabegebitt, wou mer dat méi no wäerte kucken an eis och wäerte beméien, kuerzfristeg ze reagéieren.

Den Här Mosar huet bedauert, dass mer laang gebraucht hunn, fir dës Direktiv ëmzesetzen. Hie sot, et wär am Wesentlechen d'Versäumnis vun der viregter Regierung, e bëssen och vun dëser.

Bei allem Respekt, Här Mosar: Wou solle mir, an

deenen dräi Méint, wou mer do sinn, eng grouss Responsabilitéit drun droen, dass d'Direktiv net ëmgesat gouf? Ech mengen, dat war, souguer nuancéiert ausgedréckt, liicht iwwerdriwwen, wann Der eis dee Reproche do formuléiert hutt. Mä mir sollen zesumme frou driwwer sinn, dass mer deen Text och fäerdeg hunn. An et ass bestëmmt net eleng de Mérite vun der aktueller Regierung, well den Text ass jo scho méi laang ënnerwee. Mä ech mengen, mir kréien herno en eestëmmege Vote, an dat ass d'Haaptsaach.

Den Här Angel weist zu Recht drop hin, dass et hei ëm eppes geet, wat de Lëtzebuerger Territoire bei Wäitem dépasséiert. Hei schwätze mer vun organiséierter Kriminalitéit an Europa. A Lëtzebuerg ass een Element an där Ketten. Vläicht ass d'„Plaque tournante" dat falscht Wuert, mä Lëtzebuerg ass oft en Element an der Kette vun där doter Form vun organiséierter Kriminalitéit. An de GRETA gëtt Lëtzebuerg, mengen ech zu Recht, awer eng relativ positiv Bewäertung, well awer eng ganz Rei Saachen zu Lëtzebuerg geschitt sinn an och amgaange sinn ze geschéien.

Déi amerikanesch Initiativ vum „Trafficking in Persons", den TIP: Ech si bei enger Entrevue mam amerikanesche Botschafter informéiert ginn, dass d'USA wëlles hätten, Lëtzebuerg hei eng Stuf erofzesetzen. Ech deelen d'Aschätzung vum Här Angel. Ech mengen net, dass dat justifiéiert ass. Ech maachen och do der viregter Regierung kee Reproche. Déi Kritären an déi Bewäertungen, déi gemaach gi sinn, kënnen iwwerraschend sinn, kënnen och absolut diskutéiert a kritiséiert ginn. Mä ech drécken hei just gären d'Hoffnung aus, dass mer op enger nächster Bewäertung vun deeneselwechte Leit zu enger anerer Konklusioun wäerte kommen.

Mä jiddwereen ass dann hei schonn och informéiert, dass mer viraussiichtlech nach an dësem Mount déi doten nei Bewäertung wäerte kréien. Mä mir mengen net, dass et richteg ass, Lëtzebuerg do an e schlecht Liicht ze stellen.

De Rapport GRETA, deen de Moien an der Commission juridique presentéiert ginn ass, deen e multilateralen ass, wéi den Här Angel zu Recht bemierkt huet, stellt eis eng ganz aner Zensur aus. A mir mengen, dass déi méi richteg ass wéi déi, déi mer elo vun den Amerikaner am Joer 2013 ausgestallt kritt hunn.

Dat gesot, soen ech Iech nach eng Kéier Merci, wéi gesot, fir den eestëmmegen Appui zu deem Projet de loi. Et ass e ganz wichtegen Text. Mir wäerten an dëser Matière hei an deenen nächste Jore mat Sécherheet aktiv bleiwen. An et fänkt u mat enger Informatiounscampagne nach am Laf vum Joer 2014, fir ze sensibiliséieren, fir ze informéieren. D'Matière ass et derwäert. Do si vill Schutzbedierfteger, déi d'Attentioun an d'Protektioun vum Stat brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Justizminister.

Article 5

Ech hu verstanen, dass e Vote séparé iwwert den Artikel 5 gefrot ginn ass vum Här Reding. Beim Artikel 5 geet et drëm, dass och Victimen, déi hir Residenz net hei zu Lëtzebuerg hunn, kéinten indemniséiert ginn. A wann ech richteg verstanen hunn, sidd Dir wéinst Bedenken, dass dat kéint ausuferen, domat net d'accord. Ech géif dofir proposéieren…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ech wollt just preziséieren, wann Der erlaabt, Här Chamberspresident.

M. le Président.- Madame Rapportrice, jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Als Rapportrice wollt ech preziséieren, datt, wann ech et richteg verstanen hunn, dem Här Reding a wahrscheinlech och senger Sensibilité politique hire Problem ass, datt eng Persoun, där Schued geschitt ass an engem Drëttland, déi selwer vun engem aneren Drëttland kënnt an duerno iergendwann op Lëtzebuerg kënnt an da scho wuel hire festen a reguläre Wunnsëtz hei huet - well esou steet et am Gesetz -, datt dann déi Persoun kéint kommen a soen: „Lauschtert emol, ech kommen zwar zum Beispill vun de Philippinnen, ech si virun zwee Joer Victime ginn a Kuba. Kuba huet kee Gesetz, fir mech ze indemniséieren. Ech wunnen zwar elo schonn zwee Joer hei regelméisseg zu Lëtzebuerg…

M. Roy Reding *(ADR).*- No de Faiten.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Duerno.

…an ech géif elo gäre vun Iech indemniséiert ginn." Dat ass méiglech duerch dat heite Gesetz, theoretesch, an der Praxis och. An dat ass dat, wat der Sensibilité politique net passt.

Also, et muss ee schonn e regulären a regelméissege Sëtz zu Lëtzebuerg hunn. Mä wann engem virdrun an engem Land eppes geschitt ass an et kënnt ee vun engem aneren, dann…

(Interruption)

Voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Dat gefält lech net esou an dofir ass dee Vote séparé. Mä déi Prezisioun ass wichteg, datt ee muss regulär hei wunnen.

Merci.

M. le Président.- Ech hu just eng praktesch Fro, vu dass mer jo de Mëtte schonn eng Kéier iwwert d'Reglement gestëmmt hunn.

Bis elo war et jo ëmmer esou, dass e Vote séparé, wann e gefrot ginn ass, vu fënnef Deputéierten huet missen ënnerstëtzt ginn. Mir hunn zwar wäitgehendst déi Rechter fir eenzel Deputéiert a Sensibilitéiten ausgedehnt, mä da géif ech froen, ob fënnef Deputéiert dee Vote séparé ënnerstëtzen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, mir ënnerstëtzen dee Vote, awer nëmmen aus techneschen an demokratesche Grënn. Mam Inhalt si mer net d'accord a mir wäerten och dee Projet, also deen Artikel, dee contestéiert ass vun der ADR-Sensibilitéit, awer stëmmen. Mä mir ënnerstëtzen de Vote séparé zu deem Artikel.

Dat sollt ofgeschaaft ginn an der Kommissioun, an der Reglementskommissioun, déi Noutwendegkeet, fir fënnef Leit mussen ze hunn. Mä mir hunn awer festgestallt, dass et leider an der Verfassung steet, esou dass et net aus dem Reglement konnt erausgeholl ginn.

An aus deenen Ursaachen, mengen ech, Raison de plus: All Kéiers, wann e Vote séparé gefrot gëtt vun engem, deen net genuch Stëmmen huet, wäerte mir dat ënnerstëtzen aus demokratesche Grënn.

(Interruptions)

M. le Président.- Jo. Ech gi jo net dovun aus, dass dat eng Virukënnegung vun engem Groupe technique ass. Esou hunn ech dat jo…

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat hutt Der ganz richteg verstanen, jo.

M. le Président.- Merci. Da géife mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 5 iwwergoen.

Vote séparé sur l'article 5 du projet de loi 6562

De Vote geet un. Also déi, déi mam Artikel 5 d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net mam Artikel 5 d'accord sinn, stëmme mat Neen.

D'Votes par procuration sinn och geschitt. Enn vum Vote.

Fir den Artikel 5 si 57 Votanten. Neen: 3, Abstentiounen: 0, esou dass den Artikel 5 ugeholl ass.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da géife mer iwwergoen zum Vote iwwert den Ensembel vum Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6562 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. Enn vun der Ofstëmmung.

59-mol Jo, 0 Abstentiounen a keemol Neen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6562 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Villmools Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6563A, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Attachés de justice. Riedezäit nom Basismodell. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Roth, d'Madame Beissel, den Här Bodry.

An déi honorabel Deputéiert, d'Rapportrice, d'Madame Viviane Loschetter, huet d'Wuert.

10. 6563A - Projet de loi portant modification 1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice; 2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, just eng kleng Remarque introductive: Dës Regierung ass ugetruede mat deem ambitiéisen Zil, eise Justizapparat ze moderniséieren.

(Interruption)

D'Justiz och, richteg.

M. le Président.- Loosst lech net oflenken, Madame Rapportrice!

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ech ginn dem Här Kartheiser awer recht. Mä bon, nach eng Kéier: De Justizapparat ze moderniséieren. D'Justiz an d'Aart a Weis, wéi se fonctionnéiert, soll un d'Ufuerderunge vun der heiteger Zäit ugepasst ginn. Si soll méi séier kënne fonctionnéieren an awer den Usproch erfëllen, d'Prinzipie vum Rechtsstat ze respektéieren. Si soll dem Bierger méi kloer verständlech sinn an natierlech fir jiddwereen zougänglech sinn.

Dës héich Usprécher wäerte mer an deene kommende Méint a Joer mat konkrete Reformspropositiounen ugoen. An ech si frou, Iech haut kënnen en éischte klenge Schrëtt vun dësem Prozess duerzeleeën.

Mam Gesetzesprojet 6563A, deen haut zum Vote steet, schafe mer déi legal Basis fir d'Mutabilitéit vun de Magistraten tëscht de Juridictiounen. Si kënnen also an Zukunft vum Ordre administratif an den Ordre judiciaire wiesselen an ëmgedréint. Gläichzäiteg erlaabt d'Gesetz och en Engagement vun zwee neie Jugë fir den Tribunal administratif.

De Projet de loi 6563 gouf den 11. Abrëll 2013 vum deemolege Justizminister Biltgen déposéiert. Et goufen zwou Serië vu Regierungsamendementer: déi éischt am Juni an déi zweet am September 2013. De Conseil d'État huet a sengem Avis vum 2. Juli 2013 der Chamber proposéiert, de Gesetzesprojet an zwee Deeler opzedeelen, fir datt d'Astellung vun deenen zwee Juges fir den Tribunal administratif, déi do dréngend gebraucht ginn, esou séier wéi méiglech kann iwwert d'Bühn goen.

D'Commission juridique an hirer neier Besetzung huet dëser Urgence Rechnung gedroen, esou datt mer haut den éischten Deel vum urspréngleche Projet de loi scho kënne stëmmen.

Eng zweet Ursaach ass sécherlech och déi, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, datt mer elo déi éischt Stagiairen hunn, déi elo erauskommen - drécken ech mech emol esou aus -, an déi solle scho kënne vun deene Méiglechkeete vun der Mutabilitéit profitéieren. Dofir ass d'Urgence och nach eng Kéier esou wichteg, fir datt mer dee Gesetzesprojet grad elo stëmmen, fir deene Stagiairen déi Méiglechkeet ze erlaben.

Erlaabt mer, dann nach e puer Wierder iwwert de Fong awer vum Gesetzesprojet ze verléieren: 1996 goufen d'Juridictions administratives geschafen an hir Organisatioun huet sech gréisstendeels un de Juridictions judiciaires inspiréiert, esou wéi se am Gesetz vun 1980 beschriwwe sinn.

E groussen Ënnerscheed war awer, datt d'Magistraten am Ordre administratif direkt genannt goufen, ouni duerch e Stage ze goen. Déi Leit hunn hire Beruff missen direkt am Alldag léieren, wat natierlech eng schwiereg Situatioun duergestallt huet.

Dëst gouf dunn awer mam Gesetz vum 7. Juni 2012 geännert, an zanterhier mussen d'Magistraten en obligatoresche Stage duerchlafen, egal ob se herno an den Ordre judiciaire oder an den Ordre administratif genannt ginn.

Elo, wou déi zwee Regimen uneneen ugeglach goufen, gëtt et dann och méiglech, d'Mutabilitéit tëscht deenen zwee Ordres anzeféieren. Dat wëlle mer mat dësem Gesetz erreechen. Dës Mutabilitéit ass wichteg fir d'Attraktivitéit vum Beruff: Si verhënnert nämlech, datt d'Attachéen direkt am Ufank vun hirer Carrière mussen e Choix treffe fir deen een oder deen aneren Ordre, net onbedéngt en fonction vun hire Preferenzen oder hirer berufflecher Erfahrung, mä eben en fonction vu Plazen, déi grad dee Moment op sinn, an datt se da souzesoen „liewenslänglech" kréien, ouni d'Méiglechkeet ze hunn, vun engem Ordre eriwwerzewiesselen, oder ouni Verloscht vun hirer Anciennetéit.

Den Artikel 1 vum Gesetzesprojet ännert d'Gesetz iwwert d'Justizattachéen of a féiert en neien Artikel 17 an.

De Paragraph (1) féiert d'Mutabilitéit an. D'Magistraten aus dem Ordre judiciaire oder dem Ministère public kënnen an Zukunft an den Ordre administratif eriwwerwiesselen an ëmgedréint. Am Ordre judiciaire kënne se natierlech och weiderhi vun engem Siège bei de Parquet wiesselen.

De Paragraph (2) vum neien Artikel 17 organiséiert dës Mutabilitéit an der Praxis. Mir brauchen nämlech e Rang commun vun de Magistraten an deenen zwou Juridictiounen. Well d'Nominatiounen an deenen zwee Ordren awer bis zum Gesetz vun 2012 därmoosse verschidde gehandhabt gi sinn, wäert de Rang commun, an domadder d'Mutabilitéit just fir déi Magistraten am neie Regime ab 2012 gëllen.

Am Ordre judiciaire ginn et Conseilleren a Jugen. Am Ordre administratif ginn et just Jugen. En éischte Schrëtt besteet also doranner, de Rang vum Conseiller am Ordre administratif anzeféieren.

Wann dëst Gesetz bis gestëmmt ass, gëllen an deenen zwou Juridictiounen identesch Regelen, fir de Rang vun de Magistrate festzeleeën. Dat, wat dann nach feelt, ass eng gemeinsam Ranglëscht fir sämtlech Magistraten aus deenen zwee Ordren. Fir dës gemeinsam Ranglëscht festzeleeën, brauche mer eng Prozedur, an déi déi zwee Ordrë mat agebonne ginn.

Wat mer hei am Gesetzesprojet proposéieren, inspiréiert sech un der Prozedur, fir d'Membere vun der Cour Constitutionnelle ze nennen. Hei kommen déi zwou Cours supérieures, déi eng vun der Justiz an déi administrativ, an enger Assemblée générale zesummen, fir d'Conseillere vun der Cour Constitutionnelle ze nennen. Esou eng Assemblée générale vun deenen zwou Coure géif dann déi gemeinsam Ranglëscht vun de Magistraten aus deenen zwee Ordrë festleeën. Domadder wären dann och an

der Praxis d'Weiche gestallt, fir d'Mutabilitéit vun de Magistraten ëmzesetzen.

Komme mer zum Artikel 2 vum Gesetzesprojet, dee féiert en neien Artikel 71-1 an d'Loi modifiée vum 7. November 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif an. De Grand-Duc kann, sur avis vun der Cour administrative, Conseiller-honorairë vun der Cour administrative nennen, souwéi och d'Presidenten, d'Premiers vice-présidents, d'Vice-présidents, d'Premiers juges an d'Juges.

An deene 17 Joer, an deenen et d'Juridiction administrative gëtt, also zënter 1996, huet sech de Contentieux administratif enorm entwéckelt. Aktuell schaffen eelef Jugë vollzäit um Tribunal administratif op den Dossieren an hu Krämpes, d'Dossiere fristgerecht ze evakuéieren.

D'Zuel vun den Affären, déi eragereecht ginn, ass permanent amgaangen ze klammen. Besonnesch am Beräich Asyl gouf et eng regelrecht Explosioun, während an anere Beräicher, wéi zum Beispill de Steieren, der Ëmwelt an dem Urbanissem d'Zuel vun den Affären zwar net esou dramatesch geklommen ass, déi dofir awer ëmmer méi komplex ginn. Den Artikel 3 vum Gesetzesprojet erlaabt et der Regierung, zwee nei Jugë fir den Tribunal administratif anzestellen, déi do eben dréngend gebraucht ginn.

Voilà, dat wär a kuerzen, méiglechst einfachen Zich mäi mëndleche Rapport, meng mëndlech Erklärung zu dësem Projet de loi, dee wierklech erwaart gëtt, dee wichteg ass a fir deen ech och dofir direkt d'Zoustëmmung vun der gréngер Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Éischten agedroene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'Éischt der Madame Loschetter, der Rapportrice an och der Presidentin vun der Commission juridique, Merci soe fir hire schréftleche Bericht, awer och fir déi konkret Ausféierungen, déi se haut mëndlech hei virun der Chamber gemaach huet.

Dëst ass e klengen, mä et ass e wichtege Projet de loi. Et ass u sech d'Fortsetzung vun enger gréisserer Reorganisatioun vun eiser Justiz, déi mer mat engem Gesetz vum 7. Juni 2012, also ënnert der fréierer Regierung schonn, ugefaangen haten. De Gesetzesprojet vun haut, dee geet och nach op déi fréier Regierung, d'Justizministere Biltgen an d'Madame Modert, zréck.

Et ass och dofir net verwonnerlech, dass mir dëse Projet wäerte stëmmen, awer net nëmmen dowéinst. Firwat? Mä den éischte Punkt ass deen, d'Madame Loschetter huet dat ënnerstrach, dass an Zukunft de Magistrat vun dem Verwaltungsgeriicht ka wiesselen, souwuel bei de Parquet wéi och bei d'Zivilgeriichter. Dat ass sécherlech am Interessi vun de Magistraten, well déi eigentlech am Laf vun hirer Carrière hiren Interessegebidder kënnen nogoen an natierlech och domadder iwwer hir Carrière hir Experienz an deene verschiddenen Domäne vun der Geriichtsbarkeet kënne steigeren.

Dat Ganzt ass awer och am Interessi vum Bierger. Well duerch de Fait, dass e Magistrat vun dem Verwaltungsgeriicht bei d'Zivilgeriichter wiesselt, kënnt natierlech och déi Experienz, déi vun deem engen Ordre judiciaire an deen anere gedroe gëtt, och dem Bierger zegutt. An et gesäit een, dass a ville Fäll vun de Juridiction-administrativë ganz vill Répercussiounen herno och bei d'Zivilgeriichter kommen.

E klassescht Beispill ass zum Beispill dat vun enger Baugenehmegung. Eng Baugenehmegung, déi bei engem Verwaltungsgeriicht, aus welchen Ursaachen och ëmmer, annulléiert gëtt, déi kann herno och zu zivilrechtleche Konsequenze virun de Juridiction-judiciairë féieren. Dofir ass dat hei net nëmmen am Interessi vun de Magistraten, mä et huet och e konkrete Sënn fir d'Bierger. An d'CSV steet selbstverständlech zu der Mobilitéit vun de Magistraten.

En zweete Punkt ass deen, dass mat dem Gesetzesprojet grad wéi mat den Amendementer eigentlech zwee weider Riichterposten um Verwaltungsgeriicht geschafe ginn. D'Madame Loschetter huet zu Recht gesot, dass eigentlech zënter der Schafung vun der Juridiction administrative am Joer '96 d'Zuel vu den Affären insgesamt explosiv an d'Luucht gaangen ass. Dat huet natierlech dermat ze dinn, haaptsächlech doduerch, dass mer mat Ex-Jugoslawien ganz vill Asylfroen hunn, mä och mat Recht sinn eng ganz Rei vu Steieraffären derbäikomm a komplex Urbanismusaffären.

Ech mengen, dass et awer net nëmmen un der Natur vun den eenzelnen Affären hänkt, mä et hänkt virun allem och dermat zesummen, dass zënter der Schafung vun de Verwaltungsgeriichter d'Leit vill manner Hemmungen hunn, e Recours géint eng administrativ Décisioun ze maachen, wéi dat nach fréier war beim Comité du contentieux vun dem Stat, wou d'Leit dann hu missen awer en Avocat à la cour hunn an - ech soen do - e gewëssent Zréckhalen haten, fir eng Décisioun vun enger Verwaltung unzefechten.

Den Avantage vun dem Verwaltungsgeriicht ass deen, dass de Bierger eigentlech a ganz kuerzer Zäit en Uerteel iwwer eng administrativ Décisioun kritt. An et huet och en demokratesche Legitiméierungsprozess vun de Verwaltungsdécisioune mat sech bruecht. Firwat? Mä well ganz vill Verwaltungen, sief dat d'Gemengen, sief dat de Stat oder sief dat d'Verwaltungen, déi vun deenen Institutiounen ofhänken, natierlech hir Décisiounen am Laf vun der Zäit der Jurisprudenz, der Rechtsspriechung vun dem Verwaltungsgeriicht upassen. An dee Moment ass och d'Akzeptanz vun de Verwaltungsdécisioune bei den eenzelne Bierger vill méi grouss. Dofir steet d'CSV och zu der Schafung vun deenen zwee zousätzleche Riichterposten.

Mir hoffe just, Här Justizminister, dass déi zwee Riichterposten, déi jo elo geschafe ginn, dass déi awer net den ugekënnegte Spuermoossnamen, wéi de Finanzminister eis se d'lescht Woch hei op dëser Plaz virgedroen hat, zum Affer falen. Well d'CSV, mir stinn zu engem moderne Rechtsstat, an e moderne Rechtsstat, dee brauch och eng performant Justiz an dofir och déi néideg Effektiver, dat am Interessi vum Bierger.

Dofir ginn ech och ouni Zwang a mat fräiem Gewëssen d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Här Justizminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och fir d'Éischt der Madame Rapporteur Viviane Loschetter villmools Merci soe fir hiren ausféierleche Bericht.

De Contentieux administratif, an dofir par ricochet d'ganz Juridiction-administrativë si jo eng vun de siwe Garanties constitutionnelles, déi eise Rechtsstat hei zu Lëtzebuerg an der Riicht halen, well se automatesch d'Rechter an d'Fräiheete vun eise Bierger schützen. Dofir ass et extrem wichteg, dass mer gutt fonctionnéieren, performant Verwaltungsgeriichter hunn, well déi effektiv de Garant sinn, dass dat alles fonctionnéiert, d'Verwaltungsgeriichter mat motivéierte Magistraten an der genügender Zuel gradesou wéi Attachéen a Greffieren.

De virleiende Projet de loi geet absolut an déi richteg Richtung, well en erlaabt et ebe just, eise Justizsystem nees eng Kéier ze stäerken an och nach méi flexibel ze maachen, haaptsächlech bei den Attachés de justice, wat jo u sech angehend Magistrate sinn.

Den Text wäert also den Attachés de justice et erlaben, eben zwëschen dem Ordre judiciaire an dem Ordre administratif während der Carrière ze wiesselen. Dat berühmtent Wuert vu Mutabilitéit, wat andauernd an dësem Projet erauskënnt, seet dat jo ganz kloer. Well, et ass jo deeselwechte Stage, deen d'Grondbedéngung ass, fir iwwerhaapt do an deem Secteur virunzekommen.

Bis dato war dat cloisonnéiert an et mécht Sënn, dass déi Leit eben, déi de Grondstage maachen, awer dee Moment kënnen hin- an hierwiesselen, an dee Secteur goen, wou se am meeschte kënnen zu der Evolutioun vun eise Geriichter an notamment vun eiser Jurisprudenz bäidroen, an notamment hire perséinlechen Aspiratioune Rechnung droen.

Wat den zweeten Aspekt vun dësem Projet ugeet, dat heescht d'Opstockung vun der Zuel vun de Magistrate vun 11 op 13, ass dat eng absolut Nécessitéit. Et ass virdru vu ville Bänken hei ugeklongen, wat fir eng Explosioun mer hu vu Recoursen, notamment virun de Verwaltungsgeriichter, well et ass e bëssen esou „in" fir eng Prozesswut ze hunn, wou de Motto ass: „Mir loossen eis näischt méi gefalen!" An et sinn extrem vill Leit, déi elo wierklech ëmmer Loscht hunn, fir Recoursen ze maachen.

Mir wëssen, dass ganz vill Dossiere sinn an dem ganze Secteur vun den Asylgesucher. Mä mir hunn och ganz vill Saachen, Steierrecoursen an och Ëmweltproblematiken, déi virun de Verwaltungsriichter landen.

An ech muss soen, ech kann nëmmen eise Magistrate vun eise Verwaltungsgeriichter félicitéieren, well se wierklech an engem Délai raisonnable, wat virun anere Geriichter net ëmmer méiglech ass, Uerteeler ginn, fir eben och eng gutt Justice ze garantéieren am Interesse vun eise Bierger.

Et ass eng riseg Inflatioun vu Recoursen, déi u sech eist Verwaltungsgeriicht markéieren, an dofir ass et gutt, dass dat do opgestockt gëtt.

Esou gesot, ech mengen, mir sinn eis eens, dass déi zwou Mesurë positiv sinn, an dofir wéilt ech och mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Beissel. Als nächsten huet d'Wuert den Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Wuert och vusäite vun der sozialistescher Fraktioun zu deem heiten Text, wat, mengen ech, u sech elo den zweeten Deel ass vun enger Reform, déi an der leschter Legislaturperiod gemaach ginn ass, wat d'Attachés de justice ugeet, wat d'Formatioun vun den Attachés de justice ugeet, wat hire Statut ugeet.

D'Attachés de justice sinn, dat muss ee wëssen, awer e wichtegt Element an de Rouagë vum Fonctionnement vun eisem Justizwiesen. Et ass den ënneschte Grad eigentlech vun de Magistraten, mä si ginn awer oft gebraucht, och natierlech fir anzesprangen op där enger an anerer Plaz, wa sech ergëtt, dass Plazen op sinn an der Juridictioun.

Dofir ass et, mengen ech, wichteg, dass een déi néideg Flexibilitéit an dee ganze System erabréngt an u sech och hei e weidere Schratt mécht, fir de Cloisonnement zwëschen de Juridictioune vum Ordre judiciaire an de Juridictioune vum Ordre administratif e bëssen ze duerchbriechen a méi Perméabilitéit eigentlech an dee ganze System ze bréngen, duerch déi Méiglechkeet, wéi gesot, dass d'Attachés de justice kënne fräi mutéiere vun engem Ordre an deen aneren. Dat ass, mengen ech, am Intérêt fir e gudde Fonctionnement vun eiser Justiz, dass mer deen heite Schratt maachen.

Et muss een - a verschidde Virriedner hunn dat och schonn ugedeit - drop hiweisen, dass eigentlech déi Reform aus dem Joer 1996 sech als richteg erwisen huet, fir sengerzäit d'Optioun ze huelen, fir en extraen Ordre fir den administrativen Deel vun der Justiz hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Et war jo och d'Optioun um Dësch, fir eigentlech dat ze fusionéiere mat de bestehenden Ordres judiciaires.

Et huet sech erausgestallt, dass domadder virun allem konnt garantéiert ginn, wat net esou evident ass, dass u sech awer virun allem och déi Prozesser sech a relativ geuerdneten Délaien an, mengen ech, och akzeptabelen Délaien ofspillen, wat net ëmmer méiglech ass op de Juridictioune vum Ordre judiciaire, wou een awer, géif ech soen, vill manner strikt Délaien huet, wat d'Prozeduren ugeet, a wou deen heite Wee, mengen ech, déi Gesetzgebung aus den 90er Joren, sech als richteg gewisen huet an zur Zefriddenheet vun de Justiciables fonctionnéiert, awer sécherlech och vun deene Leit, déi professionell mat deenen dote Juridictiounen ze dinn hunn.

Am Ufank sinn natierlech déi éischt Riichter genannt ginn, ouni dass se e Stage gemaach hunn. Si si jo eigentlech vun aneren Ordres komm, respektiv haaptsächlech aus dem ëffentleche Verwaltungssecteur komm. Dat ännert elo. Och si wäerten an Zukunft mussen dann e Stage maachen, wat eigentlech och ganz richteg an och ganz gutt ass.

Et ass wouer, dass déi Verwaltungsjuridictioun Zousproch fonnt huet, dass méi Reklamatiounen agereecht ginn, dass do vläicht eng Rei vun Hemmschwellen duerchbrach si ginn, wou och de Justiciable haut éischter eng Verwaltungsdécisioun ufecht, well och déi Juridictioun gewisen huet, dass se indépendante ass an doduerjer vläicht och markéiert ass, dass eng Rei vu Riichter anfänglech och aus dem Zivilgeriichtsberäich komm sinn, wou eng aner Attitüd vläicht ass, méi protectrice fir de Justiciable, wéi dat virdrun am Comité du contentieux vum Conseil d'État de Fall war, wou et awer eng Rei vu Jurisprudenze ginn huet, déi, géif ech soen, wéi dat och zum Beispill a Frankräich an an anere Länner üblech ass, éischter och den Intérêt vum Stat eigentlech als ee vun de Gesiichtspunkte berücksichtegt hunn, deen de Riichter misst a Considératioun huelen, an wou net esou séier vläicht ëmmer den Intérêt vum Justiciable als prioritär betruecht ginn ass.

Dat ass, mengen ech, hei net de Fall. Hei ass u sech eng Ugläichung e bësse vun de Jurisprudenze komm, wéi se och schonn op den Zivilgeriichter hei zu Lëtzebuerg waren. An ech fannen dat eigentlech keng schlecht Saach, dass déi Entwécklung esou war, och wa selbstverständlech a ganz ville Beräicher déi Jurisprudenz vum Comité du contentieux vum Statsrot weidergefouert ginn ass vun deenen neie Juridictiounen.

Richteg ass, mengen ech, och, dass mer hei décidéieren - an dat geschitt hors numerus clausus, esou dass also déi heiten zwee Posten net an deenen 150 Posten dra sinn, déi d'Regierung hei am Numerus clausus festgehalen huet, wat nei Emploie beim Stat betrëfft -, dass mer also och vun 11 op 13 eropginn, wat d'Zuel vun de Riichtere beim Tribunal administratif ugeet.

Net virgesinn ass deementspriechend eng Opstockung um Niveau driwwer, um Niveau Appel bei der Cour administrative. Do schéngen also dach awer eng Rei vu Prozesser net onbedéngt an den zweete Prozess eranzegoe virun der Cour administrative, soss misst een do natierlech och virgesinn, dass do dat néidegt Personal bäikënnt, fir dass déi Prozesser an deene gesetzlechen Délaien do kënnen oflafen.

Dat gesot, géif ech dann och hei ausdrécklech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem heite Gesetzesprojet abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. Ech hu kee weideren ageschriwwene Riedner. Domat wär d'Wuert dann un der Regierung. Här Justizminister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Och nach eng Kéier e grousse Merci un d'Madame Loschetter als Presidentin vun der Commission juridique an och stellvertriedend da fir déi ganz Kommissioun. Merci fir de Rapport, de mëndlechen an och de schréftlechen.

De François Biltgen, ee vu menge Virgänger am Amt, huet oft hei an der Chamber gesot, e géif bedaueren, dass d'Projete vun der Commission juridique net déi néideg Unerkennung dobaussen hätten, och wa se vu Bedeitung wären. Se géifen oft e bëssen ënner Wäert verkaaft ginn, well se vläicht net dee groussen Intérêt oder déi grouss Spannung ausléisen, mä déi sinn awer fir de Fonctionnement vun der Justiz vu ganz grousser Bedeitung.

Dat hei ass erëm ee vun deene Projeten, déi mat Sécherheet net wäerte vill Diskussiounen an de Medien an och bei de Leit ausléisen, mä déi awer fir de Fonctionnement mat Sécherheet vu grousser Bedeitung sinn.

Ech widderhuelen net nach eng Kéier d'Elementer an d'Argumenter vun de Virriedner, déi ech alleguerte kann deelen an ënnerstëtzen.

D'Stéchwuert vun der Mutabilitéit ass e ganz wichtegt. Dat wäert am prakteschen Alldag vum Fonctionnement vun der Justiz méi wéi eng Kéier äusserst hëllefräich kënne sinn. Mä wie Mutabilitéit seet, seet natierlech och, dass mer mussen e Rang commun aféiere fir alleguerten d'Leit, déi elo aus dem Stage erauskommen, fir d'Attachéen, déi no dem Gesetz vum 7. Juni 2012 hire Stage elo ofschléissen.

Déi Éischt sinn esou wäit. Et hunn 13 Leit dee Stage elo ofgeschloss, an déi wäerten dann och elo de Choix hunn tëschent béiden Ordren, wou se da wëllen an Zukunft schaffen. Dofir war et och noutwendeg, dëst Gesetz ze beschleunegen, fir dass mer déi doten Nominatioune scho kënne virhuelen no de Regele vun där neier Mutabilitéit, an dat wäert och zimlech genee à quelques jours près méiglech sinn. Dofir och nach eng Kéier Merci dem Statsrot an och der Kommissioun, dass esou séier geschafft ginn ass.

Dee Rang commun kritt natierlech kee retroaktive Charakter. Op dee Rang commun kënnen nëmmen déi Leit kommen, déi no den neie Regelen als Attaché de Stage hanneru sech hunn.

Fir déi Leit - den Här Bodry huet et ugeschwat -, déi vun der Fusioun vun deenen zwee Ordres schwätzen: déi Leit, déi mengen, dass elo grad dëst Gesetz scho vläicht am Keim d'Fusioun vun den zwee Ordres huet, do mengen ech, souwäit kann een dat net soen. Mä Fakt ass awer effektiv mat deem neie Rang commun: Wann elo nach eng 30 Joer erëm sinn, hu mer iergendwann eng Kéier just nach ee Rang, nämlech deen, deen elo nei ufänkt. Deen ass da gemeinsam. Wann dann eventuell an 30 Joer eng spéider Regierung oder eng spéider Chamber op d'Iddi kéim, fir déi Fusioun wëllen ze maachen, da wäre schonn zumindest déi Komplikatiounen, déi sech haut géife stellen, dann net méi do, well mir hätten da just nach ee Rang commun. Et ass also net den Ufank onbedéngt dovun, mä et géif awer hëllefen, wa Leit eng Kéier op deen dote Gedanke géife kommen.

Wichteg ass och, nach eng Kéier ze rappeléieren, dass déi Reform vun 2012 jo net nëmme formal eppes geännert huet, mä wierklech och an der Ausbildung vun den angehende Riichter Wesentleches verbessert huet: Et ass net nëmmen eng Saach vu Connaissancen, déi ee sech

ugeléiert huet, mä et ass och eng Saach vu mënschleche Kompetenzen. Et gëtt ee jo schliesslech och, wann ech esou däerf soen, op Mënsche lassgelooss, an dofir sinn déi nei Kritären, déi an deem Gesetz vun 2012 festgeluecht gi sinn, vu grousser Bedeitung.

An den Här Roth huet zu Recht gesot, dass dat heiten eng Reform ass an zwou Etappen. Dat war déi éischt Etapp, an haut maache mer déi zweet Etapp fäerdeg. An zesummen, mengen ech, si mer haut wesentlech besser opgestallt, fir Riichter unzezéien, wéi mer dat nach virun e puer Joer waren.

Zu deenen zwee zousätzleche Riichter vum Tribunal administratif, den Här Bodry huet et gesot, déi fale mat Sécherheet net ënnert d'Spuermoossnamen. Déi si fest virgesinn an et ass och noutwendeg. Ech ginn Iech just e puer Zuelen. Vun 2008 op haut hu mer iwwer 800 Jugementer gehat am Joer 2008/2009, da gläichzäiteg nei Affären: 954. Am Joer 2011/2012 louche mer schonn no bei 1.100, also 40% méi Jugementer wéi nach dräi Joer virdrun. A bei den Affären, déi nei déposéiert gi sinn, sinn et der 2.100. Dat ass méi wéi dat Duebelt vun neien Affäre pro Joer wéi dat, wat 2008/2009 nach déposéiert ginn ass. Dir gesitt also do ganz däitlech e ganz staarken Trend no uewen.

D'Attraktivitéit huet natierlech…, d'Hemmschwell ass scho beschriwwe ginn. Et huet och domat ze dinn, dass d'Indépendance vun de Riichter, wéi den Här Bodry gesot huet, unerkannt gëtt an akzeptéiert gëtt. An et huet awer och domat ze dinn, dass um Verwaltungsgeriicht an op der Cour d'Jugementer relativ séier kommen. Wann een als Justiciable mat enger Situatioun onzefridden ass an do eng Perspektiv huet, relativ séier, wat haut de Fall ass, eng Äntwert vun engem Geriicht ze kréien, dann ass och natierlech d'Propensioun, fir virun dat Geriicht ze goen, méi grouss wéi wann ee seet: Bof, dat dauert elo souwisou Joren, da méchs de et eben net."

Also, d'Effikassitéit vum Geriicht suergt gläichzäiteg och derfir, dass méi Leit virun d'Geriicht ginn. Et ass also e bëssen och Affer vum eegenen Erfolleg, wann een esou ka soen. Dofir wäerte mer mat Sécherheet déi zwee do brauchen. Mir sinn da bei 13 Riichter no deem Vote vun haut, bei der Cour si mer nach ëmmer bei fënnef zënter '96. A mat deenen Zuelen, déi ech Iech genannt hunn, gesäit een awer och, dass och do déi Situatioun net méi allze laang haltbar ass.

Och um Niveau vun der Cour wäert geschwënn eng Verstäerkung musse kommen, besonnesch wann eng Diskussioun, déi scho méi laang leeft, géif zu Enn goen, nämlech d'Diskussioun, ob d'Verwaltungsgeriichtsbarkeete sollen zoustänneg ginn net nëmme fir déi direkt Steieren, fir de Contentieux bei den direkte Steieren, mä ob se och sollen zoustänneg gi fir de Contentieux bei den indirekte Steieren. Dat ass eng Optioun. Et schwätzt eigentlech näischt dergéint. Mä spéitstens wann dat dote géif beschloss ginn, da misst definitiv iwwer eng Verstäerkung och vun de Capacitéite vun der Cour administrative diskutéiert ginn.

Dat gesot, soen ech Iech nach eng Kéier Merci fir och hei hoffentlech déi eestëmmeg Zoustëmmung fir dëse vläicht onspektakulären awer ganz wichtege Projet fir eis zivil an och judiciaire Geriichter.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet de loi 6563A iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6563A et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass eriwwer.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech misst mat Jo stëmmen, mä mäin Apparat geet net, seet den Här Berger.

M. le Président.- Okay, mir maachen dat. Jo, ech hunn dann elo 59 Jo-Stëmmen, vläicht ginn et der da 60, wann den Här Krieps erëmfonnt gëtt.

Majo, dann ass de Projet de loi 6563A ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6563A est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech froen Iech: Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Mat grousser Majoritéit Jo dann. Merci.

Da gi mer zum zweetleschte Projet eriwwer. Dat ass de Projet de loi 6609, eng Ofännerung iwwert d'Organisatioun vun der Partie forestière. Fir dat dann op gutt Lëtzebuergesch ze soen, dat sinn déi Dispositiounen, déi gëlle fir d'Exploitatioun vun éffentleche Bëscher, da gëtt dat e bësse méi kloer. A fir dass et nach méi kloer gëtt, ginn ech dem honorabele Rapporteur, dem Här Max Hahn, d'Wuert.

11. 6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, bal d'Halschent, fir genee ze sinn 49,9% vun de Lëtzebuerger Bëscher sinn an éffentlecher Hand. An Hektaren ausgedréckt sinn dat ongefeier 44.400 ha Bësch. Mir hunn dofir eng grouss Verantwortung, fir dës Bëscher no nohaltege Prinzipien ze géréieren an derfir ze suergen, dass eise Bëschbestand op Dauer erhalen a gesond bleift.

Leider ass eis aktuell Gesetzgebung iwwert déi éffentlech Bëscher vereelst an entsprécht net méi der gängeger Praxis an den internationale Standarde vun enger gudder Bëschgestioun. Dëst ass och net weider verwonnerlech, well si datéiert vun 1840 an ass domadder just ee Joer méi jonk wéi Lëtzebuerg onofhängeg ass. Dës Ordonnance staamt nämlech nach vun eisem éischte Groussherzog, dem Wëllem I., deen ee Joer méi spéit zugonschte vum Wëllem II. ofdanke sollt.

Geännert ass dës Ordonnance grand-ducale och nëmmen eng Kéier ginn, an dat ass och scho ganz laang hier, an zwar 1920, an zwar deemools vun der frëschgebakener Grande-Duchesse Charlotte. Dës Ordonnance schreift vir, dass an allen éffentleche Bëscher, also engem Bësch, deen dem Stat, enger Gemeng oder engem Établissement public gehéiert, e sougenanntene Plan d'aménagement muss existéieren, deen net méi al wéi zéng Joer däerf sinn.

Eng modern Bëschgestioun verlaangt awer eng gréisser Flexibilitéit. A besonnesch fir kleng Bëscher mécht d'Erstelle vun engem Aménagementsplang weder ekologesch nach ekonomesch Sënn. D'Aarbechten, déi an engem klenge Bësch ufalen, leien zäitlech oft wäit auserneen. Och fir mëttelgrouss Bëscher ass den Aménagementsplang net dee richtegen Outil. Opgrond vu staarke Fluktuatioune vun engem Joer op dat anert ass et kaum méiglech, e regelméissegt Ofholze virzegesinn.

E vereinfachte Plang bitt sech ganz am Sënn vun der Simplification administrative un. Mat dem virleiende Gesetzesprojet droe mir deem Rechnung: Déi aktuell 137 Bëscher mat enger Fläch ënner 20 ha sollen an Zukunft kee Plan d'aménagement méi brauchen. Do geet de jährleche Gestiounsplang duer. Déi aktuell 53 Bëscher mat enger mëttelgrousser Fläch tëscht 20 an 150 ha brauche just nach e vereinfachten Zéngjoresplang. A just nach déi aktuell ongefeier 250 Bëscher mat enger Fläch iwwer 150 ha behalen d'Obligatioun vun engem Aménagementsplang.

Fir eng nohalteg Forstwirtschaft ze garantéieren an awer gläichzäiteg e legale Kader fir Bëscher ouni Aménagementsplang ze schafen, gesäit de Gesetzesprojet vir, dass an esou Fäll maximal e Volume vun dräi Véirel vum duerchschnëttlechen Zouwuess gehaen däerf ginn. Dësen Zouwuess muss anhand vum Inventaire ermëttelt ginn. De Fënnefjoresduerchschnëtt ass do entscheedend. Dësen Inventaire muss all zéng Joer vum Service „Forêts" gemaach ginn a beinhalt beispillsweis d'Bamaart, de Bamalter an den Zouwuess pro Parzell. Dës Mesure erlaabt et, Holz a Bëscher ze exploitéieren, ouni de Risiko anzegoen, dass méi Holz erausgeholl gëtt wéi nowuesse kann.

De virleiende Projet de loi ass souwuel vum Conseil d'État wéi och vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ouni gréisser Remarquë guttgeheescht ginn.

Erlaabt mer awer, Dir Dammen an Dir Hären, op d'Urgence vum virleiende Projet anzegoen. D'EU-Direktiv 995 aus dem Joer 2010 verbitt, dass Holz, dat net entspriechend de geltende Gesetzer gehae gëtt, weider op de Marché kënnt. Mir sinn domat aktuell an der Situatioun, dass vill Holz aus eise Bëscher riskéiert, net däerfe verkaf ze ginn, well den Aménagementsplang net virläit respektiv op en Enn geet. Mir hunn also en dréngenden Handlungsbedarf, fir de virleiende Gesetzesprojet ze stëmmen.

Géif dëst Gesetz net gestëmmt ginn, esou géif dat manner Statsrecetten duerch den Holzverkaf an Héicht vun ongefeier 1,5 Milliounen Euro bedeiten an d'Aarbechtsplaze vun ongefeier 180 Leit stéingen um Spill. Dat däerfe mer net zouloossen!

D'Kommissioun huet mäi Rapport unanime ugeholl a schléit dem Plenum vir, den Text esou ze stëmmen, wéi e virläit. Ech wëll da vun dëser Plaz och den Accord vun eiser Fraktioun ginn a bieden Iech, dëst Gesetz ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech géif eisem frësch gebakene Rapporteur och villmools Merci soen an d'Wuert dann direkt weiderginn un den éischte Riedner, deen den Här Marco Schank ass.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol wollt ech dem Max Hahn fir den ausféierlechen, exzellente Rapport Merci soen. Mir haten eng gutt, wann och eng kuerz, mä eng exzellent Diskussioun och an der Kommissioun. Ech wollt och soen, datt mir als Fraktioun ganz frou sinn, datt déi nei Majoritéit dee Projet hei ganz séier op den Ordre du jour geholl huet.

Dir wësst, datt ursprünglech virgesi war, dëse Projet net als autonoomt Gesetz virzegesinn, mä am Kader vun dem Naturschutzgesetz stëmmen ze loossen. Dat huet déi al Majoritéit schonn am September 2012 déposéiert. Den Avis vum Statsrot koum fir dee Projet am Februar 2013. An et ass am Fong ganz schued, datt d'Gesetz net méi konnt diskutéiert gi respektiv votéiert ginn. Dofir ass et noutwendeg gewiescht, fir dëse Projet méiglechst séier dann als autonoomt Gesetz virunzeginn, aus deene Grënn, déi den honorabele Max Hahn elo grad beschriwwen huet.

Ech wollt awer soen, datt ech eigentlech ganz frou wier, och mir als Fraktioun, wann déi nei Regierung méiglechst séier d'Naturschutzgesetz kéint op de Leescht huelen. Mir waarden drop mat Schmäerzen, mir alleguerten, net nëmme fir d'Erhale vun der Biodiversitéit hei zu Lëtzebuerg, mä och fir d'Stäerkung vum kommunalen Naturschutz a virun allem och wéinst der Vereinfachung, där administrativer Vereinfachung, well eleng aacht Mesurë sinn an deem Projet dran, aacht vun deene berühmten 20, déi mer Enn Mee och der UEL presentéiert haten. Ech wollt just dorunner erënneren.

An och verbonnen domat dann: Vläicht kann d'Ministesch eis soen, wéini ongefeier d'Regierung gedenkt, dee Projet dann ze adaptéieren, fir datt mer e kënnen diskutéieren an der Kommissioun.

A vläicht eng lescht Fro: D'Aménagementspläng fir d'Bëscher vun de Gemengen a vun den Établissements publics, déi si jo schonn ofgeschloss, souwäit ech weess. Da feelen elo nach just déi vun de Statsbëscher. An ech wollt eigentlech d'Ministesch froen - si gëtt zwar grad gestéiert, mä ech wollt froen -, wéini mer kënnen dovunner ausgoen, datt och d'Aménagementspläng vun de Statsbëscher ofgeschloss wieren.

Ansonste wollt ech zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Schank. Den Här Fränk Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Virun allem och e Merci un de Rapporteur Max Hahn fir déi gutt Aarbecht, déi e geleescht huet, och fir déi kleng Geschicht do, déi mer nach mat agereecht kritt hunn. Wann een op 1840 zréckgeet, Max, dann ass et wierklech flott ze héieren, wat mer hei elo geännert hunn. Ech mengen, et ass och wichteg, fir eng nohalteg Forstwirtschaft ze garantéieren, datt mer duerch dës Ëmännerung vun deem Artikel och méi flexibel ginn, wat d'Ausschaffe vun de Forstwirtschaftspläng ausmécht.

An ech denken och, datt et verhënnert, datt mer Auswierkungen op den Emploi kréien, wéi et richteg ugekënnegt ginn ass, an och d'Aktivitéiten am Secteur net verhënneren. An deem Sënn ass d'LSAP-Fraktioun natierlech och ganz gär bereet, fir och do d'Ënnerstëtzung ze gi fir dëse Gesetzestext.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Arndt. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, ech schléisse mech deene Mercien un. Merci, Här Hahn, Dir hutt wierklech e flotte Rapport hei virbruecht. Äre schréftleche Rapport ass och ganz pertinent. A mir als gréng Fraktioun kënnen nëmmen esou e Projet ënnerstëtzen, mat allen Argumenter, déi Der och virgeluecht hutt.

An, esou wéi den Här Schank et och richteg gesot huet, mir waarden och „mat Schmäerzen" a mir hunn och an der Vergaangenheet mat Schmäerzen op all Verbesserung am Naturschutzgesetz, an der Forstverwaltung gewaart, wat schlussendlech der Liewensqualitéit an dem Erhalt vun der Biodiversitéit an dësem Land kann nëtzen. Mä dat da sécherlech bei engem nächste Gesetzesprojet.

Mir gi selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll fir d'Éischt emol dem Rapporteur Merci soen, dem Max Hahn, fir säin exzellenten a prezise Rapport. Et war schonn an der Kommissioun esou, dass deen éischten Entworf schonn exzellent war, an dee geschriwwenen an dee mëndlechen. Ech muss soen, villmools Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht!

Erlaabt mer, kuerz an dräi Wierder nach op de virleiende Gesetzesprojet anzegoen, mat deem mir eis engersäits konform setzen zum EU-Reglement an awer och de Besoine vun enger nohalteger Bëschgestioun Rechnung droen. Et ass, éischtens, eng Vereinfachung, zweetens gi mer eis duerch dat Gesetz méi Flexibilitéit, fir och der Multifonctionnalitéit vun eisem Bësch gerecht ze ginn. An dann hu mer, drëttens, och nach de Principe de précaution.

Ech si frou, hei ze héieren, datt vun alle Säiten dat heite begréisst gëtt. Ech soen Iech dofir Merci.

Fir kuerz ze äntwerten. Mir si ganz aktiv un deenen zwee Projeten um schaffen. Mir wäerten déi nach dëst Joer, dat eent, hat ech Iech an der Kommissioun scho gesot, d'Naturschutzgesetz, nach virun der Summervakanz, an dat anert da bis Enn vun dësem Joer versichen duerchzekréien. Natierlech schaffe mer esou schnell wéi et geet. Et muss een och soen, et waren nach net all d'Punkte gekläert, zumindest am Naturschutzgesetz, wéi mer ukomm sinn. Mir si ganz aktiv um schaffen a bréngen dat ganz schnell op de Wee.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Minister. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet 6609 a mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6609 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass eriwwer.

Mir hunn 59 Votanten an 59-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6609 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Claude Haagen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech froen d'Chamber, ob se d'accord ass, fir de Projet vum zweete Vote ze entbannen.

(Assentiment)

Villmools Merci.

Da gi mer iwwer zum leschte Projet fir haut den Owend, de Projet 6620, en Accord iwwert de Service International de Recherches. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo als ageschriwwe Riedner: den Här Wiseler an den Här Graas.

An d'Rapportrice, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol, huet direkt d'Wuert.

12. 6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 27. September d'lescht Joer huet den deemolege Premier Jean-Claude Juncker de Projet 6620, iwwert dee mer haut solle stëmmen, déposéiert.

Den 20. Januar dëst Joer huet dunn d'aussepolitesch Kommissioun mech zur Rapportrice bestëmmt. An der Réunioun vum 6. Februar hu mer an der Kommissioun iwwert de Projet de loi souwéi och iwwert den Avis vum Statsrot, dee vum 20. Dezember datéiert, diskutéiert. Mäi schréftleche Rapport, dee gouf dunn den 3. Mäerz ugeholl. An ech wäert Iech dann elo mäi mëndleche Rapport zum Projet de loi virdroen.

Schonn 1943, dat heescht nach während dem Zweete Weltkrich, gouf zu London beim Roude Kräiz e Bureau de recherches ageriicht, deen ugefaangen huet, Leit, déi vermësst goufen, ze enregistréieren an och Recherchen iwwert déi Persounen ze maachen. No an no, wéi déi Alliéiert déi däitsch Truppen an Europa zréckgedrängt hunn, sinn eng ganz Partie Dokumenter fonnt ginn iwwer Mënschen, déi deportéiert goufen, awer och iwwer Leit, déi a KZer waren, Krichsgefaangener a Leit, déi déplacéiert goufen.

D'Zil war et, déi Leit, déi vermësst goufen, ze sichen, dat mat Hëllef vun där Dokumentatioun, déi fonnt ginn ass, an déi huet ebe missen opbereet ginn, fir datt se och optimal konnt genotzt a verwäert ginn.

Natierlech ass et awer och drëms gaangen, fir Familljen erëm zesummenzeféieren, well et däerf een net vergiessen, datt och Kanner, zum Beispill op der Flucht, hir Elteren oder awer och ëmgedréint Elteren hir Kanner verluer haten. Et war also eng éischter humanitär Missioun, déi um Ursprong vun deem Bureau de recherches stoung, deen 1946 op Bad Arolsen, eng Stad hei vir am däitsche Bundesland Hessen, transféréiert gouf, wou e säit dem 1. Januar 1948 als Service International de Recherches, ofgekierzt SIR, funktionéiert.

1955 dunn, duerch d'Accorde vu Bonn, ass de SIR ënnert d'Autoritéit vun der Commission Internationale pour le Service International de Recherches gesat ginn. An d'Direktioun an d'Verwaltung vum SIR gi säitdeem vum Internationale Comité vum Roude Kräiz assuréiert.

Déi Accorde vu Bonn goufen tëschent néng Länner, nämlech der Belsch, Frankräich, der Bundesrepublik Däitschland, Israel, Italien, Lëtzebuerg, Holland, Groussbritannien an de Vereenegte Staten, ofgeschloss. All déi Länner sinn och an der internationaler Kommissioun vertrueden. Derbäi kommen nach Griichenland a Polen, déi méi spéit d'Accorde ratifizéiert hunn. An dann nach zwee Observateuren: d'Internationaalt Rout Kräiz an dat Héicht Kommissariat fir Flüchtlinge vun de Vereenten Natiounen, d'UNHCR also, déi mat do um Dësch sëtzen.

Et sief och nach gesot, datt d'Bundesrepublik Däitschland sech deemools engagéiert huet, de SIR ze finanzéieren, an datt dëst och no der Vereenegung vun Ost- a Westdäitschland de Fall bliwwen ass.

A wann ech bei Ost a West sinn, dann ass et och vläicht interessant, drop hinzeweisen, datt all déi Länner, déi nom Krich e kommunistesche Regime haten, net beim SIR matgemaach hunn. Jugoslawien huet zwar 1964 eng Demande gemaach gehat, fir derbäi ze sinn, mä déi gouf net vun der internationaler Kommissioun akzeptéiert. A Polen ass eréischt zënter dem Joer 2000 hei Member.

2007 sinn d'Accorde vu Bonn schonn eng Kéier geännert ginn. An hei zu Lëtzebuerg ass dann deenen Ännerungen duerch d'Gesetz vum 11. Juli zougestëmmt ginn. Duerch dee Vote deemools sinn d'Archive vum SIR fir Recherchezwecker opgaangen, well virdru war et nämlech esou, datt nëmmen d'Affer an hir Familljen Zougang zu deenen Dokumenter haten. A wéinst dëser neier Missioun, déi am Laf vun der Zäit ëmmer méi Plaz an der Aarbecht vum SIR ageholl huet, an duerch de Fait, datt den Internationale Comité vum Roude Kräiz décidéiert huet, sech aus der Gestioun vum SIR erauszezéien, ass et néideg ginn, en neie Cadre juridique fir de SIR ze schafen.

De Réckzuch vum Internationale Roude Kräiz ass iwwregens schonn effektiv, dat säit Enn 2012. No 57 Joer Aktivitéit also huet d'Rout Kräiz sech aus der Direktioun vum SIR zréckgezunn. Dëst, well se der Meenung waren, datt déi primär Missioun vum SIR, déi humanitär Missioun also, vun där ech virdru geschwat hunn, vill u Wichtegkeet verluer huet par rapport zum Volet vun der historescher Recherche.

D'Commission internationale ass séier zur Konklusioun komm, datt en neien Accord néideg wär, fir deene verännerte Realitéite Rechnung ze droen an d'Entwécklung vum SIR zu engem Centre de documentation et de recherche ze ënnerstëtzen. Gläichzäiteg war et awer néideg, och en neien institutionelle Partner ze fannen. 14 Réunioune waren néideg, fir dësen Accord, iwwert dee mer haut ofstëmme sollen, auszeschaffen. En ass dunn den 9. Dezember 2011 zu Berlin ënnerschriwwe ginn.

Deen neien Accord garantéiert nach ëmmer d'Poursuite vun de Missiounen, déi de SIR bis elo hat, erweidert a preziséiert dës awer am Beräich vun der Recherche. Deemno gehéiert zu de Missioune vum SIR d'Konservéieren, d'Préservéieren, d'Katalogiséieren an d'Indexéiere vun den Archiven an den Dokumenter, déi een am Besëtz huet am Zesummenhang ebe mat der Recherche vu vermësste Persounen, awer och fir d'historesch Recherche vun Drëtten oder vum SIR selwer, fir Erënnerungsaarbecht ze leeschten oder fir bei Geriichtsprozesser kënnen Hëllefstellung ze ginn.

A sengem zweeten Deel gesäit den Accord awer och vir, datt all Land, dat eng Demande mécht, eng Kopie vun den Archiven an den Dokumenter kritt. Dat ass allerdéngs net nei, et ass scho säit der Modifikatioun vun 2007 méiglech. Lëtzebuerg huet entre-temps och esou eng Demande gemaach an deemno eng elektronesch Kopie zur Verfügung gestallt kritt. De Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance géréiert dës Kopie dann.

Wat ass elo alles an deenen Archiven? Eng ganz Partie och fir eist Land interessant Donnéeën, Donnéeë vu Leit, déi a KZer waren an a Prisongen, Archiven am Zesummenhang mat den Aarbechtslageren, Donnéeën iwwer déplacéiert Persounen. Ënner déplacéiert Persounen, do versteet een „verschleppt Persounen". Et handelt sech hei ëm aacht bis néng Millioune Mënschen, déi an 2.500 Lageren ënnerbruecht waren an déi duerno erëm zréck an hir Heemechtslänner gaange sinn oder awer och an aner Länner ausgewandert sinn.

Derbäi kommen dann och nach Dokumenter, déi duerch d'Aarbecht vum SIR entstane sinn, wéi zum Beispill en zentrale Fichier mat Nimm; en Archiv, fir Kanner ze sichen, an d'Korrespondenz mat iwwerliewende Familljememberen an Affer och vum NS-Regime. Alles dat zesumme mécht net manner wéi Donnéeën iwwer 17 Millioune Persounen aus. Wesentlech ze ernimmen ass dann och, datt beim Accord nach en Accord de partenariat mam däitsche Bundesarchiv derbäi ass. D'Bundesarchiv ass zënter dem 1. Januar 2013 den neien institutionelle Partner vum SIR, an dat elo emol fir fënef Joer. Dat kann awer verlängert ginn.

Voilà, esou vill zum Inhalt vum Projet de loi. Wat seet de Conseil d'État dozou, zu deem Projet de loi, deen eigentlech nëmmen een Artikel huet? Ma eigentlech net vill, ausser datt e virschléit, den Intitulé vum Projet de loi méi prezis ze faassen, esou datt och dobäisteet, wou a wéini de Projet de loi, den Accord also, ënnerschriwwe gouf, genau wéi den Article unique, deen déi Prezisiounen och enthält. D'aussepolitesch Kommissioun huet sech där Propositioun gären ugeschloss.

Voilà, Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Aarbecht als Rapportrice wär deemno gemaach. Ech hoffen natierlech, datt mer dëse ganz interessante Projet elo kënnen unanime hei stëmmen.

Ech fir mäin Deel kann op alle Fall d'Zoustëmmung vun de Sozialiste ginn an ech soen Iech Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Rapportrice. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just fir och der Rapportrice Merci ze soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir hunn net nëmmen hei an der Chamber elo alles am Detail erkläert kritt, mir haten och eng ganz laang Kommissiounssëtzung, wou déi Responsabel vun der Administratioun eis wierklech all Detail flott erkläert hunn an eis dofir de Projet och mat all senge Konsequenzen duergeluecht hunn. An ech muss soen, et ass e gudde Projet, dee mer hei hunn, a mir ënnerstëtzen dee selbstverständlech als CSV-Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi huet u sech hei zwou ganz interessant Facetten: éischtens mécht en et méiglech, mënschlech Schicksaler aus dem Zweete Weltkrich opzeklären. An déi zweet Facette fannen ech awer mat Sécherheet genausou interessant: En erlaabt nämlech och, Messagë weiderzeginn un déi heiteg Gesellschaft. An ech wollt och kuerz vläicht op deen zweeten Aspekt do agoen.

Esou wéi et jo och am Projet de loi festgehalen ass, soll dee Projet hei derzou déngen, fir d'Mémoire collective u sech ze festegen, ze verbesseren. An dat ass och eng ganz wesentlech Aufgab. Et huet een nämlech heiansdo ëmmer méi d'Gefill, wéi wa besonnesch an eiser Zäit dat, wat am Zweete Weltkrich geschitt ass, ëmmer méi vergiess géif. Eng Mémoire collective ass natierlech eppes Selektives, ass eppes Subjektives, an dowéinst ass et och wichteg, datt ee fiabel historesch Fakten huet. An och wa mer den Negationismus wëlle bekämpfen - an dee muss bekämpft ginn -, da brauch een natierlech dofir verlässlech historesch Daten.

Dowéinst brauche mer, wéi gesot, wichteg Strukturen, fir am Fong geholl detailléiert kënnen déi Verbriechen aus dem Zweete Weltkrich opzeschaffen. Ech wëll hei virun allem och op ee ganz gutt Beispill hiweisen: Dat ass de Centre de documentation juive contemporaine vu Paräis, dee scho während dem Krich, mä virun allem och nom Krich eng enorm, akribesch Aarbecht geleescht huet, mam ganz positive Resultat, datt kee Geréngere wéi de Klaus Barbie konnt de 4. Juli 1987 condamnéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de 25. Mee elo Europawahle virun der Dier. Elo frot Der vläicht: Wou ass de Lien zwëschen den Europawahlen an dësem Projet de loi? Mä och do muss een awer hei ënnersträichen, datt déi Europawahlen aus menger Siicht hier eng vun deene wichtegste sinn, zënter datt mer d'Direktwahl vum Europaparlament aus dem Joer 1979 kennen, well wann dat nationalistescht Gedankegutt sollt do zum Duerchbroch kommen - a leider weise jo eng Rei Tendenzen dorobber hin -, da wäert d'Europäesch Unioun ouni Zweifel ganz schwéier Zäite viru sech hunn.

Dowéinst ass et ebe wichteg, datt een ëmmer erëm awer och virun allem drop hiweist, zu wat iwwerdriwwenen Nationalismus an enger Gesellschaft féiere kann. An och dëse Gesetzesprojet soll derzou déngen, fir, wéi gesot nach eng Kéier, deen Aspekt besonnesch ze ënnersträichen. Well Zougeknäpptheet no baussen an Intoleranz ass mat Sécherheet Nährbuedem genuch, fir zu ganz schwéieren Entwécklungen an eiser Gesellschaft ze féieren.

Zum Projet selwer ass awer vläicht nach ze soen, datt et wichteg ass, datt mer jo och als Lëtzebuerger Land eng elektronesch Kopie vun all deenen Donnéeën zur Verfügung hunn. Datt natierlech déi Privatsphär muss maximal geschützt ginn, ass och ganz evident.

Et ass u sech, an d'Madame Rapportrice, där ech och hei Merci soe fir deen ausféierlechen a gudde Rapport, huet dat schonn hei betount, wéi gesot, et ass ganz wichteg, datt déi Décisioun vum Mee 2010 elo hei ëmgesat gëtt, datt u sech déi Aarbecht, déi um Niveau vun deem Service do gemaach ginn ass, elo och fir historesch Recherche verstäerkt zur Verfügung gestallt gëtt, well historesch Recherche ass nach wie vor enorm wichteg.

Dofir ass et fir eis als DP selbstverständlech - an ech soen och näischt Neits hei, d'DP, déi jo mat Sécherheet déi Partei ass, déi besonnesch Verwuerzelungen huet zu deem, wat am Zweete Weltkrich geschitt ass -, datt se natierlech hannert deem Projet steet an och wäert hir Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Graas. Dann huet d'Wuert d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Merci der Rapportrice, a just ganz kuerz, fir d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet ze ginn.

M. le Président.- Merci. Dann als leschten agedroene Riedner den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Ech schléisse mech och ganz gär dem Merci un d'Rapportrice u fir hire ganz komplette Rapport. Just vläicht e puer Wierder. Ech soen och dem Här Graas Merci fir dat, wat hie gesot huet. Et ass ëmmer gutt, drun ze erënneren, datt dee Krich selbstverständlech och entstanen ass ënner anerem aus iwwerdriwwenem Nationalismus, niewent villen aneren Ursaachen, an datt et wichteg ass, och géint dee Rassismus an aner esou Erscheinungen opzetrieden, déi mat ursächlech un deene mënschlechen Dramata schëlleg waren, déi mer do kannt hunn.

Elo, wat deen heite Projet konkret ugeet, hu mer zwou Suergen, an déi adresséiere sech dann haaptsächlech un de Statsminister. An deenen Dokumenter, déi mer zur Verfügung hunn, stoung, datt déi relativ spéit Ratifizéierung ënner anerem doduerch bedéngt ass, datt net genuch Leit do waren, e Manque de personnel an engem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

Dat ass u sech net ze akzeptéieren. Et ass traureg, well dat heiten ass, wéi meng Virriedner et och betount hunn, eng wichteg historesch Aufgab an eng wichteg humanitär Aufgab, datt déi do Aarbecht seriö geholl gëtt, och vun enger Regierung, datt se mat Fläiss kann erleedegt ginn an datt déi zoustänneg Administratioune genuch Leit hunn, fir déi Aarbecht och kënnen ze erfëllen.

D'selwecht: Mir hunn 2016 an 2017 déi Lëtzebuerger Présidence vun deem Service International de Recherches, an ech mengen, mir fuerderen hei awer och den Här Statsminister an d'Regierung op, derfir ze suergen, datt déi Présidence kann ënner optimale Bedéngunge virbereet an duerchgezu ginn.

Dann ass eis och gesot ginn, a mir hunn dat an den Dokumenter kënnen noliesen, datt Lëtzebuerg nach ëmmer keen Archivgesetz huet.

Wann d'Regierung wëllt nolauschteren, dann...

(Interruption)

Dat ass ganz gutt, Här Statsminister, mä ech wollt Iech ebe froen: Déi Lacune, déi eben existéiert mam Archivgesetz, gedenkt d'Regierung, eis e Projet de loi an där Richtung dann ze presentéieren, datt déi Lacune ka gefëllt ginn?

A schlussendlech, de Statsrot hat awer e bëssche méi gesot, wéi d'Madame Dall'Agnol an hirem Rapport eis presentéiert huet, well de Statsrot hat iwwert den Artikel 7 vun deem Gesetz och de Wonsch ausgedréckt, datt déi Arrangementer, déi géife getraff ginn, bei deenen aneren Aufgabe vum SIR géifen am Mémorial publizéiert ginn. Och do ass meng Fro un d'Regierung: Wëllt Der där Opfuerderung vum Conseil d'État nokommen? Ech mengen, et ass am Interessi vun enger gudder Législatioun an engem Respekt awer virun der Constitutioun, fir dat dann och ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. An elo huet den Här Premier- a Statsminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech wëll och fir d'Éischt hei der Madame Dall'Agnol Merci soen als Rapportrice iwwert deen doten Text. Ech weess och dat, wat den Här Graas gesot huet ze schätzen, iwwert d'Wichtegkeet vum Souvenir, fir net ze vergiessen déi Atrocitéiten, déi am Zweete Weltkrich geschitt si vis-à-vis vu Minoritéiten, vis-à-vis vu Reliounen.

An et gehéiert zur Geschicht, déi an Europa geschitt ass, a wéi gesot ass et och wichteg, dass déi Geschicht net zerstéiert gëtt an déi Geschicht och analyséiert gëtt an dass een dorop zréckgräife kann. Justement, fir dass ni méi esou eppes geschitt, wéi et am Zweete Weltkrich geschitt ass!

Ech weess och, dass d'Rapportrice an hirer Qualitéit als Member vum Euromed-Parlament och haut kuckt, d'Vëlker méi no beieneenzebréngen, wat selbstverständlech och an deem heite Kontext ze ënnersträichen ass.

Här President, hei geet et drëms, den Accord, deen 2011 zu Berlin ënnerschriwwe ginn ass, an eis Gesetzgebung ze ratifiéieren. Et si Saache gesot ginn, déi ganz, ganz wichteg sinn. Et sinn eelef Memberen dran. Et sinn nach zwee Länner, déi net ënnerschriwwen hunn, sauf erreur de ma part, dat sinn d'Belsch a Lëtzebuerg. Dat sinn déi zwee, déi nach net ratifiéiert hunn. Doweinst ass et och ganz, ganz wichteg, virun allem wann ee weess, dass mer d'Presidentschaft an zwee Joer och wäerte kréien.

Den Här Kartheiser huet och prezis d'Fro gestallt, wéi et ass mat den Arrangementer, dass déi sollte publizéiert ginn. De Conseil d'État schreift och, hie géif dorop insistéieren. Déi Remarque wäert och am Service bei eis am Ministère weidergi ginn, fir dass selbstverständlech och dann de Respekt vis-à-vis vun der Norme législative gemaach gëtt.

Hei gëtt gesot, et wieren net genuch Leit an deem engen oder an deem anere Service. Fir eis ass et schonn immens wichteg, dass mer den SIR hunn, wou mer kënne justement drop zréckgräifen. Dir wësst jo, dass den SIR als Haaptmissiounen d'Conservatioun, d'Préservatioun, de Catalogage, d'Indexatioun huet an dass 75 Millioune Säiten do sinn! An dat concernéiert iwwer 17,5 Millioune Leit, déi do classifiéiert sinn, an dat gehéiert och säit Oktober 2013 jo zur Weltmémoire vun der Unesco. Dat sinn alles Fakten, déi een net soll vergiessen.

Dass elo net genuch Leit an deem engen oder an deem anere Service sinn: Ech muss lech just soen, dass ech gären hätt - an ech verstoppen et net - , an ech wäert mech och elo mat de verschiddenen Associatiounen, déi an deem Beräich täteg sinn, a mat de Servicer zesummesetzen, fir ze kucken op d'mannst, fir méi zesummenzeschaffen.

Dir wäert bei der Lag vun der Natioun méi Informatioune kréien, wéi dat soll fonctionnéieren. Mä fir mech gëtt et do nach Potenzial, fir méi zesummenzeschaffe bei deene verschiddenen Acteuren, déi do an deem Contexte historique och eng Missioun hunn. An ech wäert, wéi gesot, den 2. Abrëll bei der Lag vun der Natioun soen, wéi ech virgesinn hunn, déi nächst Méint och an deem dote Kontext méi Kohärenz ze ginn an och vläicht méi Unicitéit vis-à-vis vun deem engen an deem anere Service, dee mer hei hunn.

Ech si ganz frou, wa mer hei an dëser Chamber och eng Unanimitéit op esou Texter hunn. Dat beweist, dass mer eis bewosst sinn, wat geschitt ass. A wéi gesot, et ass net en Droit à l'histoire, et ass en Devoir d'histoire! Dee muss do sinn.

A wéi gesot - hei ass vill vun Europawahle geschwat ginn -, ech géif just drun erënneren, dass fir déi Wäerter, déi mir haut an Europa hunn, net wäit vun Europa Leit stierwen, well se un déi gleewen! An ech wier frou, dass mer dat net vergiessen, wéi eng Wäerter säit '57 duerch den Traité de Rome eis hei an den 28 Länner vun all dësen Atrocitéite préservéiert hunn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Statsminister. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun an ech géif zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6620 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Voilà, de Vote ass ofgeschloss.

Mat 60 Stëmmen ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot (par M. Claude Haagen), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech froen Iech dann nach eng Kéier, ob Der dermat d'accord sidd, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen.

(Assentiment)

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ass eis Sëtzung um Enn ukomm. Eis nächst Sëtzunge sinn den 18. an den 19. Mäerz, wou mer den 18. Mäerz hei am Haus de President vum Europaparlament empfänken hei am Plenum.

Ech wënschen Iech nach e schéinen Owend, Iech an de Leit, déi eis bis elo suivéiert hunn. Merci.

(Fin de la séance publique à 18.30 heures)

SÉANCE 10

MARDI,
18 MARS 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Séance publique de la Chambre des Députés à l'occasion de la visite officielle de Son Excellence Monsieur Martin Schulz, Président du Parlement européen

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

2. Discours de M. le Président

3. Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

4. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP

- M. Marc Angel - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

2) Question posée par le groupe politique CSV

- M. Claude Wiseler - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

3) Question posée par le groupe politique DP

- M. Eugène Berger - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

4) Question posée par la sensibilité politique ADR

- M. Fernand Kartheiser - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

5) Question posée par le groupe politique déi gréng

- M. Claude Adam - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk

- M. Justin Turpel - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

Prennent place dans les tribunes: Madame Astrid Lulling et Monsieur Charles Goerens, membres luxembourgeois du Parlement européen.

Dans la salle des séances publiques prennent place, outre les membres de la Chambre des Députés, les membres de la délégation de Son Excellence Monsieur Martin Schulz.

Au banc du Gouvernement se trouvent: Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre; Monsieur Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; Messieurs Romain Schneider, Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Madame Maggy Nagel, Messieurs Pierre Gramegna, Dan Kersch, Claude Meisch et Mesdames Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

Son Excellence Monsieur Martin Schulz gagne la salle des séances publiques et prend place à côté de Monsieur le Président Mars Di Bartolomeo, qui, à 14.42 heures, ouvre la séance publique et prononce le discours de bienvenue suivant:

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op.

2. Discours de M. le Président

Här President vum Europaparlament, léiwe Martin Schulz, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si ganz frou, fir de President vum Europaparlament haut bei eis begréissen ze kënnen. An ech géif, och wann e vill Lëtzebuergesch versteet, wann Der erlaabt, op Däitsch iwwergoen.

Zu diesem für die Europäische Union besonders wichtigen Zeitpunkt einen großen Europäer in unserer Mitte begrüßen zu dürfen, ist für uns eine große Ehre. Martin Schulz ist ein Nachbar: in Eschweiler bei Aachen geboren und aufgewachsen, war er über zehn Jahre in derselben Gegend auch Bürgermeister von Würselen.

Martin Schulz ist ein Europäer, der es geschafft hat, in Brüssel mit viel Engagement Einfluss zu gewinnen. Er stammt, wie auch wir Luxemburger, aus einer Grenzregion, wo man nicht nur in Richtung nationale Hauptstadt blickt, sondern auch über die Grenzen, um festzustellen, dass dort nicht alles anders ist. Ich denke, wir haben gerade deshalb dasselbe Selbstverständnis von Europa: ein Europa, das uns Frieden, Freiheit, Rechtsstaatlichkeit, Wohlstand und soziale Sicherheit gebracht hat. Werte, von denen Menschen außerhalb der EU oft nur träumen können.

Martin Schulz hat seit vielen Jahren dazu beigetragen, dass das Europaparlament von den Regierungen und der Kommission gehört wird, ganz besonders natürlich als dessen Präsident seit dem Jahre 2012.

Klar erkennbar ist in dieser Hinsicht auch die verbesserte Einbindung der nationalen Parlamente in den europäischen Entscheidungsprozess. Mit dem Lissabon-Vertrag können die nationalen Parlamente weitaus mehr Einfluss und Verantwortung im europäischen Entscheidungsprozess übernehmen, wenn sie es denn wollen.

Die Ausrede vieler Nationalpolitiker: „Das kommt von Brüssel, dagegen kann man nichts tun" hat also ausgedient. Wir können sehr wohl mitgestalten und mitentscheiden.

Die Luxemburger Abgeordnetenkammer hat dieses Recht genutzt und seit 2010 17 begründete Stellungnahmen im Rahmen der Kontrolle des Subsidiaritätsprinzips an die europäischen Institutionen gerichtet, die den nationalen Parlamenten das Recht einräumen, auf die EU-Gesetzgebung einzuwirken. Außerdem wurden in der gleichen Zeit 20 sogenannte „politische Stellungnahmen" nach Brüssel geschickt. Dieses Instrument hat für nationale Parlamente den Vorteil, einen noch breiteren inhaltlichen Beitrag zu den politischen Initiativen aus Brüssel leisten zu können.

Ich würde mir allerdings wünschen, dass die Netzwerke zwischen allen nationalen Parlamenten und zwischen unseren Parlamenten und dem Europaparlament verstärkt werden, im Sinne einer wirksamen parlamentarischen Arbeit, im Interesse des Gleichgewichts zwischen den Institutionen und einer besseren Kontrolle und Einflussnahme gegenüber Regierungen und EU-Kommission.

Die stärkere Einbindung der nationalen Parlamente soll nicht dazu dienen, die EU auszubremsen, sondern kann ihr ganz im Gegenteil zu größerer Legitimität verhelfen und sie dem Bürger wieder näher bringen. Und genau da wartet eine Herkulesarbeit auf uns. Denn ich fürchte, dass viele unserer Bürger Europa zurzeit nicht mehr so sehen, wie die Pioniere der Europäischen Union es erdacht haben.

Die Krise hat uns nicht nur vor ökonomische und finanzielle Probleme gestellt. Die zum Teil einseitigen Antworten auf die Krise haben darüber hinaus zu einem starken Vertrauensverlust unserer Bürger in die EU geführt und Millionen Menschen zu Arbeitslosen gemacht.

Ja, die EU hat mit einer beachtlichen Schnelligkeit auf die Krise reagiert, und das war gut so. Ich werde aber den Eindruck nicht los, dass die Krisenbewältigung zu einer neuen Gewichtung der Werte in der EU geführt hat und die Buchhaltermentalität das Soziale in eine Nebenrolle gedrängt hat. Dabei gehört das Binom, das Gleichgewicht zwischen dem Ökonomisch-Finanziellen und der Sozialpolitik, zu den Haupttrümpfen der Europäischen Union.

Ich bin davon überzeugt, dass Europa entweder seiner sozialen Berufung treu bleibt oder das Vertrauen seiner Bürger verspielt. Ou, en d'autres mots: Monsieur le Président, l'Europe restera une Europe sociale ou ne sera plus.

Europa kann nicht auf einem sozialen Trümmerhaufen aufgebaut werden. Und wir sollten damit aufhören, unsere Sozialsysteme einseitig als Kostenfaktor und Risikofaktor für die Staatshaushalte darzustellen.

Ja, Sozialpolitik ist teuer. Sie kostet, aber sie bringt auch einen unschätzbaren Mehrwert in Sachen Existenzsicherheit und Lebensqualität. Außerdem waren gute Sozialsysteme ein nicht zu unterschätzender Stabilisierungsfaktor während der Krise. Nicht zu vergessen, dass die sozialen Dienstleistungen in den Bereichen Gesundheit, Alterspflege und Kinderbetreuung einen regelrechten Jobmotor darstellen. Und qualitativ gute Arbeitsplätze sind das, was die Leute in Europa wohl am dringendsten brauchen!

Länder, die ihre Sozialsysteme trotz der Krise, oder besser, wegen der Krise nicht geschwächt haben, sind besser durch die schwierigen Zeiten gekommen und konnten soziale Frakturen verhindern.

Und deshalb, lieber Martin Schulz, würde ich mir wünschen, dass es in der Kommission, im Europäischen Rat zu einem Umdenken kommt und wir uns nicht mit Impaktstudien über die Konsequenzen der Sozialausgaben für die Haushalte der einzelnen Länder begnügen, sondern sie durch Impaktstudien über die negativen Konsequenzen einer blinden Austeritätspolitik für unsere Sozialsysteme und die so wichtige soziale Kohäsion ergänzen.

Das Argument, dass, gemäß EU-Vertrag, ECOFIN zum „core business" der EU gehört, die Sozialpolitik jedoch allein Sache der einzelnen Länder sei, lasse ich nicht gelten. Denn längst versucht ECOFIN zu diktieren, wie Altersvorsorge und Sozialpolitik in den einzelnen Ländern auszusehen haben.

Bei der bevorstehenden Europawahl muss es deshalb auch um die Wiederherstellung einer echten Partnerschaft zwischen Wirtschafts- und Finanzpolitik einerseits und anderseits Sozialpolitik gehen.

Vor dem Hintergrund einer beängstigenden Entwicklung von rechtsextremem Gedankengut, zunehmender Gewaltbereitschaft, von Fremdenhass, der durch eine Zweiklassengesellschaft gefördert wird, brauchen wir Perspektiven, mit denen wir unsere Bürger überzeugen können. Deshalb muss Europa für ein dauerhaftes Wachstum, Arbeit für unsere Jugend und unsere älteren Arbeitnehmer, Solidarität zwischen den Generationen und Toleranz stehen.

Da es gute Aussichten gibt, dass der nächste Kommissionspräsident heute neben mir oder vor mir sitzt, bin ich guter Hoffnung, dass dieser Wunsch den Weg nach Brüssel finden wird.

Dir Dammen an Dir Hären, Europa muss an deenen nächste Jore Wonner vollbréngen. Mä aneschters wéi Zauber a Wonner a Märercher verlaange politesch Wonner e permanenten Asaz, Iwwerzeegungskraaft an Ausdauer. D'Chamber wäert hiren Deel dozou bäidroen a sech sécher net manner, mä nach besser mat europäeschen Dossieren ausenanersetzen!

Merci Martin, dass du haut de Mëtte bei eis bass. An domat hues du d'Wuert. Wann ech dech dierft bieden, un d'Riednerpult ze goen. Ech halen der de Réck fräi.

(Hilarité)

3. Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Vielen Dank, Herr Präsident! Vielen Dank, meine Damen und Herren, für die Einladung, zu Ihnen sprechen zu dürfen. Das ist für mich eine außergewöhnliche Ehre, es ist für mich ein emotionaler Moment. Ich werde ihnen im Verlauf meiner Rede sagen, warum es für mich auch berührend ist, im Parlament dieses wunderbaren Landes reden zu dürfen.

Ich danke für die Einladung. Ich danke für die Aufmerksamkeit, die Sie mir entgegenbringen. Ich danke meinen Kolleginnen und Kollegen aus dem Europäischen Parlament, die den Weg hierher gefunden haben, Charles Goerens und Astrid Lulling, die ich auf der Tribüne sehe. Ich bin also nicht nur von einem mächtigen Präsidenten umgeben, der mir den Rücken freihält, sondern auch begleitet von zwei treuen Begleitern im Europaparlament.

Meine Damen und Herren, in der biografischen Einführung, die der Präsident der Abgeordnetenkammer hier vorgetragen hat, fällt der Name Eschweiler. Das ist in der Tat der Ort, die Stadt, in der ich geboren bin. Eschweiler war auch der Namensgeber für den Monopol-Steinkohlenunternehmer, der in der Aachener Region, wo ich zu Hause bin, die Schürfrechte besaß, nämlich der Eschweiler Bergwerks-Verein. Der Eschweiler Bergwerks-Verein war seit dem Jahre 1903 eine 100%ige Tochter der ARBED. „Die Luxemburger", so hieß es bei uns, „haben das Sagen."

Und ich bin als junger Bursche, wenn wir sonntags Ausflüge machten, nicht nur nach Belgien gefahren. Ich bin im Dreiländereck, also in dem Dreieck Aachen-Maastricht-Lüttich, geboren und aufgewachsen. Das ist vielleicht die europäisierteste Region, die es in Europa gibt, wo ich zu Hause bin - neben Luxemburg logischerweise.

Wir fuhren dann auch mit dem Fahrrad, wenn wir ins Ösling fuhren. Bis Wemperhardt sind es exakt 86 km vom Stadtzentrum Aachens. Und wenn wir ins Minette fuhren, hatten wir den Eindruck, zu Hause zu sein, weil da sah es genauso aus wie bei uns.

Ich fühle mich diesem Land in einer besonderen Art und Weise verbunden, weil ich ein Nachbar Luxemburgs war und bin. Aber ich fühle mich diesem Land auch in besonderer Weise verbunden als Präsident des Europäischen Parlaments.

Meine Damen und Herren, die Idee von Europa, die Idee, dass Staaten und Völker über Grenzen hinweg zusammenarbeiten, die Idee, dass wir gemeinsame Organe gebildet haben nach dem Zweiten Weltkrieg, in denen die Nationen, weil sie diese Institutionen bilden, sich einen Rahmen geschaffen haben, der ihnen dient, einen fairen Interessenausgleich zu finden, obwohl die Ausgangslagen der einzelnen Nationen sehr heterogen sind, die Grundvoraussetzungen der Länder sehr unterschiedlich sind, die Tatsache, dass es gelungen ist, dass Staaten und Völker über Grenzen hinweg in gemeinsamen Organen kooperieren, hat zu einer Philosophie geführt, die ich für ein großes europäisches Erbe heute schon halte: nämlich, dass zwischen Staaten und Nationen die Stärke des Rechts regiert und nicht, wie wir an unseren Grenzen in diesen Stunden sehen, das Recht des Stärkeren!

Die Tatsache, dass wir es als Europäerinnen und Europäer geschafft haben, eine Wertegemeinschaft zu bilden, in der die nationale Demokratie, die der Ausdruck der Volkssouveränität im Parlamentarismus ist, ergänzt wird durch eine transnationale Demokratie, die übrigens ihren Ausgangspunkt nahm - deshalb freue ich mich, dass Anne Brasseur auch hier ist - in der Parlamentarischen Versammlung des Europarats - der Europarat und seine Parlamentarische Versammlung waren das Kernstück dieser sich entwickelnden transnationalen Demokratie, in der wir als Europäisches Parlament später hinzugekommen sind -, die Tatsache, dass wir diese transnationale Demokratie additiv zur nationalen Demokratie hinzufügen, dort wo sich diese Nationen und Staaten, die über die Grenzen hinweg zusammenarbeiten, gemeinsame Organe geben, um eben auch ihr Handeln demokratisch und parlamentarisch zu legitimieren, das, meine Damen und Herren, ist ein Fortschritt, den es nur in Europa gibt. Den gibt es in keinem anderen Teil der Welt!

Das Problem von uns Europäerinnen und Europäern ist, dass uns das in zunehmendem Maße als nichts wert erscheint!

Die Menschen, die auf dem Maidan-Platz demonstriert haben, viele von denen, die gestorben sind, haben die Flagge der Europäischen Union geschwenkt. Sie haben sie geschwenkt, weil wir Werte genießen, an jedem Tag, für die diese Leute ihr Leben eingesetzt haben: die Meinungsfreiheit, die Pressefreiheit, unsere unveräußerlichen individuellen Grundrechte, das Wahlrecht, das Recht, Parteien zu bilden, das Streikrecht, unsere sozialen und ökologischen Grundrechte, die Waffengleichheit vor Gericht, der Instanzenzug, ein Leben in Würde auch im Alter, die Ächtung der Kinderarbeit, das Verbot der Folter, die Abschaffung der Todesstrafe. Meine Damen und Herren, das klingt für uns alles so fremd, weil wir es nicht fürchten müssen.

Ich war gestern in Wien, wo mir die Präsidentin des österreichischen Nationalrates anlässlich einer Gedenkfeier zum 100-jährigen Beginn des Ersten Weltkrieges gesagt hat: „Bregenz ist von Wien weiter weg als die ukrainische Grenze."

Meine Damen und Herren, wir haben in Europa etwas geschaffen, was uns viel wert sein sollte, nämlich ein Immunsystem gegen Krieg. Das Immunsystem ist, dass durch die Staaten und Völker, die grenzüberschreitend kooperieren - ökologisch, ökonomisch, sozial, wirtschaftlich, politisch -, wir den Krieg unter uns so gut wie unmöglich gemacht haben. Wir haben ihn aber nicht zum Verschwinden gebracht. Er existiert immer, wie wir gerade sehen können. Deshalb warne ich alle diejenigen davor, die sagen: „Wir müssen nicht mehr über diese Gefahren reden, wir haben doch die EU", andersherum zu denken: Weil wir die EU haben, müssen wir nicht mehr über diese Gefahren reden.

Und deshalb bin ich in einem Land und in dem Parlament eines Landes, das für die EU von entscheidender Bedeutung ist. Luxemburg ist ein Gründungsstaat der Europäischen Gemeinschaft. Es waren Bürgerinnen und Bürger, Männer und Frauen dieses Landes, die den mutigen Schritt machten, diese Idee zu verwirklichen.

Und wo immer ich in Europa bin, Herr Präsident, meine Damen und Herren, werden die Menschen, wenn ich mit ihnen rede, nach wenigen Minuten nachdenklich und sagen: „Ja, die Idee ist unbestritten. Du hast recht."

Aber ich stelle auch fest, dass es immer mehr Menschen gibt, die die Idee nicht mit der EU verbinden in dem Zustand, in dem sie heute ist. Und deshalb dürfen wir uns nicht auf unseren Lorbeeren ausruhen und nur in die Vergangenheit schauen, sondern wir müssen auch in die Zukunft schauen. Und eine Zukunft, die wir in Europa bauen wollen, die muss drei Dinge beinhalten: Die Menschen müssen das Gefühl haben, dass es gerecht auf diesem Kontinent zugeht. Viele haben das Gefühl, es geht nicht gerecht zu.

Banken machen enorme Profite und zahlen keine Steuern. Und machen sie enorme Verluste, müssen die Steuerzahler für sie zahlen. Und die Kinder dieser Steuerzahler sind in vielen Ländern arbeitslos. Das bringt nicht das Gefühl von Gerechtigkeit. Dagegen müssen wir etwas tun.

Das Zweite ist: Wir müssen, da, wo Reformen nötig sind, den Menschen die Chance geben, die Reformen zu verkraften. Und ich rede, wenn ich von Reformen rede, vom Wandel, der überall notwendig ist. Der ist auch in Ihrem Land notwendig. Und ich bin hier, weil ich ja als jemand bekannt bin, der sich nicht scheut, auch an prestigeträchtigen Plätzen unangenehme Dinge anzusprechen.

Die Finanzindustrie in Europa ist in einem Wechsel begriffen und muss Regeln unterworfen werden! Sie sind ein bedeutender Finanzplatz. Aber ich, und deshalb komme ich auf meine Biographie zurück, war auch elf Jahre Bürgermeister einer Montanstadt, die nach 800 Jahren Bergbau 40 Jahre brauchte, um ihre innere Struktur zu verändern. Ich weiß, dass man in einem Land wie Ihrem, in dem die Finanzindustrie einen bedeutenden Beitrag zur Wohlfahrt dieses Landes leistet, nicht von einem Tag auf den anderen die Dinge verändern kann.

Ein Land braucht, auch wenn diese Dinge verändert werden müssen, Zeit. Ihr Land auch. Deshalb begrüße ich ausdrücklich die Schritte, die jetzt unternommen werden von der Regierung in Richtung auf veränderte Transparenz, auf veränderte Maßnahmen in der Ordnung im Steuerwesen.

Aber ich garantiere Ihnen auch umgekehrt, dass ich zu denen gehöre, die den europäischen Organen sagen: Überfordert auch ein Land und seine Bevölkerung nicht und gebt denjenigen, die Verantwortung tragen, im Parlament und in der Regierung, die Zeit, die sie brauchen, um die entsprechenden Veränderungen vorzunehmen.

Und dann will ich Ihnen zum Abschluss etwas Drittes sagen: Wir alle tragen gemeinsam Verantwortung für diesen Kontinent. Und wenn Sie mir gestatten, dass ich noch einmal auf mein eigenes Leben zurückblicke - und ich hoffe, dass ich noch lange Zeit nach vorne blicken kann -: Die Opfer, die von der Generation meiner Eltern in Europa verlangt wurden, die waren ungeheuer!

Die Nachkriegsgeneration, auch in diesem Land, bekam von ihrer Regierung gesagt, dass sie länger arbeiten müsste und weniger Geld bekäme, dass der Staat weniger Leistungen für sie erbringt und sie dafür bezahlen müsste, dass sie vielleicht höhere Steuern zu zahlen hätte und höhere Abgaben, aber es gab weniger Urlaub. Und das war nicht nur in meinem Land, nicht nur in Luxemburg so. Das war fast überall in Europa so.

Warum hat diese Generation all diese Opfer gebracht ohne Murren? Weil die Regierungen ihnen sagten: „Es ist für eure Kinder."

Und sichtbar war es für uns! Wenn ich mein Leben vergleiche mit dem Leben meiner Eltern: Mein Vater war 60 Jahre alt, als er zum ersten Mal in seinem Leben Urlaub machen konnte!

Nun ist meine Generation, unsere Generation in der Verantwortung. Und wir verlangen überall in Europa Opfer von Eltern: dass sie weniger verdienen, dass sie länger arbeiten müssen, dass sie später in Rente gehen können, dass sie höhere Beiträge bezahlen müssen, dass sie weniger staatliche Leistungen bekommen. Und wofür? Um Banken zu retten!

Meine Damen und Herren, das geht an die Kernsubstanz der Bereitschaft von Menschen, für die Idee einzustehen. Es geht an den Vertrauensverlust.

Wir müssen dieses Vertrauen zurückgewinnen, egal wo. Sie im luxemburgischen Parlament, wir im Europäischen Parlament. Aber egal wo, geht es um eines: Wenn wir es nicht mehr schaffen, den Menschen glaubwürdig zu vermitteln, dass ihr persönliches, individuelles Schicksal das Leitmotiv unseres nationalen und europäischen Handelns ist, dann geht Europa schwierigen Zeiten entgegen.

Deshalb: In Luxemburg ist dieses Bewusstsein, das weiß ich, ich lese die Presse dieses Landes jeden Tag - es ist nicht immer vergnügungssteuerpflichtig, sie zu lesen, aber das ist es in keinem Land -, aber quer über fast alle Fraktions- und Parteigrenzen hinweg ist dieses Bewusstsein, dass, wenn uns das nicht gelingt, Europa in Gefahr gerät, vorhanden.

Weil Sie, das weiß ich, wissen: Ohne Europa sind wir im 21. Jahrhundert nicht mehr in der Lage, unseren Auftrag zu erfüllen, nämlich den Schutz der einzelnen Menschen und ihrer individuellen Rechte, nationalstaatlich oder europäisch, zu garantieren. Deshalb bin ich glücklich, in einem Parlament sprechen zu dürfen, in dem ich weiß, dass dieser Geist Regierung und Opposition beseelt.

Vielen Dank!

(Applaudissements)

M. le Président.- Vielen Dank, Martin Schulz. Wie Sie sehen, ist das Interesse für europäische Fragen in diesem Parlament sehr groß. Das Parlament ist vollzählig und die Kollegen der Regierung sind auch fast vollzählig, wenn man von den Regierungsvertretern absieht, die auf anderer Mission sind. Ich bin sehr froh darüber, denn europäische Fragen gehören in dieses Haus und gehören in diesem Haus intensivst diskutiert.

Martin Schulz wird jetzt auf die Fragen der Kollegen der verschiedenen Fraktionen antworten. Als Erstes werde ich dem Präsidenten des Auswärtigen Ausschusses, Marc Angel, das Wort geben für die erste Frage. Martin Schulz kann ohne Weiteres von hier oben aus antworten. Ich werde ihm dann die Mikrofone rüberreichen.

Marc Angel hat das Wort.

4. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP

M. Marc Angel *(LSAP).*- Sehr geehrter Herr Präsident des Europäischen Parlaments, lieber Martin Schulz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Nationalistische - und damit in der Regel verbunden -, europafeindliche politische Gruppierungen und Parteien gewinnen seit einiger Zeit an Zulauf. Angesichts dieser wachsenden populistischen und extremistischen Tendenzen hier in Europa stellt sich die Frage, wie den Bürgern der Nutzen und die Vorzüge des europäischen Einigungswerkes wieder nähergebracht werden können.

Und da wollte ich wissen: Welche Rolle spielt das Europäische Parlament bei der Vermittlung der EU-Politiken? Und welchen Beitrag können wir Ihrer Meinung nach als nationales Parlament in diesem Zusammenhang leisten?

Vielen Dank!

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ich glaube, dass wir gut beraten sind, Herr Kollege, wenn wir nicht jeden, der eine Kritik an der Europäischen Union übt, a priori als Anti-Europäer bezeichnen oder als Euroskeptiker. Ich habe ja in meinen Ausführungen auch versucht darzustellen, dass es sehr wohl eine Menge Menschen gibt, die vom Grundsatz her der Idee Europas gegenüber positiv eingestellt sind, aber den Eindruck haben, dass die Europäische Union dem Anspruch dieser Idee nicht gerecht wird, dass die Form und der Inhalt nicht zusammenpassen.

Europa wird von vielen Menschen als eine anonyme Macht wahrgenommen, die in ihren Alltag eingreift, wo aber sie selbst auf diese Macht keinen Einfluss haben. Und dann gibt es ein großes Maß an Verzweiflung und Hoffnungslosigkeit, das unter den Menschen herrscht. Und diese Verzweiflung und Hoffnungslosigkeit muss man ernst nehmen.

Und ganz viele Leute haben in Europa, das müssen wir selbstkritisch feststellen, den Eindruck, wir nähmen das nicht ernst, wir nähmen sie nicht ernst! Und diese Menschen sind, wenn sie sich allein und im Stich gelassen fühlen, relativ schnell bereit, dann auch ihre Stimme radikalen Leuten zu geben, die ja in der Regel sehr einfache Lösungen anbieten, ohne dass sie selbst die Verpflichtung übernehmen, zu sagen, wie denn die komplexen Probleme verbessert werden können.

Das erleben wir ja allerorten. Und das ist übrigens auch nicht im politischen Spektrum nur einseitig angesiedelt, das gibt es überall.

Deshalb glaube ich, der beste Weg, um die Leute von der Abwendung von der Demokratie, der Abwendung von der transnationalen Demokratie abzuhalten, ist der offene Wettbewerb von Konzepten und Personen um bessere Lösungen, und wenn das verbunden wird mit einer glaubwürdigen Strategie, die dazu führt, dass Leute den Eindruck haben: Die kümmern sich wieder um das individuelle Schicksal.

Ich mache es mal am praktischen Beispiel: Wir haben uns alle angewöhnt, nur über Milliarden zu reden. Das sind mal 30 Milliarden hier, dann sind es mal 100 Milliarden da. Dann sind es mal 15 Milliarden hier, dann brauchen wir

noch mal schnell 700 Milliarden, um unser Währungs- und Bankensystem zu stabilisieren. Seien Sie mir nicht böse, Herr Kollege: Eine Million Euro ist für mich viel Geld! Ich unterstelle mal, für Sie auch.

Tausend Euro sind für die meisten unserer Mitbürgerinnen und Mitbürger extrem viel Geld. Wir aber reden alle nur in Milliarden - wir können gar nicht anders. Aber wir müssen vorsichtig sein, nicht den Bezug zum Alltagsleben unserer Wählerinnen und Wähler zu verlieren. Für die sind nämlich die tausend Euro wichtig.

Und ich glaube, wenn wir es schaffen, als Politikerinnen und Politiker wieder stärker den Fokus darauf zu legen, dass wir verpflichtet sind zu sagen, was wir tun, und anschließend zu tun, was wir gesagt haben, dann gewinnen wir Vertrauen zurück, und das ist der beste Weg gegen Extremismus.

M. le Président.- Vielen Dank. Claude Wiseler von der CSV-Fraktion wird Ihnen die nächste Frage stellen. Claude Wiseler hat das Wort.

2) Question posée par le groupe politique CSV

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Vielen Dank, Herr Präsident. Herr Präsident des Europaparlamentes, wie Sie wissen, ist für uns Luxemburger der Sozialdialog ein wesentliches Instrument, das wir in den letzten Jahrzehnten oft und erfolgreich angewandt haben, auch wenn seit Beginn der Finanzkrise dieses Instrument einige Schrammen abbekommen hat.

Kein anderes Instrument als der Sozialdialog kann den sozialen Frieden nachhaltig absichern.

Der Sozialdialog ist ebenfalls ein wichtiger Teil der Sozialpolitik der Europäischen Union. Wie Sie wissen, findet er seine Rechtsgrundlage im Vertrag über die Arbeitsweise der EU, der neben dem EU-Vertrag einer der Gründungsverträge der Europäischen Union ist.

Das Europäische Parlament spricht sich auch oft für den Sozialdialog aus. Es bleibt, dass es an Sozialdialog innerhalb der EU mangelt. Die Erwartungen der Bürgerinnen und Bürger sind aber bezüglich der sozialen Gerechtigkeit groß.

Meine Frage ist, erstens: Was hat die EU, allen voran das Europäische Parlament, getan, um den Sozialdialog innerhalb der EU zu fördern? Was soll das EU-Parlament tun, damit der Aufruf nach mehr Sozialdialog in den einzelnen Ländern auch tatsächlich umgesetzt wird?

Anders ausgedrückt: Wie kann das EU-Parlament dafür sorgen, dass es zu mehr als nur einer Förderung des Sozialdialogs kommt, sondern dass dieser bewusst in jedem EU-Mitgliedstaat konkret Einzug findet?

Was für neue oder zusätzliche Mittel braucht das EU-Parlament, um den Sozialdialog konkret in allen EU-Mitgliedstaaten zu stärken?

Ich danke Ihnen für Ihre Antworten.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Vielen Dank für Ihre Frage. Das Europäische Parlament hat in unzähligen Resolutionen - ich glaube, das wissen Sie so gut wie ich - die Frage, die Sie gestellt haben, behandelt. Und es gibt, übrigens quer über alle Fraktionsgrenzen hinweg, mit überwältigenden Mehrheiten im Europäischen Parlament eine ausdrückliche Befürwortung der Institutionalisierung des Sozialdialogs, die wir partiell in den EU-Verträgen, nur partiell, verwirklicht haben und bei der wir im Rahmen der Sozialpartnerschaft, übrigens auch des Verständnisses von sozialer Marktwirtschaft und damit verbundener Sozialpartnerschaft - eines in den Mitgliedstaaten sehr unterschiedlichen Verständnisses - als Europaparlament bis dato nicht so weit gekommen sind, dass wir zu auch nur annähernd gleicher Betrachtung auf der nationalstaatlichen Ebene gekommen wären.

Das liegt zum einen an der Kompetenzordnung. Es liegt zum anderen aber auch an politischen Strukturen und Mehrheiten. Da muss man offen sein, dass man das hier so sagt.

Der größte Erfolg, den das Europäische Parlament meiner Meinung nach aber in der praktischen Umsetzung seiner eigenen Ansprüche erzielt hat, war die interinstitutionelle Vereinbarung, die wir bei der Einsetzung der zweiten Kommission Barroso erreicht haben, dass wir nämlich die Kommission, zumindest auf dem Papier, verpflichteten, und der Europäische Rat nach zögerlichen Anfängen am Ende akzeptiert hat, dass Barroso in der interinstitutionellen Vereinbarung das sogenannte „social impact assessment", also die soziale Folgenabschätzung, vor Initiativ-Werden der Kommission als eine verpflichtende Vereinbarung mit dem Europäischen Parlament festgelegt hat.

Das hat im Verlauf der fünf Jahre, ich sage mal, „an Intensität verloren" und nachgelassen, weil es auch überlagert wurde von anderen Themen. Aber die Tatsache, dass wir es schafften, zu Beginn die Kommission darauf zu verpflichten, dass sie die sozialen Folgen ihres Handelns abschätzen muss, bevor sie tätig wird, war meiner Meinung nach einer der ganz großen Schritte.

Ich war in einer anderen Funktion an den Verhandlungen damals intensiv beteiligt. Und ich kann Ihnen sagen, dass das Bewusstsein für den sozialen Dialog - das habe ich damals gemerkt - im Europäischen Parlament deutlich höher ausgeprägt ist als auf mancher nationalen Ebene. Die Sozialpartnerschaft ist in manchen Ländern verfassungsmäßig verankert - in meinem Heimatland. In anderen Ländern ist sie ein Fremdwort, das muss man leider so offen sagen!

Was ist zu tun? Das ist der nächste Teil Ihrer Frage gewesen. Ich hätte jetzt natürlich… Es wäre fast verführerisch, intensiv jetzt in diese Diskussion „Was liegt vor uns in den nächsten Wochen und Monaten?" einzusteigen. Das tue ich aber aus bekannten Gründen nicht, sondern sage nur: Ich hoffe, dass, wie auch immer das nächste Parlament zusammengesetzt wird und die nächste Kommission, sie der Sozialpartnerschaft und dem sozialen Dialog einen höheren Stellenwert einräumen. Ich bin ziemlich sicher, dass das der Fall sein wird.

M. le Président.- Danke, Martin Schulz. Claude Wiseler ist übrigens beigeordneter Fraktionschef der CSV. Die nächste Frage kommt vom Fraktionschef der Liberalen, der DP, Eugène Berger. Herr Berger hat das Wort.

3) Question posée par le groupe politique DP

M. Eugène Berger *(DP).*- Herr Präsident des Europaparlaments, vielen Dank für Ihre Rede. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, in den vergangenen Jahren wurden auch aufgrund der Wirtschafts- und Finanzkrise immer mehr Entscheidungen innerhalb der Europäischen Union hinter verschlossenen Türen und zulasten der Gemeinschaftsmethode getroffen. Dieses Vorgehen hat nicht zuletzt auch dazu geführt, dass das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in die europäischen Institutionen immer weiter abgenommen hat.

Deshalb meine Frage: Wie gedenken Sie vorzugehen, damit in Zukunft die Entscheidungsprozesse innerhalb der EU wieder transparenter und verstärkt nach den Prinzipien der Gemeinschaftsmethode ablaufen?

Danke.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Das ist keine unkomplizierte Frage, die Sie mir gestellt haben. Die Gegenüberstellung der Gemeinschaftsmethode und der „Unionsmethode", wie sie so genannt wurde, hat der deutsche Philosoph Jürgen Habermas einmal beschrieben mit dem Satz, es gäbe eine Selbstermächtigung des Europäischen Rates.

Das heißt, wir haben im Rahmen der von Ihnen beschriebenen Wirtschaftskrise eine Entwicklung erlebt, dass unter dem Druck der tatsächlichen Verhältnisse Regierungschefs, vielleicht manchmal auch ein bisschen neben den tatsächlichen Vertragsstrukturen, Entscheidungen auf ihre Ebene gezogen haben und sie getroffen haben - sie auch so treffen mussten, weil es dazu keine Alternative gab, ohne großen Schaden in Kauf zu nehmen. Also, sozusagen im Wege der Abwehr von großem Schaden.

Das kann man eine Zeit lang hinnehmen. Aber man kann nicht aus der Ausnahme die Regel machen. Und deshalb glaube ich, dass die Zurückkehr zur Gemeinschaftsmethode heißt, dass es für die Zuständigkeit bei der Aufgabenerfüllung, die auf die Gemeinschaft übertragen ist, dass es die Gemeinschaftsorgane sind, die dafür auch Verantwortung tragen. Die Rückkehr zu dieser Methode ist meiner Meinung nach zwingend erforderlich! Das wird sogar jeder Regierungschef im Europäischen Rat - das unterstelle ich mal - sofort unterschreiben, mit dem Satz: „Ja, aber wir, der Europäische Rat der Staats- und Regierungschefs, sind ja auch ein Gemeinschaftsorgan!"

Die entscheidende Frage ist: Wie betten wir den Europäischen Rat, der nämlich ein gemischtes Gremium ist aus den Regierungschefs der Mitgliedstaaten, deren Hauptaufgabe in ihrem Eigenbild - jedenfalls nach meinem Gefühl - sehr häufig die Wahrnehmung ihrer spezifischen nationalen Interessen ist, der aber nach meinem Eindruck auf der anderen Seite als Organ eine organschaftliche Stellung in der EU zur Aufgabenerfüllung in der EU hat - wie kriegen wir diesen spürbaren inneren Widerspruch beim Handeln des Europäischen Rates aufgelöst?

Wie schaffen wir es, dass die meisten Regierungschefs nicht nach Brüssel reisen mit dem Ansatz: „Ich bin hier, um die Interessen meines Landes zu verteidigen", was nämlich insinuiert, sie würden angegriffen, sondern nach Brüssel kommen mit der Maßgabe: „Ich bin da, um in der Gemeinschaft Lösungen zu finden." Wenn das der Fall wäre, wenn das der Geist wäre, dann wären wir ein Schritt weiter, nämlich, dass die Gemeinschaftsmethode auch den Europäischen Rat der Staats- und Regierungschefs beinhaltet, und sie sich zu dieser Gemeinschaftsmethode bekennen würden.

Dazu ist es noch ein kleiner Schritt. Aber ich habe Ihrer Fragestellung auch entnommen, dass Sie und Ihre Fraktion die Gemeinschaftsmethode für die bessere halten, und da, wenn ich das richtig sehe, der Regierungschef dieses Landes aus Ihren Reihen kommt, ist das ja für ihn relativ einfach, diesen Widerspruch zumindest für sich aufzulösen.

(Hilarité)

M. le Président.- Da wir bei der Fragestellung abwechselnd Mehrheits- und Oppositionsbänke zum Zuge kommen lassen, kommt die nächste Frage von Herrn Fernand Kartheiser, Vertreter der ADR. Herr Kartheiser, Sie haben das Wort.

4) Question posée par le groupe politique ADR

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Sehr geehrter Herr Präsident des Europaparlaments, bis zum heutigen Tag gibt es 24 Amtssprachen in der Europäischen Union. Daneben gibt es noch Abkommen mit Spanien betreffend die Benutzung - damit ich keine vergesse - der baskischen, katalanischen und galicischen Sprache sowie mit dem Vereinigten Königreich betreffend die walisische und schottische Sprache.

Nun ist es so, dass Luxemburgisch die Nationalsprache des Großherzogtums Luxemburg ist sowie, neben Französisch und Deutsch, eine der drei Verwaltungssprachen des Landes.

Sowohl das Europäische Parlament als auch der Ministerrat haben ihre Verpflichtung zur Förderung der Mehrsprachigkeit in der Europäischen Union aktenkundig gemacht. Und bemerkenswert sind, in unseren Augen, die Bestimmungen des Ministerrates vom Juni 2005, der Bestimmungen vorgesehen hat, die keine zwingende Übersetzung aller Rechtsinstrumente der Union in alle betroffenen Sprachen vorsehen. Und wir denken, dass eine solche Lösung auch für Luxemburg, für Luxemburgisch vorstellbar wäre.

Deshalb wollten wir Ihnen die Frage stellen, wie Sie sich zum Gebrauch der luxemburgischen Sprache innerhalb der europäischen Institutionen stellen, ob Sie da auch mit berücksichtigen, dass das Europäische Parlament ausdrücklich technische und haushaltsbezogene Argumente gegen die Verwendung mehrerer Sprachen oder zur Reduzierung der Sprachen ausgeschlossen hat.

Und insbesondere auch: wie Sie sich dazu stellen würden, wenn die luxemburgische Regierung einen Antrag stellte, um Luxemburgisch gemäß den Bestimmungen von 2005 innerhalb der europäischen Institutionen zu fördern, ob Sie einen solchen Antrag dann auch unterstützen und fördern würden.

Vielen Dank!

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ja, dat, Här Deputéierten, muss Är Regierung selwer décidéieren, wa se dat wëllt.

(Hilarité générale)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Dat war awer net d'Fro.

(Hilarité)

Une voix.- Gutt Äntwert!

(Hilarité, brouhaha et applaudissements)

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Wenn der Antrag gestellt würde, müsste ich mich damit befassen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ja.

(Hilarité)

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ich… Seien Sie mir nicht böse, ich überlasse das dem Hohen Haus. Mir würde es nichts ausmachen. Also, ich kann damit leben, aber…

M. le Président.- Er versteht Luxemburgisch. An e schwätzt et och.

Une voix.- Nächste Frage!

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ich fand es immer großartig, dass wir diese Sprachenvielfalt haben. „Lëtzebuergesch" ist eine wunderbare Sprache. Da haben Sie recht. Die Sprachenvielfalt der Europäischen Union ist auch ein großer Beitrag zu unserem kulturellen Reichtum. Da haben Sie auch recht.

Aber ich habe den Eindruck - wenn ich EU und Luxemburg miteinander vergleiche -, das Großherzogtum profitiert von der Europäischen Union, auch ohne dass in der EU „Lëtzebuergesch" Amtssprache ist. Ich hatte den Eindruck, dass, ganz im Gegenteil, die Großherzigkeit, mit der bis dato mit dieser Frage umgegangen worden ist, uns sehr geholfen hat.

Übrigens, wenn ich Ihnen hier sagen müsste, welche Schwierigkeiten ich als Präsident des Parlaments mit den von Ihnen aufgeworfenen Sprachen habe und was dahinter für ein ideologischer Sprengsatz sitzt, der mit Europa nicht das Geringste zu tun hat,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- …dann würde ich es bevorzugen, dass wir diese Debatte jetzt vielleicht nicht vertiefen.

M. le Président.- Danke, Herr Präsident. Als nächste Frage steht die Frage von Herrn Claude Adam von der Fraktion der Grünen an. Herr Adam, Sie haben das Wort.

5) Question posée par le groupe politique déi gréng

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Danke, Herr Präsident. Herr Präsident des Europaparlaments, sehr geehrter Herr Schulz, letzte Woche fand in Brüssel die vierte Verhandlungsrunde zur Transatlantischen Handels- und Investitionspartnerschaft, auch unter dem Kürzel TTIP bekannt, statt. Dieses Abkommen wird die Rechte der europäischen Verbraucher, Umweltschutz- und Gesundheitsstandards, kleine landwirtschaftliche Betriebe und unseren Rechtsstaat direkt betreffen.

Das betonte auch der EU-Chefunterhändler, der erklärte, dass 80% des Abkommens Regeln beträfen, die Menschen vor Risiken im Bereich Gesundheit, Sicherheit, Umwelt, Finanzen und Datenschutz schützen. Die Zeitung „Financial Times" erklärte, das Ziel der USA bestehe vor allem darin, mehr Einfluss auf die Festlegung der EU-Regeln zu nehmen. Und Kommissar De Gucht hat dies nicht zurückgewiesen.

Nach meinen Informationen kommen die Verhandlungen nur schwer voran. Und die EU-Position ist eine rein defensive Position. Es geht um sehr viel bei diesen Verhandlungen. Dennoch ist die Öffentlichkeit in der EU weitgehend schlecht informiert über den Verhandlungsstand, weil bislang völlige Intransparenz herrschte.

Sie haben im Europaparlament bereits im Bereich der Transparenz nachgebessert und einen Koordinationsrat zur TTIP ins Leben gerufen. Damit ist der Kreis der Informierten bereits erheblich erweitert worden.

Sind Sie nicht auch der Ansicht, dass die Verhandlungstexte zur TTIP den Bürgerinnen und Bürgern prinzipiell auch direkt zugänglich sein sollten, beispielsweise über eine Veröffentlichung auf der Website der EU-Kommission, und auch öffentlich zusammen mit den interessierten Bürgerinnen und Bürgern und Organisationen diskutiert werden sollten?

Die USA haben unter Bush die Verhandlungstexte zur „Free Trade Area of the Americas" veröffentlicht. Weshalb werden im Falle des Freihandelsabkommens diese Texte der Öffentlichkeit vorenthalten? Es geht schließlich um fundamentale Grundrechte.

Vielen Dank!

M. le Président.- Vielen Dank, Herr Adam.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Herr Kollege, ich bin der Vorsitzende dieses von Ihnen beschriebenen Koordinationsgremiums, das ich auch selbst initiiert habe, aus den Gründen, die Sie genannt haben. Wir haben im Europäischen Parlament zudem, ich glaube, elf Ausschüsse, die neben dem Handelsausschuss mitbeteiligte Ausschüsse sind, und deshalb bedarf es schon im Europäischen Parlament großer Koordinierung.

Ich würde Ihnen gerne etwas vom Grundsatz sagen: Ich glaube, dass das Freihandelsabkommen oder die Idee einer verstärkten Handelsbeziehung der beiden größten Wirtschaftsräume der Erde, die Demokratien sind, a priori keine schlechte Idee ist. Sie ist deshalb a priori keine schlechte Idee, weil das 21. Jahrhundert ein Jahrhundert des Handels wird: Handel und Zugang zu Handelsräumen, der Zugang zu unserem Wirtschaftsraum, dem Binnenmarkt der Europäischen Union, der der mit Abstand reichste - wenn wir das Per-Capita-Einkommen der Bürgerinnen und Bürger, sehr ungerecht verteilt, aber, wenn Sie das Per-Capita-Einkommen der Bürgerinnen und Bürger und die damit verbundene ökonomische Kapazität zugrunde legen -, der reichste Binnenmarkt der Welt ist.

Wir geraten in diesem 21. Jahrhundert in diesen weltweiten Handelsbeziehungen, in denen wir sind, extrem unter Druck, was unsere ökologischen, sozialen und individuellen Grundrechte-

standards angeht. Wir leben in einem interkontinentalen Wettbewerb, in dem wir Wettbewerbern ausgesetzt sind, für die unsere Standards nichts gelten!

Die Produktion von Gütern, die wir auf unseren Markt importieren, erfolgt sehr häufig auf der Grundlage des niedrigsten Lohnstandards, der größten Ausbeutung, des geringsten Respekts vor der Natürliche-Ressourcen-Verschleuderung. Wenn aber in einem weltweiten Handelskonzept, in dem wir leben, der niedrigste soziale, Öko- oder Grundrechtestandard ein Wettbewerbsvorteil ist, weil die billiger produzieren als wir, die wir unsere Werte verteidigen und respektieren, geraten wir unter Druck.

Deshalb glaube ich, dass in Handelsverträgen die Chance beinhaltet ist, unsere Standards auch durchzusetzen, indem wir sagen: „Wer auf unseren Markt Zugang haben will, der muss auch unsere Standards respektieren!" Nicht immer eins zu eins, und das dauert Zeit, aber es ist ein Instrument. Es ist übrigens in meinen Augen auch eine Zukunftsbegründung für die Europäische Union: dass wir unseren erreichten Standard nur dann verteidigen können, wenn wir uns ökonomisch und politisch neben der Ökonomie so starkmachen, dass wir das durchsetzen können. Deshalb sind Handelsabkommen vom Grundsatz gut.

Wenn die Handelsabkommen, und darauf zielen Sie in Ihrer Frage ja ab, aber dazu dienen sollen, dass der Abbau von Handelsbarrieren einhergeht mit dem Herunternivellieren der von uns erreichten Standards, dann ist das falsch.

Und ich sehe, dass ganz viele Bürgerinnen und Bürger das Gefühl haben, dass diese Gefahr droht. Und deshalb verstehe ich die Nachfrage. Deshalb verstehe ich auch, dass wir zum jetzigen Zeitpunkt nicht weiterkommen, weil a) bei einer ganzen Menge Mitgliedsregierungen der EU, b) auch im Europäischen Parlament selbst und auch in den nationalen Parlamenten die Skepsis ja erheblich gewachsen ist. Die Runde, die vierte Verhandlungsrunde, die am 13. März zu Ende gegangen ist, ist ja ohne Ergebnis zu Ende gegangen.

Und ein Alarmzeichen für mich, und ganz interessanterweise - das würde ich Ihnen gerne hinzufügen - auch für die amerikanische Seite erstaunlicherweise, war Folgendes: Die bei der Investitionsschutzklausel aufgekommene, als realistisch erkennbare Gefahr, dass Unternehmen mit Klagen in der Lage sind, Grundrechte oder Standards außer Kraft zu setzen, dass sozusagen auf dem gerichtlichen Wege ein Bypass geschaffen wird, um gesetzlich verankerte Standards zu umgehen, diese Angst hatten auch Unternehmen der Vereinigten Staaten von Amerika, die ihrerseits die Furcht hatten, dass wir Europäer das in den USA machen würden.

Das hat gezeigt: Wir sind ganz am Anfang. Ich glaube nicht, dass wir noch in dieser Wahlperiode damit zu Ende kommen werden. Und ich bin auch nicht der Meinung, dass wir unter diesem extremen Hochdruck arbeiten sollten, denn - ich gehe zum Ausgangspunkt zurück - sollte es uns gelingen, dass wir unter Wahrung unserer Standards aber unsere werteorientierten Demokratien in der wirtschaftlichen Kooperation gegenseitig stärken könnten gegen illoyalen Wettbewerb auf der Grundlage von Öko- und Sozialdumping, dann wird es uns allen nutzen. Das heißt, der Grundsatz ist nicht schlecht, aber die bisherige Entwicklung lässt mich und viele andere zweifeln, dass wir das in diesem Schnellverfahren machen müssen.

M. le Président.- Vielen Dank, Herr Präsident. Die letzte Frage wird Ihnen Herr Justin Turpel von déi Lénk stellen. Herr Turpel.

6) Question posée par le groupe politique déi Lénk

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Guten Tag, Herr Präsident. Man hat mir gesagt, wenn ich artig sei, dürfe ich Ihnen eine Frage stellen. Eigentlich will ich nicht artig sein, sondern angesichts der Auswirkungen der Politik der EU und auch des Europaparlaments heftig protestieren oder mindestens mit Ihnen darüber diskutieren. Aber leider reicht die Zeit dazu nicht.

Deshalb hier meine Frage: Das Europaparlament hat letzte Woche heftige Kritik an der Arbeitsweise der Troika in den EU-Krisenstaaten geübt, einer Troika, deren Einsetzung allerdings vom EU-Parlament gebilligt worden war. In dem Bericht der Abgeordneten, der am letzten Donnerstag mit 488 Stimmen gegen 140 Stimmen gutgeheißen wurde, heißt es, die Gruppe aus Vertretern der Europäischen Zentralbank, des Internationalen Währungsfonds und der EU-Kommission habe einseitig auf Sparmaßnahmen gesetzt und Wachstumsimpulse vernachlässigt.

Hervorgehoben wird ebenfalls, dass die Eurogruppe maßgeblich an dieser desaströsen Politik beteiligt ist. Auch sei, heißt es im Bericht des Europaparlaments, zu wenig darauf geachtet worden, negative wirtschaftliche und soziale Auswirkungen der Sparprogramme in den betroffenen Krisenländern Griechenland, Irland, Portugal und Zypern abzumildern. Kürzungen bei den Sozialleistungen und steigende Arbeitslosigkeit hätten die Armut in diesen Ländern weiter vergrößert. Auch die fehlende demokratische Kontrolle der Arbeit des Gremiums und die demokratische Legitimation zogen die Abgeordneten in Zweifel und stellten das Wirken der Troika als rechtlich fragwürdig dar.

Damit werden die Befürchtungen zahlreicher Menschen bestätigt, dass die marktradikale Politik der Troika mit Sozialabbau, Liberalisierung und Privatisierung die Arbeitslosenzahlen explodieren ließ und Millionen Menschen in diesen Ländern in Armut stürzte. Damit wurde auch der europäische Sozialstaat drastisch geschwächt.

Dazu meine Fragen: Wäre es aufgrund dieser Feststellungen nicht dringend notwendig, die undemokratischen Troika-Programme und die unsoziale Sparpolitik sofort zu beenden und Alternativen zum gescheiterten Krisenmanagement der EU anzunehmen?

Und zweitens: Würde dies nicht auch weitreichende Konsequenzen für die bisherigen Auflagen der EU an die Mitgliedstaaten, vor allem auf die Mechanismen des Europäischen Semesters nach sich ziehen?

Danke schön.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Vielen Dank, Herr Kollege. Zunächst einmal hatte ich den Eindruck, dass das, was Sie jetzt gerade zitiert haben aus dem Beschluss des Europäischen Parlaments, Ihnen gefällt.

(Hilarité)

Oder täusche ich mich da?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Also, es gibt die zwei Aspekte in diesem Bericht, in diesem Dokument von so vielen Seiten. Es gibt sehr viel berechtigte Kritik, aber ob die Kritik weit genug geht und die Konsequenzen richtig gezogen werden, darüber müsste man wirklich einmal diskutieren. Daran habe ich Zweifel.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ich habe ja… Meine Frage war ja: das, was Sie zitiert hatten. Ich hatte den Eindruck, dass Ihnen das gefällt, und…

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ja, ich hab Ihnen das zitiert, was ja positiv war, was Ihnen wahrscheinlich auch gefällt, damit es einen Punkt gibt, in dem wir uns einig sein könnten.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ja, ich komme ja genau darauf...

(Hilarité et brouhaha général)

Ja, ich komme ja genau darauf zurück. Ich hatte den Eindruck, als Sie es so enthusiastisch vorgetragen haben, dass es fast von Ihnen hätte sein können, so gut hat es Ihnen gefallen.

Und ich sage Ihnen, ich stellte diese Gegenfrage deshalb, weil Sie am Anfang gesagt haben, Sie wollten mit mir über die Differenzen diskutieren. Jetzt haben Sie aber etwas zitiert, worüber wir uns ja offensichtlich einig sind.

Und wenn Sie den Bericht sorgfältig lesen, der ja mit breiter Mehrheit - Sie haben die Zahlen ja zitiert - angenommen worden ist, sehen Sie, dass auch die nachfolgenden Forderungen, die Sie da beschrieben haben, im Europäischen Parlament auf viel Resonanz stoßen.

Nun ist es so, dass wir über wirklich fast alle Fraktionsgrenzen hinweg im Europäischen Parlament der Auffassung sind, dass wir keine wirtschaftliche Erholung haben werden, wenn wir nicht nachhaltige Haushaltskonsolidierung einerseits mit strategischen Investitionen und vor allem mit der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit andererseits kombinieren.

Und das ist etwas, was Sie im Europäischen Parlament niemandem erzählen müssen. Und da bin ich für Sie auch der falsche Adressat. Ich muss sagen, das ist eine Frage, die sich natürlich insbesondere an die Staats- und Regierungschefs der Europäischen Union richtet. Und da ich am Donnerstag im Europäischen Rat bin, werde ich diesen Bericht dem Europäischen Rat als die Position des Europäischen Parlaments vortragen.

Zur Troika selbst: Das Europäische Parlament war von Anfang an, was die Troika angeht, eher skeptisch. Aber die Troika, für sich genommen, ist ein Organ. Es kommt ja nicht darauf an, was sie ist, sondern was sie tut. Und was sie tun müsste, wäre, sich selbst überflüssig zu machen.

Ich glaube, das Ziel der Troika darf ja nicht sein, und das ist auch im Parlament intensiv diskutiert worden, dass wir eine dauerhafte Troika-Struktur schaffen. Wenn wir erfolgreich sind, das heißt, wenn wirtschaftliches Wachstum zu mehr Beschäftigung führt, mehr Beschäftigung auch wieder zu mehr sozialer Stabilität, Grundvoraussetzung für mehr Investition, mehr Investitionen Grundvoraussetzung für mehr Wachstum und wiederum für mehr Einnahmen des Staates, mehr Einnahmen des Staates Grundvoraussetzung für eine nachhaltigere Haushaltskonsolidierung, die nicht zulasten von kleinen Leuten geht, wenn wir das in Gang gesetzt kriegen, brauchen wir keine Troika mehr. Und das ist genau das Ziel des Europäischen Parlaments.

M. le Président.- Vielen Dank, Martin Schulz, für die Antworten. Und vielen Dank den Kolleginnen und Kollegen für die Fragestellungen. Wir sind jetzt am Ende unserer feierlich-arbeitsamen Begegnung angekommen.

Ich möchte ausdrücklich dem Präsidenten des Europaparlamentes danken für diesen Besuch. Und ich möchte vor allem auch den Kolleginnen und Kollegen Parlamentariern und Regierungsmitgliedern für ihr großes Interesse danken.

Wir werden uns jetzt in kleinerer Zusammensetzung im Auswärtigen Ausschuss und Parlaments-Bureau mit dem Präsidenten des Europaparlamentes wiedersehen.

Und in dieser Runde werden wir uns morgen zur nächsten öffentlichen Sitzung wiedersehen.

Vielen Dank!

Domat ass d'Sëtzung ofgeschloss. Villmools Merci och dem President vum Europaparlament, nach eng Kéier op Lëtzebuergesch.

(Fin de la séance publique à 15.29 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 11

MERCREDI,
19 MARS 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Dépôt d'un projet de loi
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

3. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox
- *M. Henri Kox*

4. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel
- *M. Justin Turpel*

5. Communications
- *M. le Président*

6. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. le Président*

7. Ordre du jour
- *M. le Président*

8. 6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001
- *Rapport de la Commission de la Force publique: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030 et Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030
- *Exposés: M. Henri Kox, M. Justin Turpel*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Frank Arndt, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Votes*

10. 6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Serge Urbany*
- *Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes
- *M. Michel Wolter - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Michel Wolter (parole après ministre)*

12. 6616 - Projet de loi

portant transposition

de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Joëlle Elvinger, M. Serge Urbany*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. Ordre du jour (suite)
- *M. Michel Wolter, M. Eugène Berger, M. le Président*

14. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *M. le Président*

15. Ordre du jour (suite)
- *M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger (Mme Anne Brasseur intervient), Mme Viviane Loschetter, M. le Président*

16. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite)
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*

17. Ordre du jour (suite)
- *Mme Anne Brasseur, M. le Président*
- *Interruption de la séance publique de 16.34 à 16.37 heures*

18. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

19. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite)
- *Rapport de la Commission du Développement durable (suite): Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (M. Aly Kaes intervient), M. Justin Turpel*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

20. 6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roy Reding*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

21. 6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne)
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Max Hahn, Mme Josée Lorsché, M. Justin Turpel*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, François Bausch, Pierre Gramegna, Mmes Lydia Mutsch et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op.

Schéine gudde Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ech wollt fir d'Eischt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

Den Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

2. Dépôt d'un projet de loi

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Merci fir d'Wuert. De Grand-Duc huet mer d'Erlaabnis ginn, fir de Projet de loi ze déposéieren iwwert d'Konstruktioun vun enger neier Eisebunnslinn tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg. Ech wëll deen heimadder déposéieren.

6669 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Ech wëll just eng Remarque derbäi maachen: De Projet, esou wéi en hei virläit, do läit och e Bréif bäi am Dossier, am Dokument, vun der Regierung nach un d'CFL, an do geet et ëm e puer Ouvragen, déi gebaut ginn am Kader vun deem Projet, wou mer d'CFL opfuerderen, am Kader vun der Exekutioun vum Projet ze kucken, ob bei deenen Ouvragen do net nach kënne Sue gespuert ginn.

Ech wëll dat just zur Informatioun hei soen an och der Chamber matdeelen, fir datt vläicht och d'Chamber kann en A drop halen an Zukunft bei der Exekutioun vum Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Nohaltegkeetsminister. Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet a wäert en da weiderleeden un déi zoustänneg Kommissioun.

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Henri Kox fir den Dépôt vun…?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Vun enger Motioun.

M. le Président.- Vun enger Motioun. Jo.

3. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Här President, ech erlabe mer, am Numm vun der Environnementskommissioun an der Ekonomieskommissioun eng Motioun ze déposéieren. Déi leeft ënnert dem Numm vum Henri Kox a vum Franz Fayot. Et geet ëm en «Cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030». Ech wär frou, wa mer déi kéinten nom éischte Gesetz schonn debattéieren, well da souguer d'Madame Ministesch wéi den Här Minister vun der Ekonomie a vum Environnement nach do sinn, esou dass si och kënnen entspriechend Stellung huelen.

Merci.

Motion

proposée par la Commisson de l'Environnement et la Commission de l'Économie en relation avec le document

COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

La Chambre des Députés,

- en relation avec la définition d'un cadre d'action en matière de climat et d'énergie de l'Union européenne pour la période comprise entre 2020 et 2030;

- considérant que l'Union européenne a beaucoup progressé depuis l'adoption de son premier paquet de mesures concernant le climat et l'énergie en 2008;

- saluant que les pays de l'UE sont désormais en bonne voie pour atteindre les objectifs fixés pour 2020 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-20% par rapport à 1990) et d'énergies renouvelables (20% de la consommation), et que des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne l'efficacité énergétique (+20%) grâce à des bâtiments, des produits, des procédés industriels et des véhicules plus performants;

- sachant que ces objectifs dans les trois domaines ont joué un rôle clé en tant que moteur de ces progrès, garantissant la pérennité de plus de 4,2 millions d'emplois dans diverses éco-industries et le maintien de la croissance pendant la crise;

- sachant que l'UE assure son alimentation en énergie par des importations à hauteur de 3% du PIB européen soit une dépense d'environ 450 milliards d'euros par an, dont 150 milliards d'importations de pétrole, gaz et charbon de la seule Russie;

- saluant l'initiative dans ce contexte des Ministres Etienne Schneider (Économie) et Carole Dieschbourg (Environnement) d'envoyer le 20 janvier 2014 une lettre commune à Madame Connie Hedegaard et Monsieur Günther Oettinger, responsables au niveau de la Commission européenne dans les domaines climat et énergie dans laquelle les Ministres luxembourgeois se rallient aux Ministres d'Allemagne, de France, d'Autriche, de Belgique, des Pays-Bas, d'Italie, du Portugal et d'Irlande pour souligner que «comme nos collègues, nous défendons le principe d'un objectif ambitieux pour les énergies renouvelables à l'horizon 2030. Cet objectif créera un environnement économique sûr, préalable indispensable aux investissements. Au niveau mondial, dans les décennies à venir, plus de 60% des investissements dans les nouveaux moyens de production énergétique seront dédiés aux énergies renouvelables. L'Europe doit rester le leader dans ce secteur y compris dans le domaine de l'innovation et de la recherche.»;

- considérant que le 5 février 2014 le Parlement européen a fixé les objectifs pour 2030 en matière de l'efficacité énergétique (40%), des énergies renouvelables (au moins 30% de la consommation finale) et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (au moins 40% comparé à l'année 1990);

- considérant que les Ministres Etienne Schneider (Économie) et Carole Dieschbourg (Environnement) ont plaidé dans leurs respectifs Conseils des Ministres de l'Énergie et de l'Environnement pour des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et du climat;

- estimant que ces objectifs sont en accord avec le programme gouvernemental 2013-2018 et notamment le passage suivant: «Le Gouvernement s'engagera résolument au niveau de l'Union européenne en faveur d'objectifs ambitieux et contraignants que ce soit dans le domaine de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables ou de la protection climatique et en fera une priorité diplomatique lors de la Présidence en 2015.»;

invite le Gouvernement

- à poursuivre tous les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs fixés pour 2020 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-20% par rapport à 1990), en matière de la promotion d'énergies renouvelables (20% de la consommation) et de l'efficacité énergétique (+20%);

- à plaider pour des objectifs communautaires ambitieux et contraignants pour 2030 en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables (au moins 30% de la consommation finale) et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (40% comparé à l'année 1990), tout en précisant que l'objectif pour les énergies renouvelables au niveau national et en cas de nécessité les mesures de soutien financier y relatives seront fixés début 2016 suite à une évaluation dans ce domaine;

- à défendre ces objectifs contraignants lors des futures réunions au niveau communautaire, notamment lors du Conseil européen des 20 et 21 mars 2014;

- à préserver la compétitivité de l'industrie et de l'économie européenne à court terme en prenant des mesures concrètes pour réduire le coût de l'énergie pour les entreprises et industries concernées, également en utilisant les potentiels en matière d'efficacité énergétique;

- à tenir informée la Chambre des Députés en relation avec les évolutions dans ces dossiers au niveau communautaire.

(s.) Henri Kox, Franz Fayot.

M. le Président.- Merci dem Henri Kox. Mir géifen dann déi Propositioun, déi den Här Kox gemaach huet, fir d'Motioun direkt ze traitéieren nom éischte Projet, am Rahme vum Ordre du jour tranchéieren.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President!

M. le Président.- Jo, den Här Turpel.

4. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, ech wollt Iech matdeelen, also, datt ech an deem Kader vun deem Punkt, deen elo ugeholl ginn ass op den Ordre du jour, eng alternativ Motioun géif presentéieren. Ech géif Iech déi och da ginn.

Motion

La Chambre des Députés,

- étant profondément préoccupée par les causes et les effets des changements climatiques;

- considérant la nécessité de maintenir la hausse de la température globale sous le seuil des 2°Celsius, tel que convenu par l'Union européenne;

- considérant que cet objectif nécessite un accord visant à décarboner notre économie et transformer notre système énergétique par une réduction considérable de la consommation énergétique et une augmentation de la production issue de sources renouvelables;

- constatant que la proposition de 40% de réduction des émissions de gaz à effet de serre actuellement sur la table n'est pas suffisante pour faire face au danger qui menace notre planète;

invite le Gouvernement

- à plaiderpour que le Conseil européen soutienne un plan d'action à la hauteur de cet enjeu, visant:

a) une réduction des émissions internes de l'Union d'au moins 55%,

b) des objectifs contraignants de 45% d'énergies renouvelables et

c) 40% d'économie d'énergie d'ici 2030.

(s.) Justin Turpel.

M. le Président.- Dat ass eng interessant Neierung, eng Alternativ zu enger Motioun ze ginn, déi een nach net kannt huet.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Dat ass an der Kommissioun diskutéiert ginn.

M. le Président.- An der Kommissioun? Très bien. Da ginn ech déi Motioun weider a mir géife se da matenee behandelen.

5. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro vun der Chamber deponéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Chamber deponéiert: den 11. Mäerz vum Ausseminister de Projet de loi 6664, e Protokoll iwwert den internationale Pakt zu de wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Rechter; de 17. Mäerz huet de Wirtschaftsminister de Projet 6667 deponéiert, eng Direktiv iwwert d'Dauer oder d'Lafzäit vun den Droits d'auteur; den 18. Mäerz huet de Finanzminister de Projet de loi 6668 iwwert d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Fiskalitéit vun den Zënse beim Spueren deponéiert.

Communications du Président - séance publique du 19 mars 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6664 *- Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 10 décembre 2008*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11.03.2014

6667 *- Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 17.03.2014

6668 *- Projet de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.03.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

6. Changements de composition de commissions parlementaires

Da wollt ech der Chamber folgend Changementer an der Kompositioun vun de Kommissioune proposéieren.

Duerch d'Akraafttriede vum Gesetz vum 10. Mäerz 2014 iwwert de Service de Renseignement de l'État ass, wat d'Zesummesetzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht betrëfft, vun de Fraktioune folgend Kompositioun proposéiert ginn: den Här Claude Wiseler fir d'CSV, den Här Alex Bodry fir d'LSAP, den Här Eugène Berger fir d'DP, d'Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

An hirem Bréif vum 14. Mäerz huet d'CSV-Fraktioun folgend Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun der Gesondheets- a Sportskommissioun betrëfft, proposéiert: D'Madame Martine Hansen ersetzt den Här Marc Spautz fir de Volet Sport.

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- Ass d'Chamber mat dësen Ännerungsvirschléi, wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ugeet, d'accord?

Plusieurs voix.- Neen.

Une voix.- Très bien!

(La Chambre marque son assentiment aux propositions avec trois voix contre de la sensibilité politique ADR.)

M. le Président.- Okay, et ass eng grouss Majoritéit fir de Jo.

(Hilarité)

7. Ordre du jour

Den Ordre du jour brauch ech net nach eng Kéier virzeliesen, dee fannt Der op Äre Schiermer.

Ech wollt allerdéngs dann am Rumm vun dem Ordre du jour nach folgend Propos maachen: Mir géifen nom éischte Projet a Präsenz vun deenen zoustännege Ministeren dann d'Motioun an d'alternativ Motioun traitéieren. A mir géifen nom zweete Projet déi Question urgente vum Michel Wolter iwwert d'Bauschuttdeponien derbäihuelen.

Ass d'Chamber mat deene Propositiounen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dat ass nach méi eng grouss Majoritéit.

Sou, mir géifen dann eisen éischte Projet de loi, de Projet de loi 6394, en Accord tëschent Lëtzebuerg, der Belsch, Däitschland a Frankräich iwwer eng Police- an Douaneskooperatioun op de gemeinsame Grenzen, an Ugréff huelen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell geregelt. Ech hu bis elo d'Aschreiwunge vun deenen Hären Halsdorf an Hahn. An direkt huet d'Wuert…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A Kartheiser!

M. le Président.- Okay, jo.

(Interruption)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech och!

M. le Président.- Dann huet direkt d'Wuert déi honorabel Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol.

8. 6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001

Rapport de la Commission de la Force publique

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer elo herno solle stëmmen, gouf vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, den 8. Februar 2012 schonn déposéiert. De Projet de loi huet nëmmen een Artikel. An ech probéieren dann elo ze erklären, wat de But vun deem Projet de loi a sengem eenzegen Artikel ass: nämlech deen, zwee Accorden ze approuvéieren.

Deen éischten ass een tëschent Lëtzebuerg, der Belsch, Däitschland a Frankräich fir d'Mise en place an d'Exploitatioun vun engem gemeinsame Police- an Douaneskooperatiounszenter fir d'Grenzregioun. An dësen Accord gouf ënnerschriwwen de 24. Oktober 2008.

Zweetens ass en Accord guttzeheeschen tëschent Lëtzebuerg a Frankräich fir d'Kooperatioun tëschent Police an Douane an der Grenzregioun och erëm, an dee gouf schonn de 15. Oktober 2001 ënnerschriwwen.

Wat sinn elo d'Haaptobjektiver vun dësen zwee Accorden? Zënter dem Accord Schengen, oder besser, zënter datt déi systematesch Grenzkontrollen ofgeschaaft sinn, gëtt et e verstäerkte Besoin, fir grenziwwerschreidend zesummenzeschaffen. An den Artikel 39 am Schengen-Accord, dee gesäit och vir, datt d'Kooperatioun an der Grenzregioun oder an de Grenzregioune ka via bilateral Arrangementer renforcéiert ginn, an dat geschitt dann och elo hei mat dësen zwee Accorden.

Et geet an dësen Ofkommessen ëm d'Sécherheet an och ëm den Ordre public, mä och natierlech ëm d'Preventioun an d'Répressioun vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit, déi hei en Thema sinn.

Wat geschitt dann elo an dësem Centre commun, deen d'Chamberskommissioun vun der Force publique iwwregens de 27. Februar dëst Joer besiche war, wou also all Member d'Chance hat, fir sech en unzekucken, fir awer och déi Froen ze stellen an all Informatiounen ze kréien, déi e fir néideg fonnt huet?

Mir konnten eis also dovunner iwwerzeegen, datt, wéi et eben an dësen zwee Accorde steet, hei Informatiounen a Renseignementer ausgetosch ginn tëschent deene véier Länner, déi ech virdrun opgezielt hunn. An dat geet natierlech vill méi schnell, wéi wann ee misst via Paräis, Bréissel oder awer och Berlin fueren, fir

eenzel Informatiounen ze kréien, vu datt an esou engem Centre commun alleguerten d'Acteuren op enger zentraler Plaz zesummesëtzen.

Dës Zentren, déi hunn awer net d'Vocatioun, sech ze autosaiséieren, mä si sinn Uspriechpartner fir déi Servicer, déi d'Kompetenzen an der Grenzregioun hunn. Si sollen also virun allem, wéi ech scho sot, den Échange vun Informatioune facilitéieren. Si ginn awer och Hëllefstellung bei der Preparatioun zum Beispill vun Observatiounen oder awer och vu grenziwwerschreidende Poursuiten. An de Succès vun esou Zentren, deen ass onëmstridden an e gëtt och innerhalb vu ganz Europa ëmmer méi grouss.

2001 scho gouf jo den Accord mat Frankräich ënnerschriwwen, duerno mat der Belsch an Däitschland. An et sinn zënterdeem ganz gutt Erfahrunge gemaach ginn, esou datt een dovunner kann ausgoen, datt esou Zentren och eng gewësse Laangliewegkeet wäerten hunn.

Den Zentrum, dee mer mat Däitschland, der Belsch a Frankräich gemeinsam hunn, deen huet och iwwregens säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg. E beschäftegt 39 Persounen: 8 fir Däitschland, 16 fir Frankräich, 8 fir d'Belsch a 7 fir Lëtzebuerg. Voilà, esou vill dann zum Inhalt vum Projet de loi.

Zum Avis vum Statsrot, deen den 8. Mee 2012 koum: Déi héich Kierperschaft ass d'accord mat dësem Projet de loi, mä si war awer der Meenung, datt den Avis vun der Dateschutzkommissioun wichteg wär. Dee gouf dunn och gefrot an e koum den 19. Abrëll d'lescht Joer, 2013 also.

D'Dateschutzkommissioun ass allgemeng mam Projet och averstanen, mä si bemängelt awer an hirem Avis, datt se net éischter gefrot gouf, zum Beispill schonns dann, wann esou Accorden ausgeschafft ginn. Si stellt nämlech fest, datt an esou Accorden et och drëms geet, fir ebe perséinlech Donnéeën auszetauschen. Mä leider géifen d'Accorden net preziséieren, ëm wat fir eng Donnéeën et dann elo sech hei handelt.

Voilà, da bleift mir nach ze soen, datt ech de 16. Januar dëst Joer zur Rapportrice an der Kommissioun bestëmmt gouf. Deen Dag hu mer dann och déi zwee Avise gekuckt an analyséiert, vun deenen ech Iech elo grad hei geschwat hunn. Mäi schréftleche Rapport, dee gouf dunn no der Visite, déi mer haten - mir haten décidéiert, mir géifen eréischt de Rapport maachen, wann all Kommissiounsmember sech kéint e Bild vun esou Zentre maachen -, dee gouf dunn den 11. Mäerz 2014 an der Kommissioun unanime ugeholl.

Nodeems ech en elo hei mëndlech virgestallt hunn, wär meng Aarbecht als Rapportrice gemaach. An ech profitéieren, datt ech d'Wuert hunn, fir nach den Accord vu menger Fraktioun, de Sozialisten also, fir dëse Projet de loi ze ginn, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Jean-Marie Halsdorf d'Wuert. Här Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt och der Rapportrice Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech stelle mat Genugtuung fest, dass elo definitiv dat wichtegt Instrument fir d'Polizeizesummenaarbecht an der Groussregioun hei legislativ verankert gëtt.

Et muss ee wëssen, dass dëse Centre eenzegaarteg ass an Europa. Et ass deen eenzegen Zentrum, wou Kooperatioun gemaach gëtt zwësche véier Länner. Wat och am Fong geholl sënnvoll ass, well an eise Länner ass jo vill Duerchgangsverkéier hei. Dofir versteet ee vläicht, firwat dass d'Initiativ schonn 2001 geholl ginn ass, fir bilateral zesummenzeschaffe mat de Fransousen. An 2003 ass dann och mat de Belsch a mat den Däitschen e Bureau commun de coopération policière an d'Liewe geruff ginn.

An dann eben dee grousse Moment, an ech mengen, d'Rapportrice huet dat gesot, dat war 2008 am Oktober, wéi déi Konventioun ënnerschriwwe ginn ass. Mä wat e wichtegen Detail fir mech ass, ass deen: Si ass ënnerschriwwe ginn ënner Lëtzebuerger Présidence vun der Groussregioun. Et war déi 11. Présidence. A Lëtzebuerg huet ëmmer eng Motorfunktioun an der Groussregioun. A grad well dëse Büro och grad praktesch deen Areal ofdeckt vun der Groussregioun, kritt mat dësem Büro och, mat dësem Centre commun policier et douanier, déi Groussregioun e Gesiicht. An dat ass fir mech ganz wichteg, dass een dat hei ervirsträicht.

Et ass och ervirzesträichen, dass déi Initiativ, fir déi véier Länner, fir esou e Büro ze maachen, déi steet och am Programm vu Stockholm. De Programm vu Stockholm, dat ass en Instrument, dat ass 2009 an d'Liewe geruff ginn iwwer en Operatiounsprogramm, fir eben an Europa d'Justiz ze stäerken, fir am Fong geholl d'Zesummenaarbecht ze stäerken, d'Sécherheet ze stäerken an d'Fräiheet ze stäerken, an do gi mir nominatif dran opgefouert.

Dofir mengen ech, dat wat d'Rapportrice seet, déi Konklusioun zéien ech och, deen Zentrum huet doudsécher eng grouss Zukunft. E wäert eis villes vereinfachen an der Zesummenaarbecht, ob dat elo Froe si vu Führerschäiner, vun Autoen, vu Virstrofen, Télefonsuschlëss an esou weider, dat fonctionnéiert ganz gutt.

Esou dass ech ganz kloer den Accord bréngen hei vun der CSV, ëmsou méi, well et eng Initiativ war vun der Regierung vu virdrun.

An e lescht Wuert awer, un de Minister wollt ech eng Fro stellen: Ech hunn héieren, dass déi däitsch Présidence vun der Groussregioun, dat ass an dësem Fall da Rheinland-Pfalz, d'Madame Dreyer huet gesot, si hätt gären, dass deen Zenter soll 24 Stonnen op 24 fonctionnéieren. Do war eng Demande do. Ech wollt wëssen, ob et do nei Elementer gëtt an ob mer an déi Richtung ginn, dass deen Zentrum elo da 24 Stonnen op 24 fonctionnéiert, oder nëmmen, wéi et elo ass, am Dag? Dat ass och eng Zukunftsvisioun, déi een do muss hunn. Ech wier frou, wann déi nei Regierung eis géif soen, wou et do géif higoen.

Merci fir Äert Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Halsdorf. Als nächste Riedner ass den Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, et ass un Iech.

Wou ass en?

Une voix.- E kënnt.

(Hilarité)

M. le Président.- Ah, ech hat geduecht, en hätt sech...

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice, souwuel fir dee schréftleche wéi och fir dee mëndlechen exzellente Rapport.

Här President, mir kënnen houfreg op den Accord vu Schengen sinn, net nëmme well säin Numm d'Faarwe vun eisem Land dobausse vertrëtt, mä besonnesch well hien et engem groussen Deel vun Europäer erlaabt, sech fräi iwwert d'Grenzen ewech ze déplacéieren. Et sollt een op dëser Plaz dann och vläicht nach eng Kéier ënnersträichen, dass den europäesche Projet eist Liewen oft méi kammoud mécht.

Wann eis Grenzen awer ëmmer méi u symboleschem Wäert verléieren, an dat gesäit een an dëse Woche gutt zu Zoufftgen, da verschwannen d'Grenzen och, wat den Asazberäich vun der Police a vun der Douane ugeet. Et ass also wichteg, dass eis Leit mat den Nopeschlänner zesummeschaffen, fir déi national Sécherheet ze garantéieren.

Ech soen Iech näischt Neits, wann ech op déi séllechen Abréch hei am Land opmierksam maachen. Déi lescht Wochen ass méi wéi eng Famill aus dem Wantersport zréckkomm, fir festzestellen, dass d'Brigande bei hinnen am Haus waren. An deem Kontext ass eng gutt an eng effikass Zesummenaarbecht mat dem Ausland bestëmmt net vu Muttwëll. Och kann ech mech nach un de spektakulären Abroch bei enger Sécherheetsfirma d'lescht Joer erënneren. Nëmme wa mir d'Donnéeën iwwer esou Virfäll mat den Autoritéiten aus den Nopeschlänner deelen, kënnen d'Déif gestallt ginn.

Här President, et ass wichteg, dass mir op dëser Plaz en Zeeche setzen an d'Zesummenaarbecht vun eiser Police an der Douane mat den Autoritéiten aus den Nopeschlänner ënnerstëtzen.

Dat gesot, bréngen ech heimat den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer hei iwwert deen Accord diskutéieren, da stelle sech e puer grondsätzlech Froen iwwert d'Sécherheet vun eise Grenzen. Den Här Hahn huet och schonn e puer vun deenen Aspekter opgewisen. Mä ech mengen, et ass eng Geleeënheet, fir eng Kéier kuerz nozedenken, wat Schengen eis u weiderer Verantwortung brénkt am Zesummenhang mat der Polizei- an der Douaneszesummenaarbecht, fir d'Sécherheet vun eise Bierger ze garantéieren.

Et ass kloer, datt mir, wéi jiddwereen, frou sinn, datt et Schengen gëtt an datt oppe Grenzen do sinn. Awer mir setzen eppes derbäi als ADR, wat eis wichteg schéngt: oppe Grenze fir déi éierlech Bierger! Fir déi aner wëlle mer net, datt d'Grenzen duerchléisseg sinn. A mir hätte gär eng Kontroll an deem Mooss, dat néideg ass, fir d'Sécherheet vun eise Leit ze garantéieren.

Dofir froe mer eis: Sinn déi Instrumenter, déi elo do sinn, adequat? Mir hunn en Traité de Prüm, fir d'Zesummenaarbecht tëschent Polizeikräften ze erlaben, zum Beispill am Fall, wou eng Poursuite néideg ass iwwert d'Grenz ewech. Wat eng gutt Saach ass. Wat mer awer net brauchen, dat ass eng Interpretatioun vum Traité de Prüm, wou mer op eemol Lëtzebuerger Polizisten um Trierer Weihnachtsmarkt hunn an däitsch Polizisten op der Fouer. Mir gesinn net, wat dat soll eiser Sécherheet un zousätzlechem Plus bréngen.

Mä mir hunn nach aner Obligatiounen, déi awer wierklech kéinte konkret hëllefen, fir d'Sécherheet tëschent de Grenzen oder op de Grenzen ze verstäerken. An déi hu mer nach net ëmgesat. Ech zitéieren hei besonnesch déi schwedesch Initiativ, déi et eiser Polizei géif erlaben, direkt mat der Polizei vun eisen Nopeschlänner Informatiounen auszetauschen, an déi nach ëmmer net ëmgesat ass, well mir hei am Land kee Polizeigesetz hunn, well hei nach ëmmer déi Fiktioun besteet, als wär all Polizeiinformatioun eng Information judiciaire, déi nëmme kéint iwwert de Wee vun enger Kooperatioun tëschent de Justizautoritéiten dann un d'Nopeschlänner virugi ginn. Dat behënnert eis Polizei an der deeglecher Aarbecht. Dat mécht u sech de Verbriecher en Déngscht an net der Kohärenz, déi mer brauchen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren.

Mir hätte gär, wa mer hei iwwert deen Zentrum schwätzen, dee mer selbstverständlech ënnerstëtzen, well e jo an déi richteg Richtung geet, mä mir hätte gär, datt kohärent e Gesamtkonzept do ass fir d'polizeilech Zesummenaarbecht mat deenen anere Länner. An dozou gehéiert endlech och d'Emsetze vun der schwedescher Initiativ mat dem Corollaire: e Polizeigesetz a kloer Kompetenzen, wat de Gebrauch vun deenen Donnéeën ugeet, déi eis Police huet, datt se déi kann direkt och mat den Nopeschpolicen austauschen.

E Wuert iwwert d'Douane. Och do kann ee sech nëmme wonneren, wat an deene leschte Jore geschitt ass, well mir hu jo do déi Diskussioun gehat iwwer Zoufftgen, oder op jidde Fall stelle mer fest, datt Zoufftgen ofgerappt gëtt. Ech wëll awer d'Virgeschicht dovunner erzielen. Zoufftgen gëtt ofgerappt, obschonn et renovéiert ginn ass. Et ass renovéiert gi vun 2000-2006 op Demande vun der Douane hin. Dat heescht, mir ginn en Douaneshaische renovéieren, wat mer dann e puer Joer drop fir véier Milliounen Euro ofrappe ginn! Do ass keng Kohärenz an et ass keng Logik.

An enger Äntwert op eng Question parlementaire aus dem Joer 2010 huet d'Regierung gesot - et ass nach net laang hier -, do huet d'Regierung gesot: „Les contrôles douaniers aux frontières intracommunautaires", déi wären zwar ofgeschaaft ginn, „les infrastructures Sterpenich, Mesenich et Dudelange-Zoufftgen", déi géifen allerdéngs all hir Pertinenz behalen, well se „des réseaux européens transfrontaliers" géifen ofdecken. An dofir wären déi ganz wichteg, och wéinst den internationalen Accorden iwwert den Transport routier. Dat seet d'Regierung 2010, nodeems se Zoufftgen renovéiert huet, an dann 2000 - wat ass et elo? -, 2014 geet se déiselwecht Infrastruktur fir véier Milliounen Euro ofrappen. Do ass keng Kohärenz!

Wa mir gär hätten, datt och d'Douane kann - an am Kader vum Accord de Schengen ass dat méiglech, ouni nach iergendeppes ze änneren -, datt och d'Douane ka Grenzkontrolle maachen, da muss d'Douane och Infrastrukturen a Méiglechkeeten hunn, fir dat och kënnen an anstännege Konditiounen ze maachen. An dat geet net, wann een déi Infrastrukturen, déi d'Regierung nach selwer virun e puer Joer als wichteg deklaréiert huet, dann ofrappe geet. Dir kënnt d'Douane jo dann net, oder d'Police, deemno wien dann déi Grenzkontrolle muss maachen, an Zelter ënnerbréngen oder einfach op d'Strooss setzen.

Dofir, wat mir gär hätten, obscho mer elo natierlech hei deen Zentrum ënnerstëtzen an d'Gesetz vun haut matstëmmen - ech soen der Madame Dall'Agnol ausdrécklech Merci fir déi gutt Presentatioun vun deem Projet -, mä wat mir gär als ADR hätten, dat ass e kohärente Konzept, fir d'Sécherheet vun eise Grenzen ze garantéieren am Interessi vun der Sécherheet vun de Bierger. Oppe Grenzen, selbstverständlech, awer oppe Grenze fir déi éierlech Leit!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt eppes zur Virgoensweis hei soen. Hei hu mer et ze di mat engem Centre, dee jo net elo nei geschafe gëtt, mä dee scho besteet. E besteet deelweis zënter 2001, an op jidde Fall zënter 2008, eleng nëmmen op der Basis vun Accorde vun deenen eenzelne Regierungen a Frankräich, an der Belsch, an Däitschland an der Lëtzebuerger Regierung, an e soll d'Kooperatioun tëschent de Policecorpsen an den Douanescorpsen an de Gendarmeriecorpsen, do wou et se gëtt, an der grousser Regioun hei regelen an e gesäit en Austausch vun Informatiounen tëschent deenen eenzelne Corpse vir.

Et ass ganz richteg virdru gesot ginn, dass eigentlech jo Policeinformatiounen nëmme kënnen ausgetosch ginn iwwert de Wee vun de Geriichter. Et ass hei awer virgesinn, op d'mannst indirekt, déi Informatiounen auszetauschen. Menger Meenung no ass de Fonctionnement, sou wéi e bis elo bestanen huet, ouni gesetzlech Basis zu Lëtzebuerg - an déi ass et bis elo net ginn -, illegal gewiescht!

Dat emol zur Virgoensweis an zum Prinzip vun deem Centre hei, iwwert dee mer diskutéieren, jorelaang duerno, nodeems e scho funktionéiert, voll funktionéiert: 39 Leit sinn do voll beschäftegt aus deene véier genannte Länner!

Wat den Objet ugeet vun deem Centre, esou ass aus deenen Dokumenter, déi mer kritt hunn, erauszeliesen: Och opgrond vu verschiddenen internationalen Accorden, déi et gëtt, besteet den Objet doran, sech ëm d'Sécherheet ze bekëmmeren, ëm den Ordre public, zum Beispill och bei transfrontalièrë Manifestatiounen, steet zum Beispill och op enger Plaz do dran. Et geet och ëm d'Criminalité transfrontalière, wou ee sech natierlech vill Hypotheese ka virstellen, wou esou eng Zesummenaarbecht am Prinzip berechtegt wier. Et geet awer och ëm Abschiebungen, zum Beispill bei Froe vun illegaler Immigratioun.

Wat ech awer net fonnt hunn am Objet vun deem Centre de coopération transfrontalière vun de Policen, dat ass, dass se kompetent wieren och zum Beispill fir Wirtschaftskriminalitéit, oder dass se zum Beispill kompetent wiere fir Steierflucht, Steierhannerzéiung. Grad dat wier awer eppes hei an der Géigend, wat wahrscheinlech interessant wier. Grad do misst et jo och eng Zesummenaarbecht vun de Policë ginn. Well och do, Här Kartheiser, gëtt et jo awer bekanntlecherweis ganz vill onéierlech Bierger, déi d'Gesetzer verletzen, wat d'Steierhannerzéiung ugeet, wat d'Wirtschaftskriminalitéit ugeet an esou weider. Dat gehéiert zum Beispill net zum Objet vun deem heite Centre de coopération.

Da wëll ech nach e puer Saachen opgräifen, déi hei opgeworf gi si vun der Commission de protection des données. Éischtens emol gëtt vun deene ganz staark a Fro gestallt, dass si iwwerhaapt net gefrot gi sinn, wéi deen Accord do ausgehandelt ginn ass, wou Saachen drastinn iwwert d'Protection des données, dass d'Lëtzebuerger Commission de protection des données, an ech huelen un, an deenen anere Länner ähnlech Organismen och, guer net gefrot gi sinn, wat soll do drastoe kommen. Ech huelen och un, wann ech dat esou liesen, dass bis elo nach iwwerhaapt keng Kontrollen do stattfonnt hunn op der Plaz, obschonn déi Accorden eigentlech hinnen d'Recht géife ginn, op der Plaz selwer Kontrollen auszeféieren.

Et gëtt och kritiséiert, ech wëll dat hei zitéieren: «Les accords ne contiennent aucune précision quant aux catégories de données», déi do sollen an deene Fichiere gesammelt ginn, Fichieren, déi ausgetosch ginn ënnert deenen eenzelne Policecorpsen. Dat heescht, d'Lëtzebuerger Commission de Protection des données kritiséiert ganz staark, dass iwwerhaapt net kloer definéiert ass, wat iwwerhaapt den Objet ass vun deene Fichieren, déi do ugeluecht ginn an déi awer scho jorelaang funktionéieren.

Et gi sech och Froe gestallt iwwert d'Artikulatioun vun deenen heiten Accorde mat den europäeschen Direktiven iwwert den Terrorismus, ouni dass eigentlech preziséiert gëtt, wat domat gemengt ass. Ech wéisst och emol gär, wat domat gemengt wier. Et läit och keen Avis hei vir vun de Geriichter. Et läit keen Avis vir vum Parquet dozou, wéi déi Zesummenaarbecht a Wierklechkeet funktionéiert, wat fir Problemer sech eventuell do stellen. An dat hätt ech awer ganz gäre gelies, wéi den Avis ass vun deene Geriichtsmilieuen dozou. Et ass emol an der Zäit üblech gewiescht, dass och d'Geriichter, wann esou Projete virlouchen, gefrot gi sinn, fir en Avis ze maachen.

Schlussendlech wëll ech nach soen, dass ech souwisou, a meng Fraktioun souwisou Bedenken huet, wat déi europäesch Immigratiounspolitik ugeet, wat déi Aspekter vum Schengen-Accord ugeet, wat Frontex ugeet, wou am

Fong geholl eng Festung Europa just soll fortifiéiert ginn an näischt Wesentleches zur Immigratiounspolitik bäigedroe gëtt.

Aus all deenen Ursaachen, Här President, wëll ech Iech matdeelen, dass mir wäerte mat Neen hei stëmmen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. le Président.- Domat ass eis Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister vun der Force publique.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Ech wëll och hei mech net mat frieme Fiedere schmücken, wa mer dee Projet de loi hei elo haut verabschieden. Esou wéi den Här Halsdorf dat richteg gesot huet, ass dat jo ënner senger Présidence 2008 ausgehandelt ginn, an all déi Froen, déi den Här Urbany gestallt huet, mengen ech, wende sech dann och éischter un den Här Halsdorf, deen... Sechs Joer dann duerno elo deen Article unique hei, dee mer dann haut hei wäerte verabschieden.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer dat doten hunn. Mir hunn eng Rei Strukture gehat, déi scho funktionéiert hunn. An do huet den Här Urbany och recht, dass déi scho funktionéiert hunn, an dofir, mengen ech, gëtt et héich Zäit, dass mer dat och elo alles legaliséieren a propper duerstellen.

Ech hunn hei nach eng Geschicht gehat zu Rheinland-Pfalz, eng Fro vum Här Halsdorf, wéi et mat Rheinland-Pfalz wier. Dat ass eng Ufro effektiv gewiescht, a mir sinn amgaang ze kucken, wéi mer dat handlen. Dir wësst natierlech, wa mer 24 Stonnen op 24 esou funktionéieren, dass dat natierlech och e Käschtepunkt huet. Mä mir sinn awer amgaang, dat dote positiv ze kucken.

Dann, wat den Här Kartheiser seet zu den Douaneshaisercher, do wëll ech just drun erënneren, dass och déi Décisioun, fir dat Douaneshaischen zu Zoufftgen ofzerappen, eng Décisioun war, déi zréckgeet op en Accord, dee geschloss ginn ass vum fréiere Lëtzebuerger Premier mam franséische Premier. Den Haaptgrond dofir war dee vun de Sécherheetsproblemer, déi op där Autobunn bestinn, vum Réckstau, dee permanent doduerjer verursaacht gëtt. An ech mengen och, dass d'Douane net onbedéngt en Haische brauch, fir Kontrollen ze maachen. Ech mengen nämlech net, dass een, dee wierklech wëllt kriminell sinn, dass dee sech géif iwwer eng Douane woen, wou och nach en Douaneshaischen aktiv bedriwwe gëtt.

Voilà! Ech wollt dat dozou just soen an Iech Merci soe fir de Vote, wann Der dat da stëmmt, vun deem Gesetz. Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Minister. Ech géif dann direkt zum Vote iwwert de Projet 6394 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6394 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

60 Deputéiert hu sech um Vote bedeelegt: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Wéi virdrun ofgemaach, géife mer dann zu der Presentatioun an der Diskussioun vun der Motioun, respektiv de Motiounen, iwwergoen. Als Éischten huet den Här Henri Kox als ee vun den Auteure vun där éischter Motioun d'Wuert. Här Kox.

9. Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030

Exposés

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Här President, Merci. Dëse Weekend ass e Conseil européen, wou ënner anerem och iwwert d'Energie soll geschwat ginn. Dir wësst, dass d'Kommissioun en Aktiounsplang virgeluecht huet, fir der Energie 2020-2030 en neie Kader ze ginn. Dat sinn déi éischt Diskussiounen, déi lafen, ouni dass konkret Ziler wäerten dëse Weekend awer och genannt ginn.

Ech si frou, dass nom éischte Paquet vun der EU 2008 Bewegung komm ass an der Europäescher Unioun. Dir wësst, dass mer e Paquet hu fir 2020, dat heescht also 20% wat d'Effizienz ubelaangt, 20% wat den Undeel vun den erneierbaren Energië betrëfft, an 20% Reduktioun vum CO_2.

Dir wësst, dass déi dräi Domäner och am Regierungsprogramm Afloss fonnt hunn, nämlech aus Siicht vun den Aarbechtsplazen, aus Siicht vun enger effizienter an nohalteger Energiepolitik an Ekonomiepolitik.

Dir wësst, dass haut schonn a ganz Europa 4,2 Milliounen Aarbechtsplazen ofhängeg si vun deenen dräi Secteuren. Ënner anerem gi mer haut méi wéi 450 Milliarden Euro aus, fir eis mat Energie ze approvisionnéieren. Dat heescht, dat sinn 1.000 Euro op de Kapp, eng schnell Rechnung. Och dat huet am Zesummenhang mat der Kris vläicht an der Ukrain ze dinn, wou mer jo nach eng ganz grouss Ofhängegkeet vis-à-vis vu Russland hunn, wat den Energieimport ubelaangt. Dat heescht also, dass Europa sech anescht opstellt, wat de Begréff Energie ubelaangt a méi eng grouss Onofhängegkeet vis-à-vis vun Drëttlänner muss maachen.

Den 20. Januar 2014 hunn d'Carole Dieschbourg an den Etienne Schneider jeeweils als Responsabel vun dem Environnement an der Energie e Bréif un d'Madame Connie Hedegaard, déi de Klima an der Europäescher Unioun betreit, respektiv de Günther Oettinger geriicht, fir hinnen e Rappel ze maachen, dass mer a Richtung vun ambitiéisen Ziler sollte schaffen an ënner anerem och déi Ministeren oder déi Länner ënnerstëtzen, déi méi pro Klima sinn, déi méi pro fir eng progressiv Beschäftegungspolitik an der Klima- an Energiepolitik antrieden. Dat si Länner wéi Frankräich, Éisträich, d'Belsch, Holland, Portugal an Irland.

Dir wësst, dass mer do ganz ambitiéis Programmer wäerten opleeën an der Europäescher Unioun. Dofir ass et och wichteg an och richteg, dass d'Europäescht Parlament a sengem Vote vum 5. Februar 2014 d'Kommissioun nach eng Kéier opgefuerdert huet, méi wäit vläicht ze goen, iwwer hir Ambitiounen erauszegoen, déi se deemools beim éischten Entworf festgeluecht huet. An d'Europäescht Parlament huet gesot, kommt mir ginn eis ambitiéis Ziler, mir ginn an der Efficacité énergétique op 40%. Mir probéieren, au moins 30% bei den Energies renouvelables ze maachen a 40% Reduktioun beim CO_2 vis-à-vis vun 1990. Dat hu souwuel den Etienne Schneider wéi och d'Carole Dieschbourg nach eng Kéier an hire respektive Conseilen zu Bréissel ënnerstrach.

Dofir menge mer, dass et och ganz wichteg ass, dem Xavier Bettel, elo wann en dëse Weekend op Bréissel geet, vun eiser Chamber eng positiv Approche mat op de Wee ze ginn, fir dass hie sech, dass de Premierminister sech ka mat deene Länner bereet maachen, fir eng ambitiéis Energiepolitik ze maachen.

Dir wësst, dass mëttlerweil och ganz vill Klimaskeptiker ënnerwee sinn, insbesondere e Land wéi Polen éischter op Kuel respektiv de Fracking wëllt zréckgräifen, respektiv Frankräich an England, déi éischter e Wee vun der Atomenergie nach ëmmer wëllen aschloen, an dass dat net onbedéngt eis Démarche ass.

Dofir gi mer der Regierung e puer Invitë mat op de Wee: éischtens, dass déi Ziler vu Lëtzebuerg, déi mir selwer genannt hu bis 2020, musse konsequent weidergefouert ginn. Dir wësst, dass mir och en Zil vun 11% an den erneierbaren Energië bis 2020 mussen erreechen. Mir sinn haut nach ëmmer bei 3,2%, mengen awer, dass dës Regierung dat konsequent wäert upaken, fir kënnen dat Zil ze erreechen, an dëse Weekend, jo, sech wäert staarkmaache fir en ambitiéist Zil, wëssend, dass keng Kritäre festgeluecht sinn.

Mä mir ginn awer mat op de Wee, dass op d'mannst an den Énergies renouvelables emol schonn 30% festgeschriwwe ginn. Dat ass en éischte Schrëtt. Wa mer dat bis festgeluecht hunn, da kënne mer och en zweet Zil nennen, nämlech déi 40% vun der CO_2-Reduktioun. A wann et et erméiglecht, och an der Effizienz eppes ze erreechen, si mer méi wéi frou, wann do eppes erreecht gëtt. Dëse Weekend steet dat zur Debatt, an dofir menge mer, dass et ganz wichteg ass.

Ee Punkt wëll ech awer ënnersträichen, dat ass d'Diskussioun vun der europäescher Industriepolitik, dass se natierlech Kompetitivitéitsproblemer de Moment wäert hunn, wat den Energiepräis ubelaangt. Ech mengen awer, dass et wichteg ass, och do mat der Industrie op europäeschem Niveau Effizienzen auszeschaffen, fir dass si och kann à long terme besser domadder eens ginn.

Ech wënschen nach zum Schluss, an dat ass mäi leschte Saz zu dëser Motioun, dass d'Chamber (veuillez lire: dass d'Regierungsmemberen), esou wéi dat och elo an dësem Fall de Fall scho war, wann Debatten op europäeschem Niveau lafen, selbstverständlech prett sinn, fir all Moment an d'Chamber ze kommen a mat den Deputéierten zesummen an déi richteg Energie- a Klimapolitik ze goen.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kox. Ech géif d'Wuert dann direkt weiderginn un den Här Turpel, fir seng Motioun oder säi Complément zur Motioun virzedroen. Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), auteur.*- Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll kuerz drop zréckkommen, wéi et iwwerhaapt zu där Diskussioun iwwert déi Motioun hei komm ass. Dat war an der Ëmweltkommissioun vum 12. Februar, wou eng Rei europäesch Dossieren um Ordre du jour stoungen, net nëmmen en Aktiounsplang vun der Kommissioun, iwwert deen een eng Kéier misst ausféierlech diskutéieren, a wou och d'Meenung ausgedréckt ginn ass, datt een dat eng Kéier misst am Plenum maachen, mä och dat berühmtent Wäissbuch oder d'Kommunikatioun vun der Kommissioun iwwert d'Klimaziler vum 22. Januar 2014.

An ech war an der Kommissioun der Meenung, datt mer déi Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun net einfach esou kéinte laanschtgoe loossen, ouni ze reagéieren. D'Kommissioun war sech relativ schnell eens, datt et wichteg wier, fir esou eng Motioun ze maachen, déi seet, wat d'Chamber vun deem Wäissbuch a vun deene Klimaziler do hält. Ech bedaueren, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, eng Motioun ze maachen, iwwert déi mer eis eens gi sinn. Dofir sinn ech dozou iwwergaangen, fir ze soen, datt ech eng komplementär Motioun maachen, op déi ech elo wëll agoen.

All Mënsch, dee sech mat der Klimasituatioun ofginn huet, weess, datt d'Zil, wat sech gesat gouf, ass, fir d'Äerderwäermung net méi wéi zwee Grad zouhuelen ze loossen um Enn vum Jorhonnert. All Mënsch weess awer och, wann een d'Realitéit kuckt, datt déi Erhëtzung vun net méi wéi zwee Grad, datt déi, an ech zitéieren d'Experten, „nëmmen ënner kaum virstellbaren, extremen Ustrengunge vun alle Länner, vun der Wirtschaft a vun de Bierger ze erreechen ass". Datt et probabel ass, esou wéi de Wee elo ass, datt mer eng Erhéijung vun der Äerdwäermt kréie vu 4% an datt souguer eng Erhéijung vu 6%, wann et esou weidergeet, net auszeschléissen ass, wahrscheinlech ass, heescht et souguer am Rapport vum IPT...

(Interruption)

ICP, pardon, richteg! (veuillez lire: IPCC, pardon, richteg!) Souguer wa mer eng Erhéijung hätte vu véier Grad, wier dat fir 2050 schonn eng onvirstellbar Situatioun op dëser Welt. A virum Enn vum Jorhonnert géif dat heeschen, datt Milliarde vu Leit hiren natierleche Liewensraum geholl kréichen.

Mir sinn eis och eens, wann een op d'Klima an op d'Äerderwäermung wëllt awierken, datt déi dräi Aktioune kombinéiert mussen ugaange ginn, déi heeschen: Emissioun, Zäregaser - wat haaptsächlech den CO_2 ass, mä och net nëmmen -, wat erneierbar Energien ugeet a wat Energieaspuerungen ugeet.

A wéi d'EU-Kommissioun hiert Wäissbuch erausginn huet, dunn ass dat als e Skandal emfonnt ginn, net nëmme vun Ëmweltorganisatiounen, mä och vu Gewerkschaften, vu Regierungen a vu ganz villen Deeler an Europa. An et ass gesot ginn..., well dat Zil, wat do drasteet, ass jo dat, ënnert dem Drock vun de Wirtschaftslobbyen huet dës Kommissioun noginn a gesot, si géif d'Zäregasemissioune reduzéieren, 40% erneierbar Énergien op 27% gesinn. Woubäi, wann ee weess, datt een ouni Effort schonn op deen Undeel vun erneierbaren Energien do kéim!

An d'europäesch Ëmweltorganisatiounen, déi am „Climate Action Network", CAN, zesummegeschloss sinn, hu sech zesummegesat a gesot, mir maachen en dréngenden, dréngenden Appell un de Conseil, deen dëse Weekend zesummekënnt, fir ze soen, wat d'Zäregaser ugeet, 40% geet net duer, dat musse 55% sinn, 27% erneierbar Energie, do muss een Effort gemaach ginn, fir op 45% ze kommen, an d'Energieaspuerunge musse 40% sinn.

Déi Motioun, pardon, déi Petitioun, déi gëtt ënnerstëtzt zu Lëtzebuerg vun „Votum Klima", an deem ënner anerem d'Caritas, d'ASTM, de Mouvement écologique a Greenpeace dra sinn. An dat, wat mir proposéieren hei, ass ganz einfach, d'Ziler, déi europawäit vun deenen Organisatiounen, och vun den Ëmweltorganisatiounen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn, fir déi hei ze ënnerstëtzen an enger separater Motioun.

Zur Motioun selwer, déi d'Majoritéit elo virgeluecht huet, hat ech proposéiert, déi Ziler mat eranzebréngen. Wat mir an där Motioun sécherlech net gefält, dat ass, datt an de Considérante geschriwwe gëtt, wéi wann alles an der Rei wier. Wat awer och e Problem ass, dat ass, datt an den Ziler op der zweeter Säit: «invite à plaider pour des objectifs communautaires ambitieux et contraignants pour 2030 en matière d'efficacité énergétique,…», do steet keen Zil do, et steet keen Zil do, «...d'energies renouvelables (au moins 30%...)», dat ass elo emol mat erakomm, datt do „au moins" steet, bis virun enger Stonn stoung do emol net deen „au moins"! A bei den Zäregaser 40%, do steet emol net „au moins"! An et steet virun allem net do, datt dat och intern an Europa een Zil muss sinn, „domestique", dat heescht een Zil vun der Europäescher...

(Interruption)

Jo, okay, dat kann een elo soen. Et steet awer net do. Et wier gutt gewiescht, wann een dat hätt kënne maachen. Ech krut allerdéngs gesot, no der Kommissiounssitzung, et hätt kee Sënn, datt ee géif Amendementer maachen, et wier ofgeschloss. Dofir enthale mir eis och bei där Motioun, well awer eng Rei Saachen dra sinn,...

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Gutt. Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk), auteur.*- ...déi e Message duerstellen. Mir wëllen net an enger Rei stoe mat deenen, déi iwwerhaapt näischt wëlle maachen, well déi missten nämlech hei dergéint stëmmen. Mä mir wiere frou, wann d'Chamber komplementär zu där Motioun do déi aner Motioun géif stëmmen, déi wierklech eng wäertvoll Ënnerstëtzung wier fir de Klimaschutz a fir d'Organisatiounen, déi an deem Beräich aktiv sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Ech hunn eng Rei vu Wuertmeldungen. Éischt Wuertmeldung vum Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Henri Kox fir d'Presentatioun vun der Motioun, déi mir als CSV-Fraktioun och wollten hunn. D'Presentatioun ass gemaach, ech ka mech elo kuerz faassen.

Dräi Ziler: D'EU-Zil vum 40% Erofsetze vun den Zäregasen en vue vun 2030 ass net nei, well déi Propositioun och schonn 2011 an der Feuille de route stoung fir eng Économie à faible intensité de carbone, Horizont 2050, an och déi fréier Regierung sech hannert dat Zil gestallt huet. Dat war am Juni, mengen ech, 2011.

Wat d'Efficacité énergétique ubelaangt, kann ee bedaueren, datt keen Zil do ass, mä d'Kommissioun erklärt dat jo, well se eng entspriechend Direktiv nach wëllt analyséieren, also vun enger entspriechender Direktiv wëllt och fir d'Éischt eng Revisioun maachen.

Dann, wat elo d'erneierbar Energien ugeet, wëllt Lëtzebuerg mat aacht anere Länner méi wäit goe wéi déi Propos vu 27%, nämlech op 30%. An do kann ee soen, a mir soen dat och, datt dat sënnvoll ass, datt probéiert gëtt, sech

méi onofhängeg vu fossilen Energieträger ze maachen, datt et sënnvoll ass, zousätzlech „green jobs" ze schafen, datt et och sënnvoll ass, fir d'Loftverschmotzung ze reduzéieren.

Wat elo d'CSV-Fraktioun gäre gehat hätt, dat hu mer probéiert an der Kommissiounssitzung leschten Donneschdeg däitlech ze maachen, datt d'Regierung eis seet, wann ee sech un d'Spëtzt vun enger Partie Länner stellt, fir méi en ambitiéist Zil ze erreechen, nämlech 30% amplaz 27%, datt se eis seet, wéi een och national gedenkt, tant soit peu seng Hausaufgaben ze maachen, och wann d'EU aus gudde Grënn keng national Ziler virgëtt. Bei eis am Éislek gëtt et esou e Sproch, datt een net méi soll lasskappe wéi ee geschëppt kritt.

Mir haten allerdéngs de leschten Donneschdeg e bëssen d'Gefill, mat eise Froen net esou honnertprozenteg seriö geholl ze ginn. Well mer jo awer denken, datt d'Regierung sech am Virfeld Gedanke gemaach huet an net liichtfankeg op dat méi ambitiéist Zil higaangen ass. Mir hu jo zu Lëtzebuerg eis Erfahrunge mat ambitiéisen Ziler am Klimaschutz. Elo kann ee soen: „2030 ass nach laang", an dach denken ech, datt awer zumindest vun deenen zwee Regierungsmemberen, der Ëmweltministesch, dem Ekonomiesminister, eventuell och an der Regierung insgesamt, awer esou Haaptpisten definéiert goufen, fir ze soen: „Majo, mir wëllen dohin, fir zumindest dat, wat mer eis national virhuelen, fir dat ze erreechen". 2020 sinn dat jo 11%. Da muss dat virugoen.

Wat mir gären hätten, dat ass, datt d'Regierung eis méiglechst séier seet - a virun 2016, domat hu mer e Problem -, eis seet, wéi se an der Entwécklung vun den erneierbaren Energië wëllt virugoen, wéi eng Moyenen datt se wëllt asetzen, wéi eng Fërdermechanismen eventuell zréckbehale ginn, wéi eng nei gemaach ginn, respektiv iwwerhaapt, wéi eng Strategie datt se do verfollegt.

Ech denken, datt mer eis och eens sinn, datt een e lafende Monitoring brauch, fir méi séier an zilorientéiert d'Instrumenter unzepasse respektiv neier ze entwéckelen, wann et néideg ass. A mir denken, datt deen Débat d'orientation, dee mer jo an der Kommissioun zréckbehalen hunn, am Hierscht a Saache Klimaschutz respektiv Applikatioun vum Kyoto-Protokoll eng gutt Geleeënheet wier, fir entspriechend Äntwerten op eis Froen ze kréien.

Ee Saz nach zur fréierer Regierung. Wat d'Énergies renouvelables ugeet, sinn eng Partie Fërdermechanismen, och Contrainten entwéckelt ginn am Kader vum Partenariat Ëmwelt a Klima, mat der Wärmeschutzverordnung, mat den Aidë fir erneierbar Energien, mat dem „PRIMe House"-Reglement, dem Klimapakt, dem „MoDu" an esou weider.

A vill Leit dobaussen, loosst mech dat awer nach soen, vill jonk Leit, déi wëllen zum Beispill baue respektiv wunne goen, stelle sech awer Froen, wann ee vill Suen investéiert an deem Zesummenhang, wat d'Regierung wëllt maachen: wéini déi Aiden, ob déi Aidë bleiwen, ob se geännert ginn, ob d'Aiden ewechfalen, wat subventionéiert gëtt, wat net subventionéiert gëtt. A mir hu jo déi Fro gestallt. Déi éischte Kéier huet et geheescht: eventuell d'grouss Vakanz. Dunn huet et geheescht: 2015. Elo soe mer 2016. A mir wollten dorop Äntwerten hunn.

Eis Fraktioun ass awer der Meenung, datt mir déi Objektiver vun der Europäescher Kommissioun en vue vun 2030, datt mer déi wëlle matdroen an eben net géint déi, och net géint dat ambitiéist Zil vun de Renouvelables sinn, an deemno och net géint dës Motioun stëmmen. Mir enthalen eis awer, well mer nach keng Äntwerten op déi Froe kruten. An 2016 ass eis definitiv ze laang, fir Äntwerten ze kréien.

Ceterum censeo, wollt ech soen, datt Cattenom an Tihange sollen ofgeschalt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Marco Schank. Als nächste Riedner ass de Frank Arndt vun der LSAP ageschriwwen. Här Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- D'Objektiver, déi am Konsens fonnt gi sinn, bis 2030 ënnert de Ministeren, éischtens d'Reduktioun vun den Treibhausgasen, ëm mindestens 40% am Verhältnis zu 1990 ze senken, zweetens de Mindestundeel vun erneierbaren Energien op mindestens 27% oder 30% festzeleeën.

Déi Motioun vun deene Grénge, wéi se elo virgedroe ginn ass, vun der Fraktioun vun deene Grénge virgedroe ginn ass, wäerte mir a gesi mir och komplett positiv. Wat bréngt eis dat dann awer wierklech? Hu mir dat dann och schonns bis an déi lescht Konsequenz nogerechent? Duerch eng erhieflech Steigerung vun der Notzung vun erneierbaren Energiequelle bis 2030, huet d'EU-Kommissioun analyséiert, kënnen ebe bis 2030 méi wéi dräi Milliounen Aarbechtsplaze geschafe ginn. Ech mengen, dat ass och am Aklang mat eisem Regierungsprogramm, wou mer dat och drastoen hunn.

D'Kommissioun weist och drop hin, dass, wa mir den Ausbau méi séier vun erneierbaren Energië weiderdreiwen, mer domadder och d'Nohaltegkeet an alle Länner vun der EU stäerken an domadder d'Virreiderroll um Gebitt vun der Technologie an d'Erhéijung vun der Versuergungssécherheet ofsécheren. Et ass och ze ënnersträichen, datt et sech bei der Energieeffizienz an Energieaspuerungen ëm dee käschtegënschtegste Wee zur Verréngerung vun den Energiekäschten an domadder och dem Ofbau vum Aféiere vu fossile Brennstoffer handelt.

Fir d'Budgete vum Stat an de Gemengen op laang Siicht ze entlaaschten, mussen och do Akzenter gesat ginn, dass si hir Gebaier esou bauen a sanéieren, datt eng Energiebilanz esou niddreg wéi méiglech erreecht gëtt. Och dat ass am Aklang mam Regierungsprogramm ze gesinn.

Et ass och dréngend erwënscht, am Sënn vum Klima- an Energiepakt 2030, vun deenen eenzelne Länner, konkret legislativ Virschléi ze maache mat éiergäizegen a verbindlechen Ziler, fir déi dräi Sailen, déi do sinn: éischtens, erneierbar Energien, Energieeffizienz, drëttens, fir manner Emissiounen, also Zäregasen. Et soll awer och net vergiess ginn, den akommeschwaachen Haushalter Förderungsprogrammer unzebidden, déi hinnen och hëllefen, dës Ziler ze erreechen, fir datt net si déi grouss Verléierer wäerte sinn. Och dat ass am Aklang mat dem Regierungsprogramm ze gesinn.

An ech mengen, ech kann och doduerch, vun der sozialistescher Fraktioun, déi Motioun vun der grénger Fraktioun komplett ënnerstëtzen. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Arndt. Als nächsten huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Och Merci dem Henri Kox fir den Dépôt vun där Motioun. Ech menge Klimaschutz, dat ass ee vun de groussen Défie vum 21. Jorhonnert. Et ass net déi éischte Kéier, datt ech dat hei op der Tribün soen, a mir kenne jo och alleguerten hoffentlech den Dossier. Wa mer kucken, déi Prognose vun den Experten, wa mer net reagéieren, op wat fir eng dramatesch Konsequenze mer dann um Planéit duersteieren!

Ech mengen, an deem ganzen Dossier Klimaschutz, deen natierlech verbonnen ass mat der Energiepolitik, war Europa ëmmer e Virreider an deenen Diskussiounen. Wann ee kuckt, vu Kyoto un huet Europa ëmmer e bësschen de Wee gewisen, wat och richteg ass, well et muss ee jo awer wëssen, wa mer de Wuelstand an deen technologesche Fortschrëtt an all déi Industrialiséierung haut hunn, dann ass dat zum Deel awer op d'Käschte gaange vun engem ongehemmten CO_2-Verbrauch (veuillez lire: CO_2-Ausstouss) an deene Jore virdrun. An dat ass ganz oft och op d'Käschte vun den Drëttweltlänner gaangen. Et ass also och eng moralesch Responsabilitéit vis-à-vis vun den Drëttweltlänner, datt mer als Europäer, als héich industrialiséiert Géigend, och do da kucken, an deem Beräich elo Virreider ze sinn, fir op déi richteg Schinn ze kommen.

Och an Europa gesäit een, wann ee kuckt elo, déi nächst Échéance fir déi nächst Diskussiounen, datt souwuel d'Europaparlament wéi och d'Kommissioun do versichen, nei Ziler festzeleeën, déi och relativ ambitiéis sinn. A mir wëssen och, datt Lëtzebuerg an där ganzer Diskussioun säit Kyoto och ëmmer ganz ambitiéis an deem Dossier war. Och dës Kéier gi mer mat därselwechter Approche un deen Dossier erun. Déi nächst..., net d'nächst Woch, mä vill méi elo déi nächst Deeg wäert de Premier um europäesche Sommet dann och ënner anerem musse fir Lëtzebuerg, awer och fir Europa, ambitiéis Ziler weider verteidegen. Dir kennt se alleguerten. Ech mengen, si stinn an der Motioun. Et ass och elo schonn... d'Virriedner hu se dokumentéiert oder hu se kommentéiert.

Et ass haut nach net gewosst, wat derbäi erauskënnt. Et muss ee wëssen, also wat hei an der Motioun steet, dat ass eigentlech eng Aart Optrag oder eppes, woumat mer dem Premier de Réck wëlle stäipen, fir an deenen Diskussiounen zu Bréissel déi Positioun ze verteidegen, awer och am europäesche Kontext dat ze verteidegen. An et ass nach net kloer, wat dobäi wäert erauskommen. Déi den Dossier e bësse méi suivéieren, wëssen, datt et do awer eng Rei Bremser ginn an deene leschte Joren. Et kann ee se och, firwat net, et soll ee se och zitéieren: ënner anerem Polen, mä nach verschidden aner Länner am fréieren Ostblock, fir et emol esou ze formuléieren, déi natierlech do soi-disant eng Brems gesi fir hir wirtschaftlech Entwécklung.

Dat ass also hei, wat mer hei maachen, do gi mer dem Premier en Optrag mat op de Wee. Mir soen him, datt mer em de Réck do stäipen. Wéi gesot, mir wëssen awer net, wat dobäi erauskënnt. Mä och do, mengen ech, solle mer wéi an der Vergaangenheet als Lëtzebuerg, awer och als Europa, e bësselche versichen, net bei de Bremser, mä wierklech bei deene fortschrëttleche Kräften ze sinn an och do dann an déi Richtung d'Regierung ze ënnerstëtzen.

Natierlech wäerten Diskussioune kommen, déi sinn och net nei, wéi mer hei zu Lëtzebuerg dann herno deklinéiert - well déi Ziler, dat hei sinn europäesch Ziler -, wéi déi Ziler deklinéiert op Lëtzebuerg da wäerten ausgesinn. Dat si sécherlech Diskussiounen, déi mer nach musse weider féieren. Dat wäert net einfach ginn, egal wat fir eng Ziler mer dann och wäerte fir Lëtzebuerg an Zukunft festhalen. Dat war och an der Vergaangenheet net einfach, dat wësse mer alleguerten.

An de Marco Schank huet dat och gesot. D'CSV war eigentlech e bësschen erstaunt anscheinend an der Ëmweltkommissioun - ech war och do -, datt d'Regierung do net scho fäerdeg Pläng hätt, wéi dann... egal wéi déi ambitiéis Ziler ausgesinn hätten. Bon, mir wieren eigentlech frou gewiescht, muss ech soen, wa mer och do fäerdeg, voll gefëllten Tiräng fonnt hätten, well ech huele jo un, datt déi viregt Regierung sech awer och Gedanke gemaach huet, wéi een och, wann net nei Ziler festgeluecht géifen, zum Beispill wéi een dat hätt kënnen ëmsetzen.

Bon, vu datt d'Tiräng net voll waren, ausser dem Klimapakt mat de Gemengen, wou awer keng kloer Ziler waren an och net, bis wéini een déi realiséiert, ausser dem Klimapakt mat de Gemengen ass näischt an den Tiräng virkomm, dat heescht, do muss een also där neier Regierung, där neier Mannschaft e bësselchen d'Chance ginn, fir do Saachen auszeschaffen. A mir wëlle jo dann och dofir kucken, hei an der Chamber och Diskussiounen ze féieren, ënner anerem mat deem Débat d'orientation, dee mer dann och hei an der Chamber wäerten hunn.

Vläicht just eng, zwou Remarquen awer, a wéi eng Richtung et muss goen. Ech mengen, Klimaschutz gëtt ganz oft nëmmen als Brems gesi fir d'Ekonomie, fir d'Wirtschaft, fir d'Innovatioun. Au contraire! Klimaschutz a Klimaschutzpolitik mussen och eng Chance sinn, fir Ekonomie an Ekologie mateneen ze verbannen. Et ass nach oft genuch, datt dat net an de Käpp vun de Leit ass - et muss een dat all Dag erëm frësch, nei soen - an datt een dat och zu Lëtzebuerg ka maachen.

An der Vergaangenheet huet d'Regierung effektiv ganz oft versicht - an dat huet jo och nach de Rapport vun der Cour des Comptes gewisen -, eis fräizekafen op anere Plazen. An d'Cour des Comptes huet jo gesot, datt mer do Milliounen a Milliounen ausginn hunn, fir awer net ze wëssen, wéi vill Tonnen oder wéi vill Milliounen Tonnen CO_2 doduerjer iergendwou op der Welt gespuert gi sinn. Dee Bilan vun der Cour des Comptes ass eigentlech relativ ernüchternd an dat soll eis also och eng Léier sinn, datt mer solle kucken, déi Suen, déi mer investéieren, dann och hei zu Lëtzebuerg ze investéieren am Klimaschutz, an datt dat eben eng Chance ass.

An ee Beispill, wéi een dat ka maachen, an dat steet och am Koalitiounsaccord vun där neier Regierung, dat ass dat mat der Klimabank, datt een hei zu Lëtzebuerg zum Beispill wierklech an den Assainissement, d'Albausanéierung, also an den Assainissement vun Albauten investéiert an datt een do wierklech och kann eben d'Ekonomie an d'Ekologie matenee verbannen. Wat géif heeschen, wa mer all eis Haiser géifen assainéieren, de Leit hëllefe mat enger Klimabank, dat ze finanzéieren, datt mer do eppes géife maache fir CO_2, eppes fir eisen Engagement um europäesche Plang, datt mer och eppes géife maache fir d'Handwierk. Zum Beispill, datt een do Dausenden Aarbechtsplaze kéint kreéieren. An datt een do natierlech am Endeffekt och bei de Leit den Effet hätt, datt se géifen am Endeffekt Suen am Portmonni spuere bei der Rechnung vum Mazout oder vum Gas. Nëmmen als ee Beispill, wéi een also an Zukunft soll..., a wat fir eng Richtung et, an eisen Aen, soll goen.

Bon, dat gesot, ënnerstëtze mer oder respektiv stëmme mer déi Motioun hei, déi hei déposéiert ginn ass, fir och dem Premier de Réck ze stäipen. Mir kënne leider net déi Motioun vun deene Lénken akzeptéieren. Natierlech ass dee groussen Défi, och hei zu Lëtzebuerg, fir ebe kënnen dann ze kucken, wéi mer dat konkret bei eis ëmsetzen. Ech hunn ee Beispill gesot, mä am Débat d'orientation wäerte mer sécherlech nach aner flott Piste fannen, mat der Virgab, ëmmer Chancë fir d'Ekonomie an d'Verbannung Ekonomie an Ekologie.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänke mat engem politesche Constat: De Constat ass, datt et an eiser Gesellschaft, géif ech soen, an op jidde Fall heibannen, e Konsens gëtt. E Konsens, datt mer mussen d'Ëmwelt schützen, e Konsens, datt d'Atmosphär en Deel vun der Ëmwelt ass an dohier muss geschützt ginn. An de Schutz vun der Atmosphär, awer och vun der Biosphär am Allgemengen, kann zum Klimaschutz bäidroen. Dozou gehéiert awer och Ofholzen an aner Tendenzen, an net nëmmen Dreifhausgaser oder aner Gaser, déi eventuell esou Konsequenze kënnen no sech zéien.

Dat ass e Konsens. Ech soen dat hei ganz kloer, well dat heescht och politesch, datt mir keng Partei méi brauchen, elo, am Joer 2014, déi mengt, si wär méi gréng wéi all déi aner, well „gréng" ass e Konsens. Den Ënnerscheed besteet doranner: Maache mer Ideologie oder maache mer Politik? Ideologie, dat ass eppes, wat d'Realitéite verkennt. Politik ass en Ausdrock vun der Verantwortung, déi mir hunn, och an der Ëmweltpolitik, géintiwwer eise Bierger a géintiwwer eiser Ekonomie.

Wat mir gären hätten als ADR, ass Ëmweltschutz op realistesche Basen, mat enger Verantwortungsdimensioun, déi mir bei villen, déi bis elo hei intervenéiert hunn, vermëssen.

Ech wëll just vun Ufank un eppes soen, fir ze ënnersträichen, wéi grouss den Enjeu économique ass.

D'Cour des Comptes hat eis gesot, datt mir 47,7 Milliounen Euro an d'Ausland geschéckt hunn, ënner anerem fir Projeten am Klimaschutz, déi emol net realiséiert goufen! Dat ass net ze maachen. Dat ass keng Verantwortung géintiwwer eise Bierger a géintiwwer eise Steierbezueler. Kréie mer déi Suen dann erëm? Dat geet net!

Wa mir Projete maache fir den Ëmweltschutz, da solle mer probéieren, dat hei am Land ze maachen. Ech si mam Här Berger d'accord, d'Lëtzebuerger Handwierk ze ënnerstëtzen. Et ass do, wou et zielt! Mir kënnen eis Gebaier méi energieeffizient maachen, mir kënne besser isoléieren, mat Moossnamen hei am Land, déi eis Ekonomie ënnerstëtzen. Esou wäit ass dat vernünfteg.

E Wuert iwwert d'Wëssenschaft: D'Wëssenschaft an dëser Saach, an där ganzer Klimadebatt iwwert déi lescht Joren, huet gelu wéi gedréckt! Et ass eng Schan, wat an deene leschte Joren an deem do Beräich geschitt ass. Ëmmer erëm si Skandaler opgedeckt ginn. Ëmmer erëm huet den IPCC e Stéck vu senger Glafwierdegkeet verluer. Mä wann déi Basis, déi politesch Basis, déi mir eigentlech huelen als Referenz fir déi Klimadiskussioun, esou diskreditéiert ginn ass, esou muss hannerfrot ginn, jo, da musse mer och kucken: Ass eis Politik nach en ligne mat deem, wat mer wierklech verantwortungsvoll kënne vertrieden? Dat ebe genau ass den Ënnerscheed zwësche grénger Ideologie a realistescher Politik, déi, déi mir eise Bierger schëlleg sinn!

Loosse mer emol d'Beispiller huele vun den Aarbechtsplazen, dem Emploi. Mir liesen hei an deem Text, deen d'Regierung, oder zwou vun deenen dräi Regierungsparteien - ech hu just gesinn, d'DP huet en net ënnerschriwwen - eis proposéieren, si soen, Emploi, 4,2 Milliounen Aarbechtsplaze wären am Beräich vun deene grénge Energien, oder wéi och ëmmer do, geséchert ginn. Mä dat ass dach nëmmen eng Deelwourecht!

Wat geschitt, dat ass, datt déi gréng Energië musse massiv subventionéiert sinn. Mir hu 4,2 Millioune subventionéiert Aarbechtsplaze geschafen, mä wéi vill Aarbechtsplazen a rentabelen Energiesecteure sinn doduerch zerstéiert ginn? Dat ass eigentlech déi Fro, déi mer eis musse stellen: Bei aneren Energieträger, bei aneren, déi rentabel sinn, ass do net vill zerstéiert ginn, well mir Suen dévéiert hunn, fir subventionéiert Plazen ze schafen? Déi sécher sech kënnen aus verschiddene Grënn justifiéieren - wat awer net justifiabel ass, dat ass esou eng eesäiteg Presentatioun zwëschen dem subventionéierte Secteur an den Énergies renouvelables an deenen aneren.

D'Energies renouvelables, realistesch gesinn, wann een hei vun 30% liest, dat ass dach net wouer! Realistesch gëtt geschat 10%, an da brauche mer Kuel an aner Energieträger, fir déi iwwerhaapt um Lafen ze halen. An och dat gëtt net gesot! De Bilan vun den Énergies renouvelables, gesamtenergetesch, ass wahrscheinlech en negative Bilan, well mer eben aner konventionell Energië brauchen, fir se iwwerhaapt kënne weiderzebedreiwen.

An da musse mer och soen: Wéi ass et da mat eiser Kompetitivitéit? D'Energie an Europa, an och hei zu Lëtzebuerg, ass ze deier géintiwwer Amerika an aneren. A wa mer vu weltwäitem Handel schwätzen, wéi mer et an der Lescht hei e puermol gemaach hunn, da musse mer och d'Fro vun den Energiepräisser am A behalen.

Nach eemol: och d'ADR ass fir Ëmweltpolitik, awer fir eng Politik an net fir eng Ideologie! Dat ënnerscheet eis haaptsächlech vun deene Gréngen. Mir maache Politik mat Verantwortung, och fir d'Ëmwelt!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser.

Déi méi large Interpretatioun vun de Riedezäiten ass drop zréckzeféieren, dass mer a Präsenz si vun zwou Motiounen. Ech hunn also deenen eenzelne Riedner, déi zu deenen zwou Motiounen direkt Stellung geholl hunn, e bësse méi Latitude gelooss. Ech hunn awer matkritt, dass den Auteur vun där zweeter Motioun, dee seng Riedezäit nach net ganz erschöpft hat, nach wëllt e puer Prezisioune ginn. Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), auteur.*- Merci.

Ech wëll e puer Prezisioune ginn, fir d'Éischt emol zu der Motioun, déi virläit, wou gesot ginn ass „d'Motioun vun deene Gréngen". Et ass kloer, datt et net d'Motioun ass vun deene Gréngen, mä et ass d'Motioun, déi den Här Fayot an den Här Kox déposéiert hunn am Numm vun deenen zwou Kommissiounen Ëmwelt an Ekonomie, well mer do d'Diskussioun driwwer haten.

Ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, datt et d'Initiativ war vun déi Lénk, datt et iwwerhaapt zu esou Motioune kéim,…

(Brouhaha)

…och datt mer de Bilan - an dat krut Der schréftlech -, deen d'Cour des Comptes gemaach huet zu Kyoto, datt mer dee sollen an de Kommissiounen diskutéieren. An och do ware mer eis eens, fir en Hearing ze maachen, deen elo soll - hoffentlech geschwënn, net eréischt d'nächst Joer, well et ass nach keen Datum fixéiert - stattfannen, well mer net kënnen d'accord si mat deenen iwwerflächleche Konklusiounen, déi d'Cour des Comptes do aus hirem Bilan zitt: zum Beispill d'Klimaziler erofzesetzen.

Zweet Bemierkung: Eis Motioun gëtt tel quel dat erëm, wat d'Ëmweltorganisatiounen an Europa zu Lëtzebuerg soen. Ech wëll dat elo net weider kommentéieren, well d'Zäit mer et net erlaabt. Ech wëll soen, dat, wat den ADR hei seet, dat ass haaptsächlech, wat een net soll maachen a puncto Klima, dat ass e Schlag an d'Gesiicht vun eiser Jugend, vun deene kommende Generatiounen a vu ganze Vëlker, déi mussen dépayséiert ginn, wann näischt Wesentleches geschitt.

Wat d'CSV ugeet, verstinn ech d'Fro, datt ee muss klären, wat zu Lëtzebuerg soll gemaach ginn, fir d'Klimaziler ëmzesetzen. Do si mer eis eens, datt dat muss gekläert ginn. Mä d'Fro, déi net gekläert ass: ob dowéinst, well dat net kloer ass, d'CSV mat Klimaziler net d'accord ass, ob dat e Prétexte ass oder ob se seet: Zousätzlech muss een dat klären. Well wann et kee Prétexte ass, da wier et jo duergaangen, wa se eng Motioun hei eraginn hätt, fir ze soen: Mir stëmme fir déi Motioun a mir hätte gären, datt zousätzlech dat soll gekläert ginn. Well et muss gekläert ginn! A wann an der Motioun steet, fir „début 2016" dee Programm virzeleeën: Dat ass ganz kloer, dat geet net duer! Wa mir déi Efforte wëlle maachen, déi mer musse maachen an de Klimaziler, da geet „début 2016" net duer.

Ech hoffen, an domadder schléissen ech dann of, datt mer bei deem Hearing iwwer Kyoto et fäerdegbréngen, mat der Zivilgesellschaft eng kloer an offen Diskussioun ze féieren, net nëmmen iwwer Klimaziler a Kyoto, mä och iwwert dat, wat zu Lëtzebuerg muss geschéien, an datt mer dann éischter an déi Chamber hei zréckkommen, fir deen Aktiounsprogramm, fir déi Ziler och zu Lëtzebuerg ze erreechen, virzestellen.

Merci.

M. le Président.- Domat huet d'Regierung d'Wuert. Madame Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Häre Deputéiert, fir d'Éischt emol wëll ech Iech en häerzleche Merci soen, en häerzleche Merci deenen zwou Chamberskommissioune fir d'Virleeë vun dëser Motioun.

Et ass esou, dass mir als Regierung - den Etienne Schneider an ech, déi schonn zu Bréissel waren uganks dëses Mounts - eng ganz kloer Positioun vertrueden hunn, déi mer eben hei och erëmfannen. Mir fannen d'Positioun erëm, dass mer dräi verbindlech Ziler brauchen, dass mer eng Reduktioun vu 40% brauchen, mindestens, an dat hate mir och gesot, mindestens 30% erneierbar, an en drëtt Zil och wëllen hunn an der Effizienz.

Mir soen Iech dofir Merci, dass Der do och eisem Premier de Réck stäerkt. Mir soen Iech Merci fir d'Initiativ, a virun allem wëll ech och deenen anere Memberen, déi sech elo méi kritesch geäussert hunn, e grousse Merci soen, well ech hu fonnt, dass mer och an der Kommissioun… Ech verstinn a sech och d'Membere vun der CSV, déi vill Froe gestallt hunn, och iwwert den nationale Kontext.

Ech verstinn, dass ech Iech duerch meng Pisten, duerch déi Pisten, déi deelweis och am Regierungsprogramm stinn - Pisten, déi mer awer och amgaange sinn, schonn ze realiséieren, déi mer konkret schonn ugepaakt hunn, wou ech Iech och erkläert hunn, dass den Etienne Schneider an ech ganz konkret u verschiddene Saache schaffen -, ech verstinn, dass dat Iech vläicht nach net duergeet.

Ech si frou, dass mer déi Debatt wäerten en cours de route ëmmer erëm weiderféieren, well et ass eng immens wichteg Debatt! Well eben d'Klimaziler…, net nëmmen en vue vun eiser Présidence 2015, net nëmmen, well mer elo eng Urgence hunn an dem europäeschen Dossier, wou mer soen, ma mir als Lëtzebuerg, mir wëllen, dass mer schnell an deem Domän zu enger gemeinsamer, zu enger gemeinsamer europäescher Positioun kommen, wou a sech Europa weiderhin an deem Beräich vun der Klima- an Energiepolitik de Virreider ass. An déi Roll wëlle mer jo och behalen.

Ech soen Iech Merci fir déi Diskussioun an ech freeë mech och, dass mer do, an där Hisiicht eigentlech e Konsens hunn. Ech wär frou, wa méiglechst vill Leit dat hei géifen ënnerstëtzen, well ech mengen, dass mer soumat wierklech och als Regierung eng Stäerkung hunn, de Premier eng Stäerkung huet, wann en eben elo zu Bréissel d'Positioun vu Lëtzebuerg vertrëtt.

An ech freeë mech dann op weider flott Diskussiounen, well et sinn einfach déi Diskussiounen, déi mer als wichteg fannen, wou d'Regierung gesot huet, dass et eng vun eise grousse Prioritéiten ass.

An ech soen Iech domadder villmools Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Dieschbourg am Numm vun der Regierung. Da géife mer iwwert…

Ah, den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider. Ech hat säi Geste falsch gedeit, pardon!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Ech wëll och just hei meng Kolleegin ënnerstëtzen an deem, wat se seet, an der Kommissioun Merci soe fir déi Initiativ, déi se geholl huet.

An ech wéilt just een europäesche Kontext awer hei, oder ee Wonsch äusseren, nämlech deen, dass, wa mer elo eng nei Kommissioun deemnächst hunn dëst Joer, dass déi Kommissioun et fäerdegbréngt, an all deenen Dossieren - Klimaschutz, Energiepolitik, Wirtschaftspolitik - vill méi horizontal zesummenzeschaffen.

Well dat, wat mer de Moment gesinn, dat ass, dass all Kommissär säin Domän just verteidegt an net riets a lénks ëm sech kuckt, wat en do eventuell kann an aneren Domäner bewierken. Ech mengen, dass dat wichteg ass. Dat ass e Prinzip, dee mir an der Regierung hunn, dee mer agefouert hunn, deen, mengen ech, ganz gutt fonctionnéiert. An ech wär wierklech frou, wann och d'Kommissioun, déi nei Kommissioun dat dote géif behäerzegen.

Ech mengen, hei ass wierklech en Équiliber ze fannen tëschent deem, wat een op där enger Säit - Ëmweltschutz, Klimaschutz - mécht a wat een op där anerer Säit vu Konsequenzen, vun eventuelle Konsequenze fir d'Ekonomien huet. Mir dierfen net nëmme kucken, dass mer onofhängeg oder manner ofhängeg gi vun den Energieimporter an d'Europäesch Unioun. Dat kann net eist eenzegt Zil sinn. Well wann dat dat eenzegt Zil ass, da riskéiere mer, dass mer herno zwar net méi vill Energie importéieren, mä dofir eng ganz Rei Produiten hunn, déi net méi an Europa kënne produzéiert ginn, well se ze energieintensiv sinn an dofir ausserhalb vun der EU verlagert ginn. Ech schwätzen zum Beispill vun der Aluminiumproduktioun, vun Zement etc. Da géife mer eis an eng aner Ofhängegkeet beginn. Ech mengen, dat si Saachen, déi ee muss équilibréiert kucken.

Ech sinn awer der Meenung, dass déi Ziler, déi mer eis hei ginn, an déi Ziler, déi d'Kommissioun hei proposéiert, dass déi gutt sinn, well mer och als Ekonomie, an dat mierke mer jo awer, och eppes ze gewannen hunn, andeem mer eis héich Ziler ginn. Mir sinn déi Ekonomie, d'europäesch Ekonomie ass déi, déi wierklech an enger Rei Jore Weltleader ass an deene ganzen Technologien, deenen ëmweltfrëndlechen Technologien. An iergendwann, och wann dat am Moment wahrscheinlech relativ schwéier ze verkraften ass, iergendwann hu mir do de Lead weltwäit a mir wäerten dat kënne vermaarten.

An et ass och ugeschwat ginn: Aarbechtsplazen, déi do geschafe ginn. Natierlech, wat den Här Kartheiser seet, ass richteg: Op anere klasseschen Energie- oder polluenten Energieforme ginn och Aarbechtsplaze verluer. Dat muss een och dogéint oprechnen, wann ee wëllt ganz éierlech sinn.

Mä ech mengen, ee lescht Wuert ass dat, dass een awer och muss bedenken, dass d'Europäesch Unioun fir 8% vun den Emissioune weltwäit steet an dass also d'Zil vun der Politik muss sinn, d'Zil vun der EU och muss sinn, esou vill wéi méiglech aner Länner respektiv Kontinenter mat an déi dote Beméiunge mat eranzekréien. Well mir eleng wäerten et net packen, fir déi Limitatioun vun den zwee Grad Celsius hinzekréien. Dofir, mengen ech, ass dat en Effort, deen och d'nationaalt Parlament, d'national Regierungen, pardon, mä virun allem och d'Kommissioun muss an all deenen internationale Gremie vertrieden.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Motiounen iwwergoen. Ech géif fir d'Éischt iwwert d'Motioun, déi vum Här Kox a vum Här Fayot abruecht ginn ass, ofstëmme loossen, an dann iwwert de Complément.

Vote

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss. Et si 60 Deputéiert, déi um Vote deelgeholl hunn, entweder direkt oder duerch Procuratioun. 32-mol Jo, 3-mol Neen a 25 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dovunner aus, dass d'Enthalunge motivéiert sinn.

(Assentiment)

Domat ass d'Motioun adoptéiert.

Ech géif dann zum Vote iwwert déi zweet Motioun iwwergoen, déi vum Här Justin Turpel abruecht ginn ass.

Vote

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun ass mat 58 géint 2 Stëmmen ofgelehnt. 58 Stëmmen Neen, 2 Stëmme Jo.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat ass d'Diskussioun iwwert déi zwou Motiounen ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 6599, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Laboratoirë fir medezinesch Analysen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich-Duval, den Här Mertens an d'Madame Lorsché.

An direkt huet d'Wuert d'Rapportrice, d'Madame Cécile Hemmen.

10. 6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de Projet de loi 6599, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ännert dat modifizéiert Gesetz iwwert d'Laboratoirë vum 16. Juli 1984. D'Ännerung, déi hei virgeholl gëtt, ass ze gesinn am Kontext vun de breede Beméiungen, fir am Spidolsberäich d'Zesummenaarbecht an och d'Synergien ze encouragéieren an ze förderen. D'Ziler sinn dobäi gläichzäiteg d'Verbesserung vun der Qualitéit a méi eng héich Effizienz.

D'Notioun vum Spidolslaboratoire ass duerch d'Spidolsgesetz festgeschriwwen, dat a sengem Artikel 26 festhält, dass all Spidol mat iwwer 175 Better e Laboratoiresservice muss hunn, deen den Normen entsprécht. Den Ament hu mer sechs Spidolslaboratoiren hei am Land, mat engem Effectif vun 212 Vollzäitsalariéen. Am Joer 2010 sinn iwwer siwe Milliounen Analysen duerchgefouert ginn, wat e Käschtepunkt vun 43,4 Milliounen Euro bedeit, dovunner 25 Milliounen Euro fir Personalkäschten.

Op Demande vun der Fédération des hôpitaux gouf an de Joren 2011 an och 2012 d'Etüd „Teamplan" iwwert d'Spidolslaboratoiren an och den LNS, also de Laboratoire national de santé duerchgefouert, fir ënner anerem de Potenzial fir Synergien ze identifizéieren. Dobäi ass erauskomm, dass et géif Sënn maachen, fir déi analytesch Aktivitéite vun de Spidolslaboratoiren an dem LNS an enger gemeinsamer Struktur ze zentraliséieren. Besonnesch bei den héich spezialiséierten a ganz raren Analyse géif dat erlaben, fir d'Qualitéit ze verbesseren an och d'Käschten ze limitéieren, dat am Sënn vum Mot d'ordre vum „utile et nécessaire".

Iwwregens fänkt een och elo hei net bei null un, well am Beräich vun de Biopsien an der Cancérologie schafft de Statslabo scho vun Ufank u ganz enk mat de Spidolslaboratoiren zesummen. Ënnert der aktueller Legislatioun war et bis ewell awer net méiglech, dass den LNS sech mat engem oder e puer Spideeler an enger Structure juridique zesummegedoen hätt, fir e Labo ze exploitéieren. Mä dat soll sech dann elo mat dësem Gesetz ännere.

Den ursprünglechen Text vum Projet de loi huet déi Méiglechkeet fir de Laboratoire national opgemaach a sech awer och dorobber beschränkt. De Statsrot a sengem Avis vum 12. November 2013 huet awer drop higewisen, dass de Statslabo, wat elo d'Beräicher vun der Chimie médicale, der Hématologie, der Microbiologie an och der Anatomie pathologique ugeet, ënnert dat normaalt Laboratoiresgesetz fält an och keng besonnesch Privilegie par rapport zu den normale Laboratoirë virgesäit.

De Conseil d'État huet dofir d'Positioun vertratt, dass et am Sënn vun der Gläichbehandlung ubruecht wier, fir och den normale private Laboen d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech mat de Spidolslaboratoiren ze associéieren. De Statsrot huet zu deem Punkt, deen iwwregens och vun der Chambre de Commerce an hirem Avis vum 2. Oktober 2013 kritiséiert gouf, eng Opposition formelle ausgesprach.

D'Chamberskommissioun huet sech hei der Positioun vum Conseil d'État ralliéiert, grad wéi och an deem Punkt, wou de Statsrot argumentéiert huet, dass d'Associatioun sech misst op d'Aktivitéite vum Spidolsberäich limitéieren.

Während hiren Aarbechten an och den Diskussiounen huet d'Chamberskommissioun nach eng Kéier ënnerstrach, dass de Regierungsprogramm d'Vocatioun vum Laboratoire national de santé confirméiert, fir e regelrechte Centre d'excellence ze ginn, mat allem, wat dat u Personal an awer och u modernem a sophistiquéiertem Équipement bedeit. Dat gëllt ënner anerem fir d'Beräicher wéi d'Cancérologie, mä awer och d'Aktivitéiten am Kontext vun der Opferambulanz, der Prise en charge vun den Affer vun häuslecher Gewalt oder awer och d'Missiounen am Beräich médico-légal.

Bei den Diskussioune vum Projet de loi 6297, duerch deen de Laboratoire national de santé als en Établissement public geschaf gouf, ass deemools och déi wichteg Roll vum LNS a Saachen ëffentlech Gesondheet ervirgestrach ginn. D'Chamberskommissioun huet betount, dass déi nei Bestëmmungen eng ganz Partie vun neie Méiglechkeeten opmaachen, an de Fait, dass den LNS an enger Konkurrenzsituatioun evoluéiert, sech och kéint positiv op d'Effizienz auswierken.

Et sief och gesot, dass d'Etüd „Teamplan" gewisen huet, dass de Coût moyen vun enger Analys hei zu Lëtzebuerg bei 4 Euro läit géintiwwer vun 1,5 Euro zum Beispill an Däitschland, an dat bei Laboratoiren, déi no vergläichbarer Qualitéitsnorm fonctionnéieren. Dat ënnersträicht eemol méi d'Wichtegkeet vun deem Gesetz, iwwert dat mer elo hei diskutéieren an och ofstëmmen, an dat eng weider Mutualisatioun am Beräich vun de Laboen erméiglecht.

D'Kommissioun huet och ofschléissend zur Kenntnis geholl, dass d'Etüd „Teamplan" eng Zentraliséierung vun der sougenannter „Krankenhauslabordiagnostik" a Synergie mat der Diagnostik vum LNS wirtschaftlech sënnvoll gesäit, esouguer wann dat géif en Neibau op der grénger Wiss néideg maachen. Woubäi och wuelverstane virausgesat ass, dass d'Spideeler weider an hirem Haus e klenge Labo fir déi urgent Analyse wäerten halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, au vu vun all dësen Erklärungen an am Sënn vun engem nach bessere Service un de Patienten, géif d'Gesondheetskommissioun Iech un d'Häerz leeën, fir dëse Projet de loi ze stëmmen. An heimat ginn ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun.

Villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Rapportrice. An als éischt Riednerin huet d'Madame Andrich-Duval d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci der Rapportrice fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Eng kleng Ännerung, eigentlech en Oubli vum viregte Gesondheetsminister, mä „klein aber oho" fir de Laboratoiressecteur vum Spidolswiesen. Schonn am Regierungsprogramm vun 2009 war festgehalen, datt d'Regierung géif d'Kollaboratioun tëschent Spideeler am Labosberäich ënnerstëtze wéinst der Effizienz an de Käschten. D'CSV begréisst ausdrécklech esou Synergien am Spidolssecteur.

Ech hunn awer e puer Remarquen ze maachen. Éischtens bedauert d'CSV, datt den Avis vun der Federatioun vun de private Laboen, der FLAM, net un d'Kommissiounsmembere weidergereecht gouf an och net an den Documents parlementaires figuréiert.

Zweetens, zur aktueller Situatioun. Et gëtt elo schonn eng Kollaboratioun tëschent dem nationale Gesondheetslabo a Spideeler fir alles, wat Biopsien ugeet. D'Madame Hemmen huet et scho gesot. Dat war awer an der Vergaangenheet leider net ëmmer esou problemlos. Mir si bei der Anapath och weiderhin op den LNS ugewisen. D'CSV huet sech bis dato géint de Monopole de fait ausgeschwat, well privat Laboen och op méi performant Kriibsanalysen am Ausland konnten zréckgräifen. Weider besteet och haut um Terrain schonn eng Zesummenaarbecht vu Spideeler mat private Laboen a verschiddenen Exzellenzdomänen.

Drëttens, zum virleiende Gesetzestext. An do war et fir d'Spideeler virgesinn, sech exklusiv mam LNS ze associéieren. Net nëmmen de Statsrot, mä och d'Chambre de Commerce, grad wéi d'FLAM hu sech awer vehement dogéint gewiert. Berechtegterweis, well d'Regierung jo domat géint de konstitutionelle Prinzip vun der Gläichbehandlung géif verstousse par rapport zu anere Laboratoiren.

Am Beräich vun de sougenannte Routineanalysen, déi den LNS och ausféiert, steet en nämlech an direkter Konkurrenz mat hinnen. Hei wier den LNS also ganz bewosst bevirdeelegt ginn an hätt quasi eng Monopolstellung kritt. Et stoung och am Text, dass den LNS dëst géif maachen am Kader vu senge Missiounen am Spidolsberäich. Or, ass guer keng esou eng Missioun gesetzlech virgesinn. An dem LNS seng Missioune sinn iwwregens och net ëmmer esou kloer.

Véiertens, d'Plus-value vum neien Text. Elo komme jo all d'Laboen, déi Analyses médicales ubidden, ob privat oder LNS, a Fro, fir Synergië mat de Spidolslaboen, déi ambulant wéi déi stationär. „All" heescht an deem Fall och auslännesch Laboen. D'CSV weist hei op de Volet vum Dateschutz hin, deen ee besonnesch muss am A behalen, wann Analysen am Ausland géife gemaach ginn. D'CSV fënnt dës Ouverture awer richteg. D'Zil muss sinn, déi beschtméiglech Qualitéit am Sënn vum Patient ze erreechen. Eng gesond Konkurrenz soll den neieste Standard bei den Analysen an e schnellen a käschteneffiziente Service garantéieren.

D'Etüd vum „Teamplan" iwwert d'Spidolslaboen an den LNS weist, an et gouf och scho gesot, datt de mëttlere Käschtepunkt vun enger Analys zu Lëtzebuerg bei ronn 4 Euro läit par rapport zu 1,5 an Däitschland. Bei de Spidolslaboe maachen déi 212 Salariéë ronn 58% vun de Fraisen aus, géint schätzungsweis 30 bis 40% bei de Privaten. Dat schwätzt fir sech. Gesond Konkurrenz bedéngt, datt den LNS, vu säin neie Statut vun Établissement public, muss, ech zitéieren dee fréiere Gesondheetsminister: „déiselwecht Qualitéitskonditiounen erfëlle wéi déi bescht ënnert de private Laboen. Dat ass eng Erausfuerderung, an déi muss de Statslabo unhuelen."

De Secteur vun de private Laboen huet net geschlof a sech enorm weiderentwéckelt. Beonrouegend ass allerdéngs, wat mer kierzlech an de Medie konnte liesen. Hir Politik gëtt méi aggressiv an de Krich ëm d'Geld schéngt offen ausgebrach ze sinn. Hoffentlech net eng Profitgier op Käschte vun der Allgemengheet!

Hei ass d'Politik awer och net ganz onschëlleg drun - an domat meng fënneft Remarque. Engersäits huet déi bis elo protektionistesch Politik vum Gesondheetsminister par rapport zum nationale Gesondheetslabo ausgedéngt. Si ass carrément net méi ëmsetzbar. D'Madame Gesondheetsminister huet et awer elo mat an der Hand, iwwert d'LNS-Gesetz d'Akzenter fir seng zukünfteg Weiderentwécklung am Sënn vun der Santé publique ze setzen. Anerersäits hu souwuel d'Gesondheetskeess wéi de Gesondheets- an de Sozialminister, Sécurité-sociales-Minister jorelaang keng propper Politik am Beräich vum Labossecteur gemaach. En Zickzackkurs tëschent Budgetisatioun a Bezuelung op Akt, ouni Konzept.

Dofir zum Schluss och eng Rei Froen, déi mir gären als CSV beäntwert hätten: Wéi eng Visiounen huet d'Regierung, fir d'Zesummespill tëschent de privaten an den ëffentleche Laboen ze regelen? Ass de Projet vum Neibau, deen ugeschwat gouf, fir d'Spidolslaboen zu Diddeleng nieft dem LNS, dee sécherlech eng Plus-value wär fir Diddeleng, ass deen a Fro gestallt - well eent vun de grousse Spideeler soll wëlles hunn, seng Labosaktivitéite carrément outzesourcen an e private Labo?

Wann neen, wiem gehéieren dës Terrainen op Koibestrachen: dem Stat, der Gemeng, Privatleit? A wéi engem Zäitraum soll dee Bau realiséiert ginn?

An dann: Sinn och schonn Dispositioune geholl ginn, fir d'Personal aus de Spidolslaboen op eng sozial verdréiglech Aart a Weis ëmzeverdeelen, also ouni dass et zu Entloossunge kënnt wéi am Ausland?

An da meng lescht Fro, wat den LNS ubelaangt: Gëtt et schonn eng Qualitéitssécherung, déi méi wäit geet wéi eng einfach Zertifizéierung? An och: Wat konkret steet dann elo an deene pluriannuelle Konventiounen, déi mam Stat virgesi sinn? Sinn dofir déi néideg Suen do? A wéi ass d'Zäitschinn, fir déi ugekënnegt Kompetenzzentren ze schafen? Ënner anerem zum Beispill d'Afferambulanz, wou oft Frae betraff sinn, et ass scho gesot ginn, eng Prioritéit och fir CSV.

Här President, et bleiwen also nach ganz vill Inconnuen an deem heiten Dossier, wéi et soll virugoen, mä mam Fong vun dësem Projet ass d'CSV awer averstanen, well e bréngt eng verbessert Offer fir de Patient.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Andrich-Duval. Ech wëll just soen, dass de fréiere Gesondheets- a Sozialminister mer just an d'Ouer geflüstert huet, dass en ëmmer an där doter Politik vun dem Koalitiounspartner ënnerstëtzt war. Ech wollt Iech dat just weiderginn.

(Brouhaha)

D'Madame Andrich wär mer sécher rose gewiescht, wann ech hir dat net gesot hätt. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

(Brouhaha)

Ah, okay. Sorry, den Här Mertens.

Ah, et ass deen anere Projet, fir deen e sech gemellt huet. Entschëlleg, Edy.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Et ass näischt.

M. le Président.- Entschëlleg, den Här Negri hat sech fir deen nächste Projet ageschriwwen. Sorry!

M. Edy Mertens *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech drop hiweisen, dass an deene leschte Joren d'Aarbecht vun de medezinesche Laboe sech also déif gräifend geännert hunn. Dat ass zu engem groussen Deel op déi technesch medezinesch Progrèsen an dësem Domän zréckzeféieren. Dës Entwécklung huet awer och mat sech bruecht, dass et ëmmer méi zu enger pousséierter Spezialisatioun an awer och Konzentratioun vun de Laboratoiren zu Lëtzebuerg komm ass. Virun eppes méi ewéi dräi Joer gouf dofir eis Législatioun mat engem gewëssene Retard der Realitéit vum Terrain ugepasst.

D'Demokratesch Partei huet déi deemoleg Ännerungen ausdrécklech begréisst, well mer der Meenung woren an nach ëmmer sinn, datt dëst eng Chance fir d'Weiderentwécklung vun de Laboen hei zu Lëtzebuerg duerstellt. Mir sinn och weiderhin der Iwwerzeegung, dass eng méi enk Zesummenaarbecht tëscht de Spidolslaboen an dem Statslaboratoire oder auslännesche Laboratoirë sënnvoll ass.

Als klengt Land erreeche mer heiansdo einfach net den Nombre critique, fir déi néideg Qualitéit ze garantéieren, an och aus Erfahrung kann ech Iech soen, et si verschidden Analysen, déi kann een nëmmen zesumme maachen an déi sinn och esou rar, datt ee se wierklech net kann hei an engem Institut vollzéien.

Et géif sech also dee Moment net lounen, déi mënschlech a materiell Ressourcë fir verschidden Analysen hei am Land ze etabléieren. An dat fonctionnéiert, dat muss ech aus Erfahrung soen, ganz gutt am Ableck.

Bei enger méi enker Kollaboratioun tëscht dem LNS an de Privatlaboe geet et awer net nëmmen drëm, fir Synergien ze schafen a Suen ze spueren, mä am Endeffekt profitéiert natierlech och de Patient vun enger besserer Qualitéit vun dësen Analysen.

Ofschléissend wëll ech awer der Rapportrice, der honorabeler Kolleegin Cécile Hemmen Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Edy Mertens. Als Nächst huet d'Madame Josée Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken net u mat de Spidolslaboratoiren an och net mam LNS, mä mat de Privatlaboratoiren. Wann een an der Press liest, wat momentan am internationale Secteur vun deene Laboratoirë leeft, da kéint ee mengen, datt milliounenhéich Emsätz an Aktiegeschäfter dee Secteur méi beschäftege wéi d'Gesondheet vum Patient oder besser gesot vum Client.

Domat wëll ech d'Qualitéit vun hirer Aarbecht net a Fro stellen. A gewëssene Fäll spillen déi Laboratoirë souguer eng Virreiderroll, och an der Fuerschung, a verschléisse sech och net der Zesummenaarbecht mam ëffentleche Secteur.

D'Gefor, déi awer bei ëffentlech-private Partnerschafte lauert, ass déi, datt se duerch eng Hannerdier an eng Zwouklassemedezin féieren. Dat ass ganz bekannt, an dat wësse mer alleguer. Se riskéieren an e System ze féieren, wou déi eng sech exklusiv Analysen a Soine kënne leeschten, an déi aner net.

Fir eis als Gréng, an net nëmme fir eis, gehéiert dat wichtegt Gebitt vun der Gesondheet an d'ëffentlech Hand. Am Kontext vun dësem Projet de loi a vun de Laboratoiren allgemeng heescht dat, datt héich spezialiséiert Analysen net reng der Privatinitiativ däerfen iwwerlooss ginn, woumat ech och de fréiere Gesondheetsminister zitéieren.

Mir verlaangen eng eenheetlech, transparent a kontrolléierbar Tarificatioun vun allen Aktivitéiten an eng verstäerkt Zesummenaarbecht mam Spidolssecteur, wou d'Qualitéit am Mëttelpunkt steet an net de Benefiss. Dowéinst begréisse mir ganz staark, datt d'Regierung alles drusetzt, fir d'Tarificatioun ze vereenheetlechen, fir aus dem Gesondheetslaboratoire e Centre de compétence ze maachen, mat engem Standbeen an der Recherche, mat neie Missiounen, déi der ganzer Gesellschaft zeguttkommen an net just enger Minoritéit. Dat war schonn d'Zil vum fréiere Gesondheetsminister an dat ass och d'Zil vun dëser Regierung.

En zweet Zil, wat schwaarz op wäiss am Regierungsprogramm steet, ass dat, fir d'Synergien am Gesondheetssecteur méi staark ze férdere wéi virdrun. Ech denken hei net nëmmen un eng Zesummenaarbecht tëschent de Laboratoiren an de Spideeler. Och d'Zesummenaarbecht mat der Uni a mat de CRPen - gëschter ass nach an der Chamberskommissioun driwwer geschwat ginn -, an éischter Linn d'Zesummenaarbecht mam CRP-Santé an der IBBL, déi ass wichteg. Net nëmmen, fir d'Kompetenzen ze bündelen. Se ass och wichteg, fir ze verhënneren, datt staatlech Gelder inflationär u verschidden Acteure fléissen, déi ähnlech Aktivitéiten ausféieren. Eng vun de méigleche Synergië gëtt am Projet de loi vun haut definéiert a besteet aus der Associatioun vu Spideeler a Laboratoiren.

An hirem Rapport ass d'Madame Hemmen drop agaangen, soudass ech hir vun der grénger Fraktioun aus e grousse Merci wéilt ausdrécken.

Dat Gesetz huet e Knackpunkt, e Knackpunkt an awer och eng Erausfuerderung. Et besteet doran, datt de Laboratoire national de santé säit dem Summer 2012 keng Statsverwaltung méi ass, mä en Établissement public, och dat ass scho gesot ginn. Dësen neie Statut huet him eng ganz Rei Virdeeler verschaaft. En huet zum Beispill d'Méiglechkeet ginn, héich spezialiséiert Experten a Wëssenschaftler aus dem In- an Ausland anzestellen an eben d'Standbeen an der Recherche opzebauen.

De Laboratoire national de santé kann och vill méi flexibel an onkomplizéiert op d'Fuerschung, op d'wëssenschaftlech Erkenntnisser reagéieren, an e bitt net zulescht déi grouss Chance, vun europäesche Gelder kënnen ze profitéieren. Alles dat wier an enger Statsverwaltung net méiglech.

De Statut vum Établissement public huet awer och en Hoken. Et ass deen, datt de Laboratoire national de santé keng Monopolstellung vis-à-vis vun aneren Acteuren am Secteur däerf ageraumt kréien, wat seng Aktivitéite betrëfft. Trotz senger ëffentlecher Missioun an trotz der Vertriedung vum Stat am Verwaltungsrot, däerf keng Situatioun vun Inegalitéit tëschent de verschiddene Laboratoiren am Land geschafe ginn. Dat war och den Inhalt jo vum Statsrot senger Opposition formelle.

De Statslabo muss der fräier Konkurrenz ausgesat ginn, wat ebe bei der Kreatioun vum Établissement public schonn eemol betount ginn ass. An anere Wierder heescht dat, datt déi Monopolstellung, déi mir him wollten zouschreiwen, elo him selwer iwwerlooss ass. E muss se sech selwer erkämpfen, wann en eng Haaptroll am Laboratoireswiese wëllt spillen a senger ëffentlecher Missioun wëllt gerecht ginn.

Mir zweifelen net drun, datt dat méiglech ass. Allerdéngs mussen zwou Konditioune stëmmen: Éischtens muss déi geplangte Cellule de qualité, déi sech héich Usprécher stellt, deenen Usprécher och gerecht ginn a permanent mam medezinesche Fortschrëtt mathalen. Zweetens muss awer och d'Regierung dem Laboratoire déi néideg Mëttele ginn, fir deen Défi kënnen unzegoen.

Als Gréng si mir frou, festzestellen, datt de Regierungsprogramm grad dës Mëttelen zousätzlech virgesäit. Se stinn och schwaarz op wäiss do geschriwwen.

Mat der Astellung vu méi Personal am Beräich vun de Biopsien, déi bei all Gewebeentnahmen duerchgefouert ginn a ville Patienten d'Liewe retten, huet d'Madame Minister Mutsch schonn en éischten a wichtege Schrëtt gemaach. En zweete besteet aus enger besserer a méi effikasser Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren aus dem Secteur.

Als Gréng ënnerstëtze mir all Associatioun, déi an där Logik entsteet an déi dem ëffentleche Gesondheetssystem zegutt kënnt. Déi Zesummenaarbecht brauch eng juristesch Basis an eng gemeinsam Struktur. Dowéinst ënnerstëtze mir och dëst Gesetz.

Ech soen Iech Merci fir d'Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Lorsché. Ech hu keng weider Inscriptioun. Ah, den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mat deem Projet de loi hei gëtt am Fong geholl deen Trend zur Liberaliséierung am Laboratoiressektor, dee scho länger Zäit ageleet ass, op en Enn gefouert, andeems d'Méiglechkeet vun der Ausdehnung vu private Laboratoiren och op de Spidolssektor heimadder festgeluecht gëtt.

Am „Lëtzebuerger Land" vum 14. Mäerz hu mer gelies vu Gespréicher, déi solle gefouert gi mat engem internationale Grupp, CEL, dee

Propriétaire ass vun deem gréisste Privatlabo, deen et de Moment am Land gëtt, iwwer en Outsourcing vun engem Laboratoire an engem grousse Lëtzebuerger Spidol.

Déi Liberaliséierung gouf schonn 2011 ageleet, nodeem d'Federatioun vun de Privatlaboen ënnert dem Drock vun deem deemolege Besëtzer vun deem gréisste private Labo - Ketterthill, fir en net ze nennen - d'Méiglechkeet zu Bréissel ageklot huet, Privatlaboen net nëmmen duerch Privatpersounen, mä och duerch Gesellschaften, duerch Aktiegesellschafte bedreiwen ze loossen.

Gläich duerno ass déi Firma Ketterthill vun där internationaler Firma CEL iwwerholl ginn, mam Resultat, dass den Drock op d'Rentabilitéit geklommen ass. Deen Acteur huet zënter Mëtt 2011 19 nei Zentre fir Bluttanalys am Land opgemaach, virun allem am Süde vum Land, och niewent Zentren, déi scho bestanen hunn.

Dee Gewënn viru Steieren a virun Ofschreiwunge vun deem groussen Acteur um Lëtzebuerger Maart vun de Laboratoiren ass, liese mer an der Wirtschaftspress, ëm 35% geklommen. An et gëtt och do geschriwwen, dass de Grupp, wou Ketterthill elo derzou gehéiert, deen europäesche Grupp, deen a Frankräich ugesidelt ass, vu Lëtzebuerg vun enger „cash machine" schwätzt. An dee Grupp selwer gehéiert och bezeechnenderweis engem private „Private equity"-Fong.

Et ass och e bësse fir ze laachen, dass dee Grupp dee Promoteur vun där ganzer Entwécklung do zu Lëtzebuerg elo viru kuerzem ausgebot huet, well anscheinend deen éischter eng Entrepreneursmentalitéit verfollegt huet, während dee Grupp reng eng finanziell Rentabilitéit hei ustrieft.

De Problem ass just, dass déi finanziell Rentabilitéit, wann et weidergeet mat deem Trend hei, déi wäert sinn, déi sech och an deem Sektor vun de Laboratoiren an Zukunft wäert duerchsetzen op der ganzer Linn. Well mat dësem Gesetz kréien déi Acteuren nei Moyenen, och am Spidolssektor, fir virzegoen, op Drock vum Statsrot, dee vun der Kommissioun ugeholl ginn ass - wou ech awer net d'accord sinn. Wou ech mengen, dass hätt missen deem Drock Widderstand entgéintgesat ginn -, an och op Drock vun der Chambre de Commerce, déi dat hei gefuerdert huet.

Ech hunn ufanks vu menger Ried higewisen op déi Gespréicher, déi et anscheinend gëtt iwwer en Outsourcing am Spidolssektor un deeselwechte Grupp. Mat dësem Gesetz wiisst also de Käschtendrock op déi aktuell Spidolslaboen och, déi et jo awer gëtt, déi et an alle gréissere Spideeler gëtt, an déi awer ganz vill an nëtzlech Aufgabe vu Service public erfëllen. Sou si se zum Beispill och nuets op, wann dringend Analyse musse gemaach ginn, dann, wann déi privat Laboen zou sinn.

Mer fäerten, dass do e Rentabilitéitsdrock entsteet, och nach duerch déi nei Tarifregelung, déi jo de Moment an der Diskussioun ass bei de Krankekeesen, wou, ähnlech wéi bei den Dokteren, eng komplett nei Regelung soll agefouert ginn, déi bestëmmt och e Käschtendrock op de Spidolssektor wäert ausüben, déi och wäert ausüben en Drock op d'Personal an deem Sektor. An dat ass eppes wat mer mat deem Gesetz hei, wa mer et stëmmen, wäerte forcément provozéieren.

Dat hei ass e weidere Schrëtt a Richtung Privatiséierung a Verschlechterung vun de Leeschtungen am Gesondheetssektor. Et ass mat Sécherheet net heimat verbonnen, e bessere Service fir d'Patienten.

Domat wëll ech soen, dass déi Lénk wäert hei géint dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat ass eis Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung, d'Madame Gesondheetsministesch, huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Dat hei ass dat éischt Gesetz, zu deem ech Stellung huelen, an et dréit, wéi et hei scho richteg gesot ginn ass, zu engem groussen Deel nach d'Prägung vum viregte Gesondheetsminister, deem ech dann och e grousse Merci soe fir déi gutt Viraarbecht, déi e geleescht huet an dësem Zesummenhang.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Esou ass et richteg!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Dir hutt ganz recht!

De Laboratoiressecteur ass e Secteur, deen nawell a Bewegung ass. En huet an deene leschte Wochen d'Aktualitéit oft matgeprägt, an et ass och nach net an deenen nächsten Deeg a Wochen eriwwer mat där Aktualitéit, géif ech alt emol prognostizéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- D'Noutwendegkeet vun där Mutualisatioun ass och net haut fir d'alleréischte Kéier am Gespréich, well mir hu schonn doriwwer geschwat, wéi mer iwwert d'Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Soins de santé hei diskutéiert hunn. An do ass ganz kloer gesot ginn, dass eng Noutwendegkeet besteet, fir d'Spidolslaboratoiren ze mutualiséieren.

An déi Diskussioun ass weidergefouert ginn. An deem Kontext gouf nämlech ënnerstrach, dass d'Offer vu Laboratoiresservicer largement d'national Bedürfnisser an deem Beräich hei am Land géif iwwerschreiden. An deem Zesummenhang gouf deemools och ervirgehuewen, dass eng Mutualisatioun vun de Spidolslaboen e kloren Effizienzgewënn an domat och e klore Qualitéitsgewënn kéint mat sech bréngen.

Elo ass et jo esou, dass schonn d'Gesetz vun 1984 iwwert d'Laboratoiren eigentlech erméiglecht huet de Spideeler, fir hir Laboratoiresaktivitéiten ze mutualiséieren. Dat war also scho virdru méiglech. Esou eng Mutualisatioun ass awer ënner geltendem Recht nëmmen tëscht de Spidolspartner méiglech. Wa mer dat also net geännert hätten, da wier et och dobäi bliwwen. Dat heescht also, en anere Laboratoire hätt net kënne bei enger Mutualisatioun vun de Spidolslaboratoiren iwwerhaapt matmaachen.

Dat gëtt vun deem Projet, dee mer haut zur Ofstëmmung bréngen, opgehuewen. An déi Modifikatioun ass eng ganz wichteg an eng ganz essentielle. Déi Méiglechkeet bréngt, an en Deel vun de Riedner hunn dat och hei ervirgestrach, eng ganz Rei vu Virdeeler mat sech. An zwar wäert duerch esou eng Mutualisatioun d'Qualitéit vun den Analyse wesentlech verbessert ginn.

Ech soen och express als éischt Argument dat vun der Qualitéit, quitte dass et natierlech och esou ass, dass d'Käschte vun de Spidolslaboratoirë wäerten erofgesenkt ginn. Eng Senkung vun de Käschte wäert ënner anerem duerch e gemeinsamt Akafe vu Material méiglech sinn, an do geet et ëm ganz héich Montanten.

Et ass och net esou, dass mir déi éischt wieren, déi elo als Land géifen an esou eng Richtung goen. Ech wëll nëmmen ee Beispill nennen, well och eng ganz Rei vun Acteuren am Spidolssecteur eng rezent Visite dohinner gemaach hunn a mer dat confirméiert hunn. Am Beräich vun der Mutualisatioun kann een zum Beispill den Zentrallabor Charité zu Berlin nennen. Do koum et zu enger ganz effizienter Zentraliséierung vun der Routinediagnostik vu sämtleche Spideeler vu Berlin, wat jo awer net négligeabel ass, mat engem ganz performante Fonctionnement, wou ee sech bestëmmt déi eng oder déi aner Inspiratioun ka siche goen.

Ech wëll och an deem Zesummenhang rappeléieren an ënnersträchen, dass esou eng Zentraliséierung, wéi se ugestrieft gëtt vun der Routinediagnostik, net als Konsequenz wäert hunn, dass d'Spideeler elo hir Laboratoirë ganz wäerten opginn. Dat wier wierklech kontraproduktiv an dat ass och net esou geduecht. Selbstverständlech bleift weiderhin all Spidol, wou e Laboratoire Flicht ass, mat enger Antenn vun esou engem Laboratoire erhalen, wou och Noutfäll kënnen analyséiert ginn. Dat ass fir den alldeegleche Fonctionnement an engem Spidolsbetrib ganz wichteg. An dofir ass et och vum Gesetz hier esou virgesinn.

D'Spezialanalysen, wéi déi am Beräich vun de Maladies infectieuses oder Onko-Hämatologie, Allergologie, Immunologie, kéinten am Kader vun enger Mutualisatioun a Kompetenzzentre konzentréiert ginn. An dat géif sech natierlech radikal positiv op d'Qualitéit auswierken.

An deem Zesummenhang sinn hei Froe gestallt ginn, wéi mer da sollen ëmgoe mat deene rezente Rumeuren, dass sech deen een oder anere Partner an de Spideeler amgaange wier erauszeléisen an éischter amgaange wier, an eng Richtung vun enger Zesummenaarbecht mat private Laboratoiren ze goen, wéi elo eng Zesummenaarbecht mam Statslabo unzestriewen.

Ben, eis Informatiounen, déi mer bei deene Concernéierten direkt ageholl hunn, sinn déi, dass dat net confirméiert ass an dass sech déi Solidaritéit, déi an der Federatioun an deem Zesummenhang opgebaut ginn ass, amgaangen ass ze konkretiséieren. An dat géif eis och ganz vill Freed maachen, wann déi Richtegstellung och esou eng Richtegstellung géif bleiwen.

Ech hunn och d'Chance, an dat fält an deem Sënn ganz aktuell, dass ech muer mam Kolleeg Sozialminister d'Federatioun vun de Spideeler gesinn an enger gemeinsamer Entrevue, an do wäert notamment déi dote Fro och ee vun eise Sujete sinn, genee wéi och d'Fro vun de Kompetenzzentren, wat natierlech e ganz wesentleche Sujet an deenen nächste Méint wäert sinn, well mer eis jo als Regierung d'Zil gesat hunn, fir nach virum Summer déi nei Versioun vum Plan hospitalier ze presentéieren, wou mer jo och Ausféierungen iwwert déi Kompetenzzentre maachen.

Ech verstinn elo d'Ongedold, ech si selwer och ganz ongedëlleg. Awer e puer Wochen a Méint musst Der eis awer nach ginn, fir dann elo dat ze konkretiséieren, wat mer op deem Plang wëlles hunn.

Ech wëll awer ganz däitlech och ervirsträichen, wéi wichteg et ass, och am internationale Kontext eist Laboratoiresgesetz ze reforméieren, fir dem Iwwerhuele vu groussen auslännesche Gruppe kënne besser entgéintzewierken. Ech mengen, dat wier och e wichtege Punkt am Positionnement vun eisem Land an och e wichtege Facteur an der Entwécklung vun eisem Gesondheetswiesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt ofschléissend virun allem der Rapportrice an der Presidentin vun der Gesondheetskommissioun e grousse Merci soe fir hire wierklech ganz ausféierlechen a ganz gudde Rapport hei. Dat erlaabt mir an och enger Rei vu Virriedner, déi sech ugeschloss hunn, eng ganz Rei vun Ausféierungen net méi mussen ze maachen, well et ganz komplett war.

Ech wëll awer insgesamt och de Membere vun der Gesondheetskommissioun Merci soe fir déi interessant Diskussiounen, déi mer an e puer Sëtzungen zu deem heite Projet haten. Dat ass, mengen ech, dat Bescht, wat engem neie Minister ka passéieren, dass e Memberen an enger Kommissioun huet, déi op eng konstruktiv Aart a Weis hire Bäitrag leeschten, dass e beschtméiglecht Gesetz dobäi erauskënnt.

E grousse Merci fir all déi Contributiounen. An ech mengen, dann deit sech awer un, wéi wa mer e gréisstméiglechen Aval zu deem heite Projet de loi kéinte kréien. An Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Minister. Mir géifen dann direkt zum Vote iwwert de Projet de loi 6599 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6599 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

Huet jiddwereen ofgestëmmt?

59 Participatiounen um Vote. 57-mol Jo, 2 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet de loi 6599 mat grousser Majoritéit adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6599 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Claude Haagen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, esou wéi beim viregte Gesetz, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech villmools Merci.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, zu der Question urgente vum honorabelen Deputéierte Michel Wolter iwwert d'Bauschuttdeponie zu Monnerech an d'Bauschuttdeponien insgesamt. Den Här Wolter huet fënnef Minutte fir den Développement vu senger Fro, an d'Regierung huet zéng Minutten, fir drop ze äntwerten. Här Wolter, wann ech gelift.

11. Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech hat effektiv de Méindeg de Mëtteg, nodeems jo déi Neiegkeet komm ass, dass zu Monnerech d'Bauschuttdeponie géif zougoen, eng Question urgente gestallt, well mer alleguerten heibanne wëssen, datt et sech ëm e ganz delikate Sujet handelt, wou déi geréngste Verännerung zu relativ staarke Changementer, landeswäit, ka féieren.

Ech hunn dann och gëschter Owend den Optrëtt vun der Madame Minister op der Televisioun novollzunn. An ech muss soen, datt ech no deem Optrëtt eigentlech méi Froen hu wéi virdrun.

Déi éischt Fro, déi ech Iech wollt stellen, also an deem Kontext, Madame Minister, dat ass: Wéi kommt Der zu där Iwwerzeegung, dass de Bierg net méi weider géif rutschen?

Déi zweet Fro, déi ech mer stellen, dat ass: Wat geschitt mat deene Masse Buedem, déi sech beweegt hunn?

Ech froen déi Fro op dësem Moment, well opgrond vun aneren Äusserungen, déi Der gemaach hutt, ech mer d'Fro stellen: Wou a wéi an a wat fir engem Délai déi ongeheier Massen, déi sech do beweegt hunn, dann an Zukunft nach kënne gelagert ginn?

Ech erënneren drun, dass zu Méchela am Joer 1997 eng Kéier e Bierg gerutscht ass an dass mer am Joer 2014 nach ëmmer an enger provisorescher Situatioun sinn, déi nach net definitiv geléist ass. Ech soen dat, well ech effektiv fäerten, dass déi Strooss tëschent Esch a Monnerech fir länger Zäit wäert zoubleiwen an datt sech doraus och fir de Fonctionnement an d'Situatioun vun der Schoul, déi op der Strooss ass, vun der Édiff, wäerten och längerfristeg Konsequenzen erginn.

Wat mech méi bedenklech gestëmmt huet, dat sinn Är Äusserungen, déi Der gëschter op der Tëlee gemaach hutt, wéi Der gesot hutt, dat Ganzt géift Dir - an do géif ech Iech froen, ob Der an Ärem perséinlechen Numm oder am Numm vun der Regierung geschwat hutt -, Dir géift dat als Warnsignal fir de Lëtzebuerger Wuesstumsmodell gesinn. Dir hutt also vun engem Warnsignal geschwat, vun engem generelle Problem, wat de Bauschutt ubelaangt, eng Gesamtdiskussioun, déi elo misst gefouert ginn.

Ech mengen, dass et wuel lueflech ass, fir wëlle manner Bauschutt ze produzéieren. Et muss een allerdéngs wëssen, dass d'Quantitéite vu Bauschutt d'Konsequenz si vun den Aktivitéiten, déi sech am Land dinn. Wat also méi geschafft gëtt, wat méi Bauschutt ufält.

Wann een also manner Bauschutt wëllt maachen, heescht dat an Ären Aen, dass manner soll gebaut ginn, am Héichbau, am Déifbau? Wat fir eng Konsequenzen huet dat op aner Deeler vun der Politik?

An ech wäert et elo och unhand vun engem konkrete Beispill direkt erläuteren, datt, wa manner Bauschuttdeponien do sinn, de Käschtepunkt da vum Baue wäert an d'Luucht goen, an zwar ganz dramatesch an d'Luucht wäert goen.

Ass also d'Positioun vun der Regierung, duerch manner Capacitéiten am Bauschutt de Präis vum Bauen an d'Luucht ze setzen? Oder ass et d'Politik vun der Regierung, fir adequat Tonnagen am Land ze erlaben, fir kënnen dee Bauschutt, deen ufält, zu engem och fir de Consommateur räsonabele Präis kënnen ze entsuergen?

Dir schwätzt vun engem Warnsignal. Ech géif, Madame Minister, éischter soen, dass et eng Katastroph wier. An zwar eng Katastroph fir all déi Leit am Süden, déi wëlle bauen, ob dat d'privat oder d'éffentlech Hand ass.

An ech ginn Iech direkt e Beispill: An enger Gemeng, déi ech gutt kennen, hunn ech gëschter vun engem Betrib, dee bei mir eng Strooss mécht, en Devis supplémentaire elo kritt, an do musst Der Iech awer, mengen ech, e bëssen unhalen: Bis d'lescht Woch huet déi Evakuatioun vun där Strooss, vun deem, wat do ausgehuewe gëtt, dat sinn iwwer 12.000 Meter Kibb, déi huet 14 Euro de Meter Kibb kascht. Duerch dat provisorescht Zoumaachen, vläicht definitivt Zoumaache vu Monnerech huet sech dee Präis elo iwwert de Weekend op 37,67 Euro de Meter Kibb an d'Luucht gehuewen, wat eng Augmentatioun an deem dote Projet mat sech bréngt vun 297.000 Euro.

Dat heescht, e Projet, deen eng Gemeng annerhallef Millioun kascht huet ouni d'Honorairen, dee gëtt iwwer Nuecht, duerch de Fait, dass eng Bauschuttdeponie zougeet, ëm 20% méi deier an deen dote Posten ëm 170% méi deier.

Ech mengen net, dass mir déi Eenzeg sinn am Fall. Ech mengen, dass déi aner Buerger-

meeschteren aus dem Süde respektiv all déi, déi op Monnerech geliwwert hunn, dass déi, wa se amgaange sinn, Bauprojeten ze maachen, ob dat am Déifbau oder am Stroossebau ass, sech sollen hir Gedanke maachen.

Dofir ass an eisen Aen eng schnell Äntwert vun der Regierung wichteg, fir ze kucken, wat fir Konsequenzen dass d'Zoumaache vun där doter Deponie op de gesamte Bausecteur am Süden huet.

Meng drëtt Fro ass also, dass Der eis vläicht e bësse méi erläutert, wat Der ënnert deem Warnsignal verstitt.

Meng véiert Fro, dat ass, wat fir Mesuren dass d'Regierung kuerzfristeg wëllt huelen, a wann ech vu kuerzfristeg schwätzen, da schwätzen ech innerhalb vum nächste Mount, well ech mengen, dass innerhalb vum nächste Mount eng Äntwert muss kommen, ob eppes geschitt oder ob näischt geschitt.

Wann nämlech näischt geschitt, da fäerten ech, dass dat eng nach net iwwersehbar Konsequenz op de Bauvolumen an engem gewëssenen Deel vum Land wäert hunn. Et ass op jidde Fall fir mech absolut inakzeptabel, datt e Projet, deen annerhallef Millioun kascht huet, 300.000 Euro méi deier gëtt, andeem ech soss näischt maachen, wéi Bauschutt duerch d'Land ze féieren, ouni Plus-value fir d'Land, ouni Plus-value fir d'Gemeng. D'Konsequenz wäert déi sinn, dass deen een oder deen anere Projet net wäert gebaut ginn.

Aus deene Grënn wär ech frou, ech weess, dass dat vläicht net haut méiglech ass, mä dass een an absehbarer Zäit, also an deenen nächsten zwou bis dräi Woche wierklech konkret Äntwerten op déi Froe géif kréien, fir déi eenzel Bauträger, ob dat ëffentlech oder privat Bauträger sinn, an d'Mesure ze setzen, fir hir Konsequenzen ze zéien aus dem Mangel u Méiglechkeete respektiv der verdeierter Duerstellung vun deene Méiglechkeeten, fir deem Rechnung ze droen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Wolter. D'Madame Ëmweltminister Carole Dieschbourg huet direkt d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo fir d'Éischt virun Iech, an, Här Wolter, ech muss wierklech soen, ech soen Iech eigentlech villmools Merci fir déi dote Fro, well ech immens frou sinn, datt ech haut kann u sech hei schwätzen, well et e Sujet ass, deen eis alleguerte concernéiert.

Dir hutt déi Froe richteg gestallt. An u sech sinn dat Froen, déi u sech eis Ierfschaft betreffen, déi mer geierft hu vun deene Ministeren, déi virdrun do waren, well déi Bauschuttdeponië sinn net an honnert Deeg komm.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- An ech muss awer éierlech soen, ech si guer kee Fan vu Polemik. An dofir, no där klenger Remarque, géif ech gäre ganz sachlech drugoen. Well et geet elo drëms, no vir ze kucken, ze soe ganz kloer, och eiser Bevëlkerung: D'Situatioun ass ënner Kontroll. D'Experte sinn ab der éischter Stonn virun Uert gewiescht. D'Acteuren hu bis ewell alleguerten Hand an Hand zesummegeschafft.

Ech soen de Gemenge Merci. Ech soen all eisen Administratioune Merci, déi hiren Asaz do gewisen hunn. D'Firma huet mat eis exemplaresch zesummegeschafft. An ech muss Iech soen, dass säit leschten Donneschdeg Owend a Freideg eng ganz jett Stonnen dorunner geschafft goufen, fir fir d'Sécherheet vun den Awunner ze suergen, dass déi Saach op Niveau vun de Gemengen, vun der Buergermeeschtesch, déi och nei am Amt ass, gutt geléist gouf. Mir stinn alleguerten an engem enke Kontakt.

Et ass wouer, op där Décharge sinn am Dag 400 bis 500 Camionen eropgefuer. Et ass esou, dass viru Kuerzem d'Décharge Helleng bei Beetebuerg-Diddeleng zou ass. Dat huet e Plus un Trafic bedeit. An et ass och esou, datt déi éischt Konsequenz, déi ech als Ministesch gezunn hunn, fir d'Sécherheet ze garantéieren, déi war, datt ech nach de Freideg de Mëtteg sur place war, zesumme mam Camille Gira, a mir hunn de Bedreiwer am Dialog, awer och an eisem Amt en Arrêté iwwerginn, mat deem mer u sech all Aktivitéit, déi mat der Exploitatioun vun dem Site ze dinn huet, ënnerbonnen hunn, soudass just nach Sanéierung a Preventiounsmoossnamen op deem Site erlaabt sinn.

Et muss een awer och soen, dass déi Décharge vum Kommodo hier an der Rei war an dass d'Zesummenaarbecht exemplaresch war.

Firwat hunn ech gëschter déi Äusserung gemaach vum Bauschutt a vu Warnsignal? Majo, ganz einfach: Dat ass näischt, wat mer eréischt säit gëschter wëssen. Mir produzéieren hei a Lëtzebuerg pro Dag 18.000 bis 20.000 Tonne Bauschutt. Dat ass es vill, well dat sinn zwou Gizeh-Pyramiden am Joer. Do leie mer immens wäit vir.

An dat ass net nëmmen, fir elo nëmme kuerzfristeg Léisungen ze fannen, fir vun engem Dag op deen aneren ze kucken.

Neen, mir mussen, an do soe mer erëm, all Acteuren zesummen, thematiséieren, wéi mir hei bauen, wéi déif mir an de Buedem ginn a wéi vill Buedem mer hunn a wéi mer wëllen an Zukunft dat doten ugoen, fir datt mer net d'nächst Kéier erëm viru genau esou engem Problem stinn, dee mer elo haut aktuell hei hunn, an zwar deen, dass mer am Süden eigentlech just nach eng Méiglechkeet haten, an déi huet elo duerch deen heiten Evenement, deen Der richteg beschriwwen hutt, missen zougemaach ginn. An elo musse mir ganz schnell - an dat ass eng Situatioun, déi eis wierklech och um Häerz läit - engersäits fir d'Sécherheet suergen, anerersäits ganz schnell Léisunge fannen. An ech kann Iech soen, mir ware scho relativ wäit um Kucken.

Am Moment, dat hutt Der der Zeitung schonn entholl, sinn zwou Prozeduren, déi ganz am Ufank sinn, um Instanzewee, sinn agereecht. De Kommodo ass agereecht fir e Site zu Stroossen a fir e Site zu Suessem, de Site genannt Gadderscheier. Déi sinn agereecht, sinn awer ganz um Ufank vun der Prozedur.

Mir hunn eis mat eise Leit zesummegesat, an ech wëll Iech och an aller Transparenz eben hei soen, wat elo gemaach ginn ass: Mir hunn eis zesummegesat, dat heiten ass nämlech eng Saach, déi souwuel d'Santé wéi mech betrëfft, wat d'Sécherheet vun de Leit ugeet, an dann awer och d'Ekonomie an den Ëmweltministère, mat deene mer zesummen no Léisunge gesicht hunn a mat deene mer zesumme kucken, wéi mer dat heiten uginn.

Dofir hat ech de Méindeg de Moien e Rendezvous mam Etienne Schneider a mat eise Beamten, a mir hunn no schnelle méigleche Léisunge gesicht. Eng Méiglechkeet wier, dass mer, wann all Concernéiert, déi mer mëttlerweil kontaktéiert hunn, averstane sinn an hiren Accord dozou ginn, de Site Suessem iwwer eng Testphas kontrolléiert opmaachen. Déi Testphas géif sechs bis zwielef Méint daueren. No sechs Méint gëtt eng Evaluatioun vum Site gemaach. Parallell gëtt d'Kommodosprozedur lancéiert. Alles en bonne et due forme an a Kooperatioun mat allen Acteuren. An da kucke mer, dass mer an deene schnellsten Délaien déi doten Dossiere prioritär behandelen, well eis duerchaus bewosst ass, dass mer musse schnell handelen.

Dat heescht, eng Léisung läit op der Hand, an elo si mer an den aktive Gespréicher. A fir déi brauche mer e puer Deeg Zäit. Et ass esou, dass de François… Mir haten och schonn eng Réunioun mat Ponts & Chaussées, well den Accès muss garantéiert ginn. Et ass och esou, dass mer keng Verschlechterung fir d'Awunner vu Suessem zum Beispill wéilten hunn. Do musse mer kucken, wéi eng Infrastrukturmoossnamen do fälleg sinn. Do hat ech de Moie mam François Bausch a mat enger ganzer Équipe schonn e Meeting. Mir ginn zesummen nächste Méindeg an de Gemengerot. An esou wäerte mer relativ schnell et packen, och Alternativen ze fannen, well et ass net esou, dass eis dee Problem net bewosst ass.

Jo, ech hoffen, datt ech Iech e bësselche konnt driwwer Kloerheet ginn, wat mer maachen. Mir sinn amgaangen, ëmmer parallell all Acteuren ze informéieren. Mir sinn amgaangen, am Dialog mat jiddwerengem Léisungen ze sichen, déi och fonctionnéieren.

An dann, drëttens, wa mer déi kuerz an à moyen terme Saache behandelt hunn, wäerte mer och missen thematiséieren, an dat mat der Wirtschaft, wéi mer an Zukunft hei a Lëtzebuerg wëlle wuessen, d'Aart a Weis fir ze wuessen, d'Aart a Weis fir ze bauen, wou d'Gemenge maassgeblech bedeelegt sinn, wéi ee Réseau mer hu vun Déchargen.

Et ass och net esou, dass mir nëmmen zwou Léisungen diskutéieren. Mir maachen eis Aen an Oueren an all Richtung op, fir dass mer an Zukunft esou eng Situatioun hei a Lëtzebuerg net méi hunn. Mir wäerten do mat allen Acteure schwätzen, d'Gemenge sensibiliséieren.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Ech sinn awer och wierklech bereet, Iech nach eng Kéier, och duerno nach Auskunft ze ginn, sollten elo nach Froen op sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ëmweltministesch. Den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert nach gefrot.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt kuerz dem honorabelen Här Wolter awer och nach soen, well déi Fro och elo opkomm ass, datt, wat d'Strooss ubelaangt tëschent Esch a Monnerech, mer och net drop gewaart hunn, bis mer déi Fro gestallt kritt hunn, ier mer do no Léisunge gesicht hunn. An net méi spéit wéi haut de Moien hunn ech d'Ponts & Chaussées beoptraagt, fir ze kucken, provisoresch Léisungen ze sichen, datt dee Verkéier do erëm esou séier wéi méiglech ka fléissen.

M. le Président.- Merci och dem Nohaltegkeetsminister. Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Et betrëfft déi Remarque vum Här Bausch, den Ufankssaz.

Ech hat net d'Impressioun, datt ech bei der Froestellung, déi ech gestallt hunn, iergendee Reproche gemaach hätt, datt een op iergendeng Fro hätt missen äntwerten. Ech hunn eigentlech als Deputéierten d'Regierung just gefrot, wat se wëlles hätt ze maachen. Ech stellen och fest, mä ech akzeptéieren dat awer, dass d'Madame Dieschbourg an dësem Moment op e puer vun de Froen, déi ech gestallt hunn, keng Äntwert konnt ginn. Dofir géif ech hir se nach eng Kéier wëlle stellen, fir dass se se vläicht och schrëftlech eng Kéier ka beäntwerten.

Dat ass, opgrond vu wat fir Etüden datt se zur Iwwerzeegung kënnt, dass dee Bierg elo stabil ass. Do hätt ech gären eng Äntwert drop.

An dann hätt ech gären eng Äntwert drop, wat mat deene Masse geschitt, déi elo gerutscht sinn. Well déi musse jo iergendwann eng Kéier wechgeholl ginn. Dat sinn enorm Massen, déi do musse wechgeholl ginn. Wann ech kucken, wou mer an de Prozeduren dru sinn, da schéngt dat mer eng länger Geschicht ze ginn.

Doraus ergëtt sech meng drëtt Fro, déi ech och gären iergendwann eng Kéier beäntwert hätt: Wat fir Konsequenzen dat op d'Schoul huet, déi net accessibel ass zurzäit. A wann dat, wat ech mer als klengen Deputéierten dann esou u Gedanke maachen, richteg ass, da wäert déi Strooss och eng Zäitchen net méi kënne fir den Trafic opgoen. Esou dass et och vläicht generell interessant ass, gewuer ze ginn, net haut, mä an deenen nächsten Deeg, wat da mat där Schoul geschitt.

Fir de Rescht - op déi Fro, wat kuerzfristeg geschitt, huet d'Madame Minister mer eng Äntwert ginn. Ech wär awer frou, wa meng dräi éischt Froen, déi ech gestallt hunn, och eng Äntwert géife kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wolter. Ech wollt just soen, dass mer hei net an enger Question avec débat sinn, mä an enger Question urgente. An ech mengen, den Här Wolter hat vun Ufank u seng Froe relativ kloer gestallt an d'Madame Minister huet sech verflicht, op déi Saachen, déi nach net direkt kënne beäntwert ginn, nodréiglech ze äntwerten. Domat si mer, mengen ech, um Enn vun där Question urgente ukomm.

An ech géif zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 6616 iwwert d'Emsetze vun dräi Direktiven am Fiskalberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hunn am Moment d'Aschreiwunge vun der Madame Elvinger an dem Här Reding. An d'Wuert huet direkt d'Madame Rapportrice, d'Viviane Loschetter.

12. 6616 - Projet de loi portant transposition

- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass e ganz technesche Projet, e betrëfft dräi Direktiven.

De Projet ass den 20. September 2013 déposéiert ginn, also kuerz virun de Wahlen. Entretemps huet de Statsrot weidergeschafft an en huet säin Avis den 22. Oktober 2013 ginn. A mir hunn ons an der Commission des Finances et du Budget de 25. Februar 2014 mat deem Projet beschäftegt, wou ech och als Rapportrice genannt gi sinn. Mir hunn de Projet adoptéiert den 11. Mäerz 2014.

Ëm wat geet et an deem Projet? Et geet drëms, fir dräi Direktiven an nationalt Gesetz ëmzesetzen. Et muss een awer wëssen, datt déi Direktiven elo net Neiland bréngen, mä datt déi Direktiven, déi dräi nei Direktiven eigentlech bestehend Direktiven ersetzen.

Déi éischt nei Direktiv ass d'Direktiv 2009/133, déi ersetzt dann och d'Direktiv 90/434, an do geet et haaptsächlech ëm Steierregimer, commun, ëm d'Fusiounen, wat d'Fusioune betrëfft, wat d'Scissiounen, wat d'Scissions partielles betrëfft, wat d'Apports d'actifs an d'Échanges d'actions betrëfft vu Sociétéite vun Etats membres a verschidden Etats membres, awer och den Transfert ebe vum Siège vu Sociétéiten, europäesche Sociétéiten a vun europäesche Kooperative vun engem Etat membre an en aneren.

Firwat hu mer déi nei Direktiv? Majo haaptsächlech, well mer domadder also d'Adhésioun hunn, also verschidden Akte vun der Adhésioun vun Éisträich, Finnland, Tschechesch Republik, Estonien, Zypern, Lettland, Litauen, Ungarn, Malta, Polen, Slowenien a Slowakei, déi där Direktiv do bäigetratt sinn, wann ech mech esou kann ausdrécken. An déi do Direktiv adaptéiert dann och eben d'Traitéen, op déi déi Direktiven opgebaut waren.

Déi zweet Direktiv, déi mer hei an nationalt Gesetz ëmsetzen, ass d'Direktiv 2011/96, déi ersetzt d'Direktiv 90/435. Do geet et och ëm de Régime fiscal commun applicable souwuel fir Sociétés mères a fir d'Filialen a verschidden EU-Länner. An et ass u sech eng Refonte vun där aler Direktiv. Déi do Direktiv ass en vigueur getratt schonn den 18. Januar 2012, a si ass haaptsächlech och dofir do, fir verschidden Dispositiounen, déi vum Conseil ugeholl gi sinn, conformément zu Prozeduren, déi mam Traité ze dinn hunn.

Déi drëtt a lescht Direktiv, déi hei an nationalt Gesetz ëmgesat gëtt, dat ass eng, déi modifiéiert eigentlech verschidden Direktiven, wat déi direkt Steier an indirekt Steier ubelaangt an dat duerch de Grond, well Kroatien der EU bäigetratt ass, an déi Direktiv ass jo och duerch dee Bäitrëtt den 1. Juli 2013 ebe komm.

Den Avis vum Statsrot ass zimlech einfach. En huet weiderhin näischt ze vermierken, vu datt mer jo ganz einfach technesch Direktiven duerch nei technesch Direktiven ersetzen.

D'Chambres professionnelles hunn eigentlech och net vill bäizedroen. Interessant ass et awer, datt d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics en Avis dozou gemaach huet. Si hu matgedeelt, datt se eigentlech et flott fannen, datt duerch déi do Direktiven eigentlech et e weidere Schrëtt an d'Harmonisatioun vun de Steiergesetzer vun de verschiddenen EU-Membere geet. Si hunn awer direkt am nächste Saz och gesot, datt dat eigentlech den Ausdrock wier vun enger neoliberaler Steierpolitik. Dont acte.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn hiren Accord och zu deem Gesetz ginn.

An ech géif dann och domadder den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. An als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Roth d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här Pre-

sident. Ech soen der Madame Rapportrice, der Madame Loschetter Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet zu Recht gesot, dass et en technesche Projet ass, deen awer op engem sensibele Punkt vun eiser Steierlegislatioun, nämlech dem Regime vun de Mères filiales eng Upassung mécht, déi berout op der Rechtspriechung vun der Cour de Justice européenne.

Wat d'Statsbeamtegewerkschaft gesot huet, dass dat eng neoliberal Steierapproche ass, dat ass net déi vun der Lëtzebuerger Regierung, mä mir hunn einfach déi Direktiven, déi an deem Sënn geholl goufen zu Bréissel, déi hu mer zu Lëtzebuerg ëmgesat.

An ach eng lescht Remarque, dat ass déi...

(Interruption)

Jo. Déi lescht Remarque ass déi, si huet verwisen op den Avis vun dem Statsrot. An de Statsrot huet eigentlech drop opmierksam gemaach, dass mer hei eng Retroaktivitéit hunn, nämlech dass déi Gesetzgebung hei op den 1. Juli 2013 zréck verweist, wou de Statsrot oft kritesch ass. Mä hei seet en, dass den Traitement fiscal, deen uviséiert ass, dass deen eigentlech méi favorabel ass. An dofir gëtt de Statsrot och do seng Zoustëmmung.

Fir de Rescht ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, well dëse Projet de loi nach vun dem fréiere Finanzminister, dem Luc Frieden abruecht ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och ech géif gären der Madame Loschetter Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport an dëser ganz technescher Matière. Si huet vill Mérite, fir dass d'Leit hir do nolauschteren. An ech mengen, si hätt dat ganz gutt gemaach.

Et ass, wéi se sot, e ganz technesche Projet de loi. Et geet hei ëm Directives d'adaptation an d'Konsolidatioun vu bestehenden Direktiven, op verschidden Adhésiounen hin. An ech mengen, et gëtt do net weider schrecklech vill derzou ze soen.

Och ech géif da gären am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. D'Madame Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech géif dann och der Rapportrice, der Madame Viviane Loschetter villmools Merci soe fir hiren exzellente schréftleche wéi och mëndleche Rapport. An ech géif dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Elvinger. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, et stëmmt wuel, dass dee Projet hei eng reng technesch Aféierung vu gewëssen Direktiven an eist Steiergesetz bedeit. Et ass ënner anerem de Projet drënner iwwert de Régime fiscal vun de Bezéiungen tëschent Sociétés mères a Sociétés filiales, iwwert d'Hin-an-hier-Schibe vu Benefisser, wou herno dobäi erauskënnt, dass d'Benefisser néierens zum eigentlechen Taux, wéi se misste besteiert ginn, besteiert ginn!

Lëtzebuerg huet iwwregens eng zentral Funktioun an deene Mechanismen do. Trotzdeem ass gesot ginn, deemools am Europaparlament 2011, dass et awer eng minimalistesch Approche ass a Richtung vun enger méi grousser Harmoniséierung vun de Steieren an Europa, déi eigentlech duerch den Traité vu Lissabon ënnersot ass. Et ass awer och gesot ginn, dass dat hei d'Abusen, déi bestinn, guer net beseitegt, dass souguer nei Niches fiscales geschafe ginn.

Firwat mir eis wäerten enthale bei deem Projet hei, dat ass, dass mer eis net solle berouege loossen duerch dat, wat hei geschitt. Grad Lëtzebuerg als ee vun de grousse Finanzzentren, deen och vill op déi Mechanismen do zréckgräift, misst eng aner, vill méi aktiv Approche dozou hunn an am Fong geholl vill méi wäit goe wéi dee minimalistesche Konsens, deen do aus deenen Direktiven hei ervirgeet.

Wann ech awer zum Beispill liesen, wat am Regierungsprogramm doriwwer steet, dass nach weider soll an déi Richtung geschafft ginn, dass nach weider Sociétés mères, Sëtzer vu Gesellschaften hei sollen ugezu gi mat neie fiskale Mechanismen, déi zum Deel och déi heite Mechanismen ëmgoe wäerten, dann hunn ech meng gréisste Bedenken, ob iwwerhaapt mer eis bewosst sinn, dass mer heimadder dee richtege Schrëtt maachen a Richtung vu méi staarker Kontroll vun deem, wat do op deem Terrain do geschitt.

Une voix.- Ganz richteg!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Mir sinn domat um Enn vun eiser Diskussioun an d'Wuert huet d'Regierung, den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, Merci fir Är Kontributiounen, haaptsächlech der Rapportrice, der Madame Loschetter fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

D'Matière ass effektiv technesch. Mä wéi richteg ënnerstrach ginn ass, gehéiert dat zum Arsenal, wat eist Land ka méi attraktiv maachen, andeem et Direktiven ëmsetzt. Also dat sinn hei ebe Gesetzer, déi op europäeschem Niveau gemaach gi sinn. A mir konforméieren eis eben deem, wat Europa décidéiert huet. A mir setzen dat esou ëm, dass mer kënne modern a kompetitiv sinn.

Ech wollt och ënnersträichen, wéi den Här Roth dat gemaach huet, dass mer hei e bëssen e spezielle Fall hu vu Retroaktivitéit. An ech begréissen, dass de Conseil d'État sech do ganz magnanime gewisen huet, well e gesot huet, dass en fait d'Situatioun vum Contribuable a vun de Gesellschafte jo hei verbessert gëtt, wann ee kann déi Direktiven invoquéieren. An dofir ass et gutt, dass mer dat esou maachen.

Et ass esou, dass d'Transpositioun tardive ass, mä d'Délaie waren effektiv ganz kuerz. A mäi Virgänger huet dat schëtzeg erageschéckt, mä déi Direktive waren effektiv ganz spéit disponibel an d'Délaie ganz kuerz. Dofir och ass et utile, dass een déi Retroaktivitéit virgesinn huet.

Mir hunn och der Cour de Justice européenne hir Jurisprudenzen hei integréiert. A schlussendlech da vum Fait profitéiert natierlech, fir d'Adhésioun vu Kroatien hei an den Direktive virzegesinn. Dofir Merci un alleguerte fir d'Ënnerstëtzung.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. A mer géifen dann iwwergoen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6616.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6616 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancéieren de Vote. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun.

De Vote ass ofgeschloss. 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen, déi largement motivéiert sinn. Domadder ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Claude Haagen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

A mer géifen dann zum nächste Projet... Entschëllegt, den Här Wolter.

13. Ordre du jour (suite)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech hätt eng Fro zum Ordre du jour, wann Der erlaabt.

M. le Président.- Jo, selbstverständlech.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech gesinn, datt elo en Débat d'orientation ass an duerno kommen nach sechs Projets de loi. An et ass net matgedeelt ginn, wat Usus normalerweis ass, dass, wann d'Séance sech no hallwer siwe géif verlängeren, dass dat géif geschéien, esou datt ech dovunner ausginn, dass eng ganz Rei Leit no hallwer siwen aner Obligatiounen ugeholl hunn.

Kënnt Der eis eng Orientatioun ginn, wéi Der de weidere Verlaf vun der Séance géift virgesinn - well ech ginn dovun aus, dass eleng deen nächste Punkt, dass dee mindestens annerhallef Stonn wäert daueren - a wéi et da virugeet, also eis uginn, anere Leit och, als Informatioun, dass mer eis kënne genee gegebenenfalls riichten, well et sinn eng ganz Rei Leit, déi hunn den Owend, ab siwen Auer hunn déi aner Saachen ugeholl. Entschëllegt, datt ech dat froen.

M. le Président.- Dat ass guer kee Problem. Merci fir d'Fro. Mir géifen eis an deenen nächste Minutte concertéieren a mir géifen dann esou schnell wéi méiglech eng Äntwert dorop ginn. Jiddefalls an där nächster Véierelstonn, 20 Minutten, si mer doriwwer fixéiert. Merci fir d'Frostellung. Jo, den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Mir kënnen och mat där Propositioun d'accord sinn. Ech wëll awer soen, datt dat hei, de Programm vun haut an der Conférence des Présidents esou décidéiert gi war, wou och den CSV-Vize-Fraktiounschef derbäi war. Mä mir hunn awer Verständnis fir déi Suergen, déi do zum Ausdrock bruecht gi sinn. A mir kënnen awer och mat där Propos d'accord sinn.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Berger. Just als kleng Niewebemierkung: Mir hunn niewent deem Programm, dee mer haten iwwert d'Conférence des Présidents, deen een oder anere Punkt derbäigeholl gehat, esou dass eng Concertatioun awer, mengen ech, hire Sënn gëtt.

Voilà, dat gesot, géif ech zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, den Débat d'orientation iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice weider, déi honorabel Madame Josée Lorsché. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Negri, Graas a Gibéryen. An et ass net ze spéit, fir sech bei mir ze mellen.

14. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Den Här Wiseler.

15. Ordre du jour (suite)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wollt soen, éier mer eis concertéieren: Wär et net méiglech, d'Projete virzehuelen? Dat wär vläicht... Well, wa mer elo ugefaangen hu mat där anerer Debatt, ass et schwéier d'Concertatioun anescht ze maachen. Mä ech loossen dat Ärer Appréciatioun.

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech hat dat och... Dofir hat ech gesot, déi Propos. Ech hat dat eigentlech esou verstanen, datt mer géifen d'Projets de loi virhuelen. Mä voilà, ech weess net...

Une voix.- Dat ass eng gutt Iddi.

(Interruptions diverses)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- D'Madame Lorsché huet sech preparéiert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- De Minister sëtzt do. Déi aner sinn net do.

M. le Président.- Just als Niewebemierkung: Dat hei ass jo e wichtegt Element och an där Budgetsdiskussioun, déi an e puer Wochen op eis duerkënnt. Jo, kommt mir fueren duer. Madame Lorsché.

Une voix.- Très bien!

16. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite)

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen dann den Tempo vum Här Bettel unzewenden, da geet et méi séier.

Dësen Débat d'orientation geet zréck op d'Joer 2006.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, entschëllegt. Entschëllegt, Madame Lorsché!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President.

M. le Président.- Jo?

17. Ordre du jour (suite)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech hu wierklech elo net verstanen, firwat d'Madame Lorsché, mat all Sympathie, déi ech fir se hunn, firwat si elo d'Wuert kritt huet. Ech hu geduecht, mir géifen elo fir d'Éischt emol décidéieren, wéi de weidere Verlaf vun onsem Ordre du jour wier.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Genau.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Wann ech... an déi aner hunn dat och esou verstanen, an da gitt Dir der Madame Lorsché d'Wuert. An ech wëll déi net ënnerbriechen, mä wann den Débat bis ugefaangen huet, da kënne mer net méi eppes anescht décidéieren.

Dofir, mengen ech, misste mer ons fir d'Éischt eens ginn, wéi mir als Chamber elo virginn. An ech hat gemengt erauszespieren, vun deem, wat den Här Wiseler gesot huet, an och wat den Här Berger gesot huet, dass mer d'Projets de loi géife virhuelen.

An da wier meng Propositioun, dass mer ons dann doriwwer géifen eens ginn an, wann et muss sinn, e Vote doriwwer huelen, wéi mer elo procédéieren, well dann ass Kloerheet.

M. le Président.- Also, ech géif da proposéieren, dass mer eis Sëtzung fir zwou Minutten ënnerbriechen, ech mech mat de Presidente vun deenen eenzelne Fraktioune gesinn a mer da virufueren.

(La séance publique est suspendue à 16.34 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 16.37 heures.)

18. Ordre du jour (suite)

Sou, eis Sëtzung ass erëm op. No enger kuerzer Concertatioun mat de Fraktiounspresidente fuere mer normal mat eisem Ordre du jour weider. Mir hunn eis awer d'Wuert ginn, dass mer bis hallwer siwen, siwen Auer fueren, an déi Projeten, déi mer net evakuéiert kréien, déi kommen op eng nächst Sëtzung. Voilà.

Da géif ech och, esou wéi ech dat lancéiert hat, mat dem Débat weiderfueren an der Madame Josée Lorsché d'Wuert ginn am Accord mat sämtleche Fraktiounspresidenten.

19. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite)

Rapport de la Commission du Développement durable (suite)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Dir Presidenten an Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësen Débat d'orientation geet zréck op d'Joer 2006, wou op Initiativ vun der deemoleger Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes eng nei Prozedur agefouert ginn ass.

(Brouhaha)

M. le Président.- An ech géif bieden, der Riednerin opmierksam nozelauschteren. Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass richteg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- D'Zil war, der Chamber méi Matsproocherecht beim Plange vu gréisseren Infrastrukturprojeten ze ginn a méi Transparenz an de finanzielle Suivi vun deene Projeten ze bréngen. Dat heescht, datt nei Infrastrukturprojete fir d'Éischt en Accord de principe vun der Chamber musse kréien, ier déi deementspriechend Pläng an Analyse kënne realiséiert ginn. Dat heescht natierlech och, datt d'Lëscht vun den neie Projeten der Chamber virgestallt muss ginn, fir datt d'Deputéiert sech e Bild kënne maachen a Positioun dozou bezéien.

Bis zum Joer 2009 huet déi Prozedur fir all Projet gegollt, dee 7,5 Milliounen oder méi sollt kaschten. Am Joer 2009 ass de Seuil dunn op zéng Millioune gehuewe ginn. Doriwwer eraus muss fir all Projet, deen iwwer 40 Millioune kascht, natierlech e speziellt Gesetz ausgeschafft ginn. Et ass och festgehale ginn, datt d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de finanzielle Suivi vun all deenen Infrastrukturprojete muss maachen. Dat bréngt natierlech mat sech, datt den zoustännege Minister där Kommissioun all sechs Méint e Rapport presentéiert iwwert déi finanziell Evolutioun vun all Projet, deen iwwer zéng Millioune kascht.

Och an der Nohaltegkeetskommissioun erstatt de Minister regelméisseg Bericht iwwert de Werdegang vun den eenzelne Projeten, déi en Accord de principe kritt hunn. Den Deputéierten erlaabt dat, den Iwwerbléck ze behalen, wou déi eenzel Projeten an hirer Ëmsetzung dru sinn.

De finanzielle Suivi vun de Projete vun de Bâtiments publics ass an der Nohaltegkeetskommissioun vum 10. Februar ausgedeelt ginn an de Muere stoung en nach eng Kéier méi am Detail um Ordre du jour. Souvill zur Prozedur.

Ech kéim dann zu den neie Projeten, déi an der Nohaltegkeetskommissioun den 10. Februar 2014 presentéiert gi sinn, an diskutéiert natierlech. A mengem schréftleche Rapport sinn ech méiglechst detailléiert op all Projet agaangen, wuel wëssend, datt déi konkret Ausaarbechtung eréischt stattfanne kann, wann den Accord de principe vun der Chamber virläit.

Erlaabt mir, fir unzefänken, e klenge Verglach zu de Jore virdrun, wou och scho vill Lëschten ofgestëmmt gi sinn. Dës Lëscht, déi aktuell Lëscht vu Projeten ass méi kleng wéi déi vun de Jore virdrun. Prioritéit läit méi wéi jee op der Renovéierung, op dem Ausbau an dem Neibau vu Schoulgebaier.

Eleng fënnef Projete vu siwe lafen iwwert déi ëffentlech Investitiounsfonge fir d'Schoulen. Och de sechste Projet ass der jonker Generatioun virbehalen, mat der Kreatioun vun enger Structure d'accueil fir défavoriséiert Kanner, Jugendlecher, jonk Elteren a Persoune mat spezifesche Bedürfnisser.

Während Stroossebauprojeten an de leschte Jore relativ gutt vertruede waren, leeft dëst Joer just ee Projet iwwert de Fonds des routes. Heibäi handelt et sech net ëm de Bau vun enger Strooss, mä ëm d'Renovatioun von der Start- a Landepist um Findel.

Wat d'CFL ugeet, esou ass et net noutwendeg, nei Projeten an d'Liewen ze ruffen, well déi wichtegst Projete schonn en Accord de principe kritt hunn an hir Planung schonn entaméiert ass, respektiv si se schonn ofgeschloss. Sou zum Beispill d'Moderniséierung vun der Klengbettener Streck, déi no dësem Débat um Ordre du jour steet.

Dat gesot, wéilt ech op déi eenzel Projeten agoen. D'Kommissioun huet all Projet duerchdiskutéiert an huet op all Fro eng Äntwert kritt, sief et vum Här Minister, sief et vun de Leit, de Mataarbechter aus dem Ministère, deenen ech als Presidentin vun der Kommissioun e grousse Merci wéilt ausdrécke fir hiren Asaz an hir Kompetenz. D'Erklärungen, déi d'Kommissioun zousätzlech zu der Presentatioun vun de Projete kritt huet, hunn ech esou wäit wéi méiglech an de Rapport afléisse gelooss.

Fir unzefänken, kommen ech bei déi fënnef Projeten, déi iwwert d'Fonge fir d'Schoule lafen. Deen éischte bezitt sech op de Bau vun enger gemeinsamer Restauratiouns- a Sportsinfrastruktur zu Ettelbréck. Dës Infrastruktur soll zwee, méiglecherweis souguer dräi Lycéeën zeguttkommen: dem Lycée technique fir Gesondheetsberuffer, dem normale Lycée technique an, deemno wéi, och der Akerbauschoul.

Den Terrain, op deem dës Infrastruktur soll entstoen, gehéiert dem Stat an huet eng Gréisst vu bal zwee Hektar. D'Zären an d'Ateliere vun der Akerbauschoul, déi momentan op deem Terrain stinn, wäerten ofgerappt ginn an um zukünftege Site vun deem Lycée installéiert ginn.

Wat dee Site ubelaangt, Dir kuckt scho ganz interesséiert heihin: Dir wësst, dass d'Regierung sech do déi néideg Zäit wëllt loossen, fir Alternativen ze préiwen, an datt se d'Resultat Enn Mee wëllt bekannt ginn.

Et geet bei dësem Projet awer och drëms, déi gesetzlech Normen a puncto Hygiène a Sécherheet an Energieeffizienz ze erreechen an den didakteschen, éducativen an administrativen Ufuerderunge vum Lycée Rechnung ze droen.

De Projet soll doriwwer eraus d'Capacitéit vum Lycée…

Ech mengen, pardon, ech hunn eppes iwwersprongen. Ech kommen zréck op deen…

Une voix.- Et war eis opgefall.

(Hilarité générale)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Mir net.

(Hilarité)

Mir net direkt.

(Hilarité et brouhaha)

Ech war déroutéiert, obscho keng Stroossebauprojeten do stinn. Ech hunn déi ganzen Zäit op den Här Kaes gekuckt, do war ech duerjerneen.

(Hilarité générale)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Sinn ech esou schéin?

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Ech hunn näischt gesot!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech kommen zréck op d'Sportsinfrastruktur an d'Restauratiounsinfrastruktur zu Ettelbréck,…

(Interruption)

…wou de provisoresche Programm, dat hunn ech nach net gesot, dat hat ech eben elo net agebaut, datt deen do e Schoulrestaurant an eng Sportshal mat gesamten dräi Unitéite wäert schafen.

Den zweete Projet ass dann eben deen, deem ech elo scho virgegraff hat, dat ass net direkt en Neibau, mä e Renovatiounsprojet fir de Lycée classique vun Dikrech, deen eng Annex zu Miersch huet. D'Raimlechkeete befanne sech jo op zwou Plaze verdeelt. Säit 1994 besteet déi Annex vum Lycée classique zu Dikrech eben zu Miersch. Dës Annex staamt aus de 60er Joren an ass am Joer 2000 ausgebaut ginn. Während den neien Deel nach en akzeptabelen Zoustand huet an net vu Grond op erneiert muss ginn, gesäit et beim Bau vun de 60er Jore logescherweis méi schlecht aus. Hei muss eng Analys gemaach ginn, fir festzestellen, wéi eng Deeler eventuell ofgerappt ginn a wéi eng Deeler gerett kënne ginn doduerch, datt se komplett renovéiert ginn.

Ech sinn elo do, wou ech virdru scho war. Hei geet et drëms, déi gesetzlech virgeschriwwen Normen a puncto Hygiène, Sécherheet an Energieeffizienz ze erreechen, natierlech wéi bei deenen anere Gebaier och, an och den didakteschen, éducativen an administrativen Ufuerderunge vum Lycée Rechnung ze droen. Et ass och dëse Projet, deen d'Capacitéit vum Lycée ëm ongeféier 200 Schülerinnen a Schüler soll erhéijen. Dat ass néideg, well d'Schülerzuelen hei wéi iwwerall am Land massiv gewuess sinn.

Beim drëtte Projet komme mer an d'Stad op de Campus Geesseknäppchen, a méi speziell bei d'Gebai vum Lycée Michel Rodange, wat an de 70er Jore gebaut ginn ass. Well déi technesch Installatioune vun deem Gebai net méi de virgeschriwwenen Normen entspriechen a puncto Sécherheet, Hygiène an Energieeffizienz, wat jo virdrun och schonn de Fall war, féiert och hei kee Wee laanscht eng Renovatioun vu Grond op. Dës Erneierung soll et grad wéi bei der Annex vum Dikrecher Lycée erlaben, den didakteschen, éducativen an administrative Besoine gerecht ze ginn.

Gréisser Renovatiounen ewéi dës sinn natierlech nëmme méiglech, wann d'Klassen délogéiert ginn. Aus deem Grond ass schonn am Joer 2012 eng schéi faarweg temporär Infrastruktur um Campus Geesseknäppchen opgeriicht ginn. Déi sollt et erlaben, Klassen ze délogéieren am Fall vu gréissere Renovatioune vum Gebai.

Vun der temporärer Infrastruktur profitéiere momentan Klassen aus dem Athenäum, deen amgaangen ass vu Grond op renovéiert ze ginn. Wann déi Aarbechten dann ofgeschloss sinn, kënnen d'Klasse vum Lycée Michel Rodange an déi provisoresch Struktur ëmzéien, soudatt d'Aarbechten den Oflaf vum Unterrecht net wäerte stéieren.

Beim véierte Projet bleiwe mer an der Stad, an zwar beim Lycée technique Michel Lucius um Lampertsbierg. Hei geet et ëm d'Démolitioun vum Block 3000, deen ersat a vergréissert wäert ginn, fir de steigende Schülerzuele vun 1.100 op 1.500 Rechnung ze droen. D'Zuel vun de Klassesäll soll vu 14 op 20 erhéicht ginn. Doriwwer eraus sollen och hei nach Raim geschafe gi fir d'Atelieren, d'Administratioun, d'Schoulmedezin, de Stockage an d'Structure d'acccueil. Während den Aarbechte kënnen d'Klassen an de Pavillon vun der sougenannter Aile 6000 délogéiert ginn. Dëse Fligel wäert fir d'Rentrée 2014/15 eidel ginn, well en neit Gebai ënnert der Bezeechnung Bâtiment 2000 déi Klasse wäert ophuelen.

Dann de fënneften a leschte Projet, deen iwwert d'Fonds d'investissements publics scolaires soll lafen, betrëfft de Bau vun engem Lycée fir Gesondheetsberuffer zu Stroossen. Wéi Dir wësst, gëtt momentan fir de Centre de logopédie en neit Gebai opgeriicht, wat de Besoinen an der pädagogescher Approche vun där Schoul méi geziilt Rechnung dréit. No der Fäerdegstellung vum neie Centre de logopédie gëtt dat aalt Gebai ofgerappt, soudatt den Terrain fräi gëtt, fir de Bau vun engem neie Lycée fir Gesondheetsberuffer.

1.200 Schüler kënnen an deem Gebai opgeholl ginn, mat engem Internat fir 50 Schülerinnen a Schüler, an enger Sportsinfrastruktur, déi net nëmme vun dësem Lycée ka gebraucht ginn, mä och vum Centre de logopédie.

Bei dësem Projet bleift ze soen, datt den initial geplangte Site vu Bouneweg fale gelooss ginn ass, ënner anerem well e sech als ze kleng erwisen huet, fir déi steigend Schülerzuelen opzehuelen.

D'Ursaach vum rasanten Zouwuess u Schüler fir Gesondheetsberuffer läit bei der Reform vun der Ausbildung. Opgrond vun europäesche Bestëmmungen, ass d'Ausbildung bei deene Beruffer ëm ee Joer verlängert ginn. Dat bedéngt, datt d'Schüler natierlech ee Joer méi laang am Gebai bleiwen an datt doduerch och méi Raum muss kreéiert ginn.

Eng grouss Roll spillt bei der Ausbildung fir Gesondheetsberuffer natierlech d'Proximitéit zu engem Spidol. An dësem Fall wär dat dann de CHL, mat deem de Lycée enk zesumme ka schaffen.

Wat den äusseren Aménagement vum Site ubelaangt, bleift ze soen, dass e Gesamtkonzept soll ausgeschafft ginn, wat esouwuel der doucer Mobilitéit wéi och dem ëffentlechen Transport an dem Privattransport soll Rechnung droen.

Ech kéim da bei de sechste Projet, deen eng sozial Missioun huet, an zwar d'Kreatioun vun enger Opfangstruktur fir défavoriséiert Kanner, Jugendlecher a jonk Elteren, an och donieft fir Mënsche mat spezifesche Bedürfnisser.

Dëse Projet soll am Zentrum vu Péiteng entstoen, um ale Site vum Lycée technique Mathias Adam, an iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux finanzéiert ginn. E besteet aus dem Bau vun enger nationaler Pouponnière fir 60 Klengkanner, engem Therapiezentrum fir 30 Kanner, engem Internat fir 60 Kanner a Jugendlecher, 25 Logementer mat engem Foyer fir Persoune mat spezifesche Bedürfnisser a 40 Logementer fir Familles nombreuses a jonk Elteren.

Eng generell Remarque, fir sämtlech nei Konstruktiounen, bezitt sech op d'Energieeffizienz vun de sougenannte funktionellen ëffentleche Gebaier. D'Berechnung vun der Energieklass ass an deene Gebaier vill méi komplizéiert a komplex wéi bei där vun einfache Wunnhaiser, well aner Elementer an d'Berechnung mussen afléissen. Sou zum Beispill d'Benotzungszäiten, d'Gréisst vum Gebai, de Confort vun de Benotzer an natierlech och déi technesch Installatiounen, déi an dëse Gebaier vill méi eng grouss Envergure hu wéi an enger normaler Wunneng.

De Standard vum Passivbau ass aus deene Grënn schwéier ze erreechen, soudatt, bis op eenzel Ausnahmen, där et awer och scho ginn, normalerweis eng A- oder B-Klass erreecht ka ginn. Bei de scho bestoenden Infrastrukture gëtt Wäert geluecht op eng beschtméiglech Isolatioun vum ganze Gebai, dat heescht d'Enveloppe vum Gebai, soudatt d'Energieeffizienz op déi Manéier ka verbessert ginn, vum Buedem bis op den Daach.

Wat eng eventuell Belaaschtung vu bestoenden ale Gebaier mat Asbest ubelaangt, huet d'Kommissioun verséchert kritt, datt dee Problem sech net oft stellt, ganz rar ass. An datt, de Fall gesat, eng streng Prozedur bei der Entsuergung muss ugewant ginn, déi iwwregens am Gesetz vun 1999 zu den Etablissements classés festgehalen ass.

Souvill zu de Projete vun de Bâtiments publics.

De leschte Projet betrëfft de Fonds de routes, oder des routes, deen awer, wéi am Ufank gesot, kee Stroossebauprojet ass, mä d'Renovatioun vun der Start- a Landepist „Runway 06-24" um Findel. D'Bezeechnung vun der Pist ass, wéi an der Aviatioun üblech, op déi magnéitesch Orientatioun vun der Pist zréckzeféieren.

Fir datt dëse Projet anstandslos iwwert d'Bühn ka goen, muss am Virfeld geklärt ginn, wéi den Zäitplang an d'Modalitéite vun den Aarbechten ausgesinn. Interessant ze wëssen ass, datt den éischten Tronçon vun der Pist schonn am Joer 1946 a Betrib geholl ginn ass. Deen Tronçon hat eng Längt vun 2 km. Dunn ass am Joer 1954 e weideren Tronçon dru gehaange gi vun 850 m an am Joer 1981 ass dat lescht Stéck vun iwwert engem Kilometer dobäi gesat ginn. Domat kënnt d'Pist haut op eng Längt vu 4 km, bestehend awer aus dräi verschiddenen Tronçone mat verschiddene Strukturen.

Schonn 2008 ass eng auslännesch Etüd zur Konklusioun komm, datt déi aktuell Struktur misst ersat ginn. D'Renovatioun soll déi maximal zougeloosse Laascht erhéijen an der Entwécklung vun der Cargolux Rechnung droen, wou en neie Frachtfliger mat der Bezeechnung 747-8F zum Asaz koum.

A puncto Sécherheet vun der aktueller Pist ass an der Kommissioun kloergestallt ginn, datt d'Pist sech net, wéi vu munche Säite gefaart, oder wéi et duergestallt ginn ass, an engem lamentabelen Zoustand befënnt an datt grouss Gefore fir d'Passagéier bestinn. Weder vun hirer Stabilitéit hier, nach vun hirer Struktur hier, stellt se eng Gefor duer, a se gëtt och fir all Fluchpist deeglech vu Fachleit kontrolléiert.

Wat den Impakt vun den Aarbechten op den Trafic aérien ugeet, sou hunn d'Membere vun der Kommissioun verséchert kritt, datt Perturbatioune sech op e strikte Minimum wäerte beschränken. De gréissten Deel vun den Aarbechte soll nuets ausgefouert ginn, an d'Schléissung vum Findel soll sech op e Minimum vun e puer Deeg reduzéieren.

Fir weider Perturbatiounen um Findel ze verhënneren, gëtt och vum Chantier profitéiert, fir direkt de Kanalisatiounsréseau ze erneieren. Zwee Waasserréckhaltebecke sinn allerdéngs scho viru Joren installéiert ginn, fir d'Waasser am Fall vun enger accidenteller Pollutioun kontrolléiert zréckzehalen.

Souvill zu de siwe Projeten, déi haut misste vum Prinzip hier accordéiert ginn, fir datt d'Planung kann ufänken. De Rapport ass an der Kommissioun majoritär ugeholl ginn, mat eenzelne Remarquen, wat den zukünftege Site vum Lycée technique agricole ugeet. Allgemeng huet awer Eenegkeet bestanen, datt dës Projete Sënn maachen an net vu Muttwëll sinn.

Als Rapportrice an am Numm vun der Kommissioun schloen ech der Chamber dowéinst fir, der Regierung gréng Luucht ze ginn, fir d'Planung unzegoen. Dës Etüd ass néideg, wa mer wëllen, datt d'Projete realiséiert ginn. Eng Etüd muss fir all Projet gemaach ginn.

Ech kéim dann zur Motioun, déi ech Iech, Här President, wëll iwwerreechen.

M. le Président.- Villmools Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

- vu d'autre part:

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructures Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures lors de la séance du 10 février 2014 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

- marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2014 afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Bâtiments publics:

- construction d'infrastructures d'accueil et sportives destinées au Lycée technique pour professions de santé d'Ettelbruck, au Lycée technique d'Ettelbruck et, le cas échéant, au Lycée technique agricole, sous réserve des décisions à prendre au niveau de son futur site;

- rénovation de l'annexe de Mersch du Lycée clas-

sique Diekirch qui s'avère nécessaire du fait que les anciennes parties ne correspondent plus aux standards actuels d'hygiène, de sécurité et de performance énergétique;

- rénovation du Lycée Michel Rodange à Luxembourg étant donné que les constructions datant des années soixante-dix nécessitent une modernisation permettant de satisfaire les normes et prescriptions en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité et de performance énergétique;

- rénovation et agrandissement de l'aile 3000 du Lycée technique Michel Lucius à Luxembourg-Limpertsberg, en raison de son état de vétusté et de l'augmentation du nombre d'élèves;

- construction d'un nouveau Lycée technique pour professions de santé à Strassen;

- création d'un centre d'accueil pour enfants, jeunes et parents en situation de détresse ou à besoins spécifiques à Pétange;

b) en ce qui concerne le champ d'intervention du département des travaux publics:

- réhabilitation de la piste «Runway 06-24» de l'Aéroport de Luxembourg.

(s.) Josée Lorsché, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Roger Negri, Marco Schank.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Si ass ënnerschriwwe vu Vertrieder vun de véier Fraktiounen a vun enger Sensibilité politique, an dréit fënnef Ënnerschréften - och wann déi Zuel net méi néideg gewiescht wär, ass se awer drop, fir Eenegkeet ze weisen.

Dës Motioun recommandéiert der Chamber, der Regierung en Accord de principe ze gi fir déi siwe Projeten, déi ech am Rapport virgestallt hunn, an der Hoffnung, datt Dir, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mat mengem éischten Accord zefridde waart.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools der Madame Lorsché. An ech géif dann direkt d'Diskussioun opmaache mam Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech natierlech der Rapportrice villmools Merci soe fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

An ech wëll och direkt soen, vu datt mer jo hei iwwer vill Geld schwätzen a vu datt mer och eng ugereegten Diskussioun an eiser Kommissioun haten, vun där si jo Presidentin ass, wollt ech einfach just mat Interesse hir nolauschteren. A wann een dat mécht, kuckt een och op dee Personnage, dee schwätzt. An ech wollt a kengem Mooss si hei aus der Rou bréngen. Dat wollt ech gesot hunn.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass deen Éisleker Bléck, dee gehäit alles aus der Rei.

(Interruptions)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Voilà, dat gesot wëll ech soen, datt deen Exercice, dee mer elo schonn eng ganz Rei Jore maachen, u sech e ganz effikassen Exercice ass. Jo, zënter 2005, wou jo d'Comexbu an den deemolege Bauteminister Claude Wiseler dës Prozedur ausgeschafft hunn, déi zum Zil hat, eben déi enorm Dépassementer, déi mer jo awer an enger Rei vu Projete kannt hunn, fir déi ze vermeide respektiv gréisstendeels ze reduzéieren. Ech mengen, et kann ee soen, datt dat op jidde Fall an deene Projete gelongen ass, déi duerno ënnert dëser Prozedur ausgeschafft goufen. Do sinn also déi Dépassementer ganz kloer vill méi kleng gewiescht.

Här President, erlaabt mer dann, e puer Wierder zu deene verschiddene Projete vun der Lëscht, déi d'Regierung der Kommissioun virgeluecht huet, ze soen.

Bon, als éischte Projet beim Fonds d'investissements publics scolaires steet d'Konstruktioun vun Infrastructures d'accueil et sportives destinées au Lycée technique pour professions de santé a fir de Lycée technique d'Ettelbruck tout court op där Lëscht. Hei sollen dës Strukture geschafe ginn, fir eben déi zwee Lycéeën do an eventuell - ech betounen: eventuell - och d'Akerbauschoul do mat anzebezéien. Am leschte Saz vum Rapport steet dann och, datt dëse Projet ganz enk mat den Iwwerleeunge vun der Regierung zesummenhänkt, fir eng global Léisung ze fanne fir d'Schoulinfrastrukturen an der Nordstad an notamment awer och am Spezifesche vun der Akerbauschoul.

Et deet mer leed, Dir Dammen an Dir Hären, et deet mer wierklech leed, mä ech fannen dat net ganz logesch. Mir sollen haut iwwer en Infrastrukturprojet ofstëmmen, iwwer Accueilsstrukture fir Schoulen ofstëmmen, obscho mer nach net wëssen, ob d'Akerbauschoul definitiv op Ettelbréck kënnt oder ob d'Akerbauschoul iergendwou aneschters kënnt.

Sou wéi mer jo elo grad och héieren hu vun der Rapportrice, solle mer jo de Mee heizou eng Äntwert kréien. Dann hätt ech et och logesch fonnt, datt mer u sech bis de Mee gewaart hätten, fir iwwert deen dote Volet ofzestëmmen. Well et ass jo awer bei enger Planung net evident, ob een en Accueil fir e puer Honnert Schüler méi oder fir e puer Honnert Schüler manner u sech plangt.

Bon, ech wëll och ganz kloer drun erënneren, datt d'Chamber 2012 de Projet vun der Akerbauschoul um Site vu Gilsdref gestëmmt huet. A fir d'CSV, ech wëll dat ganz kloer betounen, huet dës Décisioun ganz kloer nach ëmmer Bestand.

Bon, den Här Minister ka mer awer ganz gären erklären, wéi hien u sech elo déi Planunge wëllt an Optrag ginn, ouni u sech d'Zuele wierklech ze kenne vun deene Schüler, déi vun deene Structures d'accueil da solle profitéieren.

Fir d'CSV ass et ganz kloer, datt mer dësem Projet just kënnen zoustëmmen ënnert der Konditioun, datt am Virfeld e Gesamtkonzept vun de Schoulinfrastrukturen an der Nordstad virläit, inklusiv, awer och net nëmmen, d'Akerbauschoul, mä och de Lycée militaire an - och ganz wichteg - e Mobilitéitskonzept, wat do derbäi ganz einfach passt. A mir wëssen alleguerten, datt et haut schonn an der Avenue Salentiny zu Ettelbréck natierlech ganz grouss Verkéiersproblemer gëtt. Ech kann nëmme soen, ouni e Gesamtkonzept an ouni e Mobilitéitskonzept mécht u sech dat Ganzt esou kee Sënn.

Da sinn nach eng ganz Rei aner Projeten op där Lëscht. Bon, se si schonn hei opgezielt ginn: den Ausbau zu Miersch vun der Annex vum Lycée classique Dikrech, de Lycée Michel Rodange, de Lycée technique Michel Lucius an alles dat, wat do soll ofgerappt respektiv erweidert ginn.

Bon, ouni wëllen an d'Detailer ze goen, wëll ech ganz kloer ënnersträichen, datt fir d'CSV et extrem wichteg a richteg ass, datt mer gutt Schoulinfrastrukturen hunn emol fir d'Éischt an datt mer doriwwer eraus awer och an der Zukunft sollen déi beschtméiglech Schoulinfrastrukturen eise Kanner an eise Jugendlechen zur Verfügung stellen, a virun allem, datt mer genuch Schoulinfrastrukturen hunn, fir deenen ëmmer méi grousse Schülerzuelen u sech gerecht ze ginn.

Da steet och de Bau vun engem neie Lycée technique fir Gesondheetsberuffer zu Stroossen um Programm. Ben, wéi et scho gesot ginn ass, do solle jo Plaze fir 1.200 Schüler hikommen. Bon, domadder kréie mer dann en drëtte Standuert fir d'Gesondheetsberuffer niewent de Sitë vu Bascharage an Ettelbréck.

Wa mer dann dës dräi Siten operabel hunn, da misste mer u sech gutt opgestallt sinn an hoffentlech och genuch - dat ass op jidde Fall e Wonsch - Schüler fannen, datt mer manner an der Zukunft an eise Kliniken, an eise Spideeler op extern Leit zréckgräife mussen, mat - ech mengen - deene bekannte Sproocheproblemer; Saachen, déi mer schonn hei méi wéi eng Kéier ugeschwat hunn. Sproocheproblemer, déi dach mat sech bréngen, datt vill Patienten a besonnesch eeler Patienten eben an der Klinik mat Friemsproochen, besonnesch mat Friemsproochen am Kader vum medezinesche Beräich Schwieregkeeten hunn, datt mer domadder awer zum Deel dës Problemer kéinte léisen.

Am Kader vum Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux soll jo dann zu Péiteng eng Infrastruktur fir Kanner, Jonker an Eltere geschafe ginn. Et ass wichteg, an et ass extrem wichteg, datt mer fir Leit, a virun allem fir Kanner, déi an Nout sinn, oder an enger Noutsituatioun, esou Strukture schafen, wou se kënnen opgefaangen a gutt encadréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Rapport steet och nach eng Remarque zu den Energiestandarde vun den ëffentleche Gebaier. Bon, do musse mer effektiv ënnerscheeden tëschent engem private Wunnhaus an engem ëffentleche Gebai, wou et méi schwéier ass, déiselwecht Performancen, déiselwecht Standarden hinzekréien, well jo do muss op vill aner Contrainten opgepasst ginn - Benotzerfrëndlechkeet, Sécherheetsdispositifer an technesch Équipementer -, soudatt et do ganz schwéier ass, ëmmer déiselwecht Standarden ze erreechen.

Ech mengen, wichteg ass awer, datt mer alles versichen, datt an deenen ëffentleche Gebaier, wann et nëmme méiglech ass, och op alternativ Energien zréckgegraff gëtt.

Bon, als leschte Projet, dat ass een aus dem Fonds des routes, geet et jo drëms, d'Erneierung vun der Pist „Runway 06-24" um Flughafen ze assuréieren. Et ass wichteg, datt mer eis Start- a Landepisten an engem ganz gudden Zoustand hunn an halen, fir datt mer hei keng Nodeeler kréie fir eis Fluchgesellschaften, an an dësem Fall besonnesch fir d'Cargolux a fir hire Boeing 747, wou ech jo net weider op d'Detailer brauch anzegoen. Dëst ass awer ganz sécher eng wichteg Investitioun fir de Standuert Lëtzebuerg, dee ganz einfach e gudde Flughafe brauch. Méi brauch een dozou net ze soen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Virbehalt da beim éischte Projet, ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Finanzement vun all dëse Bauvirhaben a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kaes. Als Nächsten huet den Här Roger Negri d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wéilt ech der Présidente-Rapportrice Josée Lorsché e grousse Merci soe fir hir exzellent Rapporten, déi schréftlech wéi mëndlech. Als LSAP ënnerstëtze mer selbstverständlech d'Etüde fir d'Elaboratioun vun deene siwen ugesprachene Projeten. Dofir wëll ech mech just op e puer Remarquen zu de Projete beschränken.

Éischtens, de Bau vun enger Schoulkantin mat enger Sportshal fir de Lycée des professions de santé an de Lycée technique vun Ettelbréck ënnerstëtze mer, onofhängeg vun der Standortdiskussioun iwwert de Lycée technique agricole.

Zweetens, datselwecht gëllt fir d'Renovatioun vun der Annex zu Miersch vum Dikrecher Lycée.

Drëttens, zur Renovatioun vum Lycée Michel Rodange um Campus Geesseknäppche wollt ech de Minister François Bausch froen, wéi d'Aarbechte vun der Renovatioun vum Athenäum virukommen a fir wéini de Minister domat rechent, dass de Wiessel an den erneierten, an den neien Athenäum stattfanne wäert, ier déi séier noutwendeg Renovatioun vum Lycée Michel Rodange da kann ufänken.

Als Véiert, d'Erneierung vum Lycée Michel Lucius ass och absolut néideg. An déi gewielte successiv Bauphase vun der Bauverwaltung kënne mer nëmmen ënnerstëtzen.

Fënneftens, den neie Lycée pour professions de santé an der Noperschaft vum Centre Hospitalier vu Lëtzebuerg kënne mer nëmme begréisse wéinst de Synergië mam CHL an dem neie Centre de logopédie.

Dem Bau vun engem Internat fir Kanner, Jugendlecher an Elteren a Schwieregkeeten, awer och mat Wunnenge fir handicapéiert Matbierger am Zentrum vu Péiteng, gi mer aus Grënn vun der sozialer Inklusioun ganz gären eis Ënnerstëtzung.

Zum leschte Projet, der Erneierung vun der Start- a Landepist vum Lëtzebuerger Flughafen, wollt ech de Minister nach froen, wéi séier e gedenkt, mat den Aarbechten unzekommen. Well et eis awer schéngt, dass iergendwann, och wann elo nach net, et awer zu Sécherheetsproblemer mat der Landepist komme kéint.

Zum Schluss, Här President, wëlle mer als LSAP d'Regierung an hir Investitiounsprogrammer fir déi nächst Joren ënnerstëtzen, déi op engem héijen, awer och räsonabelen a virun allem zimlech konstanten Niveau gehale solle ginn, fir domat eis Ekonomie ze ënnerstëtzen an hir och eng gewësse Prévisibilitéit erméigleche soll. Fir dat ze garantéieren, muss permanent am Viraus geplangt ginn, anerefalls kann et net zu kontinuéierlechen Investitiounsprogrammer kommen.

An domat ënnerstëtze mir déi virgeluechte Motioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roger Negri. Als Nächsten huet de Gusty Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech ëmmer erfréschend fir d'Demokratie, wann d'Parlament och e Matsproocherecht kritt vis-à-vis vun Décisiounen, déi vun der Regierung musse geholl ginn. Dofir war déi Décisioun, déi hei 2005 getraff ginn ass, richteg, wéi mer jo de Seuil vu 7,5 Milliounë fixéiert hate fir Projeten, datt déi misste fir d'Éischt den Aval, de prinzipiellen Aval vun der Chamber hunn. Dee Seuil ass jo dunn 2009 op 10 Milliounen eropgesat ginn.

Dës Debatt ass an deem Sënn och wäertvoll, well se am Fong geholl och dem breede Publikum dobaussen erlaabt, fir sech kënnen e Bild ze maachen: Wat sinn d'Intentiounen um Niveau vu Bauprojeten, vun Infrastrukturprojete fir déi nächst Joren? Déi Lëscht ass, wéi d'Madame Lorsché dat schonn hei bemierkt huet, natierlech méi kleng ausgefall, wéi dat vläicht an deene Jore virdru war. Mä et kënnt jo net onbedéngt op d'Zuel un, mä et kënnt virun allem och op d'Qualitéit un.

Ech wëll drun erënneren, datt meng Partei am leschte Wahlkampf virun allem sech op een Zil fokusséiert hat, dat heescht d'Bildungspolitik hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Datt d'DP jo och haut dee Ministère iwwerholl huet, ass net vun ongeféier komm. Natierlech geet et net nëmmen duer, e performante Bildungssystem ze hunn, et muss een och gutt Infrastrukturen hunn. An dowéinst si mir besonnesch frou, datt an dëse Projeten eng ganz Rei Infrastrukture fir d'Verbesserung vun eise Schoulgebaier virgesi sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wëll virun allem drop hiweisen, datt jo en neie Lycée technique och fir d'Santésberuffer zu Stroossen aménagéiert gëtt, et ass hei virdru scho gesot ginn, wat eis och eng gutt Synergie mam CHL erlaabt. Dat beweist och, datt mer den Akzent op d'Ausbildung vum Fleegepersonal am Klinikeberäich virun allem richteg aschätzen. An et ass och wichteg, datt op deem Niveau grouss Investissementer gemaach ginn.

Mir brauchen och zousätzlech Klasseraim. An do ass jo de Michel Lucius elo e gutt Beispill, datt deen och dowéinst ausgebaut gëtt. De Michel Rodange, an een deen de Geesseknäppche gutt kennt, dee weess, deen huet elo 40 Joer um Bockel, datt och do sech déi éischt gréisser Boboe bemierkbar maachen. An dowéinst ass et evident, datt de Lycée Michel Rodange fréier oder spéider muss renovéiert ginn.

De Moment kann ee sech jo och e Bild maache vun der Renovatioun vum Kolléisch. A mir hate jo och net méi spéit wéi de Moien an der Kommissioun nach doriwwer Rieds. Ech si ganz éierlech, ech war där Deeg elo nach mer dee Chantier kuerz ukucken. Wann een dat de Moment esou gesäit, dann huet ee bal d'Gefill, et wier besser, et hätt een de Kolléisch ofgerappt. Ech sinn awer ganz gäre bereet och do bäizeléieren an hu mech de Moien dann an deem Sënn do vu kompetenter Säit berichtege gelooss, datt et u sech awer eng wichteg Architektur aus de 60er Joren ass an datt dowéinst de Kolléisch dann eben awer nach an där Form, wéi e fréier do stoung, bäibehale gëtt.

Wat awer wichteg ass, dat sinn eben déi Container, woubäi och dat Wuert Container vläicht net ubruecht ass. Well déi Iwwergangsstruktur, déi am Haff vum Kolléisch aménagéiert ginn ass, déi verdéngt wierklech schonn awer och de Prädikat vu guddem Schoulgebai, wat iwwer eng gewëssen Zäit ka Bestand hunn. An d'Approche, fir déi ze notze bei der Renovéierung vum Lycée Michel Rodange, ass ouni Zweifel ënnerstëtzenswäert. Mir gesinn dat och esou. An doriwwer eraus kënne vläicht och nach déi Infrastrukture gebraucht ginn, wa gegebenenfalls eng Kéier muss den ECG erneiert ginn.

Wat elo Ettelbréck ubelaangt, wou jo och zwee wichteg Aménagementer virgeholl ginn, ech mengen, fënnt dat eis voll Ënnerstëtzung. Dat ass ganz kloer. Ech ginn och gären zou, an ech verstinn och, datt eenzel Kolleege sech dorobber e bësse fokusséiert hunn, wat natierlech de Site vun dem Lycée agricole ubelaangt, datt een dat aus där Diskussioun hei net kann ausschléissen. Dat ass ganz evident. Ech mengen, fir eis als DP ass et ganz kloer, datt mir hanner enger Akerbauschoul stinn, mat engem Kompetenzzentrum.

Ech wëll och un eise Wahlprogramm vun 2013 erënneren, wou ganz kloer drastoung: „Durch individuelle Beratung und durch eine zeitgemäße Ausbildung in der Ackerbauschule, einem Ausbildungs- und Kompetenzzentrum, wird angehenden Landwirten das nötige Wissen vermittelt." Dozou sti mer och. Ob dee Site elo dee beschten ass oder net, ech mengen, dat wäert sech an deenen nächste Méint dann definitiv erausstellen. Jiddefalls, wat wichteg ass ass, datt mer en effikasse Lycée agricole fir d'Zukunft wäerte kréien.

E besonnesche Projet gëtt dann zu Péiteng realiséiert, och dat ass hei schonn ënnerstrach ginn, um Site vum fréiere Lycée Mathias Adam. Wann een elo d'Gréisst vun deem Projet analyséiert, da kënnt een natierlech och zur Konklusioun, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer e gewëssenen Nohuelbedarf nach vläicht hunn, wat den Encadrement vu gewëssen, méi sozial schwaache Kategorien an eiser Gesellschaft ubelaangt. Datt dee Projet matten an der Uertschaft Péiteng geschaf gëtt, huet u sech och de Virdeel, datt vläicht eng besser sozial Integratioun och ka gewährleescht ginn. An ech mengen, et muss een och hei nach op d'Mixitéit hiweisen. Och dat ass e groussen Avantage vun deem Projet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dann ee wesentleche Punkt och, deen iwwert de Fonds des routes jo dann exekutéiert gëtt, dat ass eben d'Erneierung vun der Fluchpist 0624, mat deem spezifeschen Numm do. Et ass ouni Zweifel, an ech mengen, och do si mer eis eens heibannen, esou, datt de Findel e wichtegt Kärstéck vun der nationaler Ekonomie ass. Mir kënnen eis et net erlaben, e Findel mat enger net gudder, ugepasstener Infrastruktur ze hunn. Dowéinst kann een dat nëmmen ënnerstëtzen, datt déi Pist elo erneiert gëtt. A wat och wesentlech ass, a mir kruten dat jo och an der Kommissioun vu kompetenter Säit confirméiert, datt d'Sécherheet zu kengem Moment a Fro gestallt ass. Mä, wéi gesot, mir brauchen eng modern Fluchpist mat deenen Normen, déi eben haut gefuerdert sinn.

Ech wollt an deem Kontext awer déi eng oder aner Remarque nach zousätzlech maachen. Natierlech muss een oppassen, datt de Fluchbetrib duerch déi noutwendeg Aarbechten do net ze vill a Matleedenschaft gezu gëtt. Et wäert wahrscheinlech net ausbleiwen, datt vläicht de Flughafe kann eng oder déi aner Kéier, oder muss villméi zougemaach ginn.

Ech wollt awer an deem Kontext och nach op d'Situatioun vun den Ofwässer hiweisen. Och do gëtt jo elo nach d'Kanalnetz ugepasst. Mir hate jo ëmmer déi ganz grouss Problemer um Findel an, ech mengen, deen heitege Minister a senger fréierer Qualitéit huet mat Sécherheet op dëser Plaz och méi wéi eng Kéier drop higewisen op d'Verschmotzung vun der Bireler Baach am sougenannten „Fransousegronn" - déi eis, géif ech scho bal soen, Jorzéngte beschäftegt huet -, duerch ebe Produiten, déi ëmmer agesat gi sinn, sief dat fir d'Entäisung vun der Pist, sief dat fir d'Entäisung vun de Fligeren, mat den negative Konsequenzen, déi mer kannt hunn. 2004, den 2. Dezember ganz genee, ass jo e wichtegt Gesetz deemools hei gestëmmt gi fir d'Mise en conformité vum Assainissement vum Flughafen.

Bon, meng Fro ass am Fong geholl: Sinn déi grouss Problemer, déi ëmmer bestanen hunn, mat deenen neien Aarbechten elo do behuewen oder wéi stellt sech d'Situatioun haut? Et däerf ee jo net vergiessen, datt de Flughafe jo nach an engem wichtege Quelleschutzgebitt läit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Lorsché, där ech och Merci soe fir hire flotte mëndlechen a schréftleche Rapport, huet och virun allem op ee wichtegen Aspekt higewisen, wat déi nei Bauprojeten ubelaangt, an dat ass deen energeteschen. Et ass evident, datt besonnesch d'ëffentlech Hand do gefuerdert ass. An et ass och evident, datt jo haut quasi keen neit staatlecht oder kommunaalt Gebai méi däerf erriicht ginn, ouni datt e Maximum gemaach gëtt, fir Energie anzespuere respektiv fir alternativ Energien ze notzen, oder och fir d'Reewaasser op eng adequat Manéier dann ze gebrauchen.

Ech wëll awer ofschléissend nach eng allgemeng Remarque maachen. Et muss ee jo awer déi Projeten och an de Kontext vun der budgetärer Situatioun setzen. Mir kruten hei e Budget 2014 de 5. Mäerz presentéiert, wou ee jo natierlech liicht konnt erausliesen, och wat d'Perspektive fir d'Zukunft sinn. Et ass kee Geheimnis, datt dëse Stat mat Sécherheet net onbedéngt déi allerbeschte finanziell Situatioun huet. An dat ass och d'Resultat vun enger gewëssener Politik aus deene leschte Jore respektiv Jorzéngten, datt dëse Stat och muss spueren. Ech mengen, dat ass e Message, deen ass entre-temps allgemeng bekannt.

D'Regierung, an doweinst ass och hire Courage ze begréissen, huet jo schonn éischt Usätz bewisen, andeems se d'Ministèrë quasi alleguer opgefuerdert huet, fir 10% anzespueren. Dat mécht awer eis Marge de manœuvre fir d'Zukunft natierlech net méi grouss. Ganz au contraire, se mécht se méi kleng. Wa mer dann och d'Gesamtscholdelaascht de Moment vun eisem Stat huelen, déi bei plus ou moins 23% vum PIB läit - et ass net, datt dat elo eng dramatesch Situatioun ass, mä et ass awer eng Situatioun déi een net däerf aus den Ae verléieren -, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wéi wäit kënne mer awer nach eng Rei vun Investissementer an Zukunft maachen?

D'Demokratesch Partei ass der Meenung: Jo, mir mussen nach investéieren. Jo, dës Projeten, déi hei elo zréckbehale gi sinn, sinn noutwendeg fir d'Entwécklung, d'Weiderentwécklung vun dësem Land, mä mir mussen emol vläicht och aneschters bauen. Well, wann een haut emol d'Analys mécht vun enger ganzer Rei vu Gebailechkeete queesch duerch d'Land, da muss ee sech awer munchmol d'Fro stellen, ob net awer och iwwerdriwwe ginn ass.

Dowéinst awer och vläicht den Opruff, an Zukunft vläicht e bëssen emol méi rational ze bauen, manner Luxus an de Gebaier virzegesinn. Ech géif soen, dann hätte mer och scho mat Sécherheet munch Wichteges fir d'Zukunft gemaach, wann een dat aus der Situatioun vun eiser budgetärer Lag raus analyséiert.

Wat d'Motioun ubelaangt, zum Schluss nach, sti mir als Demokratesch Partei selbstverständlech hannert deene Mesuren, déi hei geplangt sinn, wäerte se och deementspriechend ënnerstëtzen.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Graas, fir déi interessant Kontributioun. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin.

Mme le Président.- An duerno kënnt den Här Turpel.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vun eiser Säit aus der Kolleegin Josée Lorsché Merci soe fir hire ganz gudde Rapport, dee se gemaach huet. A virun allem och fir d'Erklärungen, déi se ginn huet zu deenen eenzelne Projeten, déi an dëser Motioun drastinn. Dat erméiglecht eis, datt mer déi eenzel Projeten net nach alleguer eng Kéier mussen am Detail hei vir erklären.

Ech mengen, mir maachen déi Prozedur hei zënter 2005 all Joers, datt mer hei an der Chamber, op Propositioun vun der zoustänneger Kommissioun, eng Motioun stëmmen, wou mer eng Rei vu Projete festhalen, wou mer der Regierung d'Autorisatioun ginn, fir eben déi Etüden ulafen ze loossen, déi néideg sinn, fir déi Projeten uerdentlech kënnen ze realiséieren.

Mir sinn als ADR d'accord mat deene Projeten, déi an dëser Motioun festgehale sinn. Mir hu se och dofir mat ënnerschriwwen. Projeten, déi haaptsächlech sech ëm fënnef Lycéeë bekëmmeren. Structures d'accueil fir Kanner, Elteren a Jugendlecher, wou mer och wëllen drop opmierksam maachen, datt déi Structures d'accueil fir ons enorm wichteg sinn, mä datt een och an Zukunft muss drun denken, wa mer haut vill Structures d'accueil brauchen an och realiséieren, déi d'Fraen ubelaangen, si mer och der Meenung, datt een och an Zukunft muss schonn drun denken, datt mer och Strukture brauchen, wou mer Männer ënnerdaach kréien.

Dann en anere Projet, dat ass dee vum Findel.

(Interruption)

Ech hunn do elo net fir mech selwer dru geduecht, Här Bausch, mä et weess een ni. Et weess een ni!

(Hilarité)

Et weess een ni. Et ass besser, et baut een e bësse vir. Et weess een ni, wat am Liewen engem ka geschéien. Mä ech mengen, d'Chancë si kleng.

Dann hu mer selbstverständlech de Projet vum Findel, dee mer musse maachen, well mer alleguer wëssen, datt do eng relativ Urgence besteet, fir esou ee Projet ze maachen.

Ech wëll also, wéi gesot, net weider op déi eenzel Projeten agoen, mä ech wëll e puer prinzipiell Iwwerleeungen an dësen Débat mat erabréngen. Zum engen emol, wat déi Prozedur, déi mer hei gemaach hunn, als Konsequenz huet. Mir wëssen alleguer, déi méi laang heibanne sinn, wa mer zéng, 15 Joer zréckkucken, da si mer am Prinzip net fäerdeg ginn, fir ëmmer erëm Projeten ze stëmmen, wou mer Kreditter nogestëmmt hu vu Projeten, déi amgaang ware realiséiert ze ginn. Dépassementer vu Projeten, dat war eigentlech zu der Normalitéit ginn, bis d'Chamber sech am Fong eng nei Prozedur ginn huet, déi am Prinzip 2005 ugelaf ass. A wa mer haut, elo aacht, néng Joer méi spéit, eng Analys maache vun der neier Prozedur, da kënne mer feststellen, datt mer ganz positiv Resultater opzeweisen hunn.

D'Rapportrice huet virdrun erkläert, datt den zoustännege Minister all sechs Méint an d'Comexbu kënnt, fir déi eenzel Projete virzestellen, wou se dru si mat der Prévisioun, wéi zu deem Zäitpunkt gerechent gëtt, wa vum Projet herno den Dekont gemaach gëtt, wou mer da landen. An dann hu mer dësen Exercice d'lescht Woch gemaach. An ech wëll zum Beispill soen, datt vu 45 Projeten, déi mer am Héichbau hunn, do sinn ongeféier 45 Projeten an eng Gesamtzomm vun 3 Milliarden Euro, datt, wa mer elo d'Resultat kréien, dann den Zwëschebilan mat der Prévisioun bis de Kont vun deene 45 Projeten, da gi mer, global gesinn, leie mer iwwer 300 Milliounen ënnert den Devisen. Et sinn am Prinzip nëmmen zwee Projeten, déi ganz liicht méi kaschten, mä de Gros vun de Projete kascht manner.

Dat ass am Fong eng positiv Entwécklung, déi mer hunn. Quitte datt vläicht och Devisen an haitegen Zäiten oder de leschte Jore méi héich ugesat gi sinn, an dofir geet et eben duer. Mä mir kënnen eis awer och un Zäiten erënneren, datt mer Projeten hei presentéiert kritt hunn, déi aus politeschen Iwwerleeungen, fir de Projet duerchzekréien, absichtlech méi déif ugesat gi sinn am Devis! An dann ass e gestëmmt ginn, an dann ass e realiséiert ginn, an da si mer net fäerdeg ginn, fir Supplémenten herno iwwer Gesetzer ze stëmmen, fir datt de Projet och ka weider a fäerdeg finanzéiert ginn.

Wéi gesot, 45 Projete vun engem Gesamttotal vun 3 Milliarden, wou, wann dat esou opgeet, wéi mer dat virgeluecht kritt hunn, 300 Millioune kënnen do agespuert ginn. Wou natierlech och en cours de route versicht gëtt, elo haut vläicht méi sënnvoll ze investéieren a vläicht net méi ze vill an de Prunk ze investéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Och do kënne vill Gelder gespuert ginn.

Et sinn 13 Projeten eis presentéiert ginn an der Comexbu, wat de Stroossebau ubelaangt. An do gëtt et zwee Projeten, wou et Dépassementer gëtt a wou de Minister och gesot huet, e géif dofir nei Projeten fir d'Chamber virbereeden, fir eben déi Dépassementer, déi zousätzlech Kreditter nostëmmen ze loossen. Et ass een an der Tabell net iwwerschratt, ee Projet, dee mer awer e puermol nogestëmmt hunn: dat ass d'Nordstrooss. D'Nordstrooss, wou mer elo ongeféier bei 585 Millioune landen. An ech mengen, deemools, wou mer de Projet...

(Interruption)

Gelift? Jo, 600 stinn der do, mä 585 steet an der Tabell, géif e prévisibel..., géif en ausgoen.

(Interruption)

Wat sot Der, Madame Loschetter?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Ob Der och géint d'Nordstrooss sidd?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, mir sinn net géint d'Nordstrooss. Mir ware bei der Nordstrooss just dergéint, datt mer deen Tunnel gebaut hunn. Do ware mer dergéint, well mer gesot hunn, datt et verréckt ass. A mir hu jo och gesot kritt, d'Halschent vun deene bal 600 Milliounen, déi hu mer investéiert an en Tunnel. Do ware mer dergéint. Mir waren net géint d'Nordstrooss, mä mir waren dergéint, datt mer déi ganz Nordstrooss zu engem groussen Deel ënnertunnelt hunn an datt dat praktesch d'Halschent vun deem Chiffer hei ausmécht.

(Interruption)

Mme le Président.- Sou, loosst den Här Gibéryen schwätze wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, mä wann den Här Berger wëllt eng Fro stellen, Madame, dann...

Mme le Président.- Ma dann, Här Berger, wëllt Der eppes froen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Berger wëllt bestëmmt eppes Wichteges soen.

Mme le Président.- Jo.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, ech wollt just dem Här Gibéryen rappeléieren, datt se an der Stad..., den ADR wëllt zum Beispill den Tram oder den Zuch awer an Tunnelen eraleeën.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat hutt Der ganz richteg erkannt, Här Berger, dat muss ech lech zougestoen. Well et eben hei och Sënn mécht! Mä fir op enger flaacher Streck eng Autobunn oder eng Strooss einfach ënnert de Buedem ze leeën, fir se opzemaachen an dann eng Strooss ze bauen, erëm zouzemaachen, wéi wann näischt wier.

Ech hat mat engem Schwäizer Expert geschwat an deen huet zu mir gesot: „Wa mir an der Schwäiz géifen déi Lëtzebuerger Kritären uwennen, fir Stroosse mat Tunnelen ze bauen, hätte mer nëmme méi Tunnelen an der Schwäiz."

Mä déi bauen Tunnelen do, wou Bierger sinn. A fir mam Tram an da mat engem normalen Zuch an der Stad ënnert der Stad erduerch ze fueren, dat géif Sënn maachen. Dat géif och de Problem léisen an et géif bei wäitem net esou deier ginn, wat den Tunnel géif ubelaangen, wéi mer hei an d'Nordstrooss op engem flaachen Terrain investéieren.

Ech soen dem Här Berger, Madame Presidentin, dofir Merci, datt en déi wichteg Interventioun hei gemaach huet.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, wa mer haut hei déi Chifferen, déi ech elo grad genannt hunn, vun de Projeten, souwuel am Héichbau wéi och am Stroossebau hunn, an datt mer do gréisstendeels an den Devise bleiwen a souguer Erspuernisser maachen, wëll ech ausdrécklech dann awer och dem viregte Minister, dem Här Wiseler, Merci soen.

Ech mengen, dat sollt een och kënnen als Oppositiounspolitiker maachen, quitte datt den Här Wiseler och elo an der Oppositioun ass, mä den Här Wiseler huet awer systematesch mat der Comexbu an deene leschte Joren zesummen dorunner geschafft, fir datt d'Projeten an den Devise solle bleiwen.

An dat ass ee globaalt Resultat vu Chamber a Regierung zesummen, wat een och soll haut mol eng Kéier unerkennen. Selbstverständlech da mat dem Opruff un deen neie Minister, datt dee sech den Här Wiseler an d'Comexbu als Virbild hélt an als Beispill hélt, an datt déi Projeten, déi mer elo an deenen nächste Jore maachen, dann och an den Devise bleiwen, wéi mer dat gesinn hunn.

Eng zweet Iwwerleeung ass den Zäitpunkt, dee mer brauchen, fir Projeten ze realiséieren. Ech hunn lech gesot, datt mer 2005 mat deem System ugefaangen hunn, a mir hunn och e Rapport derbäi kritt vun all deene Projeten, déi mer zënter 2005 heibanne gestëmmt hunn.

Do sinn zum Beispill Projete vun 2005 nach net realiséiert. Déi si mol nach net ugefaangen. 2005 stoung zum Beispill de Lycée vu Clierf mat op der Lëscht, dee mer hei gestëmmt hunn. E Lycée, wou mer haut kënnen an der Press liesen, datt e wahrscheinlech 2015 ugeet an 2018 fäerdeg ass. Also zéng Joer nodeems mer hei an der Chamber gestëmmt hunn, fir eng Etüd ze maachen, geet en un. An där Projete gëtt et der nach ganz vill. An dofir mengen ech, sollt een och kucken, wou mer an de Prozeduren dru sinn, datt dat onwahrscheinlech laang dauert.

An ech géif och dofir mengen, datt mer dann an Zukunft an den Debatten, wou mer all Kéiers eng nei Motioun heibanne stëmmen, de Minister och sollt hei an déi Debatt mat eralafe loossen, wou mer mat deene Projeten dru sinn, déi mer an deene Jore vridru gestëmmt hunn.

Well et huet kee Wäert, datt mir hei Projete stëmmen, an d'Leit am Land, déi menge jo alleguer, wa se dat héieren, wat mir haut hei stëmmen, a sechs Méint géif de Bagger lafen. Mä da muss een de Leit soen, laut eisem System, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg hunn, stellt lech emol an, datt et dann op d'mannst fënnef bis zéng Joer dauert bis et ugeet.

M. le Président.- Här Gibéryen, kommt zum Schluss.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An dofir, mengen ech, misst een och déi Analys maachen.

An dann eng lescht Feststellung, well ech gesinn, meng Riedezäit kënnt zum Schluss, dat ass, datt mer dës Kéier fir d'Éischt, mat Ausnahm vum Flughafen, wou mer wëssen, datt déi Pist aus Sécherheetsgrënn muss erneiert ginn, awer keng Stroosseprojeten hei drop hunn. A well mer wëssen, wéi laang datt et dauert bis ee Projet realiséiert gëtt, dann ass dat och signifikant fir dës Regierung. An dat muss ee sech mierken, datt dës Regierung keng Stroosse wëllt bauen, well se huet keng hei am Projet. Dat ass eng politesch Décisioun vun dëser Regierung, déi mer zur Kenntnis huelen.

Ech erënneren drun, de Contournement vu Bascharage - ech mengen, den Här Kaes hat wahrscheinlech vergiess iwwert d'N7 ze schwätzen, den Norden dorobber?

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Awer net all Kéiers!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech schwätzen driwwer…

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Dat kënnt eréischt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech schwätzen elo vun engem Contournement vun Iechternach, alles Saachen, Projeten, wou mer jorelaang heibannen driwwer schwätzen an iwwert déi, a wa se eng Kéier op d'Lëscht kommen, da wësse mer, datt et dann nach fënnef, zéng Joer dauert, bis et realiséiert gëtt. Also hale mer mol fest, datt dës Regierung keng Stroossebauprojete wëllt realiséieren. Iwwert d'Konsequenze wäerte mer dann eng spéider Kéier hei kënnen diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci.

Dat hei ass ee Punkt, dee weist, firwat datt et wichteg ass, datt d'Bierger wëssen, wat mat deene Sue geschitt, déi se als Steiere bezuelen, datt domadder ëffentlech Déngschtleeschtunge gemaach ginn, zu deene jiddereen Zougang muss hunn, datt domadder Infrastrukture gebaut ginn, déi mer brauchen, Schoulen, Crèchen, am Transport, och wann et

keng Stroosse sinn, sozialen Ausgläich an aner Saachen.

Souwäit wéi ech dat iwwerblécken, mä ech weess net, ob dat dann elo déi leschte Kéier ass, ass hei kee Projet derbäi, deen de Spuermoossnamen oder der Austeritéit vun der Regierung, souwéi se bis elo geplangt ass, zum Äffer fält. Ech fäerten awer, datt dat d'nächst Joer de Fall ka sinn. Mä da wäerte mer dann driwwer diskutéieren. Et huet kee Sënn, fir elo do Kaffissaz ze liesen.

Ech fannen et och flott, déi Prozedur, déi besteet, datt d'Décisioune vun neie Projeten alleguerten an der Chamber iwwert déi Motioun décidéiert ginn an datt an de Kommissiounen de Suivi gemaach gëtt vu deene Projeten, déi amgaange sinn ëmgesat ze ginn. Et ass scho gesot ginn, mir haten de Moien an der Commission du Développement durable eng länger Diskussioun iwwert déi Projeten, déi amgaange sinn.

Mir haten an der Commission du Développement durable vum 10. Februar déi eenzel Projeten duerchdiskutéiert, wou ech nach op déi Kommissioun zréckkommen, mä ech hat awer schonn an der Kommissiounssitzung, zwou Sitzunge virdrun, den 29. Januar, wéi mer mam Minister iwwert déi grouss Projete vum Stat, sou wéi se am Regierungsprogramm virgesi sinn, eng Rei Diskussiounen, un déi ech hei kuerz wëll erënneren, well se awer am Zesummenhang mat deenen heite Projete wichteg sinn.

Dat éischt, ech mengen d'Rapportrice huet et schonn ugeschwat, dat ass d'Problematik vun der Energieeffizienz, déi een net einfach kann ze vill véiereckeg gesinn, mä déi ee muss differenzéiert gesinn. Ech mengen, d'Praxis huet gewisen, datt een zum Beispill ee Schoulgebai net onbedéngt kann op passiv Bauweis bauen. Eng Schoul muss kënne gelëft ginn, déi muss quer kënne gelëft ginn, do sinn aner Besoine wéi an engem Wunnhaus. An do, mengen ech, si Feeler gemaach ginn an der Vergaangenheet, datt een also och d'Energieeffizienz dem Besoin vun dem Gebai upasst. An ech mengen, dat ass och hei amgaangen, realiséiert ze ginn.

Eng zweet Saach, déi ech opgeworf hat, dat ass, wat den Entretien vun de Gebaier ugeet. Et si vill Gemengen an och Länner, och Gemengen am Ausland, ech huelen d'Beispill vun der Stad Freiburg, well sech och dacks dorobber referéiert gëtt, déi een Entretien gemaach hunn, dee se ausgelagert hunn, wou ganz dacks dann nëmmen een Entretien curatif gemaach ginn ass. Et ass gebotzt ginn, et ass an der Rei gehale ginn. Mä en Entretien préventif, deen d'Substanz vum Gebai an der Rei hält, dee méi deier ass, ass net gemaach ginn. An da stellt sech eraus no zéng Joer, 15 Joer, datt d'Substanz vum Gebai esou vill u Wäert verluer huet, datt am Fong geholl, dat, wat een erspuert huet, sech net rentéiert huet, well een duerno vill méi muss dran investéieren. An dat ass och eng Fro gewiescht un de Minister vun den Travaux publics, fir derfir ze suergen, datt et eng Strategie gëtt vun Entretien préventif, an net nëmme vun Entretien curatif.

Et ass och gesot gi vum Minister, si wieren amgaangen driwwer ze diskutéieren, fir eng Entitéit ze schafen, déi sech iwwerhaapt mat der Gestioun vun de Gebaier - ech mengen, et geet haaptsächlech ëm d'Gebaier bei den Infrastrukturen - an där Hisiicht ofgëtt.

Ech suggeréieren an deem Zesummenhang, och driwwer nozedenken, ob et net Sënn mécht, wann een esou eng Entitéit schaaft, datt een dat mécht, wat d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet, nämlech och eegent Botzpersonal astellt fir den Entretien vun deene Gebaier, fir den Nettoyage vun deene Gebaier ze maachen.

Eegent Botzpersonal, wann et korrekt bezuelt ass, gëtt net onbedéngt méi deier, wéi wann een dat en sous-traitance mécht. An et muss een awer wëssen, wann et en sous-traitance ass, da kënnt et awer net bei deene Leit un, déi wierklech d'Aarbecht maachen. An dee Konflikt, dee mer am Moment am Botzsecteur hunn, weist jo, datt do Firmaen operativ sinn, déi op Mindestloun schaffen, déi Qualifikatiounen net unerkennen. An do wier et ee gudden Impuls, wann een deene Leit kéint eng fest Beschäftegung beim Stat ginn, och a Beräicher wou et Chômage gëtt a wou een net esou vill Qualifikatioun bräicht, wou d'Leit och dacks op der Aarbecht an en cours de route hir Qualifikatioun kënne kréien.

En drëtte Punkt, op deen ech higewisen hat an deen nach en suspens ass, dat ass deen, datt de Campus scolaire Miersch am Fong geholl deen éischte grousse Projet war, deen zu Lëtzebuerg an engem „public private partnership" gemaach ginn ass, also e PPP. An ech hat gesot kritt, et géif ee Bilan gi vun deem PPP vu Miersch a mer hunn de Minister gefrot, fir eis dee Bilan vun deem PPP Miersch ze ginn, fir datt mer deen och an der Kommissioun kéinten diskutéieren.

Mir kruten och nach eng Kéier gëschter bestätegt, datt dat och geschitt, well et sinn elo nach aner PPPe virgesinn. Well, ech mengen, och do geet et drëm, fir vun den Erfahrungen ze profitéieren. Well d'PPPen, och wann dat op den éischte Bléck schéngt, wéi wann dat méi bëlleg kéint ginn - wann ee weess, datt do och een aneren, e Privaten da wëllt dru verdéngen -, ënnert dem Strëch kënnt do net déi nämlecht Déngschtleeschtung eraus. Mä mir sollen dat calmement bilanzéieren, wa mer dee Bilan vum Ministère virgeluecht kritt hunn.

Déi aner Fro, déi ech nach gestallt hat, dat ass déi vun deem, wat am Regierungsprogramm virgesinn ass, vun der Fiche d'impact de développement durable, also fir nieft der Finanzimpaktfiche och ëmmer eng Fiche bei all Gesetzesprojet ze hunn iwwert den Impakt, deen dat Gesetz op d'nohalteg Entwécklung huet. Do huet de Minister bestätegt, datt dat ganz kuerzfristeg net méiglech wier. Ech hat e verstanen: op kee Fall virun 2015. Et wier awer interessant, gewuer ze ginn, wéini datt esou eng Fiche kéim a vu wéini un datt déi operativ wier, well et ass awer e wichtegen Aspekt vun Nohaltegkeet, deen domadder soll realiséiert ginn.

Dann dee leschte Punkt, deen ech wëll opwerfen, deen an der Kommissioun diskutéiert ginn ass - dat war zwar elo an där vum 10. Februar -, dat ass effektiv d'Start- a Landepist um Flughafen, wou jo - an ech mengen, virdrun ass och ee Riedner dorobber agaangen - Kanal a Waasser soll mat realiséiert ginn.

Do muss ee wëssen, datt wierklech seriö Problemer sinn, och mam Schutz vum Grondwaasser. An dat betrëfft net nëmme bestëmmte Produiten, mä dat betrëfft och d'Situatioun, wann et wierklech staark reent an alles iwwerleeft, d'Opfangbecken iwwerlafen, d'Grondwaasser mat verdreckst gëtt, esou datt verschidde Quellen heiansdo net méi unzapbar sinn oder net méi kënne gebraucht ginn.

An deem Zesummenhang wier et och ganz wichteg - an ech hoffen, datt de Minister mer dat ka bestätegen -, datt och mat deene Gemengen, déi ronderëm de Flughafe sinn, direkt doriwwer geschwat gëtt an déi Projeten och direkt mat hinnen zesummen diskutéiert ginn.

Da gëtt et e leschte Punkt, deen ech wollt opwerfen, dee wichteg ass. Mir schwätzen ënner anerem hei iwwer Infrastrukture vu Schoulen, vu Lycéeën. A bei de Lycéeën hat ech e bëssen d'Impressioun, wéi wa mer lues a lues erëm an enger Navigation à vue dra wieren, wéi wann d'Konzepter net méi ganz kloer wieren. Et gëtt awer ee Plan directeur sectoriel «Lycées», deen elo net den 21. Mee hei an der Chamber zur Diskussioun steet.

Duerfir war d'Fro déi, ob deen net misst ugepasst ginn, fir datt een do erëm méi eng kloer Planung krit, wat d'Lycéeën ugeet, d'Besoine vun de Lycéeën zu Lëtzebuerg. Och do ass versprach ginn, datt dee Plan directeur sectoriel «Lycées» géif réexaminéiert ginn an ugepasst ginn. Ech wier och frou, wann een do kéint wëssen, wéini datt dat wier.

Projeten, déi hei net dra sinn, dat sinn déi vun der Infrastruktur Eisebunn. Déi ginn à part diskutéiert. Och do kommen ech beim nächste Punkt bei engem Beispill dorobber zréck. Ech ginn elo net op déi eenzel Projeten hei an.

Mir stëmmen déi Motioun mat deene Projeten. A mer ginn dervun aus, datt mer op déi aner Froen, PPP an alleguerten déi aner Saachen, da kënnen zum gegebene Moment an der Kommissioun respektiv hei zréckkommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vun der Regierung all Intervenante Merci soen, och Merci soe fir déi breet Zoustëmmung, déi sech jo hei ofzeechent zu all deene Projeten. An ech wäert versichen, op e puer Saachen anzegoen, Froen, déi gestallt gi sinn, respektiv Remarquen, déi gemaach gi sinn.

Ech wëll vläicht ufänke mam Här Kaes, deen eng Rei berechtegt Froe gestallt huet iwwert deen Denkprozess, an deem d'Regierung amgaangen ass. Ech sinn och frou ze héieren, datt sech och do ofzeechent, datt jiddweree konstruktiv wëllt mat kucken, datt wann eng Gesamtléisung sech kéint erausbilde fir alleguerten d'Lycéeën an der Nordstad respektiv fir d'Mobilitéitskonzept, datt dann e konstruktiven Dialog och méiglech wier, fir ze kucken, ob een net op esou e Wee kéint goen.

Ech mengen, mir sinn amgaangen, dat ze analyséieren. An et geet och an déi Richtung. Mä wa mer eppes wollten a Fro stellen, da war et net, well mer wollten de Bau vun dem Lycée agricole a Fro stellen, au contraire. Dës Regierung steet do derzou, datt de Lycée agricole muss entweder en neit Gebai gebaut kréien oder dat bestehend renovéiert kréien oder ausgebaut kréien - an iergendenger Form en neit Gebai kréien. Dat ass relativ kloer, och an deem Sënn, wéi et beschriwwe ginn ass.

Mä et ass esou, datt unhand vun den Zuelen, déi ech och virleien hunn, och vun der Landesplanung, sech erausgestallt huet oder sech erausstellt, datt am Fong déi Lycéeën insgesamt, déi Capacitéit, déi mer haut hunn an der Nordstad insgesamt, bei Wäitem net duergeet fir den Zouwuess, mat deem ze rechnen ass an deenen nächste Joren, an datt, och wa mer elo nëmmen eng Léisung siche just fir de Lycée agricole zu Gilsdrëf, dat da vu kuerzer Dauer ass, déi Freed, déi mer dann hunn. Vläicht sinn natierlech déi Leit, déi do an deem Lycée dra sinn, zefridden, well se an enger besserer Situatioun si wéi haut. Mä dat léist eis net de gesamte Problem vun de Schülerfluxen a vun de Schoulen an der Nordstad.

An ech mengen, dat ass och d'Philosophie, mat där d'Regierung dat Ganzt wëllt ugoen, kombinéiert natierlech mat der Mobilitéitsfro, fir do och eng Gesamtléisung ze fannen, déi Sënn mécht. An nëmmen, wa mer do och wierklech konkret a faassbar Léisunge kréien, mengen ech, géife mer och en neie Wee virschloen.

De Stéchdatum ass genannt: Ech mengen, mir hunn eis bis de 27. Mee ginn, fir dat alles ze analyséieren. Bâtiments publics, Ponts & Chaussées, d'Mobilitéitsplanifikatioun a mengem Ministère, all déi schaffen op Héichtouren dorunner. Ech hunn och eng Rei Gespréicher gehat mat de Gemengen. Ech hat d'Gemeng Ettelbréck do, d'Gemeng Dikrech, Ierpeldeng, also ech hat alleguer d'Gemengen do, déi betraff sinn am Fong, vun där ganzer Nordstad. An dat waren, muss ech awer soen, ganz konstruktiv Gespréicher.

Ech muss och soen, do war eng ganz grouss Offenheet och do, fir op dee Wee ze goen. An et war éischter souguer, géif ech mengen, bei de Gemengen awer d'Tendenz, fir ze soen: „Wa mer esou eppes hikriten, wär dat sécherlech a jiddwerengem sengem Intérêt." An ech mengen: Gitt eis, wéi gesot, déi Zäit bis de 27. Mee. Ech hunn och déi Gemengen deen nämlechten Dag nach eng Kéier bestallt an de Ministère, all zesummen dës Kéier, fir hinnen dann d'Resultater virzeleeën, wat mer erausfonnt hunn a wat mer analyséiert hunn. An ech mengen, da solle mer dann eng Décisioun huelen.

Souwisou ass de Moment e Moratoire verlängert. Ech mengen, mir sinn de Moment an där Hinsicht..., dee betrëfft zwar natierlech nëmmen elo de Rond-point, mä de Rond-point, dee gëtt jo awer gebaut, fir den Zougang zu Gilsdrëf zu deem, wou de Lycée agricole soll kommen, dann ze kréien. Mä dat bitt eis awer..., gëtt eis e bësse souwisou e Sputt fir déi Denkpaus, fir déi dann och produktiv ze notzen. An ech mengen, datt mer bis de 27. Mee wëllen do derduerchkommen.

Dann zu deene Froen, déi gestallt gi ronderëm déi ganz Energie. Bon, et ass esou, datt schonn ënnert mengem Virgänger, also virdrun, ganz vill Wäert geluecht ginn ass drop, datt am Beräich vum Bâtiment public mer net nëmme bei Neibaute solle wierklech déi lescht a bescht Standarden uwenden am Beräich vun der Energieeffizienz, mä och souguer am Beräich vum Asaz vun erneierbaren Energien. An dës Regierung huet dat, géif ech souguer éischter soen, nach renforcéiert. Mir wëlle kucken, wierklech substanziell do drunzegoen, sougutt wat d'Albausanéierung ubelaangt wéi natierlech och, fir eis héich Standarden ze setze bei neie Gebaier.

Natierlech ass et bei ëffentleche Gebaier, wou Schoule sollen drakommen, ëmmer méi komplizéiert wéi bei Privathaiser. Do hutt Der recht, wann Der dat sot. Mä ech wëll Iech awer soen, datt ee Lycée, dee wäert gebaut ginn, deen ass elo net op dëser Lëscht drop, mä de Lycée pour professions de santé, deen zu Ettelbréck wäert kommen, datt dat e ganz innovativt Gebai wäert ginn. Do wäerte mer et fäerdegbréngen, en Energie-Plus-Gebai ze baue fir eng Schoul, wat awer och opweist, datt natierlech och an ëffentleche Gebaier nach vill Potenzial dran ass.

Dat soll och esou eng Aart Pilotprojet ginn, niewent dem Gebai vun der Forstverwaltung, wat och gebaut gëtt zu Dikrech, wat och an déi Richtung soll goen. An aus deenen Erfahrunge soll geléiert ginn a soll versicht ginn, dann natierlech dat nach méi konsequent an der Zukunft bei allen ëffentleche Gebaier anzesetzen.

An ech mengen, den Här Turpel huet gefrot, preventiv: Dat gëtt gemaach, ganz kloer! Déi Programmer, déi virgesi sinn, natierlech gëtt och do e grousse Schwéierpunkt geluecht schonn och am Beräich vun der Preventioun.

Da war d'Fro gestallt ginn zum Athénée, wéini datt dee géif fäerdeg ginn. Dat ass 2016, dann ass am Fong d'Sanéierung fäerdeg. Da kënnen d'Schüler erëm vun där provisorescher Struktur an deen da renovéierten Athénée eraplënneren. An da gläichzäiteg ginn déi vum Michel Rodange eriwwergeholl an déi provisoresch Struktur, wou elo d'Schüler dra si vum Athénée.

An ech muss och soen, et schwätzt een do vun „provisorescher" Struktur: Ech war selwer schonn e puermol do dran, dat ass eigentlech e formidabelt Gebai. An do gesäit een och, wat een do ka fäerdegbrénge mat eigentlech manner Geld. An dat ass och e gutt Beispill, mengen ech, wou och wäert draus geléiert ginn insgesamt fir d'Zukunft, well dat ass wierklech och e ganz convivialt Gebai. Also ech mengen, d'Schoul, d'Schüler an d'Proffe sinn och ganz zefridden dodranner. An dat ass fir mech och e ganz flott Beispill duerfir.

Dann ass sech d'Fro gestallt ginn zu dem rationelle Bauen insgesamt. Bon, ech mengen, den Här Gibéryen huet d'Beispill elo opgezielt, wat mer an der Budgetskontrollkommissioun elo haten, datt déi lescht Jore fir all déi Projete ka festgestallt ginn, wann déi dann elo bis un d'Enn esou exekutéiert ginn, haaptsächlech den Héichbau betreffend, datt mer do Aspuerpotenzial dran hu vun 300 Milliounen, wat natierlech eng super Noriicht ass, ganz kloer.

An da gëtt natierlech gesot, et misst ee versichen, an Zukunft nach ëmmer méi rationell ze bauen an och ze iwwerleeën, datt een net all Luxus soll dramaachen.

Ech mengen, dat ass richteg, an ech hunn Iech jo och de Mëtteg, wéi ech de Gesetzesprojet déposéiert hu vun der Verduebelung vun der Beetebuerger Zuchstreck, gesot, datt d'Regierung zwar dee Gesetzesprojet esou ugeholl huet, dee Finanzéierungsprojet mat der Beschreiwung, wéi déi Linn soll gebaut ginn, mä datt mer awer och e Bréif geschriwwen hunn un d'CFL, well mer eis Gedanke gemaach hunn iwwert dräi Ouvragen, déi dra sinn, dräi Brécken, déi zwar musse sinn, mä wou mer eigentlech gemengt hunn, datt een awer emol soll kucken, ob déi net kéinten och e bësse méi einfach gebaut ginn an doduerjer kéint e substanziellen Deel nach gespuert ginn. Déi dräi Brécken zum Beispill haten e Käschtepunkt vu ronn 80 Milliounen an deem Projet. Dat ass jo awer e substanzielle Montant.

Wéi gesot, dat ass elo net sécher, datt dat ka geschéien, mä mir wëllen awer drécken dorobber, datt bei alle Projeten, déi kommen, datt mer se genau kucken an ebe versichen, esou rationell ze baue wéi méiglech. An alles dat, wou ee kéint soen, wat vläicht kéint iwwerflëssig sinn oder ee sech vläicht kéint leeschten an Zäiten, wou et ganz gutt geet, datt een dat vläicht net muss maachen, datt ee méi fonctionnel einfach soll bauen.

Et muss een awer och bedenken: Et dierf awer och net op d'Käschte goen natierlech éischtens vun der Qualitéit, an awer och net total vun der Ästhetik. Ech mengen, mir sollen awer och elo net ufänken, Gebaier ze bauen, déi wierklech architektonesch Gräueltate sinn. Dat ass genuch gemaach ginn an de 60er Joren, an do ware mer net ganz houfreg driwwer herno. Ech mengen, et soll awer och natierlech ëmmer nach grousse Wäert geluecht ginn op d'Architektur.

Mä beim rationelle Bauen, do stellt sech fir mech eng ganz aner Fro, wa mer doriwwer wëllen diskutéieren, wa mer wëlle spueren. Dat ass déi vun de Programmer, ier gebaut gëtt. Well also Bâtiments publics, fir da bei deenen ze bleiwen, déi bauen a Fonctioun vun deem, wat verlaangt gëtt - wann et ëm eng Schoul geet zum Beispill -, vun der Éducatioun, wéi d'Programmer do zesummegesat ginn, oder wann eng Uni gebaut gëtt, wat do verlaangt gëtt. An ech mengen, et ass, wann de Programm arrêtéiert gëtt - dat heescht, dat kënnt jo da meeschtens vun deene Leit, déi herno doranner schaffen, do sech ophalen. Bon, dat si Revendicatiounen, dat si berechtegt Saachen, mä et sinn awer oft Saachen derbäi, déi ee wahrscheinlech och emol eng Kéier kann hannerfroen!

Da muss een d'Programmer hannerfroen. An dat huet natierlech eng immens Inzidenz herno ganz sécherlech och op de Käschtepunkt, deen erauskënnt herno, wann dann de Projet dropgesat gëtt, wann een déi Programmer emol kritesch hannerfreet. Also, ech mengen, do kënne sécherlech déi meescht Efforten nach gemaach ginn an do ass och dee meeschten Aspuerpotenzial sécherlech nach dran.

Den Här Gibéryen huet gemengt, hei wär jo elo kee Stroossebauprojet dran an donc géif

dës Regierung keng Strooss wëlle bauen. Dat ass e bëssen esou duergestallt ginn.

Ech wëll dem Här Gibéryen soen: Dat ass natierlech net de Fall, well éischtens ass et esou, datt e ganze Koup Stroossebauprojeten an der Pipeline sinn! Ech wëll Iech der nëmmen e puer opzielen: de Boulevard de Merl, de Boulevard Kockelscheuer, de Boulevard Raiffeisen. Et gëtt der eng ganz Rei, déi sinn eréischt gestëmmt ginn, nach net esou laang hier, och mat grousser Majoritéit an eisem Parlament.

A wann Der de Budget kuckt vun 2014, wéi vill datt do am Fonds des routes steet: Dat ass e gewaltege Chiffer. Dat sinn alles Projeten, wéi gesot, déi schonn en cours sinn. An ech soen Iech, wa mer déi déi nächst Joren ëmgesat kréien, dat ass scho pas mal, wat do hannendrustécht.

Fir de Rescht, déi Projeten, déi Dir opzielt, déi sinn och an der Pipeline, mä et muss een natierlech gesinn, ëm wat fir Projeten et sech dann do handelt.

Wann ech d'Beispill huele vum Contournement vu Bascharage, oder vum Contournement vun Hesper, dee jo och ëmmer an der Diskussioun ass: Jo, dat si Projeten, do hu mer Konfliktsituatiounen, déi ginn duerch Natura-2000-Gebidder, do musse mer eng EIE-Prozedur maachen, do gëtt et deelweis nach Konflikter mat Gemengen.

Dat heescht, dat si Projeten, wou ech eréischt kann an d'Prozedur goen, wou ech iwwerhaapt kann eréischt ufänken, seriö ze studéieren, wann ech emol am Virfeld duerch all déi Prozeduren derduerch sinn, well soss sinn ech an der Illegalitéit! Dat heescht, dat ass einfach gesot! An do ginn ech Iech recht: Oft mengen net nëmmen d'Leit dobaussen, mä oft och d'Buergermeeschteren, wann eng Diskussioun opkënnt: „Ech hätt elo gär do e Contournement", a se kommen an de Ministère, a mueres gëtt de Contournement versprach, datt dann iwwermuer de Bagger do gefuer kéim!

Dat ass natierlech net d'Realitéit. Déi gesäit do natierlech ganz anescht aus.

Ganz vill Stroossebauprojeten, mä net nëmme Stroossebauprojeten, déi ginn duerch sensibel Gebidder, do musse Kompensatiounsmesurë kommen, wéi gesot, oder et si souguer Konflikter tëschent de Gemengen, déi sech erausstellen. An dat mécht natierlech, datt déi Projeten an där Hisiicht net méi séier ëmsetzbar sinn.

Et ass net vun deem Moment un, wou mir hei d'Décisioun huelen, fir ze studéieren an d'Gesetz hei ze déposéieren. Wa mer bis an deem Stadium sinn, da geet et meeschtens séier. Kuckt Iech emol de Boulevard Kockelscheuer, de Boulevard Raiffeisen un, dat ass jo nach net esou laang gestëmmt ginn. Mä do fueren d'Baggeren awer elo! Dat heescht, do geet et virun. Dat heescht, wann et bis an der parlamentarescher Prozedur ass, da geet et meeschtens ganz séier. Et ass déi Zäit virdrun, déi oft vill méi schwiereg ass a wou vill méi Zäit verluer geet.

Da wollt ech nach kuerz agoen op déi Fro vun der Fiche d'impact de développement durable. Effektiv wëlle mer dat maachen, mä mir mussen eis fir d'Eischt eng Methodologie duerfir ginn. An ech mengen, dat brauch awer Zäit, mir mussen eis dat ukucken. Mä ganz kloer wëlle mer an déi Richtung goen, datt mer déi an dëser Legislaturperiod nach aféieren - ech hoffen emol, esou séier wéi méiglech! Mä mir profitéieren dëst Joer elo, fir emol déi Methodologie do hinzekréien, an da wäerte mer och dat anert virleeën.

Dann zu dem Plan sectoriel «Lycées». Ech hat net méi spéit wéi déi lescht Woch eng Réunioun mat der Landesplanung, mat der Educatioun wéinst dem Plan sectoriel «Lycées». Et ass esou, datt mer amgaange sinn, eng Bestandsopnahm ze maachen. Et ass nach net ganz sécher, ob mer mussen en neie Plan sectoriel «Lycées» maachen oder Adaptatiounen um bestehenden.

Et gëtt elo e Rapport ausgeschafft. De Ministère, also ech, wäert dee virgeluecht kréien - an och d'Éducatioun selbstverständlech - bis spéitstens de September. A mir hunn eis gëeenegt, de Claude Meisch an ech, datt mir, wann de Rapport bis virläit, da wollte fir den Hierscht en Débat de consultation ufroe bei der Chamber, fir dann eng Kéier hei mat der Chamber driwwer ze diskutéieren, entweder a Richtung ze goe vun engem neie Plan sectoriel «Lycées» oder vu gewëssen Adaptatiounen, Ajustementer zu deem bestehenden.

Voilà, ech soen Iech Merci, an och Merci fir d'Zoustëmmung!

M. le Président.- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen. Hält d'Chamber op en elektronesche Vote oder kënne mer à main levée ofstëmmen? À main levée.

Vote sur la motion 1

Ass jiddwereen do dermat d'accord?

(Assentiment)

Géigeprouf: Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

D'Motioun ass unanime ugeholl.

Ech soen Iech Merci.

Da gi mer zum nächste Projet iwwer, dat ass de Projet 6579 iwwert déi elektronesch Eurovignette. Et ass de Basismodell, an de Rapporteur, den Här Gilles Baum, huet d'Wuert.

20. 6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Gilles Baum *(DP), raporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 6579 handelt et sech ëm d'Upasse vum System vun der sougenannter Eurovignette. De Projet de loi ass den 10. Juni 2013 vum Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen déposéiert ginn. Ech erklären hei déi wichtegst Punkten, andeems ech mech op de Rapport baséieren, deen déi zoustänneg Kommissioun den 12. Mäerz ugeholl huet.

Wat ass also d'Eurovignette? 1994 hunn d'Belsch, Dänemark, Däitschland, Lëtzebuerg an Holland beschloss, e kollektive System anzeféieren, wat Vignetté fir déi schwéier Gefierer op Autobunnen a verschidde Stroossen ugeet. Et handelt sech dobäi ëm Gefierer, déi geluedeen ënner zwielef Tonne weien. Dësen Accord huet déi sougenannt Eurovignette agefouert, bei där jiddwer Land e bestëmmten Deel vun den abezuelte Recetten zegutt huet.

1997 huet Schweden sech dësem Accord ugeschloss an 2005 ass Däitschland aus dem System ausgetratt, well si hiren eegene Regime op d'Bee gesat hunn, déi sougenannten „Maut". Well dunn eisen Deel vun ënner engem Prozent bis elo op knapps dräi Prozent geklommen ass, soll dëst Gesetz déi technesch Detailer un déi nei Situatioun adaptéieren.

Och gëtt et elo eng elektronesch Versioun vun der Eurovignette, esou dass de Chauffeur oder de Patron seng Vignette och iwwer Internet kafe kann. Dëse System vun der Eurovignette ass op där enger Säit also eng däitlech administrativ Vereinfachung, erliichtert den Autoritéiten op där anerer Säit awer och d'Kontroll um Terrain. Elo kann einfach an der Datebank nogekuckt ginn, ob eng E-Vignette fir dat betraffent Gefier bezuelt ginn ass oder net. De Camion brauch also emol net méi onbedéngt op der Strooss ugehalen ze ginn, fir ze kontrolléieren, ob d'Vignette an der Rei ass.

En anere Punkt vum Gesetz betrëfft d'Héicht vun der Strof, déi bezuelt gëtt, wann een ouni Vignette ënnerwee ass. Bis elo läit déi tëschent 25 a 500 Euro, d'Mindeststrof gëtt awer op 250 Euro ugehuewen. Am Zesummenhang mat der elektronescher Vignette, déi et méi einfach a méi schnell mécht, fir sech konform ze verhalen, ass dat och eng vertrietbar Upassung.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, dass dëst Gesetz néideg ass, fir déi legal Basis un déi aktuell Situatioun unzepassen. Mir passen d'Gesetz vum 24. Februar '95 iwwert d'Tax fir schwéier Gefierer op eise Stroossen un an iwwerhuelen zwou Direktiven. Et wäert also fir de Camionschauffeur méi einfach ginn, seng Vignette ze kréien. A fir d'Autoritéite gëtt et méi liicht a méi séier, fir d'Gefierer ze kontrolléieren.

Här President, ech wëll dann op dëser Plaz och dem Här Minister Merci soe fir déi gutt an effikass Zesummenaarbecht mat der Chamberskommissioun, déi eis et erlaabt huet, dëse Gesetzesprojet zügeg duerchzewénken. D'Avise vun der Chambre de Commerce, Chambre des Métiers a vum Statsrot ware positiv.

Dat gesot, bréngen ech heimat den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur. Wuertmeldungen hunn ech vum Här Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam virleiende Projet de loi passe mer u sech den Accord vun der Eurovignette aus dem Joer '97 un déi aktuell Situatioun un. Duerch d'Bezuele vun enger Eurovignette, esou wéi et scho gesot ginn ass, kënnen d'Camionneuren iwwer zwielef Tonnen op den Autobunnen am Benelux, Schweden an Däitschland, an Dänemark, Pardon, zirkuléieren, ouni sech brauche physesch ze déplacéieren.

De Rapporteur huet a sengem mëndlechen a schréftleche Rapport, fir deen ech em félicitéieren, fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, kloer erkläert ëm wat et hei geet a firwat datt mer u sech déi Upassung musse maachen. De Fait, dass eis däitsch Noperen am Joer 2005 aus dem System erausgeklomme sinn, hiren eegene Maut-System ageriicht hunn, ass u sech bedauerlech, well déi Lëtzebuerger Betriber, déi bei eisen Nopere fueren, u sech domadder mat zwee ënnerschiddleche Systemer konfrontéiert sinn. Dat ass sécherlech net am Sënn vun enger Simplification administrative an och net am Sënn vun Europa. Dat wëll ech hei ganz kloer gesot hunn!

Ech ginn awer heimadder ganz kloer den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech hunn den Accord och kritt vun den LSAP-Bänken, vun der Fraktioun vun deene Gréngen, an ech hunn als nächst Wuertmeldung den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, den Aly Kaes huet mer scho ganz vill wechgeholl. Et ass effektiv mat groussem Bedaueren, wou ee muss feststellen, datt eis däitsch Noperen a Frënn ausscheeden aus engem multinationale Projet, deen u sech immens gutt funktionéiert huet. An dat stellt natierlech d'Fro no der Konsequenz fir eis Positioun.

Wéi d'Chambre de Commerce ganz richteg an hirem Avis festgestallt huet, ass elo déi Eurovignette nach just fir zwou Lännergruppen do, nämlech Benelux op där enger Säit, an op där anerer Säit Dänemark a Schweden, wou dann Däitschland dertëscht läit. An dat ass eng Situatioun, déi net gutt ass. An et muss ee sech d'Fro stellen, ob net e rengt Benelux-System deen Ament besser wier.

An effektiv, wéi de Kolleeg Kaes och ganz richteg gesot huet, féiert deen heite System oder dat Ausscheede vun Däitschland mat hirem „Toll Collect" zu enger Benodeelegung vun de Lëtzebuerger Transporteure par rapport zu däitschen Transporteuren. An ech hu mer d'Méi gemaach an einfach emol eng kleng Rechnung gemaach, datt ee gesäit, datt dat net elo nichteg ass.

Eng Dagesvignette fir een däitschen Transporteur an dem Eurovignettes-Raum kascht aacht Euro fir dat déckste Gefier. Eis Transporteure bezuelen an Däitschland beim déckste Gefier 0,288 Euro de Kilometer, dat heescht fir aacht Euro kann ech dann an Däitschland 27,7 Kilometer fueren à prix égal. Dat heescht, de Lëtzebuerger Transporteur kënnt fir dee Präis, wou den Däitsche ka fueren, an Dänemark, Schweden, am ganze Benelux, emol net bis op Koblenz, well dat sinn nämlech 179 Kilometer, spréch 51,5 Euro. A wéi seet een esou schéin: „und zurück", dat sinn dann 103 Euro, déi de Lëtzebuerger Transporteur muss bezuelen. An ech fannen dat keng gutt Saach.

Da wollt ech awer och profitéieren, wa mer da scho vu Maut a vu Péage schwätzen, fir op d'Autoe kuerz anzegoen. De Benelux-Raum wäert geschwënn dee leschte Raum sinn, wou d'Autofuerer mussen am Ausland bezuelen, mä mir selwer näischt kasséieren. An do sinn ech einfach der Meenung, mir sollten iergendwann eng Kéier dem Frënd Ramsauer soen, dat ass nämlech eng Sprooch, déi e versteet, „mir san mir", oder wéi eis britesch Kolleege soen „tit for tat", an och de Mutt hunn, dann am Benelux-Raum eng Maut, eng Vignette anzeféieren, quitte datt een natierlech parallell, well mer jo als ADR ganz kloer géint all Steiererhéijunge sinn, géif d'Autossteier entspriechend erofsetzen.

Ech soen Iech Merci, a mir stëmmen dee Projet do.

M. le Président.- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet de Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukturen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wollt allen Intervenantë Merci soen, a virun allem och fir déi breet Zoustëmmung. An ech wollt just kuerz dem Här Reding soen: Dem Här Ramsauer kann ech net méi vill soen, well deen ass net méi do. Da muss ech mam Här Dobrindt schwätzen entre-temps.

Mä ech mengen, de Fait, dat mat de Vignetten, Taxatioun, Mauten, déi ganz Diskussioun, déi an Europa ass, ech fäerten, do kommen nach ganz aner Diskussiounen op eis duer. Mä et ass natierlech virun allem fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg extrem schwiereg, fir do, wéi soll ech soen, eppes ze fannen, wou mer eis kënnen dergéint wieren, well mir hunn net vill ze bidden. Eisen Territoire ass kleng. Mir kënnen natierlech eng Tax hei aféieren, mä dat huet just zur Konsequenz, datt mer eis selwer emmerdéieren!

Wa mer géifen op eisen Autobunnen elo egal wat aféieren, da strofe mer net déi Däitsch, da strofe mer eis just selwer. Da géif dat nach éischter dozou féieren, datt d'Camione géife vun den Autobunnen eroffueren an duerch d'Uertschafte fueren. Dat ass keng einfach Diskussioun, mir stinn awer sécher... virun allem mat deem, wat geplangt ass an Däitschland mat där neier Regierung, wou dat jo en Haapthema war an Däitschland am Wahlkampf, wäerte mer nach spannend Diskussiounen an den nächste Méint kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir ginn zur Ofstëmmung iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6579 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote huet ugefaangen. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

(Interruption)

Okay, mir rektifizéieren dat, mä mir hunn eng Abstentioun a 57 oder 58...

Une voix.- Ech mengen, bei eis ass et net gaangen.

M. le Président.- Ok, mir kucken dat.

Une autre voix.- Nach zwee méi bei eis.

M. le Président.- De Projet ass bei enger Abstentioun adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6579 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci.

Da komme mer zum nächste Projet, dat ass de Projet de loi 6601 iwwert d'Gestioun vun der Zuchinfrastruktur tëschent Lëtzebuerg a Klengbetten. De Basismodell ass ugesot an de Roger Negri ass um Wee fir op d'Riednerpult. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

21. 6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne)

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Réélectrificatioun vun der Eisebunnsstreck vu Lëtzebuerg op Klengbetten-Grenz, op enger Distanz vun 18,8 Kilometer zu engem Käschtepunkt vu 60,8 Milliounen, ass den Objet vum Projet de loi vun haut. Dës Eisebunnsstreck am Weste vum Land féiert vun der Stater Gare iwwert d'Arrête vu Bartreng, Mamer, Capellen a Klengbetten iwwert d'Grenz eraus a Richtung Arel, Namur a Bréissel.

Dës Streck ass awer och eng wichteg Verbindung fir déi belsch Grenzpendler aus der Province du Luxembourg, déi Dag fir Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen. Ronn 50 national an 100 international Passagéierzich transportéieren ëm déi 10.000 Persounen all Dag. Am Gütertrafic déngt dës Streck als Alternativtrajet fir den europäesche Fret-Korridor vu Rotterdam respektiv Antwerpen iwwer Beetebuerg Richtung Basel fir an Italien, oder iwwer Lyon fir an de Süde vu Frankräich ze kommen.

D'Streck Lëtzebuerg-Klengbetten ass am Joer 1956 elektrifizéiert ginn an d'Caténaires, wéi déi elektresch Oberleitungen am Fargon, am Fachjargon, Pardon, heeschen, hu quasi 60 Joer gehalen. Elo gëtt et awer héich Zäit, dës ze erneieren. Sengerzäit 1956 ass d'Klengbettener Streck am 3.000-Volt-Gläichstroum elektrifizéiert ginn, dëst well d'elektresch Zich, d'Lokomotiven an d'Voyageursramen, déi aus der Belsch an eist Land gefuer koumen, deemools just mat Gläichstroum fuere konnten. Generell ass den CFL-Réseau awer mat 25.000-Volt-Wiesselstroum équipéiert, och aus deem Grond, well sengerzäit d'Zich aus Frankräich an aus Däitschland mat Wiesselstroum an eist Land gefuer sinn.

De Fait, firwat net iwwerall déiselwecht Stroumaart gebraucht gouf, huet strategesch an historesch Ursaachen. Kuerz nom Zweete Weltkrich sollt esou verhënnert ginn, dass d'Zich ouni Weideres iwwert d'Landesgrenzen eraus fuere konnten. Fir eist klengt Land war dat sengerzäit eng grouss Erausfuerderung. Fir den internationalen Trafic vu Bréissel via Lëtzebuerg Richtung Thionville, Stroossbuerg, Basel a Mailand kënne mat internationalen Zich ze bedéngen, sinn déi jeeweileg Strecken hei am Land, jee nodeem, mat Wiesselstroum oder mat Gläichstroum vun der Lännergrenz bis an d'Stater Gare équipéiert ginn.

Dat hat fir d'Capacitéit vun der Stater Gare e groussen Nodeel: Zwee Haaptgleiser aus der Belsch waren nëmme mat Gläichstroum équipéiert an ee speziellt Gleis virum Haaptquai vun der Stater Gare war deelweis mat Gläichstroum an awer och mat Wiesselstroum équipéiert ginn. Sou konnt de Wiessel vun den Elektrolokomotive vu Gläichstroum op Wiesselstroum erméiglecht ginn, ouni dass d'Leit aus de Schnellzich vu Bréissel via Basel bis Mailand an ëmgedréint hu missen den Zuch wiesselen. Dat alles war an ass och nach ëmmer technesch zimlech opwändeg an e groussen Nodeel vun der Produktivitéit hier. Mat dem Projet vun haut gëtt mat dësen Nodeeler opgeraumt. Hautdesdaags sinn d'Lokomotiven all mindestens bicourant équipéiert, also fir zwou verschidde Stroumaarte gebaut.

E weidere Grond, fir dass d'Streck Lëtzebuerg-Klengbetten a 25.000-Volt-, 50-Hertz-Wiesselstroum elektrifizéiert gëtt, ass, well déi belsch Eisebunnsgesellschaft SNCB, oder besser gesot d'Infrabel wëlles huet, hir Streck vun Namur op Arel och am 25.000-Volt-Wiesselstroum ze erneieren.

Här President, wéi mer all wëssen, gëtt scho säit Jorzéngten iwwert déi laang Fuerzäite bis op Bréissel sech beklot. Fir deem entgéintzewierken, ass am Joer 2010, no laangem Hinan Hier de sougenannten Eurocap-Rail-Projet vun der Europäescher Unioun, vu Bréissel via Lëtzebuerg op Stroossbuerg ze verbesseren, initiéiert ginn. Hei soll virun allem an de belschen Ardennen d'Streckebegradegung virgeholl ginn, fir d'Fuerzäit bis op Bréissel ze reduzéieren.

Op Lëtzebuerger Säit ass de Projet Eurocap-Rail vu Lëtzebuerg op Klengbetten an dräi Phasen opgedeelt. D'Phas 1 ass d'Erneierung vun de Stellwierker. Dee Projet ass amgaang exekutéiert ze ginn. D'Phas 2, d'Réélectrificatioun vun der Streck, dat ass de Projet de loi vun haut. An duerno kënnt dann d'Phas 3, dat sinn Tracésverbesserungen, fir d'Streckevitesse vun 130 op 160 Stonnekilometer eropzehiewen. Hei gëllt et awer ze bedenken, dass op där kuerzer Distanz vu Mamer bis op d'belsch Grenz just en Zäitgewënn vun enger eenzeger Minutt kann erziilt ginn! A finanzschwaachen Zäiten ass dëst sécherlech keng Prioritéit. Méi dréngend ass an där Phas 3 awer ganz sécher d'Suppressioun vun enger Partie Barrièren, wéi dat am Sproochgebrauch genannt gëtt.

Här President, d'Réélectrificatioun vun der Klengbettener Streck begräift déi komplett Erneierung vun alle Caténairesinstallatiounen, ënner anerem d'Fondatiounen, d'Elektrospoteauen, d'Transformateuren zu Märel a Klengbetten, d'Kabelalimentatioun vun der Haaptelektrostatioun vu Bierchem op d'Klengbettener Streck an esou weider. Dës reng Elektrifikatiounsaarbechte sinn op 49,4 Milliounen Euro estiméiert.

De Wiessel vun 3.000-Volt-Gläichstroum op 25.000-Volt-Wiesselstroum ass technesch zimlech opwändeg, well déi zwou Stroumaarte verschidde Bauhéichten hunn, a verlaangt ënnert de Brécke besonnesch Upassungen. Déi minimal néideg Bauhéicht vun Uewerkantschinn bis Ënnerkantbréck war deemools an 3-KV-Gläichstroum 5,37 Meter, an deen haut modernen 25-Kilovolt-Wiesselstroum-Caténaire brauch hautdesdaags eng Bauhéicht vu 6,50 Meter. Dat mécht, jee no Reserv an der Bauhéicht vun den aktuelle Brécken, eng Héichtendifferenz tëschent 80 cm bis zu 1,10 Meter, wou also méi héich muss erausgehuewe ginn.

Dat ass och de Grond, firwat am Projet de loi vun haut zousätzlech dräi Brécken op där Streck iwwert d'Eisebunn erhéicht respektiv erneiert ginn. An zwar, éischtens, d'Bréck beim Arrêt vum Mamer Lycée gëtt erneiert fir e Käschtepunkt vun 3,35 Milliounen Euro.

Zweetens, d'Bréck am Zentrum vu Mamer, déi d'Uertschaft...

Une voix.- An drëttens, d'Bréck am Ausgang vu Mamer.

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Neen, neen, dat net. Also, zweetens, d'Bréck am Zentrum vu Mamer, déi d'Uertschaft Mamer mat Holzem verbënnt. Well dës Bréck trotz Erneierung awer net kann esou vill erausgehuewe ginn, well do d'Stroosseprofiler zu enger Sprungschanz géife ginn, muss an enger opwändeger Aarbecht den Niveau vun den zwee Eisebunnsgleiser gesenkt ginn, dat op den entspriechenden Iwwergäng ronderëm d'Bréck op jeeweils ronn 100 Meter. Dat erkläert och dee méi héije Käschtepunkt vu 7,1 Milliounen Euro.

Drëttens dann, déi Bréck läit an der Entrée vun der Klengbettener Gare. Hei brauche just d'Tabliere vun der aktueller Bréck gehuewen ze ginn, an dat zu engem Käschtepunkt vun 950.000 Euro. Domat belafe sech d'Gesamtkäschte vum Projet de loi op 60,8 Milliounen Euro. Dës ginn aus dem Statsbudget finanzéiert iwwert de Fonds du rail, an de Projet de loi schreift sech an d'Loi-cadre iwwert d'Eisebunnsentretiensaarbechten an. De Projet vun haut ass do d'Nummer 30 säit der Aféierung vum Fonds-du-rails-Gesetz vum 24. Juli 2000.

De Statsrot huet sech Suergen ëm ze vill Perturbatioune fir d'Eisebunnsclientë während den Aarbechte gemaach. An der Nohaltegkeetskommissioun krute mer vun der Eisebunnsdirektioun en adaptéierte Planning virgeluecht, dee bis 2017 geet, a wou während der Haaptphas un der Bréck am Zentrum vu Mamer - wéi scho gesot, déi zwee Gleiser mussen ofgesenkt ginn - déi ganz Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten an der Schoulvakanz vu Mëtt August bis Mëtt September 2015 komplett gespaart gëtt an d'Desserte mat Bussen assuréiert gëtt. Eng Zäit, déi sech am beschten eegent, fir esou important Aarbechten duerchzeféieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat géif ech Iech bieden, dem Projet de loi vun der Réélectrificatioun vun der Klengbettener Streck zu engem Käschtepunkt vu 60,8 Milliounen Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech brénge d'Zoustëmmung vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci dem Rapporteur Roger Negri fir säi Rapport. Mir hunn alleguerten an de leschte Wochen eng Invitatioun kritt, fir e Gebuertsdag ze feieren dëst Joer, an zwar dee vun der Onofhängegkeet vun eisem Land. Den 19. Abrëll 1839 ass Lëtzebuerg, kann ee soen, onofhängeg ginn. Jiddefalls ass et entstanen als Land, wéi mer et haut kennen, mat senge Konturen, mat sengen 2.586 Quadratkilometer. An d'Belsch an Holland si sech eens ginn doriwwer, datt de Grand-Duché en onofhängege Stat ass. E wichtegen Datum, dee mer also feiere wäerten.

Wou een awer muss wëssen, datt deemools, 1839, eist Land natierlech net esou war wéi haut, net iwwert déi wirtschaftlech Entwécklung an déi wirtschaftlech Croissance verfügt huet, mä mir waren deemools u sech e ganz aarmt, ënnerentwéckelt a virun allem och geographesch isoléiert Land.

Mir haten zwar e puer Stroossen, mä déi waren net ganz..., dee Stroosseréseau war net ganz entwéckelt. Zum Beispill war déi beschte Strooss, déi mer haten, war fir op Namur. Do huet een dräi Deeg gebraucht, wa gutt Wieder war. Wann et schlecht Wieder war, waren et fënnef Deeg ongefeier. Dat heescht also, wat eng vun deene groussen Erausfuerderunge war fir déi nei Regierung, fir déi nei Administratioun, dat war fir ze kucken, d'Land eben aus senger Isolatioun erauszekréien an dee Moment och déi Transportweeër eben ze entwéckelen.

Une voix.- An dunn?

Une autre voix.- Koum?

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Am Ufank fir d'Éischt dann de Stroosseréseau, dee verdräifacht ginn ass innerhalb vun 30 Joer. An dunn een Transportmëttel, wat zu där Zäit an Europa iwwerall säin Ufank kannt huet, nämlech d'Eisebunn.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- An d'Eisebunn ass fir d'Éischt an Europa jo entstanen, dass an England, also an den 20er Jore scho vum 19. Jorhonnert, déi éischt Streck do ageweiht gouf. Duerno war déi zweet Streck u sech, déi kommerziell exploitéiert ginn ass, war an der Belsch, eisem Nopeschland, tëschent Bréissel a Malines 1835. Bon, mir si jo 1839 onofhängeg ginn. Bei eis dauert et e bësse méi laang. An de 40er Joren dovunner ass ugefaange ginn, Projeten auszeschaffen, mä et dauert awer bis 1859 bis datt déi éischt Strecken opginn, an zwar Lëtzebuerg-Diddenuewen a Lëtzebuerg-Arel.

Also ass eng vun deene Strecken, wou mer haut driwwer schwätzen, dat heescht e puer honnert Joer méi spéit, ass eng vun deenen, déi deemools historesch eben eng vun deenen Éischte war, déi agefouert gi sinn, déi also och dozou gefouert hunn oder gehollef hunn, datt eist Land ebe konnt sech och wirtschaftlech entwéckelen.

Firwat soen ech dat? Ebe well mer haut an deem Joer sinn, wou mer 175 Joer Onofhängegkeet feieren a wou mer och net solle vergiessen, datt et och hautdesdaags wichteg ass, datt mer iwwer gutt Kommunikatiounsweeër verfügen. Natierlech si mir net méi geographesch isoléiert. Mä et ass awer wichteg, datt mer weiderhi gutt ugebonne sinn.

De Roger Negri huet hei Zuele genannt, wéi vill Dausende vu Leit all Joers, all Dag an och all Joers déi Streck do benotzen. Datt et eng Streck ass, wou et hautdesdaags net méi normal ass, datt ee bal dräi Stonne brauch, een also méi séier mam Auto zu Bréissel ass wéi mam Zuch. Datt et also wichteg ass, datt mer déi moderniséieren an dee Moment dann och hei elektrifizéieren.

An dowéinst wäerte mir natierlech och eis Zoustëmmung zu deem wichtege Projet do ginn. D'autant plus, well et och e Projet ass, dee vun eisem fréieren Transportminister, dem Claude Wiseler nach erabruecht ginn ass. Mir stinn also zu deem Projet.

An et soll ee sech eben och an deem Joer, wou mer ebe Gebuertsdag feieren, an engem historesche Joer, soll ee sech ëmmer drun erënneren, datt „le passé est bien présent". An et soll een eben och dorobber sech baséieren, fir ni mat sengen Efforten opzehalen, well näischt ass fir ëmmer acquis!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Éischt emol e grousse Merci dem Rapporteur fir deen ausféierleche schréftlechen, awer och mëndleche Rapport.

Ech wëll net méi op all eenzelne Punkt agoen. Ech mengen, dat ass ausféierlech gemaach ginn. Ech wëll éischter op eng méi generell Problematik agoen, an zwar déi vun den Iwwer- an Ënnerféierunge vun de Schinnen. Ech wëll op dëser Tribün drun erënneren, dass et wichteg ass, dass mer déi verschidde Verkéiersmëttelen ënnerstëtzen, genausou wéi dat am Konzept vun der Mobilité douce jo och virgesinn ass.

An deem Zesummenhang wëll ech bemierken, dass d'Stroossen an d'Zuchstrecken openeen ofgestëmmt musse sinn, ebe fir ze vermeiden, dass mer ee Verkéiersmëttel géint dat anert ausspillen. Et ass awer oft esou, dass Autosfuerer wierklech eng länger Zäit bei der Barrière waarde mussen. Ech mengen, domat ass kengem gehollef. An dat ass och net de Gedanke vun der Mobilité douce, déi Leit méi séier a méi kammoud transportéiere soll. Mir wëssen all, dass bei der Barrière waarde weder schnell nach kammoud ass. Ech kann Iech och e Liddchen dovu sangen, well verschidde Barrièren hei am Ländche si méi wéi d'Halschent vun der Zäit zou! Esou och leider zu Dippech, wou mir sehnsüchteg op déi geplangten Emgehungsstrooss waarden.

Här President, esou wéi dat den Här Graas schonn de Mëtteg gesot huet, ouni performant Infrastrukture kann eist Land sech laangfristeg net weiderentwéckelen. Dat gesot, brénge ech heimat den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och. An d'Madame Lorsché huet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuchstreck vu Bréissel op Lëtzebuerg a vu Lëtzebuerg op Bréissel ass jo jiddwerengem bekannt, net wéinst der schéiner Landschaft, mä wéinst der chronescher Verspéidung vun den Zich. Haut geet et net ëm déi ganz Streck, mä ëm de wichtegen Abschnitt vun der Stater Gare bis op déi belsch Grenz, wou ganz vill iwwert d'Mobilité transfrontalière geschwat gëtt. Ech loossen dat elo sinn, well mer eis oft widderhuelen an deem Thema, och d'lescht Joer beim Débat d'orientation.

Eis interesséiert bei dësem Projet virun allem och den europäesche Kontext, wou mer trotz enger bescheidener Längt vun net emol 20 Kilometer bei engem ganz wichtegen Deel si vum Eurocap-Rail, deen och duerch eist Land zitt. De Verdeelungsknuet op der Stater Gare suergt jo net nëmme fir d'Verbindung op Bréissel, e suergt och fir d'Verbindung op Stroossbuerg a verbënnt direkt dräi europäesch Haaptstied mateneen.

Op EU-Niveau kann eist Land vu besseren Zuchverbindunge mat aneren europäeschen Zentren nëmme profitéieren. Ëmmerhi wunnen a schaffen 11.000 europäesch Fonctionnairen zu Lëtzebuerg a sinn op eng gutt Mobilitéit ugewisen. Och d'Studente kënne vun enger gudder Bewegung duerch Europa nëmme profitéieren. Déi éffentlech Transporter sinn natierlech méi bëlleg a méi profitabel fir déi Jonk. Dës an nach vill aner Grënn, wéi beispillsweis d'Entwécklung vun der Ekonomie, vum Tourismus a vun der Kultur, sinn och bei dësem Projet vu Wichtegkeet. Ech wéilt dem Här Negri dofir Merci soe fir d'Rapiditéit, déi en un den Dag geluecht huet mat dësem Projet, mat sengem Rapport fäerdeg ze ginn, esou dass mer haut scho beim Vote sinn.

An der Kommissioun ass vun der Kommunikatioun geschwat ginn, op déi ech nach wéilt hiweisen. Verschidde Memberen hunn d'Fro gestallt, wéi d'CFL wëlles huet mat der Bevëlkerung ze communiquéieren. Eis freet et ganz besonnesch, dass déi bei dësem Projet wäert groussgeschriwwe ginn. Well eng gutt Kommunikatioun ganz einfach wichteg ass, fir Vertrauen ze schafe bei de Leit a fir se mat an d'Boot ze huelen, wann opwändeg Aarbechten an de Gemengen ulafen.

Et ass och wichteg, dass d'Mënsche wëssen, wie fir déi Projeten zoustänneg ass, wien d'Aarbechten ausféiert, fir Konflikter a Mëssverständnisser ze verhënneren. Mir hoffe jiddefalls, dass haut de Startschoss fält, fir datt d'Aarbechten esou séier ufänke wéi méiglech a grad esou séier wéi méiglech ophalen.

Wat déi gesamt Streck op Bréissel ubelaangt, si mir natierlech net eleng verantwortlech. Do ass d'Belsch an der Verantwortung. Trotzdeem

muss alles drugesat ginn, fir dass d'Zesummenaarbecht mat der Belsch verstäerkt gëtt, mam Zil natierlech, datt méi Efforten op Belscher Säit gemaach ginn.

Als gréng Fraktioun hu mir dat scho vum Här Wiseler als deemolege Minister verlaangt, an haut verlaange mer et natierlech vun eise Leit an der Regierung. An deem Sënn freet et eis, datt d'Häre Bausch a Gira schonn am Februar intensiv a konstruktiv Gespréicher mam Wallouneschen Emwelt- an Transportminister Philippe Henry gefouert hunn, an datt vu béide Säite méi eng enk Zesummenaarbecht ugestrieft gëtt.

De Bilan ass eigentlech ganz positiv, éischtens bei der Beliewung vum sougenannte SMOT, de Schéma de mobilité transfrontalière, deen eigentlech e wéineg an den Tiräng vum Ministère ganz déif louch an e bësselchen de Gelbstich hat, deen ass erëm nei belieft ginn an e fänkt un, entwéckelt ze ginn. Dat heescht, et gëtt e Moossnamekatalog op d'Bee gestallt, deen der Mobilité douce an dem Carsharing an der Grenzregioun wäert Rechnung droen.

Bei der Entrevue mam Wallounesche Minister hunn d'Häre Bausch a Gira awer och drop higewisen, dass et drëms geet, méi Kreditter bei de belschen Autoritéiten anzefuerderen. Och do si positiv Réckmeldunge komm. Donieft geet et och ëm d'Tarifikatiounssystemer, déi eigentlech momentan ganz chaotesch sinn a wou Efforte bestinn, fir déi Tarifikatiounssystemer méi ze harmoniséieren an openeen einfach ofzestëmme vun engem Land op dat anert.

Iewescht Zil muss natierlech d'Verkierzung vun der Fuerzäit bleiwen, déi sech am Laf vun de leschte 50 Joer net verännert huet! Wat awer net heescht, datt mir fir déi drëtt Phas vun der Renovatioun sinn, well déi eigentlech just eng Minutt spuert.

Da wéilt ech awer nach eng aner Suerg lassginn, dat ass déi vun der Liberaliséierungswell, déi sech soll duerch Europa zéien. Mir hoffen, dass dat bei eis am Land wäert gestoppt ginn, dass déi Well eist Lëtzebuerger Land net erreecht an esou wäit wéi méiglech déi Länner niewendrun och net. Dat ass dat iewescht Zil, wat mer op EU-Niveau verfollegen. Et ka jo net sinn, datt mir haut Milliounen a Milliounen investéieren, wann d'Plus-value vun deem Investissement herno an d'Hänn vu private Bedreiwer muss iwwergoen.

De Stat muss déi integral Gestioun an d'Servicer vum Persounentransport an eegenen Hänn behalen an de Beschäftegten aus dem Secteur net nëmmen eng sécher Zukunft, mä och gutt Aarbechtskonditioune kënne bidden. Dat vun haut bis an d'Onendlechkeet, esou laang wéi den Zuch nach fiert.

Dat gesot, soen ech Iech Merci a ginn d'Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci. Fënnef kuerz an eng allgemeng Bemierkung. Mir stëmmen natierlech fir dee Projet. Positiv ass, datt d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht esou wäit fortgeschratt ass, datt et elo mat engem Stroumsystem geet an net nach verschidde Stroumsystemer hei musse koexistéieren.

Et muss een och drop hiweisen, datt et nëmmen ëm déi zweet Phas vun engem Projet geet. Deen huet och eng drëtt Phas, nämlech déi vum Aménagement. Mir halen drop, datt och déi Phas realiséiert gëtt, och wa se elo hei net direkt dran ass. Well et ass déi, déi och wichteg ass fir de Bierger, wat den Accès zu der Infrastruktur ugeet.

Et sinn och eng Rei Passages à niveau hei, déi solle geännert ginn. Do hu mir drop gehalen - ech mengen, et ass elo schonn ervirgestrach gi vun der Spriecherin vun deene Gréngen, datt do wierklech, am Géigesaz zu Projeten, wou dat virdrun net geschitt ass -, datt hei d'Bevëlkerung ganz enk agebonne gëtt an informéiert gëtt vun der Eisebunn an och um Lafende gehale gëtt. Mir wëllen och drop hiweisen, datt an der Commission du Développement durable deemnächst soll ee Relevé diskutéiert gi vun alle Passages à niveau, déi nach ausstinn, deen de Minister eis versprach huet.

An als lescht kuerz Bemierkung wëll ech drop hiweisen, datt et onbedéngt och muss virugoe mat enger Tarification transfrontalière, wou eng Vereenheetlechung onbedéngt wichteg ass.

Et gëtt héich Zäit, datt dee Projet hei gestëmmt gëtt. Dee Projet hei ass een Ausdrock dovunner, datt 50 Joer laang net oder net genuch an d'Schinneninfrastruktur investéiert ginn ass. Et sinn net nëmme jorzéngtelaang keng nei Schinne geluecht ginn, mä och dat bestehend Schinnennetz ass net technesch esou ugepasst ginn, wéi et noutwendeg wier. Et ass gesat ginn op den „tout voiture". D'Autoslobby huet sech do duerchgesat, fir alles dorobber ze setzen, an d'Konsequenzen, déi mer haut hunn, ass, datt de Réseau net méi ugepasst ass.

A wann den Här Wilmes den Historique gemaach huet vun der Entstehung vun der Eisebunn, da muss ech soen, datt déi, déi déi Zäit politesche Pouvoir haten, méi Courage haten, wéi déi, déi déi lescht 50 Joer… - ofgesi vun deene leschten zéng Joer, wou sech wierklech eppes geännert huet, dat muss ech awer soen, net, datt ech falsch verstane ginn -, mä op jidde Fall haten déi méi Courage, wéi déi 50 Joer duerno.

Mir hunn de Moment eng Plattform vun der Eisebunnsinfrastruktur, déi einfach net méi ugepasst ass. An dat stellt eis all Dag Problemer.

Ech wëll just ee Beispill ginn: Wa mir keen Train-Tram kënne maachen, dee jo eigentlech all Mënsch wollt hunn, fir an d'Stad eranzekommen, dann ass dat, well d'Eisebunnsinfrastruktur et ganz einfach net packt. An datt et iwwerhaapt net méiglech ass, een Train-Tram fueren ze loossen, dat heescht, fir iwwert d'Eisebunnsnetz alles dat fueren ze loossen, wat ee bräicht.

Eng aner Konsequenz ass déi, datt mer eng riseg Lëscht hu vu Projeten op der Eisebunn, vun Aarbechten, déi musse gemaach ginn. Vu klengen Aarbechten, vu gréisseren Aarbechten, wat esou wäit geet, datt gréisser Aarbechten net kënne gemaach ginn, well d'Eisebunn net alles matenee ka maachen. An ech mengen et gëtt héich Zäit, datt bei eis ee Bewosstsi kënnt, datt net alles mam Individualverkéier a mam Auto méiglech ass, mä datt ee grouss Infrastrukture bräicht, an déi si wierklech vernoléissegt ginn.

Ech hoffen och, an ech wäert ëmmer erëm drop zréckkommen, an ech wäert d'nächst Joer nach méi domadder konfrontéiert ginn, datt déi Projeten, déi noutwendeg sinn, grad déi net der Spuerpolitik, déi d'Regierung ugekënnegt huet, zum Affer wäerte falen, sou wéi dat beispillsweis an der Belsch geschitt ass. Well all dee Misär, dee mer hu mam Eurocap-Rail, datt näischt geschitt, ass jo awer en Ausdrock dovunner, datt do gespuert gëtt op deem Beräich, wou all Bierger eigentlech misst kënnen dervu profitéieren. An dat ass ee vun de permanente Matcher, déi mer hunn, fir och iwwer Klengbetten eraus am Fong geholl déi Linn bis op Bréissel moderniséiert ze kréien.

Et huet och eppes ze di mat deem, wat d'Spriecherin vun deene Gréngen - d'Josée - gesot huet iwwert d'Liberaliséierungswell an Europa. Och do geet et net duer, fir waarm Appeller ze maachen. Déi ass net gestoppt. Déi ass amgaangen ze lafen.

Mir si bei der Eisebunn elo beim véierte Paquet ferrovière. An dat wat am drëtten an am zweeten net méiglech war, gëtt elo am véierte gemaach. A wat am véierten net duerchgeet, dat gëtt am fënnefte gemaach. An ech hoffen, datt mer et fäerdegbréngen, eis mat de Gewerkschaften a mat de Benotzer zesummen ze mobiliséieren, fir datt déi Liberaliséierung do gestoppt gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Den Här Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President.

Ech wollt allen Intervenantë Merci soen. Ech mengen, et ass jo elo méi allgemeng geschwat ginn iwwert d'Eisebunnspolitik, dat wëll ech awer elo haut net maachen.

Mir kréie jo nach genuch Geleeënheeten, fir dat ze maachen, sief et iwwert d'Liberaliséierung oder iwwer soss en Ausbau. Et komme jo nach e ganze Pak Projeten. Haut hunn ech jo ënner anerem een déposéiert, deen net dee mannsten ass, an et wäerten der nach kommen an deenen nächste Wochen a Méint.

Ech si frou iwwert déi breet Ënnerstëtzung insgesamt, fir déi schinnegebonne Projeten, déi mer an dësem Haus kréien. An dofir freeën ech mech och driwwer, datt dee Vote hei unanime ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet 6601 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6601 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

Mir hunn 58 Participatiounen um Vote: 58-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6601 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Sidd Der dermat d'accord, fir e vum zweete verfaassungsméissege Vote ze entbannen?

(Assentiment)

Dat ass dann esou.

Ech géif dann elo froen, ob mer heimat eis Aarbechte géifen ofschléissen? Ass dat esou?

(Assentiment)

D'Fraktiounschefe soe mer, dat ass esou.

Da soen ech Iech Merci fir d'Disziplin a ginn Iech Rendez-vous a 14 Deeg. Merci villmools an e schéinen Owend.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.32 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Ernest Muhlen, Député honoraire
- *M. le Président*

3. Communications
- *M. le Président*

4. Proposition de loi n°6665 relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

5. Ordre du jour
- *M. le Président*

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.45 à 14.57 heures*
- *M. Luc Frieden*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Guy Arendt*
- *Prestation de serment de M. André Bauler*

7. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président, M. Eugène Berger*

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure
- *M. Max Hahn - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*

Question n°22 du 1er avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins-assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé
- *M. Jean-Marie Halsdorf - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°23 du 1er avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- *Mme Taina Bofferding - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre
- *M. Fernand Kartheiser - M. Xavier Bettel, Premier Ministre*

Question n°25 du 1er avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement
- *M. Michel Wolter - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

9. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite)
- *M. le Président*

10. 6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Gilles Baum, M. Justin Turpel (M. Henri Kox intervient)*
- *Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. Fernand Kartheiser (motivation d abstentions)*

11. 6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

et

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012
- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel (M. Marc Angel intervient)*
- *M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

12. 6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Luc Frieden, Mme Joëlle Elvinger, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schéine gudde Mëtten, eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

Här Premier, Här Vizepremier?

(Négation)

Keng Kommunikatiounen.

Domat komme mer dann zu méi schlechten Noriichten.

2. Hommage à la mémoire de M. Ernest Muhlen, Député honoraire

Ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem Ernest Muhlen, matzedeelen. Hien ass den 19. Mäerz am Alter vu 87 Joer gestuerwen.

De gebiertegen Ettelbrécker ass, nodeems hie seng Première an der Täsch hat an zwee onfräiwëlleg Joer als Loftwaffenhelfer bei der Escher Flak hannert sech hat, op Antwerpen Handels- a Finanzwëssenschafte studéiere gaangen. Duerno ass hien op d'Sorbonne gaangen, fir säin Doktorat an der Ekonomie ze maachen.

Zréck zu Lëtzebuerg ass den Erny 1952 am belsch-lëtzebuergeschen Institut de change agestallt ginn. Mä schonns no siwe Méint huet hien d'Aarbechtsplaz gewiesselt, fir Haaptadministrateur vun der frësch geschafener Montanunioun ze ginn.

Bis 1958 war hien Haaptadministrateur bei der Haute Autorité a Chef de cabinet adjoint vum Albert Wehrer bei der Europäescher Kommissioun. De jonken Ernest Muhlen ass esou ganz fréi sëllechen Europapionéier begéint.

Vun 1958 bis 1973 war den Erny Chef de liaison vun der Kommissioun bei der Europäescher Investitiounsbank.

De verséierte Wirtschaftsexpert huet sech an de 60er Joren och wëssenschaftlech a journalistesch betätegt an huet Bicher geschriwwen, Virträg op der Uni gehalen a sech fräiberufflech als Wirtschaftsjournalist betätegt, wou hie fir seng Aarbecht mam Prix des sciences oder dem Benelux-Journalistepräis ausgezeechent ginn ass.

Politik huet den Ernest Muhlen eigentlech am Ufank net direkt interesséiert, mä en huet sech awer lues a lues fir den Afloss vun der Politik op d'Ekonomie passionéiert.

Hien ass an de 70er Joren der CSV bäigetrueden a war 1975 fir d'Éischt bei Gemengewahlen derbäi. Bei dëse Wahlen ass hien dann och direkt an de Stater Gemengerot gewielt ginn.

Seng Kenntnisser an der Wirtschafts- a Finanzwelt hunn et him erméiglecht, eng Plaz a senger Partei ze fannen, an enger Zäit, an där d'CSV amgaange war, sech ëmzestrukturéieren.

1979 ass den Erny déi éischte Kéier bei Chamberswahle matgaangen, gouf direkt gewielt an ass als Statssekretär fir Finanzen an d'Regierung komm.

Hie war sécherlech déi richteg Persoun op dësem Posten, zu engem Zäitpunkt, wou d'Stolkris eis gezwongen huet, nei Weeër ze goen. Den Ernest Muhlen huet sech agesat, fir d'Interesse vun der Lëtzebuerger Finanzplaz ze sécheren an d'Déngschtleeschtungen an dësem Secteur ze festegen an ze diversifizéieren. 1982 ass hien den delegéierte Minister fir den Trésor a fir d'Landwirtschaft ginn.

Vun 1979 bis 1984 war hie Gouverneur vun der Weltbank.

Den Ernest Muhlen, deen en iwwerzeegtenen Europäer war, ass 1984 mat an d'Europawahle gaangen a gouf an d'Europaparlament gewielt, wou hie ganz aktiv an der Commission économique et monétaire souwéi an der Commission agricole war.

Hie war Member am Verwaltungsrot vun der Banque internationale a vun der Imprimerie Saint-Paul a Member am Institut grand-ducal.

Bei de Wahlen 1989 gëtt den Ernest Muhlen an d'Chamber gewielt. An der Chamber war hie Member an der Commission de l'Économie, vun de Classes moyennes, vun der Institutiounskommissioun souwéi vun der aussepolitescher Kommissioun. Hie bleift an eisem Haus bis 1991, wou hien op London iwwerwiesselt als Lëtzebuerger Vertrieder am Verwaltungsrot vun der Europäescher Bank fir den Opbau an d'Entwécklung, och nach Osteuropabank genannt.

Den Erny war en Zäitzeien an Acteur vu wichtegen Opbaujoren an eisem Land an hien huet eist Land a senge wichtege Schrëtt a seng bedeitend europäesch Zukunft mat begleet.

Mir wäerten hien als häerzlechen a spontanen - och mat engem dréchenen Humor - Mënsch a beschter Erënnerung behalen.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber, vu senge fréiere Kolleegen, eist déift Matgefill ausdrécken.

An Iech, Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Erny ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Déi nei parlamentaresch Ufroen an d'Äntwerte sinn um Büro vun der Chamber deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert goufen, idem, a goufen och un d'Fraktioune verdeelt.

D'Conférence des Présidents huet an hirer Réuniouun vum 27. Mäerz 14 Proposition-de-loien an ee Projet de révision vun der Constitutioun vum Rôle gestrach. D'Lëscht ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Dann, laut Artikel 66(2) vun eisem Reglement, kënnen d'Deputéierte Proposition-de-loien an hirem Numm iwwerhuelen. Dräi Proposition-de-loie sinn esou iwwerholl ginn.

Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6611 iwwert d'Égalité salariale vu Mann a Frau, déi vum Här Lucien Lux deponéiert gouf an déi d'Madame Cécile Hemmen iwwerhëlt, ëm d'Proposition de loi 6280 iwwert de Bail à

usage d'habitation, déi vum Här Ben Fayot deponéiert ginn ass an déi vum Här Franz Fayot iwwerholl gëtt, an ëm d'Proposition de loi 4979 géint de Mobbing, déi vum Lucien Lux deponéiert gouf a vun der Madame Taina Bofferding iwwerholl gëtt.

Dann ass d'Pétition publique N°329 iwwert d'Garantie vun der Selbststännegkeet vun de Studente vis-à-vis vun de Reforme bei de Studentebäihëllefen den 12. Mäerz vum Här Clement deponéiert ginn an ass de 27. Mäerz souwuel vun der Petitiounskommissioun wéi vun der Conférence des Présidents als recevabel erkläert ginn.

An ech wollt da schlussendlech op déi exzellent Aarbecht hiweisen, déi an deene leschte Wochen an alle Kommissioune geleescht ginn ass, zesumme mat de Membere vun der Regierung, fir d'Virstellung vum Regierungsprogramm e bësse méi detailléiert virzestellen. Doraus ass eng Compilatioun vu sämtlechen Aarbechten entstanen, déi all Deputéierten an der Regierung zur Verfügung gestallt gëtt. Wat eis et och erlaabt, d'Realiséierung vum Regierungsprogramm méi no ze suivéieren.

Communications du Président - Séance publique du 1er avril 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6670** - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; et abrogeant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 20.03.2014

***6671** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieures au Mali*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.03.2014

***6672** - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 et du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive et modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 31.03.2014

***6673** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 31.03.2014

3) Les propositions de loi et le projet de révision de la Constitution suivants ont été retirés du rôle des affaires:

***6553** - Proposition de loi visant à modifier 1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003 et 2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques*

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 08.03.2013

***6020** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement*

Dépôt: Mme Lydie Err, M. Marc Angel, le 25.03.2009

***5617** - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée*

Dépôt: M. Michel Wolter, le 05.10.2006

***5304** - Proposition de loi portant réforme de l'autorité parentale et instaurant la permanence du couple parental*

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 20.02.2004

***4947** - Proposition de loi tendant à élargir les conditions requises pour l'adoption aux personnes non mariées*

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 07.05.2002

***4822** - Proposition de loi portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988 visant à rendre obligatoire la réunion extraordinaire du corps électoral pour procéder au remplacement de tous les membres du conseil communal à la demande du corps communal*

Dépôt: M. Camille Gira, le 05.07.2001

***4808** - Proposition de loi sur le vote par Internet*

Dépôt: M. Alex Bodry, le 13.06.2001

***4734** - Proposition de loi portant institution d'un congé associatif*

Dépôt: M. Alex Bodry, le 06.12.2000

***4684** - Proposition de loi portant réglementation des pratiques de médecine non conventionnelle dans le domaine de l'art médical*

Dépôt: M. Jean Colombera, le 05.07.2000

***4633** - Proposition de loi portant introduction d'un congé de formation pour les élus locaux*

Dépôt: M. Jean-Pierre Klein, le 15.02.2000

***3896** - Projet de révision tendant à insérer un chapitre II nouveau dans la Constitution*

Dépôt: M. Georges Margue, le 24.03.1994

***3505** - Proposition de loi relative à la production, la propagation et l'utilisation de représentations pornographiques*

Dépôt: M. François Bausch, le 06.03.1991

***3442** - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions*

Dépôt: M. François Bausch, le 10.10.1990

***3278** - Proposition de loi relative à la limitation de la durée de la fonction des membres du Conseil d'État*

Dépôt: M. Alex Bodry, le 08.11.1988

***2416** - Proposition de loi ayant pour but de supprimer l'impôt sur la valeur locative de l'habitation occupée par le propriétaire*

Dépôt: M. Jacques Poos, le 19.06.1980

4) Conformément à l'article 66(2) les propositions de loi suivantes ont été reprises:

Mme Cécile Hemmen reprend en son nom la proposition de loi n°6611 relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes, déposée par M. Lucien Lux.

M. Franz Fayot reprend en son nom la proposition de loi n°6280 modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, déposée par M. Ben Fayot.

Mme Taina Bofferding reprend en son nom la proposition de loi n°4979 relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail, déposée par M. Lucien Lux.

5) La pétition publique n°329 relative à la garantie d'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière déposée par M. Sven Clement en date du 12 mars 2014 a été déclarée recevable en date du 27 mars 2014.

6) Un document contenant les procès-verbaux des réunions de commission au cours desquelles les membres du Gouvernement ont présenté le programme gouvernemental a été distribué.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Proposition de loi n°6665 relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg

Déclaration de recevabilité

Dann nach eng Kommunikatioun: An hirer Réunioun vum 27. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6665 iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert de Finanzement vum Tram ausgeschwat. Déi Proposition de loi gouf den 12. Mäerz 2014 vum honorabele Roy Reding deponéiert.

Schléisst d'Chamber sech där Propositioun vun der Conférence des Présidents un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Ech brauch Iech jo net am Detail eisen Ordre du jour virzestellen. Deen huet jiddweree vun Iech virleien.

An ech wollt Iech froen, ob der mat deem Ordre du jour, wéi Der e matgedeelt krut, d'accord sidd? Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Da géife mer zu eisem nächste Punkt iwwergoen.

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler

Duerch den Antrëtt vum Här Marc Hansen an d'Regierung musse mer wéinst der Incompatibilitéit vun deem Mandat mat engem Deputéiertemandat haut en neie Member an d'Chamber ophuelen.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jidder Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Démissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

An dësem Fall spillt och den Artikel 54(3) vun der Verfassung, dee virgesäit, datt den Deputéierten, deen an d'Regierung geruff gëtt, an domat säin Deputéiertemandat nidderleet, als éischte Suppléant op der Lëscht, op där hie gewielt gouf, ageschriwwe gëtt.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer informéiert huet.

A mengem Bréif vum 28. Mäerz 2014 hunn ech mech un den Här André Bauler gewannt, deen, nodeems hie seng éierbar Démissioun vu sengem Posten als Statssekretär vum Grand-Duc accordéiert kritt huet, laut Artikel 54(3) vun eiser Verfassung, als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Norde steet.

A sengem Bréif vum 28. Mäerz 2014 huet den Här André Bauler mech doriwwer informéiert, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Marc Hansen ze iwwerhuelen.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'égibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech also bieden, zesummen déi Kommissioun ze constituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification

Mir lousen dann elo déi Kolleegen a Kolleeginnen aus, déi an der Kommissioun sollen hiert Amt iwwerhuelen.

Als Éischten hunn ech den Här Luc Frieden an der Hand,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …duerno d'Madame Octavie Modert,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …den Här Lies,…

(Brouhaha général)

…d'Madame Simone Beissel,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …den Här Edy Mertens,…

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruption)

M. le Président.- …den Här Reding…

(Hilarité et brouhaha général)

…an den Här Arendt.

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- Ech géif domat d'Kommissioun bieden, an de Sall 4-5 ze goen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem, wat den Här André Bauler betrëfft, an der Chamber doriwwer Rapport ze erstatten.

An domat ass eis ëffentlech Sëtzung kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.45 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.57 heures.)

An d'Wuert huet de President vun der Kommissioun, déi mer elo just zesummegestallt hunn, den honorabelen Här Luc Frieden. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, déi Kommissioun, déi Dir virdrun duerch Lous zesummegesat hutt, huet sech aus folgenden Deputéierten zesummegesat: d'Madame Octavie Modert, den Här Marc Lies, d'Madame Simone Beissel, den Här Edy Mertens, den Här Roy Reding, den Här Guy Arendt an ech selwer. Den Här Arendt gouf an där Kommissiounssitzung zum Rapporteur ernannt an ech selwer sinn zum President vun där Kommissioun gewielt ginn.

Här President, ier ech Iech biede géif, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn, géif ech Iech wëllen drop hiweisen, an eis alleguerten, datt mer eis d'Fro gestallt hunn a se och zum Deel beäntwert hunn, datt mer der Meenung sinn, datt déi Prozedur hei, esou wéi se am Artikel 118 vum Wahlgesetz an am Artikel 3 vum Reglement vun der Chamber virgesinn ass, sech an dësem prezise Fall net applizéiert, well de Kolleeg André Bauler, ier e Statssekretär an der Regierung ginn ass, schonn hei no de Wahle vum 20. Oktober assermentéiert ginn ass als Deputéierten, an ab deem Moment och eis Chamber d'Verifikatioun vun de Wahle gemaach huet, d'Regularitéit vun der Wahl gekuckt huet an zugläich deemools och d'Éligibilitéit vum Här Bauler gekuckt huet.

Duerfir sinn d'Kommissioun an ech als President der Meenung, datt wann esou eng Situatioun nach eng Kéier sollt antrieden, datt mer net nach eng Kéier mussen zweemol datselwecht vérifiéieren. Mä wat eng Kéier gemaach ass, kann een och zweemol maachen. Et schuet also näischt. An duerfir hu mer...

(Interruption)

Duerfir géif ech Iech dann, trotz där Remarque, déi also fir d'Zukunft gëllt, bieden, dem Rapporteur, dem Här Guy Arendt d'Wuert ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem President vun der Kommissioun. Merci och fir d'Suggestioun, déi mer selbstverständlech mat wäerten huelen. An domat huet d'Wuert den honorabele Rapporteur, den Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission de vérification

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ënnert där Remarque also vum Kolleeg Luc Frieden, géif ech Iech dann am Numm vun der Kommissioun ad hoc de Rapport virdroen.

Duerch Arrêté grand-ducal vum 28. Mäerz 2014 ass den Här Marc Hansen an d'Regierung komm. Duerch Arrêté grand-ducal vum 28. Mäerz 2014 huet den Här André Bauler seng éierbar Démissioun als Regierungsmember vum Grand-Duc accordéiert kritt. Laut Artikel 54(3) vun der Verfassung gëtt deen Deputéierten, deen an d'Regierung geruff gëtt an domat säin Deputéiertemandat nidderleet, als éischte Suppléant op där Lëscht, op där hie gewielt gouf, ageschriwwen. Deemno ass den Här André Bauler éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei am Wahlbezierk Norden.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Démissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Dem Artikel 9 vum Chambersreglement no suergt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister dovunner.

A sengem Bréif vum 28. Mäerz 2014 huet de Chamberspresident sech un den Här André Bauler gewant, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Norde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn, ech zitéieren: «La Chambre des Députés juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt den André Bauler, wunnhaft zu Ierpeldeng, effektiv

deen nächste Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei am Wahlbezierk Norden ass, fir dem Här Marc Hansen seng Plaz unzehuelen no senger Nominatioun als Regierungsmember.

A sengem Bréif vum 28. Mäerz 2014 huet den Här André Bauler eise Chamberspresident informéiert, dass hien d'Mandat vum Här Marc Hansen wëllt weiderféieren. D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vum Här André Bauler schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Bureau déposéiert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Rapporteur vun der Kommissioun an der gesamter Kommissioun, där hir Aarbecht esou onnëtz awer net war, well se konnt kontrolléieren, dass déi Korrespondenzen an d'Echangen an d'Arrêtéen, déi geholl gi sinn, en bonne et due forme geschitt sinn, esou dass eis näischt méi drun hënnert, fir den Här Bauler elo eranzeruffen.

Den Här Bauler, deen ech ganz häerzlech wëllkomm heibannen heeschen an deen ech géif bieden, den Eed no eiser Verfassung ze leeschten, dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif Iech bieden, Här Bauler, déi riets Hand ze hiewen a mir nozesoen: «Je le jure.»

M. André Bauler *(DP)*.- Je le jure.

M. le Président.- Domat, Här André Bauler, sidd Der Member vun dëser Chamber. Ech géif Iech am Numm vun alle Kolleegen heibannen häerzlech félicitéieren an Iech eng ganz glécklech Hand wënschen. Merci.

7. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales

Ech hunn der Chamber dann nach eng Rei vu Kommunikatiounen ze maachen iwwert d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen, déi ënner anerem duerch de Wiessel am Parlament noutwendeg gi sinn.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madame Joëlle Elvinger den Här Alexander Krieps.

An der Ekonomieskommissioun gëtt den Här Guy Arendt vum Här André Bauler ersat, ausser fir de Volet Energie, deen den Här Max Hahn iwwerhëlt.

An der Héichschoulkommissioun ersetzt den Här André Bauler d'Madame Anne Brasseur.

An der Familljekommissioun ersetzt den Här Edy Mertens den Här Marc Hansen.

An der Finanzkommissioun ersetzt de Guy Arendt de Marc Hansen.

An der Logementskommissioun ersetzt den André Bauler de Marc Hansen.

An der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den André Bauler de Marc Hansen fir de Volet Travail an Emploi, an den Edy Mertens ersetzt de Marc Hansen fir de Volet Sécurité sociale.

Entschëllegt, den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech wollt och nach froen, et sinn och nach zwou Kommissiounen, wou d'Présidencë géife changéieren, ob dat och...

M. le Président.- Dat maache mer an de Kommissiounen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Gëtt dat an der Kommissioun gemaach?

M. le Président.- Jo, dat maache mer an der Kommissioun a mer kënnen dat dann duerno matdeelen. Merci.

Wat d'Zesummesetzung vun den internationalen Delegatiounen ugeet, huet d'DP-Fraktioun proposéiert, datt den André Bauler de Max Hahn am Conseil parlementaire interrégional ersetzt.

Ass d'Chamber mat deene verschiddenen Ännerungen d'accord?

(Assentiment)

Voilà, dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Froestonn, wou Der wësst, dass d'Froe vu Majoritéit an Oppositioun sech ofwiesselen. Déi éischt Fro kënnt vum Här Max Hahn un de Minister fir déi intern Sécherheet iwwert d'Organisatioun vun der Police. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech war, d'selwecht wéi eng Partie aner Deputéierten, den 19. Mäerz op der Generalversammlung vun der Gewerkschaft vun der Police, wou nawell hefteg Kritik un der Direktioun ausgeübt ginn ass. Dëst léisst op e gereiztent Klima tëscht de Beamten um Terrain an de Cadres supérieurs schléissen. Et ass Rieds gaangen iwwert déi intern Hierarchie bei der Police.

Ech wollt an dësem Kader de Minister vun der Sécurité intérieure froen, wéi eng Stellung hien zu dëse genanntene Virwërf hëlt an ob hien et fir néideg hält, hei Mesuren ze ergräifen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hahn. Domat huet d'Wuert den Här Etienne Schneider, Minister fir déi intern Sécherheet, also zoustänneg fir d'Polizei. Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Merci, Här President. Op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Max Hahn wëll ech soen, dass ech, wéi ech dee Ressort hei iwwerholl hunn, konfrontéiert gi si mat enger Police, wou, mengen ech, ganz vill am Uergen ass, wou ganz vill Onrou ass, wou et ganz villes ze regele gëtt a wou ech dräi Projet-de-loie virfonnt hunn, déi nach net déposéiert waren, mä déi ausgeschafft ware vu mengem Virgänger, souwuel zur Organisatioun vun der Police wéi zur Organisatioun vun der Inspection générale de la police, an d'Disziplinsgesetz.

Et waren dräi Projeten, déi ganz hefteg kritiséiert gi sinn, virun allem vun der Police selwer, vun de Gewerkschaften, an an der Police, kann ech Iech soen, ginn et eng ganz Rei Gewerkschaften! Dofir war et mir wichteg, fir all déi Acteuren ze gesinn, fir mer en eegent Bild ze maachen. Ech hunn déi ganz Direktioun gesinn, mat deene geschwat. Ech hu sämtlech Gewerkschafte gesinn, alles dat zesumme mat der Statssekretärin Francine Closener. An ech muss soen, no deene Konsultatiounen, dass eng ganz Rei Saachen, déi d'Gewerkschafte kritiséieren, déi de Gewerkschaften um Häerz leien, dass déi richteg sinn.

Ech hunn dofir och kuerz elo, ier ech an d'USA gefuer sinn, eng ganz Rei Nuetsschichte mat menge Leit zesumme gemaach, fir déi dräi Projeten ëmzeschreiwen.

(Interruptions)

Jo, ech kann Iech soen, et huet een Nuetsschichte gebraucht, Här Halsdorf, fir dat doten alles erëm an d'Rei ze kréien! Ech wäert...

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Bonjour, Här Gramegna!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wäert de 7. Abrëll, dat ass den nächste Méinden, sämtlech Gewerkschafte gesinn, fir hinnen déi Punkten ze presentéieren, déi ech wëll anescht maachen, déi ech wëll änneren. Ech wäert dat mat hinnen diskutéieren. Ech wäert dann och mat hinnen diskutéieren, ob se der Meenung sinn, no all deene Modifikatiounsvirschléi, dass et nach néideg ass, en Audit ze maachen. A wa mer der Meenung sinn, dass en Audit gemaach muss ginn, da wäerte mer deen och maachen.

Ech wäert, wann et néideg ass, no deenen Diskus siounen, och nach weider Amendementer un deenen Texter maachen. Duerno kommen ech an d'Chamberskommissioun, wëll an der Chamberskommissioun presentéieren, wat mer zréckbehalen hunn, an dann an eng Procédure législative eragoen.

Ech wäert och bei där doter Geleeënheet mat de Gewerkschaften zesumme schwätzen iwwert déi Problematik, déi ugeschwat ginn ass, zu de Waffen an zu der Munitioun. Do wësst Der, dass d'Direktioun vun der Police eng Analys maache gelooss huet an Däitschland. Déi Konklusioune géif ech gäre mat hinnen diskutéieren an dann och dozou déi néideg Konklusiounen zéien.

Ech wëll ofschléissend hei soen, dass ech iwwerzeegt sinn, dass d'Police en extrem wichtegen Acteur hei zu Lëtzebuerg ass, dee mer ganz drëngend brauchen, deen awer ee grousse Problem, mengen ech, huet. Dat ass nämlech deen, dass hiren Image extrem beschiedegt ginn ass an deene leschte Méint, an dat haaptsächlech wéinst Aussoe vun héije Fonctionnairen an der Police oder Exfonctionnairen an der Police an der Affär Bommeleeër.

Ech kann Iech soen, dass ech leider net ganz vill Méiglechkeeten hunn, fir géint verschiddener vun deene Leit virzegoen. Mä Dir kënnt mer awer gleewen, dass all déi Méiglechkeeten, déi ech hunn, dass ech déi wäert ergräifen, an dat am Intérêt, fir Rou an déi Police ze kréien! An dat och am Intérêt, dass déi Police an Zukunft erëm ka konstruktiv schaffen an dass an Zukunft erëm all Polizistin an all Polizist kann houfreg sinn, Polizist ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann zu där zweeter Fro iwwergoen, déi vum Här Jean-Marie Halsdorf un d'Gesondheetsministesch, d'Madame Lydia Mutsch, gestallt gëtt iwwert d'Boursse vun den Assistenzdokteren an Däitschland. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°22 du 1er avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins-assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir wëssen, dass déi Lëtzebuerger Medezinstudenten et net einfach hunn, nodeem se ee Joer Uni hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, fir dann am Ausland ënnerzekommen. An et weist sech en neie Problem, dee betrëfft d'Medezinstudenten, déi hire sechsjährege Grondstudium hannert sech hunn. Déi Leit versichen dann, als Assistenzarzt ënnerzekommen, an deenen enge geléngt et besser wéi deenen aneren.

An do ass et elo esou, dass dann déi, déi ënnerkommen, déi kréien dann och e Gehalt zwësche 4.000 a 6.000 Euro de Mount. Anerer, déi dat net hunn, déi hunn d'Méiglechkeet, als Gastarzt - dat ass awer déiselwecht Fonctioun - dann an engem Spidol och kënnen ze schaffen. A si profitéiere vun enger Bourse, déi de Lëtzebuerger Stat hinne gëtt, vun 2.100 Euro.

Dat fonctionnéiert och gutt an et gëtt deene Leit dann oft d'Méiglechkeet, no zwee Joer als Gastarzt, wou se dann am Fong geholl Assistenzarzt sinn, fir herno dann och eng Plaz an deem Spidol ze kréien. An et arrangéiert och d'Spideeler, well si spueren doduerch vill Suen, wa se zwee Joer bëlleg Aarbechtskräften hunn - loosse mer dat emol esou soen!

Mä de Problem ass elo deen, dass am Fong geholl déi Leit, déi da vun där Bourse profitéieren, déi kéinten am Fong geholl theoretesch den Employeur, also d'Spideeler, déi kéinten déi am Fong geholl wéinst Loundumping verkloen.

A fir justement dat ze évitéieren, fuerdert den däitsche Législateur eben d'Spideeler op, d'Aarbechtskontrakter mat deenen Assistenzdokteren, déi net nom Kollektivvertrag bezuelt ginn, fir déi ze kënnegen. A justement do kréie mer da Problemer bei de Lëtzebuerger Assistenzärzte, déi als Gastarzt fonctionnéieren, a besonnesch och am Beräich vun der Recherche, wou et eng grouss Konkurrenz gëtt op den däitschen Unikliniken. Do gëtt et also eng Situatioun, déi net einfach gëtt.

Dofir wollt ech d'Ministesch froen, well dës beschriwwe Mesurë sollen dëse Summer scho verstäerkt ëmgesat ginn - a well ech mengen, do ass dréngenden Handlungsbedarf -, wéi se heirop wëllt reagéieren. Wëllt se dat éischter iwwer en diplomatesche Wee maachen? Oder wëllt se eventuell déi bestehend Législatioun upassen? Dat ass meng Fro un d'Madame Minister.

M. le Président.- Merci dem Här Deputéierten. An domat huet d'Gesondheetsministesch d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Ech wëll dem Deputéierte Jean-Marie Halsdorf Merci soe fir seng Fro. Mir hunn am Gesondheetsministère och Kenntnis iwwert déi Fro, déi en hei opwërft, well se eis och iwwert de Courrier vun der Associatioun vun de Lëtzebuerger Medezinstudenten zougestallt ginn ass. A mir hunn do festgestallt, dass et sech ëm een, ech betounen, ee Fall handelt an engem Münchener Spidol, wou eben e Student informéiert ginn ass, dass en opgrond vun der Bourse vun 2.100 Euro, déi e vum Lëtzebuerger Stat kritt, net kéint säi Kontrakt als Gastarzt prolongéiert kréien.

Bon, et ass schonn hei ugedeit ginn, d'Reaktioun vum Spidol, déi kënnt dohier, dass se ënner Drock gesat gi si vu professionellen Associatiounen, déi gesot hunn, et géif net onbedéngt eng Kompatibilitéit ginn tëscht deene sougenanntenen „Gastarztverträge" oder och „Hospitationen", wéi se genannt ginn, mam däitsche Recht an och mam communautairë Recht, wann et ëm d'Spezialisatioun an der Medezin geet.

Bon, si soen, an dat ass och hei scho vum Här Halsdorf gesot ginn, dass e Spidol eventuell kéint de Risiko lafen, dass et verklot géif gi wéinst Loundumping, well de Gastarzt, dee schafft jo normalerweis an engem Spidol fir e Salaire vu 4.000 oder 5.000 Euro. An an dësem Fall wieren et der just 2.100 an da kéinte si retroaktiv verklot ginn.

Ech wëll ausdrécklech hei betounen, dass dat dote keng generaliséiert Problematik ass an dass just ee Cas vun engem Student concernéiert ass, dee seng Studien an Däitschland mécht. Et sinn also à ce stade an eisen Informatiounen no och an der Zukunft net weider Fäll ze befierchten. Dat heite betrëfft also ganz däitlech net d'Studenten, déi hir Spezialisatioun an der Medezin an iergendengem Memberstat maachen, zum Beispill Frankräich oder d'Belsch. Et betrëfft och net déi Studenten, déi hir Spezialisatioun an engem anere Bundesland maachen. Well d'Spezialisatiounen an der Medezin, dat ass nämlech eng Saach, et ass nämlech eng Länderkompetenz a keng Bundeskompetenz. An et betrëfft och net déi Studenten, déi hir Studien als Generalist maachen.

Mir hunn awer trotzdeem, och wann et sech nëmmen ëm een isoléierte Fall handelt, direkt Kontakt opgeholl mam Ministère vum Enseignement supérieur, fir déi dote Problematik méi am Detail ze analyséieren. Ech wëll och betounen, dass dat doten essentiel eng Kompetenz ass, déi déi staatlech Instanzen an Däitschland concernéiert. Et ass also keng Problematik, déi e Changement législatif oder eng Pratique administrative, déi hei zu Lëtzebuerg geschitt wier, betrëfft.

Mir mengen och dofir, dass et à ce stade net noutwendeg wier, eng legislativ Ännerung virzehuelen, behalen awer déi Saach am A a si virun allem amgaang, eis an aneren däitschen Universitéitskliniken ze informéieren, fir Kenntnis doriwwer ze hunn, ob nach en anere Fall hei a Fro kënnt. Eisen Informatiounen no neen, an och d'ALEM konnt eis kee weidere Fall wéi deen heiten nennen, esou dass mir Iech kënne rassuréieren, dass et sech heibäi ëm en isoléierte Fall handelt, deen eis als Regierung net zu weiderem Handele brauch ze encouragéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Gesondheetsministesch. Mir kommen dann zur nächster Fro, déi gestallt gëtt vun der Madame Taina Bofferding un den Aarbechtsminister iwwert de Bilan vun de Projets pilotes fir déi Jonk. Madame Bofferding.

- Question n°23 du 1er avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, net méi spéit wéi d'lescht Woch hat d'Jugendkonferenz op e flotten an interessanten Échange hei am Haus mat de Jugendorganisatiounen zum Thema „Jeunes et Emploi" invitéiert. Ee grousse Sujet war d'Jugendgarantie, woubäi den Aarbechts- a Beschäftegungsminister a sengem Schlusswuert kuerz op d'Pilotprojeten am Kader vun der Garantie jeunes higewisen huet. Déi Projets jeunes si lancéiert ginn, fir deene Jonken, déi als Formatioun just hir Obligation scolaire hunn, d'Méiglechkeet ze ginn a se esou zu enger..., also, fir se ze ënnerstëtzen, fir en neie Start an hiert Liewen ze lancéieren a si herno an den Aarbechtsmarché ze integréieren.

Ech wëll awer elo net hei verallgemengeren, dass e Jonken, deen op der Sich no enger fester Aarbecht ass, automatesch net oder niddreg qualifizéiert ass a vill sozial Problemer opweist. Mä et ass awer esou, dass sécherlech eng Partie Jonker, déi wäit vum Aarbechtsmarché ewech sinn, e sozialen Encadrement brauchen. An dofir sinn dës Initiativen och wichteg, well esou kréien déi Jonk eng Formation sociale de base, wou se uschléissend eng EPI, also eng Expérience d'initiation professionnelle kënne maachen an herno nach d'Méiglechkeet zu engem CAE kréien, also kënnen hunn.

Am Juni d'lescht Joer, mengen ech, do goufe schonn e puer Zuele presentéiert. Nodeems awer elo d'Pilotprojete säit méi wéi engem Joer lafen, wär et sécherlech interessant, en éischte grousse Bilan ze zéien.

Dofir meng Fro un den zoustännege Minister, wéi a wéini déi Projete sollen evaluéiert ginn an ob vläicht aner Initiativen an deem Kader nach virgesi sinn.

Merci fir d'Äntwert.

M. le Président.- Merci och der Madame Deputéierter. Domat huet den Aarbechts- a Beschäftegungsminister, den Här Nicolas Schmit, d'Wuert. Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech wollt mech emol fir d'Éischt de Wierder uschléisse vun der Deputéierter, fir ze soen, datt deen Débat, deen hei an der Chamber stattfonnt huet iwwert d'Garantie pour la jeunesse, en extrem positiven a konstruktiven Débat mat deene Jonke war. An ech mengen, et ass och ganz an der Logik, an der Philosophie vun där Garantie pour la jeunesse, déi Jonk och ze associéieren an och op si ze lauschteren, op hir Iddien, op hir Suggestiounen.

Ech brauch net op d'Gravitéit vun der Aarbechtslosegkeet vun deene Jonken nach eemol anzegoen. Ech mengen, mir sinn ons all bewosst, datt dat eng vun onse wichtegsten Aufgaben ass, de Chômage vun deene Jonken ze reduzéieren.

Just fir ze rappeléieren: Mir hunn 2.494 jonk Leit bis 25 Joer am Februar dëst Joer am Chômage gehat. Dat ass e bësse manner wéi am Januar an dat ass praktesch liicht méi wéi virun engem Joer. Mä 2.494 Jonker, dat sinn 2.494 Zukunftspläng, déi engagéiert sinn, an duerfir ass dee wichtegste Message, dee mer deene jonke Leit musse ginn, datt mir si net op der Streck loossen, datt mer se net eleng loossen. An duerfir ass et esou wichteg eben, si richteg ze accompagnéieren.

Mir wëssen och alleguer, datt ee vun de Problemer vun dem Jugendchômage hei zu Lëtzebuerg - an net nëmmen iwwregens hei zu Lëtzebuerg - deen ass vun enger schwaacher Ausbildung. 41% vun deene Jonken, vun deenen ech elo just geschwat hunn, si Jonker just mam minimale Schoulofschloss. A grad si sinn déi, déi et am schwéiersten hunn, Fouss ze faassen um Aarbechtsmaart. A grad si sinn déi och, déi solle prioritär vun deene Projete profitéieren, vun deenen d'Madame Bofferding geschwat huet.

Mä mir dierfen awer och net ignoréieren, datt 32% vun deene Jonken eng mëttel Schoulausbildung hunn. Och si hu Schwieregkeeten, an enger Wirtschaft, déi ëmmer méi héich qualifizéiert Leit sicht, eng Plaz ze fannen, an duerfir ass et och esou wichteg, datt mer eng gutt Kooperatioun zwëschent dem Ministère du Travail an dem Ministère de l'Éducation nationale hunn, fir ze probéieren, jonk Leit erëm an d'Schoul ze kréien a se och op deen héchstméiglechen Niveau, wat d'Ausbildung ubelaangt, ze bréngen.

Wat elo déi Mesuren ubelaangt: Éischtens hu mer déi méi traditionell Mesurë vum CIE a vum CAE. Där hate mer am Februar 2014 1.045, wat nach ëmmer e bësse manner ass wéi an deene Jore virdrun, aus deenen Ursaachen, well mer jo d'Législatioun changéiert hunn. Dat heescht, deen neie CIE an deen neie CAE, déi lafen eréischt säit dem Mäerz d'lescht Joer, an duerfir kënne mer och do nach net vill evaluéieren. Fir gutt ze evaluéieren, muss een e gewëssene Recul hunn. Et muss een also och wëssen, wéi wäit déi Jonk, déi vun esou enger Mesure profitéiert hunn, sech um Aarbechtsmaart konnte behaapten, ob se e CDI kruten, mat wat fir enger Rapiditéit se e CDI kruten.

Mir hunn awer besonnesch eng Rei méi spezifesch Projete fir jonk Leit mat niddreger Ausbildung geschafen. An ech wëll besonnesch och do op e Projet an der Horesca hiweisen. Et gëtt ëmmer vill gesot, d'Horesca..., mä d'Horesca bitt Aarbechtsplazen! D'Horesca bitt besonnesch manner qualifizéierte jonke Leit Aarbechtsplazen, déi net ëmmer esou schlëmm sinn, wéi dat gesot gëtt, bien au contraire!

Mir hunn d'lescht Joer e Projet ugefaange mat enger Dose jonke Leit, déi ganz begeeschtert waren, no enger Formatioun och eng Plaz an engem Horesca-Betrib ze fannen. An e groussen Deel..., ech mengen, vun zwielef bleiwen der zéng an deem Betrib. Well mir suivéieren déi Jonk weider a mir kucken och, wéi se an deem Betrib evoluéieren. A besonnesch versiche mer och, se ze iwwerzeegen, während där Aarbecht, déi se am Betrib maachen, och en Apprentissage ze maachen an d'Konditiounen dann ze erfëllen, fir en Apprentissage ze maachen.

En ähnleche Projet leeft elo am Mee erëm un, zesummen och, a Kooperatioun mat der Hotelsschoul, fir 40 Jonker, 20 éischter am Kachberäich an 20 am Service, a wou et och, mengen ech, praktesch acquis ass, datt déi 40 dann och duerno eng Plaz kréien, ënnert dem Statut natierlech vun engem CAE, mä mat der Perspektiv, dann awer och vun de Betriber iwwerholl ze ginn.

M. le Président.- Här Minister, ech wëll Iech just soen, dass d'Zäit amgaang ass, Iech schnell fortzelafen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà, elo déi lescht Chifferen, wat de generelle Projet fir déi Jonk ass, déi manner qualifizéiert sinn. Mir hate bis ewell, bis also elo Enn Mäerz 616 Jonker, déi kontaktéiert gi sinn. Mir hunn der 275 do an eng éischt Formatioun bruecht. Dovu sinn der 202 bliwwen, déi aner, déi hunn en cours de route opgehalen.

Mir haten 157 Entreprisen, déi matgehollef hunn an déi 202 jonk Leit opgeholl hunn ënnert enger Form oder enger anerer. Dat leeft jo esou, datt dee Jonke fir d'Éischt ee Mount Stage mécht an duerno kann e Kontrakt kréien ënnert der Form vun engem CAE.

Mä wat wichteg ass: Datt awer och 42 Jonker bereet sinn, en Apprentissage - vun deenen - ze maachen, dat heescht, déi erëm nieft hirem Job och bereet sinn, erëm zum Deel wéinstens an d'Schoul ze goen. An ech mengen, dat ass dat Wichtegst, datt mer ebe schwaach qualifizéierte jonke Leit hëllefen, erëm de Wee ze fannen, fir sech besser ze qualifizéieren an domat och hir Chance, eng durabel a besser Aarbechtsplaz ze fannen, ze realiséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Fir d'nächste Kéier sidd Der eis zwou Minutte schëlleg.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Okay!

M. le Président.- Ech géif zu där nächster Fro iwwergoen. Dat ass déi vum Här Fernand Kartheiser, adresséiert un de Premierminister, an do geet et ëm den Devoir de mémoire. Här Kartheiser.

- Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Jo, meng Fro geet un den Här Statsminister. Mir hate schonn an deene leschte Wochen e puermol d'Geleeënheet, hei ze schwätzen iwwert den Éischte Weltkrich an dat, wat Dir selwer genannt hutt en „devoir de mémoire", dee mer musse leeschten.

Den Éischte Weltkrich wor fir Lëtzebuerg e ganz wichtegen Ableck. E reit sech an an aner Schicksalsstonne vun eiser Geschicht: 1870, 1914 wor eng, 1940 eng aner. Den Éischte Weltkrich huet eis un de Rand vun eiser staatlecher Existenz iwwerhaapt bruecht! Et ass eng wichteg Aufgab vun enger Regierung a vun eis all, fir dorunner ze erënneren. Et wär och eng Geleeënheet, fir deenen auslännesche Matbierger, déi mat eis hei wunnen, d'Geschicht vun eisem Land méi no ze bréngen an och eis national Identitéit méi verständlech ze maachen.

Et ass en Hin an Hier gewiescht an deene leschte Wochen, wat ganz schwéier nozevollzéien ass, an d'Fro ass gestallt, wéi trei d'Regierung als Vertragspartner notamment géintiwwer der Universitéit ass, mä och géintiwwer dëser Chamber, wou jo och als Äntwert op eng Question parlementaire déi Ausstellung zougeséchert gouf.

Déi finanziell Argumenter sinn och schwéier nozevollzéien, déi d'Regierung seet. Mir hu festgestallt, datt zum Beispill dës Regierung Suen huet, fir eng Ausstellung ze maachen iwwert den Islam zu Lëtzebuerg. Mir stelle fest, datt de Resistenzmusée zu Esch grousszügeg ënnerstëtzt gëtt, wougéint mer natierlech näischt hunn. Mä elo gëtt eng Ausstellung organiséiert iwwert den Nelson Mandela. Do hu mer och näischt dergéint, mä mir froen eis: Wann d'Regierung dofir Suen huet, wisou dann net fir un den Éischte Weltkrich ze erënneren, dee fir eis Geschicht wahrscheinlech nach méi Relevanz huet wéi den Nelson Mandela?

Här Statsminister, mir wäre frou, wann Der eis hei kéint soen, datt d'Regierung zu der Ausstellung steet a se voll erfëllt gëtt, esou wéi se geplangt a virbereet gouf.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Deputéierten. An elo huet de Premier- a Statsminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierte Kartheiser och Merci fir dës Fro iwwer Choixen, déi an der Kultur getraff gi sinn an déi och planifiéiert gi sinn. Dass et deem enge gefält oder net gefält - dat ass eng Décisioun, déi getraff gëtt!

De Problem ass, dass an deem heite Kontext eng Ausstellung geplangt ginn ass, awer ni budgétiséiert ginn ass. Ni! Am Conseil de Gouvernement ass vun der viregter Regierung décidéiert ginn, dass de Statsministère sech soll ëm dës Ausstellung këmmeren. An och, wann ech d'Madame Modert um 100,7 héieren, dass een dann d'Suen anzwousch aneschters sollt fannen! Ech hu keng schwaarz Keess am Ministère, déi ech dann op eng Kéier opmaachen a soen: Hei, elo hunn ech 256.000 Euro fir déi Ausstellung, déi net geplangt war.

(Interruption)

De Fait ass hei, dass Recherche gemaach ginn ass vun der Uni Lëtzebuerg, an déi ass selbstverständlech ganz, ganz wichteg, ass och weider ënnerstëtzt ginn. Ech muss Iech och soen, dass, wann dee Budget net virgesinn ass, ech en net kann erfannen! An dass mer awer selbstverständlech och déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass vun deene Chercheuren, net wëlle verstoppen, mä au contraire ganz houfreg driwwer sollte sinn.

Ob elo also eng Véirelsmillioun Euro fir d'Scénographie vun enger Ausstellung vill oder net vill ass an dësen Zäiten... An ech hunn och gelies, dass déi fréier Kulturministesch um Radio gesot huet: „Dann hätt een et solle méi bëlleg maachen!" Mir haten..., och „méi bëlleg" woren d'Suen net do. Mä déi Ausstellung, et ass jo net, dass se ni kann organiséiert ginn. Op jidde Fall, d'nächst Joer, esou wéi se geplangt war, ka se net organiséiert ginn, well se och virdrun net geplangt war an och keng Engagementer geholl gi sinn.

(Interruption)

Fir eis ass et awer wichteg, dass ee sech och d'Fro stellt, ob de Musée de la Forteresse déi richteg Plaz war, fir esou eng Ausstellung ze maachen. Hei ass jo d'Scénographie, déi ass jo haut nach net gemaach. A mir mengen och, dass déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass, déi Recherchesaarbecht, déi gemaach ginn ass, vläicht gradesou gutt gebraucht kéint gi fir an enger Ausstellung, déi vläicht éischtens méi bëlleg wier, mä déi awer och bausse wier. Dat heescht, déi zum Beispill an d'Schoule kéint goen, déi zum Beispill och kéint an de Gemenge gewise ginn. Dat heescht, dass een elo déi Zäit hätt, fir déi nächst Joren dann och esou eng Ausstellung kënnen ze maachen.

Mir sinn och der Meenung - an dofir hu mer och eis Memberen an der Regierung gefrot -, fir ze kucken, ob och net en Intérêt wier an der Groussregioun, fir do och vläicht eng Zesummenaarbecht ze maachen.

Ech wëll keng esou Iwwerraschunge méi hunn! Ech soen Iech et ganz éierlech, well mir hunn e Projet, dat ass den 1914-18.lu etc., etc. An ech hunn de Steve Kayser, dee jo Historiker ass an deen och fir d'Regierung schafft, mandatéiert, fir mir emol eng Opstellung ze maachen, vu wou wat engagéiert ginn ass, wat finanzéiert gëtt, ob et geplangt ass, fir dass ech net nach a sechs Méint oder an engem Joer an déiselwecht Situatioune kommen, wou Kontrakter ënnerschriwwe gi sinn, awer néierens budgétiséiert gi sinn.

Wéi gesot, déi Aarbecht, déi hei gemaach ass, ass net verluer gaangen! A mir si ganz, ganz frou, fir zesumme mat de Chercheuren, déi op der Uni Lëtzebuerg doudsécher eng ganz gutt Aarbecht geleescht hunn, och déi Matière kënnen duerno ze benotzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci! D'Fro ass gestallt an d'Äntwert ass ginn! A mir ginn zu där nächster Fro iwwer, déi vum Här Michel Wolter un d'Ëmweltministesch gestallt gëtt iwwert den Äerdrutsch an der Bauschuttdeponie vu Monnerech respektiv um Monkeler.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen, Monnerech!

M. le Président.- Monnerech. Okay, okay! Ah jo, Dir hutt recht. Jo, jo!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Monkeler, Här President, dat ass en aneren Dossier.

M. le Président.- Sorry, ech dréien zéng Sekonnen zréck. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°25 du 1er avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci, Här President. Viru knapp 14 Deeg, den 19. Mäerz, hat ech hei schonn eng Kéier eng Rei Froen un d'Madame Minister gestallt an deem Zesummenhang. Si huet mer deemools villmools Merci gesot fir d'Pertinenz vun de Froen, hat awer vergiess, op véier vun hinnen ze äntwerten. Mir sinn dunn eens ginn drop, dass se dat géif schréftlech innerhalb vu 14 Deeg nohuelen.

Mir sinn elo 14 Deeg an et ass net geschitt. An ech si frou, dass Der hei sidd, da kënnt Der elo op déi véier Froen äntwerten, wou Der viru 14 Deeg nach net d'Méiglechkeet hat, fir dat ze maachen. Dir hutt, Madame Minister, den 18. Mäerz an der Press affirméiert, dass d'Stabilitéit vum Terrain vun der Deponie Monnerech garantéiert wier. Ech hunn Iech viru 14 Deeg gefrot an ech froen Iech nach eng Kéier: Wat fir eng Expertise erlaabt Iech, zu där Konklusioun ze kommen?

Dir hutt den 18. Mäerz e Rapprochement gemaach tëschent dem Rutsche vum Terrain an dem Lëtzebuerger Wuesstumsmodell. Ech hunn Iech viru 14 Deeg gefrot, mer Elementer ze ginn, déi d'Base wiere vun där Affirmatioun. An ech hunn Iech och gefrot, wéi Der dat gesot hutt: Hutt Der dat am perséinlechen Numm gesot oder hutt Der dat am Numm vun der Regierung gesot? Ech wier frou, wann ech eng Äntwert kéint dorobber kréien.

Ech hunn Iech viru 14 Deeg gefrot, wat fir eng Mesuren d'Regierung à court terme wëllt huelen, fir dem Problem vum Bauschutt Här ze ginn. Ech hunn entre-temps eng Rei Kolleege Buergermeeschteren aus de Südgemenge begéint an héieren, déi ähnlech Problemer hu wéi déi, déi ech viru 14 Deeg hei gesot hunn. Ech hunn an der Press héieren, dass Der beim Schäfferot zu Suessem waart. Ech wier frou, wann Der eis vläicht méi Prezisioune kéint elo ginn, wéi an ënner wat fir Konditiounen dass d'Gemengen aus dem Süden an och d'Entrepreneuren aus dem Süden an deenen nächste Wochen hire Bauschutt kënne lassginn.

An ech hat och viru 14 Deeg gesot, dass ech der Meenung wier, dass déi Strooss tëschent Esch a Monnerech fir eng Rei vu Joren héchstwahrscheinlech zou wier. Dir hutt dat entretemps confirméiert. Ech hat an deem Kontext gefrot, wéi et da mat der Schoul vun der Édiff wier. An ech wier och frou, do eng Äntwert ze kréien, wat Der kuerz-, mëttel- a laangfristeg mat där Schoul gedenkt ze maachen, dans la mesure wou et offensichtlech ass, dass d'Strooss tëschent Esch a Monnerech an deenen nächste Méint a Joren net wäert nees kënnen a Betrib geholl ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Wolter. An ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Madame Ëmweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, villmools Merci. Merci, Här Wolter, nach eng Kéier, fir d'Fro. U sech hat ech Iech viru 14 Deeg, Dir hutt et gesot, déi Äntwert ginn, déi Der elo anscheinend dann net richteg verstanen hätt. Ech kann Iech déi nach eng Kéier ginn.

(Interruptions diverses)

Also, et ass esou, dass am Kader vun den Ana...

M. le Président.- Hei, wann ech gelift, wann ech gelift!

(Brouhaha)

Une voix.- Et ass eng Frechheet! Et ass eng Frechheet!

M. le Président.- Wann ech gelift, wann ech gelift, loosst d'Madame Minister schwätzen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir sidd e bësse Mimosa!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Also et ass esou, dass mer deemools gesot haten..., also ech hat Iech Merci gesot fir d'Fro an ech hat Iech driwwer informéiert, dass eis Leit alleguerten um Terrain waren, dass d'Analysen, d'Expertisë géife gemaach ginn. Ech kann Iech dat awer elo nach eng Kéier soen. Et ass esou, dass engersäits eng Lëtzebuerger Etüd amgaangen ass ze kucken. Si hunn d'Plaze markéiert an opgrond dessen, dass do keng Ënnerscheeder waren an de Marquagen, kann een hautzudaags, no deem, wat mer haut aktuell wëssen, soen, dass dat Ganzt stabil ass.

Et sinn entre-temps awer och Saache geschitt, an ech mengen, dat ass sécherlech fir Iech méi interessant. Et ass esou, dass eng Begehung war och vun enger auslännescher Firma, den 19. Mäerz, wou mer mëttlerweil och e klengen alleréischte Rapport, eng éischt Evaluatioun, kritt hunn, déi genau datselwecht beseet: Dass mer mengen, dass et souwäit stabil ass, dass awer weider muss analyséiert ginn an dass anhand vun de künftegen Analyse muss festgestallt ginn: a) d'Ursaach, firwat ass et geschitt, a b) dann awer och nach d'Mass. Do si mëttlerweil Saachen ënnerholl ginn.

Et ass och esou, dass meng Administratioun de 27. Mäerz - fir Iech elo de Suivi ze maachen - och nach eng Kéier d'Firma gesinn huet an dunn de Punkt gemaach gouf an eben och nach eng Kéier betount gouf bei deem Punktmaachen - an dat ass elo aktuell vum 27. Mäerz -,

dass mer mengen, dass et stabel wär, opgrond vun deem, wat mer haut wëssen. En definitive Rapport hu mer leider nach net. En definitive Rapport wäerte mer an de kommende Woche kréien.

An do, mengen ech, géif ech widderhuelen, wat ech a sech gesot hat, wann ech soen: Mir halen lech au courant. Soubal mer eppes Definitives hunn, deele mer et wierklech ganz gäre mat.

D'Wuesstumsproblematik hat ech u sech och ugeschwat. An dat hat ech u sech politesch gemengt, well mer natierlech musse kucken: Wéi sollen eis Uertschafte weider wuessen? Wéi baue mer zesummen? An och dat, hat ech gesot, géif ech nach eng Kéier bekräftegen, dass mer do wäerte wierklech zesumme mat de Gemengen déi Saach thematiséieren, well et esou ass, dass mer wierklech immens grouss Quantitéiten u Bauschutt produzéieren hei am Dag, dass mer immens grouss Quantitéiten aus dem Buedem eraushuelen. An dat ass eng Saach vu sech gemeinsam iwwerleeën, wéi ee wëllt eis Uertschaften zum Beispill wuesse loossen, wat ee wëllt do erreechen, ob zum Beispill en Akafszentrum muss fënnef Etage Parking ënnendrënner hunn. All déi Saachen, dat si mer amgaang ze thematiséieren.

A gëschter hate mer zum Beispill e ganz flotte Lancement och vun „Ecoquartier", déi mer a sech, wat eppes ass, wat mer mat der EBL zesumme maachen, wou ee sech och déi Froe stellt vun: Wéi wëlle mer an Zukunft zesumme liewen?

Dann hat Der elo nach gefrot: d'Strooss Esch-Monnerech. Do war et esou, dass mer gesot hunn - dat hutt Der och selwer elo gesot -, d'Strooss Esch-Monnerech, jo, déi ass gespaart. Dat wäert och weiderhin esou bleiwen. Do ass och den Transportminister hei. Do un där Situatioun huet sech och näischt geännert.

Bon, d'Schoul, dat muss gekuckt ginn. Dat ass leider net meng Kompetenz.

An d'Mesuren, déi kann ech nach eng Kéier erklären. Do ware mer mëttlerweil beim Schäfferot vu Suessem. Mir si gutt weiderkomm. Mir haten eng ganz konstruktiv Sëtzung. Ech war do zesumme mam François Bausch a mir hunn u sech eis ugekuckt: Wéi ass en Accès méiglech a wéi kënne mer schnellstméiglech déi Situatioun do regelen? Eis Leit sinn do um Schaffen. Mir haten deemools gesot: ee Mount. Mir denken, dass mer eventuell vun eiser Säit, wat eben déi Testphas, déi mer kéinte lancéieren, ugeet, kéinte prett si vun deem, wat vu menger Säit, vum Environnement, vu menger Administratioun hierkënnt. A fir de Rescht musse mer kucken, dass mer schnellstméiglech do weiderkommen.

Dann hate mer och gesot, dass mer prioritär wäerten och de Kommodo vu Stroosse weiderdreiwen. Och dat stëmmt nach haut. No enger Testphas - komme mer zréck op Suessem - vu sechs Méint gëtt dat Ganzt evaluéiert, an da wäert den Dossier och weidergedriwwe ginn.

Dat sinn elo déi konkret Mesuren. An déi laangfristeg Mesuren, dat bezitt sech dann op déi Aart a Weis, wéi mer wëlle bauen a wéi mer dann och wëllen an Zukunft eis organiséieren.

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Ech wollt just soen, dass mer hei...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An ech wollt lech froen, Här President, datt mer an engem Fait personnel sinn, opgrond vum Ufank vun der Äntwert vun der Ministesch.

Plusieurs voix.- Ohh!

Une voix.- Dat muss Du nach grad soen doiwwer!

M. le Président.- Also...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech wollt soen, Här President, datt ech viru 14 Deeg d'Äntwert vun der Madame Minister ganz gutt verstanen hunn, well d'Lëtzebuerger Sprooch ass eng Sprooch, där ech mächteg sinn. An ech hunn och elo verstanen, wat se geäntwert huet. An ech stelle fest, datt et ganz staark Differenze ginn tëschent deem, wat d'Madame Ministesch viru 14 Deeg gesot huet, an deem, wat se elo gesot huet.

Et ass manifest esou, an dat war en „understanding", dee mer viru 14 Deeg haten, dass d'Madame selwer gesot huet, si géif mer op véier Froen, déi se net beäntwert hat deemools, do géif se mer schréftlech eng Äntwert ginn, an datt ech déi Äntwert, datt ech déi net kritt hunn, esou datt ech mer erlaabt hunn, déi véier Froen nach eng Kéier ze stellen. Et ass - an ech hu verstanen, wat se elo gesot huet, well ech hunn hir nogelauschtert - nach ëmmer eng Fro, op déi se net geäntwert huet.

Ech hu se nämlech gefrot, ob se, wéi se iwwert d'Warnsignal vun dem Lëtzebuerger Wuesstumsmodell geschwat huet, an hirem Numm geschwat hat oder am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung. Op déi Fro hunn ech nach ëmmer keng Äntwert kritt, esou datt ech Iech géif bieden, fir datt mer a 14 Deeg net nach eng Kéier mussen d'Fro stellen, wann d'Ministesch domadder d'accord wier, op déi Fro dann nach ze äntwerten.

M. le Président.- Ech géif mengen, dass d'Madame Minister dat mat engem Jo oder Nee ka maachen, respektiv dass den Här Statsminister mar am État de la nation ganz vill Geleeënheet huet, fir och iwwert d'Wuesstumsproblematik an d'Vuë vun der Regierung ze schwätzen. Et ass also...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Evident!

M. le Président.- Et schéngt...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Sidd Dir, Här President, concernéiert?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Bon, ech kann...

M. le Président.- Neen.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Also, a puncto Wuesstum hat ech lech elo just gesot, dass ech denken, dass mer de Wuesstum vun eisen Uertschaften a wéi mer wuessen, a wéi eng Richtung - dat kann ech politesch soen, dat kann ech genausou a mengem Numm soen, mä ech soen et och politesch - dass mer dat mussen zesummen upaken an evaluéieren: Wéi wëlle mer wuessen? An dat ass genausou eng politesch wéi eng perséinlech Ausso.

M. le Président.- Merci. Domat si mer um Enn vun der Froestonn ukomm.

9. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite)

Ech wollt just nach eng Informatioun noliwweren, wann Der erlaabt, dat ass, dass an der Héichschoulkommissioun den Här André Bauler den Här Edy Mertens ersetzt.

Sidd Der domat averstanen?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum Rescht vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar zum Projet de loi 6541. Et geet ëm d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Emissiounen an der Industrie. D'Riedezäit gouf nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo d'Aschreiwunge vun deenen Häre: Oberweis, Negri, Baum an Turpel.

D'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Henri Kox. Ech wëll och de Fraktioune Merci soen, dass se eis an der Zwëschenzäit d'Riednerlëschte matdeele mat den indikative Riedezäiten. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

10. 6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Merci. Hei ass direkt vläicht eng kleng Äntwert, a wéi eng Richtung mer wuessen. Wa mer eng Industrie op Lëtzebuerg huelen, da kucke mer, dat natierlech am Respekt vun der Ëmwelt ze maachen. An dës...

M. le Président.- Wann ech gelift! Am Moment huet just de Rapporteur d'Wuert a soss keen aneren! Aus Respekt virun der Aarbecht vum Rapporteur géif ech Iech bieden nozelauschteren. Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Nach eng Kéier: Hei ass effektiv e ganz wichtegt Gesetz, net nëmme fir eis industriell Produktiounen, mä och fir eisen Environnement.

Et ass eng Direktiv, déi am Gesetzesprojet 6541 a lëtzebuergescht Gesetz ëmgesat gëtt, an et geet ëm d'Emissiounen, industriell Emissiounen. Dofir muss d'Gesetz vum 10. Juni 1979 (veuillez lire: 10. Juni 1999) «relative aux établissements classés», also dat sougenannten „Kommodo-Inkommodo-Gesetz" kuerz geännert ginn. An et ännert d'Loi modifiée vum 20. Abrëll 2009 «relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux».

Vläicht um Ufank kuerz och d'Datumer: De Gesetzesprojet ass nach vum Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures vun der viregter Regierung de 5. Februar 2013 déposéiert ginn. En hat eng Fiche financière derbäi an natierlech d'Direktiv, déi vum 2010/75/EU vum 24. November 2010. En huet eng gewëssen Urgence, well u sech d'Direktiv hätt scho missen a Lëtzebuerger Gesetz ëmgesat ginn.

De Conseil d'État huet den 18. Juni 2013 säin éischten Avis ofginn an de 16. Oktober 2013 en zweete complémentaire. D'Chambre des Salariés respektiv d'Chambre de Commerce hunn hir entspriechend Avisen och ofginn.

An enger éischter Kommissiounssëtzung vun der viregter Chamber, den 20. Februar 2013 an der Commission du Développement durable, gouf den honorabele Marcel Oberweis fir d'Éischt als Rapporteur bestëmmt, a si hunn eng éischt Lecture dovu gemaach den 13. Mäerz 2013.

An der Kommissioun vum 29. Februar 2014 (veuillez lire: 29. Januar 2014) ass dëse Gesetzesprojet an där neier Environnementskommissioun nach eng Kéier presentéiert ginn an ech selwer gouf an där Sitzung dann als Rapporteur bestëmmt.

Wéi eng Objektiver huet dann elo dëst Gesetz? Also d'Gesetz transposéiert, wéi gesot, eng Direktiv, eng wichteg Direktiv. Et ass d'Direktiv IED, u sech eng fréier Direktiv vun 2008, «relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution», déi och nach ënnert dem Numm IPPC genannt gëtt**.**

Den IPPC war u sech och eng Direktiv, an dat war de Virleefer fir d'Gesetz vum 10. Juni 1929 (veuillez lire: 10. Juni 1999), wat gemengerhand als Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung bekannt ass a wat jo a leschter Zäit och e bëssen an der Diskussioun war, siehe Décharge Monkeler oder och nach de Monkeler-Projet selwer, wat u sech der Législatioun ënnerläit.

Wat probéiert u sech dës Direktiv ze maachen? D'Direktiv huet sech u sech lassgeléist. Et gëtt net méi iwwert de Kommodo-Inkommodo geregelt, mä all industriell Emissioune gi mat dësem Gesetz ofgedeckt. An dëst Gesetz wäert dann eis industriell Produktiounsanlagen da gesondert regelen.

Mir hunn der hei a Lëtzebuerg ongefeier 36. Do sinn ënnerschiddlecher, Dir fannt dat am Rapport zréck, zum Beispill nennen ech der just fënnef an der Activité énergétique, mir hunn der néng an der Transformation des métaux, mir hunn der dräi an der Industrie minérale, mir hunn der zwou an der Industrie chimique an esou weider. En tout hu mer 36 Anlagen.

D'Gesetz gesäit also vir, ganz kloer, fir d'Éischt natierlech eng Preventioun vun den Ofgasen oder vun den Emissiounen. Dann natierlech d'Reduktioun an natierlech d'Vermeidung, esou gutt wéi et geet, vun der Eliminatioun vu Pollutiounen duerch déi industriell Aktivitéit nom Prinzip vum Pollueur-payeur. Mir brauchen u sech e Kader, ee Kader deen u sech dat alles regelt vun der Quell bis hannen zu dem Ausstouss. An dofir gëtt dëst Gesetz eng Sécherheet, souwuel fir de Produzent wéi och fir d'Anrainer ronderëm déi Anlag, fir kënnen hiren Asproch ze maachen.

„Wie brauch dann esou eng Autorisatioun?", frot Der Iech. Natierlech all déi Anlagen, déi virdru genannt gi sinn. Sief et och eng nei Anlag, déi op Lëtzebuerg kënnt, déi kritt elo e Kader, an dee Kader probéiert dann, där Anlag esou gutt wéi méiglech Restriktioune bezüglech den Ausstouss ze maachen.

Wat definéiert dann elo dës Autorisatioun? An dat ass natierlech ëmmer e Punkt, wou et Divergenze ka ginn. Mä en definéiert d'Héicht, den Niveau vun de Schuedstoffer, déi eng Anlag kann an d'Ëmwelt eraus emittéieren. An et ass do, wou d'Grenzwäerter ganz wichteg ginn. Dat heescht, éischtens muss de Kader gesat ginn. Et muss gekuckt ginn, dass déi Firma no der neister Technologie entspriechend dat dann ausübt. An, wat natierlech och wichteg ass, wa mer schonn eng Autorisatioun ginn, kënnt de Kader natierlech och vun der Iwwerwaachung. Dat heescht, dëst Gesetz regelt natierlech och d'Iwwerwaachung an déi néideg Konsequenzen, wann der mussen ergraff ginn, fir d'Industrie entspriechend an deen néidegen Déngen eranzefueren.

De Prinzip ass esou wéi och beim Kommodo-Inkommodo: Mir probéieren „la meilleure technique disponible" anzesetzen, an et ass och gängeg Praxis mëttlerweil an och vun der Industrie esou akzeptéiert an och vu ville Betriber esou unerkannt. Well et ass och doduerch, datt eng Kompetitivitéit no bausse ka gemaach ginn.

D'EU huet probéiert, dat natierlech um Niveau vun deene sëlleche Länner ze maachen, well och do keng Concurrence déloyale entsteet. Well et eng Direktiv ass, mussen natierlech den däitschen an de franséischen Industrielle sech un déiselwecht Normen halen. An dofir ass dat wichteg, dass hei deen Équiliber geschaf gëtt.

An zweetens, an dat ass vläicht dat Wichtegst vun dësem Gesetz och, gëtt e Referenzdokument erstallt vun der EU, dat u sech déi Richtlinne festleet. D'Direktiv seet am Artikel 76, stellt do d'Prozedur fest, wéi déi Referenzdokumenter zesummegestallt ginn. Do ass et e Comité, deen élaboréiert dat, reviséiert an, wann et muss sinn, gëtt en déi Direktiven..., oder déi Referenzdokumenter ginn ugepasst, an dat ass en Acte délégué. En Acte délégué ass dat, en ass d'application directe, dat heescht, wann d'EU dat bis festgestallt huet a festgeluecht huet, sinn déi Wäerter a Lëtzebuerger respektiv an national Gesetzgebung ëmzesetzen. Dat ass, mengen ech, ee vun deene wichtegste Kritären, déi hei an deem Gesetz sollten ernimmt ginn.

Dann natierlech eppes ganz Wichteges, dat huet een elo och gesi bei deene Projeten, déi ech virdru genannt hunn, wann et ëm d'Autorisatioune geet, dëst Gesetz entsprécht ganz genau der Convention d'Aarhus. Ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Gesetzgebung, wat hei an dësem Gesetz Afloss fonnt huet, nämlech d'Méiglechkeet vun de Bierger, vun de Leit ronderëm, fir Asproch ze erhiewen, fir kënnen och entspriechend nozevollzéien, dass déi Anlag och entspriechend richteg a konform ass, an den Zougang zur Justice, wann et sollt zu Schwieregkeete kommen.

Zum Avis vum Statsrot. De Statsrot hat méi eng juristesch Reflexioun gemaach, insbesondere wat d'Ëmsetzung vun der Direktiv ubelaangt. Vläicht zwou Saachen. Den éischte Fall ass eben déi Ëmsetzung, wéi si et nennen, eng dynamesch Ëmsetzung. Ech hu virdru gesot vun deem Referenzdokument, wat op EU-Niveau gestallt gëtt, dass dat d'application directe ass. An dësem Gesetz gëtt dat entspriechend och esou vermierkt am Kader, dat ass den Artikel 4, deen dat virgesäit, dass eng Rei vu Referenzen direkt da kënnen ëmgesat ginn, wann d'EU dat mat Acte délégué gemaach huet. Duerfir muss am Gesetz eng Referenz op de Mémorial gemaach ginn. Am Mémorial gëtt da Referenz erëm op d'EU gemaach, esou dass dat direkt novollzéibar ass an och direkt d'Anlagen entspriechend kënnen transposéiert respektiv ugepasst ginn op déi Déngen.

Déi Propos ass natierlech vun der Kommissioun esou ugeholl ginn. Dat ass och gängeg Praxis. Ech wëll just op d'Gesetz vun... well mer dat scho méi dack diskutéiert hunn an de Chamberskommissiounen, et ass déi éischte Kéier ugewannt gi bei der Direktiv, wou et ëm d'Sécurité des jouets gaangen ass, wou u sech déiselwecht Problematik sech stellt: ëmmer nei Normen an déi Norme sollen esou séier wéi méiglech ëmgesat ginn.

Dës Normen hei an dësem Fall passen op dräi Annexen. Dat sinn d'Annexe 5, 6 a 7, déi um Gesetz mat dru sinn an déi dann entspriechend sech ëm d'Dispositions spéciales applicables aux installations de combustion... Et geet ëm d'Dispositions spéciales applicables aux installations d'incinération des déchets. Dat ass d'Müllverbrennung. An en drëtten ass och nach „aux activités utilisant des solvants organiques . Also ass et da wichteg, dat och länneriwwergräifend ze maachen. D'EU-Kommissioun huet sech verflicht an hirer Direktiv, lafend dëst Referenzdokument dann unzepassen.

Et sinn awer och aner Annexe mat dem Gesetz hei dobäi. Dës Annexe bezéie sech dann natierlech op eng ganz Rei vun Aktivitéiten, déi an deem Beräich sinn, sief et energetescher, sief et iwwer Metaller, déi verschafft ginn, sief et ëm Industrie minérale, Industrie chimique. Déi Annexe sinn och dësem Gesetz bäigefügt a kënne spéider duerch Règlements grand-ducaux ersat ginn.

Do hat just awer de Statsrot e klenge Problem, well e gesot huet, wéinst dem Parallélisme des formes, huet e gemengt, éischter déi Annexen an d'Gesetz eran ze huelen, respektiv direkt d'Annexen als Règlement grand-ducal ze publizéieren, aus awer Transparenz och vis-à-vis vun der Direktiv. Well d'Direktiv dat och mat Annexe mécht, respektiv och well d'Gesetz vum Kommodo-Inkommodo déiselwecht Prozedur ugewannt huet, esou dass d'Kommissioun gesot huet, mir sollten dat no deemselwechte Schema maachen. Dofir ass dat och hei geschitt.

Dat sinn u sech déi wichtegst Kritäre vun dësem Gesetz. Vläicht nach zwee Wierder zu de Chamberen. D'Chambre des Salariés huet dat guttgeheescht. D'Chambre de Commerce huet natierlech d'Kompetitivitéit vun de Betriber wëllen ervirruffen, dass net mir ze streng wieren. Mä hei muss ganz kloer gesot ginn, dass dofir och d'EU dat an deem Sënn gemaach huet, well et europäesch ass, well den Noper dat och muss uwennen, ass et u sech eng ganz wichteg Direktiv, well déi Däitsch, wéi virdru gesot, déi Belsch oder d'Fransouse sech och un dat mussen halen.

E positive Punkt ass, dass d'Elektronik och hei am Gesetz hir Retombée fënnt, dat heescht all Autorisatioun soll spéiderhin och iwwert den elektronesche Wee kënne gemaach ginn.

Ech mengen, dat wier de gréissten Deel vun deene wichtegsten Elementer hei vun dësem Gesetz. Et ass agedeelt an 71 Artikele mat siwe Kapitelen, wou déi eenzel industriell Produktiounen opgelëscht sinn, vun der Autorisatioun bis zu der Kontroll an der Sanktioun. Ech denken, dann hunn ech de Gros duerch.

Den 13. Mäerz 2014 koum d'Kommissioun zesummen, wou och nach en zweeten Avis complémentaire gekuckt ginn ass a wou eestëmmeg dëse Rapport ugeholl ginn ass. An ech géif da bieden, och hei dann déi Eestëmmegkeet deem Gesetz ze ginn, an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, erlaabt mir um Ufank, wéi ëmmer, dem Henri Kox Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, dee villes beinhalt. Do brauch ech net ze vill drop anzegoen. Mä ech wollt e puer Wuert awer soen, well dat hei eng europäesch Direktiv ass iwwert d'Emissiounen, déi mer an dat nationaalt Recht ëmsetzen an déi eis Industriebetriber, mir hunn der jo nach e puer, mussen awer anhalen.

Mat dem Gesetzesprojet selwer soll d'Pollutioun duerch déi industriell Aktivitéite reduzéiert ginn. Dat ass jo e Wonsch op ville Bänken. Well op null kënne mir se wuel net setzen, well dann d'Betriber de Schlëssel ënnert den Teppech misste leeën.

Wann et nach viru ronn zéng Joer de Brauch war hei am Land bei de Betriber, den End-of-pipe-Technologien de Virrang ze ginn - dat ass kucken, wat hannen erauskomm ass an da propper ze maachen -, esou läit hautdesdaags ëmmer méi de Virtrag an de Virsproch fir eben déi „in front of the pipe", wat also vir ka gemaach ginn, dass hannen näischt Knaschteges méi soll erauskommen.

Mat Hëllef vun dësen Technologië sollen engersäits manner natierlech Ressourcen, wéi zum Beispill Eisenäerz, Bauxit, Kuel, Äerduelech an Äerdgas verbraucht ginn, an anerersäits d'Emissiounen an der Atmosphär reduzéiert ginn. Hale mer et fest, d'Liewensressourcen, de Buedem, d'Loft an d'Waasser gi manner belaascht an d'Liewensqualitéit vun de Mënschen erhéicht sech. Doniewent soll manner Offall produzéiert an d'Energieeffizienz eropgeschrauft ginn.

Vun den Industriebetriber gëtt awer verlaangt, et ass elo grad och erklärt ginn, eng integréiert Approche an der Preventioun an an der Reduktioun vun all hiren Emissiounen ze huelen, dat heescht ee vernetzte Gedanken an der Betribsgestioun. Fir dass d'Preventioun an d'Reduktioun vun der Pollutioun gräifen, mussen dës Betriber fir hir technesch Anlagen, déi hei viséiert sinn, all déi néideg Autorisatioune virweise kënnen.

Et läit dofir op der Hand, dass de Gesetzgeber déi maximal Wäerter fir d'Emissioune vun de schiedleche Substanze virschreift an déi och dann agehale musse ginn. Déi Instanze musse regelméisseg op den Terrain kënne goen, fir Kontrollen ze maachen, op d'mannst eng Kéier am Joer. D'Betriber musse sech awer och selwer permanent kontrolléieren an déi staatlech Instanze lafend iwwert d'Emissiounen informéieren.

An domat kommen ech zum wichtegste Begréff vun dem Gesetzesprojet. Et gëtt vun de Betriber verlaangt, dass si déi technesch beschten Technologien am Sënn vun der Ëmweltentlaaschtung, déi um Maart sinn, asetze mussen. Dat kascht natierlech dann Investitiounen. An der Europäescher Unioun ginn et genuch Ënnerlagen, déi d'Betriber iwwer all dës Équipementer informéieren a souguer huet d'Europäesch Kommissioun sech bereet erkläert, dass se alle Partner géif hëllefen, déi Technologien um Maart dann zougänglech ze maachen an och all d'Ënnerlagen.

Och wann d'CSV de Projet ënnerstëtzt hei, esou wollt ech awer froen, Madame Ministesch, wéi et sech da verhält, wann ee Betrib seng Diere muss zoumaachen an eventuell nach eng Contaminatioun virläit, sief et am Buedem oder anerwäerts: Wie soll dann d'Käschte vun der Entsuergung iwwerhuelen? Ech denken, dëse Punkt, dee misst een awer am Kontext vun der Reform vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Wann hei vun Ëmweltschutz geschwat gëtt, dann ass et jo bal normal, dass d'Betriber dës technesch ëmweltschützeresch Aktivitéite selwer bezuele missten. Virun e puer Woche konnt ee liesen, dass eise Wirtschaftsminister enger Firma am Süde vum Land, déi an den Ëmweltschutz investéiert huet - ronn 3,1 Milliounen -, dass de Stat do 510.000 Euro bäigeschoustert huet. Hei sollen dann 3.000 Tonnen CO_2 bannent fënnef Joer agespuert ginn. Wann ech et ausrechnen, fannen ech dat ee ganz héije Präis, fir eng Tonn CO_2 anzespueren!

Meng Fro dofir: Sinn esou Hëllefen iwwerhaapt erlaabt aus der Siicht vun der Europäescher Kommissioun? An zweetens: Kënnen elo all d'Betriber esou Demandë stellen, fir gehollef ze kréien, wann dëst Gesetz an d'Applikatioun kënnt?

Mäi leschte Punkt behandelt nach d'Konventioun vun Aarhus, ee wichtege Punkt hei. Hei muss ee begréissen, dass am Gesetzesprojet d'Participatioun vun de Matbierger ervirgehuewe gëtt. Duerch dëse Schrëtt kënnt et zur demokratescher Biergerbedeelegung - ech mengen, dëse Punkt gëtt vun alle Bänken hei gedroen -, esou dass hei eng Transparenz spille kann. A souguer kënnen d'Matbierger viru Geriicht goen, wann et zu Mëssstänn duerch en Industriebetrib an hirer Noperschaft, oder wann et bekannt ass, kënnt.

Et geet hei jo, loosse mer eis näischt virmaachen, ëm d'Erhale vun der Biodiversitéit an ëm d'Liewensqualitéit vun alle Mënschen. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt hei, well mer jo grad haut oder gëschter dee leschte Rapport vun der IPCC vu Yokohama kritt hunn. An ech mengen, do ass ee wichtege Saz gesot ginn: „Mir liewen an engem Zäitalter vum vum Mënsch verursaachte Klimawandel." Ech denken, et ass gutt, dass hei am Land zumindest esou Gesetzer an d'Wee geleet ginn, fir de Leit ze hëllefen, de Betriber an de Mënschen, dass et besser gëtt.

Dat gesot, den Accord vun der CSV erabruecht an ech soe Merci fir d'Nolauschteren, wéi ëmmer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass de Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Président-rapporteur Henri Kox Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schréftlech wéi mëndlech. Als LSAP begréisse mer, dass mer fir d'Betriber mat industriellen Emissiounen elo e separat Gesetz kréien, erausgeléist aus dem bestehende Kommodo-Inkommodo-Gesetz. Dëst erlaabt nämlech elo eng integréiert Approche an der Preventioun an an der Reduktioun vun den industriellen Emissiounen, doduerch dass d'Gesetz net nëmmen d'Loftverschmotzung analyséiert, mä och all Zort vu schiedleche Stoffer, ob se an d'Loft, d'Waasser oder an de Buedem ausgeschott ginn.

Mir begréissen och des Weideren, dass um Niveau vun der Simplification administrative et zu Verbesserunge kënnt, andeems d'Betriber net nëmmen elektronesch hir Demande fir d'Kommodosprozedur kënnen erareechen, mä awer och de Suivi vun dëser Demande weider novollzéie kënnen iwwert den elektronesche Wee.

Dëst Gesetz brëngt, wéi scho gesot, nei Obligatiounen a Responsabilitéite fir d'Exploitantë mat sech. Zu Lëtzebuerg, wéi den Här Rapporteur scho gesot huet, betréfft dat de Moment 36 Entreprisen, déi no der „meilleure technologie disponible" musse schaffen, fir dann déi schiedlech Emissiounen do ze reduzéieren.

Dobäi kann ee sech just d'Fro stellen, bei deene Limiten, déi mer eis virginn, dass trotz der Kontroll all véier Joer, Réexamen périodique des autorisations duerch eng Étude technico-économique gemaach gëtt, ob déi sougenannten MTDI, déi „meilleures technologies disponibles" och permanent funktionell sinn, a wien, le cas échéant, esou e Contrôle inopiné géif maachen.

Vu dass déi europäesch Zertifikatioun EMAS - „Eco-Management and Audit Scheme" - nëmme wéineg Succès bis elo hei zu Lëtzebuerg hat, wollt ech d'Madame Ministesch froen, ob se gedenkt, dës Zertifikatioun an Zukunft méi geziilt ze promouvéieren.

Zum Schluss, Här President, begréisse mer och nach, dass konform, wéi den Här Oberweis et och elo scho gesot huet, zur Aarhus-Konventioun den Accès zur Participatioun an zur Informatioun fir de Public nach méi no engem partizipative Kader ausgeriicht gëtt, wéi et virdru bei der IED-Direktiv och scho war.

An domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Negri. Als Nächsten huet den Här Baum d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Henri Kox Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Just e puer Remarquen. De Projet de loi 6541 betréfft 36 verschidden industriell a landwirtschaftlech Installatiounen hei am Land, aus deenen ënnerschiddlechsten Industriesecteuren, vun der Energie bis zur Offallverbrennung. Dëst sinn Entreprisen, déi duerch d'Natur vun hirer Aktivitéit en héije Risque droen, eis Ëmwelt ze belaaschten. Leider ass et oft esou, dass eng industriell Produktioun Konsequenzen um Ëmweltplang huet. An trotzdeem si mer op dës Betriber ugewisen, denkt een nëmmen emol drun, dass mer och eisen Offall musse verbrennen.

Mir dierfen dann och net vergiessen, an ech soen dat ganz kloer hei am Kontext vun där geplangter Asphaltfabrik, wa mir weiderhi wëllen zu Lëtzebuerg Stroosse bauen, da muss et och méiglech sinn, zu Lëtzebuerg en Asphaltwierk ze bedreiwen. Awer selbstverständlech ënner kloren an transparenten Oplagen! Et ass der Ëmwelt nämlech och net gehollef, wa mir eis Industrie an d'Ausland verbannen an hei zu Lëtzebuerg nach just Déngschtleeschtunge wëllen ubidden.

An ech muss Iech soen: Ech hunn d'Industrie léiwer hei am Land, mat kloren, räsonabelen Ëmweltoploen, wéi an aneren Deeler vun der Welt, wou mir net wëssen, wat fir eng Kritären dass agehale ginn.

Et ass richteg a wichteg, dass mir iwwert dëse Gesetzesprojet den Entreprisë méi streng Ëmweltoplage ginn an derfir suergen, dass si um neiste Stand vun der Technik bleiwen, fir den Impakt op d'Ëmwelt esou staark wéi méiglech ze reduzéieren. Och d'Méiglechkeet fir de Bierger ze participéieren, ass duerch dëst Gesetz gestäerkt ginn.

Et ass och richteg, dass mir als EU eng Virreiderroll ze spillen hunn. Gradesou wichteg ass et awer och, dass mir déi Oplagen esou einfach an onbürokratesch wéi méiglech fir eis Betriber maachen, ouni eis Wäerter aus den Aen ze verléieren.

Ech sinn dofir besonnesch frou, dass dëse Projet, dee jo eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv ass, zu enger Vereinfachung um gesetzlechen Niveau bäidréit, andeem europäesch Direktiven zesummegeluecht ginn a mir elo heimadder e kohärente Gesetzesprojet virleien hunn. Awer och, dass d'Betriber iwwert dëse Projet fir d'éischte Kéier hir Ufro fir d'Autorisatioun wäerten elektronesch areeche kënnen, fannen ech e wichtegt Signal a Richtung Simplification administrative. Datselwecht gëllt fir den elektronesche Suivi vum Dossier am Kader vum sougenannten „E-Commodo".

Ech mengen dofir, dass mir mat dësem Projet de loi e gudde Kompromëss fonnt hunn tëschent der berechtegter Demande no méi Ëmweltschutz a Biergerparticipatioun a räsonabelen Oplage fir d'Entreprisen.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Baum. Als leschten ageschriwwene Riedner huet den Här Justin Turpel d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur net nëmme Merci soen, mä och eppes kloerstellen. En huet gesot, et wier een unanimë Vote gewiescht an der Kommissioun. Neen, leider net! Et war eng Enthalung do. An dat war meng.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Entschëllegt!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Et ass kee Problem. Ech ka jo vun der Geleeënheet profitéieren, fir déi ze erklären, well et ass menger Meenung no e wichtegt Gesetz.

Et ass d'Ëmsetzung vun enger Direktiv vun 2010, déi eng Direktiv vun 2008 ersetzt. Dat heescht, d'Direktiv vun 2008 ass schonn no zwee Joer ersat ginn, wat drop hiweist, dass mer an deem Beräich do eng relativ rasant Entwécklung hunn. An elo si mer scho véier Joer méi spéit, an d'Fro stellt sech, ob mer där Entwécklung, mat där déi Industrie sech do weiderentwéckelt, am Positiven an am Negative weiderentwéckelt, ob mer där kënnen..., ob mer do kënne Fouss halen.

Et ass och esou, dass, wéi d'Direktiv gemaach ginn ass, déi 2010er Direktiv, fir déi 2008er ze ersetzen, déi Direktiv bei den Ëmweltorganisatiounen an Europa e bëssen ëmstridde war. An d'Ëmweltorganisatiounen an Europa hu sech net kloer dozou ausgedréckt, well et engersäits ee Fortschrëtt war par rapport zu deem, wat virdru bestanen huet, fir effektiv eng integréiert Approche ze kréien, an anerersäits d'Ëmweltorganisatiounen et awer net ganz ambitiéis fonnt hunn, awer trotzdeem festgestallt hunn, dass, wann ee kuckt, wat déi Industrie do alles an d'Loft an an de Buedem an esou weider ausgeschott huet, et schonn ee Fortschrëtt wier, wann dat an alle Länner géif ugewannt ginn.

Et muss een och wëssen, dass dat heiten eng Geschicht huet. Et ass d'Geschicht vum leschte Jorhonnert. Mindestens der zweeter Halschent vum leschte Jorhonnert, wou d'Illusioun bestanen huet vum „tout chimique". Et kéint een alles mat Chimie maachen. Et kéint een alles haaptsächlech mat der Pëtrolchimie maachen, mat synthetescher Chimie. Et kéint een d'Bëscher, d'Holz, alles, d'Miwwelen, Haiser, alles nëmme mat Chimie maachen. An et huet sech erausgestallt, dass dat awer net esou ass.

Et huet sech zwar domadder eng héich profitabel Industrie opgebaut, déi sech och laang keng Suerge gemaach huet iwwer alles dat, wat se do ausgestouss huet an der Ëmwelt an de Leit zougemutt huet. An et muss ee jo och feststellen, dass déiselwecht Industrie ganz dacks a ganz laang bewosst, aus renge Profitgrënn - well dat war et an näischt aneschters -, e groussen Deel vun hirem Offall net nëmmen an d'Loft, an d'Ëmwelt entlooss huet, an d'Mierer gehäit huet, wou en haut nach läit, a ganz vill Zäitbomme geschaf huet.

Ech wëll elo net op all déi Grausamkeeten agoe vun der Chimiesindustrie, vun der Pëtrolsindustrie a puncto Ëmweltverschmotzung, mä och haut si mer nach domadder konfrontéiert, wat eis Kleeder ugeet, wat eist Iessen ugeet, wat d'Loft ugeet, wat d'Waasser ugeet, d'Oberflächewaasser, d'Mier, d'Grondwaasser, wat de Buedem an esou weider ugeet. An et gëtt Deeler vu Bevëlkerungen, déi ënner ganz penibele Konditioune fir d'Chimiesindustrie produzéieren an all Dag am Fong geholl am Knascht musse schaffen an erliewen, wat déi Industrie ganz konkret heescht.

Och zu Lëtzebuerg sinn d'Iwwerbleibsel vun där Praxis a vun där Industrie nach net aus der Welt geschafen. Och de CASA-Tipp fanne mer zum Deel zu Monnerech erëm. Och dat, wat d'ARBED alles am Buedem leie gelooss huet, fanne mer zum Deel ënnert de Gebaier erëm, déi mer haut op Belval bauen. A wa mer den Zoustand vun eise Flëss kucken, wësse mer, dass mer d'Saach net an der Rei hunn.

D'Gesetz proposéiert eng Ëmsetzung vun der Direktiv, ech géif soe bal eent zu eent. Déi puer Ännerungen, déi gemaach ginn zu Lëtzebuerg, déi sinn der Chambre de Commerce schonn ze wäit gaangen. An duerfir muss een d'Chambre de Commerce awer trotzdeem froen: Wat ass méi wichteg an esou engem Gesetz, oder iwwerhaapt op der Welt, d'Mënschen oder d'Produktiounsbedéngungen, ënnert deenen een haaptsächlech wëllt Profit maachen?

Ech wëll och soen, dass bei der Ëmsetzung an Däitschland vun der Direktiv, well se net ganz ambitiéis ass, déi Lénk an déi Gréng an Däitschland dergéint gestëmmt hunn an d'SPD sech enthalen huet. Bon, elo si mer net an Däitschland, d'Ëmsetzung ass net déi nämlecht. Duerfir stëmme mer net dergéint. Mir enthalen eis, well ee wierklech eigentlech och misst vill méi an den Detail vun deem Gesetz eragoen.

Wéi dat Gesetz den 13. Mäerz 2014 während, mengen ech, fënnef Minutten nach eng Kéier diskutéiert ginn ass an der Kommissioun, war et net d'Aufgab vun deenen, déi nei sinn an där Kommissioun, fir ganz zréckzeschrauwen op dat Joer virdrun. Mir hu scho véier Joer Retard, wat d'Ëmsetzung ugeet. Duerfir ass et gutt, dass dat Gesetz ëmgesat gëtt. Mir enthalen eis awer aus deene Grënn, déi ech elo erklärt hunn.

Just nach ee Saz zu där berechtegter Fro, déi de Marcel Oberweis opgeworf huet, iwwert d'Garantie oder iwwer wat geschitt, wann ee Betrib, dee wierklech de Buedem oder d'Ëmwelt verschmotzt, wann dee faillite geet an net méi zur Rechenschaft ka gezu ginn. Dat ass méi wéi eng berechtegt Fro. En huet se schonn an der Kommissioun gestallt gehat, en huet bis elo nach keng Äntwert kritt. Ech fannen, dass d'In-

dustrie insgesamt zesumme misst ee Garantiefong schafen, fir esou Situatiounen ofzesécheren, an dass et net un der Allgemengheet an un de Steierzueler ass, fir dat ze bezuelen!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Madame Émweltministesch, wann ech gelift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Jo, éischtens emol Merci. Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'Éischt emol e ganz grousse Merci un den Henri Kox, un de Rapporteur, fir deen exzellente Rapport. Do ass u sech schonn immens villes gesot ginn. An ech sinn ausserdeem och frou, dass u sech d'Kommissioun sech esou schnell där Saach hei ugeholl huet an dass esou gutt matgeschafft gouf.

Well et gouf elo schonn zwee-, dräimol gesot: Mir sinn hei an enger Urgence, well u sech déi heiten Direktiv hätt missen de 7.1.2013 schonn hei an d'nationaalt Recht ëmgesat ginn. A mir kruten u sech am Februar schonn en Avis motivé a sinn also an Zugzwang. Ech soen Iech dofir och e ganz grousse Merci fir Är Ënnerstëtzung am Virfeld.

Déi IED-Direktiv ass an e puer Punkte ganz wichteg: Engersäits ass et esou, dass déi integrativ Approche, déi ass ganz gutt. Well, bon, et gouf elo deelweis hei ugeschwat, et ass esou, dass do eng Evolutioun ass vun der IPPC-Direktiv vun 2008, an dass eben elo dës IED-Direktiv aacht, siwe weider Émweltdirektiven zu engem eenzegen Text regruppéiert, mer also eng Simplificatioun hunn. An an deem Kader soll ee se och gesinn.

Zousätzlech, an den Henri Kox hat dat och gesot, entsprécht et och der Konventioun vun Aarhus, wou mer u sech méiglechst fir Transparenz sinn.

Dräi, véier Wierder nach zum EMAS. Dat ass och ugeschwat ginn. Well mer bis ewell wëssen, dass do bis ewell nach net esou vill geschitt ass, hu mer an eiser Émweltverwaltung gekuckt a mir hunn erausfonnt, dass mer nach en hallwe Posten hätten, plus en hallwen, dee mer kreéieren. Dann hu mer ee Posten, wou mer dann an Zukunft wäerte verstäerkt dorunner schaffen; un EMAS an Ecolabel.

An dann nach déi aner Froen. Bon, et ass esou, dass e Betrib - wa mer elo de Buedem huelen - muss am Ufank an zum Schluss eng Etüd maachen, an dass zousätzlech nach d'Obligatioun vun der Surveillance besteet; an zwar vum Exploitant an awer och der Administratioun. An dat bedeit awer schonn - an dat muss ee soen - eng zousätzlech Sécherheet, engersäits fir d'Awunner an anerersäits awer och fir déi eenzel Entreprisen, ze wëssen, wou se dru sinn.

An där Hisiicht ass dëst Gesetz, menger Meenung no, e grousse Fortschrëtt, och wann et kritiséiert gouf. Zum Beispill vun Émweltorganisatioune gouf et jo deelweis kritiséiert, dat hu mer och gesinn, awer dat läit haaptsächlech dorunner, dass si gemengt hunn, dass d'Influence eventuell vun den Industrien ze grouss wär.

Ech mengen, dass mer einfach musse soen, dat dote schreift sech an de Kader vun der Simplifikatioun, vun der Sécherheet engersäits vun den Emissioune fir d'Awunner, an anerersäits awer eben och fir d'Betriber an.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Émweltministesch. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6541 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6541 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote huet ugefaangen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss. An de Projet 6541 ass mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass een do, dee seng Abstentioun wëllt motivéieren? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Jo, d'ADR huet sech enthalen, net well mer e Problem hätte mam Objet selwer vun dëser Transpositioun vun enger Direktiv, mä mat enger prozeduraler Fro.

Ech soen dem Här Kox Merci fir säi ganz gudde Rapport, an deem en eis jo och explizéiert huet, wéi déi legal Prozedure sinn an datt et do Elementer vun Application directe gëtt. Dat heescht, datt europäesch Rechtsakten da praktesch ouni iergendeng Interventioun vun enger Lëtzebuerger Autoritéit hei direkt Rechtsgültegkeet kéinten hunn. Dat entsprécht enger federaler Vue vun Europa, déi mir net deelen.

Mir denken, datt Lëtzebuerg, als souveräne Stat, ëmmer eng Méiglechkeet muss hunn, op legal Akter, op reglementaresch Akter, déi hei verbindlech Wierkungen hunn, kënnen Afloss ze huelen. An dofir wiere mer eis géint esou en direkte federalen europäeschen Afloss an eis Législatioun.

Mir denken, datt et eng Prozedur, eng Approbatiounsprozedur hei am Land muss ginn. Dat kann eng liicht Prozedur sinn, mä si muss existéieren, fir och kloer ze weisen, datt mir e souveräne Stat sinn an e souveräne Stat bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci och fir d'Motivatioun vun der Abstentioun.

Ech géif dann d'Chamber nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Jo, ech géif mengen, dass dat eng grouss Majoritéit ass. An dofir soen ech Iech Merci.

Mir géifen dann zu deem nächste Projet iwwergoen oder zu deenen nächste Projeten, well et ass gefrot ginn, ob mer déi zwee Projete kéinte matenee behandelen. Et ass deeselwechte Rapporteur an et sinn déiselwecht Riedner, soudass ech géif mengen, vu dass mer bei zwee Projete sinn, dass mer dem Rapporteur déi noutwendeg Zäit géife ginn an och deenen eenzelne Riedner déi Zäit, déi se fir déi zwee Projeten zegutt gehat hätten.

Ass dat am Sënn vun der Chamber?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

Den éischte Projet ass de Projet 6617, en Accord iwwer eng Associatioun tëschent den EU-Länner an Zentralamerika. De Basismodell ass fir d'Riedezäit virgesinn. Ech hu bis elo als ageschriwwe Riedner fir déi zwee Projeten: den Här Graas, den Här Kartheiser an den Här Turpel. An elo huet direkt d'Wuert den honorabele Rapporteur, den Här Marc Angel, och zu deem zweete Projet, dem 6618.

11. 6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Rapport sur le projet de loi 6617

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci, dass mer déi zwee Rapporte kënnen zesummen huelen, well et handelt sech vum Contenu hier ëm Ähnleches an et ass och all Kéiers eng Approbatioun vun Accorden zwëschen der Europäescher Unioun, hire Memberstaten an anere Länner a Géigenden. An hei ass et och mat latäinamerikanesche Länner, soudass dat scho gutt ass, wa mer dat hei zesummen traitéieren.

Ech wollt dann ufänke mam Projet de loi 6617, wat en Accord ass iwwer eng Associatioun zwëschen der EU, hire Memberstaten op där enger Säit, an op där anerer Säit Zentralamerika. An dat sinn déi sechs Länner: Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua a Panama.

Et ass e wichtege Schrëtt, mengen ech, an der Relatioun zwëschen dësen zwou Regiounen. An dësen Accord ass entstanen am Joer 2006, wou e Sommet war zwëschen der EU an der Amérique centrale. An do ass d'Iddi lancéiert ginn, fir Négociatiounen ze maachen, fir esou een Accord ofzeschléissen; mat engem Accord de libre-échange, dee mat abegraff ass. D'Négociatioune sinn 2007 opgaangen an 2010 am Mee ofgeschloss ginn an den Accord ass 2012 signéiert ginn.

Esou en Accord, en Accord d'association - an dat muss een ënnersträichen - ass dee wichtegsten Typ vun Accorden, deen d'Europäesch Unioun mat engem Land, mat engem aneren Drëttland oder mat enger Regioun an der Welt ofschléisse kann. Esou en Accord gëtt awer och nëmme Partnere proposéiert, mat deenen d'Europäesch Unioun eng ganz staark Relatioun huet, déi op géigesäitegem Vertraue berout an awer och op gemeinsame Valeuren a Prinzipien.

Esou en Accord d'association baséiert op dräi Pilieren: Éischtens den Dialogue politique, zweetens d'Zesummenaarbecht an drëttens ass e Volet Handel dran.

Beim Volet Handel rechent d'EU-Kommissioun vir, dass fir béid Säiten eng Hausse vu 25 bis 30% vun de Flux commerciaux virgesi gëtt. Et sinn och Etüde gemaach gi vun der Kommissioun an déi soen, dass de Revenu an deene sechs zentralamerikanesche Länner erop wäert goen an dass och d'Salairen do eropginn an dass och dat zu der Reduktioun vun der Aarmut bäidroe kann.

Wichteg ass och, dass esou en Accord d'Konsolidéierung vun de Relatiounen zwëschen zwou Regioune befestegt. An et ass och déi éischte Kéier säit der Adoptioun vum Traité de Lisbonne, dass et esou en Accord bi-régional ass, dass et net d'EU mat engem Drëttland ass, mä dass et d'EU mat enger anerer Regioun ass, déi jo och amgaangen ass, sech ze integréieren. Den Accord reit sech an an déi Politique commerciale externe vun der Europäescher Unioun, déi jo och baséiert op der Strategie 2020.

E ganz wichtegen Aspekt… - ech wëll elo net an all Detail hei eragoen, well mir haten dee Punkt dräimol um Ordre du jour vun der aussepolitescher Kommissioun, dofir brauch ech hei net méi an all déi Detailer eranzegoen, déi mer do en long et en large diskutéiert hunn -, ech wëll Iech just soen, wat ganz wichteg ass, ass d'regional Integratioun och vun deene sechs Länner an Zentralamerika. Dat ass e Punkt, deen an deenen Accorde ganz fest ënnerstrach gëtt.

Ech wëll och soen, dass d'Europaparlament den 11. Dezember mat enger ganz grousser Majoritéit och dësen Accord ugeholl huet.

Wat wichteg ass, et ass e ganz laangen Text. Et ass en Text vu 550 Säiten, wann een all d'Annexe kuckt. Et ass wierklech eng riseg Brique. An et ass interessant, déi Partie vum Dialogue politique, déi ass ganz wichteg, well ech hat jo virdru gesot, dass d'EU nëmmen esou Accorde mat Regiounen, mat Länner mécht, déi déi nämlecht Valeuren deelen, an déi ginn awer och da widderholl. An hei gëtt ganz kloer gesot, wat ganz wichteg ass an deem Accord, dat ass de Renforcement vun der Kooperatioun a verschiddenen Domäner, wéi zum Beispill de Mënscherechter.

Mam Computer ass dat jo haut ganz einfach, wann ee wëllt kucken, wéi vill Mol dat d'Wuert Droits de l'Homme dra virkënnt - ech hunn deen Exercice gemaach: Iwwer 30, 25-mol kënnt deen Term an deem Text vir. Et ass ganz wichteg. An da ginn et nach och Mechanismen, wéi dat kontrolléiert ka ginn, dat ass och ganz wichteg, do kommen ech herno nach drop ze schwätzen. D'Prévention des conflits, d'Bonne gouvernance, d'Réduction de la pauvreté, d'Intégration régionale, déi ech scho gesot hunn.

An dann zwee Aspekter, déi och ëmmer wéi e Fil rouge duerch déi Texter ginn, dat ass d'Protektioun vum Environnement, also déi Émweltdimensioun, an och déi sozial Dimensioun, déi ganz groussgeschriwwe gëtt.

Dësen Accord huet dann och déi Partie commerciale, an do ähnelt en deem nächsten Accord, dee mat Peru a Kolumbien ass, wat e rengen Handelsaccord ass. An an deem Accord, an där Partie commerciale ginn natierlech verschidden Exportatioune liberaliséiert vu Produits industriels, Fëscherprodukter, déi brauchen da keng Droits de douane méi ze bezuelen.

D'Unioun, wat awer och wichteg ass, préséiert d'Tarifs préférentiels an asymmetresch Tariffer en faveur vun de sechs zentralamerikanesche Länner. Déi wäre soss zur Échéance komm am Joer 2014. An et ass gutt, dass mer déi asymmetresch an och déi préférentiel Tariffer halen, fir déi Marchéen an deene Länner, verschidde Secteuren ze schützen.

Besonnesch an der Agriculture ginn och d'Droits de douane eliminéiert. Mä - mä, an dat wëll ech ënnersträichen, besonnesch well och vu verschiddenen ONGe Kritik geübt ginn ass -, et ass ganz wichteg ze ënnersträichen, dass et an deem Accord och definéiert Zones sensibles gi fir déi lokal Mäert. An ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, deen och fir eis vun der LSAP ganz wichteg ass.

Zentralamerika bénéficiéiert vun neien Accèsen op d'Mäert vun der Unioun, wat hir Bananneproduktioun ubelaangt, Zocker, Fleesch, Rum an esou weider. Awer et sinn natierlech och Clauses de sauvegarde virgesinn, wann et zu Effets pervers géif kommen.

D'Kooperatioun am Domän vum Marquage a vum Étiquetage an Harmonisatioun vun Normen, dat facilitéiert, dat évitéiert bürokratesch Hürden. An dat mécht et méi liicht an dat facilitéiert dann d'libre Circulatioun vun deene Gidder an déi zwou Richtungen.

Och nach wichteg ass ze ënnersträichen, dass et 224 Indications géographiques ginn, déi geschützt sinn. Ech mengen, dat ass och wichteg fir d'lokal Produktioun. Ech hunn dat virdru scho gesot, et ass wichteg, dass d'lokal Produktioun a lokal Nominatioune protegéiert ginn op där enger Säit, mä och op eiser Säit.

Och d'Protektioun vun der Diversité biologique ass ervirgestrach dofir. An et ass en Engagement, e ganz wichtegt Engagement, e spezifescht Engagement dran, wat d'Fëscherei ubleaangt, wou d'Pêche durable, also déi nohalteg Fëscherei och ënnerstrach gëtt, dass dat wichteg ass.

Déi ganz Partie commerciale, déi traitéiert also déi Interrelatiounen tëschent dem Commerce, de Sozialpolitiken an der Émwelt. An dat ass ganz wichteg. Och déi ganz OIT-Norme ginn hei erwähnt.

An ech wollt nach e puer Saachen derbäifügen, well mer jo e rezente Communiqué hate vun dräi ONGen, an dofir wëll ech hei soen, dass et an deem Accord hei ee ganzt Kapitel gëtt iwwer Commerce an Développement durable. An hei gëtt et och e Mécanisme de suivi. Dat ass den Artikel 294. An dee gesäit vir, dass agereiicht gëtt e Conseil sur le commerce et le développement durable, deen zesummegesat gëtt aus Autoritéiten aus de Verwaltunge vun alle Parteien aus dësem Accord.

An da gëtt et nach méi e wichtegen, a mengen Aen, Artikel, dat ass den Artikel 295. Dee concernéiert den Dialog mat der Zivilgesellschaft. Et ass virgesinn, dass och op dësem Niveau e bi-régionale Forum opgebaut gëtt, fir dass et zum Dialog kënnt iwwer all déi kommerziell Aspekter vum Accord, déi am Zesummenhang sti mat der nohalteger Entwécklung. An nohalteg Entwécklung sinn net nëmmen Émweltfroen, mä natierlech och all déi Sozialfroen.

Aner Kritiker hunn, wéi gesot, d'Situatioun vun de Mënscherechter an déi lokal Produktioun ugeschwat. Ech hunn dat schonn hei elo grad a menger mëndlecher Ried ugeschnidden. Ech wëll och drun erënneren, dass an deenen zwee Rapporten, a menge schréftleche Rapporten hunn ech déi kritesch Punkten och ugeschnidden. Mir hunn déi och an der Kommissioun diskutéiert.

Also, dësen Accord, deen éischten elo hei mat Zentralamerika, ass en Accord, dee méi wäit ass, méi wäit geet wéi e reng kommerziellen Accord. Et ass e wichtegt Kapitel an der Relatioun tëschent deenen zwou Regiounen. Et ass e wichtegt Kapitel am Dialog, dee mer mat där Regioun hunn, wat d'Mënscherechter ubelaangt, wat d'bonne Gouvernance ubelaangt an déi wichteg Theme wéi Justice, Liberté, Développement social a Cohésion sociale.

An dofir wëll ech och am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Rapport sur le projet de loi 6618

Dann, wéi gesot, Här President, hate mer jo gesot, mir géifen déi zwee Projets de loi zesummen huelen. Bei deem zweete kann ech mech elo vill méi kuerzfaassen.

Dëst ass en Accord tëschent der EU, hire Memberlänner engersäits a Kolumbien a Peru anerersäits. An et ass, wéi gesot, e rengen Handelsaccord an net, wéi bei deem viregte Projet, en Associéierungsaccord. Also huet e just dee Pilier Handel, dee ganz ähnlech ass wéi deen drëtte

Pilier, deen ech am viregte Projet erkläert hunn. An net méi laang wéi e puer Méint hier hate mer hei e ganz ähnlechen Accord - et ass ëmmer deen nämlechte Modell - mat Südkorea. Ech ka mech dofir kuerzfaassen.

An ech wëll och drun erënneren, dass och dëse Projet de loi dräimol um Ordre du jour vun där zoustänneger Kommissioun stoung, an dass mer do och d'Geleeënheet haten, mat Beamten, mat Représentantë vum Ministère all Froen ze stellen, déi mer haten an op all Kritiken anzegoen.

Duerch dësen Accord tëschent der EU mat Peru a Kolumbien ginn d'Échangë vun de Gidder an och vun de Servicer duerch d'Erofsetze vun Tariffer, duerch Approximatioun vu Standarden an duerch d'Asetze vu méi einfachen Douanesprozeduren an administrative Prozeduren all vill méi einfach gemaach.

Och hei sinn d'Verhandlungen 2006 ugaangen. Deemools hat iwwregens, et ass vläicht interessant ze soen, d'EU och d'Mandat kritt, en Accord d'association interrégional, genausou wéi dee viregten, auszehandelen. Et ass awer net dozou komm. Dat sollt mat der Communauté andine sinn. Se ware sech innerhalb vun deene Länner net eens. An dofir ass dunn eleng weiderverhandelt gi mat Kolumbien a mat Peru. Mëttlerweil lafen awer och nees Verhandlungen, huet Ecuador, wann ech mech net iren, sech nees an de Prozess erageschriwwen.

Jo, och dësen Accord ass am Europaparlament mat 486 Stëmmen ugeholl ginn. Ech hunn och déi Rapporten nogelies, déi do an der Kommissioun stattfonnt hunn. Dat waren ähnlech Diskussioune wéi bei eis. Och ähnlech Kritiken an Ängscht sinn ugeschwat ginn, mä och do sinn déi richteg Äntwerte geliwwert ginn.

Wichteg ass, mengen ech, nach ervirzeträichen, dass och dësen Accord fondéiert um Respekt vun de Prinzipie vun der OMC. Am Exposé des motifs hunn ech, an och a mengem schréftleche Rapport, an och iwwregens am Avis vun der Chambre de Commerce, do gëtt genau erkläert d'Flux commerciaux tëschent Lëtzebuerg an deene Länner, awer och virun allem tëschent der EU an deene Länner. An et gëtt gerechent, wéi dës Accorden zur Reduktioun vun der Aarmut kënne bäidroen.

Ech wollt awer eng Remarque am Numm vu menger Fraktioun maachen an a mengem perséinlechen Numm. Fir d'LSAP ass dat natierlech wichteg, dass dës Handelsaccorden dat do mat sech bréngen. Mä et dierf net nëmmen an Euroen an an Dollare gemooss ginn, well dës Accordë sinn am Fong e Kader fir eng nohalteg an eng Sozialentwécklung. Se sinn also vill méi wäitreechend wéi just Saachen, déi ee monetär ka rechnen.

Da wollt ech och zu dësem Accord, zu dësem Punkt den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech wollt nach e puer Wuert awer soen zu engem Communiqué, dee vun den ONGe komm ass: Fir eis als Chamberskommissioun, a fir mech och als President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi och mat Entwécklungsfroen handelt, ass et ganz wichteg, dass mer gutt Relatioune mat den ONGen hunn. Mir empfänke se eemol am Joer, an ech mengen, och d'Regierung am Kader vum Comité interministériel invitéiert, huet permanent den Dialog mat den ONGen, mä invitéiert se och an de Comité interministériel. Dat ass eng Plaz, wou mer vill kënnen diskutéieren.

Ech war dofir iwwerrascht, dass den 28. Mäerz dee Communiqué komm ass. Mir sollten dës Projeten iwwregens den 19. Mäerz hei ofstëmmen, wann Der Iech gutt erënnert. Mä well mer esou laang Diskussiounen am Viraus haten, sinn déi vum Ordre du jour geholl ginn a sinn haut drop.

Dofir, zéng Deeg duerno kënnt dann dee Communiqué. Ech wëll just en Opruff maachen un d'ONGen: Si wëssen, dass se bei mir als President vun där Kommissioun, si wëssen, dass se bei de Kolleeginnen a Kolleege vun där Kommissioun en oppent Ouer fannen. Ech hunn dat hei net ganz fair fonnt, dass dann op eemol elo esou e schaarfe Communiqué kënnt.

A verschiddene Punkte muss ech soen, d'Intégration régionale gëtt groussgeschriwwen, et ass net géint d'Intégration régionale vun där Regioun. Wat d'Droits de douane ubelaangt, hunn ech gesot: Et gëtt déi Tarifs préférentiels, asymmetresch Tariffer. Et gëtt Zones sensibles, fir d'Marchés locaux ze protegéieren, an et gëtt Clauses de sauvegarde. A wéi gesot, mir haten et esou oft an der Kommissioun, mir hunn driwwer diskutéiert. Ech hoffen, dass mer an Zukunft, wann esou Accorde kommen, e besseren Dialog kënne féieren.

Dofir hunn ech jo och proposéiert am Kader vum TTIP - dat ass dat Handelsofkommes tëschent der Europäescher Unioun an den USA -, dass mer do sollen en Hearing an der Chamber organiséieren. Ech hätt dee gär am Mee, wa méiglech no den... Mir haten en Datum den 9. Mee, dat ass aus technesche Grënn net méiglech, well d'Chamber dann eppes aneres huet, eng grouss interparlamentaresch Konferenz. An ech versichen, en Datum ze fannen nach Enn Mee, wahrscheinlech oder vläicht ufanks Juni, am léifsten Enn Mee.

Mir schaffen an der Kommissioun drun. Mir haten dat och schonn zweemol um Ordre du jour, déi lescht Sitzungen, wou mer d'Preparatioun doriwwer diskutéieren, dat ass och vum Bureau accordéiert ginn. An ech mengen, do wäerte mer eng Geleeënheet kréien, fir mat den ONGen, awer net nëmmen den ONGen, mat der ganzer Zivilgesellschaft iwwer esou wichteg Accorden ze diskutéieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, dass Der mer esou laang nogelauschtert hutt. An, wéi gesot, ech ginn den Accord vun der LSAP an hoffen, dass Der och all mat dësen Accorden averstane sidd.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur, deem ech frëndschaftlech géif un d'Häerz leeën, fir déi dräi Kape kloer ze trennen: déi vum Rapporteur, déi vum mandatéierte Sprecher an déi vum President vun der Kommissioun. Ech soe Merci do derfir an ech géif dann direkt deem nächste Riedner d'Wuert ginn. Den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll just an e puer Wuert soen, datt de Marc Angel e gudde Résumé gemaach huet vun all deenen Aarbechten, déi mer an der Kommissioun haten. Hien huet souwuel d'Kritike wéi d'Ängschten, déi duerchdiskutéiert gi sinn, wéi awer och déi Äntwerten, déi komm sinn op déi Kritiken hei an all Detail beschriwwen. Net nëmmen déi Kritike bei eis an der Kommissioun, och déi Diskussiounen, déi am Europaparlament waren. An déi Beschreiwung war scho komplett, esou wéi Der se gemaach hutt.

Dësen Accord ass evidenterweis en interessanten Accord, well et deen éischten Accord d'association ass, dee bilateral gemaach gëtt zwëschen der Unioun op där enger Säit an enger Rei Länner op där anerer Säit. An haaptsächlech deen éischten op jidde Fall, well en och dräi Voleten huet. Niewent dem politeschen Dialog op där enger Säit, der Kooperatioun op där anerer Säit och dee kommerzielle Volet als leschte Pilier, als drëtte Pilier. Woubäi een awer muss soen, datt dee kommerzielle Volet wahrscheinlech dee wichtegsten ass.

Mä interessant ass awer, contrairement zu deem zweeten Accord, deen Der beschriwwen hutt, datt hei déi aner zwee Voleten och grouss dra sinn an eng grouss Plaz an deem hei Accord fonnt hunn, wat gutt ass, an dobäi och eng Konsolidatioun vun de Relatiounen zwëschen der Europäescher Unioun an deene Staten aus Zentralamerika wäert bréngen.

Wann een d'Datume kuckt, wéini dat Ganzt gemaach ginn ass, Décisioun 2006, Négociatiounen zwëschen 2007 an 2010, duerno d'Paraphe drop 2011, d'Signature 2012 a schlussendlech elo 2014 d'Emsetzung, da gesäit een och, wat fir ee wäite Wee dat Ganzt scho gemaach huet a wéi vill Diskussiounen am Pour et contre schonn heiranner gemaach gi sinn.

Wat deen zweeten Accord mat Kolumbien a Peru ugeet, sou ass dat effektiv keen Accord d'association, mä just en Accord commercial. Mä en huet awer och den Avantage, datt e béidsäiteg u sech déi Elementer ofséchert, déi eis erlaben, e stabelt, transparent a previsibelt kommerziellt Emfeld ze hunn. Haaptsächlech och, andeems en d'Droits de douane fir d'Exportateuren ofschaaft an domat effektiv e méi kloert an däitlecht Emfeld fir de Commerce gëtt.

Selbstverständlech kënnt och den Accord vun der CSV-Fraktioun fir déi hei zwee Accorden.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll virun allem op dräi Haaptpunkte vun deem éischten Accord agoen, Projet de loi 6617, do wou een d'EU als kollektiven internationalen Handelspartner an Zentralamerika gesäit. Ech mengen, et ass wichteg, datt d'Europäesch Unioun sech op deem dote Gebitt profiléiert. Et mierkt een och, datt d'EU et fäerdegbruecht huet, elo fest Strukturen opzebauen iwwer hir Grenzen eraus, fir, wéi gesot, esou Accorden och kënnen ofzeschléissen.

Et däerf een net vergiessen, datt d'Europäesch Unioun schonn an de 60er Joren éischt Initiative geholl huet, fir mat Zentralamerika Kontakter opzehuelen. Et däerf ee jo och net vergiessen, datt mir als Europäer historesch, kulturell an och souguer reliéis Verbindunge mat Latäinamerika hunn. A spéitstens, wéi jo Portugal a Spuenien 1986 der Europäescher Unioun bäigetruede sinn, ass dat u sech nach méi zum Virschäi komm. Ech wëll allerdéngs net hei falsch verstane ginn, wéi wann een de Kolonialismus als eng positiv Affär géif duerstellen.

1984 ass jo dee sougenannten „San José-Dialog" an d'Wee geluecht ginn. Do ass dunn u sech déi Relatioun zwëschen der Europäescher Unioun an Zentralamerika offizialiséiert ginn. Leit behaapten haut, datt u sech och dat derzou bäigedroen huet, datt eng Rei Konflikter, déi an deem Raum déizäit geherrscht hunn, konnten deelweis e bëssen entschäerft ginn. Ech wëll och drun erënneren, datt jo virun allem an El Salvador e ganz fierchterleche Biergerkrich an där Zäit war. Zwëschent 1981 an 1990 hate jo net manner wéi 70.000 Leit hiert Liewen an deem Biergerkrich verluer.

Et ass och interessant, wann een d'Statistik kuckt, datt zum Beispill am Joer 2011 d'Europäesch Unioun net manner wéi 6,7 Milliarden an Handelsrelatioune mat Zentralamerika opgebaut hat. An domadder ware mer u sech den zweetwichtegsten Handelspartner - wann ech elo soen, mir, d'Europäesch Unioun - hannert den USA.

Et däerf een och net vergiessen, datt u sech esou Ofkommesse jo awer Virdeeler fir eist Land mat sech bréngen. Well mir als Lëtzebuerg - e klengt Land - natierlech vill ze vill schwaach sinn, fir eis Ekonomie am Fong geholl an deene Regiounen auszebauen. Et ass also wichteg, datt mer agebonne sinn an esou enger fester Struktur, wéi dat d'Europäesch Unioun ass.

En zweete wichtege Punkt, deen een hei kann erauszéien, dat ass natierlech och: Déi Accorde sinn en Deel Entwécklungshëllef. Och dat däerf een net hei vergiessen. Well, an dat ass jo ganz kloer an dem Rapport hei erausgaangen, datt jo d'nationaalt Akommes vun deene Länner zum Deel ka gesteigert ginn. Ech verweisen hei zum Beispill op Costa Rica, wou am Fong geholl eng Steigerung vum Wuesstum vun 3,5% erwaart gëtt. A mir wësse jo, datt besonnesch an där Regioun, besonnesch Zentralamerika, ganz grouss wirtschaftlech Problemer bestinn.

Dann een drëtte Punkt, deen och schonn zu Recht hei ënnerstrach ginn ass, dat ass natierlech den Aspekt vun der Nohaltegkeet. Och do kann d'Europäesch Unioun eng ganz wichteg Roll spillen. Mir kënnen eisen Know-how an déi Regiounen exportéieren. Mir wësse jo, datt den Emweltschutz do jo och net besonnesch groussgeschriwwe gëtt. Soudatt et also wichteg ass, datt mir do kënnen eist Wësse mat exportéieren (veuillez lire: vermëttelen). Ech wëll och drop hiweisen, datt jo effektiv e Conseil sur le développement durable geschafe gëtt duerch dat Ofkommes hei.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ouni Zweifel awer wichteg ass, dat ass, datt dat Associéierungsofkommes hei u sech dat stäerkst institutionellt Instrument fir d'Verankerung vun de Bezéiungen zwëschent der EU an hire Partner a Mëttelamerika ass. Et ass also e laangfristegen Zukunftsprojet an et beweist och d'Stäerkt, déi d'Europäesch Unioun awer entre-temps och do op deem Niveau erreecht huet. Allerdéngs muss een awer oppassen, datt een e gewëssent Gläichgewiicht hei respektéiert. Esou Ofkommessen däerfen natierlech net zulaaschte vun der indigener Populatioun goen.

Zu deem zweete Projet de loi kéint een eng Rei ähnlech Remarquen hei ufëieren. Ech mengen, do limitéiere mer eis haaptsächlech op en Ofkommes, wat eben den Handel ubelaangt. Och deen ass awer ouni Zweifel hei positiv ze gesinn.

Jiddefalls, mir als Demokratesch Partei stinn hannert deenen zwee Projets de loi. Et gëtt u sech virun allem, wéi gesot, der Europäescher Unioun d'Méiglechkeet, nei Mäert am Fong geholl besser ze besetzen an doriwwer eraus wäert dat mat Sécherheet och eng gewësse positiv Inzidenz fir eis hei zu Lëtzebuerg hunn.

An an deem Sënn bréngen ech den Accord vun der Demokratescher Partei, wëll awer och nach dem Marc Angel e grousse Merci soe fir seng flott Rapporten zu deenen zwee Gesetzesprojeten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Gusty Graas. Den nächste Riedner ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech schléisse mech am Numm vun der ADR ganz gär dem Merci un den Här Angel un, deen eis eng ganz flott Presentatioun gemaach huet.

Ech hat mech eigentlech virbereet an och, muss ech soen, e bësse gefreet op eng Debatt haut mat deene Gréngen iwwert dës Accorden, well am Europaparlament hunn eis gréng Kolleege géint déi zwee Accorde gestëmmt. An haut hei an der Regierung sëtze se a stëmme se mat. Dat muss ee fäerdegbréngen, esou schizophren ze sinn, datt déiselwecht Partei am Europaparlament géint zwee Accorde stëmmt a se hei matdréit!

Elo hu mer leider haut keng gréng Wuertmeldung bis elo gehat. Mä et wär esou schéi gewiescht, wann déi gréng sech zu hirer Positioun am Europaparlament och hei bekannt hätten, wat se awer anscheinend net wëlles hunn ze maachen.

Déi zwee Accorden hei, déi brauchen och eng Rei Kommentaren a Bemierkungen.

Mat Peru a Kolumbien, muss ee soen, datt mer bedaueren, datt d'Chambre de Commerce net ëm hiren Avis gefrot ginn ass. Meng Virriedner hu betount, datt et haaptsächlech Handelsfroe sinn. An ech mengen, et wär awer dat Normaalst vun der Welt, datt dann och d'Chambre de Commerce ëm en Avis gefrot gëtt.

Genausou wéi mer eis froen, ob et wierklech sënnvoll ass, datt en Accord, wéi deen heiten, wéi dee mat Peru a Kolumbien, dee ganz kloer, an dat gëtt och däitlech gesot, d'Kompetenze vun de Memberstate beréiert, ka provisoresch applizéiert ginn, ier d'Memberstaten dee ratifizéiert hunn. Dat ass e Manktum u Respekt vum Wëlle vun de Memberstaten. Wann d'Kompetenze vun de Memberstate vun engem Traité beréiert ginn, da mussen déi och hiren Accord signaléieren, ier e kann applizéiert ginn.

Dräi Bemierkunge vläicht iwwert déi Traitéen. Mir sollten déi och vläicht ganz gutt analyséieren, notamment well mer gemierkt hunn, wéi mer iwwert déi transatlantesch Handelsunioun hei geschwat hunn, wat et kann heeschen a wéi nervös och mir heibanne waren, wéi mer gemierkt hunn, datt mer vläicht eng Kéier an der Positioun vun engem Schwaache ware géintiwwer der USA. An dann hu mer direkt do och scho gefrot: Wéi ass et mat der Sécherheet vun eisen Entreprisen, wéi ass et mat de Kritären an esou weider?

A vill méi grouss ass nach dat Ongläichgewiicht, wat eis trennt géintiwwer deene relativ klengen an, géintiwwer eis, och relativ schwaachen zentralamerikanesche Staten. Dofir ass vläicht déi Debatt, déi mer hei haten iwwert d'Handelsbezéiunge mat den USA fir eis eng Warnung, fir och dëst méi genee ze analyséieren.

Dofir dräi Kommentaren, vläicht en éischten iwwert de politeschen Dialog. Wann een de Projet de loi liest, deen d'Regierung eis hei ginn huet, da steet an deem éischten Abschnitt iwwert de politeschen Dialog, datt mer déi gemeinsam Wäerter do fleege mat den zentralamerikanesche Staten. A genau an deem Absatz duerno, an deem Paragraf drënner steet, mir hätten all Wäertvirstellunge vun der Europäescher Unioun an deen Traité erabruecht.

Et muss een awer naiv sinn, fir ze mengen, datt eng Identitéit besteet tëschent deem, wat europäesch Wäerter sinn, an deene vun den zentralamerikanesche Staten. An ob mir net do heiansdo ze vill staark optrieden an och ob mir heiansdo déi richteg Messagë ginn.

Ech wëll elo net polemiséieren, mä ech wëll awer drun erënneren, datt och eng lëtzebuergesch Ministesch fir Entwécklungshëllef duerch Zentralamerika gereest ass, fir Reklamm fir d'Ofdreiwung ze maachen. Saachen, déi fir Katholiken an Zentralamerika wahrscheinlech net akzeptabel sinn.

Eng zweet Bemierkung ass dat ebe just iwwert d'Gläichgewiicht tëschent deenen zwou Regiounen. Mir haten hei, wéi mer iwwert déi transatlantesch Handelsbezéiunge geschwat hunn, eng Debatt iwwert déi „investor to state"- Mediatiounsmechanismen oder „dispute settlement"-Mechanismen, a mir hunn eis gefrot, ob do net extrajudiciaire Strukture géife geschafe ginn au détriment vun eise Rechtsnormen an eise juristesche Sécherheeten, déi mir eis ginn hunn aus aarbechtsrechtlechen, ëmweltpoliteschen an anere gudden Ursaachen.

An hei stelle mer fest, datt och hei esou Mechanismen existéieren, „investor to state", „dispute settlement", déi explizit virgesi sinn, a wou mer mussen awer d'Fro un d'Regierung stellen: Wéi fonctionnéieren déi? Sinn do genuch Garantien, datt mir net géintiwwer deenen zentralamerikanesche Staten hei Mechanismen aféieren, déi mir géintiwwer eis net wëlle gesinn an eise Relatioune mat den USA? Gëtt et do Garantien? Wéi ginn déi gehandhabt? Wéi sinn, notamment am Artikel 167 vun deem Traité mat den zentralamerikanesche Staten, wéi gëtt dat gehandhabt, deen „investor to state dispute settlement"?

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Genausou muss ee bedenken, datt déi zentralamerikanesch State keng kloer Strukturen hunn. Si si géintiwwer eis e schwaache Verhandlungspartner, wann et drëm geet, iwwer Subventiounen oder iwwer Quoten ze schwätzen, well hir Strukture sinn natierlech wäit méi schwaach wéi déi vun der Europäescher Unioun. An och do muss ee sech wonneren, ob déi Fiktioun vum Gläichgewiicht, déi an deem Traité ëmmer erëm erauskënnt, wierklech der Realitéit entsprécht.

E lescht Wuert iwwert de Sënn vun deem Ganzen am Kader vun der Entwécklungshëllef oder der Philosophie vun der Entwécklungshëllef, déi mir applizéieren. An do si mir als ADR net déi Eenzeg, déi et soen, awer mir soen et am längsten an am vehementesten. Mä mir soen awer, den Handel ass déi beschte Form schlussendlech vun der Entwécklungshëllef! Et ass och op d'mannst eng vun deenen dräi Parteien an der Regierung, déi dat och ëmmer erëm betount.

Mir gesinn awer hei, just fir Iech emol d'Proportioun ze gi vun eisen Echanges commerciaux an der Entwécklungshëllef, déi mir an där Regioun ginn: Mir exportéieren an Zentralamerika fir 1,7 Milliounen Euro, 1,7 Milliounen Euro. Mir importéiere fir 17.000 Euro! Dat sinn eis Importer aus där Regioun, 17.000 Euro. Da gi mer awer Entwécklungshëllef an déiselwecht Regioun, an de Salvador 7,09% - dat sinn Ziffere vun 2012 -, ronn 7,5 Milliounen Euro, an den Nicaragua praktesch d'selwecht, och ronn 7,5 Milliounen Euro. Dat heescht, 15 Milliounen Euro Entwécklungshëllef, 1,7 Milliounen Exporter a 17.000 Euro Importer.

Solle mer dann net higoen a kucken, wéi mer d'Importer aus där Regioun kënne förderen, wéi mer Handelsstrukturen, Steiere kënnen dohannen anzéien - also net mir, mä si natierlech -, fir emol dat Land op eng aner Basis ze stellen?

Mir haten, an dat ass jo och gesot ginn, wéinstens emol an deenen Texter, déi d'Regierung eis ginn huet, datt eng Handelskammer zu Panama gegrënnt gouf, eben eng lëtzebuergesch-zentralamerikanesch Handelskammer, déi musse mer mat Liewe fëllen, fir wierklech laangfristeg Entwécklung iwwert den Handel kënnen ze leeschten. Dat ass d'Zukunftsperspektiv.

An dowéinst ass et och wichteg, dat ze erfëllen, wat d'ADR ëmmer erëm seet, dat ass, datt dee Programme indicatif vun der Kooperatioun och hei an der Chamber diskutéiert a ratifizéiert gëtt. Well nëmmen esou kënne mir als Deputéierten hei soen, wat dee richtege Wee ass, eiser Meenung no, fir déi Länner, fir hinnen ze hëllefen an an hirer Entwécklung ze hëllefen. Dat ass net ëmmer nëmmen duerch eng Mentalitéit vun der Assistenz, mä dat ass, fir se als wierklech gläichberechtegt Partner ze gesinn an Handelsstrukturen opzebauen, déi eis laangfristeg erlaben, wierklech als gläichberechtegt Partner virun ze existéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Deputéierten. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Mir sollen hei ofstëmmen elo iwwer zwee Accorden, een Handelsaccord mat Kolumbien a Peru. Insgesamt hunn déi zwee Accorden, mengen ech, 1.014 Säiten, déi jo wahrscheinlech jiddweree ganz opmierksam gelies huet.

(Interruption)

Ech wëll trotzdeem hei, ass et mer wichteg, fir nom Rapporteur hei awer eng aner Klack ze laude wéi déi, déi virdrun hei gelaut huet.

Ech wëll och soen, datt de Rapporteur, wann en de Mëtteg um Radio gesot huet, datt d'ONGen elo eréischt erwächt wieren, datt en dat géif bedaueren an datt en, och wann de Communiqué den 28. Mäerz erauskomm wier, dat net fair géif fannen, besonnesch datt en esou schaarf war; ech wëll en einfach drop opmierksam maachen, datt, wann ech dat richteg gesinn hunn, dee Communiqué zimlech wuertgläich ass mat dem Communiqué, deen och d'franséisch ONGen erausginn haten zur nämlechter Thematik de 27. November 2013, e gutt Stéck, eng gutt Zäitche virdrun, also wierklech bal wuertgläich.

Esou wéi ech iwwerhaapt fannen, datt déi 160 ONGen, déi aus Latäinamerika an Europa bis elo zu deenen Accorden do Stellung geholl hunn, zimlech ähnlech Aschätzungen hu wéi déi, déi och elo d'ASTM, SOS Faim a Fairtrade zu Lëtzebuerg hunn, nämlech fir hinzeweisen op déi desastréis Konsequenzen, déi déi zwee Ofkommesse fir d'Mënscherechter, d'Sozialrechter, d'Indigènen, d'Baueren, d'Emwelt, déi regional Integratioun an deene Länner wäerten hunn.

Derbäi kënnt och eng wäitgehend Liberaliséierung vun de Finanzmäert, déi och net wäert gefeit si viru Geldwäsch. Mir wëssen, vu wéi enge Länner datt mer schwätzen. An déi Verträg, déi si vëlkerrechtlech bindend, am Géigesaz zu deenen Dispositiounen.

An ech mengen, den Här Angel huet sech verzielt, dat steet méi dacks dran, mä et ass net d'Zuel, wéi dacks datt et drasteet, et ass de juristesche Wäert, deen et huet, deen ausschlaggebend ass fir d'Mënscherechter a Länner, wou d'Gewalt géint d'Gewerkschaften an d'Bevëlkerung bis elo wäitgehend stroffräi iwwert d'Bühn gaang ass.

D'EU seet natierlech, an de Rapporteur huet et widderholl, datt de Respekt vun de Mënscherechter am Ofkommes festgeschriwwe wier, mä net verbindlech. Et gi Feuilles de route festgeluecht, déi solle suivéiert ginn, zesummen, an ech mengen, en huet en Artikel zitéiert, 294, wann een deen Artikel liest, do gëtt ee Conseil geschafe vun alle Partner, déi sech mussen unanime eens sinn, wa se esou eppes wëlle feststellen.

Abee, chapeau! Fir mat deenen, déi dann d'Mënscherechtsverletzungen toleréieren a bedreiwen, fir sech mat deene mussen eens ze sinn, fir datt ee se kann iwwerhaapt feststellen: Wann dat déi juristesch Ofsécherung ass, déi mer hei hunn, fir géint Mënscherechter (veuillez lire: Mënscherechtsverletzungen) virzegoen, dann, abee merci!

Da wäerte mer et net fäerdegbréngen, elementar Mënscherechter duerchzesetzen a Länner wéi Guatemala, wou laut UNO eleng 2011 zéng Gewerkschaftler ëmbruecht gi sinn - elo kann ee soen, ech wier vläicht e bësse sensibel dorobber -, mä an Honduras, wou Gewalt op der Dagesuerdnung steet, deem geféierlechste Land fir Journalisten a fir Membere vu Mënscherechts- an Indigènes-Organisatiounen, an a Kolumbien, wou an der Moyenne all dräi Deeg ee Gewerkschaftler ëmbruecht gëtt an deene leschten 23 Joer.

A wa mer mengen, déi Accorden, déi wiere jo esou bindend, wëll ech just drop hiweisen, datt verschidden Accorde scho vum leschte Joer un am Juli ugewannt ginn 2013, an net eréischt, wann d'Lëtzebuerger Chamber se guttgeheescht huet, mä déi ginn elo schonn ugewannt, dann hätte jo alleguer déi Mënscherechtsverletzungen do jo scho laang missen ophéieren.

Een aneren Aspekt vun deem Ofkommes, dat ass d'Ophiewe vun den Douanes-Taxe fir Mineralien, Rohstoffer am Biergbau, souwuel wat den Import wéi wat den Export ugeet. Wat den Export ugeet, heescht dat ganz kloer, datt d'europäesch grouss Multinationalen, déi Rohstoffer brauchen, déi kënnen elo vill méi fräi auswielen, wat den Import ugeet.

Esou huet dat och Konsequenze fir d'Agrarproduktioun, andeems déi subventionéiert Agrarproduite vun der EU, zum Beispill 60 Milliioune Liter Mëllech a Kolumbien kënnen exportéiert ginn, spottbëlleg, während vun de kolumbianesche Baueren mat hiren zwou, dräi Kéi, déi se hunn, mat deene se fënnef Liter Mëllech den Dag produzéieren, schätzungsweis 500.000 Klengbauere wäerten ënnert d'Rieder kommen an hir Existenz verléieren!

Ech kéint weiderfuere mat der forcéierter a méiglecher Privatiséierung vun ëffentlechen Déngschtleeschtunge bei der Waasserversuergung, am Telekommunikatiounsberäich, bei der Energie. Ech kéint weiderfueren mat dem regionalen Integratiounsprozess, dee wierklech a Latäinamerika eng aner Richtung geholl huet, zënter datt Latäinamerika am Opbroch ass, zënter datt e groussen Deel vun de Militärdiktaturen a vun där neoliberaler Ausplënnerungspolitik ofgeschaaft ginn ass an duerch lénk a Mëtt-lénks-Regierungen ersat ginn ass, déi eng demokratesch Participatioun siche vun der Bevëlkerung, wou zwar d'Muecht vun den transnationale Konzerner nach weider besteet, mä vergläichsweis vill méi gënschteg sozial a wirtschaftlech Entwécklunge geschéien hautdesdaags, wéi dat virdrun de Fall war, a vill Länner sech och dem Diktat vun dem IWF entzunn hunn.

Déi politesch Kräfteverhältnisser a Latäinamerika hu sech geännert, d'Bezéiungen tëschent de Länner hu sech geännert, och mam Norden. An dat ass d'Basis fir eng interregional, Stéchwuert ALBA, Unasur, an esou weider, fir eng interregional Kooperatioun, déi am Respekt muss geschéien an net an der Konfrontatioun!

Et ass net méiglech, am Kader vun enger Interventioun elo hei op all d'Detailer anzegoe vun deenen zwee Ofkommessen. Dozou wier eigentlech en Hearing noutwendeg gewiescht vun der Chamber mat deene betraffenen ONGen, esou wéi beispillsweis de Bundestag dat gemaach huet. An et ass eréischt no dem Hearing am Bundestag, wéi an Däitschland eng ganz Rei Saache kloer gi sinn, zum Beispill och wat et heescht Handel maache mat Länner, wou 5% vun der Bevëlkerung 80% vum Terrain, dee bebaubar ass, gehéiert, an zwee Drëttel vun de Leit just 5% vum bebaubaren Terrain hunn. Wou véier Millioune Leit verdriwwe ginn! An ech mengen, all déi Saachen do, dat ass eng Ursaach, firwat datt déi Lénk an déi gréng am Europaparlament, mä och an nationale Parlamenter wéi am Bundestag géint déi Accorden do gestëmmt hunn.

Ech kéint och elo hei Zitater brénge vun deene Gréngen am Europaparlament, firwat datt se dogéint gestëmmt hunn. Ech mengen, déi wiere wäitgehend deckungsgläich mat deem, wat ech elo gesot hunn. Ech wëll och kloerstellen, mir sinn net prinzipiell géint all Handelsaccord, fir datt dat och kloer ass, wann en ausgeglach ass an deenen anere Staten a Vëlker och hëlleft. A wann ech soe Vëlker, da mengen ech Vëlker, an net nëmmen déi 5%, mat deenen den Här Kartheiser wëllt do verhandelen.

Et ass och net logesch, datt een op där enger Säit Kooperatiounshëllef mécht, wéi mer se maachen, op där anerer Säit dann erëm esou Accorde mécht, déi wierklech desastréis si fir déi Länner a just de grousse Betriber bei eis an enger Rei Leit bei hinnen, besonnesch Räichen, hëllefen.

Mir kënnen deem Accord do net zoustëmmen. Mir stëmme ganz kloer dogéint, d'nämlecht wéi am Europaparlament. An ech géif wierklech hoffen, onofhängeg vum Här Kartheiser senger Polemik, déi anescht gelagert ass, datt och déi gréng Kolleegen hei sech géifen där Haltung, déi se am Europaparlament haten, uschléissen an och drop hiweisen, datt d'ONGen hei eigentlech recht hunn, well d'wirtschaftlech Intérêten hei virun déi vun de Mënsche gestallt ginn. Dat ass eent vun den Zitater aus dem Europaparlament, wat motivéiert huet, firwat datt do déi Lénk an déi gréng dogéint gestëmmt hunn, wéi och am Bundestag.

De Rapporteur huet och nach geschwat vum Hearing an der Chamber iwwert den TTIP, d'Fräihandelsofkommes mat Amerika, wat d'Konsequenz war, d'Diskussioun iwwert deen Hearing opgrond vun enger Motioun, déi mer hei viru 14 Deeg oder dräi Wochen diskutéiert hunn, wou dräi Deeler dra waren an enger Motioun, déi ech bruecht hat, éischten Deel „Stop TTIP", „TTIP op den Tipp", wou haut ëmmer méi Organisatiounen a Gewerkschaften och zu Lëtzebuerg där Meenung sinn, wou en zweeten Deel war fir d'Offeleeung vun allen Dokumenter.

A wann ech soen d'Offeleeung vun den Dokumenter, da mengen ech net dat, wat de Moment an der Aussenhandelskommissioun amgaang ass, wou d'EU-Kommissioun all 14 Deeg eis däerf e schéinen Text ginn, wou se erëm eppes schéiried, mä da missten awer och d'Positioune vun den ONGen a vun deenen aneren Experten zum Fräihandelsofkommes mat Amerika op den Dësch kommen.

An dréttens hat ech proposéiert, déi Fräihandelsofkommessen, den TTIP natierlech, mä awer och déi aner, eng Kéier an engem Hearing ze behandelen. An de President vun der Aussenhandelskommissioun huet sech deem ugeschloss. Ech géif et awer erstaunlech fannen, wann déi Diskussioun elo no den Europawahle géif stattfannen, woubäi dat dote jo awer e wichtegt Thema ass vun der Sensibiliséierung vun de Leit an Europa, iwwert wat Europa mécht, wat et ass.

Ech géif et wichteg fannen, datt deen Hearing virdru géif stattfannen, datt do wierklech d'Zivilgesellschaft d'Méiglechkeet hätt, fir och mat Experten, déi sécherlech hir Qualifikatiounen hunn, déi heiansdo méi wäit gesi wéi d'Experte vun der EU, déi dacks verstréckt sinn a politesch Intérêten, dat kënnen duerleeën. An ech hoffen eng Äntwert ze kréien, datt mer et fäerdegbréngen, och deen Hearing zurzäit ze maachen an de Leit net nach méi d'Flemm anzedreiwe mat der EU a mat Saachen, déi net riicht lafen an Europa.

Domadder schléissen ech of a wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir op jidde Fall géint déi Ofkommessen do stëmmen. A mir hoffen, datt mer net eleng sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vum Rapporteur. Här Rapporteur.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech muss dem Här Turpel ganz recht ginn, dass een hei an der Plénière net kann op all d'Detailer agoen, éischtens aus Zäitgrënn, mä ech mengen, mir hunn awer Kommissiounssitzungen, wou een op all Detailer kann agoen. Ech wëll drun erënneren, dass mer deen hei Accord dräimol um Ordre du jour haten. Ech weess och, dass déi Lénk kee Vertrieder an där Kommissioun hunn, mä se kënnen awer, wéi leschte Méindeg, ware se vertrueden, wou mer iwwert d'Ukrain geschwat hunn an aner Saachen. Se sinn awer ëmmer häerzlech wëllkomm an der Kommissioun.

Mir haten och no der ëffentlecher Interpellatioun - hei an der Chamber hu mer natierlech Kameraen, déi lafen, mer hu Journalisten, déi do sinn -, mä och an der Kommissioun hu mer zweemol den TTIP, d'Handelsofkommes mat Amerika nobehandelt a mir schaffen och nach drun, wéi mer deen Hearing solle gutt organiséieren. Mir wëllen dee maachen, mir wëllen e gutt organiséieren. Ech sinn och a Kontakt mat ONGen. Dat leeft. An do brauche mer Zäit.

Mir hu schonn zweemol driwwer geschwat a mir wäerten nach an deenen nächste Wochen driwwer schwätzen, fir dat ze organiséieren. An do invitéieren ech dann d'Kolleege vun déi Lénk, dass se dann awer wann ech gelift an d'Kommissioun kommen.

Ech wëll elo net weider op d'Polemik agoen, mä herno, hoffen ech, datt ech mam Kolleeg nach e puer Wuert ka schwätzen. Ech wollt en nämlech froen, ob e wéisst, wien dat éischt Land ass vun Zentralamerika, wat dat hei ugeholl huet. Dat ass Nicaragua. An ech mengen, dat ass jo e Land, deem ee wierklech net ka virwerfen, et hätt eng kapitalistesch Regierung.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur. An ech géif dann zum Schluss vun der Diskussioun... Jo, Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ech hunn...

M. le Président.- Är Zäit...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech sinn ugesprach ginn.

M. le Président.- Jo, et ass awer kee Fait personnel, deen hei virläit, an d'Riedezäit, déi Der zur Verfügung hat, ass eriwwer.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wann ech ënnerstallt kréien...

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Turpel, Dir sidd um Enn vun Ärer Riedezäit. D'Diskussioun ass um Enn an ech géif dem Vertrieder vun der Regierung, dem Här Schneider, d'Wuert ginn. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol Merci engersäits dem Rapporteur fir déi ausféierlech Erklärungen

iwwert déi zwee Rapporten, mä och d'Schilderungen, wéi et an der Kommissioun debattéiert gouf. Dräimol, mengen ech, hat Der et an där Kommissioun. Ech hat leider d'Méiglechkeet net, well dat e Punkt ass, deen an der Regel vum Ausseminister, vum Ausseministère suivéiert gëtt, deen haut leider verhënnert ass. Dofir iwwerhuelen ech als Kooperatiounsminister dëse Volet vun der Ratifikatioun vun dësen zwee Accorden.

Et ass awer esou, mengen ech, datt de Rapporteur zu Recht op déi eenzel Punkten agaangen ass, an ech kommen herno dann, a benotzen do eigentlech meng Kap als Kooperatiounsminister, fir op eng Rei Indikatiounen anzegoen, déi och an dësem Kontext mat zitéiert goufen.

Fir vläicht kuerz awer eng Kéier déi zwee Projeten ze beliichten, déi haut ze ratifizéiere sinn, engersäits d'Associatiounsofkommes mat Zentralamerika. D'Verhandlungen zu dësem Ofkommes, wéi scho gesot, ware laang amgaang; zënter 2006, an 2011 si se ofgeschloss ginn. Am Juni 2012 gouf dësen Accord ënnerschriwwen an am Dezember 2012 vum Europaparlament ratifizéiert.

De wirtschaftlechen, de kommerziellen Deel vum Ofkommes ass och schonns eng Kéier a Kraaft getrueden, an zwar am Summer 2013, nodeems och d'Parlamenter vun de verschiddenen zentralamerikanesche Länner gréng Luucht ginn hunn.

Op Säite vun der EU leeft de Ratifikatiounsprozess och gutt. An ech mengen, de Moment sinn 13 Länner, déi hunn intern d'Prozeduren ofgeschloss. An domadder misst och bis Mëtt d'nächst Joer de politeschen Deel vum Accord a Kraaft trieden.

Et gëtt erwaart, datt dësen Accord net nëmmen ons extern Bezéiunge mat Zentralamerika verstäerkt, mä och déi intern Zesummenaarbecht vun dësem politesche Block weider verdéift. Zäitgläich wäerten ons Handelsbezéiungen tëschent 25 an 30%, et gouf schonn hei zitéiert, an deenen nächste Joren zouhuelen. Dat ass gutt fir eis Partnerlänner an Zentralamerika, mat allem vun deem, wat och dorunner hänkt, mä och fir Lëtzebuerg, dat als Logistikzentrum, Plattform fir all méiglech Servicer, notamment maritim Servicer, awer och als industriellen Hub fir Infrastrukturprojeten dovunner wäert profitéieren.

Ee gudde Ruff hu mer dohanne jo schonn duerch ons Entwécklungspolitik an Nicaragua an an El Salvador, wou e kloert Beispill vu Kohärenz, vun Entwécklungs- a Wirtschaftspolitik ass; ee Prinzip, deen ons zu Lëtzebuerg jo um Häerz läit.

Wat deen zweete Projet ubetrëfft, dee vum Fräihandelsvertrag mat Kolumbien a Peru: D'Diskussiounen zu dësem Accord, déi sinn zënter 2007 lancéiert ginn. Ufanks och mam Zil, een Ofkommes ze maachen, mat och den Anden-Communautéiten derbäi, also och derbäi Ecuador a Bolivien.

Do koum et leider net derzou, aus verschiddene politeschen Ursaachen. Mä och dësen Accord ass ganz kloer festgesat. A wäitgehende Regele festgesat gouf, wat zum Beispill d'nohalteg Entwécklung ubetrëfft, wat d'Sozial- an Ëmweltnormen ubetrëfft - et ass dat, wou de Rapporteur zu Recht hei drop higewisen huet, am Beräich och vun de Kritiken, déi vun dëser Säit koumen, an och nach eng Kéier am Prinzip op d'Ausriichtung vun den dräi Pilieren, déi un der Basis ware vun dësen Accorden.

Ech brauch dofir net direkt drop anzegoen, well effektiv dës Detailer an der Chamberskommissioun zu Recht diskutéiert goufen. Et handelt sech heibäi also ëm sougenannten Accords mixtes, déi souwuel d'Kompetenze vun der Unioun wéi vun de Memberstate beinhalten. No der Ratifikatioun duerch d'Europäescht Parlament am Dezember 2012 souwéi duerch Peru am Mäerz 2013 a Kolumbien am August 2013 sinn déi Deeler, déi ënner Unioun-Kompetenz stinn, och schonns provisoresch a Kraaft getrueden. Dat gouf och säitens vun der ADR hei zum Deel kritiséiert.

Eelef EU-Memberstaten hunn dëse Vertrag schonns ratifizéiert. Och dëse Vertrag wäert onse bilaterale wirtschaftleche Relatioune guttdoen an ons ee gréisseren Afloss op déi politesch a sozial Entwécklungen an dëse Länner ginn. Och hei sief gesot, datt d'Handelspolitik net op Käschte vun de Mënscherechter geschitt, mä am Géigendeel ons d'Méiglechkeet gëtt, méi effikass d'politesch Transitioun an dëse Länner ze begleeden.

Zum Schluss vläicht géif ech op déi eenzel Remarquen agoen, déi hei gemaach gi sinn, an nach eng Kéier drop hiweisen, datt ech och de Moie Kenntnis krut vun deem Bréif oder deem Schreiwes vun den ONGen. Paradoxerweis war ech just zu deem Moment an enger Konferenz bei hinnen. An et huet eigentlech kee mer dat gesot, datt dat do Schreiwes do wier, soss hätt ech vläicht direkt do op der Plaz scho kënnen dorobber reagéieren.

Mä bei enger Konferenz vun SOS Faim, wou mer eis getraff hu mat Baueren aus dem Senegal, aus dem Mali, aus dem Burkina Faso, goufen eng Rei vu Problematiken ugeschwat, eng Rei vun Zesummenaarbechten ugeschwat, wat virun allem och d'Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg staark gemaach huet an deene leschte Joren a wäert an Zukunft och staark maachen, opgebaut op deenen dräi grousse Pilieren: deene vun der Éducatioun, deene vun der Formatioun, hannendrun deene vun der Santé, awer virun allem och deene vum Développement local et rural.

Alles dat ass dat, wat dat heiten och beinhalt. An alles dat ass och an dësen Accords esou virgesinn, wéi ech gesot hunn. An deenen dräi Piliere sinn déi Ausriichtunge vum Dialogue politique, vun der Kooperatioun a vum Commerce. Et beinhalt déi dräi, fanne mer also hei erëm. An hei misste mer also, mengen ech, och eng Plattform fannen, fir deem och hei gerecht ze ginn.

An doniewent, grad well mer dës Accorden hunn, setze mer jo hei spezialiséiert bilateral Comitéen op, fir dës Normen, déi international Standarde vun der OIT, vun der ONU ze sécheren. Hei hu mer also d'Méiglechkeet duerch dës Accorden, duerch dës spezifesch Comitéen, och direkt kënne mat anzegräifen. Wa mer dës Accorden net hätten, dann hätte mer iwwerhaapt keng Méiglechkeet, kënne matzesteieren, matzediskutéieren an hei op deenen eenzelne Plazen d'Rechter kënnen ze verbesseren.

Et gouf och ugeschwat hei – säitens, vun dem..., ech mengen, et war de Vertrieder vun déi Lénk, wat d'Landwirtschaft ubetrëfft -, zum Beispill d'Bauere mat der Mëllechwirtschaft. Hei ass et virgesinn, wéi Der wësst, datt, wann d'EU-Mäert, datt hei Irregularitéiten, datt Deregulatiounen an deene Länner bestinn, dann ass zum Beispill fir Kolumbien eng Hëllef vun 30 Milliounen Euro virgesinn, fir deem entgéintzewierken. A wann déi Evaluatioune gemaach ginn, och dat, mengen ech, sinn Accorden, déi do stinn a wou och Zousoe si säitens vun der Europäescher Kommissioun, säitens vun der Agrarpolitik. An ech hunn dat nach deemools matgemaach, wéi ech Landwirtschaftsminister war, datt mer, grad am Kader och vun der PAC, déi doten Ausriichtunge mat beinhalt hunn an datt grad de Kommissär Ciolo" och do war, fir eben och mat den Drëttlänner ze verhandelen an deenen doten Décheten eben entgéintzegoen.

D'Politik vun der Lëtzebuerger Regierung, wat d'Entwécklungspolitik ass, wäert ganz kloer déi nach ëmmer sinn an éischter Linn vun der Éradicatioun vun der Pauvretéit, vun der Aarmut. Dat ass evident. An ech hunn och déi eenzel Moyene gesot, déi mer eis ginn, fir déi ze bekämpfen.

Et wäert awer och sinn, an ech hunn dat och an der Chamberskommissioun gesot, datt selbstverständlech en Deel vun deenen Ofleeërlänner och kënnen ekonomescherweis sinn. Ech hat d'Beispill zitéiert vum Cap-Vert, wou ech d'Chance hat ze sinn, wou mer gesi bei der Kreatioun vum ERMI, dem sougenannte Wëssenszentrum vun den Énergies renouvelables am Cap-Vert, datt mer hei Lëtzebuerger Firmen hunn, déi do sinn, fir Solarzellen ze installéieren.

Mir gesinn also och do, datt een zweete Volet, dee vum „return on invest", eigentlech do ass. Dat, wat awer Zil vun der Entwécklungspolitik vu Lëtzebuerg ass, dat ass d'Éradicatioun vun der Aarmut ganz kloer. An ech mengen, mir komme grad bei eisen néng Pays cibles wierklech konkret virun. An et ass och dee Wee, dee mer an Zukunft wäerte maachen. An et ass och grad genau dee Wee, deen engersäits an d'Kontinuitéit virun allem och vum Regierungsprogramm an deenen nächste Jore wäert goen.

Wat zwou méi konkret Froen ubetrëfft, engersäits den Avis vun der Chambre de Commerce: Deen ass do, mä dat war een Avis unique fir déi zwee. Dofir huet een e vläicht net op alle Plazen zréckfonnt. A wat déi zweet Saach ubetrëfft, mengen ech, hunn ech déi eenzel Remarquë vun deenen eenzelne Fraktiounen hei ugeholl.

Selbstverständlech sinn ech ëmmer erëm bereet, zesummen och, mengen ech, mam Ausseminister, an d'Kommissioun ze kommen, fir een Débat hei iwwert déi Projeten ze féieren. Genausou gutt wéi ech och de PIC selbstverständlech am Virfeld, wa mer een neien etabléieren, ganz gären an der Chamberskommissioun diskutéieren, esou wéi ech och dës Woch de PIC à mi-parcours vum Cap-Vert presentéiert hu mat deenen eenzelne Saachen, wat mer an de Programmer realiséiert hunn a wat mer an der Zukunft wäerten zesumme mat eise Partnerlänner realiséieren.

An deem Sënn soen ech der Chamber Merci, wa se d'Zoustëmmung zu dësen zwee Accorde géif ginn, a soen och Merci fir dee flotten Débat.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Kooperatiounsminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert déi zwee Projeten, selbstverständlech jiddwereen eenzel, iwwergoen. Fir d'Éischt de Projet 6617.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6617

D'Ofstëmmung huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratioun.

De Vote ass ofgeschloss, mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da géife mer iwwergoen zum Vote iwwert de Projet 6618.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6618

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss. Och de Projet 6618 ass mat 58 Jo- an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Dispenses du second vote constitutionnel

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote fir déi zwee Projeten ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert. Merci villmools.

A mer géifen dann zum leschte Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6638, en Accord iwwert den 11. Fonds européen de développement. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgehalen. Et hu sech agedroen: d'Madame Elvinger, den Här Kartheiser an den Här Turpel, respektiv déi eenzel Fraktiounen, fir den Accord ze ginn.

D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Alex Bodry.

12. 6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Bei dësem Gesetzesprojet geet et drëm, fir en Accord, deen um Niveau vun der EU getraff ginn ass de 24. respektiv 26. Juni d'lescht Joer, guttzeheeschen, en Accord, wou et sech drëm dréit, fir de Finanzement ze regele vun deenen Hëllefen, déi d'Europäesch Unioun leescht am Kader vum Partenariatsaccord mat de sougenannten ACP-Länner.

Et ass esou, dass dat hei e Projet ass, deen den 20. Dezember 2013 vum Ausseminister hei déposéiert ginn ass. En ass positiv aviséiert gi vum Statsrot. A mir hunn eis an zwou Sitzungen an der Kommissioun vun de Finanzen domadder beschäftegt.

Et ass déi eelefte Kéier, dass eigentlech den Europäeschen Entwécklungsfong hei agesat gëtt. Dëst geet net wéi üblech fir eng Period vu fënnef Joer, mä dës Kéier fir eng Period vu siwe Joer, 2014 bis 2020, wou insgesamt eigentlech iwwert dee Fong sollen 30,5 Milliarden Euro kënne matfléissen a Kooperatiounsprojete mat deene Länner vun Afrika, der Karibik, dem Pazifik.

D'ACP, dat sinn 79 Länner, déi sech do zesummegeschloss hunn. Déi Associatioun besteet zënter 1959. An d'Kooperatioun eigentlech tëschent der Europäescher Unioun an den ACP-Länner, déi fousst ursprénglech op de Konventioune vu Lomé. An déi sinn ersat ginn duerch Accords vu Cotonou aus de Joren 2000, Accords de coopération, déi 2020 auslafen, esou dass also d'Auslafperiod vun dëser Finanzéierungsphas vun dem Europäeschen Entwécklungsfong coïncidéiert mat dem Auslafen och vun deem politesche Kooperatiounsaccord vu Cotonou tëschent der EU an den ACP-Länner.

30,5 Milliarden, déi dann opgedeelt ginn tëschent deenen eenzelen, deenen 28 EU-Memberstaten. D'Part vu Lëtzebuerg, déi sech aus där Rechnung ergëtt, déi läit bei 77,8 Milliounen Euro, opgedeelt op siwe Joer. Dat sinn also am Schnëtt eppes méi wéi eelef Milliounen Euro, déi also och eng Part vun eiser Entwécklungshëllef duerstellen. An eis Part, déi entsprécht engem Pourcentage vun 0,25509% par rapport zu 0,27%, déi mer an der viregter Finanzéierungsperiod vum FED haten. Firwat ass dee Pourcentage erofgaangen? Ma ganz einfach, well en 28. Memberstat derbäikomm ass bei der Europäescher Unioun an dat huet dann déi Reduktioun do erginn.

Et ass allerdéngs esou, dass déi Participatioun, déi Lëtzebuerg huet, déi eenzel Länner hunn, dass déi net déi üblech Participatioun ass, déi fir den EU-Budget gëllt, fir aner Programmer gëllt. Dat heiten ass eng, déi spezifesch ass fir deen doten Europäeschen Entwécklungsfong, wat och net en Deel vum europäesche Budget ass, mä wat à part eigentlech zu deem Budget fonctionnéiert. Wat och scho länger Zäit fir Diskussioune suergt tëschent dem Europaparlament an deenen aneren europäeschen Instanzen, well doduerjer natierlech och keng Kontroll eigentlech vum Europaparlament op d'Affectatioun vun deenen dote Sue gemaach gëtt.

Wat geschitt elo mat deene Suen? Eigentlech ginn déi a Programmer gestach, déi opgedeelt sinn. Déi gréisst Parts sinn natierlech Projeten, déi direkt un d'Länner vun dem ACP ginn. Dat maachen iwwer 90% vun deene Gelder do aus. Eng klenger Zomm, 364,5 Milliounen Euro op eng Period - nach eng Kéier - vu siwe Joer, déi ginn un déi sougenannten „pays et territoires d'outre-mer" a ronn eng Milliard Euro, déi geet eigentlech un d'Europäesch Kommissioun, fir all deen administrativen Opwand, deen eigentlech mat deenen dote Projeten zesummenhänkt, kënnen ze finanzéieren.

D'Zilsetzunge vun deene Projeten, déi iwwert den Europäeschen Entwécklungsfong finanzéiert ginn, sinn: éischtens d'Bekämpfung vun der Aarmut, zweetens d'nohalteg Entwécklung an drëttens eng progressiv Integratioun vun den ACP-Länner an d'Weltwirtschaft.

Ech mengen, méi ass zu deem Ganzen net ze soen. Lëtzebuerg huet ëmmer säin Accord ginn iwwert d'Gesetz zu deenen eenzele Perioden,

Finanzéierungsperioden, hei, wéi gesot, d'Period 2014 bis 2020. An ech géif och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem heite Gesetzesprojet abréngen an ech bieden am Numm vun der Kommissioun hei d'Chamber, dësen Text guttzeheeschen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président,- Merci dem Här Alex Bodry. Dann huet als Éischten d'Wuert den Här Luc Frieden fir d'CSV.

Discussion générale

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, ech géif just gären am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Här Bodry als Rapporteur Merci soe fir all déi Erklärungen. An d'CSV gëtt heimat hir Zoustëmmung zu dësem wichtege Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Frieden. D'Madame Joëlle Elvinger fir d'DP.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech géif dann och dem Här Rapporteur, dem Alex Bodry, villmools Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. An ech géif dann och heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Elvinger. Dann den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR soen ech och dem Här Bodry villmools Merci fir e ganz detailléierte Rapport. Ech kann awer net eisen Accord matbréngen, well mir stëmmen dat heite Gesetz net.

Mir hunn eng Rei Froe vu prinzipieller Natur. Déi éischt ass: Ass et richteg, datt d'Europäesch Unioun iwwerhaapt Entwécklungshëllef mécht mat de Sue vun de Memberstaten? Also net aus hiren eegene Ressourcen, mä mat de Suen aus de Memberstaten?

U sech geschitt hei eppes: Mir huele Suen, iwwert déi de Lëtzebuerger, d'Lëtzebuerger Parlament u sech d'Autoritéit ofgëtt un europäesch Institutioune fir siwe Joer, dat heescht, och nach iwwert dës Legislaturperiod eraus. Dat heescht, mir ginn also och nach an d'Autorité budgétaire vum nächste Parlament eran, andeem mer Lëtzebuerg also zwee Joer weider wéi dës Legislaturperiod engagéieren. An duerno huet kee Parlament méi iergendeng Kontrollméiglechkeet, weder d'Europaparlament, wéi et scho gesot ginn ass, nach mir, woubäi déi Sue jo awer aus dem nationale Budget kommen!

Do muss een och soen, déi Suen, déi d'Europäesch Unioun also ausgëtt, déi u sech de Memberstaten hir Sue sinn, déi hunn da keng Visibilitéit méi fir Lëtzebuerg. Mir hu keng bilateral Visibilitéit an deene Projeten. A mir hu keng Retombée économique eventuell, déi mir fir eis kéinte beusprochen, doduerch datt mir d'Suen dann einfach a méi e grousst europäescht Dëppe ginn.

Dat ass eppes, wat mir als ADR net wëllen! Mir sinn net géint d'Entwécklungshëllef, mä mir hätte gär, datt d'Modalitéite vun där Entwécklungshëllef eis awer erlaben, eis als Land och duerzestelle fir deen Effort, dee mer maachen, an och kënne garantéieren, datt eis Entreprisë vun där Hëllef kënnen esou wäit eben, wéi et méiglech ass, mat profitéieren. Dat schéngt eis hei net de Fall ze sinn.

Mä et kann een och kritiséieren, datt dee Schlëssel, deen den Här Bodry jo genee erkläert huet, fir Lëtzebuerg défavorabel ass. Et ass esou, datt en däitsche Bierger 78 Euro an de FED bezilt, e Lëtzebuerger Bierger 149 Euro. Mir si praktesch an enger Situation, ben, net grad, mä awer net wäit vun du simple au double ewech.

Dat ass och eppes, wat d'ADR ëmmer erëm beanstant huet, wat mir kritiséieren. Mir si jo net dergéint, datt mir e fairen Deel bezuelen! Mir sinn och net dergéint, datt d'Schlësselen, déi ausgeschafft ginn, souwuel d'Populatioun wéi d'Wirtschaftsleeschtung an aner Facteure mat berücksichtegen. Awer et muss gerecht sinn! An esou eng Disproportioun wéi déi hei, wou mer praktesch du simple au double par rapport zu enger däitscher Kontributioun sinn, wou Däitschland jo och ganz aner Retombéeën nach an e Retour kritt fir déi Entwécklungshëllef, déi schéngt eis einfach net justifiéiert an net gerecht ze sinn.

Dat heescht, all dat, wat mir ëmmer soen, déi Schlësselen, déi Lëtzebuerg an internationalen Organisatioune verhandelt, déi solle fir eis gerecht sinn, a mir sollen ophalen, einfach esou ze maachen, als wäre mir déi räichste Länner, oder elo dat räichste Land op der Welt a mir bräichten nëmmen de Portmonni opzemaachen. Dat ass laang eriwwer! An ech mengen, all déi Diskussiounen, déi mer hei an dëse Méint féieren, weise jo däitlech drop hin, datt muss gespuert ginn, hei och muss gespuert ginn!

Da kann ee kritiséieren, et muss een et souguer kritiséieren, datt de FED keng Coupe budgétaire krut. Ech mengen, an Zäiten, wou all Budget muss nei gepréift ginn, wou mer musse kucken, ob Ekonomië realiséiert ginn, wou mer mat Steiererhéijunge konfrontéiert sinn, ass et legitim, fir ze kucken, ob och an dësem Budget Sputt bestanen hätt, fir kënne Reduktioune virzehuelen. Dat ass net gemaach ginn. Dat ass eng reng ideologesch, politesch Approche. Déi ass awer net justifiéiert, wann ee bedenkt, mat wéi engen Affer verschidde Memberstaten iwwerhaapt nach eng Kontributioun heizou leeschten.

Da muss een och erëm soen, datt mer hei als Chamber duerch den Accord interne, dee jo och am Projet de loi matgeliwwert gouf, Budgetsrechter ofginn un de Conseil. An zwar kann de Conseil unanime, wann e mat Unanimitéit statuéiert opgrond vum Artikel 62 vun dem Traité, finanziell Modifikatioune virhuelen, also ouni den Accord vun der Chamber. Do soe mir: Neen! Et ass eleng d'Chamber, déi d'Autoritéit huet iwwert de Budget, an d'Regierung kann an däerf net finanziell Engagementer huelen ouni den Accord vum Parlament. Dat ass eist Recht. Mir hunn d'Budgetsautoritéit. D'Regierung huet se net!

Wann also hei en Accord virgesäit, datt d'Regierung kéint Engagementer huelen ouni eisen Accord, da kënnt dat fir eis net a Fro! Dat ass konstitutionell an eisen Aen einfach net ze vertrieden, zumools wou déi Reduktiounen net onbedéngt no ënne ginn. Dat kéint ee jo dann nach eventuell an enger Form vu Kulanz akzeptéieren. Mä näischt an deem Artikel 62 garantéiert eis, datt déi Reduktiounen nëmme kéinten operéiert ginn, mä et kéinten och Augmentatioune sinn. Jiddefalls si se net ausgeschloss, notamment wa weider Staten dem ACP-Traité géife bäitrieden. Dee Fall ass net ausgeschloss, datt ouni den Accord vun der Chamber weider Ressourcen da géife vun der Regierung engagéiert ginn.

All déi Considératiounen, vu prinzipieller Natur, vu konstitutioneller Natur, vun der Autoritéit vun der Chamber, vun der Visibilitéit vun eisem Land a vun der Gerechtegkeet vum Schlëssel, vun der Verdeelung, vun der Lëtzebuerger Kontributioun, féieren eis derzou ze soen: Een Accord an där do Form iwwert d'Entwécklungshëllef kënne mir net matdroen!

Villmools Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun zum Projet ofgeschloss an...

(Interruption)

Aah, sorry! Et ass net gär geschitt! Den Här Turpel huet d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Kee Problem! Merci fir d'Wuert. Ech wëll soen, datt ech net an der Kommissioun derbäi war, net - hie muss zwar elo goen (veuillez lire: den Här Angel muss zwar elo goen) -, net, well et mech net interesséiert, mä well een net an all Kommissioun kann derbäi sinn. An ech hunn elo véiermol héieren an deene leschten dräi Wochen hei an der Kommissioun (veuillez lire: an der Plénière), ech hätt jo kënnen an der Kommissioun derbäi sinn! Wann den Här Angel drop hält, da maache mer emol eng Kéier e Bilan, wien un deene meeschte Kommissiounssitzungen an där Chamber hei deelhëlt a wie sech an d'Kommissiounen abréngt.

Ech hätt dat net gesot, wann en net ëmmer erëm géif domadder zréckkommen. Ech géif proposéieren, och domadder opzehalen, well et kann een net an all Sitzung sinn. Dat heescht net, datt ee sech net fir d'Thema interesséiert. An et heescht och net, datt een net eng qualifizéiert Meenung kann zu deem Thema hunn, besonnesch och, wann ee sech ëmhéiert, wat - an dat stëmmt och fir dëse Projet - an deem Beräich d'Spezialiste vun ONGen, vun der ziviler Gesellschaft do soen. An ech mengen, et wier eng gutt Saach, wa mer et géife fäerdegbréngen, datt d'Meenung vun der ziviler Gesellschaft méi an dës Chamber erakéim a mer dann och kéinten doriwwer diskutéieren.

Den Accord mat den ACP-Staten, dee betrëfft 700 Millioune Mënschen. An de Problem, dee mir dermat hunn, ass deen, datt am Fong geholl déi Accorden, déi... 2007 hat d'Kommissioun versicht, en Accord auszehandelen, ënnert dem Drock fir d'wäitgehend Liberaliséierung vum Güterhandel, mä och vun de Marchés publics, vu Wettbewerbsrecht, Investitiouns- a Patentschutz, mä deen ass gescheitert um Widderstand vun den ACP-Staten deemools.

An zënterhier gi se ënnert Drock gesat, fir déi Iwwergangsofkommessen do auszehandelen, mam Drock, datt soss d'Sondergenehmegungen vun der WTO, vun der Welthandelsorganisatioun, géifen auslafen an datt se géifen automatesch zréckfalen op déi allgemeng Preferenzbestëmmungen, déi méi schlecht wieren, wéi wa se elo géifen hei eppes aushandelen. An iwwer Alternativen ass iwwerhaapt net mat hinne geschwat ginn, wéi zum Beispill d'Verlängerung vun de Sondergenehmegungen oder aner Regelungen, op déi ech elo net am Detail wëll agoen.

Ech wëll drop hiweisen, datt en Netzwierk, net manner wéi 164 Organisatiounen aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik sech zesummegeschloss hunn, fir e Stopp ze fuerdere vun deene Verhandlungen a vun deem Ofkommes hei. A mir schléissen eis där Fuerderung un a wäerten dat och net guttheeschen!

Ech wëll awer trotzdeem op dat agoen, wat mäi Virriedner hei gesot huet iwwer Gerechtegkeet: datt ee misst gerecht sinn..., an als Konsequenz manner an Entwécklungshëllef misst stiechen. Grad Lëtzebuerg ass e Land, wat an Europa immens vill profitéiert huet vu manner entwéckelte Länner, souwuel als Bankplaz wéi och zesumme mat anere Kolonialmuechten, an et gëtt héich Zäit, datt een dat Verhältnis ëmdréit. Et gëtt héich Zäit, datt een emanzipéierten Natiounen een Deel zréck ka gi vun deem, wat ee jorelaang bei hinnen agesäckelt huet.

An ech sinn erstaunt iwwert d'Haltung vum ADR, déi da seet, et soll een net nëmme bei deene klenge Leit zu Lëtzebuerg spueren, mä och nach an deene Länner. Chapeau!

Merci.

M. le Président.- Domat wäre mer elo um Enn vun der Diskussioun. Ech géif dem Kooperatiounsminister, dem Här Romain Schneider, d'Wuert ginn.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President. Ech maachen dat da vun dëser Plaz aus. Ech soe fir d'Éischt emol engersäits dem Rapporteur e grousse Merci fir d'Beliichtung vun dësem Projet, och virun allem fir d'Dropagoen op d'Entstehung dovunner, awer virun allem och op déi eenzel kloer Aspecten. En huet gesot, datt mer dës Kéier méi wäit ginn, op siwe Joer laang gezunn, och gesot, datt dës Kéier de Prozentsaz vu Lëtzebuerg erofgaangen ass, dat doduerch, datt mer e Land an der EU bäikritt hunn.

Alles dat si Saachen, déi Der am Rapport erëmfannt. Mä ech soen hei souwuel dem Rapporteur wéi der Kommissioun Merci, datt se relativ zügeg duerch dëse Projet gaange sinn. An ech mengen, ech freeë mech och drop an ech hoffen och, datt dësen Accord hei d'Zoustëmmung vun der Majoritéit vun der Chamber wäert fannen.

Vläicht zu deene puer Kritiken, déi gemaach goufen, déi, mengen ech, zum Deel och scho gemaach goufen an der Finanzkommissioun, wou mer dëse Projet kuerz beliicht haten: Engersäits ass et ganz kloer, datt déi europäesch legal Basis nach ëmmer den Accord vu Cotonou ass vun 2000. Dee leeft bis 2020. Dofir gouf jo och dës eeleft Participatioun um FED verlängert ebe bis 2020. An duerno, mengen ech, gëtt nei verhandelt, gëtt nei verhandelt mat den EU-Memberstaten an den ACP-Länner, also Afrika, Karibik a Pazifik.

An derniewent, mengen ech, hu mer - wat ugeschwat ginn ass, de Contrôle - déi national Kontroll, déi mer hunn, mengen ech, fanne mer all Joer am Budget erëm! Hei gesi mer all Joer d'Participatioun vun eisem Ministère, wat de Fong, wat den FED ubetrëfft. A mir gesinn all Joer d'Speisung dovunner, gesinn dat am Kader vun där ganzer APD, déi Lëtzebuerg all Joer virgesinn huet.

An hei wësst Der, datt mer eis, an ech mengen, do kommen ech e bëssen zréck op dat, wat de Justin Turpel gesot huet - mir spueren net hei zu Lëtzebuerg! -, mir hunn eis ganz kloer verflicht als Regierung, virun deen 1% vum RNB bäizehalen. Dofir wäert och 2014 bei engem RNB vun 32,34 Milliarden och deen 1% agehale ginn. A mir ginn, wa mer spueren, dann op d'Frais de fonctionnement kucken, do bei eis selwer am Ministère, do bei eis selwer, bei dem Ëmsetze vun de Projeten an deenen eenzelen Associatiounen, mä sécherlech net bei der Hëllef un d'Drëttlänner, déi et bluttnoutwendeg hunn!

Bon, an deem Sënn soen ech Merci fir d'Kontributiounen. Ech soen och Merci fir den Accord vun der Chamber a freeë mech eigentlech och dorobber, fir kënnen an Zukunft ze gesinn, datt mer grad an dëse Budgete geziilt Entwécklungshëllef an dëse Länner kënne maachen.

M. le Président.- Merci och dem Minister fir d'Kooperatioun. Mir géifen dann iwwert de Projet 6638 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6638 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Domat ass eis Sëtzung um Enn. Rendez-vous muer um zwou Auer fir d'Erklärung zur Lag vum Land.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Sommaire des séances publiques nos 9, 10, 11 et 12

9e séance

Ouverture de la séance publique p. 98

Changement de composition d'une délégation dans une Assemblée parlementaire internationale p. 98

Dépôt d'une proposition de loi par M. Roy Reding p. 98

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État p. 98-101

6582 - Projet de loi portant approbation de

1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963 tel qu'amendé

2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé p. 101-102

6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines p. 102-103

6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 104

6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété p. 104-105

6562 - Projet de loi

renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification

(1) du Code pénal;

(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;

(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 106-108

6563A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;

2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 108-110

6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière p. 110-111

6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011 p. 111-112

10e séance

Ouverture de la séance publique p. 112

Discours de M. le Président p. 112-113

Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen p. 113

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP p. 113-114

2) Question posée par le groupe politique CSV p. 114

3) Question posée par le groupe politique DP p. 114

4) Question posée par la sensibilité politique ADR p. 114

5) Question posée par le groupe politique déi gréng p. 114-115

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk p. 115

11e séance

Ouverture de la séance publique p. 116

Dépôt d'un projet de loi p. 116

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 117

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel p. 117

Communications p. 117

Changements de composition de commissions parlementaires p. 117

Ordre du jour p. 117

6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001 p. 117-119

Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030 p. 119-121

6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales p. 121-123

Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes p. 123-124

6616 - Projet de loi

portant transposition

- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'Etats membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un Etat membre à un autre;
- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;
- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 p. 124-125

Ordre du jour (suite) p. 125

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 125

Ordre du jour (suite) p. 125

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite) p. 125

Ordre du jour (suite) p. 125

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite) p. 125-130

6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 p. 130-131

6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne) p. 131-132

12e séance

Ouverture de la séance publique p. 133

Hommage à la mémoire de M. Ernest Muhlen, Député honoraire p. 133

Communications p. 133-134

Proposition de loi n°6665 relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg p. 134

Ordre du jour p. 134

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler p. 134-135

Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales p.135

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 135
- Question n°22 du 1er avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins-assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 135
- Question n°23 du 1er avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 135-136
- Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre p. 136
- Question n°25 du 1er avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 136-137

Changement de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite) p. 137

6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux p. 137-139

6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012 p. 139-142

6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013 p. 142-143

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°4** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0082	Yves Cruchten	Drones civils à usage privé
0083	Sylvie Andrich-Duval	Contournement de Hellange
0086	Justin Turpel	Stratégie commerciale de la société aérienne Cargolux
0094	Fernand Kartheiser	Rapport sur l'avenir de Cargolux
0095	Fernand Kartheiser	Entraves aux libertés d'expression et de manifestation
0097	Marco Schank, Martine Hansen	Zone agricole protégée
0098	Tess Burton	Financement de la production audiovisuelle
0114	Fernand Kartheiser	Administration de la navigation aérienne
0117	Gilles Baum	Délai d'attente entre l'introduction d'une requête devant le tribunal des tutelles mineurs près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et les plaidoiries
0120	Justin Turpel	Respect du droit du travail dans le secteur du nettoyage
0121	Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar	Politique gouvernementale en matière de transmission des petites et moyennes entreprises
0123	Justin Turpel	Difficultés pour accueillir des réfugiés syriens
0128	Marc Spautz	CCP de la POST
0129	Claude Haagen	Budgets communaux
0130	Justin Turpel	Représentants de l'État dans les conseils d'administration
0134	Martine Hansen, Marco Schank	Développement des friches industrielles à Wiltz
0136	Roy Reding	Hébergement de sites Internet contenant du matériel pédopornographique
0137	Emile Eicher, Aly Kaes	Zones d'activités économiques à caractère régional
0138	Edy Mertens	Remboursement de traitements à l'étranger
0139	Serge Wilmes	Centres de traitement de données luxembourgeois
0141 cf. 0142	Serge Wilmes	Implication d'un cabinet de conseil dans le screening des dépenses de l'État
0142 cf. 0141	Roy Reding	Implication d'un cabinet de conseil dans le screening des dépenses de l'État
0143	Marc Spautz	Système modulaire de la formation professionnelle
0144	Gilles Baum	«Courrier de l'Éducation nationale»
0145	Lex Delles	Analyse de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration
0146	Fernand Kartheiser	Composition de la troïka européenne envoyée en Ukraine
0148	Frank Arndt	Financement d'initiatives sociales
0149	Laurent Mosar	Zones vertes interurbaines
0154	Serge Urbany	Utilisation de journalistes à des fins de renseignement
0155	Félix Eischen, Marc Lies	Dépôt sauvage de déchets
0159	Françoise Hetto-Gaasch	Réduction du stress par le yoga
0174	Marc Angel	Ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169)
0175	Claude Wiseler	Retrait d'attestations d'enregistrement aux citoyens de l'Union européenne
0178	Justin Turpel	Situation des locataires dans les foyers pour travailleurs immigrés
0191	Michel Wolter	Critiques prononcées à l'égard du projet tram
0192	Michel Wolter	Collaboration entre le Gouvernement et la société McKinsey
0197	Claudia Dall'Agnol	Arrivée prochaine des demandeurs d'asile de Syrie

Question 0082 (22.1.2014) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **drones civils à usage privé:**

Les drones civils à usage privé se réjouissent de plus en plus de popularité. En effet, cet engin volant est vendu comme un simple jouet dans la plupart des grandes surfaces commerciales. Avec l'étonnante avancée technologique dans ce domaine, ces drones deviennent de plus en plus performants en ce qui concerne les distances, la vitesse et la hauteur de vol. Plus est que depuis peu ces drones sont équipés de caméras de surveillance à haute résolution, permettant ainsi de surveiller, de guetter voire d'espionner ses concitoyens à distance.

L'avancée technologique est telle qu'un grand magasin de vente à distance projette même d'étudier l'utilisation de drones pour la livraison de ses colis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que notre législation actuelle en matière de protection de la vie privée est suffisante pour éviter les abus?

2. Est-ce que le nombre croissant d'engins volants ne constitue pas un danger pour l'aviation civile, notamment leur utilisation aux alentours de notre aéroport national?

3. N'est-il pas à craindre que le ciel s'encombrera à l'avenir avec toutes sortes d'engins volants non soumis à une autorisation de vol et qu'il sera nécessaire de réglementer leur utilisation?

Réponse commune (3.4.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député sollicite la position du Gouvernement sur les questions suivantes en relation avec la commercialisation de drones civils à usage privé:

Q42

Ad 1.

Le droit au respect de la vie privée est l'un des droits fondamentaux consacré aussi bien dans les textes internationaux, dont notamment la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH) et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, que dans la constitution luxembourgeoise.

Le Luxembourg dispose d'un arsenal législatif efficace et dissuasif en la matière avec d'un côté la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (1) et de l'autre la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée (2).

a. La loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

La loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement de données à caractère personnel pose des conditions très strictes qui s'appliquent également aux drones civils privés équipés d'une caméra.

Ainsi, toute personne qui capte des données et les fait figurer le cas échéant dans un fichier doit d'abord remplir les critères de légitimité posés à l'article 5 de la loi précitée qui prévoit que «(1) le traitement de données ne peut être effectué que:

(a) s'il est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis, ou

(b) s'il est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique, dont est investi le responsable du traitement ou le ou les tiers auxquels les données sont communiquées, ou

(c) s'il est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci, ou

(d) s'il est nécessaire à la réalisation de l'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ou par le ou les tiers auxquels les données sont communiquées, à condition que ne prévalent pas l'intérêt ou les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée, qui appellent une protection au titre de l'article 1er, ou

(e) s'il est nécessaire à la sauvegarde de l'intérêt vital de la personne concernée, ou

(f) si la personne concernée a donné son consentement.

(2) quiconque effectue un traitement en violation des dispositions du présent article est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement. La juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions du présent article sous peine d'astreinte dont le maximum est fixé par ladite juridiction.»

De plus, l'article 4 de la loi précitée prévoit qu'il faut respecter également des conditions de qualité des données.

Ainsi «le responsable du traitement doit s'assurer que les données qu'il traite le sont loyalement et licitement et notamment que ces données sont:

(a) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités;

(b) adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement;

(c) exactes et, si nécessaire, mises à jour; toute mesure raisonnable doit être prise pour que les données inexactes ou incomplètes, au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement, soit effacées ou rectifiées;

(d) conservées sous une forme permettant l'identification de personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées sans préjudice du paragraphe (2) ci-après.

(2) (…).

(3) quiconque effectue un traitement en violation des dispositions du présent article est punit d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement. La juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions du présent article sous peine d'astreinte dont le maximum est fixé par ladite juridiction.»

Bien que l'article 3 de la loi précitée qui détermine son champ d'application précise que la loi «ne s'applique pas au traitement mis en œuvre par une personne physique dans le cadre exclusif de ces activités personnelles ou domestiques» il convient de noter que ce paragraphe est interprété de façon très restrictive, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) exigeant qu'il s'agisse (1) d'une activité qui est exclusivement effectuée dans la sphère personnelle de la personne qui traite les données et (2) qu'il n'y ait pas d'intrusion dans la sphère privée de quelqu'un d'autre. À chaque fois que ces deux conditions cumulatives ne sont pas respectées la loi précitée s'applique.

b. La loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée

En tout état de cause la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée qui dispose que «les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toute mesure, telle que séquestre, saisie et autre, propre à empêcher ou à faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée (…)» s'applique.

Cette loi est moins détaillée et a un champ d'application plus restreint que celle du 2 août 2002 («atteinte à l'intimité de la vie privée», «lieu non accessible au public») mais elle est tout aussi dissuasive au vu des peines prévues, à savoir un emprisonnement de huit jours à un an et une amende de 251 à 5.000 euros pour quiconque aurait volontairement porté atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui «[…] en observant ou en faisant observer, au moyen d'un appareil quelconque, une personne se trouvant dans un lieu non accessible au public, sans le consentement de celle-ci, en fixant ou en faisant fixer, en transmettant ou en faisant transmettre dans les mêmes conditions l'image de cette personne.»

Il y a finalement lieu de remarquer que des discussions, que le Luxembourg suit activement, sur la question des drones civils et leur impact sur la vie privée et la protection des données sont actuellement en cours au sein de l'Union européenne.

Ad 2.

En ce qui concerne l'aviation civile, chaque utilisation professionnelle d'un drone est soumise à autorisation. Une procédure d'autorisation a ainsi été conjointement mise en place par la Direction de l'Aviation civile et l'Administration de la navigation aérienne.

Dans le cadre d'une utilisation militaire des drones, la Direction de l'Aviation civile et l'Administration de la navigation aérienne ont signé avec les autorités militaires luxembourgeoises un accord d'utilisation des drones dans des zones prédéfinies.

Ad 3.

Tout travail aérien, dont la photographie, est soumis à l'autorisation de la Direction de l'Aviation civile.

Pour ce qui est de l'utilisation des drones dans le cadre des loisirs, il y a lieu de relever les similitudes de cette activité avec celle de l'aéromodélisme. L'utilisateur est également soumis à l'obligation de garder un contact visuel avec l'aéronef, ce qui élimine d'office tout encombrement des espaces aériens utilisés par les autres aéronefs de type commercial. Un groupe de travail composé par des membres de la Direction de l'Aviation civile et de la Fédération Aéronautique Luxembourgeoise est en train d'élaborer une réglementation en la matière d'aéromodélisme et cette réglementation pourrait traiter, si besoin en est, de la question des drones.

Il faut toutefois prendre en considération que des discussions sont déjà en cours au niveau des institutions européennes afin d'émettre des règlements standards et harmonisés au sujet de l'utilisation des drones dans l'Union européenne.

Question 0083 (23.1.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **contournement de Hellange:**

Suite à une récente décision de justice, il semble que tous les obstacles à une réalisation rapide du contournement de Hellange sur l'A13 soient enfin levés.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quand il entend faire démarrer les travaux afférents.

Réponse (3.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations sur la réalisation du contournement de Hellange.

Après une décennie de procès, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a enfin pu déclarer en date du 2 mai 2013 l'envoi en possession de l'État des terrains à Hellange nécessaires à la finalisation de la liaison avec la Sarre.

Le projet de loi relatif à ces travaux a été présenté par l'Administration des Ponts et Chaussées en début automne 2013 et adopté ensuite par le Gouvernement en conseil.

Le Conseil d'État a été saisi et le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés en janvier 2014.

Conformément aux décisions au sein de la Commission du Développement durable en juin 2013, l'appel d'offres pour les travaux de génie civil a été publié en date du 22 janvier 2014 en prévoyant une clause suspensive liée au vote de la Chambre des Députés de la loi de financement. L'ouverture de la soumission est prévue pour mars 2014 de sorte à pouvoir démarrer le chantier enfin au printemps 2014 sous réserve évidemment du vote de la loi de financement afférente.

Question 0086 (4.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **stratégie commerciale de la société aérienne Cargolux**:

Par communiqué de presse daté du 23 janvier 2014, la société aérienne Cargolux Airlines International S.A. a fait part de la démission de son directeur commercial. Suivant le communiqué, la décision repose sur des divergences considérables entre le concerné et le conseil d'administration de Cargolux quant à la stratégie commerciale future de la société.

Selon nos informations, une démission supplémentaire se prépare, à savoir celle du directeur des opérations et de la maintenance.

Il est connu que le comité de direction de Cargolux a avisé de manière très critique l'accord commercial négocié entre le Gouvernement luxembourgeois et l'investisseur financier chinois HNCA (Henan Civil Aviation Development & Investment Co.).

Dans une note du service «Avis et études» de la Chambre des Salariés du 20 décembre 2013, le groupe d'experts chargé du dossier conclut qu'il s'agit, en l'espèce, d'un accord déséquilibré au détriment de Cargolux, voire du secteur logistique luxembourgeois. Le groupe d'experts de la Chambre des Salariés rend attentif aux conséquences désastreuses que la signature de l'accord commercial avec HNCA pourrait avoir pour le pays tout entier.

Toujours selon mes informations, la convention entre actionnaires («shareholder agreement»), l'investisseur chinois HNCA qui détient désormais 35% des actions de Cargolux, posséderait des droits exclusifs, entre autres le droit de proposer et de codécider sur la composition du comité de direction, au même titre que l'ancien actionnaire Qatar Airways.

Dans ce contexte, j'aimerais obtenir les détails suivants de la part de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Pouvez-vous confirmer la démission du directeur commercial de Cargolux?

2) Pouvez-vous confirmer les rumeurs concernant la démission du directeur des opérations et de la maintenance?

3) Ces départs reposent-ils sur des divergences de vues avec le conseil d'administration concernant la future stratégie commerciale de Cargolux?

4) Le poste du directeur commercial étant une position-clé dans la société, le Ministre ne craint-il pas une perte considérable de «know-how» et surtout de clientèle de Cargolux?

5) Comment le Ministre se positionne-t-il par rapport à l'étude réalisée par le groupe d'experts de la Chambre des Salariés et lui transmise par le biais de l'organisation syndicale OGB-L en date du 20 décembre 2013?

6) Considérant que l'étude réalisée par le groupe d'experts de la Chambre des Salariés rend attentif au risque de délocalisation et de perte d'emplois au Luxembourg, le Ministre demeure-t-il sur sa position qu'il n'y a aucun danger pour les emplois?

7) Dans le cadre d'une politique de transparence, le Ministre me remet-il une copie de l'accord commercial ainsi que de la convention entre actionnaires («shareholder agreement»)?

Réponse (3.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la future stratégie commerciale de la société aérienne Cargolux.

Questions 1-4 et 7:

Les questions 1-4 et 7 se rapportent aux affaires internes et confidentielles d'une société commerciale. Il appartient dès lors à la société commerciale en question de déterminer le contenu et le moment des publications afférentes à effectuer. Par conséquent, il est renvoyé aux informations publiées le cas échéant par la société commerciale en question en relation avec ces sujets.

Questions 5-6:

Le Gouvernement a bien pris connaissance de la note du service «Avis et études» de la Chambre des Salariés relative au «Commercial cooperation agreement between Henan Civil Aviation Development and Investment Co., Ltd. and Cargolux Airlines International S.A.» mentionnée par l'honorable Député.

En ce qui concerne l'accord commercial en question, il convient tout d'abord de rappeler que le Gouvernement ne fait pas partie des signataires de cet accord.

Toutefois, les interprétations des différentes clauses de cet accord, qui amènent les auteurs de la note à arriver à leurs conclusions, ne sont pas partagées par le Gouvernement et la note ne fournit aucun élément nouveau qui inciterait le Gouvernement à modifier son appréciation dudit accord.

Question 0094 (31.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rapport sur l'avenir de Cargolux:**

Zwee Memberen aus dem Exekutivcomité vun der Cargolux hunn hir Demissioun ginn.

Dës Demissioune gi begrënnt duerch Divergenzen iwwert d'Strategie, wat deen neie Partner HNCA ugeet. Dobäi ass och d'Objektivitéit vum Rapport a Fro gestallt ginn, deen en externe Consultant iwwert d'Zukunft vun der Cargolux an d'Zesummenaarbecht mat dem neie chineesesche Partner opgestallt huet.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Ekonomie an dem Här Minister fir Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt de Consultant, deen den uewe genannte Rapport geschriwwen huet, Kandidat ass fir de Poste vum CEO bei der Cargolux?

2. Wien huet de Consultant erausgesicht, fir dee Rapport iwwert d'Kollaboratioun Cargolux-HNCA opzestellen? Wéi héich war den Honoraire fir dëse Rapport a vu wiem gouf e bezuelt?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt de Rapport eventuell net objektiv ass? Wa jo, wéi eng Konsequenze mussen dorauser gezu ginn?

Réponse commune (3.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations concernant l'avenir de Cargolux.

1. La question se rapporte aux affaires internes et confidentielles d'une société commerciale. Il appartient dès lors à la société commerciale en question de déterminer le contenu et le moment des publications afférentes à effectuer. Par conséquent, il est renvoyé aux informations publiées le cas échéant par la société commerciale en question en relation avec ce sujet.

2. Le Ministre de l'Économie a fait la proposition initiale au formateur. Le paiement des honoraires est fait à charge des crédits du Ministère. Les frais facturés sont en ligne avec les taux usuels du marché.

3. Le Gouvernement n'a aucune raison objective de douter de la pertinence et de l'impartialité du rapport soumis.

Question 0095 (7.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **entraves aux libertés d'expression et de manifestation:**

Rezent Evenementer hunn eng Rei Froen opgeworf, wat d'Manifestatiounsfräiheet ugeet.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Roll spillen d'Gemengen am Kader vun Demonstratioune mat engem politesche Charakter? Wat sinn d'Kompetenze vun der Regierung respektiv vun de Gemengen, fir eng Manifestatioun ze autoriséieren oder ze verbidden?

2. Wéi eng Délaien, Kritären a Konditioune sinn anzehalen, fir eng Manifestatioun mat politeschem Charakter autoriséiert ze kréien?

3. Ass d'Prozedur, fir eng Demonstratioun mat politeschem Charakter genehmegt ze kréien, an all Gemeng d'selwecht? Wann net, wëllt d'Regierung déi Prozeduren, Formularen an Dokumenter harmoniséieren a bekanntginn, fir d'Ofhale vun enger Manifestatioun esou einfach wéi méiglech ze maachen?

4. Muss all Organisateur vun enger Demonstratioun vu sech aus d'Police informéieren oder muss sech déi jeeweileg Gemeng drëms këmmeren?

5. Sollt eng Gemeng der Meenung sinn, datt eng gewësse Plaz net ubruecht ass fir eng Demonstratioun, misst si dann net vu sech aus den Organisateuren eng Alternativ proposéieren?

6. Wat sinn an den Ae vum Här Minister valabel Grënn, fir d'Ofhale vun enger Demonstratioun mat politeschem Charakter net ze autoriséieren?

7. Iwwer wat fir eng Voies de recours verfügt de concernéierten Organisateur am Fall vun engem Refus? Wat fir eng Délaie mussen an deem Kader agehale ginn?

8. Wann eng Demonstratioun autoriséiert an ofgehale gëtt an et kënnt zu enger Géigendemonstratioun, musse sech d'Initiateure vun där Géigendemonstratioun net un déiselwecht Virschrëften halen an z.B. och eng Autorisatioun ufroen?

9. Assuréiert d'Police am Fall vun enger Géigendemonstratioun, fir déi keng Autorisatioun virläit, d'Sécherheet vun de concernéierte Leit, déi hir Demonstratioun legal ugefrot hunn a se autoriséiert kruten?

10. Gëtt am Fall vun enger Géigendemonstratioun séchergestallt, datt déi Géigendemonstranten net déi aner Demonstrante stéieren oder an der fräier Ausübung vun hirer Riede-an Demonstratiounsfräiheet kënnen iergendwéi behënneren?

Réponse commune (31.3.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Op déi vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser gestallte Froe betreffend ëffentlech Manifestatiounen/Demonstratioune kënne mir folgend Äntwerte ginn:

1. an 2. Ons Verfassung gesäit an deem Beräich wichteg Prinzipie wéi d'Versammlungsfräiheet (Art. 25) an d'Meenungsfräiheet (Art. 24) vir.

D'Gemenge kënnen am Aklang mat deene verfassungsrechtleche Prinzipien de lokale Gegebenheeten entspriechend speziell Bestëmmunge virgesinn (zum Beispill, dass d'Gemengenautoritéite sollen informéiert ginn, wann eng Manifestatioun geplangt ass).

Dës Bestëmmungen hunn als Finalitéit, den Ordre public, dat heescht d'Sécherheet, d'Salubritéit an d'Rou um Territoire vun der Gemeng ze préservéieren.

3. Eng eenheetlech Regelung mat „Formularen an Dokumenter", wéi den honorabelen Deputéierte virschléit, ass schwéier vereinbar mat onser Verfassung, besonnesch mam Prinzip vun der „autonomie communale". Esou eng generell Démarche, ouni déi lokalspezifesch Emstänn ze berücksichtegen, géif och éischter riskéieren, d'Versammlungsfräiheet anzeschränken.

4. Et gëtt kee Gesetz respektiv kee Règlement grand-ducal, déi den Organisateur vun enger Demonstratioun géifen derzou zwéngen, d'Police ze informéieren. Wéi uewen erwähnt, kënnen d'Gemengen an hire jeeweilegen „règlements communaux de police" speziell Bestëmmunge virgesinn. Et muss ee sech deemno am Viraus un d'Gemeng wenden. An der Praxis kënnt et awer ëfters vir, dass d'Organisateure sech am Viraus mat der Police a Verbindung setzen, ouni dass en Text dës Démarche expressis verbis virgesäit.

5., 6. a 7. Opgrond vun deene virdru genannte verfassungsrechtleche Bestëmmungen ass e Verbuet vun enger Demonstratioun am Prinzip net méiglech, ausser a ganz exzeptionelle Fäll, wann e begrënnte Risiko vun enger imminenter a grousser Atteinte um Ordre public besteet, fir déi d'Autoritéite keng Moyenen hunn, fir se ze maîtriséieren.

De Prinzip vun der Versammlungsfräiheet erlaabt et selbstverständlech net, Gesetzer oder Reglementer ze violéieren. An der Regel gëtt am Fall, wou eng Demonstratioun op enger Plaz geplangt ass, déi net gëeegent ass, am Dialog tëschent de Gemengenautoritéiten an den Organisateure vun der Demonstratioun eng nei Plaz ausgesicht.

Décisioune vun den zoustännege Gemengenautoritéite kënnen am Délai de droit commun vun dräi Méint virum Verwaltungsgeriicht ugefecht ginn.

8., 9. an 10. Bei Demonstratiounen, déi um Territoire vun enger Gemeng stattfannen, gëllen déiselwecht Regelen.

D'Missioun vun der Police ass et, den Ordre public ze garantéieren. Wann eng Demonstratioun d'Agräife vun der Police néideg mécht, well den Ordre public net méi garantéiert ass, ass et der Police hir Flicht, fir anzegräifen an den Ordre public erëm hierzestellen.

Esou gesäit d'Gesetz vum 31. Mee 1999 «portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police» a sengen Artikele 54, 55 a 56 Folgendes vir:

«Le maintien de l'ordre public, qui relève de l'autorité civile, a pour objet de prévenir les troubles afin de ne pas avoir à les réprimer.

Il comporte avant tout des mesures préventives, mais également, si l'ordre est troublé, des mesures destinées à le rétablir.

Lorsque l'ordre public est menacé et la police est susceptible d'être requise les contacts avec l'autorité civile sont resserrés en vue de concerter les dispositions à prendre et de préparer les mesures d'exécution.

L'autorité civile ne peut faire intervenir la police au maintien de l'ordre qu'en vertu d'une réquisition dans les conditions prévues par la loi.

Au cours de l'exécution d'une réquisition, le responsable de Police se maintient en liaison avec l'autorité civile requérante et l'informe, à moins d'impossibilité, des moyens d'action qu'il se propose de mettre en œuvre.

De son côté, l'autorité civile transmet au responsable de police toutes les informations utiles à l'accomplissement de sa mission».

Question 0097 (3.1.2014) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **zone agricole protégée:**

Dans le cadre d'une conférence de presse, l'ancien Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, Marco Schank, et l'ancien Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Romain Schneider, ont présenté en date du 30 septembre 2013 le projet d'une zone agricole protégée. L'objet de cette zone est de sauvegarder dans les paysages agricoles les sols ayant la meilleure aptitude de production agraire.

Les quelque 132.000 hectares de surface agricole utile (SAU) du pays sont classés en quatre classes de productivité. La zone agricole protégée est divisée en «zone prioritaire» et «zone d'importance particulière» et correspond aux sols compris dans les classes de productivité 1 et 2 (52,7% de la SAU).

En «zone prioritaire», celle des meilleures terres, toute urbanisation ainsi que des mesures compensatoires seraient interdites. En «zone d'importance particulière» des mesures compensatoires seraient permises, mais seulement si elles ne vont pas entraîner une perte significative de la SAU.

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement a indiqué vouloir préciser dans l'avant-projet du règlement grand-ducal sur le plan sectoriel «Paysages» que les mesures compensatoires nécessaires en vertu de la loi pour la protection de la nature sont possibles sous certaines conditions tant dans la «zone prioritaire» que dans la «zone à importance particulière».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Pour quelles raisons le Gouvernement entend-il limiter la protection des sols ayant la meilleure aptitude de production agricole?

- Quelles sont les mesures compensatoires prévues pour la «zone prioritaire» et la «zone à importance particulière»?

Réponse (1.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Le Gouvernement peut entièrement souscrire à l'objectif «de sauvegarder dans les paysages agricoles les sols ayant la meilleure aptitude de production agraire».

Une analyse juridique du concept de la «zone agricole protégée», tel qu'élaboré par le Gouvernement précédent, a cependant mis en exergue que la protection des sols par le biais d'une interdiction réglementaire est problématique au vu des servitudes ainsi créées.

En effet, l'arrêt 101 de la Cour constitutionnelle du 4 octobre 2013 sur le droit d'indemnisation des propriétaires en cas de servitudes d'urbanisme a rendu nécessaire une réévaluation de l'ensemble des plans directeurs sectoriels primaires.

Il s'y est avéré que les données et informations scientifiques qui sont à la base de la délimitation de la zone agricole ne sont pas suffisamment homogènes et fiables pour restreindre à suffisance de droit la libre jouissance de la propriété foncière.

Étant donné qu'à peu près la moitié des terrains agricoles appartiennent à des personnes n'exerçant pas ou plus le métier d'agriculteur, il résulterait du classement en zone protégée un droit à indemnisation considérable.

Le Gouvernement actuel n'est actuellement pas prêt à courir le risque financier lié à la définition réglementaire d'une zone agricole protégée par le biais du plan directeur sectoriel «Paysages» et s'efforcera d'assurer une meilleure protection des sols agricoles par d'autres voies et moyens.

D'ailleurs, les services du département de l'Environnement, ensemble avec ceux du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs analysent actuellement les possibilités et l'opportunité d'intégrer l'objectif de la protection des sols agricoles à haute valeur dans la législation sur la protection de la nature et des ressources naturelles. À court terme, la protection des sols agricoles sera intégrée comme critère dans la procédure d'évaluation stratégique des PAG communaux. Dans le contexte des mesures écologiques compensatoires, le Gouvernement renforcera également la collaboration entre l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Office national du remembrement afin de dégager suffisamment tôt les surfaces les moins conflictuelles pour accueillir de telles mesures.

Signalons encore que ces pistes seront discutées en détail avec les représentants du milieu agricole dans les semaines qui viennent.

Cette approche combinée et moins stricte semble très prometteuse pour arriver à une meilleure protection et gestion des terres agricoles sans pour autant donner lieu à un risque d'indemnisation incalculable.

Question 0098 (4.1.2014) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **financement de la production audiovisuelle:**

La Chambre est en train de finaliser ses travaux sur le projet de loi n°6535 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie, engagée depuis la loi du 13 décembre 1988, de soutenir le secteur de la production cinématographique et audiovisuelle au Luxembourg. Ce secteur, comme le rappelle l'exposé des motifs, a sensiblement progressé, en créant sur place des centaines d'emplois très spécialisés (600 techniciens, une quarantaine de réalisateurs et d'acteurs) et une activité économique importante, avec 35 sociétés de production et 15 sociétés de postproduction, cinq studios d'animation, une quinzaine de sociétés spécialisées, des plateaux de tournage à Contern et à Kehlen. Il est donc pertinent que par le projet de loi n°6535 soit assurée la poursuite de l'essor du secteur.

Or, un chaînon important dans cette stratégie manque toujours, à savoir le financement des investissements de productions cinématographiques par les banques de la place. Les sociétés de production sont forcées de s'adresser à des instituts financiers étrangers pour obtenir les prêts nécessaires à leur activité.

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement précise que des «synergies spécifiques avec la place financière seront mises en œuvre (...)».

J'aimerais dans ce contexte poser la question suivante:

- Quelles sont la démarche respectivement la stratégie envisagées par le Gouvernement pour amener les banques de la place à s'impliquer dans un tel secteur économique d'avenir? Et ce, dans quel délai?

Réponse commune (2.4.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie:*

Faisant référence à la question parlementaire n°2699 de l'honorable M. Ben Fayot *(cf. compte rendu n°11/2012-2013)*, il y a lieu de rappeler que la loi sur les certificats d'investissement audiovisuel a été instaurée notamment dans le but de drainer des investissements vers le secteur de la production audiovisuelle luxembourgeoise par le biais de la place financière.

Le régime fiscal des certificats d'investissement était prioritairement destiné à soutenir la part de financement du producteur luxembourgeois dans une œuvre audiovisuelle. Il est vrai que l'activité de financement de l'industrie cinématographique par les banques locales n'a pas eu l'essor souhaité et qu'il s'agit certes d'une nouvelle activité qui, tout en étant très spécialisée, peut constituer une opportunité intéressante pour les banques de notre place financière.

Le programme gouvernemental précise à ce sujet que: «Des synergies spécifiques avec la place financière seront mises en œuvre notamment au travers de la création d'un fonds structurel faisant appel à l'investissement privé et permettant la gestion et la valorisation de portefeuilles de droits audiovisuels par des sociétés nationales.»

Le projet de loi n°6535 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle stipule dans les missions du Fonds «d'encourager la mise en œuvre d'un fonds structurel destiné à favoriser l'investissement privé dans la production audiovisuelle».

Nous continuerons de nous engager à maintenir ce dialogue, qui s'annonce complexe et réfléchi, avec les acteurs de la place financière pour encourager cette activité qui peut profiter à la fois au secteur financier qu'à l'industrie cinématographique et amener des solutions durables dans l'intérêt du développement du secteur audiovisuel.

Question 0114 (11.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**Administration de la navigation aérienne:**

Mengen Informatiounen no gëtt d'Administration de la navigation aérienne (ANA) scho méi laang vun engem Direkter faisant fonction geleet. Ausserdeem wier fir de Service météorologique eng Persoun zoustänneg, déi iwwer keng spezifesch Ausbildung an deem Beräich verfügt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Zënter wéini gëtt d'ANA vun engem Direkter faisant fonction geleet?

3. Wéini gedenkt den Här Minister dëser Tëscheléisung en Enn ze setzen an en Direkter ze nennen?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt de Service météorologique vun engem Flughafe misst vun engem qualifizéierte Meteorolog dirigéiert ginn?

5. Wéi vergläicht sech an deem Zesummenhang d'Situatioun vun eisem Service météorologique mat deem vun aneren internationale Flughäfen?

6. Wéi vill Consultantë ginn am Ament vun der ANA beschäftegt? Mat wéi enge Qualifikatiounen an iwwer wéi eng Zäitraim?

Réponse (3.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Députéierte wëllt Informatiounen iwwert d'Organisatioun vun der Administration de la navigation aérienne (ANA).

D'ANA gëtt säit dem 1. Januar 2013 vun engem Interim-Direkter geleet, deen e Beamten aus der ANA selwer ass.

Dës Situatioun ännert sech spéitstens mat dem Vote vun der Modifikatioun vum Kadergesetz vun der ANA, well dat Gesetz erlaabt dann een Direkter mat anere Qualifikatiounen ze nennen. D'Gesetz ass am Moment ze restriktiv.

De Service Meteo vum Findel gëtt vun engem qualifizéierte Meteorolog dirigéiert an dee Service bitt déiselwecht Meteosservicer wéi déi aner international Flughäfen.

Wa Consultantë bei der ANA gefuerdert sinn, dann nëmme fir punktuell Missiounen oder Projeten. Déi Kontrakter ginn normalerweis an „jours/homme" festgeluecht an net a Joren.

Question 0117 (12.2.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **délai d'attente entre l'introduction d'une requête devant le tribunal des tutelles mineurs près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et les plaidoiries:**

Il me revient que les délais entre l'introduction d'une requête devant le tribunal des tutelles mineurs près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et la date des plaidoiries d'une telle demande sont actuellement assez longs. En effet, selon mes informations, les personnes concernées devraient attendre plusieurs mois avant de pouvoir plaider leur cause devant le tribunal en question.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la moyenne des délais d'attente entre l'introduction d'une requête devant ledit tribunal des tutelles et les plaidoiries?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que des délais de plusieurs mois sont encore raisonnables?

- Dans la négative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

- Est-il notamment prévu d'augmenter le rythme des séances du tribunal des tutelles ou encore de nommer un juge supplémentaire au tribunal susmentionné?

Réponse (9.4.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

La question parlementaire n°117 donne lieu aux observations suivantes, tenant compte des observations soumises par le procureur général d'État:

À titre préliminaire, il convient de mentionner qu'auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, deux juges des tutelles sont affectés au tribunal de la jeunesse des tutelles, l'un traitant les dossiers relatifs aux mineurs et l'autre ceux relatifs aux majeurs.

Parmi les compétences du juge des tutelles mineurs figurent principalement les demandes de parents non mariés à voir fixer les modalités d'exercice de l'autorité parentale à l'égard de leur enfant ainsi que celles du droit de visite et d'hébergement de l'un d'entre eux basées sur l'article 380 du Code civil, les administrations légales sous contrôle judiciaire des biens d'un mineur, les demandes en ouverture de tutelle, les déclarations d'autorité parentale conjointe, les demandes en changement de nom, les demandes en nomination d'un administrateur ad hoc, les présomptions d'absence d'une personne, les commissions rogatoires internationales relatives à la réalisation d'une enquête sociale.

1) À l'heure actuelle, le délai d'attente entre le dépôt d'une requête basée sur l'article 380 du Code civil au greffe du juge des tutelles et la date des plaidoiries est en moyenne de l'ordre de six mois. En raison des vacances judiciaires d'été, ce délai peut cependant aller jusqu'à huit mois. Une affaire qui est déposée à la date de ce jour est fixée au 8 octobre 2014.

Il a été possible de retracer l'évolution des dossiers jusqu'à l'année 2002. À cette époque, le délai de convocation le plus long était de l'ordre de trois mois et le nombre maximal de dossiers fixés à une audience était de l'ordre de six. À l'époque, les audiences se déroulaient chaque mercredi de 15.00 heures à 18.00 heures.

Le tableau ci-joint reprend l'évolution des dossiers depuis cette date. Il en ressort qu'au courant de l'année judiciaire 2002/2003, le nombre de dossiers s'élevait à 239 dossiers tandis qu'il s'élève à 482 dossiers au courant de l'année judiciaire 2012/2013.

On peut encore constater qu'il y a eu une augmentation significative de dossiers au courant de l'année 2006/2007 (40 dossiers de plus que l'année précédente), 2009/2010 (69 dossiers de plus), 2010/2011 (26 dossiers de plus) et au courant de l'année 2012/2013 (67 dossiers de plus). Il convient cependant de noter que ce nombre comprend la totalité des dossiers relevant de la compétence du juge des tutelles et non pas seulement les demandes basées sur l'article 380 du code précité. Depuis le 1er janvier 2014, le nombre de ces dossiers est différencié des autres dossiers. À l'aide du registre dans lequel sont enregistrés tous les dossiers déposés au greffe du juge des tutelles, les chiffres suivants ont cependant pu être relevés pour le nombre des dossiers relatifs à l'article 380 du Code civil:

Année judiciaire 2002/2003: 70 dossiers

Année judiciaire 2006/2007: 88 dossiers

Année judiciaire 2009/2010: 127 dossiers

Année judiciaire 2010/2011: 146 dossiers

Année judiciaire 2012/2013: 213 dossiers

Depuis 09/2013: 127 dossiers. Comme il reste encore sept mois à courir, il faut dès lors s'attendre à ce que le nombre de dossiers atteindra celui des dossiers de l'année 2012/2013 ou soit légèrement supérieur. Ces chiffres montrent en tout cas qu'il y a encore eu une augmentation considérable de dossiers depuis le mois de septembre 2012 par rapport aux années précédentes.

Le tableau ci-joint reprend également l'évolution du nombre de jugements rendus depuis l'année judiciaire 2002/2003, à savoir 116, jusqu'à l'année judiciaire 2012/2013, à savoir 257.

Le nombre croissant des demandes basées sur l'article 380 du Code civil s'explique par un phénomène de société qui est celui des enfants nés hors mariage et par les nombreuses transformations de la famille. Les requêtes concernent souvent des enfants en bas âge qui n'ont pas eu le temps de nouer une relation avec le parent avec lequel ils n'habitent pas habituellement, ce qui nécessite généralement la mise en place d'un droit de visite progressif au profit de ce parent, impliquant que l'affaire doit paraître plusieurs fois devant le juge des tutelles avant qu'un jugement définitif ne puisse être rendu.

L'examen des jugements rendus depuis 2002 montre que les délais de convocation étaient

relativement constants jusqu'en 2010 et étaient de l'ordre de trois à quatre mois.

Pour garder une constance dans les délais de convocation, des audiences supplémentaires ont été organisées occasionnellement à partir de 2009 et le nombre de dossiers traités au cours d'une audience a été augmenté à neuf dossiers. Pour garantir une durée minimale de plaidoiries par affaire, il a été décidé de débuter les audiences à 14.30 heures, voire 14.15 heures. Les audiences ne se terminent souvent que vers 18.30 heures.

Depuis le mois de janvier 2010, une audience supplémentaire par mois a été mise en place afin d'éviter des délais de convocation trop longs.

Depuis la fin de l'année 2011, le délai de convocation varie entre cinq à six mois.

À l'heure actuelle, le nombre de dossiers par audience est de l'ordre de dix, à savoir cinq demandes nouvelles auxquelles s'ajoutent par la suite cinq dossiers qui reviennent devant le juge dans le cadre d'une continuation des débats.

2) Bien que les délais d'attente soient trop longs, le juge des tutelles mineurs n'est pas en mesure de tenir davantage d'audiences. En effet, à côté de la rédaction des jugements en matière de fixation des modalités d'exercice de l'autorité parentale à l'égard d'un enfant naturel et de droit de visite et d'hébergement du parent qui ne l'héberge pas habituellement, le juge des tutelles est quotidiennement saisi de demandes dans le cadre d'autres dossiers relevant de sa compétence.

Il s'agit essentiellement des demandes présentées dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire des biens d'un mineur ou des demandes en ouverture de tutelles. Souvent les décisions du juge interviennent à la suite d'entrevues organisées à son bureau avec les parties concernées sans oublier les actes notariés qui doivent être signés en présence du juge des tutelles.

3) Comme le projet de loi relatif à la responsabilité parentale déposé le 11 avril 2008 prévoit une augmentation des compétences du juge des tutelles, le nombre de juges des tutelles traitant les dossiers des mineurs devrait être augmenté et il pourrait ainsi être tenu compte de l'augmentation du nombre de dossiers à traiter. Il en est de même dans l'hypothèse d'une réorganisation judiciaire plus profonde consistant dans la création du juge aux affaires familiales.

4) En attendant que la réforme législative se concrétise, un moyen pour réduire le délai d'attente devant le juge des tutelles pourrait consister dans la mise en place d'audiences supplémentaires afin que le nombre total des audiences soit porté à deux audiences par semaine.

Compte tenu des développements faits ci-dessus, le juge des tutelles qui s'occupe des dossiers des mineurs ne saurait cependant vaquer à ces audiences supplémentaires.

Se pose également la question de savoir si l'organisation du Parquet Jeunesse et du greffe du juge des tutelles permet de procéder à une augmentation du nombre d'audiences.

Il est notamment relevé par le Parquet Jeunesse que:

Si la solution immédiate consiste à faire tenir des audiences supplémentaires par le tribunal des tutelles, il est évident que cela ne pourra se faire que par le biais de magistrats en nombre suffisant au Parquet Jeunesse.

Ces magistrats (au nombre de sept) assurent, outre la permanence «famille»(englobant notamment les affaires de protection de la jeunesse et les signalements afférents, les dossiers de violences domestiques et les dossiers de tutelles mineurs ainsi que le suivi des dossiers basés sur l'article 302 du Code civil), la permanence de droit commun dans le plan de service du parquet de Luxembourg et l'évacuation des affaires de droit commun dans les audiences correctionnelles et criminelles du tribunal d'arrondissement.

À défaut de substituts en nombre suffisant, des audiences supplémentaires sont difficilement concevables, nonobstant la volonté affichée par tous les intervenants de la justice de remédier à la situation actuelle par des audiences extraordinaires.

En conclusion, l'ensemble des considérations qui précèdent sont appelées à trouver des solutions adaptées en fonction des réformes en cours du droit de la famille et en particulier le projet de loi sur la responsabilité parentale commune et les réflexions dans le contexte de la création des juges aux affaires familiales.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0120 (13.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **respect du droit du travail dans le secteur du nettoyage:**

Le personnel occupé dans le secteur du nettoyage, en somme quelque 8.000 personnes, surtout des femmes et en majorité des frontalières, de même que leurs déléguées et les organisations syndicales, se plaignent de plus en plus du non-respect de dispositions du droit du travail dans ce secteur. Les problèmes soulevés concernent notamment le (non)respect du repos hebdomadaire, la (non)rémunération correcte des heures supplémentaires prestées, la conclusion répétée de contrats de travail à durée déterminée au-delà des limites prévues par le Code du travail (par exemple en engageant des remplaçants temporaires sous CDD répétés au lieu de remplaçants permanents sous CDI).

Il est essentiel de savoir que très souvent les travailleuses concernées se voient dans l'impossibilité de contester individuellement le non-respect de ces dispositions, par crainte de sanctions cachées. C'est justement pour cette raison que les pouvoirs publics se sont réservé un droit de contrôle du respect du droit du travail, ce contrôle étant exécuté par l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant le travail et le respect du droit du travail dans ses attributions:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des problèmes soulevés?

2) Quel est le nombre et l'envergure des contrôles effectués par l'ITM dans ce secteur?

3) Quels sont les problèmes constatés lors de ces contrôles?

4) Le nombre de contrôles ne devrait-il pas être augmenté?

5) L'ITM dispose-t-elle des ressources nécessaires afin de contrôler efficacement le respect du droit du travail dans ce secteur aussi important que vulnérable?

Réponse (31.3.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Quant à la 1re question:

Le Ministre n'a jamais été sollicité directement dans ce contexte, mais vu que les contrôles effectués par l'ITM font ressortir que les problèmes soulevés par l'honorable Député existent dans le secteur, comme d'ailleurs dans d'autres aussi, le sujet sera certainement abordé dans le cadre de prochaines entrevues avec les parties intéressées.

Quant à la 2e question:

Au cours des trois dernières années 63 contrôles approfondis ont été effectués auprès d'entreprises du secteur du nettoyage.

Quant à la 3e question:

Les problèmes principaux qui ont été constatés lors de ces contrôles concernaient:

- le non-paiement de salaires;
- le non-respect du repos hebdomadaire;
- le renouvellement de CDD;
- les contrats de travail pour les salariés à temps partiel;
- le calcul de l'indemnité de congé;
- le calcul des frais de déplacement;
- l'octroi du congé annuel;
- le harcèlement moral.

Quant à la 4e question:

Comme les problèmes précités existent également dans d'autres secteurs, il n'y a pas lieu de contrôler ce secteur plus qu'un autre.

Quant à la 5e question:

Les dernières années le personnel de contrôle de l'ITM a été constamment augmenté et cette augmentation d'effectifs sera continuée, dans la limite des crédits budgétaires, et ce afin de garantir des contrôles efficaces dans tous les secteurs d'activité et de lutter contre le dumping social.

Question 0121 (14.2.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **politique gouvernementale en matière de transmission des petites et moyennes entreprises:**

À côté des professionnels du secteur financier, les petites et moyennes entreprises (PME) constituent le pilier de notre économie nationale. Or, ces entreprises, souvent de type familial, peinent à organiser leur transmission et ce notamment en raison du contexte fiscal dans lequel elles évoluent.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres compétents:

- Est-ce que l'idée de revoir le cadre fiscal applicable aux transmissions d'entreprise est une piste explorée par le Gouvernement actuel?

- Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas réétudier l'imposition des plus-values en cas de transmission d'entreprise, réel obstacle à la transmission de PME familiales?

- Ne faudrait-il pas faire en sorte que la transmission d'entreprise, indépendamment de son mode, i.e. par la voie successorale ou par une cession gratuite ou tout autre moyen, soit fiscalement neutre?

- Ne pourrait-on pas envisager une imposition nulle ou s'y rapprochant au cas où l'exploitation est continuée après la transmission?

Réponse commune (4.4.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les entreprises établies, qui sont par la suite cédées ou transférées, réussissent mieux et ont tendance à créer plus d'emplois que les entreprises nouvellement créées. Tous les curseurs permettant d'agir en faveur de la transmission des entreprises existantes doivent donc être actionnés, qu'il s'agisse de transmission hors cadre familial ou dans le contexte de celui-ci, le cadre fiscal ne constituant en effet qu'un aspect, à côté du financement en lui-même de biens des transmissions, et de l'accompagnement des repreneurs d'entreprises.

Afin de poser l'enjeu, il ne faut pas perdre de vue que 99,5% des entreprises luxembourgeoises sont des PME, ces dernières étant par ailleurs à 75% de nature familiale.

Bon nombre d'efforts sont faits déjà aujourd'hui pour favoriser la transmission d'entreprises. Citons dans ce cadre les bourses de reprises d'entreprises organisées par les deux chambres professionnelles. La SNCI s'est aussi dotée d'outils comme le prêt de reprise, en vue de favoriser la transmission d'entreprises. Les mutualités de cautionnement et d'aide aux commerçants et aux artisans, soutenues par leurs chambres professionnelles respectives et l'État, constituent également un relais pour faciliter le financement bancaire des PME luxembourgeoises, y compris en cas de transmission d'entreprises.

En vue de l'accompagnement des repreneurs d'entreprises, des instruments, tels le «business mentoring» et le «business check» soutiennent les repreneurs d'entreprises pendant la période la plus critique de leur début d'activité.

Dans le cadre des entrevues de préparation du 4e Plan d'action avec les milieux professionnels, les aspects fiscaux et notamment la problématique de l'imposition des plus-values dans le cadre de transmissions ont été abordés. Entre autres l'Horesca a insisté sur l'urgence de trouver une solution.

La matière est donc complexe et comprend de nombreuses variables et des leviers d'intervention distincts.

Le Ministre de l'Économie a annoncé la mise en place d'un Haut Comité pour la promotion des Classes moyennes, à l'instar du «Haut Comité pour la promotion de l'Industrie», en vue de favoriser le développement d'un cadre propice aux PME et à l'entrepreneuriat, et de promouvoir la compétitivité et l'attractivité de ces entreprises.

Dans ce contexte, cet organe nouveau, qui réunira l'ensemble des acteurs du secteur des Classes moyennes, soumettra ses recommandations au Gouvernement.

Le Gouvernement porte toute son attention sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise en général et sur celle des petites et moyennes entreprises en particulier. Le cadre fiscal applicable aux transmissions d'entreprises en est un élément qui mérite inclusion dans les réflexions à mener en vue de la réforme fiscale qu'il est prévu de présenter pour l'année 2016. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de cette réforme qui comportera un paquet équilibré de mesures assurant l'attractivité du pays et un niveau adéquat des recettes fiscales.

Question 0123 (19.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **difficultés pour accueillir des réfugiés syriens:**

Le Luxembourg avait l'intention d'accueillir 60 réfugiés syriens. Jeudi, 13 février 2014, le Ministre de l'Immigration a fait savoir qu'ils ne seraient pas 60, mais seulement quatre familles avec au total 28 personnes à trouver asile au Luxembourg. Raison invoquée: les informations sur le mode de vie luxembourgeois et entre autres le rôle et la place de la femme au sein de la société luxembourgeoise.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre:

- De quelle manière s'est déroulée la mission du Gouvernement en Jordanie et quelle était sa composition?

- Combien de dossiers ont été fournis par l'UNHCR?

- Combien de personnes ont été entendues?

- Quelle fut l'approche des interviews: est-ce la mission luxembourgeoise qui a averti les personnes sur les supposées difficultés au Grand-Duché ou ces questions ont-elles été posées par les personnes candidates à l'asile?

- Existe-t-il un procès-verbal de ces entretiens? Le cas échéant, est-il possible de le consulter?

- Est-ce que le Luxembourg a l'intention d'accueillir d'autres réfugiés, jusqu'au total annoncé de 60 respectivement au-delà?

- Le cas échéant, cela a-t-il déjà été fait?

Réponse (28.3.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

1. Une délégation luxembourgeoise s'est rendue à Amman entre le 26 janvier et le 5 février 2014 afin de mener des entretiens avec les réfugiés sélectionnés par l'UNHCR. Il est à noter que l'agence onusienne a insisté que les Syriens susceptibles d'être réinstallés ne proviennent pas de camps de réfugiés. En effet, tous les réfugiés proposés par l'UNHCR pour une réinstallation éventuelle habitent en dehors des camps de réfugiés («urban cases»). Ils sont soutenus par l'agence onusienne, aussi bien de manière financière que par des bons d'alimentation.

La délégation était composée de trois agents de la Direction de l'Immigration, disposant d'une expertise approfondie dans les techniques d'entretien et en matière d'asile, assistés d'un fonctionnaire psychologue.

Toutes les personnes majeures furent entendues par la délégation luxembourgeoise. Les entretiens ont porté sur les données personnelles des réfugiés, sur des questions liées à la Convention de Genève ainsi que sur leur situation familiale.

À la fin de la mission, deux fonctionnaires de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) ont rejoint la délégation pour fournir aux réfugiés sélectionnés des informations sur leur vie future au Luxembourg.

2. En amont de la mission de sélection, neuf dossiers de familles (68 personnes, dont 49 mineurs) furent transmis à la Direction de l'Immigration. Cinq dossiers furent retenus après la conduction des entretiens, cependant une famille de neuf personnes a préféré rester en Jordanie. Dès lors, le Luxembourg va réinstaller 28 personnes.

3. 19 personnes majeures furent entendues par la délégation luxembourgeoise.

4. Il va de soi que les réfugiés avaient le besoin de se renseigner sur leur éventuel futur lieu de séjour. Ainsi, avant les entretiens proprement dits, les réfugiés avaient l'occasion de poser toute sorte de questions. Le contenu de ces sessions d'information entre les membres de la délégation et les réfugiés n'a pas été retenu de manière écrite.

5. Des procès-verbaux furent dressés de tous les entretiens menés durant la mission. Pour des raisons évidentes de confidentialité, la consultation de ces derniers n'est pas possible.

6. + 7. Une décision définitive sera prise en tenant compte de l'expérience acquise avec l'accueil des 28 personnes qui viennent au Luxembourg.

Question 0128 (25.2.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **CCP de la POST:**

La POST est le premier opérateur de services postaux et de télécommunications au Luxembourg. Elle offre également une large gamme de services financiers postaux, notamment le compte courant des CCP.

Selon mes informations la POST aurait entamé des pourparlers avec différentes banques afin de vendre ce service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, quelles en seraient les conséquences pour les clients et le personnel?

Réponse commune (10.4.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La question parlementaire n°128 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Ministre des Finances:

En 2013, POST Luxembourg a entamé un processus de repositionnement stratégique pour ses trois métiers de base, à savoir les télécommunications, les services postaux et les services financiers postaux. L'objectif affiché est de garantir, dans un environnement hautement concurrentiel et en mutation rapide, la pérennité des activités du groupe.

En ce qui concerne l'activité des Services Financiers Postaux de POST Luxembourg, force est de constater que le modèle économique actuel du CCP touche à ses limites. Même en cas d'un redressement des taux d'intérêts historiquement bas, phénomène qui pèse lourdement sur la rentabilité financière de l'activité des services financiers postaux, l'Entreprise des Postes et Télécommunications se doit de rechercher un modèle économique alternatif pour le CCP.

Dans le cadre de cette démarche l'Entreprise des Postes et Télécommunications est en train d'évaluer un éventuel rapprochement ou une coopération avec d'autres acteurs de la place financière pour identifier des opportunités ou rechercher des synergies au niveau de son activité des services financiers postaux.

À l'heure actuelle ce processus d'évaluation est toujours en cours et aucune décision quant à l'orientation future n'est prise, sachant que l'abandon des activités CCP n'est pas une option pour le Gouvernement.

Question 0129 (27.2.2014) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **budgets communaux:**

Dans la circulaire ministérielle numéro 3105 du 13 novembre 2013 du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région les communes luxembourgeoises ont été invitées à élaborer leurs budgets et les plans pluriannuels de financement pour l'exercice 2014. En référence à cette circulaire ministérielle les budgets communaux ont été finalisés et par conséquent soumis au vote dans les différents conseils communaux.

Il me revient qu'actuellement certaines communes voient leurs budgets communaux redressés par le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région en se basant sur un communiqué adressé aux communes le 4 décembre 2013, date de l'assermentation de l'actuel Gouvernement.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Par quel moyen ou support ce communiqué a-t-il été adressé aux communes?

2. Pourquoi ce communiqué a-t-il été adressé aux communes?

3. Qui est l'expéditeur de ce communiqué?

4. Quelle est la valeur d'un tel communiqué non signé?

5. Combien de communes et par conséquent de budgets communaux sont concernés par une observation comptable du Ministre d'inscrire, de modifier ou de redresser un emprunt ou un emprunt supplémentaire?

6. Ces rectifications ministérielles auront-elles des conséquences au niveau des votes communaux exprimés pour les budgets 2014?

7. Quelles sont les répercussions de ces modifications non votées aux conseils communaux pour le plan pluriannuel de financement pour l'exercice 2014 portant sur les exercices financiers 2015, 2016 et 2017?

Q46

Réponse (14.4.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

Ad 1) Le communiqué du 4 décembre 2013 a été adressé à toutes les communes via les adresses de messagerie de Circalux qui est la plateforme de communication entre le Ministère de l'Intérieur et le secteur communal.

Ad 2) Ce communiqué a été transmis aux communes suite à une demande de la part de plusieurs communes qui souhaitaient - en complément de la circulaire budgétaire n°3105 du 13 novembre 2013 - recevoir un schéma plus explicite et alternatif pour arrêter les taux afin d'élaborer les budgets et les plans pluriannuels de financement (PPF). Le mode de transmission par communiqué a été choisi pour mettre toutes les communes sur un pied d'égalité du point de vue informations et explications sachant que certaines d'entre elles avaient déjà, verbalement, reçu des renseignements sur la façon d'arrêter les taux.

Ad 3) L'expéditeur du communiqué a été le groupe d'accompagnement de la comptabilité communale, un groupe qui a accompagné la réforme de la comptabilité communale et qui se compose de représentants de l'État (Ministère de l'Intérieur: Direction des Finances communales et Service de Contrôle de la Comptabilité des communes) et de représentants du secteur communal (Syvicol, Association des secrétaires communaux et Association des receveurs communaux).

Ad 4) Considérant que la circulaire budgétaire n°3105 du 13 novembre 2013 a pu être interprétée de façon divergente, le communiqué était censé constituer un complément d'informations ou d'explications à la circulaire budgétaire destinée à clarifier les travaux des communes dans le cadre de leurs travaux d'élaboration des budgets et des PPF.

Ad 5) Des redressements ont été opérés sur 31 budgets communaux de l'année budgétaire 2014, dont six ont été concernés par une observation comptable du Ministre de l'Intérieur avec une répercussion sur l'emprunt suite aux explications complémentaires du communiqué.

Ad 6) Le Ministre procède à des redressements d'après l'art. 124 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, voire à des rectifications d'ordre technique afin que les communes puissent disposer de chiffres qui correspondent dans la mesure du possible à la réalité et ceci dans leur intérêt. Le budget ainsi arrêté par le Ministre sert de base d'exécution au collège des bourgmestre et échevins et est communiqué aux membres du conseil communal.

Ad 7) Le PPF 2014 portant sur les exercices financiers 2015, 2016 et 2017 devra être communiqué, conformément au règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013, au conseil communal et au Ministre de l'Intérieur pour le 30 avril 2014. Tout budget communal redressé d'ici cette date sera évidemment pris en considération pour l'établissement du PPF 2014 respectivement sa mise à jour au 30 juin 2014. Les paramètres macroéconomiques et les prévisions actualisés relatifs aux principales recettes fiscales intéressant les communes pour cette mise à jour leur seront transmis par voie de circulaire ministérielle dans un délai approprié avant cette échéance.

Question 0130 (28.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **représentants de l'État dans les conseils d'administration:**

L'État luxembourgeois est représenté dans un certain nombre de conseils d'administration.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il, dans un souci de transparence nécessaire à une représentation démocratique, me renseigner qui sont les fonctionnaires de l'État et autres personnes qui le représentent, dans quels conseils d'administration ils siègent, quelle est l'indemnité - sous quelque forme que ce soit - que ces personnes perçoivent du chef de cette représentation et quelle partie de cette indemnité leur est dévolue, respectivement quelle est la partie de l'indemnité continuée au Trésor de l'État?

Réponse (7.4.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre* d'État*:*

L'honorable Député pose quelques questions touchant à l'identité et à la rémunération des représentants de l'État dans des conseils d'administration.

Pour le détail des sociétés dans lesquelles l'État tient des participations et est représenté par un ou plusieurs membres dans le conseil d'administration, je voudrais informer l'honorable Député que depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations qui est publiquement consultable sur le site Internet de la Trésorerie de l'État: http://www.te.public.lu/participations/index.html.

Comme la législation sur le droit des sociétés impose à chaque société d'actualiser la liste de ses administrateurs via dépôt au Registre du commerce et des sociétés, cette liste est publiquement consultable au Mémorial C.

Je voudrais informer l'honorable Député que les représentants de l'État au sein des conseils d'administration sont nommés par le Gouvernement en Conseil, sur proposition du Ministre compétent.

Au sein de ces conseils d'administration, les fonctionnaires concernés représentent les intérêts de l'État. Il s'agit de personnes expérimentées qui apportent, en tant qu'administrateurs, une plus-value au fonctionnement des sociétés dans lesquelles l'État tient des parts. Les fonctionnaires-administrateurs se servent d'ailleurs de l'expérience acquise au sein de ces conseils d'administration pour développer leurs compétences dans leur fonction respective, ce dont l'État tire donc directement profit.

La charge d'administrateur s'ajoute à celle correspondant à la fonction des fonctionnaires concernés. Le Gouvernement juge dès lors normal qu'ils touchent une indemnité pour ces activités.

Le degré de préparation et d'expertise ainsi que la fréquence des réunions des conseils d'administration en question varient fortement, tout comme c'est le cas, en conséquence, du montant des indemnités touchées par les administrateurs.

En vertu de la loi modifiée du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme: «La personne morale de droit public assume les responsabilités qui incombent aux personnes désignées à sa demande en leur qualité d'administrateurs ou de membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, sauf son recours contre elles en cas de faute personnelle grave. Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission».

Il appartient donc au Gouvernement d'arrêter au cas par cas les indemnités à allouer à ces administrateurs. Si le Gouvernement estime, comme c'est le cas en règle générale, que les indemnités touchées par les administrateurs correspondent à la surcharge de travail respective, il ne demande aucun remboursement de la part de ces derniers.

Afin d'éviter d'exposer la situation individuelle des membres des conseils d'administration concernant les rémunérations leur allouées, et de ce fait celle des autres collègues administrateurs n'ayant aucun lien avec le secteur public, le Gouvernement ne peut pas publier le montant des indemnités touchées par les fonctionnaires-administrateurs, et ce en conformité avec les dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et notamment la lecture combinée de ses articles 64, alinéa 2 et 65, paragraphe 1, point 12 et paragraphe 3.

Question 0134 (3.3.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **développement des friches industrielles à Wiltz:**

La revalorisation des friches industrielles de Wiltz est un projet de taille dont la portée économique et sociale pour la région Nord est manifeste. Pour la commune de Wiltz, il s'agit d'un projet très important qui modifiera l'aspect de la ville durablement. Il donnera lieu à la création d'un nouveau quartier constitué d'un mélange d'appartements, d'emplois, de services et d'infrastructures publiques et de zones de loisirs.

En octobre 2012, Monsieur le Ministre du Logement avait annoncé que le Fonds du Logement avait procédé à la sécurisation de l'ensemble du terrain et que les immeubles pourraient être vidés prochainement afin de pouvoir commencer les travaux de désamiantage. Une fois ce chantier de désamiantage achevé, les travaux de démolition pourraient démarrer et un appel d'offres en ce sens serait en cours de préparation.

De plus, le Ministre avait précisé qu'un planning concernant le développement du site serait en voie d'élaboration mais qu'aucun investisseur ne se serait manifesté pour l'instant pour s'implanter sur ces friches.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle nous fournir des précisions sur l'état d'avancement du projet?

- Quels sont les travaux qui ont été effectués jusqu'à ce jour sur le site?

- Quels projets de revalorisation sont envisagés sur l'ancien site industriel?

- Quel est le calendrier de ces travaux?

Réponse (3.4.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

La revalorisation des friches industrielles de Wiltz permettra à terme la création d'un tout nouveau quartier offrant idéalement une mixité des fonctions constituée d'appartements, d'emplois, de services, de zones de loisirs et d'infrastructures publiques afin d'éviter que ce nouveau quartier fasse uniquement fonction de dortoir urbanistique. La réhabilitation du site offre à la ville de Wiltz des possibilités extraordinaires en matière économique et sociale.

Néanmoins, un projet d'une telle taille a besoin de réflexions approfondies afin que tous les impacts mutuels soient pris en considération. Cette approche aide à éviter que les générations à venir doivent payer le prix fort pour des décisions précipitées.

Par conséquent, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat a entretenu, dans un premier temps, des réunions mensuelles avec les responsables de la ville de Wiltz, pour définir la démarche globale et pour préparer une présentation au comité-directeur du Fonds.

Lors d'une première entrevue, il a été convenu de retravailler l'étude socio-économique pour dégager les points cruciaux du projet. La volonté du Gouvernement par rapport à la consolidation de la région nord du pays comme nouveau noyau économique est également un élément de réflexion considérable. La mixité des fonctions pourrait éviter que le nouveau quartier soit uniquement utilisé comme dortoir urbanistique.

L'approbation du comité-directeur du Fonds présupposée, la prochaine action sera l'organisation d'un concours d'idées avec trois ou quatre équipes composées d'un urbaniste, d'un paysagiste, d'un sociologue et d'un d'expert en économie. Le but de ce concours consistera à assembler toutes les composantes déjà élaborées et de proposer une démarche urbanistique durable pour le nouveau quartier, englobant les critères social, économique et écologique. Ensuite, le premier plan d'aménagement particulier pourra être élaboré vers la mi-2015.

Pour ce qui est des travaux qui ont été réalisés jusqu'à ce jour sur le site, il y a lieu de relever les travaux de sécurisation, de dépollution, de désamiantage et de démolition des anciens bâtiments sur l'ancien site industriel Eurofloor/ Tarkett. Ces travaux constituent la première phase, qui sera achevée d'ici octobre 2014, à savoir:

- la sécurisation du site: accès, clôtures, berges de la Wiltz, fermeture des baies;

- le déblaiement de tous les bâtiments: 100% réalisés;

- le désamiantage de l'ensemble des bâtiments: 90% réalisés (sous réserve de nouveaux imprévus);

- la dépollution:

- les citernes enterrées et aériennes: 100% réalisés;

- les toitures (étanchéités bitumeuses): 30% réalisés;

- la décontamination des structures bâties (fraisage): 20% réalisés;

- la démolition des bâtiments (à l'exception du premier bâtiment à l'entrée du site côté gauche): 40% réalisés.

Le reste des bâtiments sera traité lors d'une deuxième phase qui, à l'heure actuelle, est en cours de préparation.

Question 0136 (5.3.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**hébergement de sites Internet contenant du matériel pédopornographique:**

An Däitschland fuerdere vill Politiker vun alle Borden e vill méi strengt Gesetz zur Bekämpfung vun der Kannerpornografie. Dëst ass virun allem op d'Affär Edathy zréckzeféieren. Ee vun den Aspekter, déi vun de Medien opgegraff goufen, ass nämlech deen, datt um Internet Biller gehandelt ginn, déi net nécessairement illegal sinn an déi awer all normal emfannende Mënsch muss als pädopornografesch bezeechnen.

Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand mécht a sengem Rapport 2013 ebe grad op déi Problematik opmierksam: «On peut cependant regretter que la définition de représentation pornographique du code pénal, fasse que des sites montrant des enfants habillés, mais dans des contextes (...) et des poses sexualisées (...) sont hébergés impunément au Luxembourg.» (Säit 58). Esou Biller géifen also och iwwer Websäite verkaaft oder gewise ginn, déi hei am Land hébergéiert sinn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Informatioune confirméieren?

2. Wéi vill esou Websäite gëtt et hei am Land?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir deem skandaléisen Dreiwen en Enn ze setzen?

Réponse (7.4.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le Ministère de la Justice ne dispose pas de chiffres portant sur le nombre de tels sites qui seraient hébergés au Luxembourg.

Il faut rappeler que l'article 62 de la loi sur le commerce électronique prévoit un régime de responsabilité spécifique pour un prestataire qui hébergerait un tel site.

Ainsi, cet article dispose que:

«Le prestataire qui fournit un service de la société de l'information consistant dans le stockage des informations fournies par un destinataire du service, ne peut pas voir sa responsabilité engagée pour les informations stockées à la demande d'un destinataire du service à condition que:

a) le prestataire n'ait pas effectivement connaissance que l'activité ou l'information est illicite et, en ce qui concerne une action en dommages et intérêts, qu'il n'ait pas connaissance de faits ou de circonstances selon lesquels le caractère illicite de l'activité ou de l'information est apparent; ou

b) le prestataire, dès le moment où il y a une telle connaissance, agisse promptement pour retirer les informations ou rendre l'accès à celles-ci impossible.»

Si les autorités luxembourgeoises sont informées de l'existence d'un tel site, par exemple par des signalements sur le site Internet www.stopline.lu, ce site hébergé auprès d'un prestataire de services de l'information au pays est normalement fermé soit sur base volontaire, soit sur ordre des autorités judiciaires.

En ce qui concerne les images visées par la question parlementaire et que l'ORK décrit comme «enfants habillés mais dans des contextes et des poses sexualisées» il faut rappeler que de telles images sont, le cas échéant, susceptibles d'être qualifiées de pornographie et d'être incriminées en vertu de l'article 384 du Code pénal.

Quant à la définition de la notion de pédopornographie, les juridictions répressives font régulièrement référence à l'article 2 du Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, qui dispose que «c) on entend par pornographie mettant en scène des enfants toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles.».

Le Luxembourg a signé ce Protocole le 8 septembre 2000.

Une autre formulation usuellement retenue renvoie à la notion de «représentations choquant la pudeur de par leur présentation et leur étalement notamment d'une relation sexuelle sinon des parties intimes d'une personne».

Il faut par ailleurs souligner que le législateur a récemment renforcé le dispositif répressif en matière de lutte contre la pédopornographie.

Ainsi, la loi du 21 février 2013 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants a élargi le champ d'application de l'article 384 du Code pénal. L'ancien texte n'interdisait que la détention de matériel pédopornographique tandis que le nouveau texte interdit l'acquisition, la détention et la consultation de ce genre de matériel.

Ce durcissement législatif a permis une lutte plus efficace contre les consommateurs de matériel pédopornographique avec comme objectif ultime de réduire la demande de ces images et donc par ricochet leur production.

Question 0137 (5.3.2014) de **MM. Emile Eicher** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **zones d'activités économiques à caractère régional:**

Les zones d'activités économiques à caractère régional (ZAER) sont des infrastructures publiques mises à la disposition des entreprises sous la forme de droits de superficie, contre paiement d'une participation aux frais des infrastructures. Elles peuvent accueillir des activités artisanales et industrielles, y compris la réimplantation d'activités existantes.

Les zones sont aménagées et gérées par des syndicats intercommunaux.

Vu que les ZAER sont en grande partie préfinancées par le Ministère de l'Économie, ce dernier a un droit de statuer sur l'éligibilité des entreprises qui pourraient s'implanter dans ces ZAER.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Existe-t-il une liste du Ministère qui reprend la localisation et les surfaces disponibles de toutes les zones d'activités économiques à caractère régional?

- Dans l'affirmative, cette liste est-elle librement accessible aux entreprises intéressées?

- Dans la négative, est-ce qu'une liste des zones d'activités économiques à caractère régional et gérées par des syndicats intercommunaux est remise aux entreprises intéressées?

- Quel est en général le temps de traitement d'un dossier afin qu'une entreprise puisse s'installer dans une ZAER?

Réponse (8.4.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les zones d'activités économiques régionales sont mises en œuvre et gérées par les syndicats intercommunaux. Le Ministère de l'Économie participe à la planification et à l'aménagement des zones d'activités en question à travers un préfinancement qui sera remboursé au fur et à mesure de la concession des droits de superficie dans l'enceinte des zones régionales.

Concrètement, les entreprises désireuses de s'implanter au sein d'une zone d'activités économiques régionale peuvent ou bien s'adresser au Ministère de l'Économie ou bien directement au syndicat intercommunal. Si le premier contact se fait au niveau du Ministère de l'Économie, celui-ci oriente d'après sa meilleure connaissance des surfaces libres et adaptées les entreprises vers les syndicats intercommunaux qui disposent des surfaces libres adaptées aux besoins de l'entreprise.

Dans ce cadre, le Ministère de l'Économie dispose d'une liste informelle, à usage interne uniquement, reprenant la totalité des zones d'activités économiques régionales du pays. Le relevé des surfaces disponibles au sein des zones d'activités régionales est mis à jour en fonction et au fur et à mesure des données fournies par les syndicats intercommunaux au Ministère de l'Économie, sachant qu'en réalité il faut faire la distinction entre surfaces définitivement allouées moyennant un contrat de concession d'un droit de superficie, surfaces en négociation avec des investissements potentiels et surfaces effectivement vacantes.

Le Ministère de l'Économie a par ailleurs établi de longue date une liste énumérant les différents syndicats de communes qui gèrent une ou des zones d'activités économiques régionales et reprenant:

- le nom du syndicat de communes;

- les communes membres;

- le siège;

- les personnes de contact (président et secrétaire);

- un numéro de téléphone du secrétaire;

- l'adresse e-mail du secrétaire.

Cette liste est publique et peut être consultée sur le portail électronique du «guichet unique», sous la rubrique entreprises, implantation dans une zone d'activités économiques, puis en cliquant sur le lien «syndicat intercommunal» (http://www.guichet.public.lu/entreprises/fr/urbanisme-environnement/construction-amenagement-site/zones-activite/implantation-zae/contacts-zones-reg_mars-2014.xlsx).

En ce qui concerne le temps de traitement d'un dossier concret jusqu'à l'implantation d'une entreprise au sein d'une zone d'activités économiques régionale, il est difficile de définir un délai précis étant donné que la rapidité de l'analyse devant être effectuée avant toute décision d'octroi d'un droit de superficie dépend d'un certain nombre de facteurs:

- la présentation d'un projet concret détaillé par l'entreprise;

- la remise d'un plan d'affaires détaillé au syndicat intercommunal;

- le bouclage du plan de financement sous-jacent.

En raison de ces facteurs plus ou moins complexes et aléatoires, le Ministère de l'Économie ne peut pas indiquer de délai précis entre le moment où une entreprise présente un projet et le moment où elle peut effectivement s'implanter au sein d'une zone d'activités.

Il est cependant clair que la rapidité de décision est tributaire de la qualité du projet, du plan d'affaires et du plan de financement soumis.

Question 0138 (5.3.2014) de **M. Edy Mertens** *(DP)* concernant le **remboursement de traitements à l'étranger:**

Selon mes informations, les médecins du groupe cardiologique du Centre Hospitalier du Nord (CHdN) ont dû transférer des patients vers l'étranger (Trêves) vu le caractère urgent du traitement interventionnel nécessaire. Il me revient toutefois que le Contrôle médical de la sécurité sociale a refusé le remboursement de ce traitement.

Sachant que dans des cas pareils des patients sont régulièrement transférés vers d'autres établissements hospitaliers à l'étranger, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Est-il exact que le Contrôle médical a refusé le remboursement des traitements en question?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons du Contrôle médical pour sa décision?

3) Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter des situations pareilles à l'avenir?

Réponse (4.4.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) Les articles 23 et 27 des statuts de la Caisse Nationale de Santé définissent les conditions à la base d'une prise en charge des consultations ou traitements effectués à l'étranger de façon programmée:

«Conditions générales

Art. 23. Les prestations de soins de santé délivrées à l'étranger aux personnes protégées sont prises en charge par l'assurance maladie dans les conditions établies par les présents statuts et, le cas échéant, d'après les dispositions prévues par les instruments bi- ou multilatéraux de sécurité sociale comprenant l'assurance maladie et l'assurance contre les accidents et maladies professionnels, auxquels le Luxembourg est lié.

Sauf les traitements d'urgence reçus en cas de maladie ou d'accident lors d'un séjour temporaire à l'étranger, la prise en charge des prestations délivrées à l'étranger doit être couverte par une autorisation donnée par le Contrôle médical suivant les modalités prévues par les présents statuts et, au cas où il s'agit de prestations délivrées dans un pays lié au Luxembourg par un des instruments visés à l'alinéa 1er ci-dessus, dans la forme et d'après les modalités prévues par ces instruments.

Modalités de la prise en charge

Art. 27. La prise en charge par l'assurance maladie des consultations visées à l'article précédent, est subordonnée à une autorisation donnée par le Contrôle médical sur base d'une demande écrite émanant d'un médecin. Si la demande concerne un transfert pour un traitement médical à l'étranger visé à l'article 25, la demande doit être produite par un spécialiste dans la discipline médicale spécifique du domaine de laquelle relève le cas ou du domaine d'une discipline apparentée.

La demande d'autorisation, présentée sur un formulaire spécial, contient la désignation du médecin ou du centre spécialisé appelé à donner les soins à l'étranger, le diagnostic précis, la finalité du transfert à l'étranger, la motivation exposant les faits et critères de qualité des soins qui rendent impossible ou inadéquat le traitement au Luxembourg, (...).

À la suite d'une autorisation de transfert, le Contrôle médical peut dispenser d'une demande formelle présentée dans les formes ci-devant si le transfert a pour objet une consultation du prestataire étranger, nécessaire en vue du suivi médical du traitement.»

La prise en charge d'un traitement programmé à l'étranger est donc possible si les conditions indiquées dans l'article cité ci-devant sont remplies et si une autorisation préalable a été établie par le médecin-conseil du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) sur base de ces conditions.

Or, dans les cas à la base de la question parlementaire de Monsieur le Député Edy Mertens, le CMSS a avisé négativement le transfert au Brüderkrankenhaus à Trèves étant donné que la prise en charge à l'Institut de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle (INCCI) était possible le jour même. Le médecin-conseil en charge avait effectivement vérifié, avant de refuser le transfert à l'étranger, s'il existait encore des disponibilités pour le traitement au niveau de l'INCCI. Au niveau réputation et qualité des traitements et interventions, il est évident que l'INCCI, rattaché au Centre Hospitalier de Luxembourg, peut sans problème se mesurer avec l'établissement hospitalier à Trèves vers lequel le cardiologue avait l'intention de faire transférer son patient.

Il est donc inapproprié de dire que les patients devaient être transférés vers l'Allemagne.

À noter que pour des interventions de ce genre les transferts à l'étranger restent l'exception, ceci au vu de la présence et du travail de très grande qualité de l'INCCI. Si cependant une intervention ne peut se faire au Luxembourg au vu du degré de difficulté ou d'expertise requise, le CMSS ne s'oppose bien évidemment pas à l'établissement de l'autorisation préalable en vue du transfert dans l'hôpital spécialisé en la matière.

Ad 2) Suivant le médecin-directeur du CMSS, une raison justifiant le transfert à l'étranger n'existait pas, alors que l'intervention pouvait, tant en ce qui concerne les compétences des médecins à l'INCCI, qu'en ce qui concernait les disponibilités de l'INCCI au moment de la demande d'intervention, être faite au Luxembourg. C'est dans cette logique que le CMSS a refusé la prise en charge du traitement à l'étranger. Or, conformément à l'article 17, la prestation en question n'est opposable à la Caisse Nationale de Santé qu'à partir du moment où le CMSS a donné son autorisation préalable au transfert à l'étranger.

Ad 3) Le principe qu'un transfert pour traitement en milieu hospitalier à l'étranger n'est pris en charge par la CNS que dans la mesure où ce même traitement est impossible au Luxembourg à un niveau égal de qualité et d'expertise et uniquement sur base d'une autorisation préalable du CMSS, sera maintenu. Néanmoins, après la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011, la nécessité d'une autorisation préalable de la part du CMSS sera réduite aux cas où le patient séjournera effectivement à l'hôpital pendant au moins une nuit.

Nonobstant le fait que dans la situation à laquelle Monsieur le Député fait référence le traitement au Luxembourg était matériellement possible, il convient de relever que les médecins traitants doivent être conscients que s'ils ordonnent des transferts à l'étranger sans avoir reçu l'autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale, ce seront les patients qui en subiront les frais, alors que la CNS se verra contrainte au vu de ses statuts de refuser la prise en charge des frais relatifs au traitement à l'étranger.

Question 0139 (6.3.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **centres de traitement de données luxembourgeois:**

Une collaboration de longue durée entre le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), le Ministère de la Fonction publique et le Service information et presse (SIP) de l'État a permis la mise en place du nouveau portail de l'actualité gouvernementale.

Ce portail, en service depuis l'entrée en fonction du nouveau Gouvernement le 5 décembre 2013, stocke depuis 1999 notamment de nombreux communiqués, discours et interviews

ainsi que plus de 1.000 publications officielles de l'État luxembourgeois.

D'après les informations de presse du 28 février 2014 de la société Makana S.A. (www.itnation.lu), le Gouvernement aurait hébergé, via le SIP, son nouveau site Web chez Amazon par l'intermédiaire d'Infopark, l'entreprise qui a aidé à développer le portail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, sachant que le CTIE bénéficie de matériel de haute qualité et que le Gouvernement luxembourgeois poursuit l'objectif de promouvoir le Grand-Duché en tant que plate-forme pour les technologies d'information et de communication, pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il opté pour une entreprise privée et étrangère pour l'hébergement de son serveur plutôt que de le confier à un service public national?

- Est-ce que d'autres données appartenant à l'État luxembourgeois sont stockées sur des serveurs nationaux ou internationaux privés, dont l'État n'est pas propriétaire?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il m'assurer que d'un point de vue de la protection des données cette situation ne présente pas de risques?

Réponse commune (16.4.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°0139 du 6 mars 2014, l'honorable Député Serge Wilmes demande la confirmation des informations selon lesquelles le Gouvernement aurait hébergé, via le Service information et presse du Gouvernement (SIP), son nouveau site Web dans un environnement AWS (Amazon Web Services) par l'intermédiaire d'Infopark et, le cas échéant, de justifier ce choix.

En réponse à la question de l'honorable Député, nous confirmons que le nouveau portail www.gouvernement.lu est, depuis sa mise en ligne le 5 décembre 2013 par le SIP, hébergé dans le Cloud sur des serveurs virtuels loués auprès d'Amazon en Irlande par l'intermédiaire d'Infopark, firme allemande reconnue qui fournit depuis 2002 déjà le CMS (Content Management System) avec lequel quasiment tous les sites du Gouvernement sont réalisés.

À noter d'ailleurs qu'Amazon Web Services est opéré à partir des quartiers généraux européens de la société, à savoir à partir du siège d'Amazon à Luxembourg, où, parmi les quelque 900 personnes qui y travaillent, une équipe dédiée se consacre aux services AWS fournis en Europe.

Le Gouvernement a opté pour cette solution d'hébergement pour différentes raisons à la fois techniques, pratiques et économiques, tout en veillant à assurer un niveau de sécurité très élevé.

Dès mai 2010, le Conseil de Gouvernement a décidé que le portail http://www.gouvernement.lu deviendrait le portail fédérateur dans lequel seraient progressivement intégrés quasi tous les sites institutionnels qui dépendent directement ou indirectement du Gouvernement. Pour pouvoir satisfaire à ces exigences et proposer toutes les fonctionnalités que l'on est en droit d'attendre d'un portail moderne, il est apparu que les technologies nécessaires à l'élaboration de ce nouveau portail ne pouvaient pas, dans un délai raisonnable, être implémentées dans l'infrastructure technique existante du Gouvernement hébergée et administrée par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), sans que celle-ci ne soit profondément adaptée. Or, l'adaptation d'une telle infrastructure entraîne inévitablement des coûts importants et demande un processus long et complexe afin de répondre aux nombreuses exigences, notamment en termes de procédures et de sécurité.

De façon très pratique, l'infrastructure du CTIE utilise une ancienne version du CMS Infopark Fiona qui ne garantit pas à cent pour cent une publication instantanée des informations sur le Web. Or, le Gouvernement, dans un souci d'efficacité et de sécurité, se doit de pouvoir communiquer sur le Web en temps réel. La nouvelle version dynamique du CMS Infopark permet par ailleurs de générer dynamiquement (on the fly) des pages en fonction des choix précis de l'internaute. C'est donc cette solution innovante qui a finalement été choisie pour le projet, d'autant plus que le SIP a également fait le choix d'une application Ruby on Rails, non supportée par l'infrastructure actuelle du CTIE, et incluse dans le package mis à disposition par Infopark.

Outre la solution Cloud proposée par Infopark via contrat SaaS, six offres Cloud de sociétés luxembourgeoises avaient été analysées à l'époque. La conclusion de cette étude de marché était que les autres offres Cloud n'offraient pas les mêmes services ou des services aussi perfectionnés que ceux disponibles dans l'environnement AWS (Amazon Web Services) et proposés par Infopark, alors qu'elles coûtaient de quatre à six fois plus cher. L'option d'un hébergement auprès du SIP avec une administration à distance des serveurs et applications par des sociétés privées externes avait aussi été étudiée et abandonnée pour des raisons de qualité des services et de coûts.

Le Gouvernement luxembourgeois, qui est fortement en faveur du développement du Cloud computing en Europe, a donc choisi de profiter lui-même des opportunités que présente le Cloud computing en termes d'économies d'échelle et de diversité des offres de solutions.

Aujourd'hui, faisant suite à un marché public européen, la mise en place d'une nouvelle infrastructure technique centrale auprès du CTIE est à l'étude. À terme, le portail www.gouvernement.lu sera migré sur cette nouvelle infrastructure centrale et hébergé de nouveau ensemble avec les autres sites du Gouvernement sur les serveurs du CTIE au sein du réseau de l'État.

À la question de savoir si d'autres données appartenant à l'État luxembourgeois sont stockées sur des serveurs nationaux ou internationaux privés, nous répondons à nouveau par l'affirmative. Il s'agit toutefois d'outils non critiques tels que notamment des outils d'envoi de newsletters, des outils de sondages et autres sous-traités à des firmes européennes soumises aux règles applicables en matière de protection des données aux niveaux européen et nationaux, ceci dans une optique d'une gestion financière efficace et pérenne.

Enfin, toutes les mesures sont prises pour garantir la sécurité et la protection des données, qu'elles soient hébergées sur des serveurs étatiques ou autres. À ce propos, il est à noter que le portail www.gouvernement.lu est un portail grand public. Toutes les informations publiées n'ont évidemment aucun caractère confidentiel ou même secret. Aussi, la seule donnée à caractère personnel collectée sur le portail est l'adresse e-mail nécessaire pour pouvoir diffuser une newsletter ou une alerte à l'abonné. Cette information, somme toute peu sensible, est toutefois stockée dans un outil CRM (Customer Relationship Management) hébergé en interne au sein du Service information et presse.

Question 0141 (7.3.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**implication d'un cabinet de conseil dans le screening des dépenses de l'État:**

Selon la presse nationale, un cabinet de conseil serait en train de seconder le Ministère des Finances dans le screening des dépenses de l'État en vue de l'élaboration du projet de budget de l'année 2015.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un cabinet de conseil a été mandaté pour passer en revue les dépenses de l'État en vue de l'élaboration du projet de budget de l'année 2015? Dans l'affirmative, le cabinet susmentionné a-t-il été mandaté par le Gouvernement ou bien par le Ministère des Finances?

- Comment se présente concrètement la collaboration entre le cabinet de conseil et le Ministère des Finances? De quelle manière les conseillers du cabinet sont-ils impliqués dans la procédure de screening? Ont-ils accès à toutes les données du Ministère des Finances respectivement de l'Inspection générale des Finances ou autre service ou administration de l'État?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le montant total de la prestation de conseil? A-t-il été procédé à un appel d'offre public afin de déterminer le choix du cabinet de conseil pour passer en revue les dépenses de l'État? Sur base de quels critères le choix de recourir aux services du cabinet de conseil susmentionné a-t-il été pris? Qui a été impliqué dans la prise de décision?

- Un cabinet de conseil a-t-il également été impliqué dans l'élaboration du projet de budget de l'année 2014?

- Monsieur le Ministre serait-il enclin à publier dans un souci de transparence le contrat conclu avec le cabinet de conseil en question?

Question 0142 (7.3.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**implication d'un cabinet de conseil dans le screening des dépenses de l'État:**

Wéi de Radio 100,7 gëschter ze melle wosst, gouf de Cabinet McKinsey vun Iech mandatéiert, fir d'Methodik vum Budget 2015 opzestellen.

1. Firwat gräift de Finanzminister op eng extern Firma zréck? Feelt et u Fachkompetenz am Ministère selwer an, wa jo, firwat?

2. Firwat gouf deen Optrag net ausgeschriwwen?

3. No wat fir Kritäre gouf grad dee Cabinet ausgewielt?

4. Wéi vill kascht dat Mandat de Steierzueler?

5. Huet dem Finanzminister seng Duechter tatsächlech bei McKinsey geschafft, wéi et an der Press stoung?

Réponse (17.3.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

1. La plupart des pays développés s'appuient sur des conseils externes pour les accompagner dans leurs programmes de transformation. C'est ainsi notamment que la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, les pays scandinaves (Suède, Danemark) et la Grande-Bretagne se sont récemment appuyés sur des conseils externes pour conduire des revues de programmes («spending reviews»), pour mettre en œuvre des projets transversaux (services partagés, achats, investissements) et pour appuyer les administrations et les agents de l'État dans la mise en œuvre des actions décidées. L'OCDE a récemment souligné le rôle positif des consultants, dès lors que leur mandat était étroitement défini (34e réunion annuelle des hauts responsables du budget des pays de l'OCDE. La révision des dépenses publiques. 2013).

2. Le projet de modernisation des dépenses publiques, par l'ampleur de l'objectif de consolidation à atteindre (1,5 milliards) pour assurer un solde structurel de 0,5% du PIB, nécessite une approche nouvelle et sans pareil jusqu'à présent. Cette approche se déroule en trois phases: phase de cadrage, phase d'élaboration d'initiatives et phase de mise en œuvre. À cet effet le Gouvernement a décidé de soutenir ponctuellement ses propres services par des consultants à des degrés divers suivant la phase.

3. En raison des délais très serrés qui justifient l'urgence et vu les compétences techniques du cabinet McKinsey pour s'attaquer à des problèmes de grande ampleur dans des organisations complexes et dans le secteur public, le Ministère d'État, pour compte du Gouvernement, a mandaté ledit cabinet pour la phase de cadrage du budget de nouvelle génération de 2015 (384.000 HTVA). Il est encore à noter que par le passé, le Ministère des Finances a aussi travaillé avec le même cabinet en recourant aussi à la procédure négociée.

Les modalités d'intervention des consultants externes ont été fixées comme suit par le Gouvernement pour la phase de cadrage:

- Apport d'expertise, de référentiels de comparaison et d'exemples détaillés pour l'établissement du programme de transformation et des méthodologies et techniques à appliquer:

• appui à la structuration de la démarche, à la définition de la méthodologie et des plans de travail;

• apport de «benchmarks» et éclairages spécifiques en particulier sur les services partagés;

• support dans la détermination d'une «baseline» comme référence des dépenses et recettes;

• appui au recensement des pistes existantes et qualification de leur avancement et potentiel;

• appui à la préparation des supports pour les événements et réunions.

- Appui à la formalisation du cadrage des groupes thématiques et du dispositif de pilotage (outil de suivi, rapports-types, réunions).

En ce qui concerne le budget 2014 il y a lieu de préciser que McKinsey n'est pas intervenu dans l'élaboration du projet.

4. Pour la phase d'élaboration des initiatives, des consultants pourront être mis à disposition suivant les besoins exprimés par les groupes de travail constitués pour les différents départements ou pour des sujets communs.

C'est ainsi que le Gouvernement a lancé le 4 mars 2014 deux appels d'offres dans le cadre d'une procédure restreinte sans publication d'avis pour des missions portant respectivement sur:

- Assistance à la coordination de groupes de travail dans le domaine des finances publiques,

- Assistance dans le contexte d'analyses financières.

Suivant les besoins des groupes de travail il n'est pas exclu qu'il soit nécessaire de recourir à d'autres experts.

5. En ce qui concerne la phase de mise en œuvre des initiatives décidées par le Gouvernement, il est trop tôt de se prononcer sur les besoins éventuels d'experts.

6. Je confirme que ma fille a travaillé chez McKinsey depuis janvier 2012. Elle a demandé le 22 janvier 2014 une suspension de son contrat qui lui a été accordée.

Question 0143 (7.3.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **système modulaire de la formation professionnelle:**

Comme on a déjà pu le lire dans le programme gouvernemental, «le système modulaire tel qu'introduit dans la formation professionnelle s'est révélé difficilement gérable pour les établissements scolaires». Ce constat a été relaté récemment par la presse nationale, où on a surtout fait état de l'organisation pratique très difficile des soi-disant modules de rattrapage. D'après mes informations, des problèmes se situeraient toutefois également au niveau de l'organisation générale des modules. Ainsi semblerait-il qu'aucun programme d'études n'ait jusqu'alors encore été élaboré pour certains modules.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Le cas échéant, de quelle manière le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (8.4.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle prévoit que la formation professionnelle soit dorénavant organisée par un système modulaire. La citation de l'honorable Député Marc Spautz du programme gouvernemental, à savoir «le système modulaire tel qu'introduit dans la formation professionnelle s'est révélé difficilement gérable pour les établissements scolaires» est à nuancer.

En effet, les élèves qui poursuivent leurs études dans le cadre de la formation professionnelle ont accumulé, contrairement à toute prévision, un nombre important de modules non réussis qui doivent être rattrapés. Cette situation pose un grand défi en matière d'organisation des modules de rattrapage aux établissements scolaires.

Afin de remédier à cette situation à court terme, le Ministère a changé le règlement grand-ducal sur les critères de promotion et ce déjà pour l'année scolaire en cours. À moyen terme, des réflexions sont menées afin de pallier à la problématique des nombreux modules de rattrapage en adaptant l'évaluation des compétences.

En ce qui concerne l'affirmation qu'«ainsi semblerait-il qu'aucun programme d'études n'ait jusqu'alors été élaboré pour certains modules», la situation actuelle se présente comme suit:

- des 7.515 modules existants, 13 n'ont pas de compétences saisies dans le fichier élève,

- des 7.515 modules existants, 377 n'ont pas de programme.

Il reste à préciser que la loi de la formation professionnelle prévoit que les modules soient définis par les compétences et que des programmes de formation ne soient pas nécessaires dans tous les cas.

Question 0144 (10.3.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **«Courrier de l'Éducation nationale»:**

Le «Courrier de l'Éducation nationale», le bulletin d'information officiel du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, est régulièrement distribué à tous les enseignants.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre d'éditions publiées du «Courrier de l'Éducation nationale» en 2013?

- De même, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien d'enseignants, actifs et retraités, reçoivent le «Courrier de l'Éducation nationale»?

- Quelle a été la dépense totale (frais d'impression et frais d'envoi) pour l'année 2013?

- Monsieur le Ministre partage-t-il mon avis que, étant donné que la très grande majorité des enseignants disposent d'une adresse e-mail (@education.lu générée par Restena), le «Courrier de l'Éducation nationale» pourrait être transmis aux enseignants par voie électronique?

Réponse (9.4.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le «Courrier de l'Éducation nationale» (CEN) existe depuis de nombreuses années. Avec quelque 9.000 abonnés, le mensuel est un vecteur d'information essentiel au service des acteurs de l'École luxembourgeoise et un lien important entre les membres de la communauté éducative.

En 2013, le Ministère de l'Éducation nationale a imprimé, diffusé et publié en ligne onze éditions mensuelles du CEN. Il a également publié six numéros spéciaux, dont quatre ont été imprimés, mais seulement trois diffusés par courrier.

À ce jour, 8.964 personnes et organismes (écoles, lycées, crèches, foyers, associations de parents, administrations communales, ambassades, hôpitaux…) sont abonnés au CEN. La base de données ne renseigne pas sur le nombre d'enseignants actifs et retraités, l'exercice de la profession enseignante n'ayant jamais été une condition pour s'abonner au CEN.

Le tirage en 2013 a été de 9.700 exemplaires par édition, soit un total de 145.500 exemplaires pour les 15 éditions imprimées. Les frais d'impression, pris en charge par le Ministère de l'Éducation nationale, se sont élevés à 47.800,52 euros TTC. Les frais d'envoi, assumés par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), se sont chiffrés à 8.075 euros TTC par édition, soit 113.050 euros TTC pour les 14 éditions diffusées en 2013. Les travaux de mise en page ont été réalisés par le Ministère.

Les acteurs du système scolaire font un usage courant des nouvelles technologies et exploitent d'ores et déjà de nombreuses informations sous forme électronique. Je partage parfaitement l'avis selon lequel l'évolution des pratiques conduit aujourd'hui à privilégier une diffusion électronique du CEN. L'abandon du papier s'impose d'autant plus que les énormes frais d'envoi ne sont plus justifiables face aux contraintes budgétaires actuelles. S'y ajoute que la machine de mise sous pli du CTIE, utilisée pour les seuls besoins du CEN, arrive en fin de vie et que son remplacement coûterait plus de 300.000 euros.

En janvier 2014, le Ministère et le CTIE ont pris la décision commune d'arrêter l'impression du CEN en fin d'année scolaire. À partir de septembre, seule la version électronique continuera d'être publiée. Pour recevoir le CEN sous forme électronique, tous les lecteurs sont invités à s'abonner à une newsletter spécialement mise en place sur le site Internet du Ministère. Les enseignants de l'école fondamentale y sont abonnés d'office. L'inscription est bien entendu ouverte à toute personne intéressée, même si elle n'était pas abonnée au CEN jusqu'à présent.

Le changement du mode de diffusion permettra de réaliser des économies considérables, tout en rendant le CEN plus interactif et aisément accessible aux lecteurs. Une partie du montant économisé pourra être réinvestie pour développer les prestations en ligne du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Question 0145 (10.3.2014) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant l'**analyse de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration:**

La radio 100,7 vient d'annoncer que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région prévoit de faire une analyse organisationnelle et de la gestion financière de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), administration sous tutelle du ministère.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame le Ministre peut-elle me renseigner sur l'objectif de cette initiative?

- Madame le Ministre peut-elle me dire en quoi consiste l'objet de cette analyse?

Réponse (17.3.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration vient de lancer une analyse organisationnelle et de la gestion financière de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), administration sous tutelle du ministère.

Cette analyse avait été annoncée dans le programme gouvernemental.

L'objectif de cette analyse est de faire un état des lieux du fonctionnement de l'OLAI et de mener une réflexion quant à l'avenir de l'Office.

Il s'agit de proposer des pistes qui permettront à l'OLAI de faire face avec efficacité et transparence aux nombreux défis à venir en matière de politique d'accueil et d'intégration.

L'analyse comportera une analyse organisationnelle de l'OLAI en vue de comprendre le fonctionnement actuel et les pistes d'amélioration éventuelles, de même qu'une analyse de la gestion financière des conventions avec les partenaires principaux.

L'analyse se basera à la fois sur l'examen de documents et sur le dialogue avec le personnel.

Après cet état des lieux et une identification des forces et des faiblesses, l'analyse débouchera sur des recommandations d'amélioration et d'implémentation, qui devront permettre de travailler de manière plus efficace, plus transparente et plus satisfaisante pour tout le monde, de proposer des réponses encore mieux adaptées aux besoins du terrain et de renforcer la politique en matière d'accueil et d'intégration.

Question 0146 (11.3.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **composition de la troïka européenne envoyée en Ukraine:**

Mam Zil, d'Situatioun an der Ukrain ze entschäerfen, ass virun e puer Wochen eng europäesch Troika op Kiew gaangen, fir mam mëttlerweil gestierzte President Janukowytsch ze verhandelen.

Interessant war d'Zesummesetzung vun där Troika, an där d'Rotspresidentschaft, déi europäesch Baussebeoptraagt, d'Madame Ashton, an déi Europäesch Kommissioun anscheinend net vertruede waren, mä dofir awer déi franséisch, däitsch a polnesch Bausseministeren.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Regele gëtt et am Ableck an der Europäescher Unioun, fir d'Zesummesetzung vun enger Troika ze bestëmmen? Gëtt et vertraaglech Dispositiounen? Wa jo, sinn Derogatioune virgesinn an, wa jo, a wéi enge Fäll an no wéi enge Modalitéiten?

2. Firwat ware weder d'Présidence en exercice nach den Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Deel vun där Delegatioun?

3. Wat waren d'Grënn, fir grad déi dräi Ministere fir déi Missioun ze designéieren?

4. War déi Décisioun konform mat deenen Dispositiounen oder Regelen, déi fir d'Kompositioun vun enger Troika gëllen? Wann neen, misst de Lëtzebuerger Bausseminister net op d'Anhale vun de Regelen, déi fir d'Zesummesetzung vun esou enger Troika gëllen, bestoen?

5. Misst besonnesch e klengt Land wéi eist net drop bestoen, datt eng Troika vun der Présidence geféiert gëtt?

Réponse (2.4.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Zënter dem Traité vu Lissabon gëtt d'Aussen- a Sécherheetspolitik vun der Haute Représentante vun der Europäescher Unioun fir Aussen a Sécherheetspolitik exekutéiert als Mandataire vum Conseil. D'„Troika"-Formatiounen an der Matière vun der Aussen- a Sécherheetspolitik existéieren an där Form net méi, zënter datt den Traité vu Lissabon den 1. Dezember 2009 a Kraaft getrueden ass.

D'Ausseministeren aus Däitschland, Frankräich a Polen si vun der Madame Ashton gefrot ginn, fir zu Kiew den 20. Februar am Numm vun der EU alles ze ënnerhuelen, fir un éischter Plaz d'Gewalt ze ënnerbannen an eng négociéiert Solutioun unzestriewen.

Zur selwechter Zeit souzen déi aner Ausseministere mat der Madame Ashton zu Bréissel am Ausseministeschrot, fir sech ze koordinéieren, selbstverständlech am enke Kontakt mat deenen dräi Ausseministeren.

Den Accord, dee vum deemolege President Janukowytsch an den Ausseministeren aus Däitschland, Frankräich a Polen an der Oppositioun ënnerschriwwe ginn ass (a paraphéiert vu Russland), ass zwar net integral ëmgesat ginn, allerdéngs - an dat ass dat Wichtegst - si vun deem Dag u keng Leit méi zu Kiew erschoss ginn.

Question 0148 (12.3.2014) de **M. Frank Arndt** *(LSAP)* concernant le **financement d'initiatives sociales:**

Les dispositions de la loi du 3 mars 2009 réglementent l'intervention de l'État dans l'organisation et le financement d'initiatives prises par les employeurs en matière d'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou réinsérer sur le marché du travail. À cette fin, le ministre ayant l'emploi dans ses attributions peut accorder un agrément et, le cas échéant, conclure une convention de coopération avec les employeurs intéressés à s'engager dans la lutte contre le chômage.

Nombreuses sont les communes qui s'engagent activement dans le financement des initiatives sociales pour combattre le chômage.

Face au nombre élevé de demandeurs d'emploi, le budget du Fonds pour l'Emploi prévu à cette fin est restreint et le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires est par conséquent limité.

Le nombre maximal de demandeurs d'emploi «bénéficiaires», exprimé en équivalent temps plein, est à considérer comme une moyenne annuelle et détermine un coefficient multiplicateur pour la participation aux frais du personnel d'encadrement ainsi que la participation aux frais de fonctionnement, qui sont calculés à concurrence de 5% de la masse salariale subventionnée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Sachant que le budget provisoire de l'État mis à disposition des initiatives sociales pour l'exercice 2014 est plafonné en nombre de bénéficiaires, est-ce que Monsieur le Ministre envisage de l'adapter par rapport à la croissance du nombre de demandeurs d'emploi?

- Étant donné que le nombre de bénéficiaires est actuellement plafonné, quelle est la procédure à entamer par une commune qui décide d'engager des demandeurs d'emploi?

- Comment Monsieur le Ministre voit-il l'évolution future des initiatives sociales?

Réponse (10.4.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Les initiatives sociales sont un dispositif indispensable dans la lutte contre le chômage, notamment des personnes les plus défavorisées. Actuellement, près de 1.500 demandeurs d'emploi sont occupés dans les différentes initiatives. Pour tenir compte de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence pour le développement de l'emploi, les initiatives sociales ont été invitées au mois de mars à soumettre une demande de financement supplémentaire pour l'année 2014, à concurrence de 10% maximum du nombre de bénéficiaires actuel. Ces demandes qui doivent présenter les projets à réaliser sont actuellement traitées au Ministère.

Les communes qui souhaitent faire des efforts supplémentaires pour réduire le chômage au Luxembourg sont encouragées à prendre contact avec l'Agence pour le développement de l'emploi qui peut ainsi leur expliquer l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi dont elles peuvent bénéficier en tant que communes.

Les initiatives sociales continueront à jouer un rôle important dans la lutte contre le chômage. La collaboration avec l'Agence pour le développement de l'emploi, les Centres d'Orientation Socioprofessionnelle et les entreprises privées doit encore davantage être renforcée pour assurer une stratégie cohérente et structurée, surtout dans une optique de réinsertion durable.

Question 0149 (13.3.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **zones vertes interurbaines:**

Un article du «Luxemburger Wort» paru le 12 mars 2014 relate que Madame la bourgmestre de la ville de Luxembourg a déclaré pendant une séance du conseil communal qu'aucune surface prévue pour la construction du nouveau stade de football à Kockelscheuer ne serait classée en «zone verte».

D'un côté, s'il est correct que cette classification n'existe pas dans le «Plan d'aménagement général» de la capitale, la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles définit cependant la «zone verte». En effet, l'article 5 de la loi susmentionnée prévoit que «Dans les parties du territoire de ces communes situées en dehors des zones définies à l'alinéa 1er, parties dénommées «zone verte» dans la présente loi, seules peuvent être érigées des constructions servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique, ou à un but d'utilité publique. Elles restent cependant soumises à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Eaux et Forêts, désigné dans la présente loi par les termes «le Ministre».»

D'un autre côté, le Ministère du Développement durable a élaboré les «plans directeurs sectoriels» dans les domaines du transport, du logement et des grands espaces paysagers et forestiers qui constituent les instruments permettant de cadrer le développement spatial à moyen et long terme. L'avant-projet du plan sectoriel «paysages», datant de 2008 et coréalisé par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère de l'Environnement, identifie une zone verte interurbaine à l'endroit où se situera le nouveau stade de football. Comme les plans sectoriels ne sont pas encore entrés en vigueur, ces derniers pourront être modifiés et les zones vertes interurbaines adaptées.

Lors d'une réunion de commission parlementaire, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé que le Conseil de Gouvernement tranchera d'ici le 21 mai 2014 sur les plans sectoriels définitifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres précités:

- Les Ministres peuvent-ils clarifier si le terrain prévu pour le nouveau stade se situe dans une «zone verte» telle qu'elle est définie selon la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles?

- Le Gouvernement envisage-t-il de procéder à une modification des «zones vertes interurbaines» à l'endroit en question?

- Étant donné que la procédure d'élaboration des plans sectoriels a déjà été finalisée, une modification de ces plans ne signifie-t-elle pas que la procédure d'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement telle que prévue par la loi du 22 mai 2008, qui doit être faite préalablement à l'adoption d'un tel plan par le Conseil de Gouvernement, doit être refaite? Dans l'affirmative, de combien de temps le Gouvernement estime-t-il que le dépôt de projets de plans sectoriels va être retardé?

Réponse commune (10.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le terrain prévu pour le nouveau stade de football se situe à l'heure actuelle en majeure partie en zone rurale et partiellement en zone de loisirs, ces deux zones appartenant à l'ensemble des zones naturelles du plan d'aménagement général actuellement en vigueur de la ville de Luxembourg. En ce qui concerne la zone rurale, celle-ci correspond à une «zone verte» telle que définie selon la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. En revanche, la zone de loisirs permet certains types de constructions, dont notamment des installations sportives, sous certaines conditions pour le détail desquelles il est renvoyé à la partie afférente de la partie écrite du plan d'aménagement général actuellement en vigueur de la ville de Luxembourg.

Le Gouvernement a récemment adapté la délimitation de la zone verte interurbaine pour les terrains situés entre le contournement autoroutier et le futur boulevard Kockelscheuer respectivement la N4, de manière à y permettre la construction du nouveau stade précité ainsi que d'un «Park&Ride» et d'un centre de remisage du futur tram.

Dans ce contexte, il convient de signaler qu'en faisant voter la loi du 16 décembre 2010 relative à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre

de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich, c'est en fait le Gouvernement précédent qui a déjà prédéfini une telle modification de la délimitation de la zone verte interurbaine telle qu'initialement retenue au niveau de l'avant-projet de plan directeur sectoriel «paysages» présenté en automne 2008. En effet, le précédent Gouvernement avait, en toute connaissance de cause quant aux conflits éventuels avec la zone verte interurbaine telle que fixée dans l'avant-projet précité, prévu, dans le cadre de la loi susmentionnée, la nouvelle voirie desservant le Ban de Gasperich de manière à créer un îlot de terrains compris entre le contournement autoroutier et le futur boulevard Kockelscheuer, dans l'idée, notamment, d'y implanter un nouveau «Park&Ride», voire d'autres équipements ou infrastructures.

Ce n'est donc que dans la logique de ces décisions préalables que le Gouvernement actuel a décidé, d'un commun accord avec la ville de Luxembourg, d'implanter sur ces terrains le nouveau stade précité ainsi qu'un «Park&Ride» et un centre de remisage du futur tram. La raison pour laquelle il n'a été procédé que récemment à l'adaptation correspondante de la zone verte interurbaine tient au fait que le Gouvernement actuel voulait disposer d'un niveau de détail suffisant quant à la planification des installations précitées de manière à pouvoir limiter la modification de la zone verte interurbaine au strict nécessaire par rapport à son extension initiale.

Finalement, il reste à préciser que cette adaptation n'entraînera aucun retard par rapport au calendrier annoncé pour le dépôt des projets de plans directeurs sectoriels primaires.

Question 0154 (18.3.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**utilisation de journalistes à des fins de renseignement:**

Comme il est rapporté dans la presse écrite (voir notamment «Wort» et «Tageblatt» du 14 mars, «Journal» du 17 mars 2014) un ancien photographe du «Luxemburger Wort» aurait déclaré, lors de l'audition du 13 mars 2014 du procès «Bommeleeër», qu'il aurait été abordé en 1985 par un agent du SREL pour prendre des photos des badauds après le prochain attentat, qui devait être celui du Palais de Justice le 19 octobre. Le témoin a encore confirmé la remise de photos auprès du «Fräiheetsbam» entre Bridel et Strassen, contre le salaire de 100 francs, tout en avouant aujourd'hui sa honte («...sich später geschämt zu haben, da er sich wie ein Spitzel vorgekommen sei», LW 14 mars 2014).

Suite à ces informations qui ne confirment pas seulement l'implication active du SREL dans l'enquête Bommeleeër au-delà de ce qui a été soutenu jusqu'à présent, mais aussi l'utilisation de journalistes à des fins de renseignement, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre:

- s'il est au courant des faits cités et s'il a ouvert ou compte ouvrir une enquête interne à ce sujet;

- s'il n'estime pas qu'il devrait être recherché aussi si le Service de Renseignement a utilisé, notamment en rapport avec la surveillance d'ores et déjà avérée de larges parties de la population pendant certaines périodes par le SREL, voire utilise encore aujourd'hui des journalistes et notamment des photoreporters pour avoir des renseignements sur des événements de la vie publique respectivement politique;

- s'il n'estime pas qu'une telle pratique, si elle était avérée, constituerait une atteinte intolérable à l'indépendance de la presse basée sur la confiance du public.

Réponse (31.3.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le SRE ne conteste pas les affirmations de la personne évoquée par la question parlementaire. Les vérifications effectuées par le SRE ne font pas ressortir de demande précise à l'adresse du photographe, ni de frais au montant de 100 LUF. Toutefois, le SRE n'exclut pas qu'une telle demande ait pu avoir lieu. L'agent du SRE mentionné par le photographe étant décédé, il n'est plus possible de vérifier auprès de cette personne. Le SRE n'avait pas et n'a pas de démarche ciblée pour recruter des journalistes. Le SRE n'a aucun pouvoir de contrainte exécutif dans le recrutement de sources, la source coopérant de manière volontaire.

D'après les vérifications diligentées par le SRE, il apparaît que le SRE a eu recours, dans le passé, de manière épisodique à des photographes de presse pour leur demander de copier au SRE des clichés quand ces professionnels ont eu à photographier, dans le cadre de leur profession, des personnes intéressant le SRE au titre de la mission définie par la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'État. Cette démarche n'était pas systématique mais ponctuelle et épisodique. Elle était motivée par la volonté du SRE de ne pas se faire repérer dans le domaine public. La démarche s'inscrivait dans l'externalisation des équipes opérationnelles de filature du SRE à cette époque. Aujourd'hui, le SRE n'a plus recours à des professionnels des médias, disposant en interne des compétences techniques propres depuis la loi-cadre du SRE du 15 juin 2004.

En ce qui concerne le rôle du SRE pendant la période des attentats à la bombe dans les années 1985 et 1986, il est rappelé que la justice a perquisitionné et a saisi des documents, microfilms, rapports et autres pièces dans les locaux du SRE par procès-verbal daté du 9 décembre 2003. Le SRE n'avait pas accès au dossier de l'instruction judiciaire et ne disposait pas d'informations directes sur les attentats à la bombe à Luxembourg. Il est rappelé de même que la Commission de Contrôle parlementaire du SRE avait effectué une enquête spéciale sur «le rôle du SRE dans le cadre des enquêtes relatives à l'affaire des attentats à l'explosif des années 1984 à 1986». Cette enquête avait examiné le rôle joué par le SRE et les détails des mesures prises par le SRE pendant la période des attentats à la bombe à Luxembourg dans les années 1984 à 1986. Monsieur le Procureur d'État avait été entendu par la Commission. Le rapport du 7 juillet 2008 retient que le SRE n'était jamais intervenu de sa propre initiative dans l'enquête pénale. Il est renvoyé aux conclusions de ce rapport publié le 7 juillet 2008.

Question 0155 (19.3.2014) de **MM. Félix Eischen** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant le **dépôt sauvage de déchets:**

Avec les nombreuses opérations de nettoyage de printemps à travers le pays, bon nombre de bénévoles vont à nouveau retrousser leurs manches pour ramasser les déchets d'individus peu scrupuleux et respectueux de la nature et de l'environnement. Ce sont chaque année des tonnes de détritus divers (canettes, mégots, papiers, etc.) récoltés aux quatre coins du pays, sans parler des déchets récoltés par les Ponts & Chaussées aux abords des autoroutes et des routes nationales.

À l'instar de certains pays, ne serait-il pas judicieux d'introduire une loi punissant ce genre d'excès. Nous souhaitons donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Madame la Ministre envisage-t-elle de prévoir une loi sanctionnant les dépôts sauvages de déchets?

- En cas d'introduction d'une telle loi, serait-il envisageable qu'outre la police, les gardes-champêtres soient considérés comme autorité compétente pour dresser les procès-verbaux en cas de non-respect de ladite loi?

Réponse (9.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, transposant en droit luxembourgeois la directive 2008/98/CE, précise dans son article 42 que l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets sont interdits. L'article 48 de la loi susmentionnée précise qu'en cas de contraventions, punies conformément aux dispositions de l'article 47, point 2), des avertissements taxés peuvent être décernés. Le montant, les modes de paiement ainsi qu'un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé sont à fixer par règlement grand-ducal.

Conformément à l'article 20, point 5) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets, en cas d'abandon incontrôlé des déchets ménagers ou des déchets assimilés sur le territoire d'une commune et sans préjudice des obligations et responsabilités qui incombent aux producteurs de déchets, les communes ont l'obligation d'assurer la collecte et le traitement de ces déchets. Les communes ont le droit de facturer les frais qui sont occasionnés aux producteurs ou aux détenteurs respectifs.

Suivant l'article 29 de la loi communale du 13 décembre 1988, des peines de police peuvent être portées dans les règlements communaux avec un maximum de l'amende de 2.500 euros.

Conformément à l'article 45 de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets, les fonctionnaires de la Police grand-ducale, les fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises à partir du grade de brigadier principal ainsi que le directeur, les directeurs adjoints, les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs, les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs techniciens et les fonctionnaires de la carrière des rédacteurs de l'Administration de l'Environnement peuvent être chargés de constater les infractions à la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets et aux règlements pris en son exécution.

Les compétences des gardes-champêtres sont fixées à l'article 97 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Question 0159 (19.3.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **réduction du stress par le yoga:**

Diverse Studien belegen, dass Yoga, wenn unter fachkundiger Anleitung regelmäßig und gesundheitsbewusst angewandt, signifikant Schmerzen in Rücken, Kopf und Gelenken sowie chronische Erschöpfung und Burnout mildert. Durch die systematische Entspannung wird der Blutdruck gesenkt, die Konzentration beruhigt den Geist und die Dehnungsübungen lindern die Schmerzen.

Besser vorbeugen als später Erkrankungen behandeln - dies haben inzwischen die deutschen gesetzlichen Krankenkassen verstanden und investieren in die Gesundheit ihrer Mitglieder. So übernehmen einige Kassen bis zu 80% der Kosten für Präventionskurse, zu denen auch Yoga zählt.

Die Krankenkassen haben in ihrem Leitfaden „Prävention" aus dem Jahre 2006 vier Kernthemen aufgestellt (Bewegung, Stressmanagement, Ernährung und Suchtverhalten), bei denen sie Gesundheitskurse ihrer Mitglieder finanzieren. Im Rahmen der Primärprävention wird Yoga im Bereich der Stressreduktion und der Entspannung anerkannt und von den gesetzlichen Krankenkassen bei entsprechender Qualifikation der Kursleiter bezuschusst. Yogakurse als Maßnahme zur Gesundheitsvorsorge ist das Motto.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Wie schätzen die Minister die Effizienz dieser Maßnahme ein?

- Könnten die Minister sich vorstellen, auch in Luxemburg einen ähnlichen Weg einzuschlagen, wissend, dass immer mehr Menschen unter Rückenproblemen, Stress und Burnout leiden und dass die Präventionsmaßnahmenkosten die Krankenkassen weniger belasten würden als das Auszahlen längerer Krankheitsurlaube?

- Sind die Minister der Meinung, dass sich durch eine solche Maßnahme das Wohlbefinden der Menschen verbessern könnte?

Réponse (18.4.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Bezüglich der Anfrage der ehrenwerten Abgeordneten gilt es Folgendes anzumerken:

Zurzeit ist ein wissenschaftlich eindeutiger Wirkungsnachweis von Yoga zur Milderung von Schmerzen in Rücken, Kopf und Gelenken, chronischer Erschöpfung und Burnout noch nicht erfolgt.

Bevor endgültige konkrete Aussagen zur spezifischen Anwendung von Yoga bei verschiedenen Erkrankungen bzw. als Präventionsmaßnahme und zu deren Effektivität, Effizienz und Evidenz gemacht werden können, müssen jedoch die Ergebnisse weiterer Studien zur Evidenz abgewartet werden.

Auch wenn Yoga keine wissenschaftlich anerkannte Präventionsmaßnahme darstellt, bedeutet dies jedoch nicht, dass die Anwendung von Yoga wie auch anderer Entspannungstechniken oder Maßnahmen der allgemeinen gesunden Lebensführung, wie z. B. gesunde Ernährung, ausreichende Bewegung, soziale Teilhabe dazu beitragen können, das individuelle Wohlbefinden der Menschen zu verbessern.

Question 0174 (26.3.2014) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169):**

Lors du débat d'orientation sur le bilan et les perspectives luxembourgeoises en vue du sommet des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 qui a eu lieu à la Chambre des Députés le 12 juin 2012, une motion portant sur la ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169) a été approuvée à l'unanimité par tous les groupes parlementaires et sensibilités politiques. En l'occurrence, il s'agit de protéger les peuples indigènes et tribaux des violations en vertu de leur droit à disposer de leurs terres, territoires et ressources face à des initiatives étatiques et non étatiques d'exploitation des ressources naturelles.

La Convention ILO 169 est, à ce jour, le seul instrument international contraignant visant à «stimuler le dialogue entre les gouvernements et les peuples indigènes et tribaux, et à prévenir, voire résoudre les conflits».

Les 34 communes signataires de l'Alliance du Climat au Luxembourg avaient également revendiqué la ratification de la Convention ILO 169 par le biais d'un communiqué de presse diffusé en date du 22 mai 2012.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le processus de ratification de ladite Convention a été entamé depuis juin 2012? Dans l'affirmative, quelles sont les échéances prévues?

2. Le cas échéant, la procédure de ratification rencontre-t-elle d'éventuelles difficultés?

Réponse commune (23.4.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

1. La procédure de ratification a été lancée au sein du Ministère des Affaires étrangères en juillet 2012. Le projet de loi sera soumis sous peu pour approbation à la Chambre des Députés.

2. La procédure de ratification ne connaît pas de difficultés majeures.

Question 0175 (26.3.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **retrait d'attestations d'enregistrement aux citoyens de l'Union européenne:**

Depuis quelques mois, plusieurs citoyens de l'Union européenne résidant au Luxembourg ont reçu un courrier de la direction de l'Immigration, dans lequel était annoncée la possibilité de retrait de l'attestation d'enregistrement, ce qui, dans la pratique, vaut retrait du droit de séjour. La raison évoquée serait une «charge déraisonnable pour l'État luxembourgeois», du fait de percevoir le «RMG» ou d'être inscrit au chômage depuis un certain temps. Une situation qui ne serait pas propre au Luxembourg, puisque qu'en Belgique, des expulsions de ressortissants européens ont eu lieu, comme le relate un article du «Tageblatt» du 28 décembre 2013.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions au Ministre des Affaires étrangères:

- Le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les raisons et les critères adoptés par l'administration luxembourgeoise pour prendre une telle décision?

- Combien de citoyens de l'Union européenne sont concernés et combien de citoyens ont effectivement dû quitter le territoire luxembourgeois suite à cette décision?

- Quelles sont les durées de résidence au Luxembourg des citoyens visés?

- S'agit-il de personnes seules en général ou également de familles entières?

- Quelles nationalités sont concernées?

Réponse (28.3.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Pour répondre à la question de l'honorable Député Wiseler, il convient de rappeler le contexte global de la libre circulation des personnes tel qu'il résulte de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration transposant la directive 2004/38/CE sur la libre circulation des personnes en droit national.

Le citoyen de l'Union bénéficie d'un droit de séjour au Luxembourg pour une durée supérieure à trois mois s'il remplit les conditions prévues par l'article 6, paragraphe 1 de la loi de 2008 précitée, à savoir:

«- s'il exerce en tant que travailleur une activité salariée ou activité indépendante;

- s'il dispose pour lui et pour les membres de sa famille (tels que définis à l'article 12 de la

même loi) de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale, ainsi que d'une assurance maladie;

- s'il est inscrit dans un établissement d'enseignement public ou privé au Grand-Duché de Luxembourg conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, pour y suivre à titre principal des études ou, dans ce cadre, une formation professionnelle, tout en garantissant disposer de ressources suffisantes pour lui-même et pour les membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour le système d'assistance sociale et d'une assurance maladie.»

Cependant, le droit à la libre circulation n'est pas un droit absolu. Les limitations au droit de séjour du citoyen de l'Union sont également précisées dans la loi de 2008. L'article 24 de la loi indique dans quels cas le citoyen perd son droit de séjour. Il en va notamment ainsi pour la personne qui devient une «charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale». Le recours au système d'assistance sociale n'entraîne pas automatiquement une décision de refus de séjour à l'égard du citoyen. La charge pour le système d'assistance sociale est évaluée conformément à l'article 24 (4) de la loi, en prenant en compte le montant et la durée des prestations sociales non contributives qui ont été accordées, ainsi que la durée du séjour. À noter que la personne qui se trouve en chômage involontaire conserve la qualité de travailleur et les prestations qu'elle reçoit ne sont pas considérées comme prestations susceptibles de constituer une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale.

Si la direction de l'Immigration constate que les conditions de séjour ne sont pas ou plus remplies et que le citoyen de l'Union constitue une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale, cette personne reçoit dans une première phase une information conformément au règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes (PANC) que la direction de l'Immigration estime qu'elle a perdu son droit de séjour alors qu'elle ne remplit plus les conditions de séjour ainsi que des motifs à la base de cette procédure. Les concernés disposent ensuite d'un délai d'un mois pour apporter leurs observations. La procédure se poursuit soit par une suspension de la procédure de retrait pour une durée de trois à neuf mois, au cas où les personnes concernées présentent des observations pertinentes, soit par un arrêt de la procédure du moment que les personnes concernées remplissent de nouveau les conditions pour un séjour de plus de trois mois.

L'absence d'une réaction des personnes concernées ou le non-respect continu des conditions prévues par la loi du 29 août 2008 entraîne une décision de retrait du droit de séjour.

Les retraits du droit de séjour sont donc opérés en application des dispositions de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Cette procédure est appliquée depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée en date du 1er octobre 2008.

Il convient de préciser que les citoyens de l'Union auxquels le droit de séjour a été retiré peuvent à tout moment récupérer leur droit de séjour en remplissant de nouveau les conditions prévues pour un séjour de plus de trois mois.

Deux précisions s'imposent: Le citoyen de l'Union qui a le statut de travailleur bénéficie de l'égalité de traitement, y compris en matière d'aide sociale, et ne perd pas son droit de séjour s'il touche des prestations relevant de l'assistance sociale.

Il faut noter également qu'après un séjour légal et ininterrompu de cinq ans sur le territoire luxembourgeois, le citoyen de l'Union acquiert le droit au séjour permanent (article 9 de la loi précitée). Ce droit n'est pas soumis aux conditions prévues à l'article 6, paragraphe 1 pour le séjour d'un citoyen pour une durée supérieure à trois mois. Ainsi, les citoyens de l'Union bénéficiant d'un droit de séjour permanent ne perdent pas le droit de séjour en cas de recours au système d'assistance sociale.

Dans l'hypothèse de la perte du droit de séjour au motif d'être une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale, le citoyen reçoit l'ordre de quitter le territoire. Cela signifie qu'il n'a plus de droit de séjour et ne bénéficie donc plus des droits découlant du séjour légal. La personne n'est cependant pas éloignée par la contrainte.

En 2013, une quarantaine de décisions de retrait de droit de séjour ont été prises à l'égard de citoyens de l'Union qui sont pour la plupart des personnes seules.

Des statistiques détaillées, y inclus sur les nationalités des citoyens concernés, sont proscrites en raison de la protection des données des personnes concernées. Comme les personnes concernées ne sont pas éloignées du territoire et peuvent par conséquent récupérer leur droit de séjour, des statistiques fiables seraient quasiment impossibles à établir. À préciser qu'en 2013, 16.079 citoyens de l'Union ont procédé à une première déclaration d'enregistrement.

Question 0178 (27.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **situation des locataires dans les foyers pour travailleurs immigrés:**

Il me revient qu'à la fin de l'année 2013, la nouvelle de la dénonciation de baux de 15 travailleurs immigrés logeant au foyer pour travailleurs immigrés à la rue de Muhlenbach à Luxembourg, avait été à l'origine d'un grand émoi de la part des intéressés. En clair, ces 15 personnes devaient déguerpir en plein hiver, c'est-à-dire pour le 1er janvier 2014. Finalement, le Ministère de la Famille avait accordé un sursis de six mois, sursis qui devrait donc venir à échéance au mois de juin de cette année.

En 2012 déjà, 14 locataires d'un tel foyer, situé sur la route de Thionville à Luxembourg, ont vu leur bail annulé et ont dû quitter les lieux.

Vous n'êtes pas sans savoir que les travailleurs installés dans ces foyers se trouvent généralement dans une situation très précaire: ils travaillent pour la plupart dans le secteur du bâtiment et se retrouvent souvent au chômage technique. Vu les prix du marché du logement et les conditions d'octroi d'un bail (garantie correspondant à deux, voire trois loyers), il leur est extrêmement difficile de trouver un logement décent et abordable.

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer ce qu'il adviendra des locataires précédemment visés par la dénonciation du bail au foyer sis à la rue de Muhlenbach?

Réponse (16.4.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

À ce jour, cinq personnes sur les 14 dont le contrat viendra à terme le 1er juillet 2014, ont quitté le foyer de Muhlenbach. Les neuf personnes restantes ont été récemment convoquées à l'OLAI. Au cours des entretiens, le gestionnaire du foyer Muhlenbach et l'assistante sociale en charge du dossier Muhlenbach ont fait le point sur les recherches de nouveaux logements effectuées par les occupants et les éventuels obstacles qu'ils rencontrent dans leurs démarches respectives. Dans ce même contexte, les occupants ont été informés que d'après les dispositions de l'article 4 tiret 1 de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, la résiliation judiciaire pourra être engagée ainsi que le déguerpissement forcé au cas où ils refuseraient de quitter les lieux après l'expiration du terme donné.

Question 0191 (1.4.2014) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **critiques prononcées à l'égard du projet tram:**

Il me revient que lors d'une récente table ronde organisée par la Fédération des Femmes Cheffes d'Entreprise du Luxembourg (FFCEL), Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a ouvertement critiqué le projet du tram tel qu'il est actuellement proposé par le Gouvernement.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

1. Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette critique et me préciser le contenu de ses affirmations?

2. Madame la Ministre a-t-elle parlé en son nom personnel ou au nom du Gouvernement?

Réponse (4.4.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Non, je n'ai pas ouvertement critiqué le projet du tram tel qu'il est actuellement proposé par le Gouvernement, mais le non-avancement de ce projet au cours des 20 dernières années.

On nous a posé plusieurs questions, dont celle pourquoi nous nous étions engagées en politique et si le projet du tramway n'était pas trop cher par rapport à la crise.

J'ai répondu que le tramway était justement un bon exemple pourquoi je m'étais engagée en politique. Un homme/femme politique peut prendre de bonnes ou de mauvaises décisions, mais ne pas prendre de décision du tout était ce qu'il y avait de plus faux.

Or, le fait de ne pas prendre de décision précise en ce qui concerne le tramway était le point fort du Gouvernement précédent. On discutait, rediscutait, consultait, réfléchissait, calculait, promettait, dépensait une fortune depuis plus de 20 ans, mais sans jamais prendre une véritable décision.

J'ai donc souligné que j'approuve le fait que le Ministre François Bausch prend enfin des décisions concrètes.

2. L'ensemble des membres du nouveau Gouvernement partagent cette approche d'une politique basée sur l'efficacité et n'ont pas peur de prendre des décisions dans l'intérêt du pays et de ses citoyens.

Question 0192 (3.4.2014) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant la **collaboration entre le Gouvernement et la société McKinsey:**

En référence aux questions parlementaires n°0141 et n°0142 du 7 mars 2014 et à la réponse du Ministre compétent le 17 mars 2014 *(voir ci-dessus)* au sujet de l'attribution d'un marché à la société McKinsey en vue de l'accompagnement de Monsieur le Ministre des Finances dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle nomenclature budgétaire, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelle a été la réaction de la Commission des Soumissions suite à l'implication de McKinsey dans l'exercice de la préparation du budget 2015?

2. Quelle a été la réaction de la Direction du Contrôle financier de l'État luxembourgeois?

3. Comment et de quelle manière le Gouvernement entend-il associer la Chambre des Députés aux travaux?

Réponse (11.4.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

La Commission des Soumissions a avisé favorablement la démarche en relation avec l'accompagnement de McKinsey.

Pour sa part, le contrôleur financier a accordé son visa sans autres observations au sujet de l'attribution d'un marché à la société McKinsey.

En ce qui concerne la démarche pour l'élaboration d'un budget de la nouvelle génération dès l'exercice 2015, j'entends associer la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés dès le mois de mai. Ainsi, j'aimerais partager avec la Commission mes vues sur la démarche générale envisagée sur les prochains exercices et l'informer sur les groupes de travail mis en place actuellement pendant la phase d'élaboration.

Question 0197 (4.4.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**arrivée prochaine des demandeurs d'asile de Syrie:**

Dans le contexte de l'arrivée prochaine de demandeurs d'asile de Syrie au centre d'accueil de Weilerbach, il me revient que les autorités sanitaires ont lancé une information afin d'assurer que le personnel du centre d'accueil ainsi que celui de la station d'épuration d'Echternach soit suffisamment protégé contre le risque de contamination par le virus de la poliomyélite.

En effet, la polio («Kinderlähmung»), qui touche essentiellement les enfants de moins de cinq ans, est une maladie contagieuse provoquée par un virus envahissant le système nerveux et pouvant entraîner une paralysie totale en quelques heures. Selon les informations de l'Organisation mondiale de la Santé, une infection sur 200 entraîne une paralysie irréversible. Étant donné qu'il n'existe aucun traitement contre la polio, la prévention par vaccination constitue la seule option pour combattre la contamination et la progression de cette maladie redoutable.

Depuis 1988, l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite a fait baisser le nombre des cas de 99%, passant de 350.000 selon les estimations dans plus de 125 pays d'endémie à 406 cas notifiés en 2013.

Or, suite à la guerre et à la situation humanitaire et sanitaire difficile, la maladie de la poliomyélite a recommencé à se propager en Syrie: au 20 mars 2014, l'OMS fait état d'un total de 37 cas d'infection notifiés en République arabe syrienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Selon quelles procédures et stratégies est-il procédé à des examens médicaux, traitements et/ou vaccinations des demandeurs d'asile en général et des demandeurs d'asile syriens en question? Madame la Ministre estime-t-elle que les mesures prévues sont suffisantes pour garantir la protection de la population?

- Quelle est selon les informations officielles la couverture de la population luxembourgeoise concernant la vaccination contre la poliomyélite?

- Madame la Ministre peut-elle m'expliquer pour quelle raison l'information lancée par les autorités sanitaires se limite au personnel du centre d'accueil «Weilerbach» et de la station d'épuration d'Echternach?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que l'arrivée des demandeurs d'asile syriens peut représenter une bonne occasion pour rappeler à la population l'importance de veiller à leur statut de vaccination, c.-à-d. de tenir leur carnet de vaccination à jour et de procéder aux rappels de vaccination en temps voulu?

Réponse (22.4.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

En général tous les demandeurs de protection internationale sont invités, après leur entrée sur le territoire national, de se présenter pour un contrôle sanitaire. Ce contrôle est effectué par les médecins et professionnels de santé de la Direction de la Santé en collaboration avec la Ligue médico-sociale.

Un des buts de ce contrôle est la recherche de maladies infectieuses. Cette recherche est orientée spécifiquement autour des maladies qui sévissent aux pays d'origine, dont par exemple la poliomyélite qui, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), est présente encore dans les pays suivants: Afghanistan, Nigeria, Pakistan, Syrie.

Le statut vaccinal est vérifié et des vaccinations sont offertes gratuitement aux personnes dont ce statut est incomplet.

Le contrôle des personnes en provenance de la Syrie est effectué selon un protocole établi à cet effet.

Les mesures prévues sont celles recommandées par ECDC («European Centre for Disease Prevention and Control») et devraient suffire à garantir la protection de la population.

En général la couverture vaccinale au Luxembourg est très satisfaisante, comme le montre une étude récente à trouver sur le site santé.lu: http://www.sante.public.lu/publications/rester-bonne-sante/vaccinations/enquete-couverture-vaccinale-lux/enquete-couverture-vaccinale-lux-2012.pdf.

Ainsi par exemple 95% des enfants résidents âgés de 25 à 30 mois sont complètement vaccinés contre la poliomyélite.

En ce qui concerne les actions auprès du personnel de la «Weilerbach» et de la station d'épuration d'Echternach, il s'agit simplement d'une vérification du statut vaccinal des employés par leurs services de médecine du travail respectifs, ceci de nouveau dans le cadre des recommandations de ECDC. Bien que ce contrôle ait été demandé en vue de la venue de personnes de Syrie, il va de soi que les services de médecine de travail vérifient de façon de routine les statuts vaccinaux de leurs assurés en fonction de l'emploi qu'ils occupent.

Maintes situations montrent l'importance générale d'une bonne couverture vaccinale de la population, permettant d'éviter la propagation de maladies infectieuses graves sur notre territoire. La semaine OMS de vaccination du 22 au 28 avril souligne cette importance et offre le cadre adéquat pour rappeler ceci à la population.